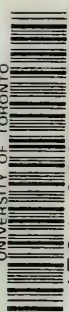
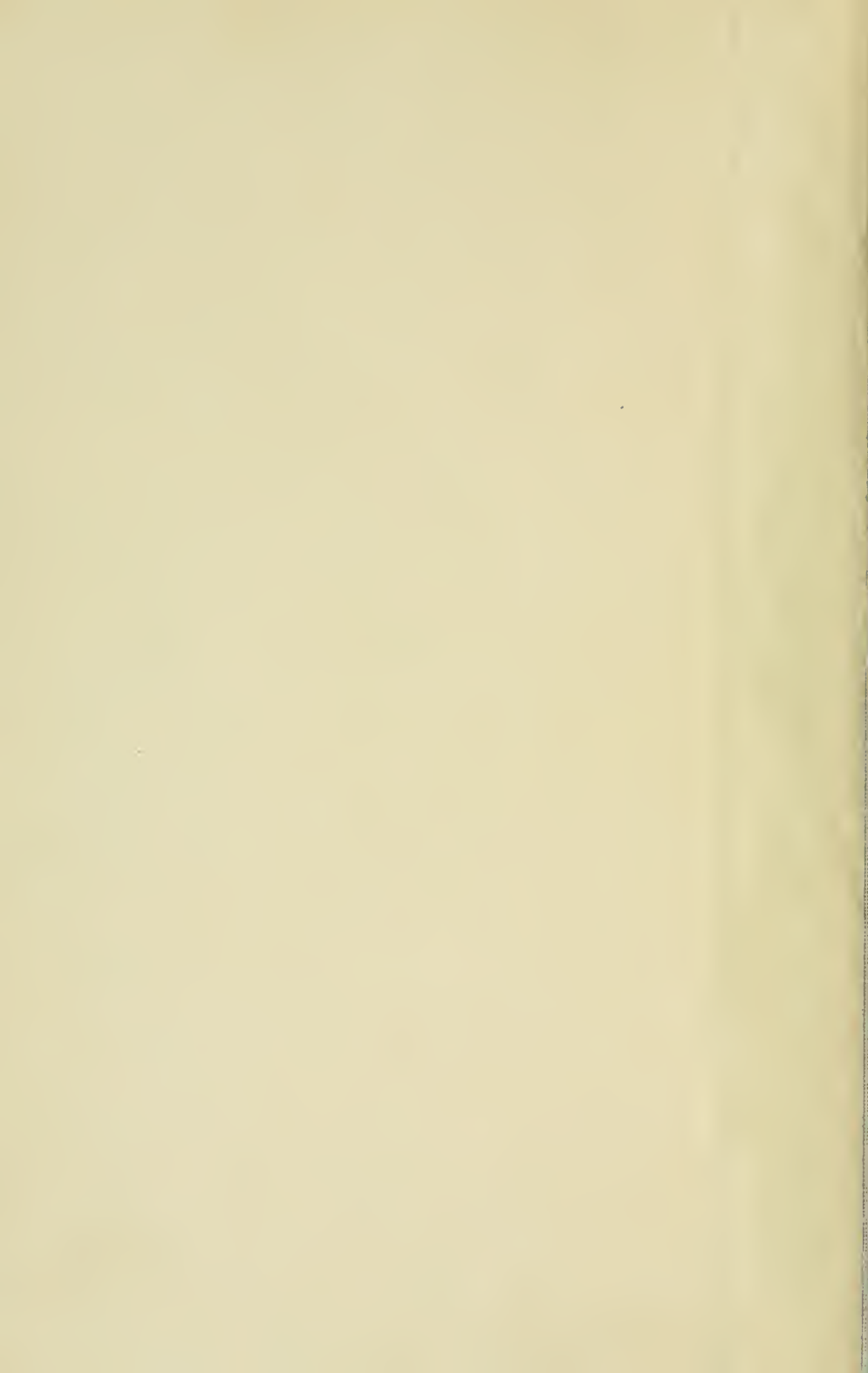


UNIVERSITY OF TORONTO



3 1761 00291326 7

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY





Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

HISTOIRE
DU
COMTÉ DU MAINE

DONATION ALPHONSE PEYRAT

Ce volume a été publié avec l'aide du fonds spécial mis à la disposition de l'École pratique des Hautes-Études par Madame la Marquise ARCONATI-VISCONTI en mémoire de son père ALPHONSE PEYRAT.

HISTOIRE
DU
COMTÉ DU MAINE
PENDANT LE X^e ET LE XI^e SIÈCLE

PAR

Robert LATOUCHE

ARCHIVISTE PALÉOGRAPHE

ÉLÈVE DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES

AVEC UN PLAN



PARIS
LIBRAIRIE HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR
5, QUAI MALAQUAIS

—
1910

Tous droits réservés

Cet ouvrage forme le 183^e fascicule de la Bibliothèque de l'École des Hautes Études

121453
291311

Philo
L.F.

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES HAUTES ÉTUDES

PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES
DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

SCIENCES HISTORIQUES ET PHILOLOGIQUES

CENT QUATRE-VINGT-TROISIÈME FASCICULE

HISTOIRE DU COMTÉ DU MAINE
PENDANT LE X^e ET LE XI^e SIÈCLE

PAR

ROBERT LATOUCHE

AVEC UN PLAN



PARIS
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION, ÉDITEUR
5, QUAI MALAQUAIS

1910

Tous droits réservés



PLAN DU MANS EN 1736.

EXTRAIT DU PLAN DE LA VILLE DU MANS EN 1736

DIT PLAN DE CÉSAR AUBRY ¹

LÉGENDE

Paroisses.

1. Cathédrale.
2. N.-D. de Gourdain.
3. Saint-Hilaire.
4. Saint-Benoît.
5. Saint-Pierre-le-Réitéré.
6. Saint-Pavin de la Cité.
7. Saint-Pierre-de-la-Cour.
8. Saint-Ouen-des-Fossés.
15. Saint-Jean-de-la-Cheverie.

Églises et chapelles.

21. Chapelle de l'Évêché.
22. Saint-Michel du Cloître

23. Hôpital des Ardents.
24. Chapitre du Gué-de-Maulny.
25. Prieuré de Saint-Victeur.
30. Les Filles-Dieu.
34. Les Jacobins.

Édifices.

37. Hôtel de Ville et Palais de Justice.
38. Fontaine du Marché Saint-Pierre.
39. Boucherie.
40. Grenier à sel.
43. La Poterne.

1. Cette photographie a été tirée d'après une lithographie qu'a donnée M. G. Esnault dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XV, 1884, hors texte : elle ne comprend qu'une partie du plan de César Aubry, celle seulement qui présentait de l'intérêt pour l'étude de la cité. L'autorisation de reproduire ce plan nous a été donnée par M. R. Triger, président de la Société historique et archéologique du Maine, et nous tenons à l'en remercier ici.

INTRODUCTION

L'objet que nous nous sommes proposé n'a été ni de composer un récit annalistique de l'histoire du Maine pendant deux siècles, ni de retracer la biographie des comtes qui ont gouverné ce pays. C'est un ouvrage d'un caractère assez différent que nous avons tenté d'écrire. Si nous avons choisi le x^e et le xi^e siècle, c'est parce que cette période a été témoin d'une transformation radicale dans tous les *pagi* ou circonscriptions administratives de l'empire franc ; c'est alors, en effet, que s'est formé et développé ce que les historiens appellent, d'un terme dont la précision est plus apparente que réelle, le « régime féodal ». Il nous a paru intéressant d'examiner comment cette transformation s'est accomplie dans un *pagus* pris en particulier. Pour diverses raisons — qui ne sont pas toutes des raisons d'ordre scientifique — nous avons choisi le Maine. Nous avons tâché de perdre de vue le moins possible le but que nous nous sommes assigné, et, si c'est d'abord un travail d'histoire provinciale que nous avons composé, nous n'avons pas non plus négligé d'en faire un chapitre d'histoire générale.

C'est par une étude des documents que commence ce volume. On passera rapidement sur ceux qui ont un caractère narratif ; ils ont été examinés ailleurs. Les documents diplomatiques retiendront plus longtemps notre attention, car ces documents, qui sont d'une grande utilité pour l'histoire des institutions, n'ont pas encore été l'objet de recherches critiques approfondies. Or pour apprécier sainement leur valeur, il importe de connaître la manière

dont ils ont été rédigés et la valeur juridique qu'on leur attribuait lorsqu'on les composait. Un bref tableau de l'état du Maine au ix^e siècle suit ce double examen et sert de point de départ aux considérations sur le x^e et le xi^e siècle. Le fait politique le plus apparent dans l'histoire obscure du x^e siècle est l'établissement d'une dynastie héréditaire ; nous avons essayé de montrer comment il a eu lieu dans le Maine. L'histoire de cette région au xi^e siècle est mieux connue, et nous l'avons esquissée dans trois chapitres. Le premier est consacré au récit des rivalités entre les comtes du Maine d'une part, les évêques du Mans et les comtes d'Anjou de l'autre, pendant la première moitié du xi^e siècle, sous les gouvernements des comtes Herbert Éveille-Chien et Hugue IV (1016-1051). Dans un autre chapitre nous racontons la lutte d'influence entre les maisons d'Anjou et de Normandie, qui troubla le Maine pendant la seconde moitié du xi^e siècle, et les nombreuses révolutions dont ce comté fut alors le théâtre (1051-1092). L'histoire du gouvernement d'Hélie de la Flèche (1092-1110) occupe à lui seul le dernier de ces chapitres.

C'est sous ce prince que le Maine fut définitivement rattaché à l'Anjou. Cet événement, qui semble, au premier abord, le résultat fortuit d'un mariage, découle, croyons-nous, d'une lente évolution dont le point de départ a peut-être été, dès la fin du x^e siècle, un état de vassalité ; nous avons essayé de le prouver. L'organisation de la féodalité a été, pendant le xi^e siècle, le phénomène social le plus caractéristique de notre histoire ; on a tâché de montrer comment elle est née et s'est développée dans le comté du Maine à l'aide des textes de notre région. Si la plupart des seigneuries se sont constituées au cours du xi^e siècle, elles n'ont eu pendant ce siècle que des organes administratifs d'un caractère rudimentaire et, pour ainsi dire, domestique ; néanmoins ces organes existent ; nous les avons décrits en rappelant qu'ils sont les restes des institutions carolingiennes.

Après le monde laïque, le monde religieux. L'évêque

pendant le x^e et le xi^e siècle subit de profondes modifications ; pendant l'anarchie qui marque la fin du ix^e siècle et la plus grande partie du x^e, l'évêque était devenu une sorte de seigneur semblable aux autres seigneurs laïques de la région ; une réforme assez brusque dans le recrutement restitue dans la seconde moitié du xi^e siècle à l'épiscopat sa dignité religieuse ; les conséquences politiques de ces transformations, qui ne sont pas spéciales à notre région, sont importantes, comme l'histoire du Maine nous le montrera ¹. Si la vie urbaine est comprimée à la fin du ix^e siècle, il n'en est plus de même au xi^e ; au Mans on la voit déborder de la cité, et la population de cette ville joue même à cette époque un rôle important dans la vie sociale et politique. Toute cette étude est suivie de plusieurs appendices, d'un catalogue des actes des comtes du Maine et d'une table analytique.

Comme on peut l'entrevoir par ce bref exposé, c'est le détail des transformations qui ont eu lieu dans la vie politique et sociale du Maine au x^e et au xi^e siècle que nous avons essayé d'analyser. Ces transformations, qui ont eu pour résultat de modifier la condition du comté, celles du comte, de l'aristocratie, de l'épiscopat et de la cité, se sont faites lentement et, pour ainsi dire, silencieusement. L'historien qui compare l'état du *Pagus Cenomanensis* à la fin du ix^e siècle et celui du comté du Maine au début du xii^e est immédiatement frappé par leur différence ; mais il lui est difficile de comprendre comment le changement s'est effectué. Nous avons cru, toutefois, qu'on pouvait arriver par une suite d'analyses minutieuses à noter le tracé de quelques évolutions partielles et à montrer, en particulier, comment, dans bien des cas, les institutions du régime féodal sont sorties de celles de la royauté carolingienne. A cet égard, notre modeste étude servira peut-être à « illustrer » quelques théories célèbres.

1. Nous avons volontairement laissé de côté les établissements monastiques, pour l'étude desquels un volume spécial serait nécessaire.

Si l'histoire du comté du Maine au x^e et au xi^e siècle n'a jamais été faite suivant le plan que nous avons adopté, la plupart des points de cette histoire ont déjà été étudiés d'assez près dans divers ouvrages ; quelques brèves remarques sur les plus importants de ces ouvrages nous paraissent utiles¹. Une histoire générale des comtes du Maine a été tentée au xvi^e siècle par Pierre Trouillart² ; mais sa valeur est insignifiante. La *Cenomania* de dom Briant, qui a été composée au xvi^e siècle, est restée manuscrite³ ; son plan est plus vaste, puisqu'elle comprend à la fois l'histoire civile et l'histoire religieuse, et c'est une compilation faite avec soin. Les renseignements contenus dans l'*Art de vérifier les dates* sur la généalogie et la biographie des comtes du Maine⁴ y ont été réunis avec méthode ; ils forment un résumé que le plus grand nombre des historiens postérieurs ont utilisé et souvent reproduit. L'ouvrage de dom Piolin sur l'église du Mans⁵ est considérable ; il est le fruit de recherches nombreuses ; mais l'esprit critique y fait à peu près complètement défaut⁶. Les rapports du Maine et de la Normandie sont traités avec clarté, mais superficiellement, dans l'ouvrage de Freeman sur la conquête normande⁷. Enfin un chapitre de l'important travail de M. Flach sur les origines de l'ancienne France est consacré au comté d'Anjou et à celui du Maine⁸ ; on y trouve

1. Pour plus de détails, voy. l'*Histoire du Maine depuis l'introduction du Christianisme jusqu'au XII^e siècle* (Remarques bibliographiques), article que nous avons publié dans la *Province du Maine*, t. XV, p. 177-192 et 209-220.

2. *Mémoires des comtes du Maine*, Le Mans, 1643, in-8°, 197 p.

3. Nous en connaissons cinq manuscrits : 1^o Bibl. du Mans, 226 bis ; 2^o Bibl. du Mans, 226 ter ; 3^o Ancienne Bibl. du séminaire du Mans ; 4^o B. N., lat. 10037 ; 5^o B. N., n. acq. lat. 1967.

4. 3^e éd., Paris, t. II (1784), p. 827-850.

5. *Histoire de l'Église du Mans*, Paris, 1851-1863, 6 vol. in-8° ; les tomes II et III sont les seuls qui nous intéressent.

6. Voir les remarques que nous avons faites sur cet ouvrage (*art. cité*, p. 189-191).

7. *The history of the Norman conquest of England*, 2^e éd., Oxford, t. III et IV (1875-1879).

8. *Les origines de l'ancienne France*, Paris, t. III (1904), p. 541 et suiv.

des remarques intéressantes sur la chronologie des comtes du ix^e et du x^e siècle, qui ont été suggérées à l'auteur par M. Longnon ; ces rectifications sont souvent heureuses, quelquefois aussi discutables.

Pour des points particuliers de notre étude nous avons eu recours à divers ouvrages. La diplomatique des actes écrits dans le Maine au x^e et au xi^e siècles n'a encore été l'objet d'aucun travail d'ensemble, puisque la thèse de M. L. Celier sur les actes des évêques du Mans est seulement en cours de publication ¹ et que les cartulaires de la région jusqu'ici édités ne sont précédés d'aucune étude diplomatique ; mais nous avons trouvé un guide pour nos recherches dans le sommaire d'un travail important, malheureusement encore inédit, que M. Colmant a fait sur la diplomatique des actes privés ². Pour les rapports du Maine et de l'Anjou, nous avons largement utilisé le travail de M. Halphen sur le comté d'Anjou ³. Notre documentation sur la féodalité a été facilitée en ce qui concerne la Mayenne par le dictionnaire de M. l'abbé Angot ⁴ ; pour la Sarthe nous n'avons pas trouvé un guide aussi sûr dans les ouvrages de Pesche ⁵ et de Cauvin ⁶, qui sont fort arriérés ⁷. L'histoire des évêques du Mans du x^e et du xi^e siècle a été étudiée à diverses reprises ; sans parler à nouveau du travail de dom Piolin, signalons le résumé qu'a donné de cette histoire M. l'abbé Ledru dans son ouvrage sur la cathédrale du Mans ⁸. Les démêlés de l'évêque

1. *Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du XIII^e siècle*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. 63 (1908), p. 32-63 et 144-185. Les numéros qui suivent sont consacrés à l'analyse des actes du xii^e et du xiii^e siècle.

2. *Les actes de l'abbaye de Marmoutier jusque vers le milieu du XII^e siècle*, dans les *Positions des thèses de l'École des Chartes*. Maçon, 1907, p. 51-56.

3. *Le comté d'Anjou au XI^e siècle*. Paris, 1906, in-8°.

4. *Dictionnaire de la Mayenne*. Laval, 1901-1902, 3 vol. in-8°.

5. *Dictionnaire statistique de la Sarthe*. Le Mans, 1829-1842, 6 vol. in-8°.

6. *Géographie ancienne du diocèse du Mans*. Paris, 1845, gr. in-4°.

7. Nous mentionnerons les monographies composées sur plusieurs maisons féodales particulières quand nous aurons à les utiliser.

8. *La cathédrale Saint-Julien du Mans*. Mamers, 1900, gr. in-fol.

Gervais et du comte d'Anjou Geoffroi ont été éclaircis par M. Bröcking¹ et M. Schwabe² dans deux mémoires pénétrants. Sur Hildebert de Lavardin les ouvrages sont nombreux ; le dernier ayant un caractère historique est celui de M. Dieudonné³ ; il est composé avec ingéniosité et écrit avec soin : mais la critique des sources y laisse à désirer. L'histoire des établissements religieux du Maine n'a pas encore été traitée dans des monographies d'un caractère scientifique. Pour le chapitre de Saint-Pierre-de-la-Cour la lacune sera bientôt comblée grâce à un livre très consciencieux de M. Menjot d'Elbenne qui est maintenant sous presse⁴. Si on passe à l'histoire archéologique de la ville du Mans, on est réduit à des études fragmentaires, parmi lesquelles il convient d'accorder une mention spéciale au travail de l'abbé Charles sur l'enceinte de la cité⁵.

Enfin, comme des travaux analogues au nôtre ont été écrits sur les états féodaux voisins du comté du Maine, on croit devoir mentionner les plus importants pour indiquer en quoi leur plan et leur esprit se rapprochent ou se distinguent de ceux de ce livre. *L'Histoire de Bretagne* par A. de la Borderie⁶ n'est pas une histoire définitive de la Bretagne. Elle a eu le mérite de poser beaucoup de problèmes intéressants, et l'histoire des institutions et de la société y tient une large place ; mais la méthode de l'auteur n'est pas très scientifique ; comme nous l'avons montré ailleurs⁷, les documents n'y sont pas soumis à une critique suffisamment rigoureuse, et A. de la Borderie a uti-

1. *Die französische Politik Past Leo's IX.* Wiesbaden, 1899, in-8°.

2. *Studien zur Geschichte des zweiten Abendmahlstretes.* Cöthen, 1886, in-8°.

3. *Hildebert de Lavardin, sa vie, ses lettres.* Paris, 1898, in-8°.

4. *Histoire du chapitre royal de Saint-Pierre-de-la-Cour du Mans* qui doit être publiée dans les *Archives historiques du Maine*.

5. *Le vieux Mans.* Premier fascicule : l'enceinte gallo-romaine. Le Mans, 1882, in-8°.

6. Rennes-Paris, 1896-1906, 4 vol. in-8. L'histoire du ix^e au xii^e siècle est contenue dans les tomes II et III.

7. *A propos d'une histoire de Bretagne*, dans *la Province du Maine*, t. XVI (1908), p. 37-47.

lisé pêle-mêle des textes contemporains et des textes de très basse époque pour retracer la vie de la Bretagne du ^x^e au ^{xii}^e siècle; d'autre part, ces documents sont parfois mal interprétés.

La monographie de M. L. Lex sur Eude II, comte de Blois ¹, renferme un catalogue des actes du comte et une étude diplomatique de ces actes; malheureusement cette étude est sans portée, car si on trouve dans ce catalogue un relevé des formules diverses qui sont employées dans les documents, ce relevé est de peu d'intérêt puisque le comte n'a pas eu de chancellerie propre. D'autre part, cette étude est purement biographique; l'auteur n'a pas senti qu'une histoire du comté était beaucoup plus intéressante qu'une histoire du comte, car les documents relatifs à ce dernier sont trop impersonnels pour qu'une étude psychologique soit possible.

Pareil reproche doit être adressé à l'histoire des comtes de Poitiers, par M. Richard ², qui est composée avec plus de soin que les deux précédentes; mais il est regrettable qu'une somme importante de travail ait été dépensée pour écrire un livre utile, mais d'une lecture aride, où aucune des questions que soulèvent la naissance et le développement des grands états féodaux n'a été posée.

Au contraire, M. Halphen, dans son ouvrage sur *le Comté d'Anjou au XI^e siècle*, qui a le double mérite d'être composé avec critique et écrit avec sobriété, a eu dès le commencement le sentiment très exact de l'intérêt qu'avait son sujet ³; peut-être toutefois lui reprochera-t-on d'avoir un peu sacrifié l'étude des institutions et d'avoir encore fait trop belle la part à la narration.

Nous remercions, en terminant, tous ceux qui ont bien voulu nous aider de leurs conseils pour la publication de

1. *Eudes, comte de Blois... (995-1037) et Thibaud, son frère*. Troyes, 1892, in-8°.

2. *Histoire des comtes de Poitiers*. Paris, 1903, 2 vol. in-8°.

3. *Le comté d'Anjou au XI^e siècle*. Paris, 1906, in-8°.

cet essai imparfait, et tout particulièrement M. A. Longnon, qui en a suivi constamment et avec tant de sollicitude la composition depuis le jour où nous en avons eu l'idée ; M. F. Lot, qui a eu la bonté de nous suggérer de très utiles remaniements et d'en surveiller de près l'impression ; M. E. Lelong, qui l'a examiné et corrigé avec bienveillance lorsque nous l'avons présenté sous une forme assez dillérente et encore rudimentaire comme thèse pour l'obtention du diplôme d'archiviste paléographe ; M. L. Halphen, dont les travaux sur l'Anjou nous ont été si précieux.

Paris, le 11 juillet 1909.

HISTOIRE

DU

COMTÉ DU MAINE

PENDANT LE X^e ET LE XI^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

LES DOCUMENTS NARRATIFS ET DIPLOMATIQUES

I

Les documents narratifs les plus importants pour l'histoire du Maine au x^e et au xi^e siècle sont les continuations des *Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium* et les textes normands et angevins.

La chronique des évêques du Mans qu'on appelle par abréviation les *Actus*¹ est formée de notices dont chacune est consacrée à un évêque ; elle se compose de deux parties : la première comprend les notices des premiers évêques jusqu'à Aldric et la plus grande partie de celle d'Aldric ; les continuations comprennent la fin de cette notice et les biographies des évêques suivants jusqu'à la mort de Geoffroi de Loudun (1255). C'est de ces dernières seulement que nous aurons à nous servir. Comme nous les avons étudiées ailleurs², nous nous contente-

1. Publiés une première fois par Mabillon (*Vetera analecta*, in-8°, t. III, 1682, p. 30-397), les *Actus* ont été réédités par MM. les abbés Busson et Ledru (Le Mans, 1902, *Société des Archives historiques du Maine*). C'est à cette dernière édition que sont faits tous nos renvois.

2. *Essai de critique sur la continuation des Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium (857-1255)*. (*Le Moyen Age*, 2^e série, t. XI, 1907, p. 223-275.)

rons d'indiquer ici très brièvement les résultats de notre essai de critique.

Une rédaction nouvelle des *Actus* commence avec le dernier paragraphe de la notice d'Aldric, mort en 857, et se poursuit jusqu'au début de celle d'Arnaud, qui devint évêque du Mans en 1065 : elle est l'œuvre d'un seul auteur qui était chanoine de la cathédrale du Mans. La plus grande partie de ce travail a été composée pendant l'épiscopat de Vougrin, c'est-à-dire entre 1055 et 1063 ; seule la fin de la notice consacrée à cet évêque a été écrite un peu après la mort de Vougrin. Les notices d'Arnaud, d'Hoël, d'Hildebert de Lavardin et de Gui de Ploërmel (1063-1136) paraissent avoir été composées par deux autres rédacteurs, dont le premier, qui écrivait en prose rythmée, a cédé la place à un second clerc, ignorant les lois du *cursus*, après le récit de la mort de Guillaume le Roux (2 août 1100). Son œuvre se poursuivait peut-être jusqu'à la fin de l'épiscopat manceau d'Hildebert (1125) ; mais cette partie de son travail a été remaniée et augmentée par son continuateur, qui y a ajouté la notice de Gui de Ploërmel. Ces deux rédactions ont été faites, la première, entre 1133 et le 29 novembre 1141, par un vieux chanoine de l'église du Mans, ami d'Hoël ; la seconde, avant 1154 et certainement après 1136, sinon après 1140, par un autre chanoine, ami de Gui de Ploërmel. La suite de la chronique dépasse les limites chronologiques de cette étude.

L'ouvrage de Guillaume de Jumièges, *Historia Normannorum*, ne peut être utilisé qu'avec défiance tant qu'il n'en existera pas une édition critique ¹.

Les *Gesta Guillelmi regis*, de Guillaume de Poitiers, sont d'un contemporain ; mais c'est un panégyrique. Un fragment seulement en a été conservé : il embrasse les années 1047 à 1063 ².

1. Il a été publié par A. du Chesne (*Historiæ Normannorum scriptores*, p. 215-317) et réimprimé dans les *Hist. de Fr.*, t. VIII, X et XI. Depuis de nombreuses années, une nouvelle édition de cet ouvrage était préparée par Jules Lair. Nous avons consulté le ms. lat. 2769 de la B. N., qui contient la première rédaction, pour nos citations.

2. Les *Gesta Guillelmi* ont été publiés comme l'œuvre du précédent par A. du Chesne (*op. cit.*, p. 178-213) et, d'après du Chesne, dans les *Hist. de France*, t. XI. Sur Guillaume de Poitiers, voy. Körting, *Wilhelm's von Poitiers Gesta Willelmi*. Dresden, 1873, in-4°.

La chronique d'Orderic Vital, *Historia ecclesiastica* ¹, est de première importance pour l'histoire mancelle ; l'auteur est curieux, notamment de généalogies ; mais il est parfois inexact. Son récit a souvent le caractère d'un roman ; les discours qu'il prête aux personnages méritent d'être signalés, parce que la plupart des historiens du haut moyen âge sont secs et étrangers aux soucis littéraires ; mais ce ne sont que des amplifications de rhétorique, et l'histoire n'a que peu à y puiser.

Les annales des églises d'Anjou forment un ensemble de textes qui sont les annales de Saint-Aubin, celles de Vendôme, les annales dites de Renaud, celles de Saint-Serge et de Saint-Florent ² ; toutes ces annales ont entre elles des rapports de parenté ou de filiation qu'on a tâché récemment de déterminer ³. A ces textes on peut rattacher la Chronique de Saint-Maixent ⁴ formée d'additions à la Chronique de Fréculfe ⁵, qui a été rédigée à l'abbaye de Saint-Maixent ⁶.

Ce qu'on a dit plus haut de l'œuvre de Guillaume de Jumièges s'applique aux *Gesta consulum Andegavensium*, dont l'édition faite pour la Société de l'histoire de France reproduit la dernière rédaction, qui est la plus développée, mais aussi la plus fabuleuse ⁷.

1. Orderic Vital, *Historia ecclesiastica*, éd. A. Le Prevost. Paris, 1838-1855, 5 vol. in-8° (*Société de l'hist. de France*).

2. *Recueil d'annales angevines et vendômoises*, publié par L. Halphen. Paris, 1903, in-8° (*Coll. de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*). Cette édition rend inutile celle de Marchegay et de Mabille, qui est défectueuse (*Chroniques des églises d'Anjou*, Paris, 1869, in-8°; *Soc. de l'hist. de France*).

3. Voy. l'introduction à l'édition publiée par M. L. Halphen.

4. Cette chronique ne faisant pas partie du recueil de M. L. Halphen, on est obligé de la consulter dans l'édition de Marchegay et Mabille (*op. cit.*, p. 351-433). Nos emprunts seront faits au ms. lat. 4892, de la B. N., le seul manuscrit utilisable de cet ouvrage.

5. Le nom de Fréculfe est défiguré dans le ms. B. N. lat. 4892 en celui de Julius Florus.

6. Le manuscrit lat. 4892 ne vient pas de Saint-Maixent, mais de Maillezais où l'on a ajouté au texte des annales celui de plusieurs autres œuvres, et notamment le récit de la construction du monastère de Maillezais et de la translation de saint Rigomer, que nous citons plus loin. Sur la chronique de Saint-Maixent, voy. *Annuaire de l'école des Hautes Études*, 1905, page 36, et L. Halphen, *Une rédaction ignorée de la chronique d'Adémar de Chabannes* (*Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1905, p. 655-660), et *Note sur la chronique de Saint-Maixent* (*Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1908, p. 405-414).

7. *Chroniques des comtes d'Anjou*, publiées par Marchegay et Salmon Paris, 1856 in-8° (*Société de l'Histoire de France*). La critique des *Gesta* a

II

Notre connaissance de l'histoire du Maine et surtout de ses institutions au x^e et au xi^e siècles serait fort incomplète, si aux renseignements que nous fournissent les textes narratifs ne s'ajoutaient ceux que contiennent les chartes et les notices de cette époque. L'étude critique de ces documents n'a pas encore été faite dans le Maine ¹. Nous ajouterons qu'il serait oiseux de faire des recherches sur la diplomatique des actes des comtes du Maine et de leurs feudataires, comme du reste sur celle des actes des comtes de Blois ² et des comtes d'Anjou ³; ces personnages n'ont pas eu, en effet, de chancellerie, et leurs actes ont été rédigés dans les établissements religieux qui bénéficiaient de leurs largesses ou qui traitaient avec eux. Par conséquent, c'est l'étude des actes de ces établissements qu'il y a lieu de faire, et que nous entreprendrons pour le plus important des cartulaires anciens de notre région.

Le plus ancien des cartulaires rédigés dans le Maine est le premier cartulaire de Saint-Vincent ⁴, auquel nous consacrons une étude spéciale ⁵.

été faite une première fois dans l'introduction de cette édition par Mabille, une seconde fois dans une *Étude sur les Chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise* (Paris, 1906, in-8°, 65 p.), par M. L. Halphen, qui prépare avec M. Poupardin une nouvelle édition de ce texte. A côté des textes angevins plus haut cités, il convient de mentionner le fragment de chronique attribué à Foulque le Réchin, publié dans les *Chroniques des comtes d'Anjou* (p. 375-381), et qui semble attribué avec raison à ce prince. Voy. L. Halphen, *Essai sur l'authenticité du fragment de chronique attribué à Foulque le Réchin* dans la *Bibl. de la Faculté des Lettres de Paris*, fasc. XIII, Paris, 1901, in-8°, p. 7-48.

1. Un *Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du XIII^e siècle*, par M. Léonce Céliér, est en cours de publication dans la *Revue hist. et arch. du Maine*; ce travail contiendra des *Observations sur la diplomatique des évêques du Mans*.

2. M. Lex (*op. cit.*, p. 81-90) a consacré un chapitre de son étude sur Eude II, comte de Blois, à la diplomatique des actes de ce comte; les remarques que renferme ce chapitre sont de médiocre intérêt.

3. Voy. L. Halphen, *op. cit.*, p. 237.

4. *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans*, publié par l'abbé R. Charles et S. Menjot d'Elbenne, t. I, Mamers-Le Mans, 1886, in-4°.

5. *Appendice I*.

Le cartulaire de Saint-Pierre de la Couture, publié en 1881 ¹, a été composé, pour la partie la plus ancienne, principalement à l'aide du cartulaire manuscrit de l'abbaye ², d'une histoire également manuscrite de la même abbaye ³ dans laquelle plusieurs chartes ont été copiées, du cartulaire du prieuré d'Auvers-le-Hamon ⁴ et de l'*Histoire de Sablé* ⁵ de Ménage; les éditeurs ont eu le tort de ne pas utiliser pour cette période les copies de Gaignières ⁶.

Le *Livre blanc* ou cartulaire de l'église du Mans est un recueil très important ⁷; il renferme un grand nombre de documents provenant du fonds du chapitre; il a été publié en 1869 par l'abbé Lottin ⁸.

Le cartulaire du chapitre de Saint-Pierre-de-la-Cour, connu seulement par une copie du xviii^e siècle due à G. Savare ⁹, a été publié en 1904 par M. Menjot d'Elbenne ¹⁰; il ne contient que quelques documents attribués au x^e et au xi^e siècle; ces documents sont des chartes comtales, qui sont fausses, et des notices rédigées parfois longtemps après les faits qui y sont relatés ¹¹.

Nous avons eu peu à nous servir du cartulaire de l'abbaye d'Évron qui est resté inédit ¹².

1. *Cartulaire des abbayes de Saint-Pierre de la Couture et de Saint-Pierre de Solesmes*, publié par les bénédictins de Solesmes. Le Mans, 1881, in-4^o.

2. Ce manuscrit, qui est du xiii^e siècle, est conservé à la Bibliothèque du Mans (ms. 198).

3. *Compendium historiae regalis abbatiae Sancti Petri de Cultura* (xviii^e siècle). Bibl. du Mans, ms. 91.

4. Manuscrit conservé aux archives de l'abbaye de Solesmes.

5. Paris, 1683, in-fol.

6. Ces copies se trouvent dans le ms. lat. 17123 de la B. N.; elles sont faites sur les originaux. Le même manuscrit contient d'utiles indications sur l'état du chartrier au xvii^e siècle.

7. *Liber Albus capituli Cenomanensis* (Bibl. du Mans, ms. 259). Sur ce manuscrit, qui est du xiii^e siècle, voir l'important article de M. L. Delisle dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XXXI (1870), p. 194-211.

8. *Chartularium insignis ecclesiae Cenomanensis quod dicitur Liber Albus*. Le Mans, 1869, in-4^o.

9. Cette copie est conservée aux Archives de la Sarthe, G 479.

10. *Cartulaire du chapitre royal de Saint-Pierre-de-la-Cour, au Mans*, 1^{er} et 2^e fascicules. Le Mans, 1904-1907 (*Archives hist. du Maine*, IV). L'introduction et la table n'ont pas encore paru.

11. Voy. *Appendice II*.

12. Ce cartulaire est connu par des copies contenues dans un manuscrit dû à dom Chevalier (1668), qui est aux Archives de la Mayenne.

L'abbaye de Marmoutier avait dans le Maine plusieurs prieurés, dont quelques-uns ont été fondés au ^x^e siècle ¹; les documents d'archives concernant ces prieurés étaient réunis dans un cartulaire manceau, dont plusieurs copies incomplètes se trouvent à la Bibliothèque Nationale ²; d'autre part, certains de ces documents sont conservés en original ³ ou ont été copiés dans des cartulaires spéciaux à un prieuré ⁴; mais le plus grand nombre se trouvent dans les recueils de dom Anselme Le Michel ⁵, de dom Martène ⁶ et de Gaignières ⁷.

L'abbaye du Mont-Saint-Michel avait aussi dans le Maine des possessions et des prieurés, ceux de l'Abbayette et de Saint-Victeur. Le *Cartulaire de Saint-Victeur*, publié par M. Bertrand de Broussillon ⁸, est un recueil factice dont les pièces les plus importantes pour notre sujet sont trois donations du comte Hugue III faites à l'abbaye avant la fondation du prieuré de Saint-Victeur; le *Cartulaire de l'Abbayette*, publié par le même érudit ⁹, a été aussi utilisé à plusieurs reprises.

Il y avait également dans le Maine quelques prieurés dépendant de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers et de celle de Saint-Nicolas d'Angers; le cartulaire de la première a été publié par M. Bertrand de Broussillon ¹⁰ d'après les originaux et un cartulaire conservé aux Archives de Maine-et-Loire; c'est au même

1. La Commission historique de la Mayenne se propose de publier un *Cartulaire manceau de Marmoutier*; du reste, le plus grand nombre des documents de Marmoutier concernant les prieurés manceaux ont été déjà publiés dans divers recueils, notamment dans le *Cartulaire de Vivoin*, par M. l'abbé Denis (Paris, 1894, in-8°), dans *La Maison de Laval*, par M. Bertrand de Broussillon (Paris, 1893-1903, 5 vol. in-8°), dans le *Cartulaire de Château-du-Loir*, par M. E. Vallée (Le Mans, 1903, *Arch. hist. du Maine*).

2. Voir notamment B. N., coll. Baluze, t. 71. — Cf. Colmant, *op. cit.*, p. 52.

3. Voy. notamment Arch. de la Sarthe, H 359 et suivants.

4. Par exemple, dans le cartulaire de Vivoin, à la Bibl. du Mans, ms. 100.

5. Bibl. de Tours, ms. 1381.

6. B. N., lat. 12876-12880.

7. B. N., lat. 5441.

8. *Cartulaire de Saint-Victeur au Mans*. Paris, 1893, in-8°.

9. *Cartulaire de l'Abbayette, 997-1421*. Laval, 1894, in-8°. (Extrait du *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*.)

10. *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers*. Angers, 1903, 3 vol. in-8° (*Documents hist. sur l'Anjou publiés par la Soc. d'Agriculture, Sciences et Arts de l'Anjou*).

érudit qu'on doit en partie la publication des *Cartulaires d'Assé-le-Riboul, d'Azé et du Gêteuil*¹, prieurés manceaux de Saint-Nicolas.

1. *Cartulaires d'Assé-le-Riboul, d'Azé et du Gêteuil. Plaintes et doléances du chapitre du Mans en 1562*, par Bertrand de Broussillon, du Brossay et A. Ledru. Le Mans, 1902, in-8° (*Arch. hist. du Maine*).

CHAPITRE II

LE DUCHÉ DU MAINE. — LE MAINE AU IX^e SIÈCLE

Le comté de Maine dérive du *pagus Cenomanensis*, circonscription administrative dans laquelle un comte exerçait sa fonction dès l'époque mérovingienne¹ ; le *pagus Cenomanensis* lui-même, dont les limites sont identiques à celles du diocèse du Mans, a été formé de la réunion de deux cités de la Troisième Lyonnaise, la *Civitas Cenomannorum* et la *Civitas Diablintum* ; ces deux cités, qui sont mentionnées dans la *Notitia provinciarum*, avaient pour chefs-lieux le Mans et Jublains². La disparition de la *Civitas Diablintum* et la réunion de son territoire à celui de la *Civitas Cenomannorum* se place vers le milieu du v^e siècle, et il est peu probable que Jublains ait jamais été le siège d'un évêché³.

Tracer l'histoire des comtes du Maine avant l'époque où une dynastie pour ainsi dire indépendante s'est fixée au Mans nous a semblé être une tâche très difficile et vouée presque nécessairement à l'insuccès : tâche difficile, car, les chroniques et les annales locales faisant encore défaut à cause de la centralisation qui a régné dans l'empire franc jusqu'à la fin du ix^e siècle, c'est seulement dans celles qui ont un caractère général qu'on peut de temps en temps trouver les éléments d'une information fragmentaire ; tâche qui risque d'être infructueuse, car la chronologie et l'identification des comtes du viii^e et du ix^e siècle, fonctionnaires amovibles, ne peuvent être entreprises avec succès que

1. Les noms de quelques comtes de cette époque nous sont connus par les *Actus*. Voy. p. 244.

2. Mayenne. Cf. Longnon, *Atlas historique de la France*, texte explicatif, p. 102, note 3.

3. L. Duchesne, *Fastes épiscopaux*, t. II, p. 151.

si on se donne la peine de faire une étude générale de tous les comtes qui ont gouverné l'empire à cette époque, parce qu'il y a eu alors de grandes familles comtales dont les membres étaient disséminés ¹. On se bornera donc à faire sur l'histoire du ix^e siècle les observations qui paraîtront nécessaires à l'intelligence de celle du ix^e et du xi^e siècle.

Le comté du Maine doit être distingué avec soin du duché du Maine, expression qu'on trouve dans divers textes du ix^e siècle, et dont il importe de préciser le sens en commençant cette étude. Dès le viii^e siècle, on voit le Maine donné à Griffon, frère de Pépin le Bref, avec douze cités ²; en 790, une concession semblable est faite à Charles, fils de Charlemagne, et l'objet de cette concession est désigné sous le nom de *Ducatum Cenomannicum* ³. Une donation identique fut faite, en 838 ⁴, par Louis le Pieux à son fils Charles le Chauve et, en 856 ⁵, par Charles le Chauve à Louis le Bègue. Ces donations successives faites à des fils de rois suggèrent l'idée d'un apanage ⁶ : le duché du Maine aurait été donné aux fils des rois ou des empereurs carolingiens comme la Normandie et le Dauphiné le seront, au xiv^e siècle, aux fils aînés des rois capétiens.

Il nous est impossible de déterminer l'importance de ce duché. Ses limites coïncidaient-elles avec celles du *Pagus Cenomanensis* ou faut-il le considérer comme une sorte de grand gouvernement militaire qui aurait eu Le Mans pour chef-lieu et comme une sorte de marche ? Un texte semblerait justifier cette seconde hypothèse. Un personnage de la fin du ix^e siècle, Renaud, qui est qualifié de duc du Maine par un annaliste ⁷, est appelé par un autre historien, écrivant au x^e siècle, « prince de toute la *Francia* ⁸ » ; malheureusement cet historien, Dudon de Saint-Quentin, est pour

1. Voy. Poupardin, *Le royaume de Provence sous les Carolingiens*, p. 377-400.

2. *Annales Mettenses*, dans *Monum. Germaniae, Scriptores*, I, p. 331.

3. *Annales Laurissenses*, dans *Monum. Germaniae, Scriptores*, I, p. 176.

4. *Annales Bertiniani*, éd. Waitz, p. 15-16.

5. *Annales Bertiniani*, éd. Waitz, p. 46.

6. Cette comparaison nous a été proposée par M. Ferdinand Lot.

7. « Ducem Cenomannicum. » *Annales Vedastini* publ. par l'abbé Dehaisnes à la suite des *Annales de Saint-Bertin*.

8. « Princeps totius Franciae. » Dudon de Saint-Quentin, *De moribus et actis primorum Normanniae ducum*, éd. Lair, II, p. 154.

l'histoire du ix^e siècle à la fois imprécis et légendaire ¹. A partir de 885, il n'est plus question du duché du Maine. Le comté du Maine subsiste seul.

On peut croire, cependant, que l'existence du duché du Maine a influé sur les destinées du comté en empêchant le *Pagus Cenomanensis* de se démembrer; cette supposition est fort vraisemblable, à condition qu'on admette que la consistance du duché a été celle du comté. D'autre part, il n'est peut-être pas nécessaire de recourir à cette hypothèse si on veut expliquer pourquoi le Maine a conservé son intégrité au ix^e siècle. Le sort des autres *pagi* de la Troisième Lyonnaise, si on excepte une partie de la Bretagne, n'a-t-il pas été identique? Le *Pagus Turonicus*, le *Pagus Andegavensis*, pour ne prendre que deux exemples, n'ont pas été démembrés. Néanmoins, comme le *Pagus Cenomanensis* formé de deux cités était d'une grandeur exceptionnelle, la coexistence d'un duché, d'une marche militaire, a pu contribuer à empêcher son émiettement.

Les comtes du Maine du ix^e siècle sont mal connus. Ce titre est donné pendant la première moitié de ce siècle à Rorgon, en 832 ², puis à Gui qui fut tué en juin 834 en combattant avec

1. Sur les discussions auxquelles cet ouvrage a donné lieu, cf. Molinier, *Les sources de l'histoire de France*, II, p. 214-215. La préface que Jules Lair a mise en tête de son édition est intéressante, mais elle serait à réviser.

2. *Gesta Aldrici*, éd. Froger, p. 9. M. Longnon ne considère pas ce personnage comme un comte du Maine : il prétend qu'il exerçait sa domination non seulement sur le Maine, mais encore sur l'Anjou, la Touraine et la marche de Bretagne, et qu'il possédait le *ducatu Cenomanensis* dont il vient d'être question (Cours professé au Collège de France). Les termes précis employés par l'auteur contemporain des *Gesta Aldrici* qui le qualifient « comite ejusdem parrochia » nous empêchent de voir en lui autre chose qu'un comte du Maine. L'hypothèse de M. Longnon semble fondée en premier lieu sur le rôle joué par Rorgon dans la restauration du monastère de Glanfeuil qui est situé dans le diocèse d'Angers (donation de Rorgon aux moines de Glanfeuil publiée dans Marchegay, *Archives d'Anjou*, I, p. 378) et sur ce fait qu'il avait une résidence à *Brennoven*, localité non identifiée, mais vraisemblablement située en Bretagne (*Monum. Germ., Script.*, XV, p. 466); mais rien ne s'oppose à ce qu'un comte du Maine ait eu des domaines en Anjou et en Bretagne; elle repose en second lieu sur l'existence simultanée de Rorgon et de Gui, car la donation de Rorgon est de 839, et Gui était comte du Maine en 835; mais nous savons que les fonctionnaires du ix^e siècle étaient amovibles et révocables; Rorgon, comte du Maine en 832, avait peut-être cessé de l'être peu après cette date. — Remarquons en terminant que Rorgon avait eu pour maîtresse une fille de Charlemagne, Rotrude, et pour épouse *Blichildis*. Voy. *Hist. générale de Languedoc*, éd. Privat, t. I, p. 1100.

Eude, comte d'Orléans, contre Lambert, comte de Nantes¹. Quelques années plus tard, le Maine avait pour comte Joubert; ce comte mourut en 853, non pas assassiné par les Nantais², vengeurs de leur comte Lambert que Joubert avait tué l'année précédente³, mais exécuté par ordre de Charles le Chauve⁴. Entre 861, peut-être plus tôt, et 878, le pouvoir comtal était exercé dans le Maine par Geoffroi, fils de Rorgon⁵. Il n'est pas inutile de reproduire les quelques indications que nous donnent sur ce personnage les annales contemporaines. En 861, on le voit avec son frère Gonfroi abandonner le roi Charles le Chauve et passer au parti de Salomon, duc de Bretagne⁶; en 862, ils entraînent Louis le Bègue dans leur défection et le poussent à se joindre au duc Salomon⁷. Mais dès 863, Charles le Chauve leur pardonne et les comble de bénéfices⁸. Pendant les années qui suivent, c'est contre les Normands que Geoffroi va exercer son activité. Le 1^{er} janvier 866, il bat les pirates sur les bords de la Loire, et son frère Rorgon est tué dans l'engagement⁹; la même année, il assiste à la bataille de Brissarthe, où périt Robert le Fort¹⁰, et

1. *Miracula Sancti Benedicti* (*Monum. Germaniae, Scriptores*, t. XV, p. 489); Nithard (éd. Ernst Müller, 1907, p. 7). Les *Annales de l'Évière* (*Recueil d'annales angevines et vendômoises*, éd. Halphen, p. 52) datent cette bataille, à tort, de 836. D'après M. Merlet (*Les comtes de Chartres, de Châteaudun et de Blois aux IX^e et X^e siècles*, p. 23, Extr. des *Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir*, t. XII, 1897), Gui aurait été parent de Lambert, et il commandait sur une grande partie du pays de Vannes; c'est lui qu'on verrait figurer jusqu'à l'année 832 dans des chartes du cartulaire de Redon; il y est qualifié à diverses reprises: « Vuidone comite in Venedia » (cf. notamment *Cartul. de Redon*, éd. de Courson, p. 100 et 120).

2. Adémar de Chabannes, *Chronique*, éd. J. Chavanon, p. 135-136. Le passage est fabuleux.

3. *Op. cit.*, p. 135. Cf. *Chronique de Saint-Maixent*, éd. Marchegay et Mabille, p. 365; voy. Merlet, *op. cit.*, p. 35, et F. Lot, *Mélanges d'histoire bretonne*, Paris, 1907, in-8°, p. 44.

4. Merlet, *op. cit.*, p. 39.

5. La filiation de Geoffroi est prouvée par la donation de Rorgon à Saint-Maur (voir plus haut, p. 10, n. 2), qui est souscrite par le fils de Rorgon Josselin (*Gauslinus*), moine de Saint-Maur; ce personnage est certainement le même que l'abbé de Saint-Maur, frère de Geoffroi, qui est mentionné plus haut (voy. note 6); remarquons, en outre, qu'un des frères de Geoffroi se nommait Rorgon (*Ann. Bertin.*, éd. Waitz, p. 80). Voyez, en outre, Levilain dans la *Correspondance historique*, déc. 1902, p. 365.

6. *Ann. Bertin.*, éd. Waitz, p. 55.

7. *Ibid.*, p. 57, 58.

8. *Ibid.*, p. 62.

9. *Ibid.*, p. 80.

10. *Ibid.*, p. 84.

en 869, puis en 871, à d'autres combats contre les Normands en compagnie de Hugue l'Abbé ¹. Quelque temps après, ce sont ses fils qui se signalent par leurs exploits; en 878, ils se jettent sur le jeune comte Eude et le dépouillent d'un château ², qui semble bien être Châteaudun ³. Louis le Bègue fut obligé de laisser cet acte de brigandage impuni; s'il exigea la restitution du château, ce fut pour le rendre immédiatement aux usurpateurs et à leur père à titre de bénéfice ⁴. Est-ce par hostilité pour la famille impériale qu'en 875, Geoffroi et son frère Josselin, abbé de Saint-Maur de Glanfeuil, refusèrent à l'impératrice Richeut, femme de Charles le Chauve, les reliques de Sainte Scholastique, qu'elle demandait pour le monastère de Juvigny, près de Stenay ⁵? Passé 878, on perd de vue ⁶ les descendants de Rorgon, et quand, en 895, il est de nouveau question d'un comte du Maine, celui-ci est un certain Bérenger ⁷.

Si ces indications n'éclairent que d'une manière confuse l'histoire du comté du Maine, elles suffisent cependant à démontrer — et c'était notre seule intention — que le Maine a été administré pendant le cours du ix^e siècle par des fonctionnaires, qui, sauf une exception, n'étaient pas des fonctionnaires héréditaires. La nature de leurs fonctions ne peut être déterminée autrement que par analogie, et nous sommes réduits aux indications que nous

1. *Ann. Bertin.*, éd. Waitz, p. 107, 116.

2. *Ibid.*, p. 140.

3. R. Merlet, *op. cit.*, p. 63.

4. *Ann. Bert.*, p. 140.

5. Meuse, *Gallia christ.*, t. XIII, Instr., col. 311-313.

6. Au moins au Mans, où ils ne feront, avec un certain Josselin, à l'extrême fin du siècle, qu'une apparition éphémère (voy. plus loin, p. 15). Ce Josselin, avec son frère Geoffroi, apparaît dans l'entourage de Robert, duc des Francs, de 905 à 914, en compagnie d'Ervé, comte de Corbonnais, et de Foulque, comte d'Anjou; il se donne le titre d'*ypocomes palatii* (*Bibl. de l'École des Chartes*, t. XXX, 1869, p. 453). Cf. C. von Kalkstein, *Geschichte d. französischen Königthums unter den ersten Capetingern*, Leipzig, 1877, p. 119-121.

7. Ce personnage n'est pas expressément qualifié de comte du Maine; mais on voit un prévôt et un avoué de Saint-Martin de Tours se rendre le 13 juin 892 — ou plutôt 895 selon M. Levillain (*La Correspondance historique*, déc. 1902, p. 366 et suiv.) — au Mans devant le comte Bérenger pour lui demander justice (Notice de Saint-Martin de Tours publiée par Favre, *Eudes, comte de Paris et roi de France*, p. 242); d'autre part, l'obit d'un comte Bérenger se trouve dans le martyrologe de l'église du Mans. *Nécrologe-obituaire de la Cathédrale du Mans*, éd. Busson-Ledru, p. 329.

fournissent les textes législatifs et particulièrement les Capitulaires. Leurs rapports de dépendance à l'égard du pouvoir central sont attestés par les annales contemporaines. Il n'y a pas encore à cette époque un comté du Maine, c'est-à-dire un état féodal, mais seulement une circonscription administrative¹, un *pagus* dirigé par un comte.

1. Cette notion existait encore dans les dernières années du ix^e siècle ; car on voit alors Robert, frère du roi Eude, intervenir dans les troubles qui eurent lieu au Mans et installer dans cette ville un comte Josselin à la place du comte usurpateur Roger, qui fut, croyons-nous, le premier des comtes héréditaires du Maine (*Actus*, p. 343 ; voir plus loin, p. 15) ; ce fait ne prouve-t-il pas que le roi considérait encore à cette époque le comte du Maine comme un de ses fonctionnaires ?

CHAPITRE III

LES COMTES DU MAINE DU X^e SIÈCLE. L'USURPATION DES DROITS RÉGALIENS.

Les historiens du Maine ont presque tous répété que le premier comte héréditaire du Maine est apparu en 955, qu'il s'appelait Hugue, qu'il avait pour père David et pour fils Herbert Éveille-Chien, qui gouverna le Mans après sa mort survenue en 1015 ¹. A les lire, les documents ne fourniraient aucune indication sur les comtes de la première moitié du x^e siècle. Cet aperçu de l'histoire du comté pendant le x^e siècle est insuffisant et inexact, et la chronologie et la généalogie des premiers comtes héréditaires sont à compléter et à rectifier ².

Une lettre de l'évêque du Mans Gontier ³ nous montre que le Maine était troublé entre les années 895 et 898 ⁴ par les déprédations d'un comte nommé Roger. Le comte Roger, d'après ce

1. Voy. notamment *Actus*, p. 355, n. 6.

2. M. Longnon a essayé dans son enseignement du Collège de France de rectifier ces données traditionnelles ; ses remarques ont été reproduites par M. Flach (*op. cit.*, p. 543 et suiv.) ; nous les examinerons au cours de ce chapitre.

3. *Actus*, p. 341-347. Cette lettre est écrite avec emphase et, sans doute aussi, partialité.

4. Ces événements ont eu lieu après le 13 juin 895, date à laquelle, comme on l'a vu, le comte du Maine, Bérenger, gouvernait encore le Maine, car le comte Robert n'aurait certainement pas donné le comté à son fidèle Josselin à un moment où ce comté était entre les mains de son ami Bérenger (voir *supra*, p. 12) ; d'autre part ils nous semblent antérieurs à l'année 898, car, quoique le roi ne soit pas mentionné, nous croyons qu'ils ont eu lieu sous le règne d'Eude, mort en 898 ; l'auteur parle en effet de Robert, frère d'Eude, et des fidèles du roi comme ayant été les adversaires communs du comte Roger ; cette communauté de sentiments s'explique aisément si le roi dont il est question était Eude et non Charles le Simple.

récit, commença par ravager le domaine épiscopal de Baillou¹, puis pénétra au Mans que vinrent ensuite assiéger Robert, fils de Robert le Fort, et les fidèles du roi. La ville prise fut donnée au comte Josselin²; mais les partisans de ce comte furent à leur tour chassés par les partisans de Roger³, qui enfermèrent l'évêque et son clergé dans la cité. Roger rentra au Mans et en renvoya l'évêque, qui alla trouver le roi et, sur le conseil de ce dernier et des évêques, excommunia son adversaire. Roger fit amende honorable. Mais, peu de temps après, quelques-uns de ses partisans ravagèrent de nouveau un des domaines de l'église; Roger promit une seconde fois de s'amender. L'évêque refusa d'abord de tenir compte de sa promesse; puis, sur les instances du peuple et du clergé, il rentra au Mans et leva l'excommunication qui pesait sur Roger; ensuite il quitta la cité pour gagner un de ses domaines. Roger recommença ses méfaits, si bien que l'évêque, qui était venu au Mans pour Pâques, ne put procéder ni aux onctions ni à la réconciliation des pénitents; il fut même obligé de quitter la cité dans l'enceinte de laquelle il désirait rester par crainte des Normands.

Comme nos renseignements sur le comte Roger se bornent à ceux que nous fournit la lettre de l'évêque du Mans, on a cru que son pouvoir dans le Maine avait été éphémère. Cette conclusion n'est pas nécessaire, et, du reste, deux souscriptions contenues dans des actes de 929 et 931 nous font supposer que le Maine était alors administré par un fils de Roger, le comte Hugue⁴, si

1. Cant. de Mondoubleau (Loir-et-Cher).

2. Le nom de ce comte nous porte à croire qu'il appartenait à la famille des Rorgon, famille des comtes manceaux du ix^e siècle, dont un membre s'appelait Josselin et un autre Geoffroi, vocable dont Josselin est la forme hypocoristique.

3. Parmi ces personnages se trouvait Raoul, le premier des vicomtes du Maine. Voir *App.* V, p. 128.

4. Il s'agit dans l'un d'une donation faite par le duc Hugue au chapitre de Saint-Martin de Tours et publiée dans l'Introduction aux *Chroniques des comtes d'Anjou*, éd. Marchegay et Salmon, p. cii, et *Catalogue d'actes*, n° 2. La souscription du comte Hugue est ainsi conçue : « Signum Hugonis comitis, filii Rotgerii comitis. » Quoique le nom du comté ne soit pas indiqué dans cet acte, comme du reste dans d'autres du début du x^e siècle, l'attribution de cette souscription à un comte du Maine est cependant fort vraisemblable, car les autres personnages, qui souscrivent avec Hugue, sont Foulque, comte d'Anjou, et Thibaud, vicomte de Blois, et

elles ne nous l'indiquent pas d'une manière explicite. On est dès lors tenté d'identifier le père de ce comte avec l'adversaire de l'évêque Gontier ; dans ces conditions, la narration de l'évêque nous paraît être autre chose qu'un banal récit de brigandage ; elle nous montre, sous une forme déclamatoire, la manière violente dont la dynastie comtale s'est établie dans le Maine.

Il est difficile de savoir si le comte Hugue, fils de Roger, qui gouvernait le Maine, croyons-nous, dès l'année 900 ¹, exerça encore longtemps son autorité après l'année 931 ; nous savons qu'en 939 un comte du Maine appelé Hugue assista à la bataille de Trans ², livrée par le comte de Rennes aux Normands ³. Dans tous les cas, comme il est invraisemblable que le règne du comte Hugue I^{er} se soit prolongé pendant cinquante-cinq ans, on a tout lieu de croire que ce n'est pas le fils de Roger, Hugue I^{er}, mais peut-être un fils de Hugue I^{er} ou un autre de ses parents, Hugue II, qui exerçait le pouvoir comtal en 955 ⁴ et dans les années qui suivirent ; c'est ce personnage qui a été considéré presque généralement jusqu'ici comme le premier comte héréditaire du Maine, et auquel on a attribué David comme père et quelquefois comme prédécesseur ⁵ ; or ce prétendu David

nous savons par ailleurs que le comte qui gouvernait le Maine en 939 s'appelait Hugue. Sur l'autre acte, voir *Catalogue d'actes*, n° 1.

1. Dans un diplôme de l'an 900 on voit le roi Charles le Simple confirmer aux chanoines de Saint-Évroult la possession de plusieurs biens, dont l'un, situé dans le Maine, était donné par un comte Hugue et la mère de ce comte Rohaut ; il semble légitime d'identifier ce comte avec le comte du Maine Hugue I^{er}, fils de Roger. *Hist. de France*, t. X, p. 489.

2. Cant. de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine).

3. Le Baud, *Histoire de Bretagne*, ms., Bibl. Nat., ms. 2615 des Nouv. acquis. françaises, fol. 97.

4. Voir *Catalogue d'actes*, n° 3.

5. Les éditeurs des *Historiens de France*, dans un petit mémoire (t. XI, p. 631 et suiv.), et plus récemment M. Longnon, dont M. Flach a reproduit les conclusions (*op. cit.*, III, p. 544), ont considéré David comme ayant été comte du Maine de 957 à 970 selon les premiers, et de 957 à 967 au plus tard selon M. Longnon. Cette hypothèse n'est pas fondée, et le choix de ces diverses dates est arbitraire. Comme l'a déjà montré M. Longnon, c'est un comte nommé Hugue qui gouvernait le Maine en 967 ; le fait est prouvé par une souscription au bas d'une charte conservée en original (voy. *Catalogue d'actes*, n° 5). Mais M. Longnon s'en est tenu à cette critique,

n'a jamais été comte du Maine, et son existence même est fabuleuse ¹.

Si Hugue II n'est pas le fils de David, il n'est pas non plus le père d'Herbert Éveille-Chien²; outre l'invraisemblance qui résulterait d'un règne si long de soixante ans au moins (955-1015)³, un texte très précis nous prouve qu'Hugue II avait déjà cédé en 992 le pouvoir à son fils Hugue III⁴. Le gouvernement d'Hugue II

et il a conservé le comte David dans la liste des comtes et reproduit la date d'avènement adoptée dans les *Historiens de France*; retrouvant ensuite dans un acte du *Cartulaire de Saint-Père de Chartres* (éd. Guérard, p. 198) la souscription d'un comte du Maine appelé Hugue en 954, c'est-à-dire trois années avant l'avènement du comte hypothétique David, il a supposé un rapport de filiation entre David et ce comte Hugue et a pensé que le premier avait été le fils du second. Ces hypothèses sont contredites par les documents; une charte de septembre 959 (voy. *Pièces justif.*, n° 1) contient la souscription d'un comte du Maine nommé Hugue, et, d'autre part, l'acte précité du *Cartulaire de Saint-Père de Chartres* n'est pas de 954, mais de 955; l'intercalation d'un comte David entre les années 954 et 970 est, par suite, presque inadmissible, puisque le Maine était gouverné pendant les années 955, 959 et 967 par un comte appelé Hugue; au contraire, la question est fort simplifiée si on pense, comme nous essaierons de le prouver, que David n'a jamais existé et qu'Hugue II est fils d'Hugue I^{er}. Ajoutons qu'avec la généalogie que nous adoptons il est fort difficile d'établir une ligne certaine de démarcation entre les règnes d'Hugue I et d'Hugue II, puisqu'ils se sont succédé sans l'intermédiaire d'un comte de nom différent.

1. Elle repose, comme nous le montrerons, sur trois textes de chroniques, qui sont copiés les uns sur les autres et sont légendaires, et sur trois chartes dont nous essaierons d'établir la fausseté. *App. II*, p. 105-112.

2. Cette rectification est due à M. Longnon, dont nous reproduisons l'argumentation. Flach, *op. cit.*, III, p. 545.

3. Remarquons, en outre, qu'Herbert Bacon, frère prétendu de notre comte Hugue II, exerça avec vigueur après la mort d'Herbert Éveille-Chien, survenue entre 1032 et 1035, le bail de son petit-neveu, le jeune comte Hugue, c'est-à-dire, si on adopte la généalogie courante, au moins soixante-dix-sept ans après l'avènement de son frère au comté du Maine; c'est bien invraisemblable.

4. Deux chartes de 967 et de 971 conservées en original (*Catalogue*, nos 5 et 6) contiennent, en même temps que la souscription du comte du Maine, Hugue, celles de deux de ses fils Hugue et Foucoïn; les souscriptions de ces deux fils se retrouvent dans une charte du cartulaire de la Couture (*Catalogue*, n° 8). Les éditeurs du *Cartulaire de la Couture* (p. 8, n° 6, note 7) et dom Piolin (*op. cit.*, t. III, p. 82) ont prétendu sans preuves qu'ils étaient morts avant leur père. Or il est question dans une notice de 992 pour l'abbaye de Saint-Maixent (*Chartes et doc. pour servir à l'histoire de Saint-Maixent*, dans les *Arch. hist. du Poitou*, t. XVI, p. 77) de Foulque, frère du comte du Maine; il nous semble légitime d'identifier,

est aussi mal connu que ses années de règne ; on sait seulement qu'il eut à lutter contre l'évêque du Mans, Sifroi, frère d'Yves, seigneur de Bellême, et que ce dernier se fit soutenir par Bouchard, comte de Vendôme, dont il acheta l'alliance en lui cédant plusieurs domaines de son église¹. L'évêque paraît avoir eu le dessous dans cette lutte² ; il fut obligé de faire la paix avec le comte du Maine.

Après la mort d'Hugue II³, le Maine passa entre les mains de son fils homonyme Hugue III, qui mourut en 1014 ou 1015⁴. Comme on le montrera plus loin⁵, c'est sous ce comte qu'eurent lieu les premières inféodations de châteaux, notamment celles de Château-du-Loir et de Sablé. Son histoire est presque aussi obscure que celle de ses prédécesseurs ; il paraît avoir eu à souffrir de son voisin le comte d'Anjou, Foulque Nerra⁶. Sur un autre point ses efforts furent malheureux. Convoqué par Eude II, comte de Blois, avec Galeran, comte de Vexin⁷ (1013⁸),

comme l'a fait M. Longnon, ce Foulque et son frère avec les fils d'Hugue II et de supposer qu'en 992, Hugue II étant déjà mort, son fils homonyme lui avait succédé.

1. *Actus*, p. 353-354. Il est difficile de dater ce conflit avec précision. S'il est postérieur à l'avènement de l'évêque Sifroi, les termes de l'auteur des *Actus* : « Impetrato jam autem quod esset episcopus et in sede jam posito, oritur contentio inter eum et Hugonem » nous font supposer qu'il lui est de peu postérieur ; c'est pour cette seule raison que nous avons identifié le comte Hugue qui y prit part avec Hugue II, mort avant 992, raison qui semblera peut-être insuffisante si on songe que la notice de Sifroi a été écrite plus de cinquante ans après l'événement (voy. *supra*, p. 2).

2. « Vidit episcopus sibi nihil proficere. » *Actus*, p. 354.

3. Outre Hugue et Foulque, Hugue II avait un autre fils nommé Herbert Bacon.

4. Voir plus loin, p. 22, n. 1.

5. Voy. chap. viii, p. 59.

6. Voir chap. vii, la *suzeraineté angevine*, p. 34.

7. Cf. Longnon, *Obituaires de la province de Sens*, t. II, préface, p. xxv.

8. La date de ces événements est difficile à fixer. M. d'Arbois de Jubainville dans son *Histoire des comtes de Champagne* [t. I, p. 204] accepte celle de 1006 ; d'après M. Lex (*op. cit.*, p. 28), « les événements paraissent se rapporter aux années 1006 et 1007 » ; mais cette opinion est insuffisamment motivée ; M. Lex rappelle que la guerre fut déterminée par la réclamation que fit Eude de Blois du douaire de sa première femme Mathilde ; or, observe-t-il, Eude avait déjà épousé une seconde femme en 1005. La conclusion nous semble dépourvue de rigueur. M. Pfister (*Études sur le règne de Robert le Pieux*, p. 215, note 1) place la bataille de Tillières en 1013 ou 1014 ; il note d'abord que Galeran devint, selon l'*Art de vérifier*

pour lutter contre Richard II, duc de Normandie, il arriva au point du jour à Tillières¹, château dont les assiégés firent une sortie soudaine ; l'armée d'Eude fut battue, et le comte Hugue, dont le cheval avait été tué, se réfugia à pied dans un parc à moutons ; il y changea son haubert, qu'il enterra, pour un vêtement de pâtre ; guidé par un berger à travers les forêts, il arriva au Mans au bout de trois jours, les mains et les pieds ensanglantés par les ronces².

Comme presque tous ses contemporains, le comte Hugue III fit aux établissements religieux de sa région un grand nombre de libéralités³. Parmi ces dernières il faut signaler l'autorisation qu'il accorda à l'abbé Thiaume de faire transférer à Maillezaïs⁴

les dates (II, p. 638), comte de Meulan en 1013 ou 1014 ; il s'appuie ensuite sur un fait qui eut lieu peu après la défaite d'Eude ; le duc de Normandie fit venir alors le roi de Norvège Olaf et le roi de Suède Lacman ; or ces rois, qui ne restèrent pas plus d'une année en France, étaient rentrés chez eux en 1014. La bataille de Tillières, qui se place après l'avènement de Galeran et avant la venue des rois scandinaves, aurait donc eu lieu en 1013 ou au plus tard en 1014. Ce raisonnement est plus spécieux que probant : la généalogie des comtes de Meulan ou plus exactement des comtes de Vexin, car il ne paraît pas y avoir eu de comtes de Meulan avant 1028 (*Obituaires de la province de Sens*, t. II, préface de M. Longnon, p. xxv), est trop mal établie pour pouvoir servir de base à un calcul précis ; quant à la date de 1014, qui serait celle du retour d'Olaf en Norvège, elle est puisée dans les *Acta Sanctorum* (juli, t. VII, p. 105) ; mais elle est conjecturale. Ajoutons pour finir que M. Pfister se sert également, pour déterminer la date litigieuse, des *Ypodigma Neustriæ* de Walsingham (éd. Riley, *Rerum Britannicarum mediæ ævi scriptores*, t. VII, 1876, p. 44-46) ; or c'est un texte du x^e siècle qui, pour la bataille de Tillières et la venue des rois scandinaves, ne fait que reproduire Guillaume de Jumièges. La date proposée par M. Pfister ne peut donc être acceptée qu'avec réserve. M. Lot semble considérer cette date comme vraisemblable. *Fidèles ou vassaux*, p. 265-266.

1. Canton de Verneuil(Eure).

2. Guillaume de Jumièges, *Historia Normannorum* dans les *Hist. de Fr.*, X, p. 187, et B. N., lat. 2769, fol. 97. Ce récit a peut-être été légèrement déformé par la légende.

3. Voir *Catalogue d'actes*, nos 10-20.

4. Arrond. de Fontenay-le-Comte (Vendée). Le récit de cette translation est fait dans l'ouvrage de Pierre de Maillezaïs sur la construction du monastère de Maillezaïs et la translation du corps de saint Rigomer, dont le caractère est légendaire (Labbe, *Bibl. nova*, II, p. 234, et B. N., lat. 4892, fol. 253 v^o ; sur cet ouvrage, voy. L. Halphen, *L'histoire de Maillezaïs du moine Pierre*, extr. de la *Revue hist.*, t. XCIX, 1908). Sa date serait fournie par la *Chronique de Saint-Maixent*, si on en juge par l'édition de Marchegay et Mabille (*Chroniques des églises d'Anjou*, p. 388) ; mais à examiner de

les reliques de saint Rigomer, qui se trouvaient près du Mans, dans un monastère placé sous le vocable de ce saint.

Si la dynastie comtale réussit à s'installer dans le Maine, elle ne parvint pas à s'affranchir du pouvoir royal. On vit, en 924, le roi Raoul disposer, à deux reprises, du Maine pour le céder une première fois aux Normands et une seconde fois à Hugue le Grand ¹. Plus de vingt-cinq ans après, le roi Louis IV exerçait d'une façon effective son droit de patronage sur l'évêché du Mans ², et ce droit appartenait encore au roi de France au milieu du XI^e siècle ³.

Si l'exercice du droit régalien de monnayage semble avoir été abandonné par le roi à une époque assez ancienne, c'est seulement au XI^e siècle que les comtes du Maine s'en sont, pour ainsi dire, emparés officiellement. On n'a pas trouvé dans le Maine de monnaies à type royal postérieur à celui de Charles le Chauve ⁴. Mais cette constatation ne prouve pas qu'on ait cessé de frapper des monnaies à type royal ou impérial après la mort de ce prince (877) ; il est probable, bien au contraire, qu'on a continué à en frapper, mais en conservant le type de Charles le Chauve ⁵, et que les successeurs de cet empereur n'ont pas réussi à en imposer un nouveau dans le Maine, parce que, au milieu de l'anarchie qui a grandi à la fin du IX^e siècle, la direction et le contrôle des ateliers monétaires ont dû leur échapper. Un fait même qui semble prouver la persistance dans le Maine de la frappe de monnaies au type de Charles le Chauve, c'est l'altéra-

près le passage du manuscrit dont les éditeurs se sont servis, et du reste du seul dont ils pouvaient se servir (B. N., lat. 4892, fol. 198 v^o), on s'aperçoit que la date a été ajoutée après coup. La seule indication chronologique dont il y ait lieu de tenir compte est « temporibus Fulconis et Hugonis comitum », et cette indication est empruntée au récit de Pierre de Maillezais, dont l'auteur de la chronique s'est inspiré en cet endroit (cf. Halphen, *La Chronique de Saint-Maixent*, extr. de la *Bibl. de l'École des Chartes*, 1908, p. 3). Quant au récit diffus de Pierre de Maillezais, il nous semble inutile de le reproduire. Indiquons seulement que, d'après cet auteur, l'enlèvement des reliques eut lieu de nuit, par peur des Manceaux, à qui ce vol pieux devait nécessairement déplaire.

1. Flodoard, *Annales*, éd. Lauer, p. 24 et 25.

2. Voir plus loin, chap. x, p. 78.

3. Voir plus loin, chap. iv, p. 27.

4. M. Prou, *Les monnaies carolingiennes*, Paris, 1896, p. 62-63.

5. *Op. cit.*, p. LIV.

tion manifeste que ce type y a subie¹. Quant aux monnaies de type comtal², ce n'est que sous Herbert Éveille-Chien³, c'est-à-dire plus d'un siècle après l'établissement d'une dynastie héréditaire, qu'on en voit fabriquer pour la première fois. Sur ce point aussi, la souveraineté royale conserva, en apparence du moins, ses droits intacts pendant le x^e siècle.

Cette lente usurpation des droits régaliens par les comtes du Maine ne devait pas aboutir pour eux, du reste, à une véritable autonomie; les comtes du Maine ne firent guère que de changer de maîtres. La cession du Maine à Hugue le Grand eut pour résultat d'y substituer la suzeraineté du duc des Francs à l'autorité du roi carolingien. Si le comte Roger avait été l'adversaire du roi Eude et du comte Robert, son fils Hugue, au contraire, fut le fidèle d'Hugue le Grand : on le voit souscrire deux actes de ce comte en 929 et 931⁴. Les mêmes rapports de fidélité semblent avoir existé entre Hugue II et Hugue Capet⁵. Sous Hugue III la situation se modifiera : l'énergique Foulque Nerra va réussir à faire du comte du Maine le vassal du comte d'Anjou, et l'autorité du roi de France y sera à peu près complètement annulée.

1. C'est en comparant deux monnaies de Charles le Chauve frappées au Mans, et qui sont conservées dans le cabinet de M. Julien Chappée, que nous avons pu noter cette altération.

2. La question du monnayage dans le Maine est fort compliquée. A côté du roi et du comte, l'évêque du Mans avait, en vertu d'un diplôme royal, l'exploitation de l'atelier royal (M. Prou, *op. cit.*, p. LIX). Nous sommes tenté de croire que les évêques ont continué de l'exploiter pendant le cours du ix^e et du x^e siècle, et jusqu'au moment où les comtes ont pris l'initiative de faire frapper des monnaies à leur nom.

3. Il est plus vraisemblable d'attribuer à Herbert Éveille-Chien qu'au jeune Herbert II la première frappe des monnaies portant dans le champ le monogramme d'Herbert; pour la description de ces monnaies, voy. F. Poey d'Avant, *Monnaies féodales de France* (Paris, t. I, 1858, p. 211). Des monnaies de ce type ont été frappées pendant tout le xi^e siècle et une partie du xii^e, en sorte qu'il n'existe pas de monnaies mancelles portant le monogramme d'Hugue IV, ni celui d'Hélie. Cf. Engel et Serrure, *Traité de numismatique du moyen âge*, t. II (1894), p. 392.

4. Voy. *Catalogue d'actes*, nos 1 et 2.

5. Dans la chartre qui est analysée au n^o 5 de notre Catalogue, la souscription du comte Hugue II suit celle d'Hugue Capet.

CHAPITRE IV

HERBERT ÉVEILLE-CHIEN ET HUGUE IV

(1015(?)-1031)

A la mort du comte Hugue III (1014 ou 1015)¹, le pouvoir comtal passa entre les mains de son jeune fils Herbert Éveille-Chien². Deux faits principaux dominent son règne : la rivalité constante du comte et de l'évêque du Mans Avejot, et l'influence exercée par le comte d'Anjou Foulque Nerra.

L'animosité du comte contre l'évêque s'explique par la puissance de ce dernier, qui appartenait à la maison de Bellême, et dont la puissance portait ombrage à Herbert. L'auteur des *Actes des évêques du Mans* a retracé trois épisodes de cette lutte. La construction du château de Duneau³ par l'évêque en fut le pré-

1. L'année et le quantième de la mort d'Hugue III ne peuvent être déterminés avec certitude ; un acte de ce comte daté de 1014 (*Catalogue d'actes*, n° 13) nous prouve qu'il vivait encore à cette date ; d'autre part, il était déjà mort le 6 juillet 1016, car le comte Herbert qui assistait à la bataille de Pontlevoy y est qualifié dans tous les récits, même contemporains, comte du Maine et jamais fils du comte du Maine. Cette raison nous empêche de prolonger, comme le fait M. Lot (*Fidèles et vassaux*, p. 143, note 3), la vie du comte jusqu'en 1017 en lui attribuant la souscription d'une chartre du roi Robert qui est ainsi conçue : « S. Hugonis comitis », et qui précède celle d'Eude de Blois et suit celle de Foulque Nerra (*Hist. de Fr.*, t. X, p. 599). En ce qui concerne le quantième, on doit noter que le cartulaire d'Évron contient trois mentions d'obit se rapportant à des comtes du Maine nommés Hugue. Celle du 26 mars s'applique à Hugue IV (voir *infra*, p. 29, n. 1) ; mais il est plus difficile de savoir à qui s'appliquent celles du 3 septembre et du 25 octobre, quoiqu'il soit à peu près certain que l'une d'elles doive être attribuée à Hugue III, bienfaiteur de l'abbaye d'Évron (*Catalogue d'actes*, n° 10). Dans tous les cas, la bataille de Pontlevoy ayant été livrée le 6 juillet 1016, par conséquent avant le 3 septembre et le 25 octobre 1016, le comte Hugue n'est certainement pas mort en 1016 ; mais aucune raison plausible ne nous oblige à opter entre les années 1014 et 1015.

2. Voir *App.* III.

3. Canton de Tuffé (Sarthe).

texte. Le comte Herbert, furieux de voir édifier un château dans son comté sans son autorisation, gagna avec une multitude de chevaliers ce château de Duneau, s'en empara et le détruisit ¹. L'évêque se réfugia à Bellême ² chez son frère Guillaume ³ : il excommunia Herbert et mit l'interdit sur le diocèse. Cet acte d'autorité fut suivi d'une guerre, selon le chroniqueur manceau ; peut-être ce dernier fait-il allusion à celle qui éclata entre Herbert Éveille-Chien et Guillaume de Bellême ⁴. Le comte Herbert mit le seigneur de Bellême en fuite ; mais sa victoire fut compromise par l'arrivée de Géré, fils d'Arnaud le Breton. L'évêque dut lever l'interdit et faire la paix ⁵.

Quelques années plus tard (1027) ⁶, Herbert Éveille-Chien envahit de nouveau les domaines de l'évêque Avejot ⁷ ; ce dernier est obligé de quitter le Mans et donne à un chevalier nommé Herbrand les revenus et les dîmes de quelques vignes situées dans le voisinage de la ville et la terre de la Mue ⁸ à condition de le défendre ; mais Herbrand n'exécute pas cette condition, et

1. Cet épisode se place avant l'année 1025 : il est antérieur au second conflit, qui eut lieu avant 1028, et très probablement en 1027 (voir *infra*, note 6), et il paraît même lui être de beaucoup antérieur, car le chroniqueur, après le récit de la paix faite après le premier conflit, ajoute que l'évêque resta *longtemps* au Mans, qu'il fut obligé de quitter lorsque le comte l'attaqua de nouveau ; on verra, d'autre part, qu'Herbert Éveille-Chien fut incarcéré de 1025 à 1027 (voir *infra*, p. 26).

2. Arrond. de Mortagne (Orne).

3. Guillaume I^{er}, seigneur de Bellême, était fils d'Yves de Creil et neveu de l'évêque Sifroi. Romanet, *La géographie du Perche*, p. 98.

4. Si nous rapprochons le conflit du comte Herbert et de l'évêque Avejot de cette guerre qui est racontée par Orderic Vital (éd. Le Prévost, II, p. 22), c'est d'abord parce que le premier a fort bien pu être la cause de la seconde ; on a montré, en effet, qu'Avejot était le frère de Guillaume de Bellême ; c'est, en second lieu, parce que cette guerre, comme le conflit avec l'évêque, est antérieure de plusieurs années à 1027 ; c'est longtemps après, rapporte le chroniqueur normand (*loc. cit.*), que Géré (*Giroius*) fut présenté au duc de Normandie Richard II, mort en 1027, ou à Richard III, mort en 1028.

5. *Actus*, p. 356.

6. Les événements qui suivent nous paraissent pouvoir être datés de cette année grâce à l'intervention du comte Alain III, qui, étant venu secourir Herbert en 1027 contre Foulque Nerra, dut le défendre dans la même campagne contre Avejot ; il est certain dans tous les cas qu'ils sont antérieurs à l'année 1028, date de la mort de Foubert, évêque de Chartres. Voir *infra*, p. 24, n. 3.

7. *Actus*, p. 358.

8. C^{ne} de Saint-Pavace, 4^{er} canton du Mans (Sarthe).

Herbert ravage à loisir les domaines d'Avejot qui se venge en mettant une seconde fois l'interdit sur le diocèse et en construisant le château de la Ferté-sur-Huisne¹. Mécontent, Herbert réunit une armée et, avec l'aide du comte de Bretagne Alain III², fait assiéger par les Manceaux, d'une part, et les Bretons, de l'autre, le château de la Ferté. Avejot, incapable de soutenir cet assaut, se rend auprès de Foubert, évêque de Chartres, en le priant de menacer le comte du Maine de la peine de l'excommunication. C'est ce que fit Foubert ; sa lettre, qui ne nous est pas parvenue, était fort piquante ; mais nous avons conservé celle qu'il adressa avec Avejot à Èble, archevêque de Reims, et dans laquelle il le priait d'adresser à Herbert une admonestation³. Effrayé par la menace d'excommunication, Herbert se soumit à l'arbitrage de Foubert qu'il fit venir au Mans. La sentence de Foubert réconcilia les deux adversaires.

La réconciliation ne devait pas être définitive : Avejot était rentré dans la ville épiscopale ; mais, comme deux « gros » dans un même sac ne peuvent s'entendre⁴, le comte Herbert lui chercha querelle une troisième fois, et, semble-t-il, peu avant la mort d'Avejot⁵ survenue en 1034 ou 1035⁶ ; l'évêque du Mans se réfugia dans son château de la Ferté que le comte lui avait rendu, et il ne paraît pas être revenu au Mans.

Non content de poursuivre une lutte persistante contre l'évêque, Herbert Éveille-Chien eut encore une fois à guerroyer contre les seigneurs de Bellême et leurs partisans. Entre 1031 et 1034⁷,

1. Aujourd'hui la Ferté-Bernard, arrond. de Mamers (Sarthe).

2. Sur ce comte, voir A. de la Borderie, *Hist. de Bretagne*, t. III, p. 7 et suiv.

3. *Patrologie latine*, t. 141, col. 204. M. Pfister (*De Fulberti Carnotensis episcopi vita et operibus*, Nancy, 1883, p. 92, n. 3) a daté cette lettre de Foubert entre 1021, date de l'élévation d'Èble à l'archevêché de Reims, et 1028, date de la mort de Foubert. Comme on l'a vu plus haut (p. 22, n. 6), il est possible, croyons-nous, d'arriver à une plus grande précision.

4. « Duo grossi non possunt in uno sacco conversari » *Actus*, p. 359.

5. D'après l'auteur des *Actus*, Avejot ne rentra pas au Mans et il ne quitta la Ferté que pour faire un pèlerinage à Jérusalem pendant lequel il mourut.

6. Voir plus loin, *App.* VI.

7. Ces événements sont placés dans le texte de Guillaume de Jumièges qu'a publié du Chesne entre le récit des troubles qui suivirent la mort de Robert le Pieux (1031) et celui de faits datés de 1034 (*Hist. de France*, t. XI, p. 34 et 35) ; malheureusement, comme leur narration ne se trouve pas dans le ms. lat. 2769 de la Bibl. nationale, et qu'elle est, par conséquent,

semble-t-il, Robert¹, fils de Guillaume de Bellême, fit une expédition sur la rive gauche de la Sarthe²; prisonnier des Manceaux, il fut enfermé au château de Ballon³. Deux années après, Guillaume, fils de Géré⁴, et plusieurs autres barons de Robert de Bellême marchèrent sur le Maine pour le délivrer et mirent en fuite le comte Herbert. Parmi les prisonniers qu'ils firent se trouvaient Gautier de Surdon et deux de ses fils que les vainqueurs pendirent. Mal leur en prit, car les trois autres fils de Gautier, qui se trouvaient alors à Ballon, vengèrent la mort de leur père en tranchant à coups de hache la tête de Robert de Bellême⁵.

Si nous passons aux rapports du comte du Maine et du comte d'Anjou, nous rappellerons tout d'abord que Foulque Nerra avait réussi à imposer sa suzeraineté au comte Hugue III. L'influence angevine persista sous Herbert Éveille-Chien. Au début de son règne, Herbert Éveille-Chien accompagna Foulque Nerra dans la campagne que celui-ci fit contre le comte de Blois Eude, et détermina la victoire que le comte d'Anjou remporta à Pontlevoy⁶ (6 juillet 1016)⁷. Foulque Nerra ne lui en sut pas longtemps gré. Huit années après, il l'attira à Saintes sous prétexte de lui donner la ville en bénéfice; il le fit arrêter par ses domestiques au milieu d'une conversation et enfermer au

le résultat d'une interpolation due à Orderic Vital (voir Delisle, *Lettre à Jules Lair* dans la *Bibl. de l'Éc. des Chartes*, t. 34, 1873, p. 267, il est téméraire de tirer une conclusion chronologique de la place qu'ils occupent dans le texte.

1. Sur ce personnage, voy. Romanet, *op. cit.*, p. 98.

2. « Ultra Sartam », dit le texte; or Ballon est situé sur la rive gauche de la Sarthe.

3. Arrond. du Mans (Sarthe).

4. Sur ce personnage, voy. Orderic Vital, *op. cit.*, éd. le Prévost, II, p. 16 et 23.

5. Cet assassinat est rapporté brièvement par Orderic Vital (*op. cit.*, V, p. 4). Les meurtriers y sont appelés : « filii Gualterii Sori. »

6. Arrond. de Blois (Loir-et-Cher).

7. Cette bataille est mentionnée dans les *Annales de Vendôme* (*Recueil d'annales angevines et vendômoises*, p. 39), dans les *Gesta consulum Andegavensium* et dans l'ouvrage intitulé *Historia Sancti Florentii Salmurensis* (*Chroniques des comtes d'Anjou*, p. 107-108 et p. 274). Le récit en a été fait avec soin par M. Halphen (*Le comté d'Anjou au XI^e siècle*, p. 33-36). Il nous a semblé inutile de le recommencer; rappelons seulement qu'il ne faut pas tenir compte des quelques lignes qui sont consacrées à ce combat dans le préambule d'un acte faux du comte Herbert (voir *Appendice II*, p. 103).

capitole dans la nuit du 7 au 8 mars 1025¹ ; le même jour, la femme de Foulque tenta de faire emprisonner celle d'Herbert, mais son plan fut dévoilé à l'intéressée. Le désir de Foulque était de faire mourir le comte Herbert; mais il n'osa passer à l'exécution. La captivité d'Herbert dura deux années². Comment cessa-t-elle? nous l'ignorons; nous savons seulement qu'Herbert Éveille-Chien fut contraint de donner des otages à Foulque Nerra et que le comte de Bretagne Alain III, venu en Anjou et dans le Maine en 1027³, reprit au comte d'Anjou les otages que celui-ci avait exigés de son prisonnier.

Herbert Éveille-Chien mourut entre 1032 et 1035, à la date du 15 février⁴, laissant un fils encore jeune, Hugue IV, et trois filles⁵.

Après son décès, le bail du comté fut exercé par son oncle, le frère d'Hugue III, Herbert Bacon⁶. Comme Herbert Éveille-

1. Adémar de Chabannes, *Chronique*, éd. Chavanon (*Coll. de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'hist.*), p. 189 et 206. Sur l'année vraisemblable et le quantième de cette arrestation, voy. Halphen, *op. cit.*, p. 62.

2. D'après les *Gesta Ambaziensium dominorum* (*Chroniques des comtes d'Anjou*, p. 163), Herbert Éveille-Chien, que des rapports de fidèle amitié unissaient, selon le chroniqueur, au comte d'Anjou, Foulque Nerra, l'aurait soutenu dans la lutte que ce dernier entreprit contre Eude de Blois et Geudoin de Saumur en 1026 et l'aurait accompagné devant Montboyau, puis à Saumur (sur ces événements, voy. Halphen, *op. cit.*, p. 39 et suiv.); or il était, comme on vient de le voir, en prison en 1026, et ses rapports avec Foulque Nerra devaient alors manquer de cordialité. L'allégation est suspecte, et nous croyons que l'auteur a confondu cette campagne avec celle qui se termina à Pontlevoy, et à laquelle Herbert assista; la confusion s'explique aisément chez un auteur écrivant après 1154.

3. *Annales de Vendôme* (*Recueil d'annales angerines et vendômoises*, p. 161). C'est d'après M. Halphen — et, croyons-nous, avec une grande vraisemblance — que nous supposons qu'il s'agit dans ce passage des otages donnés par Herbert au moment de sa libération. *Op. cit.*, p. 69.

4. « 15 kalendas marcii obierunt Herbertus, comes Cenom[anensis]... » (*Martyrologe de la Couture*, Bibl. du Mans, ms. 238, fol. 5). Cette mention ne peut s'appliquer à Herbert II, mort un 9 mars (voy. *infra*, p. 33). Quant à l'année de la mort d'Herbert I, elle est difficile à déterminer; la date traditionnelle de 1036 ne repose sur aucun texte. Nous savons seulement qu'Herbert Éveille-Chien vivait encore en 1032 (voy. *Catalogue*, n° 22); d'autre part, le récit des *Actus* nous prouve que, lorsque Gervais de Château-du-Loir devint évêque du Mans c'est-à-dire, croyons-nous, le 17 décembre 1034 ou 1035, Herbert Éveille-Chien était déjà mort. *Actus*, p. 363.

5. Elles s'appelaient Gersent, Paule et Biote; voy. *Appendice III*, p. 113.

6. D'après l'auteur des *Actus* (p. 363), il semble même qu'Herbert ne se contenta pas d'exercer une sorte de tutelle, mais qu'il usurpa la qualité de comte.

Chien, Herbert Bacon trouva contre lui un puissant adversaire, l'évêque du Mans. Avejot étant venu à mourir et Gervais, seigneur de Château-du-Loir, ayant été élu et consacré à sa place évêque du Mans (16 décembre 1035?)¹, Herbert Bacon lui interdit, pendant deux années, l'accès du Mans; les actes d'hostilité d'Herbert Bacon étaient déterminés par le sentiment de jalousie qu'il éprouvait pour un rival plus riche et plus fort que lui et par son désir de dilapider le trésor de Saint-Julien². Quelques années plus tard³, Herbert Bacon recommença à molester l'évêque Gervais; ce dernier, se sentant incapable de se défendre lui-même et jugeant la protection royale insuffisante, demanda au roi Henri I^{er} et obtint de lui l'autorisation de confier au comte d'Anjou Geoffroi Martel le patronage de son évêché pendant sa vie seulement⁴.

Les agissements de l'évêque mécontentèrent Herbert Bacon qui s'en plaignit au comte Geoffroi; il le pria même de dépouiller l'évêque de son évêché et du fief que l'évêque avait hérité de son père, c'est-à-dire de la seigneurie de Château-du-Loir; cette accusation émut l'évêque qui, de concert avec les Manceaux, enleva à Herbert Bacon le gouvernement du comté et l'envoya dans un monastère⁵. Débarrassé de son rival, l'évêque Gervais

1. Sur la date à laquelle Gervais de Château-du-Loir devint évêque du Mans, voir *App. VI*. Pour ce qui concerne les seigneurs de Château-du-Loir (arrond. de Saint-Calais, Sarthe), voir ce que nous disons plus bas, ch. viii, p. 62.

2. *Actus*, p. 363.

3. Cette nouvelle lutte, qui doit être distinguée de celle qui précéda l'installation de Gervais au Mans (« Domno autem Gervasio in sede residente, Herbertus Bacho coepit eum irritare » *Actus*, p. 364), est postérieure au 21 juin 1040, car elle détermina très rapidement la chute d'Herbert Bacon, qui exerçait encore sa fonction comtale à cette date, — on le voit souscrire avec son petit-neveu deux actes qui n'ont pu être rédigés avant cette époque (*Catalogue d'actes*, nos 23 et 24); — en outre, ce n'est pas à Geoffroi Martel, mais à Foulque Nerra, que le patronage de l'évêché aurait été confié si Foulque, mort le 21 juin 1040, avait été encore vivant. Mais cette lutte est antérieure au mariage d'Hugue, célébré entre le 14 mai 1043 et le 14 mai 1047, car la mention de ce mariage suit dans le récit des *Actus* celle de la chute d'Herbert Bacon.

4. Voir plus loin, chap. x, p. 79.

5. *Actus*, p. 365. Quel fut le rôle de Geoffroi Martel dans ces démêlés? Gardait-il la neutralité ou intervint-il en faveur de l'un des deux adversaires? Un passage fort obscur du *Fragmentum historiae Andegavensis* (*Chroniques des comtes d'Anjou*, p. 378), raconte que ce comte eut à lutter contre Herbert Bacon du vivant de son père Foulque Nerra, mort le 21 juin 1040, et le fit prisonnier. Cette allégation ne s'applique-t-elle pas à la lutte

prit à son tour la tutelle du comte Hugue IV, qui était son filleul¹; il lui fit épouser Berthe, fille d'Eude, comte de Blois², et veuve d'Alain III, comte de Bretagne³ (14 mai 1045-14 mai 1047)⁴. Ce mariage avec une femme riche ébranla la situation de Geoffroi Martel dans le Maine⁵; aussi le comte d'Anjou conçut une profonde rancune contre Gervais, instigateur de cette union; il essaya de mettre le feu à Château-du-Loir⁶, mais ne put le prendre d'assaut. Il s'empara par trahison de Gervais, qu'il fit emprisonner (1048)⁷. Gervais avait dans le Maine de nombreux obligés, et en première ligne Hugue IV, qui lui devait sa situation; aussi les Manceaux, ayant le comte du Maine à leur tête, se révoltèrent contre Geoffroi Martel, leur suzerain⁸.

qui causa la chute d'Herbert Bacon? Il est vrai que cette lutte fut postérieure à la mort de Foulque Nerra. Mais l'imprécision de la relation de Foulque le Réchin rend vraisemblable une confusion de dates.

1. « Quem de sacro fonte suscepit » *Actus*, p. 365.

2. *Lex, op. cit.*, p. 45, et La Borderie, *op. cit.*, III, p. 14.

3. C'est ce comte qui avait secouru en 1027 le comte Herbert Éveille-Chien contre l'évêque Ayejot et contre Foulque Nerra (voir *supra*, p. 24 et 26).

4. Le mariage d'Hugue IV peut être daté à l'aide de la donation de l'église de Saint-Constancien de Javron, qui fut faite entre le 14 mai 1046 et le 14 mai 1047 (*Catalogue d'actes*, n° 25), et qui, dit le rédacteur, fut conclue l'année du mariage d'Hugue IV avec Berthe (quo anno idem comes Bertam duxerat in uxorem).

5. Geoffroi Martel était alors très puissant dans le Maine. Gervais lui avait fait concéder le patronage de l'évêché (voir *supra*, p. 27); dans une charte de cet évêque, qu'on peut dater entre le 21 juin 1040 et le 2 mars 1047 (Halphen, *op. cit.*, p. 269, n° 84), la souscription de Geoffroi est ainsi libellée : « S. Gaufridi comitis, principis nostri. » *Actus*, p. 372.

6. Il semble peu vraisemblable qu'il ait réussi à le brûler entièrement, comme paraît l'indiquer l'auteur des *Actus* (« Castellum Lir igne cremavit », p. 365), sans s'en emparer; il se contenta peut-être de faire des dégâts tout autour du château; c'est du moins ce que nous autorise à supposer l'acte de fondation du prieuré de Saint-Guingalois de Château-du-Loir (1067-1068) (« cum idem comes cuncta per circuitum castelli ferro et flamma disperderet » *Cartul. de Château-du-Loir*, n° 27).

7. *Actus*, p. 365. Schwabe place l'emprisonnement de Gervais en 1048 : « Schon ums Jahr 1048 muss Graf Gaufred den Bischof Gervais haben festnehmen lassen. » (*Studien zur Geschichte des zweiten Abendmahlstreits*, p. 35). Le pape Léon IX aurait, dit-il, à la suite de l'arrestation, menacé le comte Geoffroi de l'excommunication au concile de Reims qui eut lieu en octobre 1049. C'est aussi l'opinion de M. Halphen, qui pense même que l'emprisonnement a pu avoir lieu dès 1047, après le retour de Geoffroi Martel d'Italie (*op. cit.*, p. 71, note 3). La date proposée par Schwabe est d'autant plus vraisemblable que le mariage d'Hugue IV, cause du conflit, a eu lieu entre le 14 mai 1045 et le 14 mai 1047.

8. Sudendorf, *Berengarius Turonensis oder eine Sammlung ihn betreffend*.

Quelle fut l'issue de la révolte ? Nous ne le savons pas, et, du reste, si le comte du Maine l'emporta et réussit à se soustraire à la suzeraineté du comte d'Anjou, son succès dut être de courte durée ; il mourut, en effet, le 26 mars 1051 ¹, laissant sa femme Berthe et deux enfants en bas âge, le comte Herbert II et Marguerite ². Après sa mort, les Manceaux chassèrent sa veuve ³ et ses enfants par une porte de la ville et firent entrer par une autre le comte Geoffroi Martel ⁴. Cette expulsion fut considérée par l'évêque

der Briefe, Hamburg u. Gotha, 1850, p. 214, n° 8. Ce recueil contient une lettre du comte Geoffroi à Léon IX, publiée d'après un manuscrit du xvi^e siècle, sur papier, de la Bibliothèque royale de Hanovre (XI, 671), qui est intitulé *Codex epistolaris imperatorum, pontificum, episcoporum*, et qui a été décrit par Sudendorf (*Registrum oder merkwürdige Urkunden für die deutsche Geschichte*, Berlin, 3^e partie (1834), p. v-xii ; voir, en outre, *Neues Archiv*, XX, p. 209). Geoffroi Martel parle dans cette lettre de la guerre que lui a faite le comte du Maine après l'emprisonnement de Gervais ; mais les termes de la lettre sont trop imprécis pour qu'il soit possible d'affirmer que la rébellion mancelle a été postérieure à l'excommunication de Geoffroi Martel qui eut lieu en 1050 (*Chron. de Saint-Maixent* dans les *Chroniques des églises d'Anjou*, p. 398). — On peut voir une allusion à cette révolte dans une notice du *Cartulaire de la Trinité de Vendôme* (n° 66) ; il y est question d'un domaine qui, après avoir été inféodé par le comte d'Anjou à plusieurs possesseurs successifs, fut repris par le comte Geoffroi et donné à l'abbaye ; or, ajoute le rédacteur, le dernier vassal, Herbrand de Pirmil, en fut privé pour avoir fait la guerre à Geoffroi Martel alors qu'il avait été remis comme otage à ce dernier par le comte Hugue, qui luttait contre ledit Geoffroi (*sed postmodum datus est ei obses ab Hugone, Cenomanorum comite, filio Herberti illius qui Evigilans canes dictus est, cum et ipse Hugo comes Gosfrido comiti bosiarit bellumque intulit*). C'est une autre allusion à cet événement que contient le passage suivant, qui est extrait du *Fragment de chronique attribué à Foulques le Réchin* : « Post hæc guerram habuit... cum Hugone Cenomansensi consule, qui exierat de fidelitate sua. » *Chron. des comtes d'Anjou*, p. 378.

1. *Nécrologe-obituaire de la cathédrale du Mans*, éd. Busson-Ledru, p. 72. M. Halphen (*op. cit.*, p. 73, note 1) a montré que la date traditionnelle, qui est attribuée à la mort du comte Hugue IV, « paraît de beaucoup la plus vraisemblable » ; nous renvoyons à sa note. La mention du nécrologe s'applique certainement à Hugue IV : elle est ainsi conçue : « Sic obiit Hugo comes, Herberti filius ». Or Hugue IV est parmi les comtes du Maine homonymes le seul qui ait eu un père nommé Herbert.

2. Voir *App. III*, p. 114.

3. Nous ne savons pas avec précision où Berthe se rendit ; peut-être alla-t-elle rejoindre Conan II, comte de Bretagne, né de son mariage avec Alain III. Elle était à Nantes en 1075 (*Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, éd. Maître, p. 183). Quant à Herbert II, il semble être revenu au Mans avant sa mort. Voir *infra*, *Catalogue d'actes*, nos 32 et 33.

4. *Actus*, p. 366.

Gervais comme l'effondrement de sa politique ; désespéré, il rendit Château-du-Loir et fut mis en liberté sous cette condition sanctionnée par son serment qu'il ne rentrerait ni au Mans ni à Château-du-Loir tant que le comte Geoffroi vivrait. Gervais délivré profita du dissentiment qui existait entre Geoffroi et le duc de Normandie, Guillaume le Bâtard, pour se rendre auprès de ce dernier et lui exposer ses griefs contre le comte d'Anjou ¹.

Une nouvelle phase de l'histoire du Maine va commencer. Nous avons assisté à la rivalité des comtes du Maine, des évêques du Mans et des comtes d'Anjou. De ces trois adversaires, les deux premiers sont désormais incapables de se défendre ; c'est maintenant d'un conflit entre l'influence angevine et l'influence normande que nous serons témoins.

1. *Actus*, p. 366

CHAPITRE V

LE CONFLIT DE L'INFLUENCE NORMANDE ET DE L'INFLUENCE ANGEVINE (1051-1092)

Les succès de Geoffroi Martel dans le Maine, sa mainmise sur le comté effrayèrent peut-être le duc de Normandie, qui jugea bon de fortifier les frontières de son duché. Après sa victoire à Mortemer, il construisit le château d'Ambrières¹ (1054)². Le seigneur de Mayenne, Geoffroi³, inquiet par cette construction, chercha la protection de son suzerain Geoffroi Martel, qui, malgré le secours de Gui Geoffroi Guillaume, frère du comte de Poitiers Guillaume Aigret⁴, et d'Éon de Bretagne⁵, n'osa résister à Guillaume le Bâtard venu pour protéger les défenseurs du

1. Arrond. de Mayenne (Mayenne).

2. Guillaume de Poitiers, *Gesta Guillelmi ducis* dans *Hist. de Fr.*, XI, p. 84. Cet événement est, d'après cet historien, postérieur à la bataille de Mortemer, qui eut lieu avant le carême 1054 (Halphen, *op. cit.*, p. 77, n. 1). Guillaume de Jumièges (B. N., ms. lat. 2769, fol. 105 r^o) recule la date de la construction du château d'Ambrières ; il la place en 1049, après la prise d'Alençon et de Domfront par Guillaume le Bâtard (Halphen, *op. cit.*, p. 72 et 73). Comme il est impossible de concilier les allégations de Guillaume de Jumièges et celles de Guillaume de Poitiers, nous préférons suivre la version de Guillaume de Poitiers, qui est due à un contemporain, et qui est plus vraisemblable ; on peut, en effet, considérer la construction du château d'Ambrières comme une des conséquences du traité conclu entre Henri I^{er} et le duc de Normandie en 1054, traité en vertu duquel le duc Guillaume fut autorisé à conserver les conquêtes faites pendant la guerre sur Geoffroi Martel. Cf. Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, I, p. 31.

3. Sur ce personnage, voir plus loin, p. 63, n. 1.

4. Cf. Alfred Richard, *Hist. des comtes de Poitiers*, I, p. 266.

5. Ce personnage était frère d'Alain III, comte de Bretagne, et fut la tige de la maison de Penthièvre. Arthur de La Borderie, *op. cit.*, III, p. 614.

château¹. Néanmoins Geoffroi Martel restait le maître du Maine, et c'est à son influence que fut due l'élection de Vougrin, successeur de Gervais sur le siège épiscopal du Mans (31 août 1055)². Le gouvernement de Geoffroi paraît avoir été dur pour les habitants du Maine; il aurait, raconta-t-on, pillé et incendié leur pays³. Aussi Herbert II, sur les conseils de sa mère Berthe⁴, conclut avec Guillaume le Bâtard un traité et se reconnut son vassal (1058-14 novembre 1060)⁵; en vertu de ce traité, Herbert promit d'épouser une fille de Guillaume le Bâtard et fiança sa sœur Marguérite⁶ à Robert Courteuse, fils du

1. Guillaume de Poitiers, *loc. cit.*

2. *Actus*, p. 373. Sur la date, voir Halphen, *op. cit.*, p. 125, n. 5. Pour l'établir, M. Halphen s'est appuyé sur la notice de Vougrin, contenue dans les *Actus*, dont l'auteur assigne à l'épiscopat de cet évêque une durée de neuf ans, huit mois et onze jours (*Actus*, p. 374); au contraire, d'après la liste que renferme le manuscrit des *Actus* (Bibl. du Mans, ms. 224) cet épiscopat aurait duré seulement huit ans, neuf mois et onze jours (*Actus*, p. 9), ce qui reporterait l'élection au 30 juillet 1056. L'indication de l'auteur de la notice, qui est un contemporain, nous semble plus sûre que celle de l'auteur du catalogue, qui a peut-être puisé son renseignement dans la notice; mais le doute subsiste, car la biographie de Vougrin n'est connue que par une copie du *xvii^e* siècle.

3. Guillaume de Poitiers, dans *Hist. de Fr.*, XI, p. 85.

4. Orderic Vital, éd. Le Prévost, II, p. 102. D'après la chronique de Pierre Bérchin (*Chroniques de Touraine*, éd. Salmon, p. 55), l'inféodation du Maine aurait eu lieu en même temps que celle de la Bretagne par le comte Alain; nous objecterons que le comte de Bretagne était alors Conan II, et non Alain. Arthur de la Borderie, *op. cit.*, t. III, p. 14.

5. La date de ce traité est postérieure au 31 août 1055, date de l'élection de Vougrin, qui fut l'œuvre du comte Geoffroi, à laquelle il était encore, par conséquent, maître du Maine; du reste, on verra encore après cette date Herbert II consentir avec Geoffroi Martel à une donation de biens sis dans le Maine (*Catalogue d'actes*, n° 32). Cette date est, d'autre part, antérieure à celle de la mort de Geoffroi Martel, car Guillaume de Poitiers affirme expressément qu'Herbert II rechercha la suzeraineté du duc de Normandie par crainte de Geoffroi Martel, qui avait dévasté le Maine. Peut-être même est-il possible d'aboutir à un résultat plus précis et de placer le traité après la bataille de Varaville (1058), dans laquelle Guillaume le Bâtard battit le roi de France et Geoffroi Martel. D'après les *Actus* (p. 366), Geoffroi Martel aurait possédé le Maine pendant dix années depuis la mort du comte Hugue IV; cette assertion est certainement exagérée. La date donnée par la *Brève Chronique de Tours* (*Hist. de Fr.*, XI, p. 212), à savoir l'année 1062, est invraisemblable, et l'ouvrage qui la contient peu sûr.

6. Était-elle en Allemagne avant d'être fiancée? c'est du moins de là que Guillaume le Bâtard la fit venir, d'après Guillaume de Poitiers (« ex parte

duc Guillaume ; on convint que, si Herbert décédait sans enfants, le comté du Maine passerait au duc de Normandie¹.

Moins de cinq années après, Herbert II mourait sans postérité² (9 mars 1062)³ ; le Maine allait donc échoir au duc de Normandie. Mais les Manceaux se révoltèrent (9 mars 1062-14 mars 1063)⁴. Au mépris du traité conclu entre Herbert II et Guillaume le Bâtard, ils choisirent comme comte Gautier III, comte de Vexin⁵, qui avait épousé Biote, fille d'Herbert Éveille-Chien⁶. Les chefs de l'insurrection étaient Geoffroi, seigneur de Mayenne, et Hubert, vicomte du Maine⁷. Geoffroi le Barbu, comte d'Anjou⁸,

Teutonium », dans Du Chesne, *Historiae Normannorum scriptores*, p. 190), à moins que *Teutonium* ne soit un lapsus pour *Britonum* ; on a supposé, en effet, que la mère de Marguerite, Berthe, s'était réfugiée en 1051 en Bretagne où elle était encore en 1075 (voir *supra*, p. 29, n. 3). Après ses fiançailles, Marguerite, qui n'était pas encore nubile, fut confiée à Étigand de Mézidon, et elle mourut, avant d'être mariée, à Fécamp, où elle fut enterrée (Guill. de Poitiers, *ibid.*, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, II, p. 104). D'après les éditeurs du *Gallia Christiana* (t. XI, p. 205), elle mourut le 13 décembre 1060 ; les dates de jour et de mois ont été probablement empruntées à un obituaire ; mais celle d'année nous paraît inexacte : d'après le récit de Guillaume de Poitiers, en effet, la mort de Marguerite a suivi la conquête du Maine par Guillaume le Bâtard (1063), et nous verrons, en outre, que Marguerite assistait à l'hommage prêté par son fiancé à Geoffroi le Barbu (1063).

1. Guillaume de Poitiers, *op. cit.*, dans *Hist. de Fr.*, XI, p. 85.

2. Quant à sa mère, Berthe, elle mourut en 1083. *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, p. 68.

3. *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, p. 66, et *Martyrologe de l'abbaye du Pré*, dans le *Bulletin d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, t. XVI, p. 466. La mention du martyrologe est ainsi conçue : « Obiit Habertus, filius Hugonis juvenis. » Elle s'applique à Herbert II, car, comme on l'a vu, Hugue IV son père est mort jeune.

4. A quelle époque cette révolte eut-elle lieu ? En 1062, d'après la *Chronique anglo-saxonne* (éd. Plummer, I, p. 190), en 1063 d'après les *Annales Uticenses* (publiées dans Orderic Vital, éd. Le Prévost, V, p. 157) et les *Annales du Mont-Saint-Michel* (*Chronique de Robert de Torigni*, éd. Delisle, II, p. 221) ; une notice de Geoffroi le Barbu, dans laquelle elle est mentionnée (B.N., Coll. dom Housseau, II², n° 667), est antérieure au 14 mars 1063 (cf. Halphen, *op. cit.*, p. 137, n. 5).

5. Guillaume de Poitiers, dans *Hist. de Fr.*, XI, p. 85. Gautier III était fils du comte Dreux, mort le 16 décembre 1035. *Obituaires de la province de Sens*, II, préface de M. Longnon, p. xxiii-xxiv.

6. Voy. *Appendice III*, p. 113.

7. Voy. *Appendice V*.

8. Ce comte succéda en 1060 à Geoffroi Martel, son oncle. Halphen, *op. cit.*, p. 133.

était partisan du comte Gautier¹ et semble l'avoir soutenu². Le mécontentement de Guillaume le Bâtard en apprenant cette rébellion fut grand; il fit campagne contre les Manceaux³, qui se soumirent à lui⁴. Gautier fut aussi obligé de se rendre ainsi que sa femme⁵; tous deux furent emprisonnés, puis empoisonnés à Falaise⁶. Pour protéger le Mans, Guillaume le Bâtard fit élever au Mans les mottes du Grand et du Petit Mont Barbet⁷ (1063)⁸; le donjon du Mans date, croyons-nous, de la même époque⁹. Guillaume laissa au Mans une petite garnison dont faisaient peut-être partie Turgis de Traci et Guillaume de la Ferté, qui seront chassés par les Manceaux en 1069¹⁰; puis, voyant que Geoffroi de Mayenne¹¹ machinait contre lui, il réunit une forte armée qu'il

1. Guillaume de Poitiers parle de Geoffroi le Barbu comme ayant été le tuteur et le suzerain de Gautier. *Hist. de Fr.*, XI, p. 86.

2. Il paraît résulter d'une notice citée plus haut que Geoffroi le Barbu prépara une campagne en faveur des Manceaux contre les Normands. Ce document est resté inconnu de Miss Kate Norgate, qui prétend que Geoffroi le Barbu fut indifférent aux conséquences du traité conclu entre Guillaume le Bâtard et Herbert II. *England under the Angevin kings*, t. I (1887), p. 217.

3. Guillaume de Poitiers, *op. cit.*, dans *Hist. de Fr.*, XI, p. 85.

4. D'après Guillaume de Poitiers, panégyriste de Guillaume le Bâtard, l'accueil des Manceaux aurait été enthousiaste; le fait est douteux, car la domination normande n'a jamais été populaire dans le Maine. Voy. *infra*, ch. VII, p. 56, n. 3.

5. Ils se rendirent volontairement « volontarie », selon Guillaume de Poitiers; Orderic Vital (éd. Le Prévost, II, p. 103) semble indiquer — et la chose est plus vraisemblable — qu'ils furent dupes d'une ruse de Guillaume.

6. Orderic Vital, éd. Le Prévost, II, p. 259. Guillaume de Poitiers passe l'empoisonnement sous silence. « Der Panegyrist übt die Kunst des Verschweigens », remarque Körting (*op. cit.*, p. 29).

7. Guillaume de Jumièges, *op. cit.*, dans B. N., lat. 2769, fol. 105 v°. Sur ces deux mottes, voir chap. XI, p. 90. Guillaume de Jumièges n'indique pas les noms des mottes qui ont été ajoutés dans le remaniement dû à Orderic Vital. *Hist. de Fr.*, t. XI, p. 48.

8. Cette construction doit être datée de 1063, car sa mention précède dans Guillaume de Jumièges le récit de l'incendie de Mayenne, de même que dans Guillaume de Poitiers la narration du passage de Guillaume le Bâtard au Mans vient immédiatement avant celui de cet incendie.

9. Il a été construit par Guillaume le Bâtard (Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 50), et il existait déjà en 1070 (*Actus*, p. 379). Sur ce donjon, voy. plus loin, ch. XI, p. 90.

10. Voy. *infra*, p. 36, n. 3.

11. Geoffroi de Mayenne faisait partie des fidèles du comte d'Anjou. Halphen, *op. cit.*, p. 179.

dirigea sur Mayenne; il s'empara du château après y avoir mis le feu ¹.

Après cette campagne, Guillaume le Bâtard jugea utile de consolider sa conquête et, pour ainsi dire, de lui donner un caractère légal en faisant prêter hommage par Robert, son fils, comte du Maine, et Marguerite, sœur d'Herbert II et fiancée dudit Robert ², à Geoffroi le Barbu, comte d'Anjou, qui avait été son adversaire; cette prestation d'hommage eut lieu en sa présence à Alençon. Elle avait peut-être été précédée d'un traité.

Les années qui suivirent ces événements furent peu troublées. La mort de l'évêque Vougrin (10 mai 1065) détermina cependant un conflit entre le duc de Normandie et le comte d'Anjou; on parlera plus loin ³ de ce conflit, qui portait sur le droit de nomination de son successeur. Le nouvel évêque, Arnaud, dut son élection à l'influence du duc de Normandie, et ce fait seul suffirait à montrer que Guillaume le Bâtard avait réussi à asseoir son autorité dans le Maine.

Mais les Normands étaient impopulaires au Mans, et, bientôt après, une crise violente, qui devait être suivie de plusieurs

1. Guillaume de Poitiers, dans *Hist. de Fr.*, XI, p. 86, et Guillaume de Jumièges, dans B. N., lat. 2769, fol. 106. Le duc fit entrer à la dérobée deux enfants qui incendièrent le château. — D'après Orderic Vital (éd. Le Prévost, II, p. 103), Guillaume le Bâtard aurait commencé par prendre le château d'Ambrières; mais, comme l'a justement fait remarquer M. l'abbé Angot (*Dict. de la Mayenne*, I, p. 31), le château était en 1054 entre les mains du duc de Normandie, et nous n'avons pas de raisons de supposer qu'il en ait été dépossédé après cette date; contre cette opinion, voy. Halphen, *op. cit.*, p. 79, n. 1. Ce n'est pas du reste la seule erreur commise par Orderic Vital dans le récit de ces événements; cet auteur raconte, en effet, qu'à son entrée au Mans, en 1063, Guillaume le Bâtard fut reçu par l'évêque Arnaud; or Vougrin, prédécesseur d'Arnaud, n'est mort que le 11 mai 1065.

2. Orderic Vital, éd. Le Prévost, II, p. 253. La mention de cet hommage est intercalée par Orderic Vital au milieu d'un bref résumé de l'histoire des comtes du Maine; comme elle ne se trouve pas insérée dans un récit chronologique, la date ne peut en être établie que par conjecture. Miss Kate Norgate, dans son ouvrage, place l'hommage avant la révolte mancenne, mais on a vu qu'elle ignore la part que Geoffroi le Barbu prit à cette révolte. Il vaut mieux le considérer comme le résultat d'un accord passé, après la conquête de Guillaume le Bâtard, entre ce dernier et le comte d'Anjou, le comte d'Anjou ayant renoncé à la possession effective du comté pour ne conserver qu'un droit de suzeraineté.

3. Voir plus loin, chap. x, p. 79.

autres au cours du ^x^e siècle, agita le pays. Pendant l'année 1069 ¹, les Manceaux se révoltèrent contre Guillaume I^{er} Bâtard et son fils Robert, qui étaient absents du Maine. Ils firent venir d'Italie Azzon, marquis d'Italie, seigneur d'Este, dont la femme, Gersent, était fille du comte Herbert Éveille-Chien, et leur fils Hugue ². Cette révolte était fomentée par la noblesse et le peuple ³. Azzon, qui était déjà dans la région le 2 avril 1069 ⁴, conquit le Maine non seulement par la force, mais encore à prix d'argent; puis, lassé de son séjour dans ce pays ⁵, il retourna en Italie ⁶ et confia à Geoffroi de Mayenne son fils Hugue et sa femme Gersent. Sa confiance fut trompée, car le protecteur de Gersent ne tarda pas à devenir son amant ⁷.

Le gouvernement de Geoffroi de Mayenne fut de courte durée. Pendant le carême de 1070 (24 février-4 avril) ⁸, les Manceaux,

1. La révolte est postérieure à l'année 1068, date d'une charte de Robert Courteuse, comte du Maine, et de son père Guillaume, en faveur des moines de la Couture, car l'existence même de cette charte peut suffire à démontrer que Guillaume et Robert étaient encore maîtres du Maine quand ils l'ont délivrée; d'autre part, la révolte est de plusieurs mois antérieure à la conjuration, qui eut lieu pendant le carême 1070; voir *infra*, n. 8. Cf. Halphen, *op. cit.*, p. 180, n. 3.

2. *Actus*, p. 376-377. Sur ces personnages, voy. *App. III*, p. 415, n. 8.

3. « Cenomannensium proceres una cum populo ab ipsius regis fidelitate unanimiter defeecerunt. » (*Actus*, p. 376). Les révoltés chassèrent les chevaliers normands qui étaient dans le donjon et la cité et tuèrent le sénéchal du roi, Onfroï (*ibid.*). Parmi ceux qu'ils expulsèrent se trouvaient Turgis de Traci, qui est mentionné dans le *Cartulaire de Saint-Vincent* (n^o 252), et Guillaume de la Ferté-Macé (Orderic Vital, éd. Le Prévost, II, p. 253). Turgis de Traci dut revenir dans la suite au Mans, car il paraît dans un acte du *Cartulaire de Saint-Vincent* en qualité de sénéchal postérieurement à la consécration de l'évêque Hoël (1085) (« coram Turgiso dapifero », *op. cit.*, n^o 597).

4. Il est mentionné comme témoin à cette date dans un acte du *Cartulaire de la Trinité de Vendôme* (n^o 216); il n'est pas qualifié de comte dans cet acte.

5. L'auteur des *Actus* indique la raison de ce dégoût : Azzon n'avait pu d'argent, et il craignait que, l'argent lui manquant, la fidélité des Manceaux ne lui fit aussi défaut. *Actus*, p. 377.

6. Nous verrons plus loin qu'il fit emprisonner en 1071 l'évêque Arnaud, qui traversait ses possessions en revenant de Rome. *Actus*, p. 380.

7. « Hujus igitur Gaufridus de Meduana tutor et quasi maritus effectus. » *Actus*, p. 377.

8. La date de cette conjuration peut être déterminée avec précision. Le chroniqueur manceau raconte que les conjurés se livrèrent à de nombreux excès pendant le carême et la semaine sainte; or ces excès n'ont pu être commis pendant le carême de 1069, car Azzon et son fils arrivaient

accablés de tributs et d'impôts, se révoltèrent contre lui et formèrent une sorte de complot¹; les conjurés prêtèrent serment et obligèrent la noblesse et Geoffroi de Mayenne lui-même à se joindre à eux². Ils crevèrent les yeux de plusieurs personnes, en pendirent d'autres et brûlèrent quelques châteaux voisins du Mans³. La fin de la conjuration fut pitoyable; les révoltés ayant tenté d'attaquer le château de Sillé⁴, dont le seigneur Hugue⁵ leur avait manifesté de l'hostilité, furent misérablement battus⁶. Leur échec fut causé par une ruse de Geoffroi de Mayenne.

Toutefois ce dernier, malgré son succès momentané, jugea prudent de renvoyer le jeune Hugue en Italie⁷ et de se réfugier au château de la Chartre-sur-le-Loir⁸, tandis que la comtesse du Maine, Gersent, sa maîtresse, demeurait au Mans. L'absence de Geoffroi fut du reste assez courte : Gersent, qui supportait impatiemment l'éloignement de son amant⁹, ne tarda pas

alors dans la région (voir plus haut p. 36, n. 4); d'autre part ils n'ont pas eu lieu en 1071, car le 6 mars 1071 l'évêque du Mans Arnaud partit pour Rome (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 29), où il resta plus de sept mois (*Actus*, p. 380), et nous savons qu'il fut témoin et acteur de la conjuration. Nous concluons, par conséquent, qu'on doit dater cet événement de 1070.

1. « Facta itaque conspiratione quam communionem vocabant. » (*Actus*, p. 377.) Malgré ce texte, il nous semble téméraire de donner le nom de commune à ce mouvement insurrectionnel.

2. « Ipsum Gaufridum et ceteros ejusdem regionis proceres, quamvis invitos, sacramentis suae conspirationis obligari compellunt. » (*Actus*, p. 378.) Cette résistance de la noblesse semble indiquer que la révolte avait un caractère populaire.

3. *Loc. cit.*

4. Arrond. du Mans (Sarthe).

5. Sur ce personnage, voir *infra*, chap. VIII, p. 64, n. 1.

6. L'évêque Arnaud lui-même fut pris pour être peu après relâché; il semble que la révolte ait eu des allures religieuses : le clergé faisait partie des conjurés, et l'évêque s'était joint à eux de gré ou de force. Au siège de Sillé les révoltés étaient précédés de leurs curés et accompagnés de croix et de bannières « cum crucibus et vexillis ». *Actus*, p. 378.

7. *Actus*, p. 379. Hugue était encore au Mans le 26 septembre 1070, car il est mentionné à cette date comme exerçant le pouvoir comtal (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 54; la date est à corriger); il est vrai que cette indication nous est donnée à titre de synchronisme dans une notice qui est peut-être postérieure de quelques années à la conclusion de l'acte juridique.

8. Arrond. de Saint-Calais (Sarthe).

9. L'auteur des *Actus* indique très nettement le motif du retour de Geoffroi au Mans : « Cum (Gersendis), propter illicitam familiaritatem que inter eos male succreverat, ejus absentiam sustinere non posset. » *Actus*, p. 379.

à le faire rentrer dans le donjon du Mans, et avec lui quatre-vingts chevaliers. Ils n'y restèrent pas longtemps ; en 1072¹, les Manceaux, lassés de la tyrannie de Geoffroi, firent appel à Foulque le Réchin, qui vint rapidement assiéger le donjon où le seigneur de Mayenne était enfermé. Geoffroi l'abandonna et mit le feu aux rues Saint-Vincent et Saint-Ouen ; il s'établit dans deux tourelles et quelques maisons attenantes à ce donjon. L'armée de Foulque incendia ces maisons, et Geoffroi s'enfuit de nuit ; les autres assiégés se rendirent. Les habitants du Mans en prévision de l'avenir rasèrent à la hauteur des murs de la cité ceux du donjon².

De son côté, le roi d'Angleterre jugea que le moment était venu de reconquérir le Maine. La marche de ses troupes fut la suivante : parti avec une puissante armée, il fit d'abord le siège de Fresnay³, dont le seigneur, le vicomte du Maine Hubert, se rendit assez rapidement, en livrant à la fois Fresnay et Beaumont⁴ ; le siège de Sillé qui suivit ne dura pas longtemps grâce à la reddition du seigneur du château. Le roi arriva ensuite à proximité du Mans et campa à Maule⁵ ; il fit savoir aux Manceaux qu'il brûlerait leur ville s'ils refusaient de se soumettre. Les principaux habitants lui apportèrent le lendemain les clefs de la cité ; Guillaume leur promit l'impunité et le maintien de leurs coutumes⁶ (1073, avant le 30 mars)⁷.

La paix semble avoir régné dans le Maine pendant un temps

1. D'après le chroniqueur manceau, l'expulsion de Geoffroi aurait été contemporaine de la captivité d'Arnaud en Italie ; or Arnaud, parti le 6 mars 1071 du Mans (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 29), fut pris à son retour par le marquis Azzon, qui le garda pendant sept mois. En outre, le récit de l'expédition de Guillaume dans le Maine, qui eut lieu au commencement de 1073, est relié à ceux du voyage, de l'arrestation d'Arnaud et à celui de l'expulsion du seigneur de Mayenne par les mots : « Per idem tempus » ; c'est donc, semble-t-il, en 1072 que Foulque le Réchin vint au Mans.

2. *Actus*, p. 379.

3. Arrond. de Mamers (Sarthe).

4. Arrond. de Mamers (Sarthe).

5. C^{ne} de Saint-Saturnin (Sarthe).

6. *Actus*, p. 380-381, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, II, p. 254-255.

7. La date de 1073 est fournie par la *Chronique anglo-saxonne* (*Anglo-Saxon chronicle*, éd. Plummer, t. I, p. 209). D'autre part, le *Cartulaire de la Couture* (n° 9) contient à la date du 30 mars 1073 la confirmation par Guillaume le Conquérant aux moines de la Couture de la donation de Solesmes (cant. de Sablé, Sarthe), confirmation qui n'a pu avoir lieu qu'après que Guillaume eût recouvré son autorité sur le Maine. Voir *Catalogue*, n° 38.

assez long ; mais les habitants du comté ne se résignèrent pas d'une manière définitive à la domination impopulaire des Normands¹. Environ dix années après cette insurrection, les habitants du Maine tentèrent de nouveau de se révolter contre le roi d'Angleterre. Hubert, vicomte du Maine, dirigea la révolte ; il abandonna les châteaux de Beaumont et de Fresnay pour se retirer à Sainte-Suzanne² et s'y fortifier contre Guillaume le Conquérant ; cette tentative de révolte eut lieu, semble-t-il, soit à la fin de 1083 (après le 3 novembre), soit au commencement de 1084³. Le roi, ne pouvant s'emparer par la force du château de Sainte-Suzanne, construisit un camp dans la vallée de Beugi, qui se trouve en face de ce château⁴ et confia son armée à Alain Fergent, comte de Bretagne⁵ ; de son côté, Hubert reçut des renforts de l'Aquitaine et de la Bourgogne⁶. Le siège dura longtemps, et le château resta imprenable. A la fin, le vicomte Hubert consentit à faire la paix avec ses adversaires : un ambassadeur fut envoyé à Guillaume le Conquérant, qui accepta de traiter avec son adversaire et de lui restituer l'héritage paternel⁷ (1085, 23 mai-1086, 20 avril)⁸.

1. Nous laissons de côté l'histoire des conflits entre Guillaume le Conquérant et son fils Robert Courteuse, qui dépasse les limites de notre étude (voir sur ce sujet le travail, malheureusement médiocre, de Le Hardy, *Le dernier des ducs normands*, dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie*, t. X), et celle des luttes de Foulque le Réchin contre le roi d'Angleterre et le seigneur de la Flèche, Jean, père d'Hélie, qui ont été exposées avec pénétration par M. Halphen (*op. cit.*, p. 183-184). Il nous suffira de rappeler que Foulque reconnut en 1081, au traité de la Bruère (c^me de la Flèche, Sarthe), Robert Courteuse comme comte du Maine et exigea de lui l'hommage.

2. Arrond. de Laval (Mayenne). Sur Sainte-Suzanne, voir R. Triger, *Sainte-Suzanne*. Le Mans-Mamers, 1907, in-8°.

3. Orderic Vital (éd. Le Prévost, III, p. 194) rapporte que le soulèvement suivit la mort de Mathilde, femme du roi Guillaume, qui eut lieu le 3 novembre 1083 (Freeman, *op. cit.*, IV, p. 651) ; quant au *terminus ad quem*, voy. *infra*, note 8. Sur le siège de Sainte-Suzanne, cf., en outre, Angot, *op. cit.*, art. Sainte-Suzanne, III, p. 561.

4. Sur le camp de Beugi on peut lire quelques remarques de M. Fleury dans un article sur *Les fortifications du Maine*. — *La tour Orbrindelle et le Mont Barbet*. (*Revue hist. et arch. du Maine*, t. 29, 1891, p. 147-149.)

5. Sur ce comte voy. A. de la Borderie, *op. cit.*, t. III, p. 30.

6. Tous ces détails se trouvent dans Orderic Vital, éd. Le Prévost, III, p. 194 et suiv.

7. *Op. cit.*, p. 200.

8. Cette date est obtenue à l'aide d'une notice du *Cartulaire de Saint-Vin-*

Après la mort de Guillaume le Conquérant (9 septembre 1087)¹, la guerre recommença de plus belle. Robert Courteuse était loin d'avoir l'énergie de son père. Il chercha cependant tout d'abord à maintenir son autorité. Pendant l'été de 1088, probablement au mois d'août², il réunit, sur le conseil d'Eude, évêque de Bayeux, une armée à la tête de laquelle il mit ledit Eude, Guillaume, comte d'Évreux, Raoul de Conches et Guillaume de Breteuil. Il gagna le Mans où il fut bien accueilli par le clergé et les habitants; il y reçut l'hommage de Geoffroi de Mayenne, de Robert le Bourguignon, seigneur de Sablé³, et d'Hélie, fils de Jean, seigneur de la Flèche⁴. Mais d'autres lui résistèrent; tel fut Paien de Mondoubleau⁵, qui s'était enfermé avec quelques rebelles au château de Ballon⁶, et qui ne consentit à faire la paix qu'après lui avoir infligé de nombreuses pertes, puis le parti de Robert de Bellême⁷, qui, commandé par Robert Quarrel, se défendait dans le château de Saint-Céneri⁸. Ce château fut pris par la famine, et plusieurs rebelles

cent (n° 492), à laquelle la paix entre le roi et le vicomte sert de synchronisme (voir Halphen, *op. cit.*, p. 186, n. 4). Orderic Vital prétend que le siège dura quatre années (quadrienno conflictu), après avoir raconté qu'Hubert résista pendant trois années; c'est une exagération. Nous avons toutefois supposé que le siège avait commencé dès la fin de 1083 ou au début de 1084, parce que sa longueur semble avoir frappé l'opinion contemporaine, dont Orderic Vital n'est que l'écho.

1. Böhmer, *Kirche und Staat in England und in der Normandie in XI und XII Jahrhundert*, p. 140; la date donnée par le nécrologe de l'église du Mans est le 8 septembre. *Nécrologe... de la cathédrale du Mans*, p. 238.

2. Cette expédition n'a pu avoir lieu dès 1087; car elle est postérieure à la mort de Guillaume le Conquérant (9 septembre 1087), et Orderic Vital raconte qu'un combattant de l'armée de Robert, Omond de Gaprée, fut tué au siège de Ballon à la date du 1^{er} septembre. Nous croyons, d'autre part, qu'elle n'a pas eu lieu en 1089, car c'est au cours de cette année qu'éclata la révolte mancelle racontée plus loin, qui lui est postérieure. La date de 1088 est d'ailleurs fort vraisemblable, puisque Robert semble avoir été déterminé à entreprendre cette expédition par le désir de recevoir l'hommage de la noblesse mancelle après la mort de son père.

3. Voir Bertrand de Broussillon, *La maison de Laval*, I, p. 4.

4. Voir *Appendice III*, p. 114.

5. Voir Aug. de Trémault, *Recherches sur les premiers seigneurs de Mondoubleau*, p. 17.

6. Sur Ballon au XI^e siècle, on peut consulter un article un peu confus de G. de Lestang (*Revue hist. et arch. du Maine*, 1876, p. 538-550).

7. Il s'agit de Robert II de Bellême surnommé Talvas, fils de Roger de Montgomery. Orderic Vital, éd. Le Prévost, V, p. 434.

8. Cant. d'Alençon-ouest (Orne).

subirent diverses amputations de membres. Geoffroi de Mayenne et d'autres seigneurs du Maine intervinrent en faveur du seigneur de Saint-Céneri, Robert Géré¹, fils de Robert Géré, auprès de Robert Courteheuse, qui lui restitua son château².

L'année suivante (1089)³ les Manceaux se révoltent contre les Normands; Robert Courteheuse, se sentant incapable de les réprimer, cherche l'appui de Foulque le Réchin; mais celui-ci met une condition à son appui: il faudra que Robert lui fournisse les moyens d'épouser Bertrade, fille de Simon de Montfort, dont il est amoureux. Le duc s'adresse dans cette intention à Guillaume, comte d'Évreux⁴, oncle de Bertrade, qui avait la garde de la jeune comtesse; le comte d'Évreux oblige d'abord Robert à lui restituer ainsi qu'à son neveu Guillaume de Breteuil⁵ plusieurs biens confisqués. Foulque le Réchin épouse Bertrade⁶ et exécute sa promesse; il réussit à arrêter la révolte pour un an⁷.

En 1090⁸ les habitants du Maine se révoltent de nouveau; ils envoient une ambassade aux fils d'Azzon pour leur offrir le comté⁹. L'aîné, Foulque, préfère rester dans les possessions paternelles; mais le cadet, Hugue, celui qui était déjà venu au Mans avec ses parents en 1069, accepte la proposition et se rend dans le Maine au commencement de l'année 1091, semble-t-il¹⁰, pour revendi-

1. Ce personnage était le mari de Félicie, fille d'Avejot, seigneur de Connerré (cant. de Montfort, Sarthe). (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 139; cf. Orderic Vital, éd. Le Prévost, III, p. 420); son nom s'est conservé dans celui de la commune de Saint-Céneri-le-Géré.

2. Orderic Vital, éd. Le Prévost, III, p. 292-300.

3. Cette révolte a eu lieu en 1089, puisque Orderic Vital ajoute, après le récit qu'il en fait, que le mouvement dirigé contre les Normands fut arrêté pendant un an et que le marquis Hugue fut appelé en 1090 dans le Maine.

4. Guillaume était fils de Richard, comte d'Évreux. Orderic Vital, éd. Le Prévost, II, p. 148.

5. Il était lui-même fils de Guillaume de Breteuil. *Op. cit.*, II, p. 405.

6. Sur ce mariage, voir Halphen, *op. cit.*, p. 170; malheureusement l'auteur n'a pu en déterminer la date avec précision; on sait seulement qu'il est antérieur au 24 avril 1090. *Op. cit.*, p. 318, n° 256.

7. Orderic Vital, éd. Le Prévost, III, p. 320-322.

8. La date est donnée par Orderic Vital, III, p. 327.

9. L'initiateur de cette démarche fut Geoffroi de Mayenne. *Actus*, p. 386.

10. Le 13 avril 1091, Hugue, fils d'Azzon, passant à Tours, renonça aux biens que son père avait pris aux moines de Saint-Martin (coll. Baluze 76, fol. 14). Comme Hugue ne porte pas dans cet acte le titre de comte du Mans, nous croyons qu'il a été passé lors de sa venue dans le Maine.

quer l'héritage de sa mère¹. Pendant ce temps, la noblesse mancelle secoue le joug des Normands. Hélié, fils de Jean, seigneur de la Flèche, et gendre d'un des plus puissants seigneurs du Maine, Gervais de Château-du-Loir², s'empare du château de Ballon, qui avait été occupé deux ans auparavant par Robert Courteuse. Craignant que l'évêque du Mans Hoël, resté fidèle à la cause normande³, ne fasse obstacle à l'usurpateur⁴, il s'empare de lui et l'enferme au château de la Flèche. Pour éviter tout rapport entre l'évêque et son clergé, il met Hoël sous la garde d'un prêtre ignorant. En signe de deuil on retire les statues des églises ainsi que les croix et les reliquaires ; les cloches cessent de sonner ; on met des ronces aux portes de la cathédrale et des autres églises de la ville du Mans et des faubourgs ; les solennités du culte sont suspendues. Hélié, qui avait agi par étourderie, fut bientôt effrayé des conséquences de ce qu'il avait fait, et il relâcha l'évêque⁵.

Cependant Geoffroi de Mayenne conduit Hugue jusqu'à son château de la Chartre où le nouveau comte du Maine reçoit les serments de fidélité des seigneurs du comté⁶. Hugue V est accueilli ensuite au Mans et s'installe dans la maison épiscopale. L'évêque Hoël, en effet, après avoir été relâché, n'avait pas voulu

1. *Actus*, p. 385, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, III, p. 328.

2. Voir plus loin, chap. viii, p. 62, n. 14.

3. Voir plus loin, chap. x, p. 86.

4. D'après Orderic Vital, Hoël aurait excommunié les rebelles.

5. *Actus*, p. 385, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, III, p. 328. Il est difficile de déterminer la durée de cet emprisonnement ; elle fut, semble-t-il, assez courte. L'évêque avait déjà été relâché lorsque le nouveau comte vint au Mans. D'après l'auteur des *Actus*, Hélié paraît avoir commencé par revendiquer le comté pour son propre compte ; ce n'est qu'ensuite que le comte Hugue aurait été appelé.

6. Le séjour du comte Hugue V dans le Maine se place entre le 13 avril 1091, jour de son passage à Tours, et le 27 juillet 1092, date à laquelle Hélié était déjà comte du Maine (voir *infra*, p. 44, n. 6). Quelques remarques nous permettront de dater les diverses phases de ce séjour avec une certaine précision. On verra que, lorsque Hugue arriva au Mans, Hoël avait déjà été relâché et se trouvait à Rouen auprès du duc Robert ; de là il retourna au Mans, qu'il dut quitter au bout de peu de temps pour gagner l'Angleterre. Il resta quatre mois dans ce dernier pays et rentra ensuite en France pour célébrer à Solesmes la fête de Pâques. Cette fête étant tombée le 28 mars en 1092, il est à supposer que le voyage d'Angleterre terminé en mars avait commencé en novembre. Les événements qui eurent lieu entre le passage de Hugue à Tours et le départ d'Hoël pour l'Angleterre sont donc antérieurs à novembre 1091.

prêter son concours aux Manceaux révoltés ; il était parti pour la Normandie, pour Rouen probablement, afin de prévenir Robert Courteheuse de ce qui se passait dans le Maine. Mais Hoël ne réussit pas à émouvoir le duc. Robert, qui se contentait de conserver le patronage de l'évêché¹, ne jugea pas utile de revenir dans le Maine faire valoir lui-même ses droits ; il ordonna seulement à l'évêque de regagner son diocèse et de ne pas répondre aux avances du comte Hugue. A son retour, l'évêque alla résider au monastère de Saint-Vincent ; le comte Hugue V essaya de le circonvenir et lui proposa de lui donner l'investiture de l'évêché ; Hoël, obéissant à l'ordre de Robert Courteheuse, refusa et abandonna la cité. Pour se venger, le comte ravagea la récolte de l'évêque et accapara le mobilier de l'église. Ce conflit fut compliqué d'une cabale menée par certains prêtres de l'église du Mans, à la tête desquels se trouvait le chanoine Hilgot². La situation dans le diocèse devenant intenable pour Hoël, il fit transporter à Sablé le trésor de la cathédrale et se réfugia auprès de Guillaume le Roux, roi d'Angleterre. Le séjour d'Hoël en Angleterre dura quatre mois. Apprenant à son retour que les troubles ne cessaient pas, l'évêque envoya deux diacres, Eude, fils de Rainsent, et Raoul de la Barre pour sermonner le comte et les partisans d'Hilgot, et même les menacer d'excommunication ; les pourparlers furent inefficaces, et l'évêque Hoël dut se retirer à Solesmes, où il assista en 1092 à la fête de Pâques (28 mars) et à celle de la Pentecôte (16 mai). Il excommunia les clercs de l'église du Mans pour avoir célébré les offices malgré sa défense³.

Les Manceaux finirent par regretter leur évêque. La suspension des grandes cérémonies religieuses, qui amenaient tous les ans au Mans une foule nombreuse, excita le mécontentement des cabaretiers, des hôteliers, des bouchers, des boulangers et des petites boutiquières⁴. Aussi le comte Hugue V jugea politique de

1. Voir plus loin, chap. x, p. 79, n. 6.

2. Cette cabale est longuement racontée par l'auteur des *Actus*, qui avait été un ami de l'évêque Hoël. Voir notre *Essai de critique sur les continuations des Actus*, p. 257.

3. *Actus*, p. 387-392.

4. L'auteur des *Actus* mentionne en dernier lieu parmi les personnes lésées dans leurs intérêts pécuniaires : « Sed et muliereule que vilioribus mercibus insidebant. »

faire la paix avec l'évêque. La veille de la fête de saint Pierre et de saint Paul (28 juin 1092), Hoël regagna le Mans ; escorté par un grand nombre de gens, il fut conduit à l'abbaye de la Couture, où il célébra la fête des saints apôtres (29 juin) et leva l'excommunication fulminée contre les clercs de l'église du Mans ; il rentra ensuite dans la cité ¹. Pour manifester leur réconciliation, le comte Hugue V confirma le même jour une concession de ses prédécesseurs, qui exemptait les maisons de l'évêque, le cloître, les domaines de Coulaines ² et de Maule de toute coutume ³ ; cette confirmation fut faite avec solennité : le comte fit le tour de l'église, du cloître et de la maison épiscopale ; la charte fut ensuite lue dans la cathédrale devant le peuple assemblé ⁴. Avec l'évêque du Mans rentra au Mans l'abbé de Saint-Vincent, Renaud, qui avait été exilé du Mans en même temps que lui ⁵.

Le retour de l'évêque au Mans était un échec pour la politique du comte du Maine. Aussi Hugue V, qui sentait peut-être que sa popularité déclinait, et se trouvait, du reste, à court d'argent comme son père l'avait été, renonça bientôt au pouvoir. Dans le mois qui suivit le retour de l'évêque Hoël ⁶, il céda le comté du Maine pour dix mille sous manceaux à Hélié, fils de Jean de la Flèche et petit-fils, par sa mère Paule, du comte Herbert Éveille-Chien ⁷, et retourna en Italie. Quant au duc de Normandie, qui était en droit comte du Maine, il ne fut pas question de lui à l'occasion de cette cession ; il est probable que, ayant fini par se désintéresser du Maine, il la considéra avec indifférence.

1. *Actus*, p. 392.

2. 1^{er} cant. du Mans (Sarthe).

3. *Liber Albus*, n° 178 ; cf. *Catalogue d'actes*, n° 42.

4. *Actus*, p. 393.

5. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 117.

6. La cession est antérieure à une charte de Foulque le Réchin, du 27 juillet 1092, dans laquelle Hélié est qualifié comte du Maine (*Catalogue d'actes*, n° 43). Du reste, une notice du *Cartulaire de Saint-Vincent* (n° 117) mentionne le retour d'Hoël et la vente du comté comme deux faits contemporains.

7. *Actus*, p. 393, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, III, p. 330 et suiv. Orderic Vital prétend rapporter, à l'occasion de cette cession, un dialogue entre Hélié et Hugue V, qui est certainement imaginaire. Nous croyons, d'ailleurs, qu'il n'y a aucun parti à tirer des discours que cet historien prête à un grand nombre de ses personnages ; nous les considérons comme des exercices de rhétorique. Sur les prétentions d'Hélié au comté, voir plus haut, p. 42, n. 3.

CHAPITRE VI

HÉLIE DE LA FLÈCHE, COMTE DU MAINE

(1092-1110)

Les premières années du gouvernement du nouveau comte furent très calmes. Si le portrait qu'a tracé d'Hélie un historien normand est peut-être flatté et très probablement fantaisiste¹, il prouve du moins que les hommes d'église du xii^e siècle avaient conservé de lui un souvenir favorable. Hélie vécut en bons termes avec l'évêque Hoël², et, lorsque le pape Urbain II passa au Mans du 16 au 18 février 1096³, il se croisa⁴. Mais c'est alors que commença une période troublée de son gouvernement. Après s'être croisé, il jugea prudent d'avertir Guillaume le Roux, roi d'Angleterre⁵, de sa décision et de lui demander sa « paix » pendant la durée de la croisade. Le roi lui répondit qu'il avait l'intention de reprendre le Maine les armes à la main. Devant cette menace, Hélie résolut de rester dans le comté, qu'il mit en état de défense, et renonça à son projet de croisade⁶.

1. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 38. Il nous semble qu'on peut porter sur les portraits d'Orderic Vital le même jugement que sur ses discours ; les uns comme les autres font surtout honneur à l'imagination de l'écrivain.

2. Voir plus loin, chap. x, p. 86.

3. *Actus*, p. 393, note 4.

4. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 37.

5. Pourquoi le comte Hélie alla-t-il trouver Guillaume le Roux, et non Robert Courteuse, qui était *légalement* comte du Maine ? Le récit d'Orderic Vital (IV, p. 483) nous permet de répondre à cette question : ce chroniqueur raconte que Robert Courteuse se croisa et dut, pour subvenir à ses frais, emprunter 10.000 marcs à son frère, en lui abandonnant la Normandie comme gage. Les droits de Robert sur le Maine, que ce dernier avait cessé de faire valoir, devaient être implicitement compris dans le gage.

6. Orderic Vital (IV, p. 38). L'auteur des *Actus* ne parle ni du projet de croisade d'Hélie ni de son entrevue avec le roi d'Angleterre ; mais il confirme pour ainsi dire, indirectement le témoignage de l'historien normand au

Le comte du Maine avait du côté de la Normandie un voisin dangereux, qui avait même réussi à s'installer dans diverses places du Sonnois, situées dans le comté du Maine : c'était Robert, seigneur de Bellême ; on le vit construire les châteaux de Saosnes¹ et de Saint-Remi-du-Plain² sur les possessions des moines de Saint-Pierre de la Couture et de Saint-Vincent. Pour défendre ses droits et ceux de ces religieux, le comte Hélie provoqua Robert de Bellême et le battit près du ruisseau du Riolt ou de l'Orthon³ (1096-janvier 1098⁴). Puis, pour se protéger contre ce vassal puissant et turbulent du duc de Normandie, il fortifia le château de Dangeul⁵. Robert, se sentant menacé, excita au mois de janvier 1098⁶ le roi Guillaume le Roux contre le comte du Maine ; une campagne eut lieu au mois de février ; elle échoua à cause de la mauvaise saison. Le roi et le seigneur de Bellême se vengèrent en fortifiant les neuf châteaux que ce dernier possédait dans le Maine⁷ et en maltraitant les habitants de la région. Pendant le carême 1098, plus de trois cents personnes périrent dans les prisons de Robert de Bellême⁸.

Deux mois après, le comte Hélie tenta une expédition contre Robert de Bellême ; mais à son retour il s'égara avec sept che-

sujet des prétentions de ce roi sur le Maine, puisqu'il nous montre Guillaume le Roux réclamant au moment de l'élection d'Hildebert de Lavardin le patronage de l'évêché du Mans (1096). (*Actus*, p. 400.) Voy. plus loin, chap. x, p. 80.

1. Cant. de Mamers (Sarthe).

2. Cant. de Mamers (Sarthe).

3. Ce ruisseau prend sa source à Thoigné (cant. de Marolles, Sarthe) et se jette dans la Sarthe à Maresché (cant. de Beaumont).

4. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 34. Cette bataille eut lieu, croyons-nous, après l'engagement du Maine au roi d'Angleterre par Robert Courteuse, qui détermina entre le comte du Maine Hélie et le parti anglo-normand, auquel appartenait Robert de Bellême, un état de continuelle hostilité.

5. Cant. de Marolles (Sarthe).

6. Le quantième de cette expédition est seul indiqué dans Orderic Vital ; mais il est très vraisemblable qu'elle a eu lieu en 1098. En effet, après le récit de l'entrevue qui eut lieu en 1096 entre le roi d'Angleterre et Hélie, Orderic Vital ajoute que Guillaume le Roux resta deux ans sans s'inquiéter du Maine ; cette allégation serait tout à fait inexacte si Guillaume avait fait une campagne dans le Maine dès le mois de février 1097, et l'inexactitude semble, dans le cas présent, assez invraisemblable, car le récit de l'expédition suit immédiatement la remarque du chroniqueur.

7. Sur ces neuf châteaux, voir plus loin, ch. viii, p. 62.

8. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 39 et suiv.

valiers dans des bois touffus et fut fait prisonnier en s'approchant de Dangeul avec son porte-étendard Hervé de Montfort (28 avril 1098)¹ ; le reste de ses compagnons ne fut informé de sa captivité qu'en arrivant au château de Ballon². Foulque le Réchin, comte d'Anjou, apprenant qu'Hélie vient d'être pris, accourt au Mans, dont il s'empare, et y laisse son fils Geoffroi, alors fiancé à la fille d'Hélie Érembourg³ (1^{er} mai)⁴. De son côté, Guillaume le Roux fit campagne dans le Maine, qu'il voulait conquérir en profitant de la captivité du comte. Il gagna le comté par Alençon ; un détachement de ses troupes s'arrêta à Fresnay, où il eut un léger engagement avec les chevaliers qui gardaient la place. Le seigneur de Fresnay Raoul, vicomte du Maine⁵, se rendit et traita avec le roi. Deux autres importants seigneurs du Maine, Geoffroi de Mayenne et Rotrou de Montfort⁶, firent également leur soumission. Quant à Guillaume le Roux, il campa la première nuit à Rouessé-Fontaine⁷, la seconde à Montbizot⁸, la troisième à Coulaines⁹. C'est alors que Païen de Mondoubleau¹⁰ traita avec lui et lui abandonna le château de Ballon où le roi installa Robert de Bellême et plus de trois cents chevaliers. L'armée royale ravagea la région et en particulier les domaines de l'évêque Hildebert¹¹. Les Manceaux s'apprêtèrent à se mesurer avec elle ; mais, pendant la nuit qui précéda l'engagement, le roi décampa et regagna la Normandie. Cette expédition eut lieu en juin 1098¹².

1. L'année et le quantième sont donnés par les *Annales de Saint-Aubin*. (*Recueil des annales angevines et vendômoises*, p. 42.) Le fait est, en outre, indiqué dans les *Actus*, p. 400.

2. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 43.

3. *Actus*, p. 400 ; voir, en outre, Halphen, *op. cit.*, p. 188.

4. *Annales de Saint-Aubin* dans le recueil précité, p. 42, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 47.

5. C'était le fils du vicomte Hubert, dont il est question plus haut.

6. Sur ce personnage, voy. plus bas, chap. viii, p. 64, n. 3.

7. Cant. de Saint-Paterne (Sarthe).

8. Cant. de Ballon (Sarthe).

9. 1^{er} cant. du Mans (Sarthe).

10. Arrond. de Vendôme (Loir-et-Cher). Sur les seigneurs de Mondoubleau, voy. Trémault, *op. cit.*

11. On exposera plus loin les causes de l'inimitié qui existait entre l'évêque Hildebert et le roi d'Angleterre (chap. x, p. 86).

12. *Actus*, p. 400-401, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 43-48, L'auteur des *Actus* attribue ce départ précipité à la crainte d'une trahison, Orderic Vital au défaut de fourrage.

Après le départ de Guillaume le Roux pour la Normandie, Foulque le Réchin essaya de reprendre Ballon, mais sans succès. Au bout de quelques jours de siège, la garnison du château, avertie par des mendiants que les assiégeants sont occupés à prendre leur repas, — il était neuf heures du matin — tente une sortie et fait près de cent quarante chevaliers prisonniers : parmi ces derniers se trouvent Gautier de Montsoreau, Geoffroi de Briollay, Jean de Blaison et Bellai de Montreuil¹. Dans la troisième semaine de juillet², Guillaume le Roux revint au Mans avec une grande armée ; il fut reçu par les Manceaux et mit en liberté les chevaliers qui étaient enfermés dans la cité³. Puis il traita avec Foulque le Réchin, qui était rentré au Mans après l'échec qu'il avait subi à Ballon ; il fut décidé que les deux adversaires se rendraient réciproquement leurs prisonniers et que Guillaume le Roux serait mis en possession de tous les châteaux qui avaient appartenu à son père. Hélie, qui était alors enfermé à Bayeux⁴, fut mis en liberté, grâce à l'intervention d'Hiildebert de Lavardin ; mais le Maine resta au roi d'Angleterre⁵.

Après sa délivrance, Hélie se retira à Château-du-Loir⁶, où sa

1. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 48. Cf. Halphen, *op. cit.*, p. 188.

2. Cette date, qui est donnée par Orderic Vital (éd. Le Prévost, IV, p. 49), coïncide à peu près avec les indications d'un annaliste angevin qui raconte que la domination de Foulque le Réchin au Mans, commencée le 1^{er} mai, dura trois mois. (*Annales de Saint-Aubin dans le Recueil d'annales angevines et vendômoises*, p. 42.) Cet annaliste prétend que le roi d'Angleterre conquit la ville à prix d'argent ; mais on doit faire observer que, en sa qualité d'angevin, il était vraisemblablement malveillant pour les Normands.

3. Il s'agit peut-être des assiégeants de Ballon.

4. Il avait d'abord été enfermé à Rouen. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 44.

5. *Actus*, p. 401, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 50-51. Les récits d'Orderic Vital et de l'auteur des *Actus* se complètent : le premier raconte seulement le traité passé entre Guillaume et Foulque ; le second ne mentionne que les négociations qui eurent lieu au sujet d'Hélie. Le comte Foulque le Réchin resta étranger à ces dernières, car Hélie préférerait traiter directement avec le roi d'Angleterre dans la crainte d'être sacrifié par le comte d'Anjou et condamné à l'exil (*Actus*, p. 401). — En quittant le Maine, Guillaume le Roux confia à Guillaume, comte d'Évreux, à Gilbert de Laigle et à d'autres chevaliers la garde de la cité et du donjon du Mans. Le vicomte Raoul, Geoffroi de Mayenne, Robert de Sablé — et non pas Robert le Bourguignon, qui était alors à la croisade, comme le fait remarquer l'éditeur d'Orderic Vital (éd. Le Prévost, IV, p. 53, n. 5) — s'alièrent à lui. (Orderic Vital, IV, p. 53.)

6. *Actus*, p. 401, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 53.

femme Mathilde, fille de Gervais de Château-du-Loir ¹, mourut dans le courant de l'hiver, au mois de mars 1099, semble-t-il ². Il fit fortifier les cinq châteaux qu'il possédait en propre et du chef de sa femme : la Flèche, Château-du-Loir, Mayet ³, Outillé ⁴ et le Grand-Lucé ⁵. Puis au printemps, après Pâques (10 avril) ⁶, il recommença la guerre contre Guillaume le Roux, dans l'intention, croyons-nous, de reprendre le comté, et ravagea la région avec le consentement tacite des habitants. En juin même, il se décida à marcher sur le Mans ; il traversa l'Huisne aux Planches-Geoffroi ⁷ et entra à Pontlieue ⁸ en conflit avec les chevaliers normands qui défendaient la ville. Ceux-ci, ne pouvant lui résister, se retirèrent dans la cité ; Hélié y entra aussi ; il fut bien accueilli par les habitants et peut-être même par l'évêque Hildebert ⁹. Mais les Normands qui défendaient la cité jetèrent, sur l'ordre de Gautier, fils d'Angier, des matières inflammables sur les toits des maisons avec des balistes ; la cité fut incendiée ¹⁰. En même temps Robert de Bellême, qui était resté en dehors de la ville, fit fortifier le château de Ballon et envoya un courrier, Amaugis, à Clarendon ¹¹ pour prévenir le roi d'Angleterre ¹².

Le messager rencontra Guillaume le Roux à New-Forest ¹³.

1. Voy. *infra*, chap. VIII, p. 62, n. 14.

2. Hélié, parlant de sa femme dans un acte du 27 mars 1099 (*Cartul. de Château-du-Loir*, n° 67 ; *Catalogue d'actes*, n° 55), dit qu'elle est morte peu de jours avant (*ante paucos dies*).

3. Arrond. de la Flèche (Sarthe).

4. C^{ne} de Saint-Mars d'Outillé, cant. d'Écommoy (Sarthe).

5. Arrond. de Saint-Calais (Sarthe). Hélié tenait la Flèche de son père Jean et les autres châteaux de sa femme Mathilde. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 36.

6. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 56.

7. Prairie-des-Planches, Saint-Georges-du-Plain, c^{ne} du Mans. Pesche, *op. cit.*, IV, p. 455.

8. Faubourg du Mans.

9. Guillaume le Roux reprocha plus tard à Hildebert de Lavardin de l'avoir trahi ; il l'obligea même à aller en Angleterre et voulut lui faire démolir les tours de la cathédrale. Lettres d'Hildebert de Lavardin, dans la *Patrologie latine*, t. 171, col. 215.

10. Hildebert fait allusion à cet incendie dans la lettre que nous venons de citer. *Ibid.*

11. Hameau du comté de Wills (Angleterre).

12. *Actus*, p. 402, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 56-58.

13. « *Silva nova*. » Sur ce lieu, voir Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 82.

Celui-ci décida de partir immédiatement pour le Maine, et la précipitation de son voyage est même restée légendaire : le roi aurait fait la traversée sur un mauvais bateau et au milieu d'une tempête ¹. Quoi qu'il en soit, il aborda à Touques ², gagna Bonneville ³ sur la jument d'un prêtre : il rassembla en Normandie une grande armée et marcha sur le Mans ⁴. Hélie et les siens, effrayés par l'arrivée du roi, quittèrent la ville en toute hâte. Le roi y entra à son tour, mais sans daigner s'y arrêter même pendant une nuit ; après avoir traversé le Mans, il alla camper de l'autre côté du pont de l'Huisne et s'approcha le lendemain de l'armée d'Hélie. Hélie, en abandonnant le Mans, avait ravagé tout sur son passage : il avait mis le feu aux châteaux de Vaux ⁵ et d'Outillé. Robert de Montfort réussit à éteindre l'incendie du château de Vaux qu'il fit fortifier pour le compte du roi. Quant à Hélie, il

1. Guillaume de Malmesbury prétend que le roi répondit au batelier qui lui manifestait son effroi : « Nunquam audiui regem naufragio interiisse. Quin potius solvite retinacula navium ; videbitis elementa jam conspirata in meum obsequium... » (*De gestis regum Anglorum*, éd. Stubbs, II, p. 373). Cette anecdote est naturellement imaginaire.

2. Cant. de Pont-l'Évêque (Calvados).

3. Cant. de Blangy (Calvados).

4. Le poète Wace, qui copie en général les chroniqueurs latins d'une manière servile, ajoute au récit d'Orderic Vital un trait qui est certainement de son invention, mais qui montre que, quoique vivant en Normandie, il possédait des renseignements précis sur l'onomastique fluviale du Maine ; ce trait se rapporte à la marche du roi sur le Mans :

Dous eves a en la contrée :
L'une est Cul, l'autre est Con nomée ;
Li reis en out oï parler ;
Assez les out oï nomer ;
Por la vilté des noms qu'il sont,
Par les eves passer ne volt,
Ne deigna es eves entrer,
Ne entre dous ne volt ester ;
Pordeduit e por gaberie,
Ad sa dreite veie guerpie,
Amont les eves chevaucha
Tant que les sorses sormonta.

(*Roman de Rou*, éd. Andresen, vers 9899 et suiv.).

Si cette anecdote a été probablement imaginée pour réveiller l'attention des auditeurs que la monotonie du récit pouvait lasser, il est curieux de constater que les deux ruisseaux existent sous les formes Cul et Acon à Neuville-sur-Sarthe (1^{er} cant. du Mans, Sarthe).

5. C^{ne} de Moucé-en-Belin, cant. d'Écommoy (Sarthe).

se retira à Château-du-Loir, tandis que le roi assiégeait un de ses châteaux, celui de Mayet. Le siège commença un vendredi, et Guillaume aurait pu s'en emparer le lendemain ; mais il accorda par respect religieux une trêve de trois jours aux assiégés. Le siège recommença le lundi, et un homme qui combattait aux côtés du roi fut tué d'un jet de pierre. Sur le conseil de ses fidèles le roi abandonna Mayet dans la nuit du lundi au mardi et gagna le Grand-Lucé ; son armée se dirigea ensuite sur le Mans en détruisant tout sur son chemin. Sentant son autorité suffisamment raffermie, Guillaume le Roux rentra en Angleterre (juillet 1099) ¹, où il mourut l'année suivante (2 août) ².

En apprenant la mort de Guillaume, Hélié jugea l'occasion favorable de recouvrer l'autorité comtale ; il rentra au Mans, où il fut bien reçu ; il assiégea le donjon, qu'occupaient les Normands, avec l'aide de Foulque le Réchin. Les défenseurs, qui avaient à leur tête Aimeri de *Moria* et Gautier de Rouen, demandèrent des secours au duc de Normandie, Robert Courteheuse, et au roi d'Angleterre, Henri I^{er}. Tous les deux, le premier par paresse ³, le second par politique ⁴, trouvèrent inutile de rétablir leur pouvoir sur le Maine ; ils refusèrent tout secours, si bien que les Normands furent obligés de capituler au bout de trois mois (novembre 1100) ⁵. Hélié restait le maître incontesté du comté.

Il est possible qu'en renonçant à ses droits sur le Maine Henri Beaulerc ait conclu une sorte de traité avec Hélié et se soit assuré son appui contre Robert Courteheuse. Cette circonstance

1. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 59-62. Il laissa une garnison au Mans et obligea l'évêque Hildebert à l'accompagner en Angleterre pour répondre du crime de trahison qu'il lui reprochait. Voy. *supra*, p. 49, n. 9, et Dieudonné, *Hildebert de Larardín*, p. 36.

2. Böhmer, *Kirche und Staat in England und in der Normandie im XI und XII Jahrhundert*, p. 156.

3. « Magis quietem lecti quam bellicum laborem complecti cupidus. » (Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 101). Mais Orderic Vital est partial et malveillant pour ce prince.

4. « Ille vero transmarinis occupatus negotiis regni callide maluit sibi debita legaliter amplecti quam peregrinis præ superbia et indebitis laboribus nimis onerari. » (Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 101.)

5. *Actus*, p. 404, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 99. C'est pendant ce siège qu'Hélié reçut le nom de blanc bachelier (*candidus bacalaris*) ; les défenseurs du donjon l'avaient autorisé à venir converser avec eux au pied de la tour ; mais il devait auparavant revêtir une tunique blanche pour indiquer ses intentions pacifiques. Orderic Vital, *loc. cit.*

expliquerait peut-être la conduite que tint le comte Hélié pendant les années qui suivirent. En 1105, on le voit aider le roi d'Angleterre, Henri 1^{er}, contre le duc de Normandie, Robert Courteuse¹. Il le suivit au siège de Bayeux, que défendait Gautier d'Aunai; la ville fut brûlée par le roi². L'année suivante, il assista à la bataille de Tinchebrai, livrée par Henri 1^{er} à son frère Robert; il commandait alors l'infanterie mancelle et bretonne; il entra dans la mêlée après un premier choc, et ses troupes tuèrent deux cent vingt-cinq hommes de l'armée de Robert Courteuse qui combattaient à pied, si bien que son rôle dans le combat paraît avoir été décisif (28 septembre 1106)³. Sa fidélité au roi d'Angleterre fut constante: la même année Robert de Bellême, partisan de Robert Courteuse, essaya de l'entraîner contre Henri 1^{er}; mais Hélié, loin de se laisser gagner par ses promesses, conseilla à Robert de Bellême de faire la paix avec le roi et servit même d'intermédiaire entre celui-ci et le seigneur de Bellême⁴.

Tout en conservant avec le roi d'Angleterre des relations assez étroites, Hélié avait délivré, un peu par son énergie et surtout grâce à un concours heureux de circonstances, le Maine de l'influence normande; mais ce fut pour y rétablir l'influence angevine. Hélié avait, en effet, fiancé sa fille Érembourg à Geoffroi, fils aîné de Foulque le Réchin⁵; après la mort de ce jeune prince

1. D'après les *Annales de Saint-Aubin*, Geoffroi Martel, fils de Foulque le Réchin, fut entraîné dans cette expédition par Hélié de la Flèche en même temps que par le roi d'Angleterre.

2. *Annales de Saint-Aubin*, dans le *Recueil d'annales angevines et vendômoises*, p. 44, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 218. Orderic Vital ajoute que le comte Hélié refusa de suivre Henri 1^{er} au siège de Falaise. *Op. cit.*, IV, p. 220.

3. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 229-230.

4. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 234-236. Orderic Vital rappelle à cette occasion l'amitié qui unissait Hélié au roi.

5. Voir plus haut p. 47. Ce fut probablement parce que sa fille était fiancée à Geoffroi Martel qu'en 1103 le comte Hélié soutint ce dernier contre Foulque le Réchin, et qu'il assista au siège de Marçon (cant. de la Chartre, Sarthe), pris, puis brûlé par Geoffroi, ensuite à celui de Briollay (Maine-et-Loire), que Geoffroi réussit aussi à prendre (*Annales de Saint-Aubin*, dans le *Recueil d'annales angevines et vendômoises*, p. 43). La présence d'Hélié au siège de Briollay est attestée par une notice du *Cartulaire de Marmoutier* (*Pièces justifiées*, n° 4) et par une autre pièce du *Cartulaire de Saint-Vincent* (n° 308), qui nous fait connaître les noms de plusieurs combattants.

(19 mai 1106)¹, il la maria au second fils du comte d'Anjou Foulque le Jeune² ; les rapports étroits qui existaient entre les deux comtes sont, en outre, attestés par plusieurs textes³. Lorsqu'Hélie mourut⁴ (11 juillet 1110)⁵, le comté du Maine passa à sa fille Èrembourg et au comte d'Anjou, Foulque V, et, après la mort de la comtesse (1126)⁶, il fut réuni définitivement à l'Anjou.

1. Halphen, *op. cit.*, p. 174.

2. Le mariage de Foulque le Jeune avec Èrembourg est antérieur à la mort de Foulque le Réchin (14 avril 1109) ; cette conclusion résulte d'un acte du *Cartulaire de Marmoutier* analysé plus loin. *Catalogue d'actes*, n° 60 ; cf. Halphen, *op. cit.*, p. 190, n. 5.

3. Voir chap. VII, p. 56.

4. Le comte Hélie fut enterré à l'église de la Couture, et les éditeurs du cartulaire de cette abbaye (*op. cit.*, p. 37) ont reproduit l'image de son tombeau d'après un dessin conservé à Oxford ; cf. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 103.

5. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 300, et *Nécrologe-obituaire de la cathédrale du Mans*, p. 163. *Le Cartulaire de Saint-Aubin d'Angers* (II, n° 753) contient le texte d'une notice conservée aux Archives de la Sarthe (II 279), selon laquelle le comte Hélie aurait donné aux moines de Saint-Aubin la moitié des coutumes provenant de la foire de Saint-Thomas établie à la Flèche ; cette donation aurait été faite le 20 octobre 1110, par conséquent après la date que nous avons assignée à la mort d'Hélie. Comme il s'agit d'une notice qui n'a vraisemblablement été rédigée que longtemps après la donation, nous avons tout lieu de croire qu'elle contient une date erronée.

6. *Art de vérifier les dates*, II, p. 851, et Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 36, n. 3.

CHAPITRE VII

LA SUZERAINETÉ ANGEVINE

C'est au début du XII^e siècle que le Maine a été réuni à l'Anjou ; mais pendant tout le cours du XI^e le comte du Maine s'était trouvé vis-à-vis de celui d'Anjou dans un état de vassalité ; c'est du moins ce que nous essaierons de démontrer.

La suzeraineté de l'Anjou s'est manifestée dès le début du XI^e siècle, et peut-être même à cette époque le comte d'Anjou a-t-il réussi à conquérir le Maine sur le comte Hugue III ¹. Au commencement de son règne, Herbert Éveille-Chien seconda Foulque Nerra au combat de Pontlevoy (1016) ; il est vraisemblable qu'il l'a fait parce que le devoir féodal l'y obligeait. Quelques années après, le Maine fut encore momentanément occupé et gouverné par Foulque Nerra, qui, ayant emprisonné Herbert Éveille-Chien en 1025, ne le relâcha qu'en 1027.

Sous le règne d'Hugue IV la nature des rapports entre le comte d'Anjou et celui du Maine se précise. L'appel adressé par l'évêque Gervais à Geoffroi d'Anjou en faveur du jeune comte contre Herbert Bacon s'explique assez naturellement ; si on songe que le comte

1. C'est ce qu'affirme Foulque le Réchin dans le fragment de chronique qui lui est attribué : « Ipse enim acquisivit Cenomannicum. » (*Chroniques des comtes d'Anjou*, éd. Marchegay, p. 276). Orderic Vital parle d'Hugue III, père d'Herbert Éveille-Chien « quem Fulco senior sibi violententer subjugaret ». (*Hist. eccl.*, éd. Le Prévost, II, p. 252). Selon l'auteur de la translation de saint Rigomer (Labbe, *Bibl. nova*, t. II, p. 235 ; voy. *supra*, p. 18, n. 4), le Maine appartenait pendant le gouvernement de ce comte Hugue III à Foulque Nerra. D'après une notice du Cartulaire de Saint-Vincent, Mayenne fut inféodé à son premier seigneur Hémon par Foulque Nerra (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 245) ; cette inféodation eut lieu avant 1014 (voy. chap. VIII, p. 60) ; or, comme Mayenne appartenait au diocèse et, par conséquent, au comté du Maine, on peut en conclure que le comte d'Anjou exerçait alors certains droits sur le Maine.

d'Anjou était suzerain de celui du Maine. Le mariage d'Hugue IV (mai 1045-mai 1047) ¹ fut le prétexte ou la cause d'un grave conflit entre le comte d'Anjou Geoffroi et l'évêque Gervais. Le mécontentement du comte Geoffroi se comprend en tout état de cause, car la femme du comte Hugue était très puissante ²; elle se justifie si le comte du Maine était son vassal, car son consentement était alors requis. Or cette supposition nous semble fondée: le comte Hugue IV ayant fait peu avant sa mort (1051) la guerre au comte Geoffroi Martel, ce dernier déclara, dans une lettre adressée au pape Léon IX, que le comte du Maine avait trahi la foi qu'il lui devait ³; cette expression prouve qu'il existait entre Geoffroi et Hugue des relations de suzerain à vassal.

Pendant la plus grande partie du règne d'Herbert II (1051-1062), la suzeraineté du comte Geoffroi fit place à une véritable tutelle ⁴; cette tutelle dura jusqu'au jour où la mère du jeune comte essaya de la secouer avec l'aide du duc de Normandie, Guillaume le Bâtard ⁵. Mais on doit remarquer que, même alors, ni Guillaume le Bâtard, ni son fils, qui régnèrent sur le Maine après la mort d'Herbert II, n'ont méconnu le principe de la suzeraineté angevine; Robert Courteuse prêta, en effet, hommage deux fois aux comtes d'Anjou, la première fois en 1063 ou 1064 ⁶ à Geoffroi le Barbu, la seconde fois en 1081 à Foulque le Réchin ⁷. Foulque le Réchin exerça à diverses reprises ses droits et ses devoirs de suzerain: en 1072, il fut appelé dans le Maine par les Manceaux et y vint pour faire cesser la tyrannie de Geoffroi de Mayenne; en 1089, il inter-

1. Sur tous ces points, cf. chap. iv, p. 27 et 28.

2. *Actus*, p. 363.

3. « Defecit a fidelitate sua. » Sudendorf, *Berengarius Turonensis oder eine Sammlung ihn betreffender Briefe*. Hamburg u. Gotha, 1830, in-8°, p. 213.

4. C'est ce que prouve notamment la mention suivante contenue dans la date d'une notice du Cartulaire de Saint-Vincent: « *Gaufrido comite presidente, Herberto comite vivente.* » *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 184. Cf. n° 303.

5. Peut-être en 1058. Voir plus haut, p. 32, n. 5.

6. Voir plus haut, p. 35.

7. Voir. chap. v, p. 39, n. 1. Dans aucun des deux cas ce serment ne semble avoir été prêté bénévolement, car en 1063 Geoffroi le Barbu avait lutté d'abord pour faire valoir ses droits, et l'hommage de 1081 eut lieu après la paix de la Bruère, qui termina un conflit assez long survenu entre le comte d'Anjou et le roi d'Angleterre. Halphen, *op. cit.*, p. 182-184.

vint, après la mort de Guillaume le Conquérant, pour aider Robert Courteuse à soumettre les Manceaux ¹ ; le 1^{er} mai 1098, après l'emprisonnement du comte Hélie par Robert de Bellême, il s'empara du Mans ², mais son armée ne put résister à celle de Guillaume le Roux.

Les rapports entre l'Anjou et le Maine deviennent très étroits pendant le second règne d'Hélie (1100-1110) ; le comte Hélie souscrit plusieurs actes du comte Foulque le Réchin ³ et il administre même pendant un laps de temps indéterminé son comté ⁴ ; il fiance sa fille Èrembourg au fils aîné de Foulque le Réchin et la marie à son second fils. Ce mariage prépare l'annexion du Maine à l'Anjou.

Si cette annexion a été le résultat immédiat de la politique matrimoniale de Foulque le Réchin, les remarques précédentes montrent qu'elle a été en partie déterminée par la condition politique du Maine au x^e siècle⁵, puisque, pendant tout le cours de ce siècle, le comte du Maine a été le vassal du comte d'Anjou. Au milieu du xii^e siècle les historiens angevins ont cherché à fonder cette domination angevine sur un titre juridique d'une haute antiquité en prétendant qu'un comte du Maine, David, ayant refusé au roi de France, Robert, l'hommage qui lui était dû, ce dernier aurait fait don du Maine à Geoffroi Grisegonelle ; ce récit est complètement légendaire ⁶.

1. L'appui prêté alors à Robert Courteuse n'était pas, il est vrai, bien désintéressé. Voir chap. v, p. 41.

2. Orderic Vital indique expressément que Foulque le Réchin conquiert le Mans parce qu'il était suzerain du Maine : « Quia capitalis dominus erat. » Ord. Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 47.

3. Halphen, *op. cit.*, p. 320 et 337.

4. *Catalogue d'actes*, n° 60. Cf. Halphen, *op. cit.*, p. 337.

5. On doit noter en passant que l'« opinion » mancelle, si on peut s'exprimer ainsi, semble avoir été hostile aux Normands et favorable aux Angevins : les révoltes de 1063, 1069, 1083, 1089, 1090 et 1099, toutes dirigées contre les Normands, sont des preuves suffisantes des sentiments d'hostilité que les Manceaux éprouvaient pour les Normands ; par contre, ce fut le comte d'Anjou, Foulque le Réchin, que les Manceaux appelèrent en 1072 contre Geoffroi de Mayenne.

6. On le trouve consigné par Hugue de Clers dans son traité *De majoratu et de senescalcia Francie* (*Chron. des comtes d'Anjou*, éd. Marchegay et Salmon, p. 389 et suiv.), en 1158 selon Luchaire (*Bibl. de la Fac. des Lettres de Paris*, III, 1897, p. 4-38), reproduit par Jean de Marmoutier, le plus récent des rédacteurs des *Gesta consulum Andegavorum* (*Chron. des comtes d'Anjou*, p. 77) et résumé par Robert de Torigny dans sa *Chronique* (éd. Léopold Delisle, II, p. 11).

CHAPITRE VIII

DÉVELOPPEMENT DE LA FÉODALITÉ. — LES CHÂTEAUX.

Le plus important des phénomènes sociaux qui signalent à notre attention l'histoire du x^e et du xi^e siècle dans le Maine, comme, du reste, dans les autres régions de la France, est l'établissement du régime féodal ; il nous paraît, par conséquent, intéressant de rechercher comment et pour quelles raisons ce régime est sorti de l'organisation sociale de la fin du ix^e siècle.

Deux institutions de l'empire carolingien au ix^e siècle doivent être invoquées pour expliquer la genèse de la féodalité : la première est le service militaire obligatoire ; on sait en effet que l'obligation pesait sur tous les hommes qui étaient en état de s'équiper à cheval d'aller à l'ost ; les hommes soumis à cette obligation sont qualifiés dans les capitulaires d'« hommes libres »¹. La seconde institution est le régime de la « fidélité ». Au cours du ix^e siècle, par suite de l'énervement du pouvoir central, l'habitude se répand de s'attacher à un plus fort que soi et de se lier à lui par un serment dit de fidélité. Quelques textes, malheureusement trop rares, de la fin du ix^e siècle, montrent que les comtes manceaux rivaux de cette époque avaient les uns et les autres leurs fidèles dont les destinées étaient pour ainsi dire liées aux leurs². Il n'est pas douteux que ceux qui ont

1. *Capitul. regum Francorum*, éd. Boretius, I, p. 166-167.

2. Un personnage nommé Patri est qualifié dans une notice de Saint-Martin de Tours vassal du comte du Maine, Bérenger, en 893 (Favre, *Eudes, comte de Paris et roi de France*, p. 242) ; les partisans du comte Roger, qui fut, croyons-nous (voy. plus haut, p. 16), le premier des comtes héréditaires du Maine, sont ainsi désignés par un contemporain : « Radulfus et reliqui qui ad Rogarii *fidelitatem* tendebant » (*Actus*, p. 343) ; ceux de son adversaire le comte Josselin sont dits « Gauzlini fideles » (*ibid.*).

réussi à s'installer définitivement dans le comté ont cherché à récompenser leurs auxiliaires par d'importantes concessions de terres. Nous pouvons donc supposer avec beaucoup de vraisemblance qu'il y avait à la suite du comte du Maine, dès les premières années du x^e siècle, un certain nombre de personnages importants, largement dotés, qui étaient ses fidèles et dont la situation acquit une sorte de stabilité lorsque le titre comtal devint héréditaire ¹.

Mais, s'il y avait déjà au cours du x^e siècle de puissants possesseurs qui tenaient leurs biens du comte en bénéfice, c'est à la fondation des châteaux qu'ils durent la consolidation de leur puissance. Le château se compose d'un donjon et de constructions rassemblées autour de ce donjon. Son utilité s'explique par la décadence du pouvoir central : si, en effet, il était inutile d'établir un système de défense dans les comtés, tant qu'ils sont restés des circonscriptions divisionnaires de l'empire, la situation s'est modifiée lorsque les comtés sont devenus comme autant d'états presque indépendants sans cesse menacés les uns par les autres. Il est à noter qu'un grand nombre des châteaux qui furent construits dans le Maine pendant le xi^e siècle étaient situés sur les limites du *pagus* et ont, par conséquent, été édifiés pour le protéger contre les attaques des comtes voisins : tels furent, en commençant par le nord, ceux d'Ambrières, de Domfront, de la Roche-Mabille, de Saint-Céneri, de Lurson, de Mamers, de Saint-Calais, de la Chartre, de Château-du-Loir, de Malicorne, de Pirmil, de Sablé. Dans d'autres cas, le choix de l'emplacement s'explique par le souci de défendre une rivière ; c'est ce qui a eu lieu pour les châteaux de Mayenne et de Laval situés sur les bords de la Mayenne, pour les châteaux de Fresnay, de Beaumont et de la Suze situés sur ceux de la Sarthe ; pour les châteaux de la Ferté, de Duneau, de Connerré et de Montfort situés sur ceux de l'Huisne.

1. Ces personnages formaient probablement une espèce d'aristocratie dont les textes du milieu du x^e siècle ne nous attestent l'existence qu'avec imprécision ; voyez, par exemple, un diplôme de l'évêque du Mans Hubert (913-951 ?) où il est question des hommes nobles de son pays : « Nobilibus meae regionis viris » (*Actus*, p. 349) ; l'existence des fidèles du comte est, au contraire, indiquée fort nettement dans les actes de la fin du x^e siècle et du début du xi^e ; cf. *Cartul. de la Couture*, n^o 6 ; *Cartul. de Saint-Victor*, n^o 4.

Le premier intéressé à la construction des châteaux était le comte du Maine, et nous savons que c'est lui qui fit bâtir celui de Sablé ¹; mais, étant probablement dans l'impossibilité de le défendre lui-même, il le céda à un de ses fidèles ². Ailleurs l'initiative de la construction revint à un de ses vassaux ³; mais le vassal ne pouvait le faire qu'avec l'autorisation du comte, parce que ce dernier se considérait comme ayant une sorte de droit de souveraineté sur tout le comté ⁴; construire un château sans demander cette autorisation paraissait un acte de rébellion et était un *casus belli* ⁵.

A quelle époque les plus anciens châteaux ont-ils été construits dans le Maine? La pénurie des documents ne nous permet de répondre qu'approximativement; mais on peut affirmer que c'est seulement à la fin du x^e siècle que les textes font mention de constructions et d'inféodations de châteaux ⁶. C'est dans le dernier tiers du x^e siècle que fut construit et inféodé celui de Sablé ⁷;

1. Arrond. de la Flèche (Sarthe). « Comes Cenomanensis quando fecit castellum de Sablolo... » Extrait d'une notice de la fin du xi^e siècle. *Cartul. de la Couture*, n° 29.

2. « Cum vero castellum in manum Gaufridi totum venisset... » *Ibid.*

3. C'est ce qui eut lieu pour le château de Saint-Calais : « Willelmus abiit ad Herbertum Cenomanensem comitem praenomine Canem Exitantem requirens ut suo consensu faceret castellum ad Sanctum Carilefum. » *Cartul. de Saint-Calais*, éd. Froger, p. 50.

4. « Ipse autem comes respondit ei non se dimissurum in suam terram facere oppidum, nisi ab eo acciperet magnum donum. » (*Ibid.*) Il n'est pas inutile de rappeler qu'en principe on ne pouvait même pas construire un château sans l'autorisation du souverain (Guilhiermoz, *L'origine de la noblesse en France*, p. 159); c'est, semble-t-il, comme héritiers des attributions régaliennes que les comtes ont émis au xi^e siècle la même prétention.

5. L'évêque Arejot ayant construit le château de Duneau pour s'y réfugier, le comte Herbert Éveille-Chien réunit une multitude de chevaliers et s'en empara (*Actus*, p. 356); de même pour celui de la Ferté (*op. cit.*, p. 358).

6. Voir d'utiles remarques de M. Bertrand de Broussillon dans *la Maison de Laval*, t. I, p. 4 et suiv.; cf. Halphen, *op. cit.*, p. 152 et suiv.

7. Voir le texte cité plus haut, note 1; d'après ce texte le château de Sablé fut construit par le comte du Maine, puis passa probablement par inféodation entre les mains de Geoffroi, frère du vicomte; or, ajoute l'auteur de la notice dans laquelle ces faits sont relatés, Geoffroi fit construire de nombreuses années après, et dans sa vieillesse, le prieuré de Solesmes : « Cum vero castellum in manum Gaufridi totum venisset, canonicis ille jura que comes eis dederat abstulit et dedit eis in commutationem ecclesiam matrem de castello ad quam pertinebat parochia... sicque

la construction de Château-du-Loir est antérieure à 1007¹; l'inféodation du château de Mayenne fut faite par Foulque Nerra, par conséquent avant 1040 et, croyons-nous, avant 1014²; le château de Duneau fut construit entre 1016 et 1025³, celui de la Ferté en 1027⁴ par l'évêque Avejot. La construction du château de la Motte-Achard, qui fut faite par Achard, premier seigneur du lieu, est de beaucoup antérieure à 1035⁵; celui de Laval fut édifié par Gui, premier seigneur de Laval, qui est mentionné pour la première fois dans un texte daté avec précision en 1039⁶. Quant au château de Saint-Calais, c'est entre les années 1015 et 1035 qu'il a été bâti⁷; il en est à peu près de même de celui de

per annos multos canonici tenuerunt. Deinde, cum jam Gaufredus senuisset, monasterium in villa que Solemis appellatur edificare voluit. » (*Loc. cit.*) Or, comme la date de cette fondation peut être fixée entre les années 1006 et 1015 (voir *Catalogue d'actes*, n° 17), c'est au cours du dernier tiers du x^e siècle que l'inféodation a vraisemblablement eu lieu.

1. D'après les *Annales Remenses* (*Monumenta Germ.*, *Script.*, t. XIII, p. 82), l'archevêque de Reims Gervais, qui fut seigneur de Château-du-Loir, naquit à Château-du-Loir en 1007; le château existait donc déjà à cette date. Voir *Cartul. de Château-du-Loir*, p. v.

2. Un texte assez peu clair du cartulaire de Saint-Vincent a déterminé les éditeurs de ce cartulaire à prétendre que Geoffroi de Mayenne avait possédé le château de Mayenne « par simple donation du comte d'Anjou » (*Cartul. de Saint-Vincent*, col. 149, n. 2); voici ce texte qui est extrait d'une notice datée entre 1067 et 1070 : « Huic dono, palam et legitime facto, assensit et favit Gaufridus, Haimonis filius, ipse ille cujus castrum Medane fuit de cujus beneficio constat dono Fulconis, Andegavini comitis » (*op. cit.*, n° 245). On peut objecter à cette assertion que le père de Geoffroi, Hémon, est déjà appelé en 1014 : « Haymonis de Medana » (*Cartul. de Saint-Victor*, n° 4); cette mention ne semble-t-elle pas prouver que le château de Mayenne existait et était déjà inféodé dès 1014?

3. *Actus*, p. 356; pour la date, voy. *supra*, p. 23, n. 1.

4. *Actus*, p. 358; pour la date, voy. *supra*, p. 23-24.

5. Cant. de Pontvallain (Sarthe). Dans la charte de fondation du prieuré de Saint-Jean-de-la-Motte (*Actus*, p. 360), faite du vivant d'Avejot, mort en 1035, le donateur « Suavis » fait allusion à son père Achard et au château qu'il possède par droit d'hérédité (*jure hereditario*); il est à croire que ce château avait été fondé par ledit Achard, et qu'il lui devait son nom. Les derniers éditeurs des *Actus* (p. 362, n. 2) ont émis des doutes sur l'authenticité de cette charte.

6. *La Maison de Laval*, I, n° 8. Ce personnage est certainement le constructeur du château de Laval; car voici la manière dont il est désigné dans une notice : « Vir quidam spectabilis et nobilissimus nomine Guido, castri quod Vallis nuncupatur in pago Cynnomaunensi conditor atque possessor. » (*Op. cit.*, I, p. 26). D'après M. Bertrand de Broussillon, c'est vers 1020 qu'il faudrait placer la construction du château (*op. cit.*, I, p. 12); la supposition est vraisemblable.

7. *Cartul. de Saint-Calais*, éd. Froger, p. 50. Sur la date, voir Froger, *Hist.*

Ballon¹. Le château de Domfront existait déjà dans la première moitié du XI^e siècle²; celui de la Suze³ était entre les mains de Renaud, vassal du comte du Maine, avant 1051⁴; le château d'Ambrières fut édifié par Guillaume le Bâtard en 1054⁵, et ceux de Saint-Céneri et de la Roche-Mabille existaient déjà à la même date⁶. Les châteaux de Sillé⁷ et de la Chartre-sur-le-Loir⁸, sont mentionnés à l'occasion des événements qui se déroulèrent dans le Maine entre les années 1070 et 1072; c'est vers la même époque qu'il semble être question pour la première fois de celui de Beaumont⁹. A cette époque, du reste, les constructions de châteaux se multiplient, et nous nous contenterons de citer quelques-uns de ceux qui sont mentionnés dans les documents de la fin du XI^e siècle : ceux de la Milesse¹⁰, de Connerre¹¹, de Pirmil¹², de Noyen¹³, de Brûlon¹⁴, de Mayet, de Lucé et d'Ou-tillé, qui faisaient partie avec Château-du-Loir de l'héritage des

de Saint-Calais, Mayenne, 1901, p. 138, n. 2; nous croyons, pour notre part, que ce fait ne peut être daté que grâce à la présence du comte Herbert. Ajoutons que la construction du château de Saint-Calais est relatée dans une donation faite aux moines de Saint-Calais.

1. Ce château existait déjà entre 1031 et 1034. Voy. *supra*, p. 25.

2. Domfront, qui appartenait au diocèse du Mans, faisait partie pour cette raison du comté du Maine; cette place fut occupée par Guillaume le Bâtard en 1048-1049 (Halphen, *op. cit.*, p. 72-73); c'est peut-être à partir de cette date que Domfront cessa en fait d'être soumis à la domination des comtes du Maine.

3. Arrond. du Mans (Sarthe).

4. Ce château est mentionné en un acte contenu dans le *Cartul. de la Couture* (n° 12), qui fut confirmé par le comte Hugue IV. *Catalogue* n° 26.

5. Voy. plus haut, p. 31.

6. Cant. d'Alençon (Orne). Ces châteaux existaient lors de la guerre qui eut lieu en 1034 entre Geoffroi Martel et Guillaume le Bâtard, car Robert, fils de Géré, qui en était possesseur, dut les fortifier contre le duc de Normandie. Ord. Vital, éd. Le Prévost, t. II, p. 72.

7. *Actus*, p. 378. Voy. *supra*, p. 37.

8. Ce château avait alors pour possesseur Geoffroi de Mayenne; les *Actus* nous le montrent s'y retirant : « Ad castrum quod Carcer vocatur secessit. » *Actus*, p. 379.

9. Voir *Appendice V*, p. 130.

10. Cant. du Mans (Sarthe). « De castello nomine Miletia. » *Cartul. de Saint-Vincent* n° 50.

11. Cant. de Tuffé. « Apud castrum Conedrarium. » *Op. cit.*, n° 139.

12. Cant. de Brûlon (Sarthe). *Op. cit.*, n° 351.

13. Cant. de Malicorne (Sarthe). *Op. cit.*, n° 372.

14. Arrond. de la Flèche (Sarthe). « Decastello Bruslonis. » *Cartul. de la Couture*, n° 15.

seigneurs de Château-du-Loir ; de Sainte-Suzanne ¹, de Malicorne ², de Sourches ³, de Dangeul ⁴, les châteaux de Blèves ⁵, de Peray ⁶, du Mont-de-la-Nue ⁷, de l'Ortieuse ⁸, d'Aillières ⁹, de Saosnes, de Saint-Remy-du-Plain, de la Motte-Gautier-de-Clinchamp ¹⁰ et de Mamers possédés à la fin du XI^e siècle par Robert de Bellême ¹¹.

La conséquence de ces constructions et de ces inféodations fut l'établissement de dynasties féodales dans lesquelles la possession de ces châteaux se transmettait héréditairement. Les plus anciennes de ces maisons, après la maison vicomtale qui, comme la famille comtale, dut son élévation à sa fonction ¹², furent celles de Sablé ¹³, de Château-du-Loir ¹⁴ et de

1. Sainte-Suzanne fut assiégée par Guillaume le Bâtard en 1083. Voy. *supra*, p. 39.

2. Arrond. de la Flèche (Sarthe). Ce château est mentionné dans une notice où sont relatés des faits antérieurs à 1080. *Cartul. de Saint-Aubin*, I, n° 317.

3. A. Ledru, *Le château de Sourches et ses seigneurs*. Paris-Le Mans, 1887, p. 3. Il y aurait eu deux châteaux de Sourches, situés l'un à Tennie, l'autre à Saint-Symphorien (cart. de Conlie, Sarthe).

4. Cant. de Marolles-les-Braults (Sarthe). Orderic Vital nous montre le comte Hélie fortifiant en 1098 le château de Dangeul contre Robert de Bellême : « Helias interea castrum apud Dangeolum contra Rodbertum Talavacium firmavit. » Ord. Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 39.

5. Cant. de la Fresnaye (Sarthe).

6. Cant. de Marolles-les-Braults (Sarthe).

7. C^{ne} de Contilly dans le cant. de Mamers (Sarthe).

8. C^{ne} de Marolles-les-Braults (Sarthe).

9. Cant. de la Fresnaye (Sarthe).

10. C^{ne} de Chemilli, cant. de Bellême (Orne). Voir Pesche, *op. cit.*, IV, p. 22.

11. « Hic nimirum novem in illo comitatu habuit castra, id est Blevam et Peretum, Montem de Nube et Soonam, Sanctum Remigium de Planis et Orticosam, Allerias et Motam Galterii de Clincampo, Mamertz et alias domos firmas quamplurimas. » Ord. Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 39.

12. Voir *Appendice V*.

13. Le premier des seigneurs de Sablé fut Geoffroi, frère du vicomte du Maine Raoul (*Cartul. de la Couture*, n° 29) ; il vivait encore entre 1006 et 1014 (*op. cit.*, n° 8, et *Catalogue d'actes*, n° 17) ; ses enfants furent Dreux, Bouchard, Lisiard et une fille Avoie, épouse de Robert le Bourguignon, entre les mains duquel passa la seigneurie de Sablé (Ménage, *Hist. de Sablé*, première partie. Paris, 1683, *passim* ; cf. Halphen, *op. cit.*, p. 298. L'ouvrage de Ménage est périmé).

14. Le plus ancien des seigneurs de Château-du-Loir fut Hémon, qui y résidait déjà en 1007 (voir *supra*, p. 60) ; son successeur fut son fils Gervais, qui devint évêque du Mans, puis archevêque de Reims, et mourut en 1067 ;

Mayenne ¹, dont les représentants figuraient déjà parmi les fidèles du comte au début du ^x^e siècle ². D'autres dynasties ³ s'établirent dans la première moitié du ^x^e siècle : celles de Laval ⁴, de la Ferté ⁵, de Saint-Calais ⁶; puis nous en voyons

la seigneurie passa ensuite entre les mains de Gervais de Château-du-Loir, neveu du précédent et fils de Robert de Château-du-Loir; Gervais mourut avant 1099, laissant une fille, Mathilde, qui épousa le comte du Maine Hélie. *Cartul. de Château-du-Loir*, éd. Vallée, table chronologique.

1. L'inféodation du château de Mayenne fut faite à Hémon avant 1014 (voir *supra*, p. 60); il eut pour fils et pour successeur Geoffroi de Mayenne, mort en 1098, qui fut, en 1070, l'amant de la comtesse du Maine Gersent; après Geoffroi, le titulaire de la seigneurie fut Gautier, mort après 1119 (Augot, *Dict. de la Mayenne*, t. II, p. 817); M. l'abbé Augot a débarrassé l'histoire des origines de cette seigneurie de légendes que Guyard de la Fosse avait accréditées dans son *Histoire des seigneurs de Mayenne*. Le Mans, 1850.

2. Voir *Cartul. de la Couture*, n° 9, et *Cartul. de Saint-Victeur*, n° 4.

3. On ne cite que les plus importantes; d'autre part, nous ne rangeons pas parmi les seigneurs appartenant au comté du Maine les seigneurs de Bellême, qui étaient très puissants et possédaient, comme on l'a montré (voir *supra*, p. 62) plusieurs châteaux dans le Maine, parce que le siège de leur seigneurie se trouvait à Bellême, chef-lieu de la seigneurie de Bellême, dans le *pagus Corbonensis*. L'histoire de cette seigneurie, comme, du reste, toute l'histoire du Perche, est à refaire; La *Géographie du Perche*, par M. de Romanet (Mortagne, 1890-1902), dans la collection des *Documents sur la province du Perche*, est un ouvrage aujourd'hui insuffisant.

4. Le fondateur de la dynastie fut Gui, qui est mentionné dans un acte de 1039 (voir *supra*, p. 60); il eut pour enfants, d'un premier lit, Jean, qui devint moine, et Hémon qui lui succéda, et des filles; d'un second lit Gui et Gervais (Bertrand de Broussillon, *La maison de Laval*, t. I, p. 17-19); puis vinrent Gui II, fils aîné d'Hémon, et Gui III, fils de Gui II (*op. cit.*, p. 32 et suiv.). La date de la fondation de cette maison a été reculée par dom Piolin, mais à tort; M. Bertrand de Broussillon a rétabli consciencieusement la généalogie de ces seigneurs; toutefois deux diplômes faux, dont l'un émane du comte du Maine Hugue IV, ont provoqué des discussions encore pendantes sur le lieu d'origine de Gui I. *Appendice IV*, p. 116-126.

5. Le château de la Ferté fut construit par l'évêque du Mans Avejot (voir *supra*, p. 24). Le premier seigneur connu de la Ferté fut Josselin Normand, déjà mentionné dans deux actes datés entre 1040 et 1052 (Charles, *Hist. de la Ferté-Bernard*, Mamers, 1877, p. 211, et Halphen, *op. cit.*, p. 273), et qui est appelé *Gauscelinus de Firmitate* dans le second de ces actes (Charles, *op. cit.*, p. 212; cf. *Cartul. de la Trinité de Vendôme*, éd. Métais, n° 69). Ce personnage eut pour fils et successeurs Hugue de la Ferté (*Cartul. de Saint-Vincent*, nos 181 et 643), mort avant 1076 (*op. cit.*, n° 182), et Bernard de la Ferté (*ibid.*); c'est, croyons-nous, à ce dernier que le nom de la Ferté-Bernard doit son déterminatif. Sur les origines de cette maison, l'*Histoire de la Ferté-Bernard*, par Léopold et Robert Charles, ne doit être consultée qu'avec défiance.

6. Le premier seigneur fut Guillaume, qui construisit le château entre

beaucoup d'autres apparaître dans la seconde moitié du même siècle : celles de Sillé¹, de la Suze², de Malicorne³, vas-sale de la seigneurie de la Suze, de la Milesse⁴, de Montfort⁵,

1025 et 1036 (voir *supra*, p. 61, n. 1) ; sa femme s'appelait Béatrice, et il avait un fils appelé Eude (*Cartul. de Saint-Calais*, p. 51) ; mais l'histoire de la seigneurie au xi^e siècle est mal connue. Sur Saint-Calais on peut consulter le livre consciencieux de M. l'abbé Froger, *Histoire de Saint-Calais*.

1. Hugue, seigneur de Sillé, qu'attaquèrent en 1070 les conjurés manceaux, est considéré par l'auteur des *Actus* comme un des principaux seigneurs de la région : « Quidam ex primoribus hujus regionis » (*Actus*, p. 378) ; il était déjà seigneur de Sillé entre 1055 et 1065 (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 235 : les faits relatés dans cette notice sont postérieurs à l'année 1055, et non pas seulement à l'année 1045 comme l'ont indiqué les éditeurs, car Gervais de Château-du-Loir, qui y est mentionné à plusieurs reprises, y est qualifié archevêque « archipresul », et il ne le devint qu'en 1055). Hugue eut pour fils et pour successeur Guillaume, cité en 1087, personnage auquel la localité de Sillé-le-Guillaume doit vraisemblablement son qualificatif (*Cartul. de Saint-Victor*, n° 13). Il n'y a rien à tirer, en ce qui concerne la chronologie des seigneurs de Sillé, de la *Notice sur Sillé-le-Guillaume*, par E. Hucher (*Études sur l'histoire et les monuments du département de la Sarthe*, Le Mans, s. d., p. 165-225).

2. Les premiers seigneurs connus de la Suze furent peut-être Dreux et son fils homonyme, connus, le premier par une souscription contenue dans une notice rédigée entre 1032 et 1051 : « S. Drogonis, filii Drogonis de Secusa » (*Cartul. de la Couture*, n° 12), le second par la même souscription et une mention d'une autre notice rédigée par les moines de Marmoutier entre 1051 et 1062 (*Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 5). Renaud, qui était fils ou frère de ce dernier (*Cartul. de la Couture*, n° 12 ; sa souscription est ainsi rédigée : S. Renaldi, filii Drogonis de Secusa), lui succéda, car Gaudin de Malicorne l'appelle son seigneur (« cum Rainaldo de Seusa seniore meo » *Cartul. de Saint-Aubin*, t. I, n° 317) ; le fils de Renaud portait, comme son grand-père, le nom de Dreux. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 392.

3. Cette châtellenie fut possédée au cours du xi^e siècle par trois générations de seigneurs portant le nom de Gaudin (*Cart. de Saint-Aubin*, t. I, n° 317). Sur ces seigneurs, voir G. de Lestang, *la Châtellenie et les premiers seigneurs de Malicorne au XI^e et au XII^e siècle*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. VII (1880), p. 247-303, quoique cet article posthume soit assez confus.

4. Un seigneur de la Milesse nommé Herbert vivait entre 1055 et 1062 (*Cart. de Saint-Vincent*, n° 303) ; il avait plusieurs frères, dont l'un Aubri est cité souvent dans les textes de la fin du xi^e siècle (*op. cit.*, n°s 306 et 408) et fut, semble-t-il, seigneur de la Milesse : (« Per assensum domini mei Alberici de Miletia ». *Op. cit.*, n° 94 ; cf. *Liber Albus*, n° 178).

5. Arrond. du Mans. A la fin du xi^e siècle Montfort avait pour seigneur Rotrou ; ce personnage, que nous avons rencontré plus haut, est mentionné dans un acte du 17 octobre 1093 (*Liber Albus*, n° 118) ; sa femme s'appelait Luce, et il eut au moins quatre fils, Hugue, Rotrou, Foucois et Geudoïn (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 142) ; c'est à ce seigneur que Montfort-le-Rotrou doit vraisemblablement son surnom.

de Sourches ¹, la famille Riboule ² et d'autres encore dont il nous est impossible de dresser ici la liste.

Mais la féodalité, qui est essentiellement une organisation militaire, n'est pas constituée seulement par les possesseurs de châteaux, car il faut des hommes pour défendre le château et la châtellenie; aussi les chartes et les documents du ^{xi}^e siècle nous montrent les seigneurs possesseurs de châteaux entourés de personnages, toujours les mêmes, qui leur servent de témoins dans les actes juridiques, qui jugent avec eux dans les procès et qui très probablement ont pour fonction principale de les défendre ³. Quelques brèves indications sur cette catégorie sociale ne nous semblent pas inutiles. On a rappelé plus haut que tous les hommes capables de s'équiper à cheval étaient obligés au ^{ix}^e siècle, en vertu de la loi, de se rendre à l'ost de l'empereur avec leurs seigneurs; ces hommes étaient qualifiés hommes libres ⁴. Or, comme la plupart des institutions de l'époque carolingienne, celle-ci s'est maintenue, en apparence, à l'époque féodale; mais son caractère s'est, en réalité, transformé. Le pouvoir central s'est éterné. Il n'y a plus de guerres nationales; mais

1. Comme on l'a montré plus haut (p. 62, n. 3), il a existé deux châteaux de Sourches, et, selon M. l'abbé Ledru, il y a eu dès le ^{xi}^e siècle deux familles de seigneurs de Sourches, la première celle des seigneurs de Sourches-le-Bouchard, dont le premier fut Bouchard de Sourches, qui vivait au milieu du ^{xi}^e siècle, la seconde celle des seigneurs de Sourches-le-Marigné dont le premier fut Hugue de Sourches, qui vivait à la même époque (A. Ledru, *op. cit.*, p. 8-33); malheureusement ces hypothèses ne paraissent pas établies d'une manière très sûre, et l'histoire des origines de la seigneurie de Sourches est à réviser, comme M. Ledru l'a lui-même reconnu. *La Province du Maine*, t. X, p. 119, n. 5.

2. Les principaux représentants de cette famille au ^{xi}^e siècle furent Hubert Riboule, qui fut incarcéré avec sa femme Gersent dans une prison du roi d'Angleterre; il avait plusieurs fils, Hubert, Foulque, Hugue et Geoffroi, et plusieurs filles (*Cartul. de la Couture*, n° 23; l'acte est daté entre les années 1083 et 1096), et qui demeurait au Mans (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 252), et le neveu d'Hubert, Normand Riboule (*op. cit.*, n°s 73 et 652). Citons en outre Guillaume Riboule, qui était aussi un neveu d'Hubert (*op. cit.*, n° 252), et qui possédait le château d'Assé-le-Riboul (cant. de Beaumont, Sarthe; *Cartul. d'Assé*, p. 3), et auquel ce château doit peut-être son nom.

3. Voir notamment *Cartul. de Château-du-Loir*, n°s 27, 46, 49 et 50, pour les seigneurs de Château-du-Loir; *La maison de Laval*, p. 24 et 34, pour les seigneurs de Laval (cf. Angot, *op. cit.*, t. II, p. 577); *Cartul. de Saint-Victeur*, n° 13, pour les seigneurs de Sillé.

4. *Liberi homines*. Voir *supra*, p. 57.

la guerre n'a pas disparu : seulement c'est entre les comtes de deux comtés et les seigneurs de deux châtellenies qu'elle a lieu. Ces guerres entre seigneurs voisins sont si normales qu'elles sont même prévues dans les contrats ¹. D'autre part, le régime de la vassalité, expédient commode qu'avaient utilisé les rois et empereurs carolingiens pour faciliter la levée de leur ost ², va permettre aux seigneurs de trouver des hommes d'armes : aux hommes, qu'ils prennent sous leur protection, et auxquels ils font des concessions de terres, ils demanderont de les défendre à la guerre ³ ; ces hommes sont désignés sous le nom de « milites » ⁴, et leur condition dans le Maine au xi^e siècle peut être déterminée avec une certaine précision.

Le service qu'ils doivent est un service monté, et leur équipement consiste dans un mors, des éperons, des guêtres, une lance, une épée et un écu ⁵. Le contrat qui les lie à leur seigneur est fort simple : ce seigneur leur concède une terre faisant partie de son domaine ou, comme il est dit généralement dans les textes, de son « chasement » ⁶ ; cette concession est appelée « fief de chevalier » ⁷. En échange, le chevalier « chasé »

1. Citons, par exemple, cette clause qui est contenue dans la confirmation de la donation de l'église de Tuffé (Sarthe) aux moines de Saint-Vincent par Hugue de la Ferté : « Habet etiam idem Ilugo abbatî Sancti Vincentii supra nominato talem conventionem, ut, si quando inter ipsum Hugonem et supra memoratum Hamelinum de Lengiaco guerrafuerit exorta, nullum dampnum proinde aut rapinam nullam de Tufiacensi loco accipiat. » *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 181.

2. Cf. Fustel de Coulanges, *Les transformations de la royauté*, p. 319.

3. L'exemple suivant aidera à le prouver : l'évêque Avejot, luttant contre le comte du Maine, céda à un chevalier nommé Herbrand plusieurs revenus et plusieurs dîmes ainsi que la terre de la Mue, « ita tamen ut cum eo contra comitem Herbertum arriperet guerram. » (*Actus*, p. 357.) L'auteur ajoute que la condition ne fut pas remplie et que, néanmoins, le chevalier ne perdit pas malheureusement (*proh dolor !*) son bénéfice (*donum*) ; cette réflexion nous autorise à supposer que l'auteur, qui écrivait dans la seconde moitié du xi^e siècle, et les gens de son temps considéraient la condition comme une condition résolutoire.

4. « Ex equestri ordine », comme dit le rédacteur d'une notice du *Cartulaire de Saint-Vincent*, n° 50.

5. « Caballum recepi optimum cum omni instrumento equitis, exceptis ocreis, scilicet lancea, scuto, spata, freno, calcaribus. » (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 607 ; cf. Guilhaume, *op. cit.*, p. 172.)

6. « Casamentum. » Voir notamment *Cartul. de Saint-Vincent*, n°s 212, 260, 388, 428, 490.

7. « Feodum quoque X militum. » (*Op. cit.*, n° 492). « Cum... equitumque beneficiis. » (*Op. cit.*, n° 173.)

doit, et, croyons-nous, doit seulement le service militaire ¹. Les obligations militaires sont de deux sortes : le chevalier « chasé » doit d'abord la garde du château ² dans certaines conditions, qui vraisemblablement n'étaient pas les mêmes partout ; il doit, en second lieu, accompagner son seigneur dans les expéditions que fait ce dernier ; mais il n'est tenu de le faire qu'un nombre déterminé de fois par an, et nous savons que parfois on était obligé de le laisser rentrer le soir chez lui ³. Comme le service dû par le chevalier était un service personnel ⁴, comme il

1. Cette supposition nous semble justifiée par les raisons suivantes : les seigneurs, dans les donations qu'ils font aux moines de Saint-Vincent, autorisent souvent par avance les concessions qui pourront être faites par leurs vassaux de terres sises dans leurs seigneuries ; mais ils ont soin d'ajouter que ces concessions ne pourront pas entraîner la perte du service militaire que leur doivent leurs hommes (*op. cit.*, n^{os} 182, 212, 351, 433) ; cette clause est une véritable clause de style, dont voici un exemple : « Et pro istis C sol. den. annuit de sua parte idem Bernardus quicquid monachi de Sancto Vincentio dono aut emptione adquirere poterunt de suo fevo, *tali videlicet ratione ut non perdat suum servitium a suis hominibus*. » Si dans le *Cartulaire de la Couture* (n^{os} 12 et 13), on voit des seigneurs interdire à leurs hommes de donner ou de vendre aux moines *tout leur chasement* (excepto toto casamento suo), le motif qui inspire leur interdiction est le même que celui qui est exprimé dans la clause précédente ; le seigneur veut empêcher les hommes de se libérer du service militaire, dû en raison de leur « chasement », en aliénant tout ce « chasement », car le service reste dû tant que le vassal conserve une parcelle de son fief : « Si quis autem ex nostro beneficio fevatus dare aut vendere suprascripte ecclesie eisdem Sancti Petri Culture monachis servientibus... beneficio voluerit, ego et frater meus Burchardus libenter annuimus, *tamen partem, non totum, ut non meum perdam servitium* » (*Cartul. de la Couture*, n^o 13). Réciproquement, lorsqu'un seigneur en confirmant la donation d'un de ses hommes abandonne le service militaire, il l'indique expressément : « Totum etiam militare servitium Sanctis martiribus dimiserunt. » (*Cartul. de Saint-Vincent*, n^o 337). Jamais les seigneurs ne font allusion à d'autres obligations pesant sur leurs hommes, soit pour les abandonner, soit pour se les réserver ; parfois même les textes indiquent explicitement qu'une terre n'est due qu'à charge de service militaire : « Terram illam militari servicio tenebat. » (*Op. cit.*, n^o 439.) N'est-ce pas à cette exemption de toute redevance pécuniaire commune à tous les fiefs de chevalier qu'il est fait allusion dans la phrase suivante : « Predictam terram Apolchardi sibi *liberam*, ita ut nobis *sicut miles* serviat, dedimus » (*Op. cit.*, n^o 307) ?

2. « Servitium debitum seu castelli nostri... custodiam. » *Op. cit.*, n^o 175.

3. « Et convenientia talis fuit inter eos propter recognitionem, ut, si Drogo submoneret cum videlicet Herveum, accommodaret ei semel in anno unum equitem ad serviendum sibi uno die, ita ut ipsa nocte posse esset reversus (*sic*) domum cum suo caballo. » (*Op. cit.*, n^o 537.) Sur le service des fiefs, voy. Guilhaumez, *op. cit.*, p. 255 et suiv.

4. Le caractère personnel des relations existant entre le seigneur et les

était, à proprement parler, l'homme de son seigneur, l'obligation de prêter hommage s'explique tout naturellement ¹. Cet hommage, qui était prêté sur les évangiles ², était dû par tous les possesseurs successifs du fief ³.

On aurait tort de considérer les chevaliers comme formant une sorte de noblesse ; ils ne sont pas autre chose que les hommes libres de l'époque carolingienne ⁴ ; notre remarque ne résulte pas seulement de la similitude des conditions ; c'est dans les textes du XI^e siècle eux-mêmes que la qualification d'hommes libres leur est donnée ⁵. Mieux qu'une définition, une distinction nous permet de déterminer le caractère social du chevalier : sa condition ne s'oppose pas à celle d'autres hommes libres, mais non nobles, mais à celle des hommes non libres, ou, selon la terminologie du XI^e siècle, des coliberts ⁶.

chevaliers « chasés » sur ses terres est très marqué ; le seigneur les appelle ses chevaliers (*op. cit.*, n° 128), ses barons (*op. cit.*, n° 139), ses fidèles (*op. cit.*, n° 160). Il leur adresse des injonctions comme à sa femme ou à son fils : « Precepit filio suo adhuc puero et uxori sue ac militibus suis... » (*Cartul. de Saint-Aubin*, t. I, n° 318) ; en retour, il aide son chevalier de son influence, quand ce dernier en a besoin : par exemple, il le recommande, s'il veut se faire moine. *Op. cit.*, t. I, n° 328.

1. Lorsqu'un possesseur était tenu à l'hommage envers son seigneur, on disait qu'il possédait en hommage « *in hominum tenere* » (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 732) ; lorsque l'hommage n'était pas dû, le possesseur était censé tenir la terre en aumône « *in amore* » (*ibid.*), probablement parce qu'alors aucun service n'était exigé.

2. « Super sancti evangelii textum. » *Op. cit.*, n° 307.

3. « Quod similiter facient heredes qui fevum habebunt. » *Op. cit.*, n° 199.

4. C'est l'opinion de M. Guilhaume : « Le chevalier n'est autre chose que le plein homme libre. » *Op. cit.*, p. 436.

5. Les moines de Saint-Vincent, désireux de transiger avec un personnage nommé Rahier de Sarcé, lui concèdent une terre à charge d'un service de chevalier : « ita ut nobis inde sicut miles serviat », et pour cette terre Rahier est tenu de leur prêter hommage comme un homme libre (« *ut liber homo* ») (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 307) ; l'identité de sens existant au XI^e siècle entre les deux termes « miles » et « liber homo » ressort de ce passage.

6. Dans la transaction mentionnée plus haut (p. 67, note 1), les moines concèdent à Rahier de Sarcé un fief de chevalier, et ils déclarent qu'ils ne le poursuivront pas comme colibert : « Ab omni colibertatis calumpnia... absolvimus » ; mais on ajoute que, s'il se permet d'élever de nouvelles prétentions, il rentrera dans la condition de colibert et perdra sa terre avec sa liberté : « Si vero aut ipse, aut sui, in his que supra diximus aliquam calumpniam miserit, in colibertatem omni tempore vite sue redeat, et que sibi cum libertate annuimus perdat » (*ibid.*) ; le passage prouve nette-

La terre du chevalier est qualifiée de fief, et, dès la fin du ^xⁱ^e siècle, elle est opposée à la censive ¹. Deux caractères essentiels distinguent celle-ci de celui-là : le possesseur de la censive doit un cens, et en retour, comme il est incapable de se défendre, c'est au seigneur qu'il appartient de le défendre ². Il y a, comme on le voit, parallélisme entre les deux conditions des terres et les deux conditions des hommes, d'un côté celles et ceux qui, étant capables de se défendre eux-mêmes, étaient qualifiés de terres et d'hommes libres : ce sont les chevaliers et les fiefs de chevaliers ; de l'autre celles et ceux qui, étant incapables de se défendre, étaient sous la dépendance de ceux qui prenaient la charge de les protéger : ce sont les coliberts et les censives ³.

ment qu'on opposait au ^xⁱ^e siècle l'état de chevalier « chasé », homme libre, tenu seulement au service militaire, à celui de colibert, homme non libre, soumis à des redevances et à des services divers, et qu'on passait *sans intermédiaire* de l'un à l'autre.

1. « Ut nobis fevum mutaret in censivam. » *Op. cit.*, n° 806.

2. Ernoul du Mont-Barbet ayant donné aux moines de Saint-Vincent les terres qu'il tenait de Guillaume de la Touche, les moines demandèrent au dit Guillaume l'autorisation de convertir le fief donné en une censive; ils s'engagèrent à lui payer tous les ans un cens de cinq sous; de son côté Guillaume leur promit de les défendre contre son seigneur de la Milesse et de les protéger contre tous les hommes. *Op. cit.*, n° 806.

3. On n'a parlé que des chevaliers chasés; mais ils ne sont pas seuls à faire la guerre; les seigneurs, en effet, sont obligés de garder près d'eux des hommes, qui sont, pour ainsi dire, attachés à leur personne et à leur château; ils sont appelés écuyers ou littéralement porte-armes (*armigeri*) à cause de leurs fonctions (*La maison de Laval*, p. 28 et 31). Ces personnages sont qualifiés de chevaliers domestiques par M. Guilhaume, qui les oppose aux chevaliers « chasés ». *Op. cit.*, p. 242.

CHAPITRE IX

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU COMTÉ ET DES SEIGNEURIES

Après avoir indiqué comment les principales maisons féodales du comté se sont développées au x^e et au xi^e siècle, il convient de montrer quelle a été leur organisation administrative pendant la même période. On réunira dans un même examen l'administration du comté et celle des principales seigneuries ; rien, en effet, ne distingue celle-ci de celle-là ; les fonctions et les fonctionnaires sont les mêmes ; du reste, une étude limitée au seul domaine du comté risquerait fort, en raison de la pénurie des documents, d'être infructueuse.

L'organisation administrative du comté et des principales seigneuries du Maine au xi^e siècle est fort sommaire, et le terme même d'administration ne peut guère être employé pour une époque où la distinction entre les services domestiques et les services publics n'existait pas. Le comte du Maine et les principaux seigneurs du comté ont une cour¹, qui est formée de personnages divers, laïques et ecclésiastiques², et dont la composition ne semble pas avoir été fixe³. Quelles étaient les

1. « Curia ». Voir, par exemple, pour le comte du Maine, *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 13, et pour le seigneur de Château-du-Loir, *Cart. de Saint-Vincent*, n° 263. Cette cour est quelquefois appelée *aula*. *Op. cit.*, n° 364.

2. On rencontre dans la cour d'Hélie, comte du Maine, un orfèvre (*aurilaber*), un tisserand (*sindonarius*), un monnayeur (*monetarius*), à côté de seigneurs importants comme Païen de Mondoubleau et Guillaume Riboule, et de chanoines. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 10.

3. Voir par exemple deux jugements de Gervais de Château-du-Loir dans lesquels tous les juges sont différents (*Cartul. de Saint-Vincent*, nos 263 et 309) et plusieurs jugements du comte Hélie (*Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 12 ; *Cartul. de Saint-Vincent*, nos 286 et 364). Cf. Halphen, *Les institutions judiciaires en France au XI^e siècle*, p. 7 (extr. de la *Revue de l'Anjou*).

attributions de cette cour? Comme c'est à l'occasion de procès à trancher qu'il est question de la cour des seigneurs, on peut croire que la fonction judiciaire était sa fonction principale. Mais il est difficile de déterminer les règles de sa compétence et de savoir quand elle jugeait en qualité de juge naturel ou bien d'arbitre choisi par les parties ¹. Ajoutons que les affaires paraissent avoir été jugées ² tantôt par tous ceux qui composaient la cour ³, tantôt par le comte ou le seigneur seul ⁴; les assistants jouaient alors le rôle de simples témoins. En même temps que le service de justice, les fidèles du seigneur lui doivent l'aide de leurs conseils; ils assistent aux conventions qu'il passe et souscrivent ses actes ⁵.

Outre leurs fidèles, le comte et les principaux seigneurs ont quelques serviteurs chargés de fonctions particulières, qu'il est parfois difficile de déterminer avec précision, mais qui ont généralement un caractère domestique. S'il est question dans plusieurs documents du xi^e siècle ⁶ d'un fonctionnaire nommé *senescallus*, nous avons tout lieu de croire qu'il s'agit d'un officier chargé de s'occuper de la maison et en particulier de l'écurie ⁷; rien ne nous autorise à supposer qu'il ait été alors chargé

1. On voit quelquefois, en effet, des moines demander justice au comte « *fecimus clamorem ad comitem Heliam* » (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 286); mais les documents ne nous indiquent pas à quel titre il était saisi de l'affaire.

2. Nous ne savons pas si les affaires étaient instruites avant d'être jugées; dans une notice, toutefois, il est question d'une instruction faite par Gervais de Château-du-Loir, à la cour duquel un procès était soumis (*domnus Gervasius qui hec omnia crebro auditu didicerat*). *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 309.

3. Exemples: « *A tota curia colibertus ex toto est, cum sua stirpe, iudicatus* » (*ibid.*); « *Judicaverunt autem milites et cuncti iudices* » (*op. cit.*, n° 312).

4. Voir *op. cit.*, n°s 251 et 286.

5. Il nous semble inutile de citer des exemples. Comme les fidèles qui rendaient aux seigneurs ces divers services n'étaient — le plus souvent — que les chevaliers dont il a été question plus haut (p. 65), nous renvoyons pour plus de détails à ce qui a été dit dans le chapitre précédent.

6. Voy. notamment *Cartul. de Saint-Vincent*, n°s 312 et 546; *Cartul. de Château-du-Loir*, n° 27; *La maison de Laval*, p. 24.

7. Voir la définition donnée par Du Cange, *Glossarium*, art. *senescallus*. — Dans une notice du *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 53, c'est du sénéchal de l'évêque Arnaud qu'il est question, et il souscrit après le clerc ou secrétaire de l'évêque (*clericus*) et avant son prévôt, par conséquent au milieu de personnages ayant un caractère domestique.

de convoquer l'ost ¹, fonction qui était remplie au XI^e siècle par le voyer ². Le terme de *dapifer*, qui a servi à désigner, comme celui de *senescallus*, le sénéchal, est plus souvent employé que ce dernier dans les textes de notre région au XI^e siècle, mais nous croyons que, conformément à la valeur étymologique de son nom, ce fonctionnaire a été, pendant tout le cours de ce siècle, le préposé à la nourriture de son commettant ³; cet office se rencontrait, du reste, dans les monastères ⁴ et auprès de l'évêque ⁵ comme dans les seigneuries laïques ⁶.

Le caractère domestique des autres officiers est encore moins discutable : c'étaient les bouteillers ⁷, les chambriers, dont la fonction devait consister à garder le trésor seigneurial ⁸, les celleriers ⁹, les cuisiniers ¹⁰, les maréchaux chargés du soin des chevaux ¹¹, les portiers ¹², les changeurs ¹³ et les autres

1. Ce soin lui est attribué dans un acte du comte Hugue II ; mais nous montrerons plus loin que cet acte est faux. Voir *App. II*, p. 107-108.

2. Voy. *infra*, p. 75.

3. Dans une notice du *Cartul. de Saint-Vincent* (n° 259), Raoul *dapifer* est cité comme témoin peu avant Renaut cuisinier (Raginaldo coquo) ; dans une autre notice du même cartulaire (n° 505), on trouve une liste de témoins formée de deux domestiques (Silvester et Gunduinus), d'un cuisinier (Ernulfus coquus), d'un tailleur (Teolinus sartor) et d'un *dapifer* nommé Rogerius. Ajoutons que ce Roger, qui était *dapifer* de l'abbé de Saint-Vincent, peut, croyons-nous, être identifié avec un personnage nommé Roger, qui est qualifié dans une notice du même cartulaire (n° 265) boulanger de l'abbé (pistor abbas). Sur le sens de ce mot, voy. un texte d'Ermoldus Nigellus cité par Fustel de Coulanges (*Les transformations de la royauté*, p. 327, n. 1), dans lequel un *dapifer* est appelé « princeps coquorum ».

4. Les *dapiferi* cités plus haut appartenaient au monastère de Saint-Vincent.

5. « Warnerio, dapifero episcopi. » *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 66.

6. Le comte du Maine Herbert II avait un *dapifer* nommé Herbert (*Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 5) ; le comte Hélie en avait un appelé Hugue (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 63).

7. Nous ne connaissons aucun des bouteillers des comtes du Maine ; mais Geoffroi de Braiteau, frère du vicomte Raoul, avait un bouteiller. *Op. cit.*, n° 490.

8. « Camera ». Le nom d'un des chambriers du comte Hélie — Durand — nous a été conservé (*op. cit.*, n° 20) ; nous savons aussi celui du chambrier de Gervais, seigneur de Château-du-Loir, beau-père du comte Hélie : il s'appelait Girard. *Op. cit.*, n° 312, et *Cartul. de Château-du-Loir*, n° 27.

9. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 312, et *Cartul. de Château-du-Loir*, n° 27 : « Giraldo cellerario. »

10. « Coqui. » *Cartul. de Château-du-Loir*, n° 27.

11. *Op. cit.*, n° 27 : « Durandus mariscalcus. »

12. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 238 : « Arraldus portarius. »

13. *Cartul. de Château-du-Loir*, n° 27 : « Rodgerius, cambiator. »

domestiques ¹. On sait enfin que le comte du Maine avait à la fin du ^x^e siècle un porte-étendard ².

L'origine de la plupart de ces offices est facile à déterminer : ils existaient déjà à la cour des rois carolingiens ³; on y rencontrait notamment des sénéchaux, des bouteillers ⁴, des maréchaux ⁵ et des chambriers ⁶, et nous avons tout lieu de croire que c'est sur l'organisation du palais royal que celle de la domesticité des maisons seigneuriales a été calquée.

A côté de ces officiers, il en est d'autres qui sont chargés de l'administration du comté ou des seigneuries et de l'administration des domaines ; mais ici, comme pour les offices proprement domestiques, nous n'avons pas affaire à une organisation complètement neuve, créée pour les besoins de la « féodalité naissante » : ce que nous trouvons, ce sont les vestiges de l'administration des rois et des empereurs carolingiens, si bien que quelques indications sur l'administration locale au ^{ix}^e siècle sont nécessaires pour nous permettre de comprendre ce qu'elle a été au ^x^e et au ^{xi}^e siècle, lorsque de royale elle est devenue seigneuriale.

On sait que le comte chargé de l'administration générale dans le *pagus*, comme aujourd'hui le préfet dans le département, avait au ^{ix}^e siècle sous ses ordres plusieurs fonctionnaires qui exerçaient en son nom certaines de ses attributions. Le premier de tous était le vicomte, qui était proprement le lieutenant du comte ; ce personnage est devenu au cours du ^x^e siècle, en

1. Une notice du *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour* (n° 9) contient un règlement fait à l'époque du comte Hélie sur les cas dans lesquels les chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour étaient obligés d'assister aux obsèques des sergents du comte et de leurs parents ; les principaux de ces sergents étaient le maître queux, le maître échanson, le maître panetier ; ces domestiques sont à la fois désignés sous les noms de « servientes » et de « famuli ».

2. Orderic Vital raconte qu'en 1098 le comte Hélie fut fait prisonnier avec Hervé de Montfort, son porte-étendard, et presque toute sa troupe : « Comitumque mox et Herveum de Monteforti, *signiferum ejus*, et pene omnes alios comprehendit. » Éd. Le Prévost, IV, p. 44.

3. Sur ce point, voir Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 322-333.

4. Hincmar, *De ordine palatii* dans *Capit. reg. Franc.*, éd. Boretius, II, p. 525.

5. *Capit. reg. Franc.*, I, p. 171.

6. Hincmar, *op. cit.*, dans *Capit. reg. Franc.*, II, p. 523.

raison de l'étendue de ses fonctions, un seigneur féodal important dans le Maine comme dans beaucoup d'autres comtés ¹.

Les principaux fonctionnaires locaux à l'époque carolingienne sont les voyers (*vicarii*) ; leurs pouvoirs s'exerçaient dans des circonscriptions géographiques déterminées, qui sont appelées voiries (*vicariæ*), et, généralement dans le Maine, *conditæ* ², et qui sont les divisions du *pagus* les plus fréquemment mentionnées dans les textes carolingiens. L'attribution principale des voyers consistait dans l'exercice de la justice : les voyers tenaient des assises comme les comtes ³ ; ils étaient des officiers de police judiciaire ⁴ ; ils avaient des fonctions militaires et jouaient un rôle dans la convocation de l'ost ⁵ ; ils percevaient certains impôts ⁶. A côté des voyers, nous trouvons dans l'administration locale des Carolingiens des fonctionnaires d'un caractère spécial : ce sont les percepteurs de tonlieux, les veneurs, les prévôts dont les attributions sont mal connues ⁷, les forestiers ⁸, les maires ⁹.

Si du ix^e siècle nous passons au xi^e, l'apparence est restée la même ; mais la réalité est fort différente. Le voyer est demeuré le fonctionnaire le plus important de l'administration locale ¹⁰ ; il exerce toujours ses attributions dans une circon-

1. Sur les vicomtes, voy. *Append. V*, p. 127-131.

2. Les deux termes de *vicaria* et de *condita* semblent avoir été considérés comme synonymes par les rédacteurs des documents manuscrits du ix^e et du x^e siècle ; c'est l'opinion de M. Ambroise Ledru, et les exemples qu'il donne pour démontrer cette synonymie sont significatifs (*Le tombeau de Saint Frainbault à Saint-Frainbault de Gabrone*, Laval, 1907, p. 8, n. 1. Extrait de *la Province du Maine*). Nous nous proposons de dresser plus tard la liste de ces circonscriptions du Maine.

3. « Placita ». *Capit. reg. Franc.*, I, p. 210.

4. *Op. cit.*, I, p. 171 ; cf. Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 440.

5. Voy. le capitulaire « de exercitu promovendo. » *Capit. reg. Franc.*, I, p. 137.

6. *Op. cit.*, II, p. 17.

7. Ces personnages sont considérés dans un capitulaire de 811 comme les officiers du comte (in nomine ministerialium). *Capit. reg. Franc.*, I, p. 163.

8. *Op. cit.*, I, p. 84. Ces fonctionnaires sont également qualifiés de *ministeriales* ; ce terme s'appliquait, du reste, au ix^e siècle, non seulement aux fonctionnaires publics, mais à ceux qui remplissaient des fonctions dans les domaines des seigneurs et des abbayes. *Polyptyque de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, éd. Longnon, I, p. 56, et II, p. 174.

9. *Capit. reg. Franc.*, I, p. 85. On trouve également des maires ainsi que des forestiers au ix^e siècle dans les domaines des particuliers, et notamment à Saint-Germain-des-Prés. *Polyptyque de l'abbaye de Saint-Germain*, I, p. 58, 63, 64.

10. Les voyers avaient parfois au-dessous d'eux des sous-voyers (*sub-*

scription déterminée¹ ; il est chargé, comme sous les Carolingiens, de l'administration de la justice et de la police, et il est considéré à la fin du XI^e siècle comme l'officier de police et le juge criminel de droit commun² ; il est aussi percepteur de droits de coutumes³ ; enfin c'est lui qui est chargé de la convocation de l'ost⁴.

Comme au IX^e siècle on trouve au XI^e des percepteurs de tonlieux⁵, qui ont, comme les voyers, une compétence territoriale déterminée⁶, des forestiers⁷ chargés de la police des bois seigneuriaux⁸, des maires⁹ et des prévôts¹⁰.

vicariū) (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 178). — M. Lot (*Nouvelle revue hist. de droit fr. et étr.*, t. 17, 1891, p. 281-302) a prétendu qu'il n'a existé aucun rapport de filiation entre le *vicarius* carolingien et le *vicarius* féodal ; le *vicarius* carolingien serait, d'après lui, devenu un grand seigneur pendant la dissolution de l'état franc ; les ressemblances frappantes existant entre les fonctions exercées par ces fonctionnaires homonymes nous semblent presque impossibles à expliquer si on admet que l'homonymie est fortuite. La théorie de M. Lot a été combattue par M. Halphen (*Prévôts et voyers au XI^e siècle, région angevine*, dans le *Moyen âge*, 1902, p. 297-325).

1. Un personnage nommé Anjubaud est qualifié voyer de Fresnay (*vicarius de Fraternalico*). *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 523.

2. Dans un acte du *Cartul. de Saint-Vincent* (n° 16) on voit le comte Hélié abandonner aux moines de Saint-Vincent l'exercice du droit de voirie dans leurs églises et leur bourg et les autoriser à avoir un voyer ; il réserve seulement à ses voyers le droit de fouetter les gens étrangers au bourg qui commettront un vol ou un crime sur le territoire appartenant aux moines ; en outre, il abandonne aux moines la police de leur marché et ne conserve à ses voyers la faculté d'intervenir que dans les cas de flagrant délit et de déni de justice.

3. Il est question dans une notice du *Cartul. de Saint-Vincent* (n° 89) du cens de certaines vignes que percevait le voyer du comte (de quibus Richardus, vicarius comitis, querebat custumiam).

4. Cette attribution du voyer est nettement indiquée dans un règlement passé entre les moines de Saint-Vincent et Gervais de Château-du-Loir (1071) : « Hoc quoque bene diffinierunt quod ultra non facerent quicquam homines Sancti Vincentii *per monitionem vicariū*, sed, si forte evenerit seniori Castelli Lid ut pergat ad bellum publicum contra hostes ad terram defendendam, tunc mittet legatum vel mancipium suum ad monachum qui preerit obedientie, ut moneat suos ire in expeditionem. » *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 312.

5. *Cartul. de Château-du-Loir*, n° 27 : « Andreas telonearius. »

6. Un personnage est qualifié de percepteur de tonlieux de Ballon (*Johanne theloneario Baladonis*) dans une notice du *Cartul. de Saint-Vincent* (n° 786).

7. Voir, par ex., *Cartul. de Château-du-Loir*, n° 27 : « Gundrannus forestarius » ; *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 263 : « Gaufrido, Gervasii forestario », et dès le début du XI^e siècle (1006-1015), *Cartul. de la Couture*, n° 8.

8. Voir, par ex., *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 231.

9. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 304 : « Herlaudus major. »

10. Les attributions des prévôts au XI^e siècle sont difficiles à déterminer ;

L'organisation administrative du x^e siècle semble donc être identique à celle du ix^e puisque les agents sont restés les mêmes ¹ et qu'ils continuent à exercer les mêmes fonctions. En réalité il n'en est rien. Le voyer et les autres fonctionnaires du ix^e siècle exercent leurs attributions au nom du pouvoir central ; si certaines de leurs attributions ont un caractère domanial et ne sont que l'exercice du droit de propriété, le plus grand nombre de ces attributions, et en particulier l'administration de la justice, la convocation de l'armée, la perception des tonlieux, ont le caractère de services publics et résultent d'une délégation de la souveraineté. Or le sentiment de cette distinction entre la souveraineté et la propriété n'existe plus guère à la fin du x^e siècle ni au xi^e , et la notion même d'un pouvoir central est bien obscurcie ; la voirie a cessé d'être une circonscription administrative du *pagus* dans laquelle un fonctionnaire agit au nom du roi ; elle est devenue une coutume ² ; elle est dans le commerce, puisqu'elle fait

ils jouaient, croyons-nous, un rôle subalterne dans l'administration des domaines seigneuriaux ; on voit, par exemple, un seigneur Hugue, fils de Gace de Malicorne, ordonner à son prévôt de restituer une dîme aux moines de Saint-Vincent (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 377) ; ailleurs c'est la femme d'Arnaud Gruau qui envoie son prévôt au Mans pour la remplacer dans la conclusion d'une donation de dîme (*op. cit.*, n° 385). D'après M. Halphen (*Prévôts et voyers au XI^e siècle*), les prévôts formeraient un groupe d'agents d'origine féodale, qui, au cours du xi^e siècle, se seraient superposés aux voyers, et leur seraient supérieurs ; cette conclusion nous semble contestable en ce qui concerne le Maine ; en premier lieu, les prévôts sont déjà mentionnés dans un capitulaire de 811 cité plus haut (p. 74, n. 7) comme des officiers appartenant au *pagus* (in nomine ministerialium) ; en second lieu, ils n'apparaissent que rarement dans les textes manœux du xi^e siècle ; aucune fonction militaire, policière ou judiciaire ne leur est confiée, et leurs attributions paraissent avoir été exclusivement domaniales. — Ajoutons que le premier prévôt comtal connu est Hugue, prévôt d'Herbert II. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 5.

1. La construction des châteaux a cependant provoqué la naissance d'un nouvel ordre d'agents : les châtelains « castellani » (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 255) ou concierges du château « custodes castelli » (*op. cit.*, n° 509). Comme leur nom l'indique, ces fonctionnaires étaient chargés de la garde et de la défense des châteaux. L'auteur des *Actus* raconte que Geoffroi-Martel ne réussit pas à prendre Château-du-Loir possédé par l'évêque Gervais, parce que le château était bien défendu par les chevaliers châtelains (quia bene illud custodierunt milites castellani). *Actus*, p. 366.

2. Par exemple, dans une notice du *Cartul. de Saint-Vincent* (n° 469), on voit un seigneur abandonner une église avec les droits de voirie, de ban, de tonlieu et toutes les coutumes (cum vicaria et banno et theloneo et omnibus consuetudinibus).

l'objet de concessions ¹ et de revendications ²; elle est même divisible ³; elle est tenue en fief ⁴, et c'est un droit très recherché à cause des profits auxquels elle donne lieu; elle est sur le même pied que le droit de panage ⁵, c'est-à-dire qu'un droit de caractère essentiellement domanial, et on la trouve entre les mains de gens de toute sorte, et en particulier de possesseurs de fiefs peu importants et de moines; jamais elle ne semble considérée comme un service public. et, dans les donations faites aux monastères, elle fait partie des droits accessoires que le donateur cède en abandonnant la *propriété* de sa chose ⁶.

En résumé, le comte et les principaux seigneurs du comté sont entourés de fidèles qui forment leur cour; ils ont auprès d'eux des serviteurs exerçant des fonctions d'un caractère domestique, qui sont les mêmes que ceux de la cour carolingienne; d'autre part, les agents de l'administration locale au xi^e siècle sont ceux qu'on trouvait déjà au ix^e siècle chez les Carolingiens; mais ils ont cessé d'exercer un service public.

1. Une notice du *Cartul. de Saint-Vincent* (n° 243), pour ne citer qu'un exemple, contient l'abandon par le comte Hélié aux moines du droit de voirie sur une terre.

2. Une autre notice du même cartulaire (n° 312) contient le procès-verbal d'un jugement de la cour de Château-du-Loir, qui concerne la jouissance du droit de voirie à Sarcé (Sarthe).

3. Une charte du *Cartul. de la Couture*, n° 4, fait allusion à une part de droit de voirie (*illam partem vicarie*) abandonnée aux moines de la Couture.

4. Il est question dans le *Livre Blanc* d'un seigneur dont relevait un droit de voirie (*a domino illo, de cujus fevo ipsa vicaria est*). *Liber Albus*, n° 112.

5. Un procès relaté dans le *Cartul. de Saint-Vincent* (n° 307) a pour objets à la fois les droits de tonlien, de voirie et de panage.

6. Il n'y a pas lieu d'indiquer ici les raisons historiques qui, non seulement ont déterminé l'abandon des droits régaliens aux comtes répartis dans les *pagi*, mais ont aussi causé une transformation profonde dans le caractère de ces droits; sur ce point, voir d'intéressantes remarques de Fustel de Coulanges (*op. cit.*, p. 432-433). Du reste, cette transformation est fort obscure, et elle n'a peut-être jamais été complète; encore en 1093 on voit que le comte du Maine se réservait la connaissance de certains graves délits, le rapt et l'incendie, parce que les profits de justice qu'il pouvait en tirer appartenaient, selon son expression, au fisc « *excepto tantummodo raptu et incendio, que juste vel injuste ad fiscum spectare videntur* ». (*Liber Albus*, n° 118). L'emploi de ce terme, qui, à l'époque carolingienne, désignait le trésor royal, prouve que la notion de la souveraineté avait encore laissé quelques traces à la fin du xi^e siècle.

CHAPITRE X

LES ÉVÊQUES DU MANS AU X^e ET AU XI^e SIÈCLE

L'importance du rôle des évêques du Mans dans l'histoire politique du Maine au x^e et au xi^e siècle, est, comme on l'a indiqué plus haut, incontestable. On se propose dans ce chapitre de montrer les modifications qu'a subies, au x^e et au xi^e siècle, leur recrutement¹ et de faire voir que leur situation dans le comté et le caractère de leurs rapports avec les comtes du Maine se sont modifiés par contrecoup.

Comme dans tous les évêchés du royaume, l'empereur ou le roi avait, au ix^e siècle, le droit de concourir à l'élection de l'évêque du Mans². Ce droit, qui n'était en principe qu'un droit de présentation, équivalait, en fait, à une sorte de droit de nomination³; un tel pouvoir était un pouvoir régalien, car il était attaché à la qualité royale. Il ne fut pas usurpé au cours du x^e siècle par les comtes manceaux; l'évêque Mainard, qui siégea au commencement de la seconde moitié du x^e siècle, fut nommé par le roi

1. Ces transformations sont d'autant plus intéressantes à noter qu'elles ne sont pas spéciales au diocèse du Mans; nous nous efforcerons de noter certaines ressemblances assez remarquables entre l'évolution de l'épiscopat manceau et celle des épiscopats normand, breton, tourangeau et angevin; ces ressemblances s'expliquent par l'action de causes identiques comme la réforme ecclésiastique sous Léon IX.

2. Cf. Imbart de la Tour, *Les élections épiscopales dans l'église de France*, p. 71 et suiv.

3. *Op. cit.*, p. 77. L'exercice de cette prérogative royale au viii^e et au ix^e siècle dans le Maine est attestée par l'auteur de la première partie des *Actus*: il raconte expressément que l'évêque Francon fut nommé en 793 par le roi Charles (« Eique a domno Karolo, gloriosissimo rege Francorum, sedes et episcopatum Cenomanniensium ad regendum et gubernandum commissum est. » *Actus*, p. 271); il en fut de même pour Aldrie (*op. cit.*, p. 299); car s'il y eut pour cet évêque un simulacre d'élection, ce fut en réalité Louis le Pieux qui le nomma (832).

Louis IV ¹. On ignore dans quelles conditions furent élus ses trois successeurs, Sifroi, Avejot et Gervais de Château-du-Loir, qui tous les trois appartenaient à la maison de Bellême ; que leur élection ait été fictive, la chose est possible ; mais le droit de patronage royal subsistait encore sous le règne d'Henri I^{er}, puisque l'évêque du Mans, Gervais, en fit céder par le roi l'exercice au comte d'Anjou, Geoffroi Martel. Cette cession devait être en principe temporaire et ne durer que pendant la vie de l'évêque ² ; en fait, elle fut définitive : après l'élévation de Gervais à l'archevêché de Reims, ce fut le comte d'Anjou, Geoffroi Martel, et non le roi qui fit nommer son successeur Vougrin (1055) ³.

Lorsque Vougrin mourut (1065), le pouvoir comtal était passé entre les mains de Guillaume le Bâtard ; ce fut lui qui exerça le droit de patronage, auquel le roi de France paraît avoir renoncé alors définitivement : le nouvel élu, Arnaud, originaire de l'Avranchin, dut très vraisemblablement son élection à Guillaume le Bâtard ; mais le comte d'Anjou, Geoffroi le Barbu, voulut de son côté revendiquer ce droit de patronage dont avait joui son prédécesseur Geoffroi Martel, et il manifesta sa prétention en empêchant, d'ailleurs sans succès, la consécration de l'élu ⁴. Un nouveau conflit au sujet du droit de patronage eut lieu à la mort d'Arnaud (1081) : le comte d'Anjou, Foulque le Réchin, empêcha pendant plusieurs années, comme son prédécesseur l'avait fait en 1065, le sacre de l'évêque Hoël, élu du duc de Normandie Guillaume ⁵ ; cet effort fut vain, car le droit de patronage du duc de Normandie était alors reconnu d'une manière incontestable ⁶. Il est vrai

1. « Consentiente clero simul et rege illiustempore atque populo... consecratus episcopus... » (*Actus*, p. 350). Voir plus haut, p. 20.

2. « Videns vero praesul suum episcopatum nec per regem, nec per seipsum a Bacchone posse defendi, petivit quiddam a rege Henrico, quod utinam non petisset, scilicet ut daret episcopatum Gaufrido, Andegavorum comiti, solummodo dum viveret, ut liberius a comite Cenomannico illum defenderet; illo etenim mortuo, in regiam manum rediret. » (*Actus*, p. 364) ; cf. Imbart de la Tour, *op. cit.*, p. 274.

3. *Actus*, p. 373.

4. Halphen, *op. cit.*, p. 141.

5. « Sed quia, propter contentionem, que inter Willelmum, regem Anglorum, et Fulconem, Andegavorum comitem, de eodem episcopatu exorta erat, Radulfus, Turonorum archiepiscopus, Turonis eum ordinare non potuit... » *Actus*, p. 383.

6. En 1091, lorsque le comte usurpateur Hugue vint dans le Maine, c'est à Robert Courteheuse que l'évêque Hoël demanda du secours ; le droit du

que, par paresse ¹, Robert Courteheuse négligea de l'exercer, si bien que, lorsque l'évêché devint vacant par la mort d'Hœl (1096), ce fut le comte du Maine, Hélie, qui procéda à l'élection de son successeur. Il proposa un candidat, Geoffroi le Breton, doyen de l'église du Mans ², et s'opposa à l'élection d'Hildebert de Lavaradin, archidiaque de la même église ; il ne céda qu'après quatre mois de résistance ³, et pour éviter un schisme.

Les rois de France, les comtes d'Anjou, les ducs de Normandie, tels furent les princes auxquels appartint successivement le patronage de l'évêché pendant le x^e et le xi^e siècle ; voyons maintenant ce qu'ont été pendant cette période les titulaires de l'évêché ⁴, et étudions le rôle politique qu'ils ont joué.

L'histoire de l'épiscopat manceau au x^e et au xi^e siècle se divise en deux périodes nettement distinctes. Les évêques du x^e siècle et ceux du xi^e siècle jusqu'à l'avènement de Vougrin (1055) ont été des seigneurs puissants, et leur existence a été celle des laïques, leurs parents et alliés. En 1055, une réforme radicale opérée dans le recrutement a pour effet de substituer à ces personnages dénués d'éducation professionnelle, un moine, puis des dignitaires de l'église cathédrale.

L'évêque Mainard, qui siégea au début de la seconde moitié du x^e siècle, appartenait à la noblesse du Maine : il était frère du

duc de Normandie est même à cette occasion expressément indiqué par le chroniqueur : « Non enim curare videbatur, nisi ut *episcopatus* tantum in ejus dominio remaneret » (*Actus*, p. 386). Remarquons, du reste, que ce droit de patronage fut revendiqué par Guillaume le Roux : « Idem rex Cennannensem episcopatum calumniabatur » (*Actus*, p. 400), et que son exercice fut le prétexte de la guerre qui éclata entre Hélie et Guillaume.

1. « Rothbertus, ultra modum inertie et voluptati deditus » (*op. cit.*, p. 386).

2. Orderic Vital, éd. Le Prévost, t. IV, p. 41. Geoffroi le Breton était aussi le candidat du roi d'Angleterre ; c'est peut-être la raison pour laquelle le comte du Maine le patronait.

3. Hœl mourut le 29 juillet 1096 (*Nécrologe-obituaire de l'église du Mans*, p. 182, et *Liber Albus*, n° 190), et non 1097, comme l'a mis le copiste du manuscrit 224 de la Bibl. du Mans, où sont contenus les *Actus*, qui, ayant écrit d'abord M^oXC^oVIII^o, a gratté ensuite un jambage au lieu de deux (*Actus*, p. 396, n. 4) ; Hildebert fut seulement consacré le 25 décembre de la même année, comme le prouvent une notice du *Cartulaire de Saint-Vincent* (n° 350), où est indiqué le quantième de sa consécration, et le catalogue épiscopal, d'après lequel le siège du Mans resta vacant pendant quatre mois après la mort d'Hœl. *Actus*, p. 9.

4. La chronologie de ces évêques est encore mal établie ; nous l'étudierons dans l'*Appendice VI*.

vicomte du Mans ; il n'était pas homme d'église, et il avait eu beaucoup d'enfants ¹ ; c'était un ignorant ². Le chroniqueur manceau essaie de justifier le choix de cet incapable en prétendant qu'il était sciemment dépourvu de science, et qu'il y avait de la sagesse dans son défaut de culture ³, mais nous ne sommes pas dupes de son médiocre jeu d'antithèses. Notre auteur ne cherche même pas à excuser le choix de l'évêque Sifroi, successeur de Mainard ⁴. Frère d'Yves de Creil, premier seigneur connu de Bellême ⁵, le nouvel évêque appartenait à la famille de Bellême, qui semble avoir été une famille de brigands ⁶ ; il prit dans sa vieillesse une femme que le chroniqueur qualifie assez plaisamment d'« episcopissa » ⁷. Il eut plusieurs enfants ⁸ ; il guerroya contre le comte Hugue II ; il pratiqua enfin la simonie tantôt au profit de ses défenseurs ⁹, tantôt au profit de son fils ¹⁰.

Cette absence de qualités sacerdotales et cette allure féodale sont des caractères qu'on retrouve chez beaucoup d'évêques du x^e siècle : le portrait de l'archevêque de Rouen, Hugue, ressemble à celui de Sifroi ¹¹ ; à Tours, l'évêque Hugue, qui siégeait en 1007, était fils du vicomte de Châteaudun ; à Angers, Renaud, mort en 1005, était un seigneur puissant ¹² ; à Rennes ¹³, à Quimper ¹⁴, on voit à la fin du x^e siècle et au début du xi^e des évêques se succéder de père en fils comme les titulaires d'un fief.

1. « Domnus Mainardus episcopus, Cenomanica generositate exortus, germanus vicecomitis Cenomanicae civitatis fuit. Hic, primum secularibus deditus rebus, filios et filias multas habuit. » *Actus*, p. 350.

2. « Idiota » (*ibid.*).

3. « Dominus... elegit virum scienter inscium et sapienter indoctum. » *Ibid.*

4. « Vir infelicis vitae et per omnia vituperabilis », *op. cit.*, p. 353.

5. Romanet, *Géographie du Perche*, p. 98.

6. Guillaume de Jumièges, *Hist. de Fr.*, XI, p. 34.

7. Elle s'appelait Audeberge (*Actus*, p. 354). Les circonstances de la mort de l'évêque sont bizarres. Sifroi s'était fait saigner, et, la nuit suivante, au lieu de se soigner, il coucha avec sa femme (dormivit cum episcopissa) ; la plaie s'envenima, et il mourut peu après (*ibid.*).

8. *Actus*, p. 354.

9. *Op. cit.*, p. 353.

10. « Ecclesiam spoliavit et filio tradidit. » *Op. cit.*, p. 354.

11. « Erzbischof Hugo, der vom Jahre 942-989 regierte, lebte ganz nach der Weise der Dänen. Er war verheiratet und verschleuderte die Kirchengüter durch eine gewissenlose Nepotenwirtschaft. » Böhmer, *Kirche und Staat in England und in der Normandie im XI und XII Jahrhundert*, p. 11.

12. *Gallia Christ.*, XIV, col. 56. Halphen, *op. cit.*, p. 113.

13. Arthur de la Borderie, *Histoire de Bretagne*, t. III, p. 169.

14. *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, p. 88.

Avejot, successeur de Sifroi (997 à 1004-1035), était son neveu ¹; il était chasseur ²; il passa une longue partie de son existence à lutter contre le comte Herbert Éveille-Chien ³; il aliéna des biens d'église au profit de ses sœurs ⁴. Ce n'était pas un saint, et sa réputation paraît même avoir été assez mauvaise; mais le chroniqueur manceau prétend qu'il vécut chaste ⁵. L'évêque Gervais, qui lui succéda en 1035 (?), avait plus de valeur que ses prédécesseurs; neveu d'Avejot ⁶, il était seigneur de Château-du-Loir et fort riche ⁷; son tempérament belliqueux se manifesta dans les luttes qu'il soutint contre les comtes Herbert Bacon et Geoffroi Martel ⁸; on ne peut pas dire non plus qu'il ait complètement renoncé à la simonie qu'avaient pratiquée ses prédécesseurs, car son biographe lui reproche d'avoir offert à Geoffroi Martel le patronage de son évêché ⁹.

En 1035, une transformation radicale a lieu dans l'épiscopat manceau; l'évêque Vougrin, successeur de Gervais, est un moine ¹⁰, et il avait été abbé de Saint-Serge d'Angers avant de devenir

1. « *Nepos ipsius* » (*Actus*, p. 355). Le fait montre qu'une tendance à l'hérédité se manifestait alors dans l'évêché du Mans comme dans les seigneuries laïques; l'évêché paraît alors avoir été considéré comme un véritable fief. Nous verrons qu'à son tour Gervais était le neveu d'Avejot.

2. *Op. cit.*, p. 356.

3. Voir plus haut, p. 22 et suiv.

4. *Actus*, p. 357.

5. « *Quamvis malus a multis diceretur in tempore, tamen castus habebatur in corpore.* » *Op. cit.*, p. 356.

6. « *Sedem Avesgaudi avunculi sui gaudenter suscepit.* » *Op. cit.*, p. 363.

7. *Voy. Cartul. de Château-du-Loir*, p. v, et *Actus*, p. 363.

8. *Voy. plus haut*, p. 27.

9. *Actus*, p. 364, et *supra*, p. 27. Si on poursuit le parallèle de l'épiscopat manceau avec l'épiscopat des églises voisines, on remarquera que Robert et Mauger, successeurs de l'archevêque de Rouen Hugue, ont eu un plus vif souci que leur prédécesseur de leurs devoirs ecclésiastiques sans avoir renoncé à ses habitudes guerrières et sensuelles (Böhmer, *op. cit.*, p. 41); à Tours, Arnoul (avant 1023-1032), fils de moine, avait été marié (*Gallia Christ.*, XIV, col. 58); l'évêque d'Angers, Hubert, fils du vicomte de Vendôme, était « un seigneur riche et puissant ». Halphen, *op. cit.*, p. 115.

10. *Actus*, p. 373. Il est permis d'attribuer cette élection à l'influence du pape Léon IX, car on sait que ce pape avait envoyé en France le cardinal Hildebrand comme légat en 1054, et que ce dernier réunit en avril 1054 un synode à Tours, où la question de l'évêché du Mans fut vraisemblablement discutée. Bröcking, *Die französische Politik Papst Leos IX*, p. 88.

évêque ¹. Son élection semble avoir été plus sincère que celles de ses prédécesseurs ². L'élu, qui avait été chevalier ³, n'appartenait pas, comme son biographe se plaît à le montrer, à une famille riche et puissante ⁴; sa carrière s'était effectuée d'une manière régulière; son épiscopat fut assez calme, et son souci principal fut la reconstruction de l'église cathédrale ⁵.

L'épuration de l'épiscopat n'a pas seulement été opérée au Mans; à Rouen, en 1055, par conséquent l'année de l'élection de Vougrin, le moine Maurille de Fécamp devint archevêque de Rouen ⁶. Ce synchronisme ne résulte pas d'une simple coïncidence; c'est vers cette époque, en effet, que la papauté commença à frapper la simonie à laquelle l'élection des évêques donnait souvent lieu; elle en profita pour épurer le corps épiscopal ⁷; l'ingérence du pape dans les élections des évêques en France s'est manifestée alors à plusieurs reprises, notamment à Nantes en 1050 ⁸, à Limoges en 1052 ⁹, au Puy en 1053 ¹⁰.

Si les successeurs de l'évêque Vougrin n'ont pas été des moines, ce furent du moins d'anciens dignitaires de la cathédrale; Arnaud (1065-1081) avait été écolâtre ¹¹, Hoël

1. *Actus*, p. 373.

2. « (Gaufridus comes) congregavit populum terrae suae et omnem clerum, ut Cenomanensi ecclesiae eligerent episcopum. » *Ibid.*

3. « Miles quidem primum » (*ibid.*).

4. « Qui, quamvis pauperior et humilior antecessoribus episcopis fuerit, tamen majora opera exercere tentavit. » *Ibid.*

5. « Per quinque gradus ad alta conscendit. » *Ibid.*

6. L'évêque Mauger, prédécesseur de Maurille, s'était attiré à la fois l'hostilité du pape et celle du duc de Normandie, et sa déposition fut le résultat de leurs efforts combinés; mais le remplacement de cet évêque par un moine voué à la réforme est dû à l'action de Léon IX. Bröcking, *op. cit.*, p. 91.

7. Imbart de la Tour, *op. cit.*, p. 385. Déjà en 1049 un des canons du concile qui fut réuni à Reims stipule que personne ne pourra être promu à une fonction ecclésiastique sans être élu par le clergé et le peuple; c'était, du reste, le rappel d'une règle canonique souvent violée. Bröcking, *op. cit.*, p. 31.

8. A Nantes cette ingérence fut brutale; l'évêque de Nantes Pudicus fut déposé le 3 octobre 1049, et, plusieurs mois après, Léon IX nomma un évêque de son choix, Airard, abbé du monastère de Saint-Paul à Rome et cardinal, au mépris même des règles canoniques dont il imposait le respect aux princes laïques. *Op. cit.*, p. 53.

9. *Op. cit.*, p. 81.

10. *Op. cit.*, p. 83.

11. « Scolarum regimen, primo domni Gervasii venerabilis episcopi,

(1083-1096) doyen ¹, Hildebert (1096-1125) écolâtre et archidiaque ².

Les rapports des comtes du Maine et des évêques du x^e siècle et de ceux de la première moitié du xi^e ont eu, comme presque toujours les rapports entre seigneurs féodaux, un caractère belliqueux. Les conflits qui éclatèrent entre les évêques Sifroi et Avejot, d'un côté, Hugue II et Herbert Éveille-Chien, de l'autre, peuvent être considérés comme la rivalité de deux maisons puissantes qui se gênaient l'une l'autre, celle des seigneurs de Bellême et celle des comtes du Maine. Cette tradition belliqueuse s'est conservée sous Gervais de Château-du-Loir (1035-1055) ; le nouvel évêque était riche et puissant, et le comte Herbert Bacon réussit à lui interdire pendant deux ans l'entrée du Mans ; mais l'évêque se vengea en excitant contre Herbert Bacon la noblesse du Maine et en obligeant ce comte à se retirer dans un monastère (après 1040) ³. L'évêque du Mans semble avoir été alors tout-puissant ; il essaya de « domestiquer » le comte du Maine, Hugue IV, qui avait été son filleul. Mais il se heurta au comte d'Anjou, Geoffroi Martel. L'hostilité de Geoffroi Martel s'éveilla, ou plus exactement se réveilla ⁴, après le mariage du comte du Maine, conclu par l'entremise de Gervais de Château-du-Loir (1045-1047) ⁵ ; Château-du-Loir fut ravagé, et Geoffroi Martel réussit à s'emparer de l'évêque ⁶, qu'il garda prisonnier jusqu'en 1052.

A partir de Vougrin (1055-1065), la nature des relations entre l'évêque et le comte se modifie. Le premier ne peut plus traiter le second d'égal à égal puisqu'il n'a plus les moyens de justifier cette attitude. Il est obligé de se faire le client d'une politique et, pour ainsi dire, le serviteur d'un parti ; quelquefois cependant

postmodum Vulgrini temporibus, prudentissime gubernavit. » *Actus*, p. 375.

1. *Op. cit.*, p. 382.

2. « Cenomannensis ecclesie scolarum magister et archidiaconus factus ». *Op. cit.*, p. 398.

3. Voir plus haut, p. 27.

4. L'évêque avait antérieurement lutté, du reste victorieusement, contre Geoffroi Martel, comme le prouvent deux chartes du *Cartul. de la Trinité de Vendôme* (nos 62 et 68). A quelle époque eut lieu ce premier conflit ? Nous l'ignorons.

5. Voir plus haut, p. 28.

6. *Actus*, p. 365.

il réussit à s'imposer à tous par sa valeur intellectuelle ou morale comme Hildebert de Lavardin.

Vougrin, élu du comte d'Anjou ¹, paraît n'avoir joué qu'un rôle politique assez effacé. Au contraire, son successeur, Arnaud, qui devait son élection au duc de Normandie ², manifesta à diverses reprises son attachement à ce duc. Pendant la révolte de 1069, il s'embarqua pour l'Angleterre, afin de ne pas donner l'apparence d'une adhésion aux sentiments qui se manifestaient chez les Manceaux ³. Quand le roi d'Angleterre eut recouvré son autorité, l'évêque lui prouva encore son attachement en approuvant l'élection de Joël comme abbé de la Couture au Mans et le renvoi de l'abbé Renaud (1074-1075) ⁴. Il paya cher cette marque de dévouement, car, cinq années après, Gedouin, archevêque de Lyon, qui venait d'être nommé primate des Lyonnaises, pris d'un beau zèle, l'interdit en même temps qu'il excommuniait l'abbé intrus de la Couture ⁵. Cette interdiction et cette excommunication furent, du reste, levées l'année suivante par le pape Grégoire VII ⁶.

1. *Actus*, p. 373.

2. Voir *supra*, p. 79.

3. « Ne perfidie civium prebuisse videretur assensum. » (*Actus*, p. 377). Lorsque l'évêque revint, il fut obligé de participer au mouvement communal; mais ce mouvement était dirigé non pas contre le roi d'Angleterre, mais contre Geoffroi de Mayenne.

4. Renaud était encore abbé de la Couture le 30 mars 1073 (*Catalogue d'actes*, n° 38). D'autre part, Gedouin, primate des Lyonnaises, dans la lettre où il annonce à Raoul, archevêque de Tours, l'excommunication de Joël et l'interdiction d'Arnaud, prétend que la persécution dont Renaud est la victime dure depuis cinq ans; comme cette lettre a été écrite entre le 19 avril 1079 et le 24 avril 1080 (voir note suiv.), c'est entre le 19 avril 1074 et le 24 avril 1075 que la consécration de Joël devrait être placée, si le chiffre donné dans la lettre était rigoureusement exact.

5. Lettre de Gedouin, archevêque de Lyon, à Raoul, archevêque de Tours, dans les *Hist. de Fr.*, XIV, p. 668. Cette lettre est postérieure au 19 avril 1079, date à laquelle Gedouin, archevêque de Lyon, fut nommé primate des Lyonnaises (Jaffé-Löwenfeld, t. I, p. 631, n° 5125 (3835)), et antérieure au 24 avril 1080, date à laquelle la double sentence fut rapportée.

6. Lettre du pape Grégoire VII, dans *Hist. de Fr.*, XIV, p. 648. Il est probable que le pape, désireux de ménager Guillaume le Bâtard, jugeait cette mesure impolitique. Sur les rapports de Grégoire VII et de ce prince, voy. Böhmer, *op. cit.*, p. 126-140. — La brochure de Sauvage sur *Arnaud, évêque du Mans, et Joël, abbé de la Couture*, Avranches, 1869, est insignifiante.

Le successeur d'Arnaud, Hoël (1085-1096), manifesta, comme ce dernier, de l'attachement à la cause normande ; c'est d'ailleurs à Guillaume le Bâtard qu'il dut son élection ¹, et c'est par l'archevêque de Rouen, Guillaume, qu'il fut consacré en 1085 ². Comme son prédécesseur, Hoël ne partageait pas les sentiments de la noblesse mancelle contre la domination normande. Lorsque le fils d'Azzon, Hugue, fut appelé dans le Maine, Hoël, suspect aux rebelles, fut enfermé à la Flèche ³. Après sa libération, il fit comme l'évêque Arnaud ; il alla trouver Robert Courteuse, le comte légitime du Maine ; mais ce dernier découragea l'évêque et ne fit aucun effort pour lui ⁴. Aussi les dernières années de l'épiscopat d'Hoël marquent un revirement assez curieux de sa politique ; on le voit traiter avec l'usurpateur Hugue V ⁵. Cette modification semble avoir été la conséquence de la politique de Robert Courteuse ; l'évêque comprit, croyons-nous, que ses sentiments de loyalisme normand étaient vains, et il accepta une situation de fait à laquelle Robert Courteuse, du reste, s'était résigné. La conduite de Robert envers le clergé normand ⁶, en outre, ne pouvait que fortifier l'évêque dans ces nouveaux sentiments. Les rapports d'Hoël et du comte Hélie, successeur du comte Hugue V, paraissent avoir été amicaux ⁷.

Le successeur d'Hoël, Hildebert, élu contre la volonté de Guillaume le Roux ⁸, n'éprouvait aucune sympathie pour ce prince qui le haïssait ⁹. Le roi d'Angleterre manifesta ses senti-

1. Voy. *supra*, p. 79.

2. *Actus*, p. 383.

3. « In fidelitate Rothberti comitis immobiliter perdurabat. » *Op. cit.*, p. 385.

4. *Op. cit.*, p. 386.

5. *Op. cit.*, p. 392, et plus haut, p. 43-44.

6. « In der Normandie veräusserte der Herzog willkürlich Kirchengüter, ja ganze Bistümer, und liess es so sehr an Schutz und Fürsorge für die Kirche fehlen dass diese sich genötigt sah auf dem Konzil von Rouen im Februar 1096 die Wahrung des Gottesfriedens durch Einführung der Pfarrmilizen in die Hand zu nehmen. » Böhmer, *op. cit.*, p. 142.

7. Le comte Hélie souscrivit une donation d'Hoël (*Catalogue d'actes*, n° 50) et en fit plusieurs sur sa demande (*Catalogue d'actes*, n°s 45, 47 et 48).

8. Orderic Vital, éd. Le Prévost, IV, p. 41 ; cf. Dieudonné, *Hildebert de Lavardin*, p. 41 et suiv.

9. « Oderat enim illum... pro eo quod contra calumniam illius episcopatum acceperat. » (*Actus*, p. 401). Guillaume le Roux était du reste « anti-clérical ». Böhmer, *op. cit.*, p. 142.

ments en ravageant en 1098 les terres de l'évêque ¹ ; il l'accusa en 1100 d'avoir favorisé pendant la révolte de 1099 l'occupation du Mans par le comte Hélie ² ; l'évêque fut alors obligé d'accompagner en Angleterre le roi qui exigeait la démolition des tours de la cathédrale ³. Guillaume le Roux étant mort en 1100, Henri I^{er} Beaulerc reprit la politique de Guillaume le Bâtard, et le clergé éprouva pour lui de la sympathie ⁴ ; d'autre part, le nouveau roi ne se souciait pas de maintenir dans le Maine l'autorité anglaise comme son frère Guillaume ; aussi le comte Hélie régna pacifiquement au Mans (1100-1110) ⁵. Les relations de ce comte et de l'évêque Hildebert paraissent avoir été cordiales ⁶. Du reste Hildebert, prêtre intelligent et lettré, se confina dans l'exercice de ses fonctions ⁷.

En résumé, les évêques du Mans recrutés au x^e siècle et pendant la première moitié du xi^e dans la noblesse, et notamment dans la famille de Bellême, participèrent à la vie batailleuse de leurs contemporains et furent pour les comtes Hugue II, Herbert Éveille-Chien, Herbert Bacon et Geoffroi Martel des voisins insupportables et des adversaires presque permanents. Mais des modifications radicales dans le recrutement eurent pour effet de substituer à partir de Vougrin (1055) à ces féodaux un moine, puis des dignitaires de l'église cathédrale. Ceux-ci, par suite de leur faiblesse, furent obligés d'être les serviteurs de la politique angevine avec Vougrin et de la politique normande avec Arnaud et Hoël. Hildebert, le premier, grâce à des circonstances favorables et à sa valeur, qui fut réelle, sut restituer à l'épiscopat manceau une sorte d'indépendance morale et, pour ainsi dire, de respectabilité.

1. *Op. cit.*, p. 400.

2. *Op. cit.*, p. 402 ; cf. Dieudonné, *op. cit.*, p. 55 et suiv.

3. *Actus*, p. 403.

4. Böhmer, *op. cit.*, p. 279. Voir, en outre, l'éloge dithyrambique du roi Henri Beaulerc dans la continuation des *Actus*, *Actus*, p. 440.

5. Voir plus haut, p. 51-53.

6. L'épithaphe du comte Hélie fut, croit-on, composée par Hildebert ; voir Dom Briant, *op. cit.*, dans le ms. lat. 10037 de la Bibl. nat., p. 251.

7. Si Hildebert n'était pas belliqueux, il n'était pas non plus un saint ; plusieurs historiens ont discuté sur sa chasteté ; M. Dieudonné a résumé sans conclure cette discussion. *Op. cit.*, p. 42-48.

CHAPITRE XI

LA VILLE DU MANS ET LA POPULATION URBAINE

Si le comte, les barons et l'évêque sont les personnages les plus importants du comté, on aurait tort de négliger la population urbaine dans une histoire politique du Maine au x^e et au xi^e siècle, car elle a joué un rôle trop important dans les révolutions du xi^e siècle pour qu'il soit permis de la négliger.

La cité du Mans consiste dans la partie de la ville qu'entoure l'enceinte romaine ; cette enceinte a laissé encore de nos jours de nombreuses traces, et on a pu la reconstituer avec une certaine précision¹. Elle avait dû se maintenir à peu près intacte jusqu'à la fin du ix^e siècle, car on sait qu'elle servait encore alors de moyen de défense contre les Normands². Il existait cependant dès cette époque des établissements religieux en dehors de la cité, comme les monastères de la Couture³ et de Saint-Vincent⁴,

1. Sur le tracé de l'enceinte romaine du Mans, voir Hucher, *Description des enceintes successives de la ville du Mans*, dans *Etudes sur l'histoire et les monuments du département de la Sarthe*, p. 15-40 ; abbé R. Charles, *Le vieux Mans*, et Blanchet, *Les enceintes romaines de la Gaule*, Paris, 1907, p. 44-49 (bon résumé).

2. La cité était encore continuellement et rigoureusement gardée au milieu du ix^e siècle, comme le prouve le texte suivant, qui est extrait de la première partie des *Actus* et appliqué par le chroniqueur à l'époque de saint Julien, mais dans lequel on doit voir l'état des choses au ix^e siècle : « Civitas autem supradieta, ad quam missus venerat, fortiter custodiebatur propter vicinos emulos ; et nullus ingrediebatur in eam aut egrediebatur de ea antequam certam de se custodibus portarum redderet rationem. » (*Actus*, p. 30.) Cf. *op. cit.*, p. 344.

3. Ce monastère fut fondé par l'évêque Bertrand (586-616). *Cartul. de la Couture*, n° 1.

4. Ce monastère fut fondé par l'évêque Domnole (539-581). *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 1.

comme l'église des Douze-Apôtres¹ et celle de Saint-Julien², situées sur la rive droite de la Sarthe. Mais ces établissements eurent à souffrir des invasions normandes : tel le monastère de Sainte-Scolastique, qui fut brûlé par les Normands³.

Il faut arriver jusqu'au XI^e siècle pour trouver dans la ville d'importantes modifications ; une ère de tranquillité relative succéda alors à l'état de trouble causé par les invasions normandes du IX^e siècle et l'anarchie du début du X^e ; l'accroissement de la ville en résulta pour ainsi dire naturellement ; cet accroissement avait été empêché jusqu'alors par la nécessité où se trouvaient les habitants de vivre, ou tout au moins de se réfugier de temps en temps, dans la cité ou sous les murs de la cité⁴. Cette nécessité ne pesait plus sur eux au XI^e siècle, et l'enceinte n'était plus entretenue à l'époque de Guillaume le Bâtard, car ce prince céda une portion des murs et des anciens fossés aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour⁵. Le fait semble prouver que l'enceinte n'était plus utilisée alors comme système de défense. Aussi c'est au XI^e siècle que se formèrent, à côté de la cité, des bourgs ; ces agglomérations s'établirent généralement autour d'un monastère, comme le bourg de Saint-Victeur⁶ et celui de Saint-Vincent⁷.

Une autre transformation notable, qui eut lieu à partir du XI^e siècle, fut la substitution de la pierre au bois dans les constructions ; le grand nombre des incendies qui avaient lieu lorsque toutes les habitations étaient construites en bois devait rendre l'utilité de cette substitution manifeste ; les *Actes des évêques du Mans* mentionnent trois incendies partiels ou totaux du Mans

1. Ou de Saint-Victeur. Cette église est déjà mentionnée en 616 dans le *testamentum* de l'évêque Bertrand. *Actus*, p. 137.

2. Il est question de cette église dans le même acte. *Ibid.*

3. *Hist. de France*, VIII, p. 300.

4. C'est ce qu'indique l'évêque Gontier (890-913) : « Nos, maxime *propter timorem paganorum* et *propter populum ejusdem civitatis ad nos confluentem*, juxta murum ipsius urbis manere et habitare inviti et coacti coepimus. » *Actus*, p. 347.

5. Voir *Catologue d'actes*, n° 39.

6. « *Burgum quod est circa ipsum monasterium cis Sartam flumen.* » *Cartul. de Saint-Victeur*, n° 7.

7. Sur le bourg de Saint-Vincent voir une charte du comte Hélié, qui est analysée plus haut (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 16, et *supra*, p. 75, n. 2). Cf. *Liber Albus*, n° 115.

au ^x^e siècle ¹. Or nous savons que, dès le début du ^x^e siècle, l'évêque Avejot fit construire en pierre les maisons épiscopales et l'hôpital des Ardents ².

Il ne nous appartient pas de suivre dans le détail toutes les constructions qui ont été faites au cours du ^x^e et du ^x^e siècle ; on indiquera seulement celles qui touchent à l'histoire politique et sociale. Si la protection de la ville n'est plus assurée par l'enceinte, c'est parce qu'un nouveau système de défense a été adopté ; c'est, en effet, par ordre de Guillaume le Bâtard que fut construit le donjon ³ avec les deux mottes du Mont-Barbet et du Petit-Mont-Barbet qui le flanquaient ⁴. Le donjon de forme rectangulaire fut élevé sur le mur romain au milieu de la place actuelle du Château ⁵. Quant aux deux mottes, ce sont des travaux de main d'homme qui ont transformé l'élévation naturelle du Mont-Barbet en un camp fortifié ⁶.

1. Ces incendies eurent lieu en 1071-1072 (*Actus*, p. 380), entre 1083 et 1096 (*op. cit.*, p. 385), en 1099 (*op. cit.*, p. 402).

2. « Fecit namque episcopales domos quae antea lignae erant petrinas ; et hospitem pauperum Christi, quae necdum et loco illo ligna erat, constituit petrinam. » (*Actus*, p. 356). C'est, semble-t-il, au ^x^e siècle qu'on se mit à construire des églises en pierre dans notre région (voir notamment *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 143) ; du reste, le mot célèbre de Raoul Glabre sur le monde qui revêt une blanche robe d'église semble viser cette substitution de la pierre au bois dans les édifices religieux.

3. Orderic Vital, parlant de l'occupation du donjon et des deux mottes par Guillaume le Roux, ajoute que l'un et les autres ont été construits par le père du roi : « Regia turris et Mons Barbatus atque Mons Barbatulus regi subjiuntur, et merito quia a patre ejus condita noscuntur. » (Éd. Le Prévost, IV, p. 50). Ces constructions, qui furent peut-être faites immédiatement après la conquête du Maine en 1063 (la chose est certaine pour les travaux du Mont-Barbet ; voir *supra* p. 34), existaient en tout cas en 1072 (voir *supra*, p. 38).

4. Voir Fleury, *Les fortifications du Maine. La Tour Orbrindelle et le Mont-Barbet*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. 29, 1891, p. 137-154 et 279-303.

5. Le donjon est désigné dans les *Actus* par les termes de *arx* (p. 379) et de *munitio* (p. 380), et nettement distingué de la cité (*civitas*) (Fleury, *op. cit.*, p. 281) ; il est appelé dans Orderic Vital *regia turris* (éd. Le Prévost, IV, p. 50). Quant au nom de tour Orbrindelle qui lui a été donné plus tard, M. Blanchet (*op. cit.*, p. 280, n. 4) le rapproche du mot Orben-dele, qui désigne une ville sarrasine dans Anseïs de Carthage ; cette épithète serait synonyme de celle de sarrasine qu'on a donnée à beaucoup de monuments anciens.

6. Les deux mottes sont appelées *municipia* dans Guillaume de Jumièges. B. N., lat. 2769, fol. 105 v°.

A côté des constructions civiles, les constructions d'un caractère religieux ; les auteurs des *Actes des évêques du Mans* ont indiqué avec assez de précision la part qui revient aux différents évêques du Mans dans la construction de la cathédrale, qui était adossée aux murs de la cité ¹. Le cloître des chanoines et l'évêché, qui se trouvaient à l'ouest de la cathédrale sur l'emplacement de la place Saint-Michel ², furent transférés, grâce aux libéralités de l'évêque Gervais, à l'angle oriental de la cité, sur celui de la psallette actuelle ³. La construction du nouvel évêché paraît due en grande partie à l'activité de l'évêque Hildebert ⁴. On retrouve, en outre, au XI^e siècle, dans la cité certaines chapelles qui existaient déjà depuis plusieurs siècles, notamment la chapelle de Saint-Pierre-entre-les-Murs ⁵, la chapelle de Saint-Martin ⁶, la chapelle de Saint-Michel ⁷. D'autres églises apparaissent au cours du X^e ou du XI^e siècle : l'église de Saint-Pierre-de-la-Cour ⁸, la chapelle du Saint-Sauveur ou chapelle de l'évêché réédifiée par l'évêque Gervais ⁹, la chapelle de Saint-Flaceau ¹⁰, la chapelle de Saint-Aubin ¹¹.

1. Nous renvoyons sur ce point aux travaux de M. E. Lefèvre-Pontalis (*Étude historique et archéologique sur la nef de la cathédrale du Mans*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. 23, 1889, p. 23 et suiv.) et de M. l'abbé Ledru (*La cathédrale Saint-Julien du Mans*).

2. *Actus*, p. 405.

3. *Op. cit.*, p. 370.

4. *Op. cit.*, p. 405.

5. Cette chapelle, déjà mentionnée dans le *testamentum* de saint Bertrand (616) (*Actus*, p. 137), fut donnée à la fin du XI^e siècle aux moines de Saint-Aubin par Guillaume Riboule et sa femme Gersent (*Cartul. de Saint-Aubin*, II, p. 324) ; elle est appelée dans ce texte : « *ecclesia Sanctus Petrus Interratus* » ; elle a donné son nom à une rue de la cité : *rue Saint-Pierre-le-Réitéré*.

6. Déjà citée dans un acte de l'évêque Domnole au VI^e siècle (*Actus*, p. 82), elle est désignée au début du XII^e sous le nom de Saint-Martin-de-la-Poterne. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 439.

7. Cette chapelle fort ancienne (voy. *Actus*, p. 99) est citée dans une notice du *Cartulaire de Saint-Vincent* (n° 40) du XI^e siècle, et elle existait encore au XVIII^e (*Plan de la ville du Mans de 1736*).

8. Les origines de la collégiale de Saint-Pierre-de-la-Cour sont mal connues, parce que les plus anciens actes concernant cet établissement sont faux (voir *Appendice II*) ; mais elle existait au XI^e siècle (voir *supra*, p. 89).

9. *Actus*, p. 370.

10. Elle appartenait, au XI^e siècle, au vicomte du Maine, Hubert, qui la donna aux moines de Saint-Vincent. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 36.

11. Cette chapelle était située dans une tour de l'enceinte (ad turrin in qua est capella Sancti Albin). *Op. cit.*, n° 60.

On sortait de la ville par deux portes ¹ situées l'une au sud et dans l'axe de la Grande-Rue ², l'autre au nord dans le prolongement de la rue des Chapelains ³, et peut-être par plusieurs poternes ⁴. Autour de la cité les constructions se développent : c'est, au nord-est de la ville, l'église de Saint-Ouen, construite par l'évêque Herlemond, qui fut donnée le 16 décembre 1098 aux moines de Saint-Aubin d'Angers ⁵ ; plus loin, c'est l'abbaye de Saint-Vincent, son église reconstruite à la fin du ^x^e siècle ⁶, l'église Notre-Dame, située près de l'abbaye ⁷, et le bourg de Saint-Vincent ⁸. Le mur de la cité était contourné depuis Saint-Ouen jusqu'à Saint-Pierre-de-la-Cour par la rue Héraud ⁹, qui existait déjà au ^x^e siècle ¹⁰. Il nous est difficile de savoir si la population avait déjà débordé de ce côté de la cité ; la cession faite par Guillaume le Bâtard de l'emplacement d'une ancienne tour, sise devant l'église de Saint-Pierre-de-la-Cour, et des fossés qui l'entouraient pour y édifier des maisons ¹¹ semble indiquer un débordement de la population. Mais toute une partie des faubourgs de la ville était encore plantée de vignes ¹².

On traversait la Sarthe sur deux ponts, le pont Perrin ¹³ et le

1. Il y avait certainement plusieurs portes dès le ^{ix}^e siècle, puisqu'un auteur du ^{ix}^e siècle parle des gardiens des portes (custodibus portarum). *Actus*, p. 30.

2. Hucher, *op. cit.*, p. 15.

3. Fleury, *op. cit.*, p. 303.

4. On a vu plus haut (p. 91, n. 6) qu'une chapelle était appelée au début du ^{xii}^e siècle Saint-Martin-de-la-Poterne.

5. La donation fut faite par Foucois de Mortières, dont la famille possédait l'église depuis plusieurs années. *Cartul. de Saint-Aubin*, II, p. 325.

6. Voici la date d'une notice rédigée, suivant les éditeurs, entre 1080 et 1100 : « Factum est hoc in quadragesima in ebdomada dominice passionis infra muros nore ecclesie Sancti Vincentii, super ligna que erigebantur ad erigendam ligneam turrin ad signa pendenda. » *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 637.

7. *Op. cit.*, n° 62.

8. Voir *supra*, p. 89.

9. *Actus*, p. 448, note 4.

10. « In ruam Harald. » *Cartul. de Saint-Vincent*, nos 81 et 778.

11. Voir *Catalogue d'actes*, n° 39.

12. Il y avait, par exemple, des vignes sur l'emplacement des arènes romaines qu'occupe aujourd'hui la rue des Arènes (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 67). Une route traversait cette région des faubourgs pour mener à Saint-Calais en passant par Pontlieue (*op. cit.*, n° 29), route qui existait dès le ^{vii}^e siècle à l'époque de l'évêque Bertrand. *Actus*, p. 114.

13. Ce pont existait sous l'évêque Gui (1125-1136) : « usque ad Pontem lapideum. » *Actus*, p. 436.

pont Yssoir¹, dont l'un au moins était un pont à péage². De l'autre côté de la rivière se trouvaient plusieurs établissements religieux, notamment l'église abbatiale de Saint-Julien-du-Pré³ qui avait remplacé l'ancienne basilique de Saint-Julien⁴, le monastère de Saint-Victor, rattaché en 1040 à l'abbaye du Mont-Saint-Michel⁵ et établi sur l'emplacement de l'église des Douze-Apôtres⁶, et autour duquel un bourg s'était fondé⁷, l'église de Saint-Rigomer⁸.

La juridiction de la cité appartenait au comte du Maine, comme le prouvent les exemptions de droits de coutumes et les privilèges de juridiction que les comtes accordèrent successivement aux chanoines de l'église du Mans pour leurs maisons et leur cloître⁹.

Quant à la population qui habitait dans la cité ainsi que dans les faubourgs, elle se composait en grande partie d'artisans. Voici les professions qui y étaient représentées au XI^e siècle et au début du XII^e : on y trouvait des bouchers¹⁰, des boulangers¹¹, des hôteliers¹², des cabaretiers¹³, des sauniers¹⁴, des

1. Un témoin d'une notice rédigée au XI^e siècle est appelé *Theuldus de Ponte Isuardi*. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 599.

2. Il est question, dans une notice rédigée au début du XII^e siècle, d'un personnage « qui tributa exigit a pontem transeuntibus » (*op. cit.*, n° 50). Ces deux ponts, les seuls qui existassent encore au XVIII^e siècle (*Plan de la ville du Mans de 1736*), avaient peut-être remplacé un pont plus ancien, car un lieu dit, situé le long de la cité, portait au début du XI^e siècle le nom de Vieux Pont (*Vetus pons*). *Cartul. de Saint-Victor*, n° 1.

3. Le monastère de Saint-Julien-du-Pré était un monastère de femmes. Une donation d'Hugue IV est faite à ces religieuses. *Catalogue d'actes* n° 30.

4. Voir *supra* p. 89, et *Actus*, p. 27.

5. Sur la charte de fondation de ce prieuré voir *Appendice VI*, p. 133.

6. Voir *supra*, p. 89, et *Actus*, p. 37.

7. Voir *supra* p. 89, n. 6.

8. Cette église, qui est déjà citée dans le *testamentum* de l'évêque Bertrand (*Actus*, p. 137), existait encore au début du XI^e siècle, comme l'indique le récit de la translation des reliques de saint Rigomer du Mans à Maillezaïs. Voir plus haut, p. 19, n. 4.

9. Voy. *Catalogue d'actes*, n° 45.

10. *Ansegisus carnifex* (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 74) ; *Girardo maccario* (*op. cit.*, n° 102) ; cf. *op. cit.*, n° 317.

11. *Achardus pistor*. *Op. cit.*, n° 81 ; cf. *Actus*, p. 392.

12. *Stabularii*. *Actus*, p. 392.

13. *Caupones* (*ibid.*).

14. *Herbertus salinarius* (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 317).

« fourniers ¹ », des bouviers ², des âniers ³, des chevriers ⁴, des tailleurs et des cordonniers ⁵, des fourreurs ⁶, des drapiers ⁷, des tanneurs ⁸, des meuniers ⁹, des charpentiers ¹⁰, des cimentiers ¹¹, des vitriers ¹², des marchands de cire ¹³, des monnayeurs ¹⁴, des maréchaux ¹⁵, des orfèvres ¹⁶.

Cette population profita de l'état d'anarchie qui régna dans le Maine pendant la seconde moitié du XI^e siècle pour se mêler à la vie politique. Ce furent les habitants de la cité qui, après la mort d'Hugue IV (26 mars 1051), expulsèrent la comtesse Berthe ¹⁷; hostiles comme la noblesse à la domination normande, ils se révoltèrent avec elle en 1069 ¹⁸; l'année suivante ils formèrent contre Geoffroi de Mayenne qui les écrasait d'impôts une conjuration, et ils étaient assez forts pour obliger la noblesse à en faire partie ¹⁹. En 1072, après l'expulsion de Geoffroi, ils démolirent par précaution la partie du donjon qui se trouvait à l'intérieur de la cité ²⁰. Lorsque Guillaume le Bâtard rentra au Mans, il promit aux habitants le maintien de leurs coutumes ²¹.

1. *Gaufridus furnarius* (*op. cit.*, n° 599).

2. *Rogierius bubulcus* (*ibid.*).

3. *Willelmo asinario* (*op. cit.*, n° 441).

4. *Andrea, filio Isembardi ovium custodis* (*ibid.*).

5. *Bernardus sartor* (*op. cit.*, n° 81); *Johannes corduarius* (*op. cit.*, n° 85).

6. *Ascelinum pelliciarium* (*op. cit.*, n° 80); *Herbertus pelliparius* (*op. cit.*, n° 364).

7. *Godefridi drapararii* (*op. cit.*, n° 110).

8. *Gumberto tanalore* (*op. cit.*, n° 78).

9. *Durandus molendinarius* (*op. cit.*, n° 599).

10. *Goslino carpentario* (*op. cit.*, n° 82).

11. *Joscelinus cementarius* (*op. cit.*, n° 114).

12. Cf. *Liber Albus*, n° 190.

13. *Ingelbaudi cerarii* (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 110).

14. *Warnerius monetarius* (*op. cit.*, n° 15).

15. *Artus marascaldus* (*op. cit.*, n° 20).

16. *Amicus aurifaber* (*op. cit.*, n° 85). Dans certains des cas que nous avons cités, le nom de la profession a pu devenir déjà au XII^e siècle un nom de famille; il n'en reste pas moins que cette profession a dû être exercée par un des ancêtres de celui qui le portait.

17. *Actus*, p. 366.

18. *Op. cit.*, p. 376. Voy. plus haut, p. 36.

19. *Actus*, p. 377-378.

20. « Cives autem ira commoti ac sibi in futurum precavescentes interiorum partem ejusdem munitionis muro civitatis coequaverunt. » *Op. cit.*, p. 380.

21. *Op. cit.*, p. 381 : « Et acceptis ab eo sacramentis tam de impunitate perfidie quam de conservandis antiquis ejusdem civitatis consuetudinibus atque

Dix-neuf ans plus tard, en 1092, ce furent les habitants du Mans, et notamment les bouchers, les boulangers, les cabaretiers et les hôteliers, qui, dans l'intérêt de leur commerce plus que par zèle religieux, obligèrent le comte Hugue V à faire rentrer l'évêque Hoël dans la cité ¹. Ce bref aperçu suffit à montrer que le rôle de la population mancelle dans l'histoire du XI^e siècle a été loin d'être négligeable.

justiciis. » Ce texte est important ; on peut, en effet, supposer en le lisant que la ville possédait dès le XI^e siècle certains privilèges analogues à ceux qui seront consignés au XII^e siècle dans les chartes de commune ; le fait mérite d'être noté, car les chartes de coutumes assez nombreuses, qu'on trouve au XI^e siècle dans notre région, ne sont en réalité que des règlements passés entre des moines et des seigneurs pour la détermination de leurs droits respectifs.

1. *Op. cit.*, p. 392.

APPENDICES

APPENDICE I

LES ACTES DU CARTULAIRE DE SAINT-VINCENT

Le plus important des cartulaires manœuvres pour l'histoire du ^xⁱ et du début du ^xⁱⁱ siècle est le premier cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent au Mans ¹, qui paraît avoir été composé avant 1130 ² ; il renferme plus de huit cents pièces, dont la plupart sont des notices. Pour apprécier avec justesse le caractère diplomatique de ces documents, il nous importe de nous rendre compte tout d'abord de leur valeur juridique ³. Cette valeur était, en général, peu considérable ⁴, car un grand nombre de pièces de ce cartulaire, comme du reste beaucoup d'autres de la même époque, nous montrent que les contrats se réalisaient dans le Maine au ^xⁱ siècle par l'accomplisse-

1. Ce cartulaire a été publié, comme on l'a dit plus haut, par l'abbé R. Charles et M. Menjot d'Elbenne (*Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent au Mans*, tome premier, Mamers, Le Mans, 1886, in-4°) ; l'introduction et les tables n'ont pas encore paru.

2. Presque toutes les archives de l'abbaye de Saint-Vincent ont été détruites, et le premier cartulaire n'est connu que par une copie de Gaignières (B. N., lat. 5444). Voy. L. Celler, *Catalogue des actes des évêques du Mans* (*Revue hist. et arch. du Maine*, t. 63, 1908, p. 50-52).

3. C'est ce qu'a essayé de faire M. P. Colmant pour les actes de Marmoutier dans une étude dont l'analyse seule a paru jusqu'ici : *Les actes de l'abbaye de Marmoutier jusque vers le milieu du XII^e siècle*, dans les *Positions des thèses de l'École des Chartes soutenues par les élèves de la promotion de 1907*, p. 51-56.

4. Sans doute il en est de même apparemment dans la législation moderne, où la convention est translatrice de propriété et où les contrats, sauf de rares exceptions, sont consensuels ; mais le système des preuves rend ce principe pour ainsi dire inopérant. D'autre part, on montrera plus loin (p. 104) que dans certains cas l'acte écrit paraît avoir eu au ^xⁱ siècle une réelle efficacité juridique ; mais de tels cas sont rares, et, en outre, cette efficacité n'était pas attachée à l'acte lui-même, mais à la tradition ou remise de l'acte.

ment d'un acte matériel ¹. Pour les donations, cet acte consistait généralement dans une tradition symbolique opérée sur l'autel ² : le donateur y déposait un livre ³, un petit maillet ⁴, un couteau ⁵, une cuiller d'encensoir ⁶, un candélabre en bois ⁷, des clefs ⁸, un marteau ⁹, etc. ; l'investiture se faisait au moyen d'un bâton ¹⁰ : les transactions étaient figurées par un baiser de paix ¹¹. Ces diverses cérémonies, en manifestant l'accord des volontés, rendaient superflue la rédaction d'un écrit. D'autre part, l'acte écrit, inutile à la conclusion du contrat, n'était pas considéré comme pouvant servir à sa preuve ; on sait, en effet, que les gens du moyen âge préféraient la preuve testimoniale à la preuve écrite ; le fait ressort de l'examen du cartulaire : presque tous les actes y sont suivis de la liste des témoins ayant assisté à la conclusion du contrat, et leur nombre est souvent considérable ¹² ; la convocation de multiples témoins était même, pour ainsi dire, de règle ¹³, et on pensait que ces témoins devaient suffire à perpétuer le souvenir de l'acte juridique qu'ils avaient entendu et vu conclure.

Tel était l'usage ; mais le grand nombre des revendications et certaines

1. Dans certains documents, la tradition symbolique est très nettement distinguée de la convention, par ex. : « Facta autem apud Sordon *conventionem* in domo sepedicti Roberti, in crastina die, que dominica fuit, affuerunt abbas Rannulfus et cum eo Lambertus monachus et isdem Robertus apud Curcismont, et a Roberto presbitero, filiolo suo, *clavem ecclesie recepit*. » (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 654.) Cf. *op. cit.*, n° 651.

2. Des exemples nombreux pourraient être cités ; la formule habituelle est la suivante : « Hujus rei donum super altare Sancti Vincentii posuit. » *Op. cit.*, n° 79.

3. *Op. cit.*, nos 59 et 261 : dans le premier eas, le livre utilisé est celui de la règle (cum libro regule) ; dans le second, c'est celui qui servait aux confesseurs (per librum manuelem, in quo egram episcopus absolveret).

4. « Posuit sepedictus Herbertus malleolum quendam super altare B. Vincentii. » *Op. cit.*, n° 105.

5. « Posuerunt super altare Sancti Vincentii Rotrocius et Lucia cutellum Hugonis de Villa Chenol. » *Op. cit.*, n° 288.

6. « Per cochlear de turribulo », *op. cit.*, n° 302.

7. « Per quoddam candelabrum ligneum », *op. cit.*, n° 325.

8. « Claves memoratarum ecclesiarum Rannulfo abbati tradidi. » *Op. cit.* n° 139.

9. « Per martellum capituli. » *Op. cit.*, n° 596.

10. « Rex Willelmus abbatem Willelmum... per quendam baculum investivit. » *Op. cit.*, n° 99.

11. « Osculatus est pro fide conservanda Ingebaudum et Hubertum Parvum, monachos nostros. » *Op. cit.*, n° 334.

12. Voy. notamment *op. cit.*, n° 160 : « Quam rem viderunt et audierunt omnes pene supra memorati testes, atque innumerabilis fere populus. »

13. « Ad hoc etiam factum plurimi testes, ut moris est, convocati fuerunt. » *Op. cit.*, n° 306.

remarques contenues dans les préambules des notices ¹ nous montrent que ces prévisions n'étaient pas toujours justifiées. On sentit de bonne heure, croyons-nous, la sécurité que procure un acte écrit ; mais, comme il importe de le montrer, on y vit un aide-mémoire ², et accessoirement seulement un moyen légal de preuve. Ce rôle subalterne assigné aux documents écrits pendant le xi^e siècle explique leur caractère diplomatique. Tous ont été rédigés par les moines de Saint-Vincent ; le plus grand nombre sont des notices dépourvues de signes de validation ; quelques-uns seulement sont des chartes.

Le signe distinctif de la charte consiste dans la corroboration, qui fait défaut à la notice ³. On peut se rendre compte en examinant quelques-uns des documents contenus dans le Cartulaire de Saint-Vincent de la manière dont les chartes étaient composées à l'abbaye. La charte elle-même était écrite à l'avance par un moine ⁴ ; il rédigeait le préambule ⁵, l'exposé, le dispositif, la date quand il la connaissait, et la formule de corroboration. La seconde phase de l'acte était la corroboration ⁶, qui était faite par l'auteur de l'acte et d'autres personnages. L'acte était complété par le notaire qui ajoutait les noms des témoins et, s'il y avait lieu, la date ⁷. Ces habitudes

1. On fait allusion à des remarques telles que les suivantes : *Ne labatur a memoria, hoc annotamus in hac pagina* (*op. cit.*, n° 614).

2. Voir, par exemple, la note précédente.

3. « Firmatio. » Cf. Colmant, *loc. cit.*, p. 54.

4. On connaît le nom d'un des notaires de l'abbaye de Saint-Vincent, *Ernardus*, qui rédigea une notice le 15 novembre 1058 (*op. cit.*, n° 15) ; une autre notice fut écrite par l'abbé de Saint-Vincent lui-même : « Hoc autem testamentum ante cellarium Sancti Vincentii ipse Robertus eidem abbati facere jussit, qui hoc scripsit » (*op. cit.*, n° 654). De même à l'abbaye de la Couture : l'acte de fondation du prieuré de Solesmes est souscrit par Guérin, notaire (« *S. Garini hec dictantis et scribentis* » *Cartul. de la Couture*, n° 8), et ce notaire, dont la souscription est à côté de celle des moines de la Couture, était certainement moine lui-même.

5. Les notaires manceaux du xi^e siècle se servaient, croyons-nous, de formulaires ; les préambules de la confirmation de la fondation du monastère de Tuffé par le comte du Maine Hugue III (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 186) et de la confirmation par le même de la donation de Solesmes aux moines de la Couture (*Cartul. de la Couture*, n° 9) sont identiques.

6. La corroboration suivait la rédaction de l'écrit : « Jussimus inde scribi, sicut mos est, hanc testamenti cartam, scriptamque manibus propriis firmavimus. » *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 175.

7. Deux exemples nous permettent de montrer que les choses se passaient en général suivant cet ordre. La donation faite par Avejot de Connerré aux moines de Saint-Vincent de coutumes qu'il possédait à Connerré eut lieu le 1^{er} mai 1100 à Connerré et fut confirmée le 3 mai à Saint-Céneri par la fille du donateur, femme de Robert de Saint-Céneri (*op. cit.*, n° 139). La première partie de l'acte, celle qui précède les souscriptions

n'étaient pas, du reste, à proprement parler, des règles, et dans certains cas la charte a pu être écrite complètement avant la corroboration ¹.

La date donnée à la charte était celle de la corroboration ². Voyons maintenant en quoi consistait cette corroboration ; plusieurs actes nous l'indiquent avec précision : Avejot de Connerré, ayant fait à Saint-Vincent le don qu'on a indiqué plus haut, ajoute qu'il l'a confirmé en « corroborant » la charte au moyen d'un signe de croix fait de sa main propre ³ ; de même Robert, fils de « Witernus » de Juillé, après une donation importante au même monastère, déclare qu'il a « corroboré » la charte de sa main propre en y faisant le signe de la croix ⁴. Les termes employés ne laissent aucun doute sur la nature de cette formalité : il s'agit d'une croix autographe tracée par l'auteur de l'acte ⁵. L'auteur de l'acte n'était pas seul à dessiner cette croix ; il ajoute assez généralement qu'il a donné l'acte à corroborer de la même manière à ses fidèles et amis ⁶. Mais, si la corroboration consiste souvent dans une croix tracée par les souscripteurs eux-mêmes, elle se présente parfois sous une autre forme ; dans certains cas, en effet, le notaire déclare que l'acte a été conclu avec l'approbation de

contient la date de la donation, parce que le notaire la connaissait en écrivant la charte ; mais c'est seulement à la fin de l'acte, après les souscriptions, qu'on trouve celle de la confirmation passée à Saint-Céneri, dont le scribe ne pouvait connaître la date à l'avance ; cette date a été ajoutée après coup. La date de la donation de Sainte-Marie de Tuffé faite par Hamelin de Languais aux moines de Saint-Vincent (*op. cit.*, n° 173) vient après les souscriptions, et elle est précédée de la mention : « *Ubi actum fuit hoc donum* » ; cette mention prouve que le notaire n'a pas écrit l'acte d'un seul tenant, mais qu'il a ajouté après coup la date à la charte.

1. Voir, par exemple, *op. cit.*, n° 376.

2. Voir la donation d'Avejot de Connerré citée plus haut, p. 99, note 7.

3. « *Manu propria hanc cartam stigmat sancte crucis corroborando firmavi.* » *Op. cit.*, n° 139.

4. « *Hanc cartam manu propria signo sancte crucis corroboro.* » *Op. cit.*, n° 302.

5. Nous ne pouvons pas vérifier l'exactitude de l'affirmation des donateurs puisque les originaux des actes contenus dans le cartulaire ont disparu ; remarquons toutefois que le copiste du cartulaire a eu soin de placer des petites croix à côté des souscriptions, toutes les fois qu'une corroboration autographe est annoncée, très probablement parce qu'il en voyait sur les originaux. En outre, lorsqu'on examine les originaux ou les copies d'actes rédigés dans notre région à la même époque, comme ceux des chartriers de Saint-Julien-de-Tours, de la Couture et du prieuré de Saint-Victor au Mans, on voit que des petites croix dessinées gauchement correspondent aux annonces de corroborations autographes.

6. « *Fidelibus ac amicis meis eodem signo corroborari precipio.* » *Op. cit.*, n° 376.

plusieurs personnes, dont les noms avec les seings suivent ¹, et qui ne sont pas de simples témoins ²; or leur mode de corroboration est distingué de celui de l'auteur de l'acte, qui, nous dit le notaire, a tracé sur la charte le signe de la croix ³. En quoi consistait donc la corroboration lorsqu'elle était fictive? Peut-être dans une corroboration tacite ⁴. Dans quels cas la corroboration autographe était-elle exigée, et quand se contentait-on d'une *firmatio* fictive? Il nous semble difficile de formuler des règles qui, si elles existaient au XI^e siècle ⁵, devaient être mal déterminées; mais, comme la chose est naturelle, la corroboration par une croix, qui sans aucun doute était la plus efficace, paraît avoir été requise de ceux qui possédaient des droits sur les biens aliénés, c'est-à-dire du donateur lui-même, de ses héritiers et de ses suzerains ⁶.

Mais la plus grande partie du cartulaire est formée de notices contenant la relation faite par les moines eux-mêmes des actes qui concernaient l'abbaye de Saint-Vincent; tantôt ces notices sont rédigées d'une manière impersonnelle, tantôt au nom des moines, quelquefois même au nom du donateur ⁷; dans tous les cas ce sont de simples aide-mémoire, et aucune règle ne paraît avoir été suivie dans leur rédaction ⁸.

1. « Hoc feci consilio et laudatione quorundam fidelium meorum, tam clericorum quam laicorum, quorum nomina cum signis his conscripta sunt. » *Op. cit.*, n° 28.

2. Le notaire déclare qu'ils ont corrobore l'acte: « *Illi superiores corrobora-verunt hanc cartam* » (*ibid.*), et il les oppose aux simples témoins: « *Illi autem inferiores viderunt eam firmare.* »

3. « *Episcopus fecit in ea signum crucis* » (*ibid.*). Ajoutons que les souscriptions de tous les autres ne sont pas accompagnées dans le cartulaire d'une petite croix, sans doute parce que l'original ne renfermait que celle de l'évêque.

4. C'était la forme de la *firmatio* fictive dans les actes de Marmoutier (Colmant, *loc. cit.*, p. 34). Cf. Brunner, *Zur Rechtsgeschichte der römischen u. germanischen Urkunde*, Berlin, 1880, p. 220: « Als Firmatio des Ausstellers genügte aber auch... das rein körperliche Auflegen der Hand auf die Urkunde. Die Handauflegung galt als Anerkennung und Bekräftigung der Carta. » Nos documents ne nous permettent pas de vérifier cette hypothèse.

5. Leur existence semble indiquée dans la donation de l'église de Tuffé: « *A quibus oportuit rite fecimus corroboreari.* » *Op. cit.*, n° 173.

6. La donation de Tuffé en fournit un exemple notable: elle fut confirmée successivement par les souscriptions autographes de Guillaume le Bâtard, de Robert Courteheuse, de Geoffroi de Mayenne et de Gersent, maîtresse du précédent, « *de cujus beneficio est locus supradictus.* » *Op. cit.*, n°s 177 et 178.

7. Voir plus bas, p. 102, n. 1.

8. Beaucoup débutent par les mots: « *Notetur in pagina* » ou d'autres semblables, formules auxquelles les notices doivent leur nom.

Un seul caractère est commun à presque toutes ces notices, c'est l'énumération des témoins.

Les notices se distinguent des chartes par l'absence de corroboration¹ ; la distinction a une importance très grande, car la charte, rédigée avant l'acte juridique et confirmée au moment de son accomplissement, présente des garanties indiscutables d'exactitude ; au contraire, les conditions dans lesquelles les notices ont été souvent écrites rendent leur valeur historique beaucoup plus contestable. Les notices paraissent avoir été composées à l'aide de notes prises au moment de la conclusion du contrat ou de la tradition², mais souvent longtemps, parfois même plusieurs années après ces événements³ ; de là des imprécisions, lorsque ces notes étaient insuffisantes⁴, et même des erreurs⁵. Ajoutons qu'un grand nombre de ces notices étaient rédigées vraisemblablement sous la forme de pancartes, c'est-à-dire que plusieurs actes juridiques relatifs à un même objet étaient réunis sur un même parchemin, qui était écrit soit en une seule fois, soit à plusieurs reprises. Les divisions qu'on trouve dans le cartulaire paraissent n'avoir été faites qu'après coup.

Après avoir indiqué les caractères diplomatiques, c'est-à-dire externes des chartes et des notices, il importe d'examiner quel était leur rôle respectif en nous attachant au point de vue juridique. Commençons d'abord par constater qu'elles ont pu être employées concurremment : le Cartulaire de Saint-Vincent contient une charte et

1. Nous considérons comme de simples notices certains actes dépourvus de souscriptions autographes, mais rédigés à la première personne (*op. cit.*, n° 763) ou composés à la demande du donateur (*op. cit.*, n° 654).

2. C'est ce que semble prouver la phrase suivante qui précède une énumération de témoins dans une vente faite aux moines de Saint-Vincent par Aubri de la Milesse : « Ilujus ergo emptionis testium vocabula voluit substitulari dextera notatoris » (*op. cit.*, n° 50) ; cette supposition si conforme à la vraisemblance a, du reste, à peine besoin d'être démontrée. Cf. Colmant, *loc. cit.*, p. 54.

3. La notice de la donation faite par Guicelin de Vaux aux moines de Saint-Vincent a été écrite au plus tôt six ans après la donation (*op. cit.*, n° 248) ; celle des prémices de l'église de Piacé par Herbert *Sicheboth* n'a été l'objet d'une notice que sept ans au moins après avoir été faite. *Op. cit.*, n° 496.

4. Les dates font presque toujours défaut dans les notices, parce que ceux qui dressaient les procès-verbaux des actes jugeaient généralement inutile de les indiquer ; quand on en trouve, elles sont souvent très vagues ; par exemple : « Tempore Helie comitis et Hoelli presulis atque Rannulfi abbatis. » *Op. cit.*, n° 74.

5. Nous avons relevé dans le Cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Cour des synchronismes d'une fausseté grossière qu'une rédaction tardive peut seule expliquer. *Appendice II*, p. 106.

une notice qui sont relatives à un même acte juridique ¹ ; il est facile de remarquer, en les comparant, que la seconde est le résumé de la première, et non seulement de cette donation, mais d'une autre concession additionnelle. Le but poursuivi dans la rédaction des notices peut être aisément deviné : l'auteur de la notice qu'on vient de citer a retranché de la charte qu'il résumait le préambule, la formule de corroboration et la clause comminatoire ; il a conservé seulement le dispositif et les noms des témoins ; ce choix prouve qu'il considérait la notice, ainsi qu'on l'a dit plus haut, comme un simple aide-mémoire destiné à rappeler l'objet de l'acte et à conserver les noms de ceux qui avaient assisté à sa conclusion, afin de pouvoir faire appel à leur témoignage, le cas échéant ². Quant à la valeur juridique d'un tel document, elle était certainement nulle, puisqu'il avait seulement pour objet de relater un acte accompli peut-être depuis longtemps, et qui avait été consigné par écrit dans une charte au moment de son accomplissement.

La notice n'avait-elle pas une importance juridique plus considérable, lorsque la charte faisait défaut, c'est-à-dire dans le plus grand nombre des cas ? Nous ne le croyons pas ; nous avons montré que l'efficacité des conventions était subordonnée au xi^e siècle à l'accomplissement d'un geste symbolique, dont les témoins convoqués étaient destinés à garder le souvenir ; ici encore, par conséquent, le rôle de la notice était celui d'un « memento », et le rédacteur se contentait en la composant d'indiquer la nature de l'acte juridique, l'accomplissement du geste symbolique ³ et les noms des témoins. Lorsqu'une contestation se produisait, les moines n'exhibaient pas les notices, qu'ils avaient eux-mêmes rédigées, et qui, ne contenant aucun signe de validation, étaient pour la partie adverse de nulle valeur ; c'est au témoignage de ceux qui avaient assisté à la cérémonie de la tradition qu'ils faisaient appel ⁴.

1. *Op. cit.*, nos 603 et 624. Il s'agit dans ces deux pièces de la donation de la terre de Gautier au Grand-Pied (*Magni Pedis*) aux moines de Saint-Vincent par Hervé de Braviardo.

2. Dans un acte du Cartulaire de Saint-Vincent (n° 253) on voit les moines, menacés d'un procès en revendication que voulait intenter une femme, faire appel au témoignage de ceux qui avaient été témoins de la donation attaquée ; leur témoignage fait échouer la revendication : « Qua recognoscite, concessit terram quam antea negaverat, coram tot testibus victa. »

3. Il est à noter que cet accomplissement est relaté avec soin dans beaucoup de notices du Cartulaire de Saint-Vincent.

4. *Op. cit.*, n° 397. Une autre pièce du même cartulaire confirme cette supposition tout en lui apportant un démenti apparent : Hugue de Sourches ayant attaqué une donation de son père Bouchard, les moines se plaignirent en justice et exhibèrent la notice contenant la donation avec des

Si les notices étaient dépourvues de toute valeur soit dispositive, soit probatoire, il en était autrement des chartes. Il est improbable qu'elles aient jamais eu au ^x^e siècle une valeur dispositive, c'est-à-dire que leur rédaction ait suffi à opérer le transfert de la propriété; mais, comme elles étaient composées peu avant le moment où l'acte juridique devait s'accomplir, leur remise a dû souvent remplacer la tradition symbolique ou plus exactement la constituer ¹. D'autre part, les chartes avaient une valeur probatoire incontestable, qu'elles devaient à la présence de signes autographes de validation ². Il est à croire que leur production en justice dispensait la partie qui l'exhibait de convoquer des témoins vivants ³.

En résumé, le cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent se compose de quelques chartes rédigées au moment de la conclusion du contrat et contenant les corroborations autographes et fictives de l'auteur et de plusieurs autres personnes, et de nombreuses notices « informes » rédigées dans l'abbaye, souvent longtemps après les contrats, qui servaient d'aide-mémoire et étaient dépourvues de valeur juridique.

témoins *ostenderunt hanc presentem cartulam cum testibus*) (n° 481). Si ce texte semble indiquer qu'on reconnaissait à la notice une sorte d'existence légale, il montre surtout qu'on ne la considérait pas comme un moyen de preuve suffisant à démontrer l'accomplissement d'un acte juridique.

1. « Per eandem cartam donum supradicte rei super altare Sancti Vincentii pono. » (*Op. cit.*, n° 576). M. Esmein (*Les contrats dans le très ancien droit français*, Paris, 1883) cite plusieurs textes qui montrent que la remise de la charte était considérée comme un mode de tradition (p. 49, note 5); mais les conclusions qu'il tire de ces textes nous paraissent erronées, parce que l'analyse qu'il en fait est tant soit peu superficielle: il semble confondre la rédaction et la remise de l'acte, et cette confusion le conduit à prétendre que les conventions, « qui au moment de leur formation étaient rédigées par écrit, puisaient une force particulière dans l'écrit même, qui par lui seul les rendait obligatoires ». *Op. cit.*, p. 16.

2. « Ut autem hec omnia, que supra memorata sunt, Sanctus Vincentius et sibi servientes, per omnia succedentia tempora, firmiter et absque omnium heredum meorum vel quorumcumque hominum possideant calumpnia, hanc cartam manu propria signo sancte crucis corroboro. » (*Op. cit.*, n° 502). De nombreux exemples de cette formule pourraient être cités.

3. Sur la valeur probatoire de la charte, cf. *Cartul. de la Couture*, n° 46. On y voit un évêque du Mans ne renoncer à une prétention, qu'il émettait, qu'après qu'on lui eût montré un acte, contredisant cette prétention, qui contenait sa souscription autographe.

APPENDICE II

LES ACTES LES PLUS ANCIENS DU CARTULAIRE DE LA COLLÉGIALE DE
SAINT-PIERRE-DE-LA-COUR AU MANS ¹

Le Cartulaire de la collégiale de Saint-Pierre-de-la-Cour au Mans ² contient plusieurs chartes et plusieurs notices attribuées au x^e et au xi^e siècle, dont l'authenticité n'a jamais été suspectée jusqu'ici ³. Or, quelques-uns de ces documents nous semblent faux, et la date de leur composition fort postérieure à celle que leurs rédacteurs ont prétendu leur assigner. Nous commencerons cette étude par l'examen d'une charte et de deux notices qui sont attribuées au xi^e siècle. Nous traiterons ensuite avec beaucoup plus de détails de trois chartes du comte du Maine, Hugue II, mort avant 992, dont la teneur est plus intéressante et la critique plus délicate. Rappelons d'abord que les chartes originales ainsi que le Cartulaire de la collégiale de Saint-Pierre-de-la-Cour sont perdus ⁴, et que nous ne les connaissons que par une copie de Guillaume Savare, chanoine de la collégiale à la fin du xviii^e siècle.

La donation par Herbert Éveille-Chien des domaines de Cogners ⁵, Venelay, Jupeaux et Montpoule ⁶, faite après la bataille de Pontlevoy (1016) ⁷, est un faux manifeste. Aux arguments fournis par M. Halphen ⁸ on peut ajouter les deux raisons suivantes : 1^o l'in vraisemblance de la suscription : Herbert s'intitule « Herbertus Evigilans Canem cognomine », remplaçant la mention de sa qualité comtale

1. Nous publions à nouveau, et avec de légères rectifications, dans cet appendice un article paru dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXII, 1907, p. 13-23.

2. Publié par M. le vicomte Menjot d'Elbenne. Le manuscrit de notre étude a été communiqué à M. Menjot d'Elbenne, et nous avons pu profiter de ses remarques aussi intéressantes que courtoises.

3. Il faut excepter, toutefois, la donation de plusieurs domaines par Herbert Éveille-Chien, dont M. Halphen a récemment contesté l'authenticité. *Le comté d'Anjou au XI^e siècle*, p. 33, n. 1.

4. Quatre folios du cartulaire ont été, cependant, conservés.

5. Cant. de Saint-Calais (Sarthe).

6. C^{tes} de Nuillé-le-Jalais, cant. de Montfort-le-Rotrou (Sarthe).

7. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n^o 4.

8. *Op. cit.*, p. 33, n. 1.

par un sobriquet, ce qui est déplacé dans une charte ; 2° l'inexactitude de l'épithète qui est jointe au nom d'Eude II, comte de Blois ; ce comte est appelé « Odone Campaniensi » ; or il ne devint comte de Champagne que vers 1023 ¹. Ces deux raisons jointes à celles qu'a données M. Halphen témoignent de la fausseté de l'acte, qui paraît avoir été écrit bien postérieurement à l'année 1016.

On doit, d'autre part, considérer comme rédigées longtemps après les actes juridiques qui y sont relatés les notices contenant la donation par Normand Riboule et Richard Panetier du fief du Mont-Grefier ², et la restitution par Jocelin le Maire de l'église de Cormes ³. La date de la première est ainsi formulée : « Hoc factum est... tempore Hoelli episcopi, anno quo mortuus est vir venerabilis Arnaldus episcopus. » Or, on sait qu'Arnaud est mort le 29 novembre 1081 ⁴, et que son successeur Hoël ne fut consacré que le 21 avril 1085 ⁵. La seconde est datée du règne du comte Hugue le Lombard ⁶, qui avait déjà quitté le Mans et vendu ses droits sur le comté à Hélié de la Flèche à la fin de juillet 1092 ⁷, et la restitution fut faite, selon le rédacteur, en présence du pape Urbain II, qui séjourna au Mans du 16 au 19 février 1096 ⁸. Les contradictions que contiennent ces deux dates seraient inexplicables si les auteurs des actes avaient été des contemporains.

Les chartes les plus anciennes du cartulaire sont trois actes du comte du Maine Hugue II ⁹, mort avant 992 ¹⁰.

La première de ces chartes est une donation aux moines de

1. F. Lot, *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 196.

2. Le Mans. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 8.

3. Cant. de la Ferté-Bernard (Sarthe). *Op. cit.*, n° 11.

4. *Recueil d'annales angevines et vendômoises*, p. 63, et *Actus*, p. 382.

5. *Actus*, p. 383.

6. « Longobardo, domino Cenomanensi. » Sur cette désignation, voy. p. 113, n. 8.

7. Voir plus haut, p. 44, n. 6.

8. *Actus*, p. 395, n. 4.

9. Ces chartes ne peuvent pas émaner d'Hugue III, fils d'Hugue II (avant 992-1014 ou 1015), car leur auteur s'intitule fils de David.

10. Une quatrième donation d'Hugue David, celle de Sainte-Sabine, était également contenue dans le Cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Cour, si nous ajoutons foi aux notes de Belin de Béru et de G. Savare, reproduites par M. Menjot d'Elbenne (*Histoire du Chapitre royal de Saint-Pierre-de-la-Cour*, p. clvi). Nous avons tout lieu de croire que cette donation, dont le cartulaire paraît n'avoir contenu qu'une notice, n'était pas plus authentique que les trois autres. Le comte est qualifié dans les notes des deux religieux « Hugo David, père d'Herbert ». Cette double qualification est contradictoire, car le père du comte Herbert Éveille-Chien était lui-même le fils d'un comte Ilugue ; on ne peut, en conséquence, l'identifier avec un fils de David. Voir plus haut p. 17-18.

Saint-Pierre-de-la-Couture du Mans et aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour de terres situées au Gué-Bernusson et dans plusieurs autres endroits, qui font aujourd'hui partie de la commune du Maus ¹. Elle renferme plusieurs expressions qui sont des anachronismes. La mention de censives, qui revient à quatre reprises ² dans le dispositif de l'acte, est surprenante. Le comte fait la donation « cum militibus et vernaculis » ; ces deux mots, qui remplacent le terme habituel de « fideles », nous semblent suspects dans un acte du x^e siècle.

La seconde contient le don du domaine de Marigné ³ et l'exemption de coutumes perçues sur les vignes des chanoines ⁴. On y relève un ablatif absolu qui trahit une époque assez tardive. Le comte Hugue II rappelle, en effet, que l'exemption a été faite « concedentibus baronibus meis et vavassoribus » ; ces expressions n'appartiennent pas au vocabulaire du x^e siècle ⁵.

Dans la troisième chartre, Hugue II confirme les donations faites

1. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 4, et *Pièces justif.*, n° 5.

2. « Cum collibertis et censivis inibi sitis... » — « et censivas... » — « cum omnibus censivis... » — « censivas... ». Ce terme appartient à une époque où le régime féodal était déjà constitué. Dans la langue juridique du xiii^e siècle, il désigne, en effet, la terre roturière et est opposée au fief (*Établissements de Saint-Louis*, éd. Viollet, II, p. 441 et 553) ; or, la notion de cette distinction n'existait pas encore au x^e siècle dans le Maine, puisque les premières inféodations qu'on y a signalées ne sont guère antérieures au premier quart du xi^e siècle ; voir plus haut, chap. VIII, p. 59-60. Il convient d'ajouter que, si le terme de « census » est très ancien, celui de « censiva » ne semble pas avoir été relevé dans des documents antérieurs au xii^e siècle (voir Du Cange, *Glossarium...* art. *censiva* et *census*) ; la signification qui est attribuée à ce mot par les jurisconsultes du xiii^e siècle paraît, par conséquent, avoir été sa signification primitive.

3. *Cant. d'Écommoy* (Sarthe).

4. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 2, et *Pièces justif.*, n° 6.

5. Quoiqu'on soit encore un peu incertain de la date à laquelle ces termes ont apparu et de leur exacte valeur juridique, leur présence dans un acte du x^e siècle est cependant prématurée. M. Guilhaumez mentionne le terme de vavasseur dans un acte du Cartulaire de Saint-Aubin d'Angers de 1062 (*op. cit.*, p. 150, n. 38). L'opposition du vavasseur et du baron est fréquente au moyen âge ; on la rencontre déjà dans les lois de Guillaume le Bâtard, où le relief du comte, celui du baron, celui du vavasseur et celui du vilain sont opposés les uns aux autres (*Lois de Guillaume le Conquérant*, éd. Matzke, dans la *Collection pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*, p. 16) ; elle persiste longtemps dans notre région et on la retrouve dans l'ancienne coutume d'Anjou. Mais cette opposition de mots qui a pour objet de distinguer deux conditions différentes, celle du possesseur de château et celle du non possesseur (Guilhaumez, *op. cit.*, p. 165) n'existait pas à la fin du x^e siècle dans le Maine, car le comte paraît avoir été alors avec le vicomte un des seuls possesseurs de châteaux.

par son père David à l'église de Saint-Pierre-de-la-Cour, et il accorde aux hommes du chapitre le privilège de ne se rendre à son ost que sur la semonce orale de son sénéchal au doyen ou au préchantre de l'église ¹. En premier lieu, l'existence d'un sénéchal chargé de la convocation de l'ost dans le comté du Maine avant 992 est invraisemblable ². En second lieu, la terminologie du rédacteur nous paraît trop précise pour appartenir à un siècle où la féodalité, loin d'être déjà « in esse », était encore « in fieri » ; le comte parle, en effet, de l'obligation qui pèse sur les hommes du chapitre d'aller « in exercitum sive in expeditionem meam » ; la convocation est désignée par le terme très exact de semonce ³. Enfin le privilège militaire, qui est accordé aux chanoines en vertu de cet acte, ne peut pas avoir été délivré au x^e siècle ⁴.

Ces anachronismes suffisent à rendre très suspecte l'authenticité des trois chartes ; mais la démonstration de leur fausseté ne sera complète que si on parvient à connaître l'époque à laquelle elles ont été faites, les raisons pour lesquelles on les a faites et les procédés dont se sont servis leurs auteurs pour les fabriquer.

1. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 3, et *Pièces justif.*, n° 7.

2. Si on met de côté cette mention, le premier sénéchal comtal connu dans le Maine est celui d'Herbert II (1051-1062) ; voir plus haut, p. 72, note 6. Dans le comté d'Anjou, dont le personnel administratif était au xi^e siècle beaucoup plus considérable que celui du comté du Maine, nous ne voyons pas apparaître de sénéchal avant l'année 1049 (Halphen, *op. cit.*, p. 102). On doit noter, en outre, qu'au xi^e siècle les sénéchaux étaient des fonctionnaires d'un caractère purement domestique ; ce n'était pas à eux que le soin de lever l'ost était confié, mais aux voyers (voir *supra*, p. 75).

3. « Submoneatur ». *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, p. 5.

4. On sait que c'est seulement au milieu du xi^e siècle que les justiciers commencèrent à renoncer aux coutumes d'ost et de chevauchée qu'ils exerçaient sur les habitants des terres cédées aux églises ; il ne s'agissait pas alors d'un abandon complet. Ce que les justiciers permirent alors aux églises, ce fut de transmettre la convocation aux hommes de ces églises. M. Prou, auquel nous empruntons ces considérations (*De la nature du service militaire dû par les roturiers aux XI^e et XII^e siècles*, Paris, 1890, 15 p., extrait de la *Revue historique*, novembre-décembre 1890), cite plusieurs actes du commencement du xii^e siècle, et notamment un acte du comte d'Anjou, dans lesquels ce droit de convocation est reconnu à des abbés. Or c'est d'un privilège de cette sorte qu'il est question dans la concession du comte Hugue, puisque les habitants des terres des chanoines y sont autorisés à ne se rendre à l'ost du comte que si la semonce a été faite par le sénéchal au doyen ou au préchantre du chapitre, qui faisait ensuite, probablement en personne, la convocation, et que le droit de justice possédé par le comte sur les défaillants ne pouvait être, d'après le même acte, exercé que par l'intermédiaire des officiers du chapitre. Au contraire, l'octroi de ce privilège n'a pas lieu de nous surprendre si l'acte a été fabriqué, comme nous essaierons de le montrer, au milieu du xii^e siècle.

La donation du Gué-Bernusson et de plusieurs autres terres est rappelée dans deux actes d'Hugue, archevêque de Tours, et de Gui, évêque du Mans. Le premier est le jugement par cet archevêque et cet évêque d'un procès pendant entre les chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour et les moines de la Couture, et il est daté par M. Menjot d'Elbenne entre les années 1134 et 1136 ¹. Le second est le *vidimus* de la donation des terres du Gué-Bernusson par le comte Hugue ², et le second acte, contemporain du premier, a été dressé à l'occasion du procès ³. N'est-il pas vraisemblable de supposer que la donation vidimée des terres du Gué-Bernusson, qui est attribuée au comte Hugue, a été en réalité composée à la même époque que le *vidimus* pour permettre aux chanoines de présenter à leurs juges un titre légitimant leurs prétentions ⁴? La donation fabriquée, la formalité du *vidimus* a pu sembler utile aux prétendus donataires pour donner à leur faux une apparence d'authenticité. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que la donation qui était faite à la fois aux moines de la Couture et aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour n'est pas contenue dans le cartulaire de la Couture conservé à la Bibliothèque du Mans (ms. 198) ⁵. On peut par conséquent conclure avec une très grande probabilité que la donation a été rédigée par les chanoines entre 1134 et 1136 à l'occasion du procès pendant entre eux et les moines de la Couture.

La date des deux autres faux ne peut pas être déterminée avec une précision aussi grande; mais il est à noter que, comme les formules du protocole et de l'eschatocolé de ces deux chartes sont presque identiques à celles qu'on trouve dans la première, les faussaires ont travaillé d'après un même modèle et suivant un même plan, et semblent, par conséquent, avoir été les mêmes. On doit cependant remarquer que sur deux points les allégations contenues dans les deux chartes contredisent celles de la première. Le comte Hugue est simplement qualifié comte du Maine dans la version de la donation du

1. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 17.

2. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 18.

3. La donation du comte Hugue est, en effet, rappelée dans l'exposé des motifs du jugement épiscopal.

4. Remarquons toutefois que la propriété indivise des chanoines et des moines de la Couture est déjà constatée dans un acte du comte du Maine Hélie, par conséquent avant 1110 (*Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 10); mais l'existence de cette indivision au début du xii^e siècle ne peut être considérée comme un argument en faveur de l'authenticité d'un acte du x^e siècle.

5. Les éditeurs de ce cartulaire l'ont publié d'après la copie de G. Savare. *Cartul. de la Couture*, n° 3.

Gué-Bernusson qu'a reproduite G. Savare ¹ : il s'intitule Hugue David dans celle de dom Briant ² ainsi que dans les deux actes d'Hugue, archevêque de Tours, et de Gui, évêque du Mans, et il est désigné dans les deux derniers comme le fondateur de la collégiale ³. Au contraire, il se nomme Hugue, fils de David, dans la seconde et la troisième chartes qui lui sont attribuées par le cartulaire ⁴, et il confirme dans la troisième les donations de son père David à la collégiale ⁵. Pour résumer ces divergences, le même personnage est tantôt appelé Hugue David, tantôt Hugue, fils de David ; la collégiale est tantôt considérée comme fondée par lui, tantôt comme étant une fondation plus ancienne déjà dotée par son père.

Et, tout d'abord, puisque le comte Hugue est qualifié de David dans la copie de la charte I faite par dom Briant et dans les chartes épiscopales, comment peut-on expliquer cette qualification inattendue ? Nous croyons qu'on peut le faire en rapprochant la charte de Saint-Pierre-de-la-Cour d'un récit contenu dans le *De majoratu et senescalcia Franciae*, où est exposée la rébellion d'un comte du Maine, David, contre son suzerain, le roi de France Robert ⁶. Ce rapprochement est d'autant plus légitime que l'auteur de ce récit, Hugue de Clers, figure deux fois comme juge et témoin dans deux actes du cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Cour, rédigés entre 1129 et 1151 et entre 1154 et 1159 ⁷. Que la légende de David ait été recueillie ou inventée par Hugue de Clers, la chose importe peu ; il nous suffit de constater qu'une légende avait cours au Mans, dans le milieu du XII^e siècle, au sujet d'un comte prétend du Maine appelé David, et que les chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour ont pu en avoir connais-

1. « Ego Hugo, comes Cenomanus » (*Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 1, et *Pièces justif.*, n° 5).

2. « Hugo David » (*Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, p. 2, n. 1). La copie de dom Briant se trouve dans le *Cenomania*, dont plusieurs copies subsistent, comme on l'a dit, au Mans et à la Bibliothèque nationale.

3. « Ex dono Hugonis David, ejusdem ecclesie fundatoris. » *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, p. 21 et 23.

4. « Ego Hugo, David filius. » *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, nos 2 et 3 et *Pièces justif.*, nos 6 et 7.

5. « Cuncta donaria, que pater meus, David, ecclesie beati Petri de Curia dedit. » *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 3, et *Pièces justif.*, n° 7.

6. *Chron. des comtes d'Anjou*, édit. Marchegay et Salmon, p. 389. L'auteur ajoute que David fut dépossédé de son comté, qui fut donné au comte d'Anjou Geoffroi Grisegonelle. Ce récit, qui est fabuleux et qui paraît avoir été composé pour donner une sorte d'antiquité aux droits des Angevins sur le Maine, a été écrit, semble-t-il, en 1158. Voir plus haut, p. 56.

7. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, nos 16 et 19.

sance. Il n'est pas étonnant, par conséquent, qu'ils aient essayé de se mettre sous le patronage de ce personnage fabuleux et important. Mais, d'autre part, il leur souvenait que leur église avait été fondée par un comte nommé Hugue ¹. Ils identifièrent d'abord tant bien que mal Hugue avec David, puis ils sentirent que cette identification était invraisemblable, et ils résolurent la difficulté en faisant de David le père d'Hugue ; la paternité de David est admise dans les chartes II et III du cartulaire ; leur auteur, non content de s'intituler fils de David, fait allusion dans l'exposé de l'acte II à son père David, et confirme dans l'acte III les donations de ce dernier. On doit ajouter que cette solution avait l'avantage de donner à l'établissement de Saint-Pierre-de-la-Cour un caractère vénérable d'antiquité. Si notre supposition est exacte, on doit conclure que les chartes II et III ont été rédigées un peu postérieurement à la charte I (1134-1136), par conséquent vers le milieu du ^{xii}e siècle.

Les auteurs de ces trois faux paraissent s'être servis d'un même modèle, et ce modèle était probablement un acte d'Hugue II. Les formules des trois chartes sont très semblables ². Elles sont archaïques. Toutes les trois comprenaient peut-être un préambule ³, en tous cas une invocation verbale, une formule d'imprécation ⁴ et des souscriptions. C'est à l'aide de ces souscriptions qu'on peut saisir les procédés des faussaires et l'âge de leur modèle. Le comte, en effet, parle, dans deux de ses actes, des personnages qui ont souscrit ses donations ; or ces personnages, loin d'être, comme il le prétend, des barons et des vassaux, semblent avoir été presque exclusivement des personnages ecclésiastiques ⁵ : ce sont l'évêque du Mans, Sifroi, évêque de la fin du ^xe siècle ⁶, les archidiaques,

1. Cette supposition est moins aventureuse qu'elle ne paraît, car, les trois prédécesseurs d'Herbert Éveille-Chien ayant porté le nom d'Hugue, ainsi que son successeur, il est probable que la collégiale a été fondée par un comte appelé Hugue.

2. On ne trouve entre ces formules que quelques variantes destinées, semble-t-il, à tromper le lecteur, dont les soupçons pouvaient être éveillés par la comparaison des trois actes.

3. Le préambule de la troisième charte a seul été copié dans le cartulaire, mais M. Menjot d'Elbenne a supposé avec beaucoup de vraisemblance que c'était celui des chartes I et II. *Op. cit.*, p. 4, n. 1.

4. Une formule d'imprécation très semblable à celle que contiennent les trois chartes se trouve dans une charte du comte d'Amiens, Vautier, rédigée en 977. Levillain, *Examen critique des chartes mérovingiennes et carolingiennes de l'abbaye de Corbie*, pièces justificatives n° 44, p. 305.

5. Remarquons cependant qu'Hugue, fils du comte Hugue II, souscrit la charte I.

6. Voy. plus haut, p. 81.

Eude, Guillaume ¹ et Isaac ². Ces quelques noms suffisent à prouver que les faussaires ont emprunté les formules de leurs actes, et notamment leurs souscriptions, à un acte du comte Hugue II rédigé pendant l'épiscopat de Sifroi, par conséquent à un acte composé entre les années 968 et 992.

En résumé, quelques-uns des actes les plus anciens du Cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Cour sont des faux ou des notices écrites longtemps après les actes juridiques qui y sont rapportés. La remarque s'applique à la donation d'Herbert Éveille-Chien (1016) ; deux notices du même cartulaire relatant une donation de Normand Riboule et une restitution de Jocelin le Maire ont été rédigées longtemps après les faits qu'elles racontent ; les trois actes d'Hugue II, comte du Maine, ont été fabriqués, le premier entre 1134 et 1136 à l'occasion d'un procès survenu entre les chanoines et les moines de la Couture, les deux autres un peu après, semble-t-il, à l'aide d'un acte d'Hugue II, dont les rédacteurs ont reproduit les formules pour y insérer les dispositifs de leurs faux.

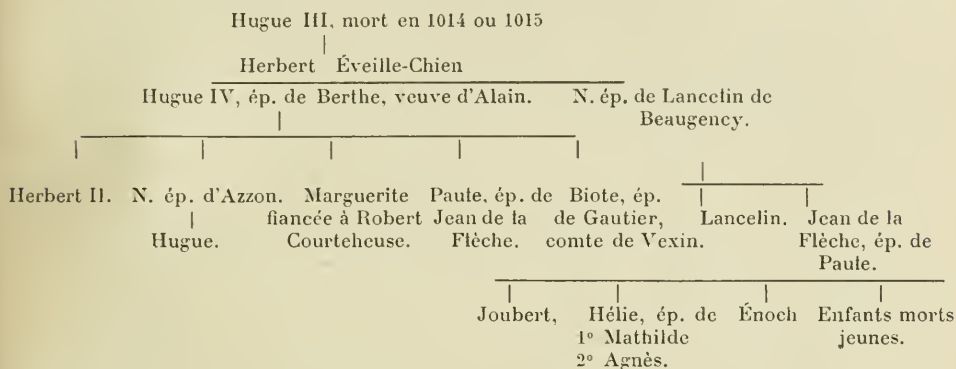
1. L'archidiacre Guillaume exerçait encore ses fonctions en 1028. *Cartul. de la Couture*, n° 7.

2. L'identification des autres souscripteurs n'est pas possible, et leur qualité n'est pas exprimée.

APPENDICE III

LES COMTES DU MAINE DU XI^e SIÈCLE

La généalogie des comtes du Maine au XI^e siècle a été embrouillée et obscurcie par Orderic Vital, dont les renseignements ont pendant longtemps fait autorité ¹. Nous allons d'abord dresser un tableau de cette généalogie telle qu'elle ressort de divers passages de ce chroniqueur ², que nous corrigerons ensuite :



Il y a lieu de rectifier ces allégations sur plusieurs points et de les justifier sur les autres. La filiation d'Herbert Éveille-Chien est expressément confirmée par Adémar de Chabannes ³, et celle d'Hugue IV par l'auteur des *Actus* ⁴. Mais Orderic Vital s'est trompé en attribuant quatre filles à Hugue IV ; d'autres documents, plus sûrs, nous prouvent que Gersent, femme d'Azzon, et Biote, femme de Gautier de Vexin, ont été les filles d'Herbert Éveille-Chien ⁵. En ce qui concerne

1. Les erreurs d'Orderic Vital ont été reproduites par Muratori (*Delle antichità Estensi ed Italiane*, Modena, t. I, 1717, p. 266) et Freeman (*op. cit.*, III, p. 675-677). Miss Kate Norgate a redressé quelques-unes de ces inexactitudes. *Op. cit.*, I, p. 233.

2. Voir notamment Orderic Vital, éd. Le Prévost, II, p. 102 et 232 ; III, p. 331 ; IV, p. 35-36 et 103.

3. Herbert y est dit « filium Ugonis ». *Chronique*, éd. Chavanon, p. 189, d'après le ms. lat. 5926 de la Bibl. nat.

4. « Hugonem videlicet Herberti filium. » *Actus*, p. 365.

5. Pour Gersent, la paternité d'Herbert Éveille-Chien résulte du texte de s *Actus*, p. 377 : « Erat autem uxor ejusdem marchisii, Gersendis

Paule, l'affirmation d'Orderic Vital n'est pas contredite par d'autres témoignages ; mais certaines raisons de vraisemblance nous autorisent à supposer que Paule, femme de Jean de la Flèche, était également fille d'Herbert Éveille-Chien, et que Lancelin de Beaugency, père de Jean de la Flèche, n'a pas épousé une femme appartenant à la famille des comtes manceaux ¹.

Le mariage d'Hugue IV et de Berthe, indiqué dans les *Actus* ², peut être approximativement daté, comme on l'a vu plus haut ³. Nous savons en outre par le texte des *Actus* qu'Hugue IV a laissé plusieurs enfants en bas âge ⁴. La filiation d'Herbert II est attestée par Guillaume de Poitiers ⁵, et ce comte est encore qualifié de jeune enfant en 1058 ⁶. Marguerite est considérée comme sa sœur par Guillaume de Poitiers ⁷ ; ses fiançailles avec Robert Courteheuse sont relatées par le même chroniqueur ⁸.

Ce qu'Orderic Vidal relate sur le père du comte Hélié, Jean de la Flèche, est confirmé par une notice en faveur des moines de Saint-Aubin ⁹. Le même document mentionne deux frères d'Hélié, Joubert

nomine, filia Herberti, Cenomannorum illustrissimi comitis, qui vocatus, est Evigila Canem » ; pour Biote, elle est attestée par Guillaume de Poitiers, éd. du Chesne, p. 180 : « Galterium Medantinum comitem, cui soror Hugonis nupserat. »

1. Nous avons vu qu'Orderic Vital considère la fille d'Hugue IV, Paule, comme ayant été la femme de Jean de la Flèche, et une fille d'Herbert Éveille-Chien, dont il ne donne pas le nom, comme ayant été celle de Lancelin de Beaugency, père de Jean de la Flèche ; la filiation de Jean de la Flèche est confirmée par une charte du *Cartulaire de la Trinité de Vendôme* (éd. Métais, n° 22). Jean de la Flèche aurait donc épousé sa cousine germaine ; une telle alliance, sans être impossible, est peu vraisemblable ; si on remarque, d'autre part, qu'Orderic Vital n'indique pas le nom de la femme de Lancelin, qu'il parle de ces deux unions dans deux passages différents (éd. Le Prévost, III, p. 331, et IV, p. 33), et qu'il a attribué à Hugue IV deux autres filles d'Herbert Éveille-Chien, on est amené à admettre comme probable l'hypothèse que nous proposons.

2. *Actus*, p. 365.

3. Voir *supra*, p. 28.

4. « Cives vero Cenomanici uxorem Hugonis cum infantibus plorantem per unam portam projecerunt. » *Actus*, p. 366.

5. « Hugo hereditatem suam Hereberto reliquit filio. » Guill. de Poitiers, dans l'éd. du Chesne, p. 189.

6. « Herberto puerulo comite. » *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 15.

7. « Germanam Heriberti » (Guillaume de Poitiers, *op. cit.*, dans l'éd. du Chesne, p. 190). Elle est considérée comme sa fille par Guillaume de Jumièges (éd. du Chesne, p. 293), erreur qu'a reproduite M. Dieudonné (*op. cit.*, p. 114, n. 3).

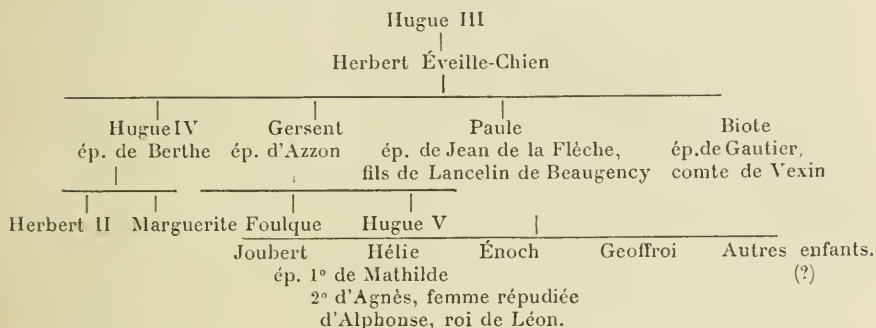
8. Guillaume de Poitiers, *op. cit.*, dans l'éd. du Chesne, p. 190.

9. « Helias, filius ejus. » *Cartul. de Saint-Aubin*, II, n° 746.

fils aîné de Jean de la Flèche ¹, et Geoffroi ² ; un troisième frère, Énoch, devint moine de la Couture ³.

Le mariage d'Hélie et de Mathilde de Château-du-Loir est attesté par une charte pour les moines de Marmoutier ⁴. De ce mariage naquit Érembourg, qui épousa Foulque le Jeune, fils de Foulque le Réchin ⁵. En secondes noccs, Hélie épousa, en 1109 ⁶, Agnès, fille de Guillaume VIII, duc d'Aquitaine, et femme répudiée d'Alphonse, roi de Léon ⁷.

La généalogie rectifiée des comtes du Maine peut être ainsi résumée ⁸.



1. « Gausbertus, filius Johannis de Fissa major natu. » *Op. cit.*, II, n^o 750.

2. *Ibid.*

3. « Ego Helias... pro monachatu Enoc fratris mei. » *Cartul. de la Couture*, n^o 26.

4. *Cartul. du Château-du-Loir*, n^o 67. Mathilde mourut, croyons-nous, au mois de mars 1099. Voir plus haut, p. 49.

5. « Comes Andegavensis, scilicet Fulco Fulconis, et venerabilis comitissa, uxor ejus, Aremburgis, filia comitis Helie. » *Actus*, p. 416.

6. D'après Orderic Vital ce mariage eut lieu dans l'année qui précéda la mort d'Hélie survenue le 11 juillet 1110. Éd. Le Prévost, IV, p. 103.

7. D'après M. Richard (*op. cit.*, t. I, p. 380), Agnès, fille de Guillaume VIII et de sa troisième femme Audéarde de Bourgogne, aurait été d'abord la femme de Pierre I, roi d'Aragon, qui l'épousa en 1081 et mourut en 1104, et ce serait par suite d'une confusion que la femme d'Hélie aurait été identifiée avec Agnès, fille aussi de Guillaume VIII, qui épousa en 1069 Alphonse, roi de Léon, et fut répudiée par ce prince en 1077. Mais on peut objecter à M. Richard qu'Orderic Vital affirme expressément qu'Agnès avait été la femme d'Alphonse, roi de Léon (Hildefonsi senioris, Galicie regis) (éd. Le Prévost, IV, p. 103), en prétendant cependant qu'elle était veuve (*relictam*), et non répudiée ; en second lieu M. Richard avoue qu'il ignore ce que devint la femme d'Alphonse (*op. cit.*, I, p. 308, n. 4) ; en troisième lieu il ne justifie son opinion par aucun texte. Le mieux nous semble, par conséquent, de nous rallier à l'opinion traditionnelle, quoique l'autorité d'Orderic Vital soit sujette à caution.

8. Pour terminer il nous semble utile de donner quelques indications sur le marquis Azzon et son fils Hugue, que les Manceaux allèrent deux fois chercher en Italie pour faire échec à la domination normande.

APPENDICE IV

L'ORIGINE DES SEIGNEURS DE LAVAL

LA FONDATION DU PRIEURÉ D'AUVERS-LE-HAMON¹

Les origines de la seigneurie de Laval, que M. Bertrand de Broussillon a dégagées de légendes encombrantes, n'ont pas encore été

D'après Muratori (*Delle antichità Estensi ed Italiane*, parte prima, Modena, 1717, p. 264), Azzon peut être identifié avec Azzon II, marquis d'Este, fils d'Azzon I et d'Adèle (*op. cit.*, p. 240-241). Son nom est une forme hypocoristique du nom Albert (« Albertus marchio, qui dicitur Azo », acte du 13 avril 1097, publié dans *op. cit.*, p. 81-82). Quelques documents le donnent comme vivant sous la loi des Lombards (« qui lege vivit Langobardorum », acte du 1^{er} décembre 1030, publié dans *op. cit.*, p. 83-84) ainsi que son fils Hugue (« Albertus... et filius ejus Ugo qui ex eorum natione lege Langobardorum vivunt », *op. cit.*, p. 81), ce qui peut expliquer le nom de *Langobardus*, qui est donné à Hugue V dans quelques notices écrites au Mans (*Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 11 ; *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 117). Azzon épousa en premières noces Cunégonde, héritière des Guelfes, et il eut de cette union un fils, Guelfe, qui devint duc de Bavière (*Antichità Estensi*, I, p. 264). Il épousa en secondes noces Gersent, fille d'Herbert Éveille-Chien et femme répudiée de Thibaut III, comte de Blois (*Actus*, p. 377). De ce mariage naquirent Hugue et Foulque, qui sont déjà cités entre 1063 et 1077 dans une donation à eux faite par l'empereur d'Allemagne Henri IV (*Antiquitates Italicae*, V, p. 751). Azzon, qui, au retour du Maine, est signalé en mars 1074 comme assistant à un synode tenu à Rome par le pape (G. Meyer von Knorau, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich IV u. Heinrich V*, Leipzig, t. II, 1894, p. 348), vivait encore en 1097 (*Antichità Estensi*, I, p. 81). Quant à son fils, le comte Hugue V, il épousa en 1078 une fille de Robert Guiscard, dont le nom est resté inconnu (F. Chalandon, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile*, Paris, 1907, t. I, p. 251 et 283). Muratori (*Antichità Estensi*, I, p. 272-273) a publié une curieuse transaction qu'il fit le 6 avril 1095 avec son frère Foulque à Este, et qui avait pour objet le partage des biens de leur père. Nous y voyons Hugue vendre quelques biens à Foulque comme il avait vendu en 1092 le Maine à Ilélie. Les auteurs de l'*Art de vérifier les dates* (II, p. 843), croyant qu'Hugue V était resté en France après la cession du comté, ont cherché à l'identifier avec un personnage vivant dans l'Auxerrois qui est qualifié d'Hugue Manceau ; cette identification est inadmissible.

1. Nous reproduisons ici un article que nous avons publié dans le *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne* (2^e série, XXIII, p. 199-211). Ce travail ayant été critiqué par MM. les abbés Angot et Toublet (voir plus loin, p. 126, n. 3) nous l'avons révisé et corrigé sur plusieurs points, mais en maintenant nos conclusions sur les plus importants. Pour plus de détails, voir R. Latouche, *L'origine, des seigneurs de Laval et la fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon* (Réponse à MM. les abbés Angot et Toublet), dans la *Province du Maine*, t. XVII, 1909, p. 293-302.

complètement élucidées, et une discussion s'est engagée entre M. l'abbé Angot¹ et l'auteur de *La Maison de Laval*² au sujet du premier de ces seigneurs, Gui I^{er}, qui vivait dans la première moitié du XI^e siècle. Ce personnage a été identifié par M. l'abbé Angot avec *Guido de Danazeio*, seigneur qui donna aux moines de la Couture au Mans l'église et le bourg d'Auvers-le-Hamon³, et dont le nom doit être, ajoute-t-il, corrigé et traduit en celui de Gui d'Aversé. Cette identification permettrait, prétend M. l'abbé Angot, de fixer le lieu d'origine des seigneurs lavallois : ils viendraient d'Aversé⁴, et la supposition serait d'autant plus plausible que les seigneurs de Laval ont possédé Aversé jusqu'au XVI^e siècle⁵. L'hypothèse de M. l'abbé Angot repose naturellement sur la donation d'Auvers-le-Hamon et la confirmation de cette donation par le comte Hugue IV⁶, mort le 26 mars 1051, puisque c'est par ces deux actes seulement que *Guido de Danazeio* nous est connu. Il importe donc avant tout de savoir quelle est la valeur de ces deux actes, et s'il est permis de les utiliser. Cette question préjudicielle n'est pas, comme nous le verrons, une question oiseuse, et nous croyons que, si on l'avait posée plus tôt, le débat auquel ces actes ont donné lieu ne se serait pas élevé. Il nous paraît cependant utile de résumer d'abord ce débat, d'autant plus que les arguments produits des deux côtés sont fort spécieux, et que l'impossibilité où l'on est d'adopter comme de réfuter complètement les uns comme les autres contribuera peut-être à justifier les conclusions que nous proposerons.

La donation d'Auvers-le-Hamon aux moines de la Couture est faite par un seigneur qui s'intitule *Guido de Danazeio*. L'identification de ce personnage avec Gui I^{er} de Laval trouve, selon M. l'abbé Angot, sa justification dans un jugement de Guillaume le Bâtard⁷. Aux termes de ce jugement, Gui de Laval donna aux moines de Marmoutier une terre que ceux de Saint-Pierre-de-la-Couture revendiquèrent plus tard comme appartenant à leur prieuré d'Auvers ; appelé comme témoin, Gui reconnut qu'il avait concédé cette terre à un moine nommé Guérin pour faire un bourg en lui assignant comme

1. *Dictionnaire de la Mayenne*, II, p. 576-577, et *Note sur l'origine de Guy I^{er} de Laval* (*Bull. de la Comm. hist. de la Mayenne*, 2^e série, XIX, p. 408 et suiv.).

2. *La Maison de Laval*, I, p. v et suiv.

3. Cant. de Sablé (Sarthe). La donation a été publiée dans le *Cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Couture*, n^o 10.

4. Cant. de Brûlon (Sarthe).

5. M. Laurain, archiviste de la Mayenne, semble avoir approuvé cette supposition. *Bibl. de l'Éc. des Ch.*, t. LXIII, 1902, p. 144.

6. *Pièces justif.*, n^{os} 8 et 9.

7. Le jugement est publié dans *La Maison de Laval*, I, n^o 28.

première possession l'église d'Auvers. M. l'abbé Angot montre que, postérieurement à cette concession, *Guido de Danazeio* donna le monastère d'Auvers à la Couture comme l'avait possédé Guérin ¹. Il considère, par conséquent, comme légitime d'affirmer que *Guido de Danazeio* est le même personnage que Gui de Laval ², et il ajoute, en invoquant le motif qu'on a indiqué plus haut ³, que *de Danazeio* paraît être une faute de lecture : le terme contenu dans l'acte original devait être *de Avezeio*.

M. Bertrand de Broussillon a présenté plusieurs objections contre cette opinion ⁴. Il commence par déclarer qu'il lui paraît impossible d'identifier *Guido de Danazeio* avec Gui d'Avessé, parce que la correction proposée par M. l'abbé Angot est invraisemblable ⁵; en second lieu, dit M. de Broussillon, Gui de Laval ne prétend pas du tout dans le jugement de Guillaume le Bâtard avoir fait don de l'église d'Auvers à Guérin; en troisième lieu, l'allusion qu'on trouve dans la donation d'Auvers à la possession du moine Guérin ne se rapporte pas au monastère d'Auvers, mais à une terre située devant la porte du château du donateur; en quatrième lieu, il est étrange que les moines de la Couture se soient laissé condamner contre ceux de Marmoutier sans alléguer la donation que leur avait faite Gui de l'église d'Auvers. M. de Broussillon remarque, en outre, que la donation d'Auvers et la confirmation de cette donation présentent quelques bizarreries de rédaction.

La valeur de ces objections, dont quelques-unes sont subtiles, est inégale, et nous croyons qu'on serait obligé de s'en tenir aux conclu-

1. « Uti Guarinus possedit. » *Cartul. de la Couture*, p. 15.

2. On peut ajouter, pour fortifier l'argumentation, que *Guido de Danazeio* fit son don du consentement de ses deux fils, Jean et Hémon, et que nous savons que deux des fils de Gui I^{er} de Laval portaient ces noms. *La Maison de Laval*, I, p. 23.

3. Voir plus haut, p. 117.

4. *Loc. cit.*

5. Cette objection nous semble d'autant plus fondée que les mots *Guido de Danazeio* se trouvaient certainement dans l'original de la donation d'Auvers, car le rédacteur du ms. lat. 17.123 de la Bibl. nat., dont la copie a été faite sur l'original lui-même, a lu le nom du donateur comme l'auteur du cartulaire (p. 181). M. l'abbé Toublet, de son côté, a proposé une nouvelle lecture (*Fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXV, 1909, p. 38). Il y aurait, selon lui, dans le *Cartulaire de la Couture* (Bibl. du Mans, ms. 198), non pas *Guido de Danazeio*, mais *Guido de Danareio*. Après vérification faite sur le manuscrit, cette correction ne nous paraît pas fondée, et, ce qui fortifie notre jugement, c'est que la forme : *Guido de Danazeio* est aussi celle des copies des mss. lat. 17.123 de la B. N. et 91 de la Bibl. du Mans. Nous montrerons du reste en finissant que la question est de peu d'importance.

sions de M. l'abbé Angot comme à un pis-aller, si un tiers parti plus radical ne nous permettait de rendre la discussion inutile en supprimant le problème. Il suffit, pour arriver à ce résultat, de montrer que les deux actes qui ont donné lieu à la controverse, la fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon et la confirmation de cette fondation, sont des faux rédigés longtemps après les faits qui y sont indiqués. Si, non content de démontrer leur inauthenticité, on peut retrouver la date de leur rédaction, les raisons qui ont déterminé les moines à les composer et les procédés dont ils ont usé pour le faire, on sera autorisé à conclure que tout débat qui reposerait sur le témoignage de ces actes ne peut être que stérile. C'est ce que nous essaierons de faire.

Les invraisemblances que renferment ces deux actes ¹ ne sont pas toutes restées inaperçues; mais on s'est contenté, après l'auteur du *Compendium historiæ abbatiae Culturae*, d'y voir des interpolations ². Cette explication, trop indulgente, est insuffisante; nous examinerons successivement les raisons historiques et les raisons diplomatiques qui nous permettent d'affirmer que les deux actes sont faux; ces chartes étant solidaires l'une de l'autre, nous les examinerons simultanément.

Nous considérons comme des preuves historiques de la fausseté d'un acte les mentions et les souscriptions de personnages qui ne vivaient pas à l'époque de la rédaction de cet acte ou qui n'exerçaient pas alors les fonctions qui leur y sont attribuées. L'identité du donateur n'a jamais été établie, mais il nous semble opportun de réserver cette question ³. La confirmation de la donation est faite par le comte du Maine Hugue, et souscrite par la femme et le fils d'Hugue Berthe et Herbert. On doit identifier ce comte avec Hugue IV, qui épousa la comtesse Berthe entre le 14 mai 1045 et le 14 mai 1047 ⁴, et qui mourut le 26 mars 1051 ⁵, et dater la confirmation ainsi que la donation ⁶ entre les années 1046 et 1051. Or la confirmation de la donation est souscrite par l'évêque du Mans Sifroi, dont le décès a eu

1. Ils ont été publiés par les bénédictins de Solesmes d'après le cartulaire manuscrit de la Couture et celui d'Auvers-le-Hamon; le texte de ces deux actes nous a été, en outre, conservé dans une copie de la collection Gaignières (B. N., lat. 17.123, p. 181 et 183), qui nous semble plus correcte, et qui contient le dessin d'un des sceaux appendus à ces actes. Cf. *Pièces justif.*, nos 8 et 9.

2. *Cartul. de la Couture*, p. 17, n. 1.

3. Voir plus loin, p. 125.

4. Voir, p. 28.

5. Cf. *supra*, p. 29, n. 1.

6. La comtesse et le fils du comte sont, en effet, aussi mentionnés dans l'acte de donation.

lieu au plus tard en 1004, et peut-être dès 997 ¹ : l'impossibilité est manifeste. La souscription de l'abbé de Vendôme mérite aussi d'attirer notre attention ; elle est ainsi rédigée : *S. Avesgaudi abbatib. Vindocini*, alors que l'abbé en fonction était de 1032 à 1045 Renaud, et de 1045 à 1082 Orri ². Le dispositif de l'acte contient, en outre, le nom de l'abbé de la Couture Joël, et ce nom est inexactement indiqué ; car, en 1050, l'abbé de la Couture s'appelait Ascelin, et le même exerçait encore sa fonction en 1068 ; il fut alors remplacé par Renaud, qui ne céda la place à Joël qu'en 1074 ³. L'inexactitude est accompagnée d'ailleurs d'une contradiction, car la souscription de l'abbé Ascelin se trouve à la fin de l'acte de *Guido de Danazeio*, et les deux actes sont contemporains. Les autres souscriptions ne fournissent pas matière à la critique, soit qu'elles soient historiquement exactes, soit que leur inexactitude soit invérifiable.

Si on examine maintenant la forme des deux actes, on remarque tout d'abord dans l'acte de donation la mention de « deux sceaux en cire verte sur lacs de ruban de soye jaune et rouge ⁴ », et dans l'acte de confirmation celle d'un sceau « en cire verte sur lacs de parchemin ⁵ ». Les deux premiers sont ceux de *Guido de Danazeio* et du comte Hugue IV, le troisième celui d'Hugue IV ⁶. Ces trois mentions sont plus que suspectes dans des actes datés entre 1046 et 1051. Tout d'abord il est fort probable que le comte du Maine, Hugue IV, n'a jamais eu de sceau ⁷ ; si l'existence d'un sceau comtal au milieu du ^x^e siècle est peu vraisemblable, il est, pour ainsi dire, inadmissible qu'un seigneur peu important comme *Guido de Danazeio* ait possédé le sien alors que beaucoup de grands feudataires n'en avaient pas encore. En second lieu, la description qui a été faite de ces sceaux ne saurait convenir à des sceaux de cette époque. Les lacs de soie avec lesquels ceux du comte et de *Guido de Danazeio* étaient attachés à la charte de donation sont un mode de scellement qui n'apparaît qu'à la

1. Voir *App. VI*, p. 134.

2. *Gallia christiana*, t. VIII, col. 1366-1367.

3. *Op. cit.*, t. XIV, col. 471-472, et *supra*, chap. x, p. 85, n. 4.

4. *Pièces justif.*, n° 8.

5. *Pièces justif.*, n° 9.

6. Nous commençons par cette anomalie parce qu'elle est la plus grossière, et que les autres sont moins susceptibles de nous renseigner sur la fausseté des actes que sur les conditions dans lesquelles ils ont été rédigés.

7. Le seul signe de validation qu'on rencontre dans les actes de ce comte est la souscription autographe ; le comte Hélie est le premier comte du Maine qui ait scellé ses actes (voir *infra*, p. 155, note 1). En Anjou, et « jusque vers 1060, il semble que les comtes se soient contentés, pour valider les actes, d'y tracer ou d'y faire tracer une croix ». Halphen, *op. cit.*, p. 240.

fin du ^{xii}^e siècle ¹; de même la double queue de parchemin, qu'on voyait certainement dès le ^{xiv}^e siècle ² au bas de l'acte de confirmation, constitue un procédé de scellement qu'on ne rencontre qu'exceptionnellement dans les chancelleries seigneuriales de la première moitié du ^{xi}^e siècle ³. La cire verte n'a été employée que sous Louis VII dans la chancellerie royale ⁴; à plus forte raison ne doit-on pas la rencontrer dans des actes privés du milieu du ^{xi}^e siècle. Le type de sceau du comte, que le copiste du ms. lat. 17.123 a dessiné, n'est pas non plus celui d'un sceau du ^{xi}^e siècle. C'est le type équestre, qui apparaît à la fin du ^{xi}^e siècle, mais ne se précise qu'au ^{xii}^e ⁵; or la représentation de notre sceau est déjà fort nette et, pour ainsi dire, classique. D'autre part, les sceaux n'ont pas été ajoutés postérieurement, car ceux de *Guido de Danazeio* et du comte sont mentionnés dans l'annonce des signes de validation de la donation et rappelés dans le dispositif de la confirmation; le sceau du comte que contient l'acte de confirmation y est aussi annoncé.

Ces remarques, qui ne portent que sur des points spéciaux, suffisent cependant à discréditer les deux actes. Mais le soupçon se transformera en une véritable certitude si on peut déterminer les conditions dans lesquelles ces actes ont été faits; cette détermination ne nous semble pas impossible.

Le *Cartulaire de la Couture* contient plusieurs pièces relatives à quatre procès que les moines eurent à soutenir au sujet de leur prieuré d'Auvers-le-Hamon ⁶; ces quatre procès semblent avoir eu lieu à la même époque, car tous ont été faits pendant que Geoffroi de Sonnois était prieur d'Auvers, et il est possible de les dater approximativement grâce aux mentions de personnages connus qui y intervinrent. Le sénéchal du Maine, Geoffroi Mauchien, qui arbitra les procès soutenus par les moines contre Bouchaud de Monceaux ⁷, Robert Botin ⁸ et Guillaume Sanguin ⁹, exerça sa fonction d'une date postérieure à 1154 jusqu'à 1202 ¹⁰. L'épiscopat d'Hamelin, évêque du Mans, entre les mains duquel les moines et Brun d'Auvers compromirent ¹¹, dura

1. Giry, *Traité de diplomatique*, p. 643.

2. *Cartul. de la Couture*, p. 17, n. 1.

3. Giry, *op. cit.*, p. 641.

4. *Op. cit.*, p. 643.

5. Giry, *op. cit.*, p. 646-647.

6. *Cart. de la Couture*, nos 154-160.

7. *Op. cit.*, n° 155.

8. *Op. cit.*, n° 157.

9. *Op. cit.*, n° 160.

10. Beauteemps-Beaupré, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au ^{xvii}^e siècle*, 2^e partie, t. III, p. 312-318.

11. *Cartul. de la Couture*, nos 158 et 159.

de 1190 à 1214¹. Le décanat de Foulque, doyen de Saint-Pierre-de-la-Cour, qui jugea cette dernière contestation au nom de l'évêque et des deux autres arbitres², est daté par M. Menjot d'Elbenne entre les années 1187 et 1193³. Ces procès ne sont donc pas antérieurs à 1190, ni postérieurs à 1193. Or on constate avec surprise que quelques-uns des points litigieux qui y sont débattus sont exposés et résolus dans l'acte de fondation du prieuré. La donation du bourg d'Auvers par *Guido de Danazeio* est suivie dans l'acte de donation de celle de coutumes ; *Guido de Danazeio* ajoute même, pour étendre la portée de sa générosité, que sa concession s'applique aux coutumes qui sont perçues sur la voie publique comme à celles qui sont perçues en dehors⁴ ; on remarque dans un acte de Gui VI de Laval⁵, qui, comme nous le verrons plus loin, est contemporain des procès, une libéralité identique : Gui VI donne, en effet, aux moines d'Auvers une coutume à percevoir sur le chemin comme en dehors du chemin⁶. Vient ensuite dans l'acte de donation la concession d'un four et d'un pressoir⁷ ; précisément deux des procès ont l'un pour objet accessoire⁸, l'autre pour objet unique⁹ le droit de four à Auvers, et dans les deux cas l'arbitre reconnaît le caractère banal du four monastique. L'énumération contenue dans la fondation du prieuré se poursuit par la donation de la moitié d'un moulin et de la mouture du blé des hommes habitant à Auvers¹⁰ ; il est à remarquer que la longue contestation qui eut lieu entre les moines d'un côté, Brun d'Auvers et Gervais son fils de l'autre, portait précisément sur la mouture du bourg d'Auvers et sur un moulin¹¹. Les autres clauses de la donation ne peuvent pas être rappor-

1. *Actus*, p. 473,

2. *Cartul. de la Couture*, n° 159.

3. *Hist. du chapitre de Saint-Pierre-la-Cour*, p. CLXXX ; grâce à l'obligeance de M. Menjot d'Elbenne, nous avons pu consulter les bonnes feuilles de cet ouvrage.

4. « Omnes consuetudines... sive in publica via, sive extra publicam viam. » *Pièces justif.*, n° 8.

5. *Cartul. de la Couture*, n° 154.

6. « Costumam... in via et extra viam. » *Cartul. de la Couture*, p. 125.

7. « Annuo quoque eis furnum cum pressorio. » *Pièces justif.*, n° 8.

8. *Cartul. de la Couture*, n° 156.

9. *Op. cit.*, n° 160.

10. « Medietatem etiam unius molendini eis concedo, et molturam omnium eorum hominum... » *Pièces justif.*, n° 8.

11. « Cum... de multura burgi de Auvers et de quodam molendino controversia fuisset diutius agitata... » *Cartul. de la Couture*, p. 128, n° 159. On peut ajouter qu'il existe une relation au moins apparente entre les conclusions contenues dans l'arbitrage et les termes de la donation ; les arbitres décidèrent, en effet, que les chevaliers Brun et Gervais conserveraient des droits sur le moulin de la Roche appartenant aux moines et que, réciproquement, les

chées des conclusions des quatre procès, mais nous croyons que les coïncidences que nous avons indiquées sont trop significatives pour être fortuites. L'intérêt qu'avaient les moines à exhiber la donation de *Guido de Danazeio* résulte avec évidence de notre comparaison. Il est d'ailleurs, pour ainsi dire, attesté par les faits, car une charte de Gui VI de Laval ¹, qui, si on juge par les souscriptions, est contemporaine des quatre procès ², contient la confirmation des droits de coutume et de four possédés par les moines dans le bourg d'Auvers; elle prouve, par conséquent, que les moines cherchaient alors à justifier leurs prétentions. Or, comme nous l'avons montré, cette justification est pour ainsi dire contenue dans l'acte de donation de *Guido de Danazeio*. On est dès lors tout naturellement amené à appliquer l'adage: « Is fecit cui prodest », et à conclure que les moines ont refait l'acte de fondation de leur prieuré à l'occasion de leurs procès et pour les besoins de leurs causes.

L'examen du cartulaire manuscrit de la Couture confirme, du reste, cette hypothèse. Les documents y sont classés, non pas d'après leur ordre chronologique, ordre qui a été rétabli à tort par les éditeurs du cartulaire, mais d'après un ordre méthodique. Les documents relatifs au prieuré d'Auvers y sont réunis ³, et ces documents se composent des prétendues chartes de fondation et des pièces des procès de 1190-1193. Ce groupement ne paraît pas avoir été l'œuvre du copiste du cartulaire; il est beaucoup plus vraisemblable de supposer que celui-ci a trouvé tous ces actes réunis dans un dossier, et que ce dossier était celui des procès que soutinrent les moines d'Auvers à la fin du xii^e siècle. Les chartes de fondation y figuraient parce qu'on les avait alors utilisées et, croyons-nous, fabriquées.

Il est plus délicat de savoir comment les moines ont procédé dans leur travail de falsification. Une clause archaïque de la charte de fondation, la donation du droit de voirie, et la mention de certains personnages connus comme ayant vécu au milieu du xi^e siècle, le comte du Maine Hugue, sa femme Berthe, son fils Herbert, Gui (de Laval), qui, nous le savons par ailleurs, donna Auvers aux moines de la Couture, les fils de Gui, Jean et Hémon, le moine Guérin, premier dona-

moines en conserveraient sur celui de l'Étang appartenant aux chevaliers; en particulier la mouture sèche devait être partagée par moitié entre les moines et les chevaliers (*Op. cit.*, p. 128, n° 159); de même le généreux donateur du bourg d'Auvers, *Guido de Danazeio*, ne concédait aux moines que la moitié du moulin (*Pièces justif.*, n° 8).

1. *Cartul. de la Couture*, p. 123, n° 154.

2. Foulque l'Enfant et Robert de Espino, souscripteurs de cette confirmation, sont mentionnés dans les actes 153, 156 et 157.

3. Fol. 14 et 15.

taire de l'église d'Auvers ¹, nous font supposer que les faussaires ont eu entre les mains une charte de fondation authentique du prieuré. Cette donation avait dû être faite par Gui, premier seigneur de Laval ². Mais les moines de la Couture, au lieu de se borner à reproduire le document original, l'ont altéré en ajoutant, d'une part, des clauses favorables à leur cause, et de l'autre, des souscriptions et des formules anachroniques ³. Il est probable, en outre, qu'ils ont fabriqué de toutes pièces l'acte de confirmation.

Nous montrerons à la fin de cet article d'où provient le surnom du donateur, *Guido de Danazeio*. Si le rédacteur de l'acte s'est trompé en faisant du comte Hugue III un contemporain de l'évêque Sifroi, il est très facile d'expliquer son erreur : il suffit, en effet, qu'il ait eu recours, pour trouver le nom de l'évêque qui vivait à l'époque de ce comte, à un acte du comte Hugue II, par exemple, à la donation faite aux moines de la Couture de biens situés dans le Sonnois, dans laquelle figure l'évêque Sifroi ⁴. D'autre part, c'est peut-être en compulsant les actes qui sont relatifs à la fondation du prieuré de Solesmes ⁵ qu'il a eu l'idée de faire suivre la donation d'une confirmation comtale. Nous ajouterons qu'on peut retrouver la charte à l'aide de laquelle la confirmation d'Hugue IV a été fabriquée. Cette confirmation contient, en effet, en dehors de l'annonce du sceau, quelques formules insolites que nous n'avons pas relevées jusqu'ici, et que nous nous croyons en mesure d'expliquer en les rapprochant d'une charte du comte du Maine, Hélié, où est relaté le don de la chapelle de Ténie aux moines de la Couture ⁶. Si on compare le protocole des deux actes, on est surpris de l'identité des formules :

CHARTRE D'HUGUE IV

*Ut presentibus et futuris ad
perpetuam memoriam redeat et*

CHARTRE D'HÉLIE

*Ut presentibus et futuris adper-
petuam memoriam redeat, ego,*

1. Ces derniers détails sont connus par un jugement de Guillaume le Conquérant rendu à la suite d'une contestation entre les moines de Marmoutier et ceux de la Couture (*La Maison de Laval*, t. I, p. 39). Nous avons supposé dans notre article précité que les faussaires avaient utilisé ce jugement ; cette hypothèse ne rend compte ni des parties anciennes ni de tous les synchronismes exacts que contiennent les deux faux.

2. Le texte du jugement prouve explicitement l'existence de cette donation : « Nec monachis de Cultura, quando (Guido) dedit eis ecclesiam de Alvers. » *Op. cit.*, p. 41.

3. Nous signalerons quelques pages plus loin un autre exemple d'un scribe falsifiant un acte authentique en y insérant à la fois des clauses nouvelles et des souscriptions anachroniques (*App. VI*, p. 133).

4. *Pièces justif.*, n° 2.

5. *Cart. de la Couture*, nos 8 et 9.

6. *Op. cit.*, n° 23.

prorsus percognitum fiat, ego, Helias, *Cenomanorum comes, san-*
Hugo, Cenomanensium comes, sa- num duximus litteris nostris si-
 num duximus litteris nostris si- gnificare pro anime mei reme-
 gnificare quatinus donnus Guido dio... (*Cartul. de la Couture*,
 de Danazeio, miles et homo noster, p. 36).
 pro anime sue remedio... (*Pièces*
justif., n° 9).

Cette identité ne peut être le résultat d'une coïncidence fortuite, et le rédacteur de l'acte d'Hélie n'a pas copié celui d'Hugue IV, car le faussaire a trahi son modèle par sa maladresse : on lit dans le dispositif de l'acte d'Hugue IV que la confirmation fut faite à la demande de l'abbé Joël, et cette mention est non seulement anachronique, mais encore en contradiction avec la souscription de l'abbé de la Couture, que contient la donation d'Auvers¹ ; or l'abbé Joël est précisément le donataire du comte d'Hélie dans l'acte dont nous avons cité le protocole. On peut donc supposer avec la plus grande vraisemblance que le faussaire a reproduit le nom de l'abbé qu'il trouvait dans son modèle, sans s'apercevoir ni de l'anachronisme, ni de la contradiction.

Mais un dernier point, et le plus important pour l'histoire, reste à élucider ; les érudits du Maine ne se sont intéressés si particulière- ment aux deux actes qu'on a critiqués, que parce qu'ils ont cru y trouver, comme on l'a montré plus haut², d'utiles renseignements sur les seigneurs de Laval. Nous nous sommes abstenu jusqu'ici de chercher à identifier le donateur de l'église d'Auvers-le-Hamon ; notre étude, il est vrai, a eu pour but, et peut-être pour résultat, de discréditer toutes les allégations qui sont contenues dans cette donation ; mais il est possible d'être plus précis et de prouver que le nom même du donateur a été forgé par le faussaire. Car, si le nom de Gui semble avoir été emprunté à la charte authentique de fondation³, celui de la seigneurie de *Danazeio*, qui est mis à côté de ce nom, n'a probablement pas été trouvé dans ce document ; on remarque, en effet, que le premier des témoins laïques qui souscrivirent le jugement rendu par l'évêque du Mans dans le procès relatif au moulin d'Auvers fut Hamelin de *Denace*⁴. S'il paraît à cette place dans cet acte, c'est certainement parce qu'il y avait à la fin du xii^e siècle entre sa seigneurie et le prieuré d'Auvers des relations, dont il est d'ailleurs difficile de déterminer le caractère ; il est à supposer que le faussaire, qui avait

1. Voir plus haut, p. 120.

2. Voir plus haut, p. 117.

3. Il en est de même, croyons-nous, des noms des fils de *Guido de Danazeio*, Jean et Ilémon, car ce sont ceux que portaient les fils de Gui de Laval mentionnés dans le jugement.

4. « De laïcis : Hamelino (de) Denace... » *Cart. de la Couture*, p. 129.

constaté ces relations, a jugé conforme à la vraisemblance d'attribuer la donation de l'église d'Auvers à un seigneur de Deneré ¹.

On sera surpris, il est vrai, que le faussaire n'ait pas donné à l'auteur de la donation le titre qui lui convenait, celui de seigneur de Laval : « Guido de Valle. » Peut-être est-il permis de répondre qu'il ne le connaissait pas ; en effet, Gui de Laval, dans un de ses actes qui ont été conservés, est simplement appelé *Guido* ², et c'est ainsi qu'il était probablement désigné dans l'acte de fondation du prieuré. Cette mode de désignation a pu sembler anormale au faussaire, qui vivait à une époque où les seigneurs avaient l'habitude de joindre à leur nom celui de leur terre, et nous inclinons à croire que, pour se conformer aux règles de l'onomastique de son temps, il a « accolé » au nom de Gui un nom de seigneurie choisi sans souci de l'exactitude historique.

En résumé, la donation d'Auvers-le-Hamon par *Guido de Danazeio* aux moines de la Couture et la confirmation de cette donation par le comte du Maine Hugue IV sont des faux qui paraissent avoir été fabriqués par les moines de Saint-Pierre de la Couture, entre 1190 et 1193, pour justifier certaines prétentions soulevées à l'occasion de quatre procès, à l'aide de plusieurs actes anciens et notamment de la donation de la chapelle de Tennie par le comte Hélie ; le prétendu donateur, Gui de Deneré, est un personnage imaginaire ³.

1. Nous croyons qu'on doit identifier la seigneurie de *Danazeio* et celle de *Denace* avec Deneré, aujourd'hui ferme et hameau de la c^{ne} d'Avoise (cant. de Sablé, Sarthe), qui sont situés à proximité d'Auvers-le-Hamon, et non avec Denazé (cant. de Craon, Mayenne). La seigneurie de Deneré est du reste mentionnée dans un censier du xiii^e siècle de la Couture (*Cartul. de la Couture*, p. 241), ce qui prouve que les moines la connaissaient. Ce renseignement est dû à l'obligeance de M. E. Vallée.

2. *La Maison de Laval*, t. I, p. 22.

3. M. l'abbé Angot a répondu à notre article dans le *Bulletin de la Commission hist. et arch. de la Mayenne*, t. XXII, 1907, p. 336-339. Il croit qu'on a le droit d'utiliser les actes du *Cartulaire de la Couture* sous prétexte que les moines ont pu emprunter à un texte authentique « la trame historique » de leurs faux. M. l'abbé Toublet a aussi consacré à l'origine du prieuré d'Auvers-le-Hamon un article assez intéressant, mais dont les conclusions nous paraissent inacceptables (voir plus haut, p. 118, n. 5). Il pense, comme M. l'abbé Angot, qu'il « serait injuste de rejeter » les deux chartes de fondation « à cause des marques extérieures d'authenticité qui leur manquent ». Cette opinion est dangereuse et risque d'exposer ceux qui seraient tentés de l'adopter à de graves mécomptes. Ajoutons que M. l'abbé Toublet a essayé de restituer le texte primitif de la donation, et cela principalement à l'aide de la version du cartulaire manuscrit où ne figurent pas les noms d'un certain nombre de témoins ; cet essai de restitution est peu heureux, comme la publication que nous faisons des deux chartes à la fin de ce volume le prouve : la version du cartulaire n'est qu'une reproduction, avec quelques coupures, du texte de la charte fausse que nous donnent les autres versions.

APPENDICE V

LES PREMIERS VICOMTES DU MAINE ¹

L'histoire des premiers vicomtes du Maine, comme celle de la plupart des familles féodales au x^e et au xi^e siècle, est obscure ; nous essaierons cependant dans les lignes qui suivent d'en faire une brève esquisse ².

On peut définir le vicomte le lieutenant du comte dans l'ensemble de ses attributions et dans toute l'étendue du comté.

Il est impossible de déterminer d'une manière certaine la date à laquelle ont apparu les premiers vicomtes du Maine ; comme la fonction vicomtale existait de même que la fonction comtale dans l'administration carolingienne ³, leur existence est vraisemblablement fort ancienne, et il y a certainement eu au viii^e et au ix^e siècle des vicomtes du Maine viagers ⁴. Il n'est pas non plus téméraire de supposer que les deux fonctions sont devenues à peu près simultanément héréditaires. Comme la dynastie des comtes manceaux s'est fixée dès la fin du ix^e siècle, c'est à cette date, croyons-nous, que remonte l'établissement de celle des vicomtes ; et, en effet, un personnage nommé Raoul est désigné dans une lettre de l'évêque du Mans, Gontier (895-898) ⁵ comme le fidèle du comte Roger, le premier des comtes héréditaires

1. Cet appendice est la reproduction, avec une très importante modification, d'un article paru dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, t. LXV, 1909, p. 80-88.

2. La question a déjà été étudiée à diverses reprises, d'abord par Ménage (*Histoire de Sablé*, p. 14 et suiv.), puis par dom Piolin (*Histoire de l'église du Mans*, III, p. 26), et superficiellement par Cauvin (*Géogr. anc. du Maine*, p. 212), enfin plus récemment et d'une manière plus approfondie par E. Hucher (*Monuments funéraires et sigillographiques des vicomtes de Beaumont*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, XI, 1882, p. 319-408) et Dom Guilloreau (*L'abbaye d'Étival-en-Charnie et ses abbesses, 1109-1790*, II, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, LII, 1902, p. 121-160) ; ce dernier article a été critiqué par M. l'abbé Ledru (*La Province du Maine*, X, 1902, p. 335) et M. Menjot d'Elbenne (*op. cit.*, p. 369).

3. Cf. Sickel, *Der fränkische Vicecomat*, s. I., 1907.

4. Un vicomte Adamarus souscrit un acte de l'évêque du Mans du viii^e siècle, *Gauziolenus* (*Actus*, p. 248). L'acte est faux, mais il nous autorise à supposer qu'au moment où il a été fabriqué, c'est-à-dire au milieu du ix^e siècle, il y avait un vicomte au Mans.

5. *Actus*, éd. Bussion-Ledru, p. 343. Cf. *supra*, p. 14 et 15.

du Maine; le nom de Raoul se retrouvant d'une manière constante dans la famille vicomtale du Maine, ce personnage nous paraît avoir été le premier des vicomtes du Maine ¹.

Le premier vicomte du Maine dont l'existence soit incontestable fut Raoul II, qui exerçait sa fonction vicomtale pendant les années 967 et 971 ². Le même ou son fils homonyme est mentionné dans deux documents de la fin du x^e siècle ou du commencement du xi^e, qui nous permettent de connaître les noms de ses enfants ³ ainsi que d'une de ses femmes. Ses fils furent : Yves, qui devint archidiacre du Mans ⁴; Raoul, qui succéda à son père; Geoffroi, auquel le comte du Maine inféoda le château de Sablé ⁵, et Hubert, qui peut-être mourut jeune ⁶. Raoul II paraît avoir eu

1. Cette hypothèse, déjà émise par dom Briant, a été repoussée par les éditeurs des *Actus* (p. 343, note 5).

2. Raoul souscrivit alors à deux chartes en faveur des moines de Saint-Julien de Tours. L. de Grandmaison, *Fragments de chartes du X^e siècle*, nos 21 et 23, et *Catalogue d'actes*, nos 5 et 6.

3. L'une de ces chartes est la donation faite aux moines de la Couture par Gui, fils de Lon, de droits de voirie sur Joué-l'Abbé, à laquelle Raoul et ses fils donnèrent leur assentiment et qui doit être datée entre 1000 et 1015 (*Cartul. de la Couture*, n° 4; voir *Catalogue* n° 16). La seconde est une donation faite par le vicomte Raoul à Saint-Florent de Saumur de deux coliberts; cette charte a été publiée par Marchegay, qui l'a datée vers 1020 (*Chartes mancelles de l'abbaye de Saint-Florent*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, III, 1878, p. 354); la date nous paraît inexacte; cette seconde donation est, en effet, antérieure à la première qui fut passée entre 1000 et 1015, puisque Yves, qui est qualifié dans celle-ci d'archidiacre, est seulement qualifié de clerc dans la charte pour Saint-Florent.

4. Yves était le fils aîné de Raoul : « Signum Ivelini clerici primogeniti sui » (*Revue hist. et arch. du Maine*, III, p. 355); Yves était encore archidiacre en 1028 (*Cartul. de la Couture*, n° 7; l'acte a été inexactement daté par les éditeurs de 1009; voir Celier dans son *Catalogue des actes des évêques du Mans* publié par la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXIII, 1908, p. 163, n° 19).

5. *Cartul. de la Couture*, n° 29; l'identification du fils du vicomte Raoul II avec le premier seigneur de Sablé résulte de la charte de confirmation de la fondation du prieuré de Solesmes, dans laquelle Geoffroi parle de son frère Raoul, vicomte. *Cartul. de la Couture*, n° 9.

6. Il est seulement mentionné dans la charte pour les moines de Saint-Florent. D'après la charte de fondation du prieuré de Solesmes et sa confirmation (*op. cit.*, nos 8 et 9), Raoul III aurait eu un autre frère Eude : « Signum Radulphi vicecomitis. Signum Odinis fratris ejus. » Quant à Odelina, fille du vicomte Raoul II et seconde femme d'Hugue de Lavardin, son existence n'est connue que par les *Gesta Ambaziensium dominorum* (éd. Marchegay, p. 160), qui pour l'histoire de la fin du x^e siècle et du début du xi^e sont fabuleux (Halphen, *Étude sur les chroniques des comtes d'Anjou*, p. 56).

deux femmes ¹ : Guinor ², et Godeheut ³.

Le second fils de Raoul II, Raoul III, qui est cité tantôt avec ses frères, tantôt seul ⁴ dans plusieurs documents, lui succéda entre 994 et 1015 ⁵. Il mourut à une date indéterminée ⁶, laissant deux enfants : Raoul IV et Geoffroi ⁷.

Le vicomte Raoul IV, son fils, lui succéda : il eut deux femmes, la première fut Emme, fille d'Étienne de Montrevault ⁸ et nièce d'Hubert,

1. Il serait contraire à la vraisemblance de « dédoubler » ce vicomte sous prétexte qu'il apparaît dans deux documents avec des femmes différentes, car, comme son troisième fils Geoffroi était déjà âgé lorsque fut fondé entre 1006 et 1015 le prieuré de Solesmes (« deinde cum jam Gaufridus senuisset, monasterium in villa que Solemis appellatur edificare voluit », *Cartul. de la Couture*, n° 29), on a tout lieu de croire qu'il est né avant 960 et de le considérer comme le fils, et non le petit-fils, du vicomte Raoul souscripteur des actes de 967 et 971.

2. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. III, p. 334 : « Ego Rodulfus..... conjuge mea Widenore. »

3. *Cartul. de Saint-Victeur*, n° 1 : « Ego Rodulfus, Dei gratia Cennomannis vicecomes,.... cepi memor esse mee salutis neonon et mee bone conjugis Godehelt. »

4. *Cartul. de Saint-Victeur*, n° 1, et Gérard, *Notice hist. sur Évron*, 2^e éd., p. 135.

5. Raoul II vivait encore en 994, comme le prouve une charte d'Hugue III pour les moines d'Évron où il paraît avec son fils homonyme Raoul (Gérard, *loc. cit.*). Quant à Raoul III, il exerça, croyons-nous, le pouvoir vicomtal, car c'est en qualité de vicomte du Maine qu'il souscrivit l'acte de fondation du prieuré de Solesmes, acte qui doit être daté entre les années 1006 et 1015 : « Signum Radulphi vicecomitis » (*Cartul. de la Couture*, n° 8).

6. Il n'y a pas lieu d'intercaler entre Raoul III et Raoul IV, son fils et successeur, un vicomte nommé Roscelin, comme plusieurs historiens l'ont fait et comme nous l'avons fait dans l'article cité plus haut (*Les premiers vicomtes du Maine*, p. 83). Cette intercalation nous avait paru justifiée par quelques actes du *Cartulaire de Saint-Victeur* (n° 4) et du *Cartulaire de Saint-Vincent* (nos 363 et 590), dans lesquels le vocable de Roscelin est donné au vicomte du Mans. La vérité est que le prétendu vicomte Roscelin doit être confondu avec Raoul III ou Raoul IV, car le nom de *Roscelinus* est une forme hypocoristique du nom de *Rodulfus*. (R. Latouche, *Un prétendu vicomte du Maine au XI^e siècle, Roscelin*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. 66, 1909, p. 94-95. Cf. *Polyptyque de Saint-Germain-des-Prés*, publié par M. Aug. Longnon, t. I, p. 270-274).

7. La filiation de ces deux personnages résulte de plusieurs mentions contenues dans des notices pour les moines de Saint-Vincent. Dans l'une, Geoffroi est qualifié fils du vicomte Roscelin : « Gaufridus, filius Roscelini vicecomitis » (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 590) ; dans une autre, il est qualifié frère du vicomte Raoul : « Gaufridi fratris Radulfi vicecomitis » (*op. cit.*, n° 548) (cf. *op. cit.* n° 428) ; pour plus de détails, voir Hucher, *op. cit.*, p. 320, n. 2.

8. Il s'agit du Grand-Montrevault, arrond. de Cholet (Maine-et-Loire) ; Cf. Halphen, *op. cit.* p. 159-160.

évêque d'Angers ¹, qu'il épousa bien avant 1047 ², et qui mourut le 12 septembre 1058 ³. Plusieurs enfants naquirent de ce mariage, deux fils, Hubert et Raoul Païen ⁴, et deux filles, Haberge et Godeheut ⁵. Le vicomte eut une seconde femme nommée Cana ⁶. Raoul IV était déjà mort en 1067 ⁷. Son frère Geoffroi lui survécut ⁸, et son fils aîné, Hubert, lui succéda ; Hubert épousa, le 6 décembre 1067, la fille de Guillaume de Nevers, Ermenjarde ⁹ ; son existence fut mouvementée ¹⁰. Il était déjà mort le 24 mai 1095 ¹¹. Parmi les châteaux que possédait la maison des vicomtes du Maine se trouvait celui de Beaumont-sur-Sarthe, qui n'est mentionné que dans des textes de la seconde moitié du xi^e siècle ¹². C'est à ce château qu'ils doivent la qualification de vicomtes de Beaumont ; dès le xi^e siècle, l'oncle du vicomte Hubert est appelé Geoffroi de Beaumont ¹³.

1. « Domni Huberti Andegavensis episcopi, de ejus erat beneficio, et neptis illius, Emme, atque Radulfi vicecomitis Cenomannensium, mariti ejus, filiorumque eorum. » *Cartul. du Ronceray*, publié dans les *Archives d'Anjou* par Marchegay, t. III, p. 239.

2. Hubert, évêque d'Angers, mourut le 2 mars 1047 (Halphen, *op. cit.*, p. 120) ; or on vient de voir que, de son vivant, Raoul et Emme avaient déjà des enfants (voir *supra*, note 1).

3. Cf. pièce justif. dans *Les premiers vicomtes du Maine* (*Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXV, p. 87-88).

4. Il fut ainsi nommé parce qu'il était déjà assez grand quand il fut baptisé : « Sic enim, quia jam grandiusculus nondum baptizatus erat, vocabatur. » *Cartul. de Marmoutier*.

5. Ces deux filles sont indiquées avec Hubert et Raoul Païen comme étant nées de Raoul et d'Emme. *Ibid.*

6. Le mariage de Raoul IV avec Cana est postérieur à celui du même avec Emme, car la donation de l'église de Vivoin faite par Raoul aux moines de Marmoutier fut confirmée par les fils du vicomte Raoul et d'Emme, Hubert et Raoul, et par Cana. *Cartul. de Vivoin*, p. 217.

7. Le fils de Raoul IV, Hubert, est qualifié, dans un acte qui est du 6 décembre 1067, vicomte du Maine (voir *infra*, note 9). Raoul IV laissa un cinquième enfant, Savari. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 115.

8. *Op. cit.*, n° 36 ; cf. S. Menjot d'Elbenne, *Les sires de Braillet au Maine du XI^e au XIII^e siècle*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. I, 1876, p. 201.

9. La date de ce mariage est connue par la souscription de Guillaume de Nevers à la donation de l'église de Saint-Martin-de-Bellême : « S. Guillelmi, comitis Nvermensis (sic), ipso die filiam suam donavit Usberto vicecomiti Cenomanorum. » M. Prou, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, n° 50.

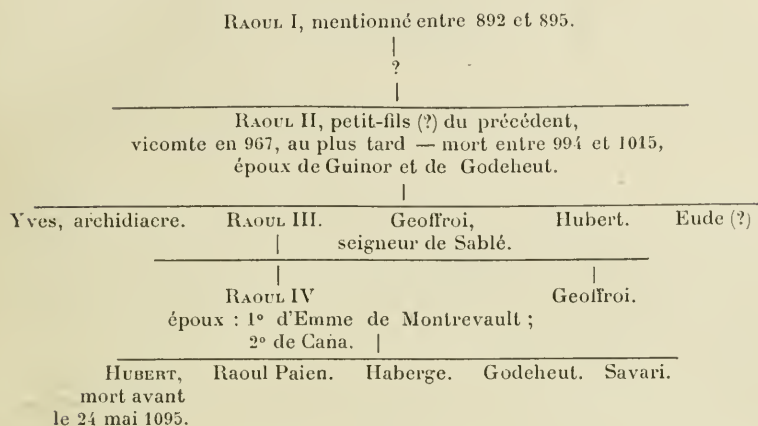
10. Sur ce personnage, voy. notamment Robert Triger, *Sainte-Suzanne*, p. 1 et suiv.

11. *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 626.

12. Voir par exemple : *Op. cit.*, n° 36.

13. « Radulfus, frater Gausfredi de Bellomonte » (1077). *Cartul. de Marmoutier*, Bibl. nat., lat. 5441², p. 144.

En résumé la généalogie et la chronologie des vicomtes du Maine du x^e et du xi^e siècle peuvent être ainsi résumées :



APPENDICE VI

LA CHRONOLOGIE DES ÉVÊQUES DU MANS DE LA SECONDE MOITIÉ DU
X^e SIÈCLE ET DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XI^e

La chronologie des évêques du Mans du x^e et de la première moitié du xi^e siècle est encore fort incertaine par suite des contradictions internes que renferment les listes épiscopales ; nous voudrions essayer, non pas de la rétablir d'une manière définitive, mais de voir s'il n'est pas possible de l'éclaircir par un examen des textes aussi rigoureux que possible et de substituer des dates approximatives, mais sûres, aux dates en apparence précises, mais inexactes, qu'on a assignées jusqu'ici à l'élection et à la mort de ces évêques.

Une seule date est connue dans cette série de plus d'un siècle et demi : c'est celle du décès de l'évêque Vougrin mort le 10 mai 1065 ¹. On sait d'autre part par les actes des évêques du Mans que son épiscopat a duré 9 ans, 8 mois et 11 jours ² ; son élection eut donc lieu le 31 août 1055 ³. C'est de cette date connue qu'il convient de partir pour retrouver les dates d'élection et de mort des évêques antérieurs. Mais, comme on l'a dit plus haut, le catalogue contient des contradictions ; il ne suffit pas par conséquent de retrancher successivement les années, les mois et les jours qu'il indique pour restituer la série chronologique des évêques ; une telle méthode est vouée nécessairement à l'insuccès. Ce qu'il faut faire, c'est rechercher dans les chartes toutes les indications qu'elles contiennent sur la chronologie des évêques sans essayer de trouver dans les catalogues un complément d'information.

Le prédécesseur de Vougrin, Gervais, est déjà indiqué comme évêque dans un acte du *Cartulaire de la Trinité de Vendôme* du 5 novembre 1038 ⁴, et Avejot auquel il succéda vivait encore le 19 juin 1028 ⁵ ; la mort de ce dernier et l'élection du premier se placent donc entre le 19 juin 1028 et le 5 novembre 1038. Cette déter-

1. Halphen, *op. cit.*, p. 141.

2. *Actus*, p. 374.

3. Voir plus haut, p. 32, n. 2.

4. *Cartul. de la Trinité de Vendôme*, éd. Métais, n° 14. Voir, en outre Celier, *op. cit.*, p. 166, n° 22.

5. Celier, *op. cit.*, p. 163, n° 19.

mination chronologique paraît contredite par un acte du *Cartulaire de Saint-Victor*, qui doit être daté entre le 14 mai 1039 et le 14 mai 1040 ¹, et qui contient la souscription de l'évêque Avejot : les éditeurs des *Actus*, qui ont déjà remarqué cette discordance, ont conclu que l'authenticité de la charte devait être suspectée ². Cette charte, qui n'a pas encore été examinée de près, est, en effet, un faux. Elle renferme la donation aux moines du Mont Saint-Michel du monastère de Saint-Victor au Mans, et son objet est le même que celui d'une autre charte contemporaine ³. La rédaction des deux documents est identique sur presque tous les points ; en deux endroits seulement, le texte de la première est plus développé que celui de la seconde ; d'abord son dispositif contient certaines clauses qu'on ne trouve pas dans la seconde, comme le prouve la comparaison des deux textes ⁴ ; en second lieu, la première renferme, à la place de la mention

1. *Cartul. de Saint-Victor*, n° 6. Sur le point de départ des années du règne d'Henri I, voir p. 144, n. 1.

2. *Actus*, p. 359, note 6.

3. *Cartul. de Saint-Victor*, n° 7.

4. Charte suspecte (n° 6) :

(Concedimus) videlicet burgum, quem in dominio nostro ab omni consuetudine liberum et quietum tenemus, omni quidem ebdomada, et quicquid habemus cis Sartam fluvium, sive in terris censivis, sive in illis que in feodo tenentur, nichil nobis retinentes, cum ricaria et cum aliis omnibus consuetudinibus prefatis terris pertinentibus, et furnum nostrum proprium, quem tali jure possidemus ut nemo super illum in parochia illius loci alterum possit facere, preter unum qui ex eodem feodo est, — huic autem furno nostro pertinet tota coctio istius locius fedi nostri, et decima panis et vini et omnium rerum que pertinent ad istum locum, — et octo arpennos vinearum in monte Balgeio, et censum quem de jure Sancti Gervasii in beneficio tenemus, et ad Mansum Novum terram ad duas carrucas, et pratos, qui sunt ad rivum Aldonis, et in Sarta fluvio exclusam de Marciaco et totam terram de villa que dicitur Frauxinus sicut Sarta eam claudit usque ad rivulum, qui Ruillus

Charte authentique (n° 7) :

(Concedimus) id est burgum, quod est circa ipsum monasterium cis Sartam flumen cum omnibus consuetudinibus que ad nos pertinent, et decimas vini et panis et omnium rerum que pertinent ad ipsum locum, et octo arpennos vinearum in monte Balgeio et censum quem de jure Sancti Gervasii in beneficio tenemus, et ad Mansum Novum terram quantum sufficit ad duas carrucas, et totam terram de villa quae dicitur Fraxinus et pratos qui sunt ad rivum Aldonis, et in Sarta fluvio exclusam de Marciaco (p. 10).

du chancelier renfermée dans la seconde, les souscriptions de l'évêque Avejot et de trois personnages qui font défaut dans l'autre rédaction; or il suffit de rapprocher cette pièce d'une donation faite en 1014 aux mêmes moines par le comte Hugue III ¹ pour s'apercevoir que notre rédacteur a simplement reproduit la seconde colonne des souscriptions de ce diplôme ²; les noms et les qualités sont identiques, et l'ordre est le même, triple coïncidence qui, dans des actes rédigés à 25 ans d'intervalle, apparaît comme une véritable impossibilité. On est donc autorisé à conclure que la rédaction contenue dans le n° 6 du *Cartulaire de Saint-Victor* est l'œuvre d'un faussaire, qui a essayé d'introduire plus de précision et des clauses nouvelles dans l'acte de fondation du prieuré; il n'y a pas lieu d'en tenir compte pour déterminer la date de la mort d'Avejot.

Avejot était déjà évêque du Mans en 1004, comme le prouve une de ses chartes qui est conservée en original ³; mais son prédécesseur Sifroi vivait encore le 12 octobre 997, car il est mentionné dans une charte datée du 12 octobre et du règne du roi Robert ⁴, et qui, par conséquent, n'est pas antérieure à l'année 997 ⁵. La mort de Sifroi et l'avènement d'Avejot se placent donc entre le 12 octobre 997 et 1004.

L'évêque Sifroi était déjà évêque du Mans en février 971, date d'une donation qu'il fit aux moines de Saint-Julien de Tours ⁶, et son prédécesseur Mainard vivait encore le 12 novembre 968, date d'un de ses actes ⁷.

Pour résumer les données chronologiques fournies par les chartes, l'évêque Mainard est mort entre le 12 novembre 968 et février 971,

ab incolis appellatur, et abhinc usque ad viam que Lugdunensis vocatur (p. 9).

1. *Cartul. de Saint-Victor*, n° 4.

2. Souscriptions ajoutées à la charte suspecte :

Signum Avisgaudi episcopi

Signum Huberti clerici

Signum Raginaldi capellani

Signum Hugonis Brecci (p. 10).

3. Celier, *op. cit.*, p. 163, n° 18.

4. *Cartul. de l'Abbayette*, n° 1.

5. Hugue Capet est mort le 23, le 24 ou le 25 octobre 996. F. Lot, *Études sur le règne de Hugue Capet*, p. 303.

6. L. de Grandmaison, *Fragments de chartes du Xe siècle*, n° 23. Cf *Catalogue*, n° 6.

7. Une donation de l'évêque Mainard est datée de la 15^e année du règne de Lothaire Celier, *op. cit.*, p. 159, note 14, qui selon le système adopté dans la chancellerie royale a pour point de départ le 12 novembre 954 (voir *infra*, p. 137, n. 4).

Souscriptions de la seconde colonne du diplôme de Hugue III :

Signum Avesgaudi episcopi.

Signum Huberti clerici.

Signum Rainaldi capellani.

Signum Hugonis Brecci (p. 6).

Sifroi entre le 12 octobre 997 et 1004, Avejot entre le 19 juin 1028 et le 5 novembre 1038 ; Gervais est monté sur le siège de Reims le 15 octobre 1055. Nous ne croyons guère, surtout depuis la publication du catalogue des actes des évêques du Mans, qu'il soit possible d'arriver à des résultats plus précis ¹, et les listes épiscopales ne peuvent être d'aucun secours ².

1. Sur un point toutefois on peut, à l'aide du récit des *Actus*, préciser les conclusions qui résultent de l'examen des actes ; l'auteur de la notice de Gervais de Château-du-Loir, qui était un contemporain (voir *supra*, p. 2), raconte que cet évêque monta sur le siège archiépiscopal de Reims après avoir gouverné vingt ans l'église du Mans (« postquam xx annos Cenomanicam rexit ecclesiam » *Actus*, p. 367). Comme il est monté sur le siège de Reims le 15 octobre 1055 et comme on sait d'autre part que, son prédécesseur étant mort un 27 octobre (*Nécrologe-obituaire de la cathédrale du Mans*, p. 285) et le siège étant resté vacant cinquante jours après son décès (*Actus*, p. 9), c'est un 17 décembre qu'il a été élu évêque du Mans, on est autorisé à placer cette élection en 1034 ou peut-être en 1035.

2. Un exemple le prouvera aisément ; l'auteur du catalogue contenu dans les *Actus* attribue à l'épiscopat de Sifroi une durée de 33 ans, 11 mois et 16 jours et à celui d'Avejot une durée de 42 ans (p. 9), ce qui fait une somme de 75 ans, 11 mois, 16 jours, sans compter le temps de la vacance du siège ; or on vient de voir que les limites extrêmes de ces deux épiscopats réunis sont le 12 novembre 968 et le 5 novembre 1038 ; le total de leurs années n'a donc pas été supérieur à 70 ans. Par conséquent le catalogue ne peut être utilisé sans avoir été rectifié, et toute tentative de rectification est presque nécessairement arbitraire.

CATALOGUE D'ACTES ¹

1. — 929, 3 mai.

Le comte Hugue I^{er}, fils de Roger, souscrit la restitution faite par Hugue, duc des Francs, d'un domaine nommé Mosnes ² aux chanoines de Saint-Martin de Tours.

Copie ms. dans la coll. dom Housseau, t. I, fol. 193, n° 160.

2. — 931, 26 mars. Tours.

Le comte Hugue I^{er}, fils de Roger, souscrit la donation de l'alleu de Châtillon-sur-Loire ³ faite par Hugue, duc des Francs, aux chanoines de Saint-Martin de Tours.

Chron. des comtes d'Anjou, éd. Marchegay et Salmon, p. cii.

3. — 955, 25 juin ⁴.

Hugue II souscrit la vente d'un alleu sis à Condé-sur-Huisne ⁵ faite par Lambert, fils d'Ansbert, à Giroard et au frère de Giroard.

Cartul. de l'abbaye de Saint-Père de Chartres, éd. Guérard, n° 73.

1. Ce catalogue a seulement pour objet de contribuer à fixer la chronologie des comtes du Maine et d'élucider quelques points de leur histoire. Ces comtes n'ayant pas eu de chancellerie propre, il est évident qu'il ne présente que peu d'intérêt pour la diplomatique. Aussi nous sommes-nous abstenu de donner des indications de manuscrits lorsque nous avons eu à analyser des actes publiés ou analysés d'une manière qui nous a paru suffisante. Pour les actes publiés déjà plusieurs fois, nous avons seulement mentionné l'édition la plus récente, la meilleure ou la plus usuelle selon les cas.

2. Cant. d'Amboise (Indre-et-Loire). Ce lieu appartenait à Saint-Martin de Tours dans la seconde moitié du moyen âge. (Renseignement dû à M. Longnon.)

3. Arrond. de Gien (Loiret).

4. La date proposée par Guérard, à savoir le 25 juin 954, est inexacte. Pour le prouver il suffit de rappeler que l'acte est daté de la première année du règne de Lothaire, et que Louis IV est mort seulement le 10 septembre 954 (Lauer, *Louis IV d'Outremer*, p. 231); nous pensons que l'acte doit être daté du 25 juin 955 en supposant que les années du règne de Lothaire ont été, conformément aux habitudes de la chancellerie royale, comptées du jour du couronnement, qui eut lieu le 12 novembre 954. *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V*, publiés par L. Halphen, Paris, 1908, p. XLVII.

5. Cant. de Regmalard (Orne).

4. — 960, septembre. Rivarennnes¹.

Hugue II souscrit la donation d'un alleu sis à Varennes² faite par une femme nommée Érembourg aux moines de Saint-Florent de Saumur.

Pièces justificatives, n° 1³.

5. — 967.

Hugue II et ses deux fils, Hugue et Foucoïn, souscrivent la donation faite par Girard aux moines de Saint-Julien de Tours de l'alleu de Tais⁴, situé sur la Dême.

L. de Grandmaison, *Fragments de chartes du X^e siècle*, n° 21.

6. — 971, février.

Hugue II et ses deux fils, Hugue et Foucoïn, souscrivent la donation que fait l'évêque du Mans Sifroi du domaine de Vauboan⁵, situé dans la voirie de Vaas⁶, aux moines de Saint-Julien de Tours.

L. de Grandmaison, *op. cit.*, n° 23.

7. — 976, septembre. Angers.

Hugue II souscrit la vente d'une terre située en Anjou, faite par un personnage nommé Arquenoul aux moines de Saint-Aubin d'Angers.

Cartul. de Saint-Aubin, t. I, n° 34.

8. — 12 novembre 968-992⁷. Le Mans.

Hugue II donne aux moines de la Couture les biens propres qu'il possède dans le Sonnois et fait souscrire la donation par ses deux

1. Canton d'Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire).

2. Il existe un grand nombre de lieux habités de ce nom dans le seul département d'Indre-et-Loire.

3. Une analyse de cette chartre se trouve dans dom Huynes, *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Florent près Saumur*, fol. 41 v° (Arch. de Maine-et-Loire); elle a été publiée par M. F. Lot en un article sur *l'Origine de Thibaud le Tricheur*, dans *le Moyen Age*, t. XX, p. 176, note 5.

4. C^{ne} de Chemillé (Indre-et-Loire).

5. C^{ne} de Beaumont-la-Chartre (Sarthe).

6. Cant. de Mayet (Sarthe).

7. La souscription de l'évêque Sifroi fournit notre *terminus a quo*, l'épis-

filz, Hugue et Foulque, et par d'autres personnages, dont l'évêque Sifroi.

Pièces justificatives, n° 2.

9. — Avant 992 ¹.

Le comte Hugue II donne en mainferme pour trois vies durant à Anjubaud et à la fille de ce dernier, Ermensende, les domaines de Laval ² et du Coudray ³, sis sur la Mayenne, à charge d'un cens annuel de deux sous payable le premier octobre, sur la demande d'Hugue, filz d'Haimon, et du filz d'Hugue, Hugue, et du consentement de ses filz Hugue et Herbert.

Pièces justificatives, n° 3 ⁴.

10. — 994.

Le comte Hugue III ⁵ remet aux moines d'Évron toutes les mauvaises coutumes qu'il percevait dans les domaines de l'abbaye ⁶, sur la demande de l'évêque Sifroi et du consentement du vicomte Raoul II et du filz du vicomte, Raoul III ⁷.

Gérault, *Notice historique sur Évron*, 2^e éd., p. 135.

copat de cet évêque ayant commencé au plus tôt le 28 février 968 (*App.* VI, p. 134); d'autre part la charte n'est pas postérieure à l'année 992, puisque le comte Hugue II, père d'Hugue III et de Foulque, était déjà mort à cette date (voy. p. 17).

1. Cette charte est antérieure à la mort d'Hugue II, père d'Hugue III, puisque Hugue III n'a pas eu de filz appelé Hugue.

2. Ce document est peut-être le plus ancien de ceux dans lesquels il est question de Laval. Cf. Angot, *op. cit.*, t. II, p. 567.

3. Le nom étant très commun dans la Mayenne, l'identification est difficile.

4. L'original, aujourd'hui perdu, de cette charte, qui n'est connue que par une analyse de dom Auselme le Michel, fut exhibé au xi^e siècle dans un procès (*La maison de Laval*, t. I, p. 26), qui eut lieu « vers 1050 ».

5. Il s'agit ici d'Hugue III, frère de Foulque, qui était, comme on l'a vu plus haut (p. 17), comte du Maine dès 992.

6. Dans l'exposé de l'acte, l'abbé Tiébert sollicite l'autorisation du comte pour l'établissement d'une foire annuelle et d'un marché hebdomadaire, mais il n'en est plus question dans le dispositif.

7. Sur ces deux personnages, voy. *Appendice V*, p. 128 et 129).

11. — 997-1004, le 12 octobre ¹. Fresnay.

Le comte Hugue III souscrit la vente de huit domaines, faite par Yves à l'abbaye du Mont-Saint-Michel.

Cartul. de l'Abbayette, n° 1, et fac-similé.

12. — 997-1004, 12 octobre ².

Le comte Hugue III souscrit la vente des deux tiers de l'église d'Entrammes ³, faite par un personnage nommé Gui à l'abbaye du Mont-Saint-Michel.

Cartul. de l'Abbayette, n° 2 et fac-similé.

13. — 1014. Le Mans.

Hugues III donne aux moines du Mont-Saint-Michel la terre de Voivres ⁴.

Cartul. de Saint-Victeur, n° 4 et fac-similé.

14. — 992-1015 ⁵.

Hugue III vend aux moines du Mont-Saint-Michel trois moulins, situés dans le faubourg du Mans sur la Sarthe, pour un cens annuel de trois sous payable à la Saint-Jean-Baptiste.

Cartul. de Saint-Victeur, n° 3, et fac-similé.

1. L'acte est postérieur à l'avènement de Robert le Pieux, qui eut lieu le 24 octobre 996, car il est daté du règne de ce roi; il est antérieur à la mort de Sifroi, dont les éditeurs des *Actus* ont reculé la date jusqu'en 997, à cause de cet acte (*Actus*, p. 352, note 2); en réalité Sifroi est peut-être mort quelques années plus tard, puisque son successeur n'est mentionné qu'en 1004 dans un acte daté avec certitude (*op. cit.*, p. 355, note 4; voir *Appendice VI*, p. 134).

2. Les témoins de cet acte se retrouvant tous parmi ceux du précédent, il est probable qu'ils ont été rédigés à la même date.

3. Cant. de Laval (Mayenne).

4. Cant. de la Suze (Sarthe).

5. Cette chartre émane du comte Hugue III, car elle est souscrite par son frère Herbert; Hugue II n'a pas eu de frère de ce nom.

15. — 992-1015 ¹,

Hugue III donne aux moines du Mont-Saint-Michel quatre arpents de terre situés, les deux premiers à Montfort, le troisième à Montcu, le quatrième à Saint-Vincent ².

Cartul. de Saint-Victor, n° 2, et fac-similé.

16. — 1000-1015 ³.

Hugue III et son fils Herbert souscrivent la donation que fait Gui, fils de Lon, de ses droits de voirie sur Joué-l'Abbé ⁴ aux moines de la Couture.

Cartul. de la Couture, n° 4.

17. — 1006-1015 ⁵. Solesmes.

Hugue III confirme la donation faite par Geoffroi, seigneur de Sablé ⁶, aux moines de la Couture de divers biens situés à Solesmes et ailleurs.

Cartul. de la Couture, n° 9, d'après un vidimus de 1408, et copie de Gaignières d'après l'original, dans le ms. lat. 17123 de la Bibl. nat., p. 187.

1. On doit attribuer cet acte, comme le précédent, à Hugue III, car quelques-uns des témoins se retrouvent dans d'autres actes du même comte, et le monogramme comtal ressemble à celui de l'acte précédent.

2. Montfort, coteau dominant la ville du Mans à l'ouest; Montcu, lieu dit dont le nom ne s'est pas conservé; Saint-Vincent, faubourg du Mans.

3. Cette chartre ne semble pas antérieure à l'an 1000; Herbert Éveille-Chien, qui la souscrivit avec son père, était encore fort jeune lorsqu'il succéda à son père, s'il faut en croire l'auteur des *Gesta Ambaziensium dominorum* (*Chron. des comtes d'Anjou*, p. 161); malheureusement les allégations de cet auteur, qui écrivait après 1154 (Halphen, *Études sur les chroniques des comtes d'Anjou*), sont suspectes.

4. Cant. de Ballon (Sarthe).

5. La date de 1010, que dom Piolin (*op. cit.*, t. III, p. 639) attribue à cet acte, ainsi que les éditeurs du cartulaire, est mal justifiée: L'épiscopat d'Hubert, évêque d'Angers et souscripteur de la chartre, a commencé en 1006 (*Recueil d'Annales angevines et vendômoises*, p. 3). D'autre part, l'acte est antérieur à la mort du comte Hugue III.

6. Sur ce personnage, voy. p. 62, n. 13, et p. 128.

18. — 1009-1015 ¹.

Hugue III consent à la vente que font un nommé Hugue et sa femme Reine des deux tiers de l'église d'Entrammes.

Cartul. de l'Abbayette, n° 3.

19. — 1012-1015 ².

Hugue III confirme, à la demande d'Hugue Doubleau, son fidèle, la fondation du monastère de Tuffé ³ et l'établissement d'Herment comme abbé de ce monastère.

Cartul. de Saint-Vincent, n° 186.

20. — Avant 1015 ⁴.

Hugue III (?) souscrit la donation que fait le vicomte Raoul II avec son fils Raoul et sa femme Godeheut ⁵ d'un clos de vignes, situé le long de la cité du Mans au lieu dit Vieux-Pont, aux moines du Mont-Saint-Michel.

Cartul. de Saint-Victeur, n° 1.

21. — 1023, 15 juin. Rouen.

Herbert Éveille-Chien souscrit la donation que fait le comte de Meulan, Galeran I^{er} ⁶, du péage et du tonlieu du château de Fécamp aux moines de Fécamp.

Bibl. nat., coll. Moreau 341, fol. 25 v^o.

1. Cette charte est postérieure à l'avènement d'Hildebert comme abbé du Mont-Saint-Michel, par conséquent à l'an 1009.

2. L'acte contient, ce qui est une anomalie, mais ne suffit peut-être pas à nous le faire considérer comme un faux, la souscription du pape Benoît VIII, dont le pontificat a commencé en 1012. Le doyen de l'église du Mans mentionné dans cet acte figure encore avec la même qualité dans une charte du 19 juin 1028 (Celier, *op. cit.*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, 1908, p. 165).

3. Arrond. de Mamers (Sarthe).

4. M. Bertrand de Broussillon a daté cet acte : vers 994, parce que le vicomte Raoul et son fils homonyme figurent également dans une charte pour les moines d'Évron de 994. La raison est insuffisante.

5. Sur ces personnages, voy. *Appendice V*, p. 128 et 129.

6. Sur ce comte voy. l'Introduction de M. Longnon au tome II des *Obituaires de la Province de Sens*, p. xxv.

22. — 1032-1035 ¹.

Herbert Éveille-Chien ratifie la donation que fait Yves de Bellême, évêque de Sées ², de Saint-Ouen de Villiers ³ aux moines de Saint-Aubin d'Angers.

Cartul. de Saint-Aubin, II, n° 941.

23. — 21 juin 1040-1^{er} avril 1046 ⁴.

Herbert Bacon ⁵ et son petit-neveu Hugue IV souscrivent un acte de Geoffroi Martel, comte d'Anjou, par lequel celui-ci et sa femme Agnès confirment sur le conseil d'Audejarde, veuve de Foulque Nerra, les donations faites par Foulque Nerra aux moines de Saint-Nicolas d'Angers.

Laurent Lepeletier, *Rerum scitu dignissimarum a prima fundatione monasterii Sancti Nicolai Andegavensis ad hunc usque diem epitome*, Angers, 1635, p. 9.

24. — 21 juin 1040-1^{er} avril 1046 ⁶.

Herbert Bacon et son petit-neveu Hugue IV ainsi que le vicomte du Maine Raoul IV ⁷ souscrivent la donation du torrent de Brionneau ⁸ et d'autres biens, faite par Geoffroi Martel aux moines de Saint-Nicolas d'Angers, sur le conseil d'Audejarde, veuve de Foulque Nerra.

Recueil des actes de Philippe I^{er}, publié par M. Prou, Paris, 1908 (*Chartes et diplômes relatifs à l'hist. de France*), n° 157 ⁹.

1. Cette donation est postérieure à 1032, car le prédécesseur d'Yves, Rabot, est encore mentionné dans un diplôme de Robert le Magnifique pour les moines de Cérisy (*Gall. Christ.*, XI, col. 680).

2. Arrond. d'Alençon (Orne).

3. Villiers, commune de Roullée, canton de la Fresnaye (Sarthe).

4. Sur la date de cet acte, voy. Halphen, *op. cit.*, p. 267, n° 76.

5. Il est appelé par erreur Hubert dans l'ouvrage de Lepeletier.

6. Cet acte semble contemporain du précédent. Voy. Halphen, *op. cit.*, p. 267, n° 78.

7. Sur ce vicomte voy. *Appendice V*, p. 129.

8. Ruisseau, affluent de la Maine (Maine-et-Loire).

9. Cet acte fut confirmé le 11 octobre 1106 par Philippe I.

25. — 1046, 14 mai-1047, 14 mai. Le Mans ¹.

Hugue IV confirme la donation de l'église de Saint-Constancien, sise dans le domaine de Javron ², et celle des églises du Saint-Sauveur et de Saint-Martin qu'Alaume, fils de Béraud, avait faite aux moines de Saint-Julien de Tours.

R. Latouche, *Javron au XI^e siècle*, pièce justificative, dans *La Province du Maine*, t. XVI (1908), p. 51.

26. — 1032, 15 février-1048 ³.

Hugue IV approuve la fondation faite par son vassal Lon du prieuré de Roezé ⁴ et donne aux moines de la Couture chargés de le desservir un bois qui est appelé *Ulmosa* et quelques terres sises devant ce bois.

Cartul. de la Couture, n° 42.

27. — 1032, 15 février-1051, 26 mars ⁵.

Hugue IV abandonne à l'église cathédrale du Mans les coutumes qu'il percevait sur les domaines de Maule ⁶ et de Bener ⁷.

Nécrologe-obituaire de la cathédrale du Mans, p. 72.

28. — 1032, 15 février-1051, 26 mars.

Hugue IV abandonne à l'église cathédrale du Mans le champart, les coutumes et les droits qu'il percevait sur le cloître, sur les maisons appartenant à l'évêque, à Coulaines ⁸ et sur les terres du chapitre sises dans la quinte du Mans ⁹; il se réserve seulement les amendes dues pour les délits de rapt et d'incendie ¹⁰.

Actus, p. 406.

1. L'acte est daté de la vingtième année du règne d'Henri I^{er}; or le point de départ des années de ce règne est le 14 mai 1027.

2. Cant. de Couptrain (Mayenne).

3. Cet acte, qui est postérieur à la mort d'Herbert Éveille-Chien, est antérieur à l'emprisonnement de Gervais qui le souscrivit.

4. Cant. de la Suze (Sarthe).

5. Cet acte, comme le suivant, est postérieur à la mort d'Herbert Éveille-Chien et antérieur à celle d'Hugue IV.

6. C^{ne} de Saint-Saturnin (Sarthe).

7. C^{ne} d'Yvré-l'Évêque (Sarthe).

8. 1^{er} cant. du Mans (Sarthe).

9. On appelle ainsi la banlieue du Mans, qui forma avec la ville du Mans l'archiprêtré du Mans avant 1230. *Pouillés de la province de Tours publiés par M. Longnon*, Introduction, p. xxx.

10. Cette concession d'Hugue IV est connue seulement par la confirmation qu'en fit le comte Hélie.

29. — 1040, 21 juin-1051, 26 mars (?) ¹.

Le comte Hugue IV confirme avec le comte d'Anjou, Geoffroi Martel, la donation de l'église de Saint-Pierre-des-Ormes ², que le chevalier Herbert avait faite aux moines de Saint-Aubin d'Angers.

Cartul. de Saint-Aubin d'Angers, t. II, n° 630.

30. — 1045, 14 mai-1051, 26 mars ³.

Hugue IV et sa femme Berthe remettent aux religieuses du Pré au Mans un certain nombre de droits que ces religieuses leur devaient sur leurs terres ⁴.

Bertrand de Broussillon, *Abbaye Saint-Julien-du-Pré (quatre chartes inédites), 1146-1286*, dans *La Province du Maine*, t. XIV (1906), p. 63, n° III.

31. — 1045, 14 mai-1051, 26 mars.

Hugue IV et sa femme Berthe souscrivent la donation de la moitié d'un ménil appelé *Blidinaum* faite par Gui, fils de Gui de la Roche, aux moines de Saint-Florent de Saumur.

Chartes mancelles de l'abbaye de Saint-Florent près Saumur (848-1200), publiées par Marchegay, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, III (1878), p. 333.

1. La date donnée par l'éditeur (1036-1060) est impossible; elle repose sur la mention de l'abbé Thierry, entre les mains duquel la donation aurait été faite d'après la teneur de l'acte (*misit donum in manu Theoderici abbat*is), et qui ne fut élu que le 14 juillet 1036. Or nous avons vu qu'Hugue III, souscripteur de l'acte, est mort au plus tard le 26 mars 1032 et probablement en 1031; d'autre part il est question dans le même acte d'un neveu de l'évêque (*nepos Gervasii episcopi*); or, Gervais étant devenu le 13 octobre 1035 archevêque de Reims, un acte postérieur à cette date l'aurait qualifié archevêque; on sait, par exemple, que la seigneurie de Château-du-Loir fut appelée « *honor archiepiscopi* » (*Cartul. de Château-du-Loir*, p. 41). D'après M. Halphen (*op. cit.*, p. 274, n° 100), cet acte serait postérieur au triomphe de Geoffroi Martel et à l'emprisonnement de l'évêque Gervais; nous ne voyons pas la raison de cette supposition.

2. Cant. de Mamers (Sarthe).

3. Le mariage d'Hugue IV fournit le *terminus a quo* de la date de cet acte et de celle du suivant.

4. Cette concession n'est connue que par une confirmation d'Arthur de Bretagne et de sa mère Constance.

32. — 1055, 31 août-1060, 14 novembre ¹.

Geoffroi Martel et Herbert II consentent à la donation faite par Herbert de la Milesse aux moines de Saint-Vincent du Mans des terres de Coulongé ² et de Sarcé ³.

Cartul. de Saint-Vincent, n° 303.

33. — 1051, 26 mars-1062, 9 mars ⁴. Le Mans.

Herbert II consent à la donation faite par Abelin aux moines de Marmoutier de vignes que les chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour venaient d'abandonner audit Abelin.

Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour, n° 5.

34. — 1063. Le Mans ⁵.

Guillaume le Bâtard, présent au Mans, souscrit un acte dans lequel Abelin ⁶ énumère les biens qu'il a donnés aux moines de Marmoutier ⁷.

Cartul. de Château-du-Loir, n° 24.

1. Cet acte est postérieur à l'élection de Vougrin, qui donna son consentement à la concession, et antérieur à la mort de Geoffroi Martel, décédé le 14 novembre 1060. *Annales de Vendôme*, dans le *Recueil d'annales angev. et vendôm.*, p. 63.

2. Cant. de Mayet (Sarthe).

3. *Ibid.*

4. L'acte a été rédigé sous Herbert II, et non sous Herbert Éveille-Chien. L'un des souscripteurs est Arnaud le grammairien, le futur évêque du Mans, qui exerça sa fonction d'écolâtre d'abord sous l'épiscopat de Gervais, puis sous celui de Vougrin (*Actus*, p. 375), mais qui ne l'exerçait pas encore sous celui d'Avejot ni par conséquent pendant le règne d'Herbert Éveille-Chien; du reste, le donateur Abelin est connu par une autre donation faite en 1063 (voir *infra*, n° 34).

5. Cet acte est antérieur à la mort de Vougrin, témoin de l'acte, par conséquent au 10 mai 1065. Or, comme il est peu probable que le duc soit revenu au Mans avant cette date, c'est en 1063, après la reddition du Mans, que l'acte a dû être rédigé. Parmi les témoins se trouvaient beaucoup de nobles manceaux (*sublimis nobilitas Cynomannorum*).

6. Sur Abelin voir *supra*, n° 33.

7. Parmi les biens donnés se trouvait une maison achetée du comte Herbert Bacon (quam ab Herberto comite cognomento Bacone emi).

35. — 1068 ¹.

Robert Courteheuse, comte du Maine, et son père Guillaume le Bâtard confirment le don de quatre prébendes sises à Brûlon fait par Geoffroi, fils de Bouchard, aux moines de la Couture.

Cartul. de la Couture, n° 15.

36. — 1070, 26 septembre-1071, 6 mars ².

Geoffroi de Mayenne confirme avec la comtesse Gersent et l'évêque Arnaud et au profit des moines de Saint-Vincent la possession de tous les biens que les moines possédaient dans son fief à Saint-Vincent-du-Lorouer ³ et de ceux qu'ils pourraient acquérir dans la suite. Le même jour il ordonne l'ensevelissement, dans l'église de Saint-Vincent, d'Hubert, fils de Jean de la Guierche, qui avait été enterré dans l'église de Saint-Pierre-de-la-Couture.

Cartul. de Saint-Vincent, n° 251.

37. — 1071, 6 mars-1072 ⁴. Le Mans.

Geoffroi de Mayenne et la comtesse Gersent confirment la donation du monastère de Tuffé faite par Hamelin de Langeais et sa femme Héloïse aux moines de Saint-Vincent.

Cartul. de Saint-Vincent, n° 178.

38. — 1073, 30 mars. Bonneville-sur-Touque ⁵.

Guillaume le Bâtard confirme la donation de biens situés à Solesmes qu'avait faite entre 1006 et 1014 Geoffroi de Sablé aux moines de la Couture ⁶.

Cartul. de la Couture, n° 9.

1. L'indiction est mal indiquée dans cet acte; celle de 1068 est vi et non xiii.

2. Cet acte est postérieur au 26 septembre 1070, car le comte Hugue n'y figure pas; il est antérieur au 6 mars 1071, date du départ de l'évêque Arnaud pour Rome (voy. *supra*, p. 36, n. 8).

3. Cant. du Grand-Lucé (Sarthe).

4. Cette confirmation de Geoffroi est postérieure au départ du jeune comte Hugue, qui n'y paraît pas, et peut-être aussi à celui de l'évêque Arnaud, qui n'y figure pas non plus, départ qui eut lieu le 6 mars 1071; elle est, d'autre part, antérieure à la chute de Geoffroi de Mayenne, car Gersent y prend le titre de comtesse.

5. Cant. de Pont-l'Evêque (Calvados).

6. Voir *supra*, n° 17. La confirmation de Guillaume est insérée dans l'acte même de donation.

39. — 1066, 25 décembre-1087, 9 septembre ¹

Guillaume, roi d'Angleterre, donne aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour l'emplacement d'une tour détruite située devant l'église, avec les fossés et les places qui l'entouraient et une partie du mur de l'enceinte, le tout avec les coutumes qui y étaient perçues ².

Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour, n° 6.

40. — 1066, 25 décembre-1087, 9 septembre.

Guillaume, roi d'Angleterre, exempte de droits de coutumes toutes les terres de l'église du Mans situées sur la rive droite de la Sarthe³.

Liber albus, n° 1.

41. — 1066, 25 décembre-1087, 9 septembre.

Guillaume, roi d'Angleterre, donne cent livres anglaises ⁴ pour la restauration de l'église cathédrale du Mans, et trente pour les chanoines.

Nécrologe-obituaire de la cathédrale du Mans, p. 238.

42. — 1092, 29 juin Le Mans

Le comte Hugue V exempte les maisons de l'évêque, le cloître, les domaines de Coulaines et de Maule de toute coutume ; il abandonne le champart qu'il y percevait ⁵.

Liber Albus, n° 178.

1. Cette donation, comme les deux suivantes, est postérieure à la conquête anglaise, parce que Guillaume y est qualifié roi. Malheureusement ce *terminus a quo* n'est pas très sûr, car, comme toutes ces donations ne sont connues que par des notices ou des mentions faites après coup, la qualification royale n'est peut-être que le résultat d'additions aux chartes primitives.

2. Cette donation est connue par une notice, qui n'a dû être rédigée que longtemps après l'acte juridique.

3. Cf. *supra*, n° 28.

4. Cette mention de livres anglaises montre que la donation a été faite après la conquête de l'Angleterre.

5. Cette concession, qui n'était que la confirmation de celles d'Hugue IV et de Guillaume le Bâtard, fut faite avec solennité. Voy. *supra*, p. 44.

43. — 1092, 27 juillet.

Hélie, comte du Maine, souscrit une charte de Foulque le Réchin par laquelle celui-ci renonce au profit des moines de Saint-Nicolas à tous les droits qu'il percevait sur leur fourrage et à la dime du passage de Monnais ¹.

Laurent Lepeletier, *op. cit.*, p. 49 ².

44. — 1092, 29 juin-novembre ³.

Le comte du Maine, Hélie, est témoin d'un acte par lequel le comte d'Anjou Foulque le Réchin donne un sauf-conduit à l'abbé de Saint-Aubin pour lui permettre d'aller trouver le légat du pape, Aimé.

Cartul. de Saint-Aubin, t. II, n° 736.

45. — 1093, 17 octobre ⁴.

Hélie abandonne à l'église du Mans toutes les coutumes et les redevances qui étaient autrefois perçues sur les terres de l'évêque et des chanoines situées dans la quinte du Mans ⁵.

Liber Albus, n° 118.

46. — 1092, 29 juin-1096, 25 juillet ⁶.

Hélie consent à la donation du domaine de Saint-Mars-de-Ballon ⁷ faite par Hugue de Sourches, fils de Patrice ⁸, aux moines de la Couture et abandonne les droits qu'il possédait sur ce domaine.

Cartul. de la Couture, n° 27.

1. Forêt dans le cant. de Longué (Maine-et-Loire).

2. Voy. Halphen, *op. cit.*, p. 320, n° 262.

3. Ce sauf-conduit est mentionné dans un acte qui, selon M. Bertrand de Broussillon, serait antérieur à novembre 1092.

4. Cet abandon fut fait le jour de la translation du corps de saint Julien à la cathédrale du Mans, qui eut lieu le 17 octobre 1093 (*Actus*, p. 394).

5. Hélie se borna, dans la circonstance, à confirmer les concessions de ses prédécesseurs.

6. Cet acte et les trois suivants sont antérieurs à la mort d'Iloël, survenue le 29 juillet 1096 (Celier, *op. cit.*, p. 173), et même au 25 juillet, époque à laquelle il était déjà mourant (voir n° 50).

7. Cant. de Ballon (Sarthe).

8. A. Ledru, *Le château de Sourches et ses seigneurs*, p. 19.

47. — 1092, 29 juin-1096, 25 juillet.

Hélie donne aux moines de la Couture la chapelle de Tennie ¹.

Cartul. de la Couture, n° 25.

48. — 1092, 29 juin-1096, 25 juillet.

Hélie confirme la donation de l'église de Saint-Corneille de Tennie faite par Hubert Riboule ² aux moines de la Couture et consentie par Guérin de Tennie.

Bibl. nat., Baluze 47, fol. 320, d'après l'original, et *Cartul. de la Couture*, n° 24, d'après le *Compendium historiae abbatiae Culturae*, Bibl. du Mans, ms. 94, fol. 19 v°.

49. — 1095-25 juillet 1096 ³. Saint-Aubin d'Angers.

Hélie confirme les donations faites par son père Jean de la Flèche aux moines de Saint-Aubin d'Angers.

Cartul. de Saint-Aubin, t. II, n° 749.

50. — 1096, 25 juillet. Le Mans.

Hélie consent à la confirmation de la donation du domaine de Vauboan faite par Hoël mourant ⁴ aux moines de Saint-Julien de Tours ⁵.

Liber Albus, n° 190.

1. Cant. de Conlie (Sarthe).

2. Sur ce personnage, voir *supra*, p. 63, n. 2.

3. L'acte fut passé le jour des funérailles de Jean de la Flèche, enseveli à Saint-Aubin. La date de 1097, proposée par M. Bertrand de Broussillon, est inexacte, car, si la confirmation est postérieure à la donation qui fut faite en 1095 (*Cartul. de Saint-Aubin*, II, n° 747), on sait d'autre part : 1° que Jean de la Flèche mourut peu après cette donation (non longo post temporum decurso volumine) (*op. cit.*, II, n° 748); 2° que la confirmation d'Hélie fut attaquée par son frère Joubert du vivant d'Hoël, par conséquent avant le 29 et même le 25 juillet 1096 (*op. cit.*, II, n° 750). Rappelons en finissant que, le 13 février 1087, Hélie avait confirmé la donation faite par son père de l'église de Saint-Ouen de la Flèche, de la chapelle du château, d'une mesure de terre et d'un jardin (*op. cit.*, II, n° 746).

4. L'acte est ainsi daté : Data VIII kalendas augusti per manum Hoelli episcopi decubantis in egretudine post unctionem.

5. La donation avait été faite par l'évêque Sifroi en février 971 (voir *supra*, n° 6).

51. — 1097 ou 1098, 25 décembre (?). Saint-Julien de Tours ¹.

Hélie confirme la donation faite par Joubert, son frère, de l'église de Bossay ² aux moines de Saint-Pierre de Preuilly.

Loyauté, *Notae in praecedentia Cenomanensium episcoporum Gesta*, dans la *Patrologie latine*, 171 (Hildeberti opera), col. 107.

52. — 1097, 20 juin ³.

Hélie souscrit la confirmation du don de plusieurs églises, notamment de celles de Parné ⁴ et de Chérisay ⁵, faite par Hildebert de Lavardin aux moines de Saint-Nicolas d'Angers.

Cartul. d'Assé-le-Riboul, n° 2.

1. Cette confirmation d'Hélie est suivie de celle de Geoffroi, comte de Vendôme, et de son fils Geoffroi Grisegonelle; vient ensuite une date d'année : 1098. Le quantième se trouve après la confirmation d'Hélie, et il est ainsi indiqué : « In die consecrationis domni Hildeberti episcopi nostri. » Or nous savons que l'évêque Hildebert fut consacré un 25 décembre (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 350); mais on peut hésiter pour savoir s'il s'agit du 25 décembre 1097 ou 1098, car le style de Noël a été fréquemment employé dans la région au xi^e siècle (voir Halphen, *op. cit.*, p. 237). Cette date a embarrassé M. Dieudonné; elle lui a paru être en contradiction avec la souscription d'Hildebert au concile de Saintes de mars 1097; l'évêque se qualifie, en effet, dans ce document évêque du Mans (*Cenomanensis episcopus*), titre auquel il n'avait pas droit, dit-il, avant sa consécration (*op. cit.*, p. 8); M. Dieudonné essaye de résoudre la contradiction en distinguant entre l'installation de l'évêque, qui aurait eu lieu en 1096, et la *consécration*, qui aurait été reculée jusqu'en 1098 (*op. cit.*, p. 111); cette distinction, qui n'a pas de fondement juridique, laisse subsister la difficulté, car ce n'est pas la formalité de l'installation qui pouvait conférer à Hildebert le droit de s'intituler évêque du Mans. N'est-il pas plus vraisemblable de supposer qu'un évêque pouvait au xi^e siècle souscrire un acte avant sa consécration en qualité d'évêque du diocèse où il avait été élu? Ajoutons du reste en finissant que, notre acte n'étant qu'une notice connue seulement par des copies, la date qu'on y trouve est doublement suspecte.

2. Cant. de Preuilly (Indre-et-Loire).

3. La date de l'acte est indiquée dans la notice.

4. Cant. d'Argentré (Mayenne).

5. Cant. de Saint-Paterne (Sarthe).

53. — 1097, 20 juin. Le Mans.

Hélie est témoin de la confirmation du don des églises d'Assé¹ et de Mont-Saint-Jean² faite aux moines de Saint-Nicolas d'Angers par Guillaume d'Assé³.

Bibl. nat., dom Housseau, III, n° 1013.

54. — 1092, 29 juin-1099, mars⁴.

Hélie consent à une donation de 100 sous, faite par son beau-père Gervais en aumône aux moines de Saint-Guingalois pour l'âme d'Élisabeth, mère de Gervais⁵, alors mourante.

Cartul. de Château-du-Loir, n° 66.

55. — 1099, 27 mars. Château-du-Loir.

Hélie donne sa chapelle sise aux pieds de la tour de Château-du-Loir aux moines de Saint-Guingalois⁶ pour le repos de l'âme de sa femme Mathilde.

Cartul. de Château-du-Loir, n° 67.

56. — 1100, novembre-1101. Le Mans⁷.

Le comte Hélie abandonne aux moines de Saint-Vincent ses droits de voirie sur le bourg de Saint-Vincent.

Cartul. de Saint-Vincent, n° 16.

1. Assé-le-Riboul, cant. de Beaumont (Sarthe).

2. Cant. de Sillé-le-Guillaume (Sarthe).

3. Cette donation fut confirmée plus tard sur la demande d'Hélie par Hervé d'Assé (*Cartul. d'Assé-le-Riboul*, n° 5).

4. Le consentement a été donné par Hélie après son accession au comté, car il est qualifié comte du Maine dans l'acte, et la donation de Gervais est antérieure à la mort de Mathilde, qui recueillit l'héritage de son père Gervais (voir *supra*, p. 49), et par conséquent lui survécut. Malheureusement cet acte juridique est consigné dans une notice rédigée peut-être seulement plusieurs années après sa conclusion par les moines.

5. Elle était femme de Robert de Château-du-Loir. *Cartul. de Château-du-Loir*, p. vii.

6. C^{ne} de Château-du-Loir. Le prieuré de Saint-Guingalois dépendait de Marmoutier. Sur ce prieuré voy. F. Lot, *Mélanges d'histoire bretonne*, p. 198, n. 3.

7. Hélie parle, dans l'exposé de l'acte, des torts qu'il avait faits aux

57. — 1103. Sainte-Colombe, près de la Flèche.

Hélie autorise, sur la demande de Renaud, évêque d'Angers, une donation faite par Nihard Bevin à Gautier, abbé de Saint-Serge.

G. Durville, *Cartul. de Saint-Serge d'Angers*, Nantes, 1903, p. 126, n° 274.

58. — 1103. Briollay ¹.

Hélie abandonne aux moines de Marmoutier le péage et les coutumes qu'il percevait sur leurs marchandises lorsque celles-ci traversaient le château de la Flèche.

Pièces justificatives, n° 4.

59. — 1106.

Hélie assiste à la donation que fait Papot de Monnais ² de la dîme de ses terres défrichées à Monnais ³.

Analysé dans Halphen, *op. cit.*, p. 333, n° 304.

60. — 1106, 19 mai-1109, 14 avril ⁴.

Foulque le Réchin, son fils Foulque, qui avait déjà épousé Érembourg fille d'Hélie, et le comte Hélie ⁵ obligent Robert, seigneur de Rochecorbon ⁶, à renoncer à une coutume qu'il exigeait des moines de Marmoutier.

Bibl. nat., dom Housseau, III, n° 963.

moines de Saint-Vincent pendant le siège du Mont-Barbet. Cette allusion doit se rapporter aux événements de 1099. Hélie n'ayant recouvré le comté qu'en novembre 1100, la concession a dû être faite à la fin de 1100 ou en 1101. Sur cet acte, voir *supra*, p. 75, n. 2.

1. Pour la date de cet acte, voir *supra*, p. 52, n. 5.

2. Cant. de Longué (Maine-et-Loire).

3. Voir Halphen, *op. cit.*, p. 333, n° 304.

4. Pour la justification de cette date voir Halphen, *op. cit.*, p. 337, n° 318.

5. D'après cet acte Hélie avait alors la garde de l'Anjou, peut-être parce que, dans les dernières années de sa vie, Foulque le Réchin avait confié à ce comte, qui était le beau-père de son fils, le soin de gouverner ses états.

6. Cant. deouvray (Indre-et-Loire).

61. — 1109.

Hélie fonde le prieuré d'Oizé ¹ et affecte à ce prieuré l'église de Notre-Dame de Cérans ².

Indiqué dans Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans*, p. 2.

62. — 1092, 29 juin-1110, 11 juillet ³.

Le comte Hélie accorde aux curés du Passais le droit de faire paître leurs porcs dans les forêts du Passais ⁴ et d'Andaine ⁵.

Compendium hist. abbatiae Culturæ, fol. 57 v^o ⁶.

63. — 1092, 29 juin — 1110, 11 juillet.

Hamelin d'Anthenaise ⁷ abandonne, avec l'autorisation d'Hélie, le péage qu'il percevait sur les objets appartenant aux moines de Marmoutier à la Motte-Achard ⁸.

Bibl. nat., lat. 5441 ², p. 443.

64. — 1092, 29 juin-1110, 11 juillet. Le Mans.

Anjubaud Boutier ayant fait élever un moulin en aval d'une écluse, dont il était propriétaire indivis avec les moines de la Couture, le comte du Maine, Hélie, juge que les moines sont copropriétaires du moulin ; mais ceux-ci renoncent à la jouissance de leurs droits moyennant un cens annuel de deux sous. Peu après, Hélie donne encore raison aux moines, qui avaient fait détruire une porte d'écluse construite sans leur autorisation.

Cartul. de Saint-Pierre de la Cour, n^o 10.

1. Cant. de Pontvallain (Sarthe).

2. Canton de Pontvallain (Sarthe).

3. Cet acte, comme ceux qui suivent, a été rédigé après l'avènement d'Hélie et avant sa mort.

4. Orne.

5. Cant. de la Ferté-Macé (Orne).

6. Cette donation n'est connue que par un acte de 1386, cité par l'auteur de l'Histoire manuscrite de l'abbaye de la Couture.

7. Sur les seigneurs d'Anthenaise (Mayenne), voir Angot, *op. cit.*, t. I, p. 53.

8. C^{ns} de Saint-Jean-de-la-Motte, cant. de Pontvallain (Sarthe).

65. — 1092, 29 juin-1110, 11 juillet.

Hélie appose son sceau ¹ à la donation faite par Gautier Gernon et le clerc Gautier, parent du premier, aux moines de la Couture de la moitié de l'église de Saint-Mars-la-Brière ² et d'autres biens et droits leur appartenant.

Cartul. de la Couture, n° 28.

66. — 1092, 29 juin-1110, 11 juillet. Saint-Martin de Tours ³.

Hélie abandonne l'hommage qu'il réclamait indûment sur les hommes de Chenu ⁴, prétention dont il avait déjà reconnu le mal fondé après un débat judiciaire, sur les réclamations des chanoines de Saint-Martin de Tours.

Gallia Christiana, t. XIV, instr., col. 80.

67. — 1092, 29 juin-1110, 11 juillet. Saint-Vincent-du-Lorouer.

Hélie abandonne aux moines de Saint-Vincent les droits de voirie et les autres coutumes qu'il possédait sur la terre des Graffardières ⁵.

Cartul. de Saint-Vincent, n° 243.

68. — 1096, 26 juin-1110, 11 juillet ⁶.

Hélie est choisi comme arbitre dans un procès pendant entre les moines de la Couture et un nommé Hugue, dont l'oncle Garnier

1. Aucun acte d'Hélie n'ayant été conservé en original, nous ne possédons aucun sceau de ce comte non plus que des autres comtes du Maine. Mais trois actes d'Hélie pour les moines de la Couture (*Cartul. de la Couture*, nos 24, 25 et 26) contiennent une annonce de sceau; l'évêque Hildebert de Lavardin, contemporain d'Hélie, scellait ses actes (Celier, *Les sceaux des évêques du Mans*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, 1907, p. 34, et planche I).

2. Cant. de Montfort (Sarthe).

3. Cette donation est datée par Mabille (*La Pancarte noire de Saint-Martin*, p. 199) de 1109 ou 1110; cette date ne nous semble pas justifiée.

4. Cant. du Lude (Sarthe).

5. C^{te} de Pruillé-l'Éguillé, cant. du Grand-Lucé (Sarthe).

6. Cet acte est postérieur à la mort de l'abbé Joël, car il a été passé sous

avait légué tous ses biens aux moines de la Couture. Le procès en revendication intenté par Hugue se résout par une transaction.

Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour, n° 10.

69. — 1095-1110, 11 juillet ¹. La Flèche.

Hélie donne aux moines de Saint-Aubin d'Angers une pièce de terre sise à la Flèche et s'étendant de la propriété des moines à la maison des lépreux.

Cartul. de Saint-Aubin, t. II, n° 752.

70. — 1096, 25 juillet-1110, 11 juillet ². La Flèche.

Hélie fait don aux moines de Saint-Aubin d'Angers de la moitié de la foire de Saint-Thomas établie à la Flèche ³.

Cartul. de Saint-Aubin, t. II, n° 753.

71. — 1096-1110, 11 juillet ⁴.

Le comte Hélie, choisi comme arbitre entre les chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour et Mafroi, oblige ce dernier à renoncer aux droits qu'il prétendait posséder sur la prévôté du chapitre à Marigné comme héritier de Normand Riboule ⁵.

Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour, n° 13.

l'abbatiate d'Eude, successeur de Joël. Le quantième de la mort de Joël est fourni par un martyrologe de la Couture (Dom Piolin, *op. cit.*, III, p. 429); quant à l'année, le *terminus ad quem* en peut être déterminé avec certitude; on voit, en effet, Eude, successeur de Joël, paraître dans un acte de Patrice de Sourches (*Cartul. de la Couture*, n° 20), qui fut confirmé du vivant de l'évêque Hoël, mort le 29 juillet 1096. Joël est donc mort, au plus tard, le 26 juin 1096.

1. Cette donation est postérieure à la mort de Jean de la Flèche, père du comte, qui vivait encore en 1095. Voir *supra*, n° 49.

2. La notice de cette donation renferme une date erronée, comme on l'a montré plus haut (p. 53, n. 5). Cette donation doit être postérieure à la mort de Jean de la Flèche et antérieure à celle d'Hélie.

3. Il est fait allusion dans cette notice à la construction d'une église en l'honneur de saint Thomas à la Flèche.

4. Ce jugement est postérieur à l'élection d'Hildebert, qui y figure comme témoin.

5. Normand Riboule avait renoncé à ce droit en présence du pape Urbain II et du comte Hélie. *Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 12.

72. — 1096-1110, 11 juillet ¹.

Hélie confirme toutes les donations faites par son beau-père Gervais de Château-du-Loir à l'église du Mans sur la rive gauche de l'Huisne. Il donne 147 sous pour la restauration de l'église du Mans. Enfin, sur la demande d'Hildebert, il fait faire pour le corps de saint Julien une châsse en argent et en or ². Il fait, en outre, divers dons à l'église et aux chanoines.

Nécrologe-obituaire de la cathédrale du Mans, p. 163, et *Actus*, p. 405.

73. — 1099 mars-1110, 11 juillet.

Hélie confirme la donation d'une vigne faite aux religieuses du Ronceray d'Angers par Ameline, fille de Jean Tort.

Cartul. du Ronceray, n° 394.

74. — 1109, 14 avril-1110, 11 juillet.

Hélie souscrit la renonciation que Foulque V, comte d'Anjou, fait, peu après la mort de son père Foulque le Réchin, aux droits qu'il possédait sur les vignes léguées au chapitre de la cathédrale d'Angers par l'archidiacre Garnier.

Cartulaire noir de la cathédrale d'Angers, par le chanoine Ch. Urseau, Paris-Angers, 1908, n° 163.

1. La confirmation des donations de Gervais de Château-du-Loir est postérieure au décès de Gervais, mort avant le mois de mars 1099; les autres donations ont été faites sur la demande d'Hildebert, par conséquent en 1096 au plus tôt.

2. Nous croyons, contrairement à l'opinion de M. Vallée (*Cartul. de Château-du-Loir*, p. 32, n° 64), que l'acte est postérieur à la mort de Mathilde, femme du comte. Hélie justifie, en effet, son droit de suzeraineté sur la vigne par ces mots : « Quia de patrimonio uxoris suae Mathildis fuit. »

ACTES FAUX

75

Hugue, comte du Maine, donne aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour et aux moines de la Couture des terres sises au Gué-Bernusson et dans divers autres endroits ¹.

Pièces justificatives, n° 5.

76

Hugue, fils de David, donne aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour le domaine de Marigné et leur accorde pour leurs vignes une exemption de coutumes ².

Pièces justificatives, n° 6.

77

Hugue, fils de David, confirme les donations faites par son père David aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour, et il accorde aux hommes du chapitre le privilège de ne se rendre à son ost que sur la semonce orale de son sénéchal au doyen et au préchantre dudit chapitre ³.

Pièces justificatives, n° 7.

78

Hugue David, père d'Herbert, donne aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour le domaine de Sainte-Sabine ⁴.

Indiqué dans l'*Histoire du Chapitre royal de Saint-Pierre-de-la-Cour*, par M. Menjot d'Elbenne, p. clvi.

1. La critique de cet acte et des trois qui suivent est faite dans l'*Appendice II*, p. 105 et suiv. Pour cet acte voir en particulier, p. 106 et 107, n. 2.

2. Voy. plus haut, p. 108. Sur le prétendu comte David, cf. p. 110.

3. Cf. *supra*, p. 107 et 108.

4. Sur cet acte voir, pour plus de détails, p. 106, n. 10.

79

Herbert Éveille-Chien fait don aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour des domaines de Cogners, Venelay, Jupeaux et Montpoule, en l'honneur de la victoire qu'il vient de remporter à Pontlevoy¹.

Cartul. de Saint-Pierre-de-la-Cour, n° 4.

80

Le comte du Maine, Hugue IV, confirme la donation faite par Gui « de Denéré » de l'église d'Auvers-le-Hamon aux moines de la Couture².

Pièces justificatives, n° 9.

1. Voy. plus haut, p. 105, et Halphen, *Le comté d'Anjou au XI^e siècle*, p. 35, n. 1.

2. L'acte est longuement critiqué en même temps que la prétendue donation d'Auvers-le-Hamon dans notre *Appendice IV*, p. 116-126. Nous avons montré que ces deux chartes ont dû être composées à l'aide d'un acte de fondation authentique du prieuré d'Auvers, aujourd'hui perdu, et que cet acte contenait vraisemblablement la souscription du comte Hugue IV, de sa femme Berthe et de son fils Herbert (p. 123 et 124).

PIÈCES JUSTIFICATIVES

1

960, septembre. Rivarennas.

Donation faite par une femme nommée Érembourg aux moines de Saint-Florent de Saumur d'un alleu nommé Varennas.

Mss. :

A. Original perdu.

B. Copie du xvn^e siècle, dans la coll. dom Housseau de la Bibl. nat., t. I, fol. 221, n^o 184.

Quisquis pro amore Domini temporalia bona quae possidet sanctis et fidelibus Dei locisque sanctorum distribuit sine dubio celestium primorum remunerationem sibi in futuro praeparat ; hoc enim ipse Dominus ostendit, qui se dicturum suis repromittit fidelibus : « Quod uni, inquit, de minimis meis fecistis, mihi fecistis. » Qua propter ego Aremburgis, in Dei et Domini nostri Jesu Christi nomine, anno ab incarnatione Domini et redemptione dcccclx, de hereditate, quam mihi Dominus donare dignatus est, quamque a parentibus et filiis jure hereditario mihi derelictam possideo, partem aliquam Sancto Florentio condono et de mea potestate et jure in dominicatione ipsius sancti et rectorum ejus trado atque transfundo, id est medietatem de alodio qui dicitur Varenas, tam de ecclesia quam de mancipiis et terris cultis et incultis, silvis, pratis, aquis aquarumque discursibus seu de omnibus quae ad ipsum alodum pertinent ut ab hodierna die abbas ejusdem loci et monachi sub eo degentes, omnem medietatem ipsius alodi perpetualiter possidentes, pro salute mea tam animae quam corporis atque pro peccatis meis, dum vivo, deprecentur, post mortem vero meam tam pro mea anima quam pro animabus filiorum et filiarum mearum, maxime Hucberti, cui ipsum alodum donaveram, ipsum sanctum Florentium exorent, quantum ipse sanctus advocatus nobis ante Deum existat et in eterna vita introducat. De hac autem donatione testamentum firmitatis facio et manu propria

corroboro et fidelibus Dei et nostris tam clericis quam laicis confirmandum statuo quod, si quis violare voluerit aut aliquid in eo repetere vel calumpniare ausus fuerit, seu ego ipsa vel aliquis de parentibus meis aut filiis vel nepotibus seu de heredibus vel qualiscumque intromissa persona, in primis maledictionem eternae maledictionis incurrat et cum Dathan et Abiron vivus in infernum descendat ubi cum infidelibus Dei gehennalibus penis eternaliter crucietur et insuper auri libras lx et argenti centum pondera coactus exsolvat, et haec donatio omni tempore firma permaneat.

Aremburgis, quae hanc donationem fieri jussit, subscripsit. S. Teutbaldi comitis. S. Teutbaldi junioris. S. Gausfredi comitis. S. Hugonis comitis Cenomannorum. S. Froterii episcopi. S. Marcoardi. S. Rainaldi. S. Harduini thesaurarii. S. Gausfredi. S. Adelardi. S. Bernardi canonici. S. Hugonis. S. Aschelini. S. Aimerici. S. Rainardi. S. Richardi. S. Arberti. Datum mense septembrio, anno V regni Lotharii regis. Confirmatum apud Rivarenas in placito publico. S. Ingelberti scriptoris.

2

931, 26 mars — 992.

Concession en main-ferme, et pour trois vies durant, faite par le comte Hugue II à Anjubaud et sa fille Ermensende des domaines du Coudray et de Laval.

Ms. :

Dom Anselme Le Michel, *Historia abbatiae Majoris monasterii*, dans le ms. lat. 12873 de la Bibl. nat. fol. 303 (analyse).

... Carta vero est Hugonis comitis Cenomanens[ium], in qua, filiis ejus consentientibus Hugone et Herberto, donat ad manulirmam duas villas, unam quae dicitur Laval et aliam quae Coldrico dicitur, sitas ad fluvium Meduanae, Ingelbaudo et ejus filiae Ermensendae, deprecantibus Hugone, filio Amoni, et ejus filio Hugone.

3

Donation par Hugue II aux moines de Saint-Pierre de la Couture de biens qu'il possède dans le Sonnois.

Mss. :

A. Original perdu.

B. *Cartulaire de la Couture*, à la Bibl. mun. du Mans, ms. 198, fol. 12.

C. *Compendium historiae abbatiae Culturae*, à la Bibl. mun. du Mans, ms. 91.

IMPR. :

a. Le Corvaisier, *Histoire des Evêques du Mans*, 1648, p. 326.

b. Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 16, note 1 (éd. incomplète).

c. *Cartulaire de la Couture*, n° 6.

d. Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans*, Instrumenta, p.

LXVII.

Dum unusquisque vivit in hoc momentaneo saeculo ¹, donum habet a pio Deo ex rebus temporalibus, ab ipso scilicet datis, emendi regna sine fine mansura. Eapropter ² ego ³, Hugo, Cenomannorum comes, cenobio Beati ⁴ Petri quod dicitur ad Culturam cupiens subvenire, Deo et monachis illius monasterii dedi et concessi pro salute anime mee antecessorumque meorum praedia ⁵ nostra propria, quae ⁶ in terra Savonensi sunt sita, videlicet villam Sancti Rigomeri de Plano cum colibertis et servis et omnibus rebus ad eum pertinentibus et ecclesiam Sancti Rigomeri de Sylva ⁷ et quidquid ad eam pertinet, item ecclesiam Sancti Maurilii juxta Sylvam ⁸, item ecclesiam et vicum Sancti Remigii de Villena cum omnibus quae ⁹ ad vicum et ad ecclesiam pertinent, servis et liberis omnibus consuetudinibus, ita libere et quiete sicut Deus nobis concessit. Et de silva nostra quae ¹⁰ appellatur Perseingnia ¹¹ dedimus et concessimus quidquid ¹² necessarium fuerit usibus monachorum ¹³ inibi degentium ¹⁴, excepto ¹⁵ dare et vendere, et hominibus eorundem in eleemosyna ¹⁶ illa habitantibus concessimus in sylva ¹⁷ illa ¹⁸ capere ad rectum forestagium.

1. seculo B.

2. quapropter B.

3. B *supprime* ego.

4. sancti B.

5. predia B.

6. que B.

7. Sylva B.

8. Silvam B.

9. que B.

10. que B.

11. Perseingnia B.

12. quicquid B.

13. monachorum B.

14. degencium B.

15. excepte B.

16. eleemosina B.

17. silva B.

18. B *supprime* illa.

sicut antea solebant. Ut vero sit firmior hujus eleemosynae ¹ donatio ², signum ³ crucis feci cum ⁴ filiis meis et fidelibus nostris et episcopo nostro domno Seinfredo ⁵.

S. Fulconis fratris. S. Hugonis comitis. S. Hugonis filii ejus. S. Seinfredi episcopi. S. Vuillelmi. S. Drogonis filii ejus. S. Isaac. S. Huberti, etc.

4

1103

Concession faite par Hélie au profit des moines de Marmoutier du péage et des coutumes qu'il percevait sur les objets traversant son fief de la Flèche.

Mss :

A. Original perdu.

B. Cartulaire de Marmoutier, dans le ms. lat. 5441 de la Bibl. nat., p. 144.

Notum sit presentibus et futuris quod ego Helias, Dei gratia comes Cenomannice civitatis, Deo et Beato Martino Majoris Monasterii et monasterio ipsius, pro anime mee remedio, pedagium et omnes consuetudines rerum omnium Sancti Martini transeuntibus per castrum meum, quod Feccia vocatur, nunc Deo et in perpetuum habere illis concedo per dominum Gauffredum monachum cognomine de Vermilliac, priorem de Dalmeriac. Quod videt et audit ex parte mea Hugo de Parriniaco : ex parte domni Gauffredi monachi, famulus ejus Fromaget vocatus. Sciant presentes et futuri me hoc donum fecisse cum castrum Briollii obsidebam et valida bellatorum manu capere, Deo opitulante, mente sagaci deputabam.

5

Acte faux

Donation par Hugue, comte du Maine, aux moines de la Couture et aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour des terres situées au Gué-

1. elemosine B.

2. Après donatio B ajoute : presentes literas fecimus sigillari, et termine la charte après ces mots. Ces mots ont été insérés dans c.

3. signo c.

4. tum c.

5. domino Seienfredo c.

Bernusson, à Pré-Ferré, à Glatigny et à Champ-Garreau et des censives situées autour de Sainte-Croix et de Saint-Denis, au Mans.

Mss :

- A. Original perdu.
- B. Cartulaire perdu, fol. 36.
- C. Copie de G. Savare, aux Arch. dép. de la Sarthe. G 479, p. 241.
- D. *Op. cit.*, p. 3.
- E. Dom Briant, *op. cit.*, p. 131.
- F. *Compendium historiae abbatiae Culturae*, dans le ms. 91 de la Bibl. du Mans, fol. 8, d'après B.
- G. Copie de G. Savare, aux Arch. dép. de la Sarthe, G 479, p. 90, d'après un vidimus copié dans le cartulaire perdu aux fol. 20 et 30.

IMPR. :

- a. Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 629.
- b. *Cartulaire de la Couture*, n° 3.
- c. *Cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 1.

In nomine Domini ¹ et Salvatoris ² et Spiritus ³ Sancti. Ego Hugo ⁴, comes Cenomannus ⁵, notum fore cupio omnibus successoribus meis quoniam, pro redemptione anime mee, meique genitoris et genitricis, et insuper omnium tam presentium quam futurorum heredum, qui hoc benefactum ⁶ annuerint, aliquid eleemosine ⁷ facere cupiens, dedi communiter possidere, tam monachis Beati Petri Culture quam et canonicis nostris de ecclesia ⁸ Beati Petri, que est capella nostra ⁹, videlicet : terras que erant ad Vadum nomine Bernutionum ¹⁰, cum collibertis et censivis inibi sitis molendinorum sive arearum, et terras de Prato Ferrato, cum omnibus terris et pratis cultis et incultis que in circuitu sunt, et terras de Glatiniaco, et censivas, et terras de Campo Guarelli ¹¹ cum omnibus censivis, que sunt in circuitu Sancte Crucis et similiter Sancti Dionisii, et censivas de vineis, cum omni integritate, cum omnibus consuetudinibus, sicut honorifice tenemus, nihil mihi exinde retinens nisi propitiationem a domino qui hec

- 1. Dei *D.*
- 2. Salvatori *D.*
- 3. Spiritui *D.*
- 4. *E ajoute David et D* *DD.*
- 5. Cenomanum *D.*
- 6. beneficium *D.*
- 7. Deo *D.*
- 8. meis ecclesie *D* ; nostris ecclesie *E.*
- 9. mea *D.*
- 10. Guitionis *D* ; Bernittion *E.*
- 11. Garellio *E.*

nobis dedit, eleemosinam ¹ tali tenore ut pro remedio anime mee, singulis diebus, exorent domini illi quibus hoc benefactum ² largitus sum. Ego itaque Hugo, comes Cenomanice civitatis, cum militibus et vernaculis et filiis meis ac filiabus ³, hanc inscriptionem hujus cartule stabilio ac firmo, ut roborata in evum permaneat. Quicumque igitur seu heredum nostrorum, seu ⁴ extraneorum, hoc beneficium Sanctis Apostolis auferre ⁵ voluerit, seu monachorum vel clericorum prefatorum hoc testamentum violare seu dirumpere tentaverit, omnibus repleatur maledictionibus et sit anathema ⁶, maranatha, hoc est sequestratus ⁷ a communione corporis et sanguinis Domini, nisi ad satisfactionem et emendationem ⁸ venerit. Fiat, fiat, fiat; amen, amen, amen. Signum Hugonis comitis; Hugonis, filii ejus ⁹; Siengfredi ¹⁰, episcopi; Isaac; Odonis, archidiaconi; Guillelmi, archidiaconi ¹¹; Suhardi ¹²; Gualmari ¹³; Radulphi; Gaufridi; Amonis; Milonis; Aigleranni ¹⁴.

6

Acte faux

Donation par Hugue, fils de David, aux chanoines de Saint-Pierre-de-la-Cour de l'église et du domaine de Marigné et exemption au profit des mêmes des coutumes perçues sur leurs vignes.

Mss. :

A. Original perdu.

B. Cartulaire perdu, fol. 36.

C. Arch. dép. de la Sarthe, G 479, p. 245.

D. *Op. cit.*, p. 3.

E. Dom Briant, *op. cit.*, p. 431.

1. Eleemosinam vient tout de suite après Guitionis, auquel il est relié par et dans D.

2. beneficium D.

3. D ajoute meis.

4. sive D.

5. offerre D.

6. D ajoute et.

7. hec est sequestratio D.

8. emondationem D.

9. ejus supprimé dans D.

10. Seingefridi D.

11. G. archid., manque dans D.

12. Suardi D.

13. Manque dans D.

14. Aigleramni D.

IMP. :

a. Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 630.

b. *Cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 2.

In nomine Patris et Salvatoris et Spiritus Sancti Paracleti. Ego Hugo, David filius, comes Cenomannorum, cunctis heredibus et sequentibus meis certum et ratum fore cupio quoniam, pro remedio anime mee meique genitoris David et genitricis mee E. ¹ necnon cunctorum tam futurorum quam et presentium heredum, qui hoc donum concesserint, dedi et do ecclesie Beati Petri de Curia et canonicis ejusdem ecclesie Madrigneatum ² cum ecclesia, et furnum et molendinum et quidquid in villa habeo, cum omnibus consuetudinibus, et ita in pace et quiete teneant quemadmodum teneo et tenuerunt antecessores nostri. Quicumque donum hoc violaverit, ex parte Christi ³ et sancte Trinitatis sit anathema, maranatha nisi ad emendationem venerit et ad satisfactionem. Fiat, fiat. Hanc excommunicationem confirmo ego Seyngfredus, Cenom[anensis] episcopus, et ego Ysaac ⁴ archidiaconus, et ego Odo archidiaconus, et ego Suardus, et ego Milo, et plures alii.

Eodem tempore et die, dedi eisdem canonicis nostris ecclesie videlicet Beati Petri, ut quiete et libere teneant et possideant, in quocumque feodo emerint, vineas, quamdiu in manu ecclesie, seu in manu alicujus canonici fuerint, concedentibus omnibus baronibus et vavasoribus meis. Et si forte de manu ecclesie sive ⁵ canonicorum vinee exierint, ad priores redeant consuetudines. Hoc testificantur Hugo, filius meus ; Seingfredus, episcopus ; Ysaac, archidiaconus ; Gaumarus et Suardus atque plures alii.

7

Acte faux

Confirmation par le comte Hugue des concessions accordées par son père David au chapitre de Saint-Pierre-de-la-Cour, auxquelles le comte Hugue ajoute le privilège de ne se rendre à son ost que sur la

1. A au lieu de E dans D.

2. Madrigneacum E.

3. Dei E.

4. Isaac E.

5. vel E.

sermon de son sénéchal adressée au doyen ou au préchantre de l'église.

Mss. :

- A. Original perdu.
- B. Cartulaire perdu, f° 37.
- C. Copie de ce cartulaire par G. Savare, aux Arch. dép. de la Sarthe, G 479, p. 246.
- D. *Op. cit.*, p. 3.
- E. Dom Briant, *Cenomania*, d'après la copie de la Bibl. du Séminaire du Mans, p. 127.

Impr. :

- a. Dom Piolin, *Histoire de l'église du Mans*, t. III, p. 630.
- b. *Cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Cour*, n° 3.

Summus honor et animarum utilitas maxima est quibus a Deo datur in animo, ut ita libere et quiete beneficia, que suis ecclesiis donant, confirmaverint, ne posterius vel sequaces heredes, in donis patrum vel antecessorum suorum, possint aliquid contractare. In nomine igitur Dei et Salvatoris et sancti Spiritus Paracleti, ego Hugo, David filius, Cenomannorum comes, dono et confirmo cuncta donaria que pater meus David ecclesie Beati Petri de Curia dedit et ea que dedit, et daturus sum. Talem libertatem siquidem ecclesie et canonicis concedo ut homines sui non eant in exercitum, sive in expeditionem meam, nisi prius decanus, vel precentor ecclesie, inde a senescallo meo, ore ad os, submoneatur. Verumtamen, si aliquis eorum hominum remanserit, et serviens meus, vel senescallus meus, rectum habere voluerit, per manum decani vel custodis ville, de qua fuerit homo, vel per capitulum, justiciam et rectum habeat. Quod si emenda pignolata fuerit inde per manum decani, vel canonici ville istius custodis, reddatur decano, vel canonico. Decanus dimidiam partem sibi retineat, alteram partem senescallo vel villico reddat. Qui hanc libertatem frangere vel violare tentaverit, anathema sit et maranatha. Hujus vero libertatis sunt testes Syngenfredus, episcopus Cenom[anensis] ; Isaac, archidiaconus ; Gaumarus ; Odo ; Gonterus.

8

Acte faux

Donation par Gui « de Danazeo » aux moines de la Couture du monastère d'Anvers.

Mss. :

- A. Original perdu.
- B. Cartulaire de la Couture, dans le ms. 198 de la Bibl. du Mans, fol. 45.

C. Cartulaire d'Anvers, conservé aux archives de l'abbaye de Solesmes.

D. Copie de Gaignières, dans le ms. lat. 17123 de la Bibl. nat., p. 181-183.

IMPR. :

a. *Cartulaire de la Couture*, n° 10.

b. E. Toublet, *Fondation du prieuré d'Aurers-le-Hamon*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXV, 1909, p. 41-42.

c. R. Latouche, *L'origine des seigneurs de Laval*, dans la *Province du Maine*, t. XVII, 1909, p. 299-300.

Quicumque fide catholicus vitam meditatur eternam, vitando que mala sunt, tartaream horret penam, curandum et agendum sibi sum-mopere est quatinus felici commertio ¹ pro terrenis celestia, pro perituris eterna commutet. Sic ego in Dei nomine WIDO DE DANAZEO ² revolvens mente, cupiens celica adipisci regna, vitare desiderans infer-norum penas, Deo que Dei sunt quedam ab ipso michi concessa retri-buo, quatinus facinorum meorum sit piusindultor. Ergo, favente meo seniore HUGONE CENOMANENSII comite et filio suo HERBERTO, meis quo-que filiis annuentibus JOHANNE atque HAMONE cum ceteris fidelibus meis, concedo ad cenobium Sancti Petri de Cultura quoddam monas-terium quod Alversus ³ dicitur in honore Dei genitricis Marie sacra-tum, quatinus ab ipsius cenobii Sancti Petri monachis in hoc monas-terio Sancte Marie Deo serviatur, pro remedio anime mee patrisque mei et matris mee, filiorum quoque meorum et filiarum ceterorumque parentum meorum tam vivorum quam defunctorum. Burgum quoque inibi situm annuo cum vicaria omnium hominum in meo dominio sive in burgo illo sive extra burgum manencium ⁴, ut prefati mona-chi ita libere et quiete burgum illum cum hominibus et vicaria possi-deant, sicut ego et antecessores mei possedimus. Concedo etiam mona-chis illis omnes consuetudines in meo dominio undecumque ⁵ exeuntes, sive ab hominibus meis, sive ab extraneis, sive in burgo, sive extra burgum, sive in publica via, sive extra publicam viam, ut ipsi mona-chi ita libere et quiete eas ⁶ obtineant, sicuti et ego obtinui. Annuo quoque eis furnum cum pressorio et omnes decimas predictae ecclesie ad meum dominium pertinentes cum sepultura. Medietatem etiam unius ⁷ molendini eis concedo, et molturam omnium meorum homi-num sive in burgo, sive extra burgum manentium, ita libere et quiete

1. commercio a.

2. Danazeio B, a, Danareio b.

3. Alversi B.

4. manentium B, a.

5. undecumque B, a.

6. eas manque dans B.

7. unus D.

possidendam sicuti et ego possedi cum una medietaria. Si vero aliquis meorum hominum prefatis monachis partem terre sue pro anime sue remedio conferre voluerit, omnem exactionem que michi ¹ exinde reddi solet, sive talleiam sive alius (*sic*) modi servicium monachis dimitto ² et concedo. Hec omnia monachis ita libere et quiete possidenda annuo sicuti a domino meo HUGONE Cenomannensium comite possedi. Concedo quoque ut presbiter [in] supra dicta ecclesia ab abbate Culture et monachis ponatur. Nec non terram que ante portam nostri castelli ³ est ad oratorium construendum et sub burgum do uti Guarinus possedit. Ne igitur hanc donationem aliquis presens vel futurus heres meus vel externus calumpniare presumeret, domini mei Hugonis Cenomannensium comitis sigillo confirmari ⁴ impetravi. Ego siquidem Wibo, qui hoc donum feci, sigilli mei munimine confirmavi. Actum est hoc in Cenomannica urbe, in presentia domini mei Hugonis comitis, in die Palmarum, in ecclesia Sanctorum Gervasii et Protasii, regnante rege Francorum Henrico. Qui vero hoc donum calumpniare presumpserit, nisi cito penituerit et emendaverit, puniatur cum diabolo et angelis ejus infernalibus penis. Hoc vidit BERTA comitissa, Fulco de Chivilliac, Lescardus de Alvers ⁵, Odo Ruffus, Hamelinus de Villers ⁶.

S. Hugonis Cenomannensium comitis.

S. Herberti de Accio ⁷ .	S. Widonis de Danaceio.
S. Drogonis. †	S. Johannis filii ejus. †
S. Burchardi.	S. Hamonis filii ejus.
S. Odonis de Tusseio.	S. Roberti de Intrannis.
S. Joffridi Calvi.	S. Radulfi de Vegia.
S. Ascelini abbatis Culture.	S. Gosleni de Altanosia.
S. Herberti abbatis Sancti Karilelli. †	S. Joffridi filii vicecomitis. †
S. Avesgaudi abbatis Vindocinii.	S. Herbranni. †
	S. Hardoini. †
	S. Garini. †

Sellé de 2 seaux de cire verte sur las de ruban de soye jaune et rouge.

1. mihi *B*, *a*.

2. dimicto *B*, *a*.

3. catelli *a*.

4. confirmare *B*, *a*.

5. Lescardus de Alversis *a*.

6. Vilers *B*, *a*.

7. *B* s'arrête après les mots : S. Herberti de Accio, auxquels il se contente d'ajouter : et multi alii.

9

Acte faux

Confirmation par Hugue IV, comte du Maine, de la donation que Gui « de Danazeo » a faite de l'église d'Auvers aux moines de la Couture.

Mss. :

1. Original perdu.
- B. Cartulaire de la Couture, dans le ms. 198 de la Bibl. du Mans, fol. 13 v^o.
- C. Cartulaire d'Auvers conservé aux Archives de l'abbaye de Solesmes.
- D. Copie de Gaignières, dans le ms. lat. 17 123 de la Bibl. nat., p. 185 et 186.
- E. *Compendium*, dans le ms. 91 de la Bibl. du Mans, fol. 15 (copie fragmentaire).

IMPR. :

- a. *Cartul. de la Couture*, n^o 11.
- b. R. Latouche, *L'origine des seigneurs de Laval*, dans *la Province du Maine*, t. XVII, 1909, p. 300-302.

Ut presentibus et futuris ad perpetuam memoriam redeat et prorsus percognitum fiat, ego Hugo, Cenomanensium comes, sanum duximus litteris nostris significare qualiter domnus Guido de Danazeio, miles et homo noster, pro anime sue remedio et pro salute filiorum suorum et predecessorum suorum, Deo et monachis Beati Petri de Cultura, in presentia nostra nec non ¹ et in presentia ² plurium, dedit et in perpetuam elemosinam concessit, in Ramis palmarum, quicquid ipse habebat apud Alvercium, scilicet burgum et patronatum ecclesie Beate Marie de Alvercia ³ et decimas et totam elemosinam, sicuti in monachorum scedula coram nobis apud Cenomanum prescripta sunt ⁴, sigillo nostro et prenominati militis sigillo corroborata, ejusdem duobus filiis JOHANNE atque HAMONE hoc annuentibus. Et, ut hec donatio firmitus et fidelius teneretur, ad preces ejus et filiorum, capitulum Beati Petri de Cultura ingressi sumus ibique domnum ⁵ JOHELLUM, tunc temporis ejusdem monasterii abbatem, prescripta elemosina in

1. necnon B.
2. presencia B.
3. Alverciis B.
4. fuit D.
5. donnum B.

conspectu nostro investivit. Et, coram nobis et plurimis pro hujus donationis attestatione ibi assistentibus, donum super altare Petri deposuit. Ego autem, participationem totius beneficii abbacie ¹ illius consequi desiderans, ad preces predictorum militum necnon et benignissimo rogatu abbatis Johelli et omnium monachorum circumstantium, monachis ejusdem monasterii hanc elemosinam concessi ita libere et absolute obtinendam, sicuti prefatus G. a me libere et quiete tenebat. Et ad hanc elemosinam concedendam Herbertum filium meum compuli, et concessam sigillo meo iterum confirmavi, ne aliquis subdolu hanc donationem impediret.

Hoc vidit Guillelmus, tunc temporis precentor Sancti Juliani, et ² Raginaldus, decanus Sancti Petri de Curia ³, et ⁴ Robertus, precentor ejusdem ecclesie, Avesgaudus, abbas Vindocinii. Herbertus, abbas sancti Karileffi ⁵, qui presentes aderant in capitulo Sancti Petri de Cultura.

[Première colonne] S. Hugonis comitis.
 S. Berte comitisse.
 S. Gaufridi filii vicecomitis ⁶.
 S. Guidonis de Danazeio.
 S. Johannis, filii ejus.
 S. Hamonis, filii Guidonis.

[La première colonne est séparée de la seconde par une croix †.]

[Deuxième colonne] S. Herberti, filii comitis.
 S. Fulconis de Chevilliaco.
 S. Lisiardi ⁷ de Alvers ⁸.
 S. Herberti de Aceio.
 S. Raginaldi, decani de Curia.
 S. Roberti, precentoris de Curia.

[La deuxième colonne est séparée de la troisième par une croix †.]

[Troisième colonne] S. Sigefridi, episcopi Cenomanensis.
 S. Avesgaudi, abbatis Vindocinii.

1. abbacie *B*, *a*.

2. et manque dans *B*.

3. *B* s'arrête à ce mot, auquel il ajoute : « et plures alii ».

4. et manque dans *b*.

5. Karisleffi *b*.

6. Filii. Vicecomitis *b*.

7. Lisardi *b*.

8. Alversis *b*.

S. Herberti, abbatis Sancti Karileffi.

S. Vuillelmi ¹, precentoris Sancti Juliani.

Scellé en cire verte sur lacs de parchemin ².

1. Guillelmi *b.*

2. *On trouve dans b la mention qui suit :*

Signatum multis signis crucis et sigillatum magno et apparenti sigillo
sub duplici cauda cera viridi.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

P. viii. Nous ne voulons pas terminer ce volume sans remercier M. E. Vallée, qui a eu la grande complaisance de relire nos épreuves et nous a fourni d'utiles indications pour l'identification des noms de lieu.

P. 10. Il est question dans un diplôme de Louis le Pieux donné le 29 décembre 831 d'un fidèle, d'un *missus* de l'empereur, nommé Gui, qui avait été chargé de faire une enquête au sujet des droits de propriété de l'église du Mans sur les monastères de Saint-Aubin, Saint-Vincent et Saint-Ouen (*Gesta Aldrici*, éd. Froger, p. 165). Ne serait-il pas possible d'identifier ce personnage avec Gui, comte du Maine? Nominoë, duc de Bretagne, n'a-t-il pas commencé par être *missus* (*Cartul. de Redon*, n° 177). Il semble, d'autre part, à lire la *Chronique de Nantes* (éd. Merlet, p. 29-30), qu'il y ait eu un second comte du Maine appelé Gui. Cette chronique fait, en effet, allusion à un nommé Gui, qui aurait tenu en respect Lambert II, comte de Nantes, jusqu'à la mort de ce dernier survenue en 852. Mais il faut se défier de ce texte rédigé au x^e siècle, qui a souvent un caractère légendaire (voir la Préface de M. Merlet à son édition).

P. 11. Les termes dont nous nous sommes servi dans le texte pourraient faire supposer que nous considérons le comte de Nantes mentionné en 834 comme étant le même que celui qui fut assassiné en 852 par Joubert, comte du Maine. En réalité il y a eu au ix^e siècle deux comtes de Nantes appelés Lambert : le premier, disgracié en 834, mourut en 836 (*Chronique de Nantes*, éd. Merlet, p. 6, n. 1) ; le second n'acquies le comté de Nantes qu'en 843 (*op. cit.*, p. 11 et 12 ; cf. A. de la Borderie, *Histoire de Bretagne*, t. II, p. 44).

P. 16. Le comte de Rennes mentionné dans le récit de P. Le Baud s'appelait Juhel Bérenger. Il était soutenu, en même temps que par le comte du Maine, par Alain Barbetorte, comte de Nantes et duc de Bretagne (A. de la Borderie, *Hist. de Bretagne*, t. II, p. 397 ; cf. *Chronique de Nantes*, éd. Merlet, p. 91, n. 2). Le récit de la bataille est tiré de ce que Le Baud appelle les *Chroniques annaux*, texte aujourd'hui encore mal connu ; le date de 939, donnée par cet historien, paraît avoir été empruntée aux Annales de Flodoard, qui relatent sous cette date une victoire des Bretons sur les Normands ; malheureusement, comme Flodoard n'indique pas le lieu de cette victoire, nous ne sommes pas certain qu'il ait fait allusion à la bataille de Trans ; nous ne pouvons que le conjecturer avec vraisemblance (*Annales de Flodoard*, éd. Lauer, p. 74).

P. 18. n. 1. Ajouter à la fin de la note : A moins qu'il ne s'agisse d'Hugue le Grand, dont la *belle-mère* s'appelait Rohaut (Flodoard, *Annales*, éd. Lauer, p. 44).

P. 18, n. 1. Sur le comte de Vendôme, Bouchard II le Vénérable, cf. Endes de Saint Maur, *Vie de Bouchard le Vénérable*, publiée par Ch. Bourel de la Roncière, Paris, 1892. *Coll. de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*.

P. 22, n. 1. Des doutes nous sont venus, après le tirage de la feuille 2, sur l'exactitude de la date que nous avons assignée à la mort du comte Hugue III. Nous avons admis qu'il était mort en 1014 ou 1015 en alléguant les récits contemporains de la bataille de Pontlevoy (1016), où son fils Herbert Éveille-Chien est qualifié comte du Maine. L'argument était médiocre : le fils d'un comte a fort bien pu être appelé comte avant la mort de son père. Il y a peut-être lieu, par suite, de restituer au comte Hugue III la souscription d'un acte du roi Robert II, daté de 1017, que M. F. Lot, comme on l'a montré, lui attribue, et de prolonger de quelques années sa vie.

P. 29, n. 3. Au lieu de : *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, éd. Maître, p. 83, mettre : *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, 2^e éd., 1904, p. 122.

P. 33, n. 2. Au lieu de : *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, p. 68, mettre : *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, 2^e éd., p. 105.

P. 33, n. 3. Au lieu de : *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, p. 66, mettre : *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, 2^e éd., p. 104.

P. 41. Il n'est pas inutile de grouper les divers renseignements que nous avons donnés d'une manière éparse sur les seigneurs de Saint-Cénéri pour essayer d'établir leur succession et leur généalogie. Le premier personnage connu de cette famille est Arnaud le Breton. Il eut pour fils Géré (p. 23). Nous avons cité au cours de ce travail les noms de deux fils de Géré, Guillaume (p. 25) et Robert 1^{er} (p. 61, n. 6). Robert 1^{er} eut lui-même pour fils Robert II, qui épousa Félicie, fille d'Avejot, seigneur de Connerré.

P. 60, n. 2. Ne peut-on pas concilier les textes, contradictoires en apparence, du *Cartulaire de Saint-Victor* et du *Cartulaire de Saint-Vincent* en supposant que dans ce dernier les mots « ille ipse » se rapportent, malgré une faute de syntaxe, à Hémon, et non à Geoffroi ?

P. 80, n. 3. Il existe une contradiction entre cette note et la note 1 de la page 151. Pour la faire disparaître il faut modifier les dernières lignes de la note 3 de la page 80, ainsi qu'il suit : Hildebert fut seulement élu à la fin de novembre 1096, comme le prouve le catalogue épiscopal d'après lequel le siège du Mans resta vacant pendant quatre mois après la mort d'Hoël (*Actus*, p. 9). Quant à la date de la consécration d'Hildebert, sa fixation offre quelques difficultés qui seront examinées plus loin (p. 151).

P. 81, n. 11. Après : *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, ajouter : 2^e éd.

P. 116, n. 1. M. l'abbé Angot a répliqué à l'article que nous avons publié dans la *Province du Maine*, t. XVII, 1909, p. 293-302, dans une note intitulée : *L'origine de Guy 1^{er} de Laval* et insérée dans la même revue (t. XVII, p. 330-331). Il persiste à croire que la charte de fondation du prieuré d'Auvers contenait la mention d'origine du donateur : *de Danareio*, c'est-à-dire de Deneré. Nous lui objecterons : 1^o qu'il est invraisemblable de voir donner le qualificatif de *de Danareio* à un seigneur qui est qualifié *de Valle* dans tous les autres documents où il n'est pas appelé simplement *Guido*. Cela est tout aussi invraisemblable que si on donnait aujourd'hui à quelqu'un dans un acte un nom de famille différent de son nom usuel ; 2^o qu'on a tout lieu d'attribuer cette invraisemblance au faussaire de la fin du

xii^e siècle, qui, nous l'avons montré, a commis dans la composition de ses faux plusieurs bévues notables. C'est, du reste, un principe fondamental de critique qu'il n'y a rien à tirer d'un acte faux, à moins qu'on n'ait pu en extraire avec précision et certitude des fragments authentiques.

P. 137, n. 2. Ajouter à la fin de la note : Il est mentionné dans un diplôme du roi Eude pour Saint-Martin de Tours, du 2 janvier 896 (*Bibl. de l'École des Chartes*, t. XXX, 1868, p. 438). Mais l'identification en a été mal faite par Mabille. Cet érudit place « Medonna » à Monnaie, cant. de Vouvray (Indre-et-Loire). Phonétiquement Medonna n'a pu donner Monnaie, mais Mosnes.

P. 150. Ajouter 47 bis. 1092, 29 juin-1096, 25 juillet. — Hélie donne aux moines de la Couture la métairie de Boyfart et la terre de *Liminario* pour l'entrée en religion de son frère Enoch. Hoël, évêque du Mans, témoin (*Cartul. de la Couture*, n° 26). L'identification de Boifart et de *Liminarium* est difficile. Le premier n'existe plus sous cette forme. Quant au second, on peut le traduire par *Luminier* alias *Rémigné*, commune de Domfront-en-Champagne, canton de Conlie (Sarthe).

TABLE ALPHABÉTIQUE

A

- ABBAYETTE (L'), prieuré du Mont-Saint-Michel, c^{ne} de la Dorée (Mayenne). — Cartulaire, 6.
- ACHARD, seigneur de la Motte-Achard, 60.
- ACON, ruiss., à Neuville-sur-Sarthe (Sarthe), 50, n. 4.
- Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium*, chronique. — Sa valeur historique, 1-2.
- ADAMARUS = Aimar.
- ADÈLE, mère d'Azzon II, comte du Maine, 115, n. 8.
- AGNÈS, femme de Geoffroi Martel, comte d'Anjou. — Donation, 143.
- AGNÈS, femme de Pierre I^{er}, roi d'Aragon, 115, n. 7.
- AGNÈS, seconde femme d'Hélie, fille de Guillaume VIII, duc d'Aquitaine, et femme répudiée d'Alphonse, roi de Léon, 115.
- AIGLERANUS. — Cité dans un acte faux, 166.
- AILLIÈRES, cant. de la Fresnaye (Sarthe). — Château, 62.
- AIMAR, vicomte, 127, n. 4.
- AIMÉ, légat du pape. — L'abbé de Saint-Aubin va le trouver, 149.
- AIMERI. — Témoin, 162.
- AIMERI de Moria, normand. — Défend le donjon du Mans contre Hélie (1100), 51.
- AIRARD, évêque de Nantes, 83, n. 8.
- ALAIN III, comte de Bretagne. — Secourt Herbert Éveille-Chien contre l'évêque Avejot (1027), 34. — Reprend à Foulque Nerra les otages donnés par Herbert Éveille-Chien (1027), 26. — Sa femme : Berthe.
- ALAIN II BARBETORTE, duc de Bretagne. — Assiste à la bataille de Trans (939), 175.
- ALAIN IV FERGENT, comte de Bretagne. — Fait le siège de Sainte-Suzanne (1084), 39.
- ALARD. — Témoin, 162.
- ALAUME. — Donation, 144.
- ALDRIC, évêque du Mans. — Élu par l'intervention de Louis le Pieux (832), 78, n. 3.
- ALENÇON, chef-lieu de l'Orne. — Robert Courteuse y prête hommage à Geoffroi le Barbu (1063), 35. — Guillaume le Roux y passe (1098), 47.
- ALLEMAGNE. — Empereur : Henri IV.
- ALPHONSE, roi de Léon. — Sa femme : Agnès.
- AMAGUIS, courrier envoyé à Guillaume le Roux (1099), 49.
- AMBRIÈRES, arrond. de Mayenne (Mayenne). — Construction du château (1054), 31, 61.
- AMELINE. — Donation, 157.
- AMIENS, chef-lieu de la Somme. — Comte : Vautier.
- ANDAIN, forêt dans le cant. de la Ferté-Macé (Orne), 154.
- ANGERS, chef-lieu de Maine-et-Loire. — Église cathédrale : acte, 157. — Évêques : Renaud II, Hubert, Renaud III.

- ANGIER, père de Gautier, 49.
- ANGLETERRE. — Rois : Guillaume le Bâtard, Guillaume le Roux, Henri 1^{er} Beauléve.
- ANJOU. — Annales des églises, 3. — Comtes : Foulque 1^{er} le Roux, Geoffroi 1^{er} Grisegonelle, Foulque III Nerra, Geoffroi II Martel, Geoffroi III le Barbu, Foulque IV le Réchin, Foulque V le Jeune.
- ANJUBAUD. — Donataire, 139, 162. — Sa fille : Ermensende.
- ANJUBAUD BOUTIER. — A un procès avec la Couture, 154.
- ANJURET, scribe, 162.
- ANSBERT. — Son fils : Lambert.
- ANTHENAISE, c^{ne} de la Chapelle-Anthenaise, cant. d'Argentré (Mayenne). — Seigneur : Hamelin.
- AQUITAINE. — Duc : Guillaume VIII.
- ARAGON. — Roi : Pierre 1^{er}.
- ARDENTS (Les), hôpital au Mans. — Construit en pierre par l'évêque Avejot, 90.
- ARÈNES (Rue des), au Mans, 92, n. 12.
- ARNAUD, évêque du Mans. — Écolâtre, 83. — Son élection (1063), 35, 79. — Fait un voyage en Angleterre (1069), 83. — Pris, puis relâché par Hugue, seigneur de Sillé (1070), 37, n. 6. — Part pour Rome (1071), 36, n. 8. — Emprisonné en Italie par Azzon II (1071), 36, n. 6. — Est interdit (1079), 83. — Sa mort (1081), 79. — Témoin, 146, n. 4, 147.
- ARNAUD LE BRETON. — Père de Géré, 23, 176.
- ARNOUL, archevêque de Tours, 82, n. 9.
- ARQUENOUL. — Donation, 138.
- ARTHUR DE BRETAGNE. — Donation, 145, n. 4.
- ASCELIN. — Témoin, 162.
- ASCELIN, abbé de la Couture, 120. — Souscrit un acte faux, 120, 170.
- ASSÉ-LE-RIBOUL, cant. de Beaumont (Sarthe), 152. — Château, 65, n. 2. — Seigneur : Guillaume Riboule.
- ATREI, seigneur de la Milesse, 64, n. 4.
- AUDERBERGE, femme de Sifroi, évêque du Mans, 81, n. 7.
- AVDEGARDE, femme de Foulque III Nerra, comte d'Anjou. — Témoin, 143.
- Aumône. — La tenure en aumône, 68, n. 1.
- AYVERS-LE-HAMON, cant. de Sablé (Sarthe). — Prieuré de la Couture : son cartulaire, 5. — Fondation de ce prieuré, 116-126, 159, 168, 171. — Prieur : Geoffroi de Sonois.
- AVEJOT, abbé prétendu de Vendôme, 120, 170, 172.
- AVEJOT, évêque du Mans. — Son élection, 79. — Lutte contre Herbert Éveille-Chien, comte du Maine, 22, 84. — Se réfugie à Bellême et excommunie Herbert Éveille-Chien, 23. — Donne la Mue à Herbrand (1027), 23, 66, n. 3. — Troisième conflit avec Herbert Éveille-Chien, 24. — Construit les châteaux de Duneau et de la Ferté, 22, 24, 59, n. 5. — Ses constructions, 90. — Son portrait, 82. — Dates de son épiscopat, 132. — Sa mort (1034 ou 1035), 24.
- AVEJOT, seigneur de Connerré. — Donne des coutumes à Saint-Vincent, 99, n. 7, 100. — Beau-père de Robert Géré, 41, n. 1, 176.
- Avesgaudus = Avejot.
- AVESSÉ, cant. de Brulon (Sarthe), 117.
- AVOIE, fille de Geoffroi de Sablé, femme de Robert le Bourguignon, 62, n. 13.
- AZZON 1^{er}, marquis d'Este. — Père d'Azzon II, comte du Maine, 115, n. 8.
- AZZON II, marquis d'Este, comte du Maine, 115, n. 8. — Les Manceaux le font venir d'Italie (1069), 36.

— Conquiert le Maine, puis retourne en Italie, 36. — Fait emprisonner Arnaud, évêque du Mans (1071), 36, n. 6. — Assiste

à un synode à Rome (1074), 113, n. 8. — Ses femmes : Cunégonde, Gersent. — Ses fils : Guelfe, Hugue V, Foulque.

B

BAILLOU, cant. de Mondoubleau (Loir-et-Cher). — Domaine de l'évêque du Mans, ravagé par Roger, comte du Maine, 15.

BALLON, arrond. du Mans (Sarthe). — Robert I^{er}, seigneur de Bellême, est enfermé dans le château (1031-1034), 25. — Païen de Mondoubleau y résiste à Robert Courteheuse (1088), 40. — Hélie s'en empare (1091), 42. — Païen de Mondoubleau l'abandonne à Guillaume le Roux (1098), 47. — Foulque IV le Réchin en tente le siège (1098), 48. — Robert II, seigneur de Bellême, le fait fortifier (1099), 49.

Baron, 107, n. 5.

BAVIÈRE. — Duc : Guelfe.

BAYEUX, chef-lieu d'arrond. du Calvados. — Hélie y est enfermé (1098), 48. — Siège (1105), 52. — Evêque : Eude.

BÉATRICE, femme de Guillaume, seigneur de Saint-Calais, 63, n. 6.

BEAUMONT-SUR-SARTHE, arrond. de Mamers (Sarthe). — Livré par Hubert, vicomte du Maine, à Guillaume le Bâtard (1073), 38. — Château, 61, 130.

BELLAI II, seigneur de Montreuil. — Compagnon de Foulque le Réchin, fait prisonnier, 48.

BELLÈME, arrond. de Mortagne (Orne). — Avejot, évêque du Mans, s'y rend, 23. — Seigneurs : Yves de Creil, Guillaume I^{er}, Robert I^{er}, Robert II.

BENET, c^{ne} d'Yvré-l'Évêque (Sarthe), 144.

BENOÎT VIII, pape. — Souscrit un acte, 142.

BÉRAUD. — Son père : Alaume.

BÉRENGER, comte du Maine (895), 12.

BERNARD, chanoine. — Témoin, 162.

BERNARD, seigneur de la Ferté, 63, n. 5.

BERTHE, femme d'Hugue IV, fille d'Eude II, comte de Blois, et veuve d'Alain III, comte de Bretagne. — Son mariage avec Hugue IV (1045-1047), 28, 114. — Son expulsion du Mans (1051), 29, 94. — Négocie un traité entre Herbert II et Guillaume le Bâtard (1058-1060), 32. — Réside à Nantes (1075), 29, n. 3. — Sa mort (1085), 33, n. 2. — Témoin, 119, 145. — Citée dans un acte faux, 170, 172.

BERTRADE, femme de Foulque IV le Réchin. — Son mariage, 41.

BEUGI, camp construit par Guillaume le Bâtard en face de Sainte-Suzanne, 39.

BIOTE, fille d'Herbert Éveille-Chien, femme de Gautier III, comte de Vexin, 26, n. 5, 33, 113. — Em-poisonnée à Falaise, 34.

BLÈVES, cant. de la Fresnaye (Sarthe). — Château, 62.

BLINEUR, femme de Rorgon, comte du Maine, 10, n. 2.

Blichildis = Bliheut.

BLOIS, chef-lieu de Loir-et-Cher. — Vicomte : Thibaud. — Comtes : Eude II, Thibaud III.

BONNEVILLE, cant. de Blangy (Calvados). — Guillaume le Roux y passe (1099), 30.

BOSSAY, cant. de Preuilly (Indre-et-Loire), 151.

BOUCHARD. — Cité dans un acte faux, 170.

BOUCHARD II, comte de Vendôme, 176. — Soutient Sifroi, évêque du Mans, contre Hugue II, 18.
BOUCHARD, fils de Geoffroi de Sablé, 62, n. 13.
BOUCHARD, seigneur de Sourches, 65, n. 1. — Son fils : Hugue.
BOUCHAUD DE MONCEAUX, 121.
Bouteiller, 72, 73.
Brennoren, localité inconnue. — Résidence de Rorgon, comte du Maine, 10, n. 2.
BRETAGNE. — Comtes : Alain III, Conan II, Alain IV Fergent. — Ducs : Nominoë, Salomon, Alain Barbetorte.

BRIOLLAY, arrond. d'Angers (Maine-et-Loire). — Occupé par Geoffroi Martel (1103), 52, n. 5, 164.
BRIONNEAU, ruiss. affl. de la Maine (Maine-et-Loire), 143.
BRISSARTHE, cant. de Châteauneuf-sur-Sarthe (Maine-et-Loire). — Bataille contre les Normands (866), 11.
BRUÈRE LA, ^{cne} de la Flèche (Sarthe). — Foulque le Réchin y traite avec Robert Courteheuse (1081), 39, n. 1.
BRULON, arrond. de la Flèche, 147. — Château, 62.
BRUN D'AUVERS, 121, 122.

C

CANA, seconde femme de Raoul IV, 130.
Cellerier, 72.
Censive, 69, 107, n. 2.
CÉRANS, cant. de Pontvallain (Sarthe), 154.
Chambrier, 72, 73.
CHAMP - GAUREAU, ^{cne} du Mans (Sarthe), 165.
Changeur, 72.
CHABLEMAGNE. — Fait élire Francon évêque du Mans (793), 78, n. 3. — Son fils : Charles. — Sa fille : Rotrude.
CHARLES, fils de Charlemagne. — Reçoit le duché du Mans (790), 9.
CHARLES LE CHAÛVE. — Reçoit le duché du Maine (838), 9. — Fait exécuter Joubert, comte du Maine (853), 11. — Donne le duché du Maine à Louis le Bègue (856), 9. — Est abandonné par Geoffroi, comte du Maine (861), 11. — Pardonne à Geoffroi sa défection (863), 11. — Persistance de la frappe de monnaies de son type dans le Maine, 20.
CHARLES LE SIMPLE. — Donation, 16, n. 1.

CHARTRES, chef-lieu de l'Eure-et-Loir. — Évêque : Foubert.
CHARTRE-SUR-LE-LOIR (LA), arrond. de Saint-Calais. — Château, 61. — Geoffroi, seigneur de Mayenne, s'y réfugie (1071), 37. — Il y conduit Hugue V (1091), 42.
CHATEAU DU-LOIR, arrond. de Saint-Calais. — Château, 18, 60. — Assiégé, puis pris (1051) par Geoffroi Martel, 28, 30. — Hélie s'y retire (1098), puis l'année suivante (1099), 48, 51. — Il le fortifie, 49. — La chapelle seigneuriale, 152. — Seigneurs : Hémon, Gervais 1^{er}, Gervais II, Hélie.
CHATEAUDUN, chef-lieu d'arrond. (Eure-et-Loir). — Les fils de Geoffroi, comte du Maine, s'en emparent (878), 12.
Châtelain, 76, n. 1.
CHATILLON-SUR-LOIRE, arrond. de Gien (Loiret), 137.
CHENU, cant. du Lude (Sarthe), 155.
CHERISAY, cant. de Saint-Paterne (Sarthe), 151.
Chevalier chasé, 66-67. — L'équipement, 65.
CHRONIQUES ANNAUX, 175.

COGNERS, cant. de Saint-Calais, 105, 159.

Colibert, 68.

Commune. — La « commune » du Mans (1070), 36-37.

Con = Acon.

CONAN II, comte de Bretagne. — Berthe, sa mère, va le rejoindre, 29, n. 3.

CONDÉ-SUR-ILLSNE, cant. de Regmard (Orne), 137.

Condita, circonscription du *Pagus Cenomanensis*, 74.

CONNERRÉ, cant. de Montfort-le-Rotrou (Sarthe). — Château, 61. — Seigneur : Avejot.

CONSTANCE, mère d'Arthur de Bretagne, 145, n. 4.

CORBONNAIS. — Comte : Ervé.

CORMES, cant. de la Ferté-Bernard (Sarthe), 106.

Corroboration. — Dans les chartes de Saint-Vincent, 99-101.

COUDRAY, lieu inconnu, 139, 162.

COULAINES, 1^{er} cant. du Mans (Sarthe), 44, 144, 148. — Guillaume le Roux y passe (1098), 47.

COULONGÉ, cant. de Mayet, 146.

Cour seigneuriale, 70-71.

COUTURE (La) = Saint-Pierre-de-la-Couture.

Cuisinier, 72.

CUL, ruiss., à Neuville-sur-Sarthe (Sarthe), 50, n. 4.

CUNÉGONDE, première femme d'Azaron II, comte du Maine, 115, n. 8.

D

DANGEUL, cant. de Marolles-les-Brautts (Sarthe). — Château, 62. — Hélie le fortifie, 46.

Dapifer, 72.

DAUMERAY, cant. de Durtal (Maine-et-Loire), prieuré de Marmoutier. — Prieur : Geoffroi de Vermillé.

DAVID, comte du Maine légendaire, 16, 56, 108, 110, 158, 167.

De majoratu et de senescalcia Francie, traité écrit par Hugue de Clers, 56, n. 6.

DÈME, riv. affl. du Loir, 138.

DENERÉ, c^{ne} d'Avoise (Sarthe), 126, n. 1.

DOMFRONT, chef-lieu d'arrond. (Orne). — Son château, 61. — Est occupé par Guillaume le Bâtard (1048-1049), 61, n. 2.

Donjon. — Le donjon du Mans : sa construction (1063), 34, 90. — Les Manceaux en rasent les murs (1072), 38.

DOUZE-APÔTRES (Les), église au Mans,

89. — Le monastère de Saint-Victor est bâti sur son emplacement, 93.

DREUX. — Cité dans un acte faux, 170.

DREUX, fils de Geoffroi de Sablé, 62, n. 13.

DREUX, fils de Guillaume, archidiacre, 164.

DREUX, père de Gautier III, comte de Vexin. — Sa mort (1035), 33, n. 5.

DREUX 1^{er}, seigneur de la Suze, 61, n. 2.

DREUX II, seigneur de la Suze, 61, n. 2.

DREUX III, seigneur de la Suze, 64, n. 2.

Droits régaliens, 20-21, 59, n. 4.

DUDON DE SAINT-QUENTIN, historien du x^e siècle, 9.

DUNEAU, cant. de Tuffé (Sarthe). — Château, 22-23, 59, n. 5, 60.

DURAND, chambrier d'Hélie, 72, n. 8.

E

ÉBLE, archevêque de Reims. — Foulbert, évêque de Chartres, lui adresse une lettre (1027), 24.

ÉCUYER, 69.

ÉLISABETH, femme de Robert et mère de Gervais II, seigneur de Château-du-Loir, 152.

EMME, femme de Raoul IV, vicomte du Maine, et fille d'Étienne, seigneur de Montrevault, 129.

ENOCH, frère d'Hélie. — Moine de la Couture, 115.

ENTHAMMES, cant. de Laval Mayenne, 140, 142.

ÉON DE BRETAGNE, frère d'Alain III, comte de Bretagne. — Secourt Geoffroi Martel, comte d'Anjou, 31.

ÉREMBOURG. — Donation, 138, 161.

ÉREMBOURG, fille d'Hélie. — Fiancée à Geoffroi Martel, fils de Foulque le Réchin, 47, 52, 56. — Épouse Foulque V le Jeune, 53, 56, 115, 153. — Sa mort (1126), 53.

ERMIENJARDE, fille de Guillaume, comte de Nevers. — Épouse Hubert, vicomte du Maine (1067), 130.

ERMENSENDE, fille d'Anjubaud, 139, 162.

Ernardus, notaire de Saint-Vincent, 99, n. 4.

ENVÉ, comte de Corbonnais, 12, n. 6.

ESTE. — Marquis : Azzon 1^{er}, Azzon II.

ÉTANG (L'), moulin inconnu, 122, n. 11.

ÉTIENNE, seigneur de Montrevault, père d'Emme, vicomtesse du Maine, 129.

ÉTIGAND DE MÉZIDON. — Marguerite, sœur d'Herbert II, lui est confiée, 32, n. 6.

EUDE, abbé de la Couture, 155, n. 6.

EUDE, archidiacre du Mans. — Cité dans un acte faux, 112, 166, 168.

EUDE, diacre, 43.

EUDE II, comte de Blois. — Battu à Tillières (1013), 18. — Vaincu par Foulque Nerra à Pontlevoy (1016), 25. — Nouvelle lutte contre Foulque Nerra (1026), 26, n. 2. — Cité dans un acte faux d'Herbert Éveille-Chien, 106. — Sa fille : Berthe.

EUDE, comte de Chartres. — Battu et dépoillé par les fils de Geoffroi, comte du Maine (878), 12.

EUDE, comte d'Orléans, 11.

EUDE, évêque de Bayeux. — Fait campagne avec Robert Courteuse dans le Maine (1088), 40.

EUDE, fils de Guillaume, seigneur de Saint-Calais, 63, n. 6.

EI DE, fils de Raoul II, vicomte du Maine, 128, n. 6.

EUDE DE TUSSE. — Cité dans un acte faux, 170.

EUDE LE ROUX. — Cité dans un acte faux, 170.

ÉVELIN. — Donations, 116.

ÉVREUX, chef-lieu de l'Eure. — Comtes : Richard, Guillaume.

ÉVRON, cant. de Laval Mayenne. — Abbaye bénédictine : son cartulaire, 5. — Acte, 139. — Abbé : Tiébert.

F

FALAISE, chef-lieu d'arrond. (Calvados). — Gantier III y est empoisonné ainsi que Biote, sa femme (1063), 34. — Henri 1^{er} Beaulerc en fait le siège (1105), 52, n. 2.

FÉCAMP, arrond. du Havre (Seine-Inférieure). — Château, 142. — Abbaye bénédictine : Marguerite, sœur d'Herbert II, y meurt, 32, n. 6. — Acte, 142.

FÉLICIE, femme de Robert Géré, 41, n. 1, 176.

FERTÉ BERNARD (La), arrond. de Mammers (Sarthe). — Château, 24, 39, n. 3, 60. — Herbert Éveille-Chien en fait le siège (1027), 24, 39, n. 3. — Seigneurs : Josselin Normand, Hugue, Bernard.

Fidélité, 57, 58.

Fief de chevalier, 66.

FLECHE (La), chef-lieu d'arrond. Sarthe, 150, n. 3, 153, 156, 164. — Hélie en fortifie le château (1099), 49. — Hoël, évêque du Mans, y est enfermé (1091), 42. — Seigneurs : Jean, Hélie.

Forestier, 74, 75.

Formulaires employés par les notaires manceaux, 99, n. 3.

FOUBERT, évêque de Chartres. — Menace Herbert Éveille-Chien d'excommunication. Sa lettre à Éble, archevêque de Reims (1027), 24.

FOUOIN = Foulque.

FOUOIS, fils de Rotrou de Montfort, 64, n. 3.

FOUOIS DE MORTIÈRES. — Donne l'église de Saint-Ouen, au Mans, à Saint-Aubin d'Angers, 92, n. 3.

FOULQUE, doyen de Saint-Pierre-de-la-Cour, 122.

FOULQUE, fils d'Azzon II, comte du Maine, 115, n. 8. — Reste en Italie (1090), 41. — Transige avec son frère Hugue V (1093), 115, n. 8.

FOULQUE, fils d'Hubert Riboule, 63, n. 2.

FOULQUE, fils d'Hugue II, 17, n. 4. — Témoin, 138, 139, 164.

FOULQUE DE CHEVILLÉ. — Cité dans deux actes faux, 170, 172.

FOULQUE V LE JEUNE, comte d'Anjou, second fils de Foulque le Réchin. — Épouse Érembourg, fille d'Hélie, 53, 115. — Donations, 153, 157.

FOULQUE L'ENFANT. — Témoin, 123, n. 2.

FOULQUE IV LE RÉCHIN, comte d'Anjou. — Expulse du Mans Geoffroi de Mayenne (1072), 38, 55. — Traite avec Robert Courteheuse à la Bruère (1081), 39, n. 1. — Robert Courteheuse lui prête hommage (1081), 55. — Foulque le Réchin empêche la consécration d'Hoël (1081), 79. — Vend son appui contre les Manceaux à Robert Courteheuse (1089), 41, 55. — S'empare du Mans (1098), 47. — Tente de reprendre Ballon (1098), 48. — Aide Hélie à assiéger le donjon du Mans (1100), 51. — Suzerain du Maine, 56, n. 2. — Auteur d'un fragment de Chronique, 3, n. 7. — Donations, 149, 153. — Ses fils : Geoffroi Martel, Foulque V le Jeune.

FOULQUE 1^{er} LE ROUX, comte d'Anjou, 12, n. 6. — Témoin, 15, n. 4.

FOULQUE III NERRA, comte d'Anjou. — Lutte contre Hugue II, 18. — Inféode Mayenne à Hémon, 54, n. 1, 60. — Sa victoire à Pontlevoy (1016), 25, 54. — Fait arrêter Herbert Éveille-Chien à Saintes (1023), 25, 54. — Combat contre Eude, comte de Blois, et Gendoïn de Saumur (1026), 26, n. 2. — Réclame des otages à Herbert Éveille-Chien (1027), 26. — Donation, 143. — Sa femme : Audegarde.

FRANCON, évêque du Mans. — Élu par l'intervention de Charlemagne (793), 78, n. 3.

FRÉCULFE, chroniqueur, 3.

FRESNAY, arrond. de Mammers (Sarthe). — Château : se rend à Guillaume le Bâtard (1073), 38. — Raoul V, vicomte du Maine, le cède à Guillaume le Roux (1098), 47. — Seigneurs : Hubert, Raoul V, vicomtes du Maine.

FROMAGET, moine. — Témoin ; 164.

FROTIER, archevêque de Tours.

— Témoin, 162.

G

- GALERAN 1^{er}, comte de Meulan. — Donation, 142.
- GALERAN, comte de Vexin. — Assiste à la bataille de Tillières (1013), 18.
- GARNIER, archidiacre de l'église d'Angers — Donation, 137.
- GARNIER, oncle d'Hugue, 135.
- GAUDIN. — Nom de trois seigneurs de Malicorne, 64, n. 3.
- GAUMAR. — Cité dans des actes faux, 166, 167, 168.
- GAUTIER, abbé de Saint-Serge, 153.
- GAUTIER III, comte de Vexin. — Choisi comme comte du Maine par les Manceaux (1062-1063), 33. — Se rend à Guillaume le Bâtard et est empoisonné à Falaise, 34. — Sa femme : Biote.
- GAUTIER, fils d'Angier. — Fait incendier le Mans (1099), 49.
- GAUTIER, seigneur de Mayenne, 63, n. 1.
- GAUTIER D'AUNAI. — Défend Bayeux (1105), 52.
- GAUTIER DE MONTBOREAU. — Compagnon de Foulque le Réchin, est fait prisonnier (1098), 48.
- GAUTIER DE ROUEN. — Défenseur du donjon du Mans contre Hélie (1100), 51.
- GAUTIER DE SURDON. — Prisonnier et pendu. Ses fils tuent Robert 1^{er} de Bellême, 25.
- GEOFFROI. — Cité dans un acte faux, 166.
- GEOFFROI. — Donation, 147.
- GEOFFROI. — Témoin, 162.
- GEOFFROI, comte de Vendôme. — Donation, 151, n. 1. — Son fils : Geoffroi II Grisegonelle.
- GEOFFROI, comte du Maine, fils de Rorgon, 41, n. 3. — Trahit Charles le Chauve (864), 41. — Charles le Chauve lui pardonne sa défection (863), 41. — Lutte contre les Normands, 41, 42. — Refuse à l'impératrice Richeut les reliques de sainte Scholastique (875), 42. — Ses fils dépouillent le comte Eude de Châteaudun (878). — Ses frères : Josselin, Gonfroir.
- GEOFFROI, fils d'Hubert Riboule, 65, n. 2.
- GEOFFROI, frère de Raoul IV, vicomte du Maine, 129. — Appelé aussi Geoffroi de Beaumont, 130 — Cité dans un acte faux, 170, 171.
- GEOFFROI, frère d'Hélie, 115.
- GEOFFROI, frère du comte Josselin, 12, n. 6.
- GEOFFROI, seigneur de Mayenne. — Fils d'Hémon, 63, n. 1. — Cherche la protection de Geoffroi Martel (1054), 31. — S'insurge contre Guillaume le Bâtard (1062), 33. — Amant de Gersent, comtesse du Maine (1069), 36. — Révolte des Manceaux contre sa domination (1070), 36-37, 94. — Expulsé définitivement du Mans (1072), 38. — Prête hommage à Robert Courteheuse (1088), 40. — Intervient en faveur de Robert Géré (1088), 41. — Propose le Maine aux fils d'Azon II (1090), 41, n. 9. — Conduit Hugue V à la Chartre (1091), 42. — Serend, puis s'allie à Guillaume le Roux (1098), 47, 48, n. 3. — Fidèle du comte d'Anjou, 34, n. 41. — Possesseur du château de la Chartre, 61, n. 8. — Donations, 147.
- GEOFFROI, seigneur de Sablé, 62, n. 13. — Fils de Raoul II, vicomte du Maine, 128. — Donation, 141, 147.
- GEOFFROI DE BRIOLLAY. — Compagnon de Foulque le Réchin, est fait prisonnier (1098), 48.
- GEOFFROI DE SONOIS, prieur d'Auvers-le-Hamon, 121.

- GEOFFROI DE VERMILLÉ, prieur de Daumeray, 164.
- GEOFFROI I^{er} GRISEGONELLE, comte d'Anjou. — Légende d'après laquelle le Maine lui aurait été donné par le roi Robert, 56, 110, n. 6. — Témoin, 162.
- GEOFFROI GRISEGONELLE, comte de Vendôme, fils de Geoffroi. — Donation, 151, n. 1.
- GEOFFROI III LE BARBU, comte d'Anjou. — Succède à Geoffroi Martel, son oncle (1060), 34, n. 8. — Prépare une campagne contre Guillaume le Bâtard (1062), 34, n. 2. — Robert Courteuse lui prête hommage (1063), 35, 35. — Veut empêcher la consécration d'Arnaud, évêque du Mans (1065), 35, 79.
- GEOFFROI LE BRETON, doyen de l'église du Mans. — Candidat à l'évêché du Mans (1096), 80.
- GEOFFROI LE CHAUVÉ. — Cité dans un acte faux, 170.
- GEOFFROI II MARTEL, comte d'Anjou. — Fait emprisonner Herbert Bacon, 27, n. 5. — Mécontenté par le mariage d'Hugue IV, 55. — Assiège Château-du-Loir et fait Gervais, évêque du Mans, prisonnier (1048), 28, 84. — Révolte des Manceaux contre lui (1050), 28. — Entre au Mans (1051), 29. — Geoffroi de Mayenne cherche sa protection (1054), 31. — Fait élire Vougrin comme évêque du Mans (1055), 32, 79. — Pille le Maine, 32. — Tuteur d'Herbert II, 55. — Patron de l'église du Mans, 27, 79. — Donations, 143, 145, 146.
- GEOFFROI MARTEL, fils aîné de Fouque le Réchin. — Fiancé à Èrembourg, fille d'Hélie, 47, 52. — Est laissé au Mans par son père (1098), 47. — Prend Marçon et Briollay (1103), 52, n. 5. — Entraîné dans une expédition contre Robert Courteuse (1105), 52. — Sa mort (1106), 52.
- GEOFFROI MARCHEU, sénéchal du Maine, 121.
- GERÉ, fils d'Arnaud le Breton, 176. — Intervient au profit de Guillaume I^{er}, seigneur de Bellême, contre Herbert Éveille-Chien, 23. — Père de Guillaume et Robert I^{er}, seigneur de Saint-Céneri, 25, 61, n. 6, 176.
- GERSENT, femme d'Hubert Riboule, 62, n. 2.
- GERSENT, fille d'Herbert Éveille-Chien, comtesse du Maine, femme d'Azzon II, marquis d'Este, 26, n. 5, 36, 143. — D'abord femme de Thibaut III, comte de Blois, 115, n. 8. — Devient la maîtresse de Geoffroi, seigneur de Mayenne, après le départ d'Azzon, son mari (1069), 36. — Donation, 147. — Témoin, 147.
- GERVAIS, fils de Brun d'Auvers, 122.
- GERVAIS, fils de Gui I^{er}, seigneur de Laval, 63, n. 4.
- GERVAIS I^{er}, seigneur de Château-du-Loir, évêque du Mans, puis archevêque de Reims. — Fils d'Hémon, 62, n. 14. — Sa naissance (1007), 60, n. 1. — Son élection à l'évêché du Mans, 79. — Sa consécration (1035), 27, 135, n. 1. — Rivalités contre Herbert Bacon, 27, 84. — Fait donner à Geoffroi Martel, comte d'Anjou, le patronage de son évêché, 27, 79, 82. — Parrain d'Hugue IV, prend en main sa tutelle, 28. — Conflits avec Geoffroi Martel, 84. — Fait prisonnier par Geoffroi Martel (1048), 28. — Traite avec Geoffroi Martel et gagne la Normandie (1051), 30. — Réédifie la chapelle du Saint-Sauveur, au Mans, et fait transférer l'évêché, 91. — Dates de son épiscopat, 132. — Son portrait, 82. — Sa mort (1067), 62, n. 14.

GERVAIS II, seigneur de Château-du-Loir. — Fils de Robert, 62, n. 14. — Beau-père d'Hélie, 42. — Donations, 132, 137. — Sa mère : Elisabeth. — Sa fille : Mathilde. *Gesta consulum Andegavensium*, chronique, 3.

Gesta Guillelmi regis, chronique de Guillaume de Poitiers, 2.

GERDOIN, archevêque de Lyon, primat des Lyonnaises. — Interdit Arnaud, évêque du Mans, et excommunie Joël, abbé de la Couture (1079), 85.

GERDOIN, fils de Rotrou, seigneur de Montfort, 64, n. 5.

GERDOIN DE SAUMUR, lutte contre Foulque Nerra (1026), 26, n. 2.

GILBERT DE LAIGLE. — Guillaume le Roux lui confie la garde du Mans (1098), 48, n. 5.

GIRARD. — Donation, 138.

GIRARD, chambrier de Gervais II, seigneur de Château-du-Loir, 72, n. 8.

GIROARD. — Achat, 137.

GLANFEUIL = Saint-Maur-de-Glanfeuil.

GLATIGNY, c^{de} du Mans (Sarthe), 165.

GODENEUT, fille de Raoul IV, vicomte du Maine, 130.

GODENERT, seconde femme de Raoul II, vicomte du Maine, 129. — Donation, 142.

GONFROI, frère de Geoffroi, comte du Maine, 11.

GONTIER. — Cité dans un acte faux, 168.

GONTIER, évêque du Mans. — Lettre écrite par lui, 14.

GRAFFARDIÈRES (Les), c^{de} de Pruillé-l'Éguillé (Sarthe), 155.

GRAND-LECÉ (Le), arrond. de Saint-Calais (Sarthe). — Château appartenant à Hélie par sa femme. Il le fait fortifier, 49. — Guillaume le Roux y passe (1099), 51.

GREGOIRE VII, pape. — D'abord légat du pape (1054), 82, n. 10. —

Lève l'interdiction d'Arnaud, évêque du Mans, et l'excommunication de Joël, abbé de la Couture (1080), 85.

GRIFFOIS, frère de Pépin le Bref. — Reçoit le Maine, 9.

GUÉ-BERNUSSE (Le), c^{de} du Mans, (Sarthe), 107, 158, 165.

GUELFE, duc de Bavière, fils d'Azzon II et de Cunégonde, 113, n. 8.

GUÉMIN. — Cité dans un acte faux, 170.

GUÉMIN, moine, 123.

GUÉMIN, notaire de la Couture, 99, n. 4.

GUÉRIN DE TENNIE. — Témoin, 150.

GUI. — Donation, 140.

GUI^{1er}, comte du Maine, 175. — Parent de Lambert, comte de Nantes, 11, n. 1. — Tué (834), 10.

GUI II, comte du Maine. — Son existence est hypothétique, 175.

GUI, fils de Gui^{1er}, seigneur de Laval, 63, n. 4.

GUI, fils de Lon. — Donation, 141.

GUI^{1er}, seigneur de Laval, 63, n. 4. — Construit le château de Laval, 60. — Donne Auvers à la Couture, 123. — Enfants : Jean, Hémon, Gui, Gervais.

GUI II, seigneur de Laval. — Fils d'Hémon, 63, n. 4.

GUI III, seigneur de Laval. — Fils de Gui II, 63, n. 4.

GUI VI, seigneur de Laval. — Donation, 122, 123.

GUI^{1er} DE LA ROCHE, père de Gui II, 145.

GUI II DE LA ROCHE. — Donation, 145.

Guido de Danazeio, personnage imaginaire, 125-126, 159, 168, 171, 176.

GUI-GEOFFROI-GUILLAUME, frère de Guillaume Aigret, comte de Poitiers. — Secourt Geoffroi Martel (1054), 31.

GUILLAUME, archevêque de Rouen. — Consacre Hoël évêque du Mans (1085), 86.

GUILLAUME, archidiacre du Mans. — Témoin, 164. — Cité dans un acte faux, 112, 166.

GUILLAUME, comte de Nevers. — Sa fille : Ermenjarde.

GUILLAUME, comte d'Évreux. — Oncle de Bertrade, se fait restituer divers biens (1089), 41. — Guillaume le Roux lui confie la garde du Mans (1098), 48, n. 5.

GUILLAUME VIII, duc d'Aquitaine. — Ses filles : Agnès, Agnès.

GUILLAUME, préchantre de la cathédrale du Mans. — Cité dans un acte faux, 173.

GUILLAUME I^{er}, seigneur de Bellême. — Avejot, évêque du Mans, son frère, se réfugie chez lui, 23. — Lutte contre Herbert Éveille-Chien, 23. — Son fils : Robert I^{er}.

GUILLAUME, seigneur de Saint-Calais, 63, n. 6. — Sa femme : Béatrice. — Son fils : Eude.

GUILLAUME, seigneur de Sillé, 64, n. 1.

GUILLAUME I^{er} DE BRETEUIL, père de Guillaume II de Breteuil, 41, n. 5.

GUILLAUME II DE BRETEUIL. — Fait partie d'une expédition dans le Maine (1088), 40. — Quelques biens lui sont restitués par l'intermédiaire de Guillaume, comte d'Évreux, son oncle (1089), 41.

GUILLAUME DE JUMÈGES, auteur de l'*Historia Normannorum*, 2. — Sa chronique interpolée par Orderic Vital, 24, n. 7.

GUILLAUME DE LA FERTÉ-MACÉ, chevalier normand. — Expulsé du Mans (1069), 34, 36, n. 3.

GUILLAUME DE POITIERS, auteur des *Gesta Guillelmi regis*, 2.

GUILLAUME LE BATARD, duc de Normandie, puis roi d'Angleterre.

Construit le château d'Ambrières (1054), 31, 61. — Traite avec Herbert II (1058), 32. — Soumet le Maine (1063), 34. — Fait construire le donjon du Mans, 90. — Les Manceaux se révoltent contre lui (1069), 36. — Reconquiert le Maine (1073), 38. — Promet aux habitants du Mans le maintien de leurs coutumes, 94. — Fait élire Hoël évêque du Mans (1081), 79. — Assiège Sainte-Suzanne (1084), 39. — Patron de l'église du Mans, 79. — Sa mort (1087), 40. — Donations, 38, n. 7, 89, 147, 148. — Jugement, 124, n. 1. — Témoin, 146.

GUILLAUME LE ROUX, roi d'Angleterre. — L'évêque du Mans, Hoël, va le trouver (1091), 43. — Réclame le patronage de l'évêché du Mans, 45, n. 6, 79, n. 6. — Fait campagne dans le Maine (1098), 46. — Seconde expédition dans le Maine (1098), 47. — Soumet le Maine (1098), 48. — Quatrième campagne dans le Maine (1099), 50. — Accuse Hildebert de Lavardin de trahison (1100), 87. — Sa mort (1100), 51.

GUILLAUME RIBOULE, seigneur d'Assé. — Neveu d'Hubert Riboule, 65, n. 2. — Fait partie de la cour d'Hélie, 70, n. 2. — Donne Saint-Pierre-entre-les-Murs à Saint-Aubin, 91, n. 5. — Donation, 152.

GUILLAUME SANGUIN, 121.

GUINOR, première femme de Raoul II, vicomte du Maine, 129.

II

HABERGE, fille de Raoul IV, vicomte du Maine, 130.

HAMELIN, évêque du Mans, 121.

HAMELIN, seigneur d'Athenaise. — Donation, 154.

HAMELIN DE DENÉRÉ, témoin, 125.

HAMELIN DE LANGEAIS. — Donation, 99, n. 7, 117. — Sa femme : Héloïse.

HAMELIN DE VILLERS, cité dans un acte faux, 170.

HARDUIN. — Cité dans un acte faux, 170.

HARDUIN, trésorier de Saint-Florent de Saumur, 162.

HÉLIE, comte du Maine. — Fils de Jean, seigneur de la Flèche, 114. — Rend hommage à Robert Courteuse (1088), 40. — S'empare de Ballon (1091), 42. — Revendique le comté du Maine (1091), 42, n. 3. — Enferme Hoël, évêque du Mans, à la Flèche, 42. — Achète le comté à Hugue V (1092), 44. — Se croise, mais, menacé par Guillaume le Roux, reste dans le Maine (1096), 45. — Ses rapports avec Hoël, 86. — Propose Geoffroi comme candidat à l'évêché du Mans (1096), 80. — Bat Robert II, seigneur de Bellême, près du Riolt, 46. — Est fait prisonnier (1098), 47. — Enfermé à Rouen, 48, n. 4. — Enfermé ensuite à Bayeux, puis libéré, 48. — Se retire à Château-du-Loir (1099), 48. — Fait la guerre à Guillaume le Roux, 49. — Recouvre le comté (1100), 51. — Assiste aux sièges de Marçon et de Priollay (1103), 52, n. 5. — Prendpart à celui de Bayeux (1105), 52. — Son rôle à la bataille de Tinchebrai (1106), 52. — Réconcilie Henri I^{er} Beauclerc et Robert II, seigneur de Bellême (1106), 52. — Administre l'Anjou, 56, 153, n. 5. — Épouse Agnès (1109), 115. — Sa mort (1110), 53. — Enterré à la Couture, 53, n. 4. — Son portrait, 45. — Surnommé Blanc chevalier, 51, n. 5. — Son épitaphe, 87, n. 4. — Donations, 124, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 164. — Jugements, 154, 155, 156. —

Témoin, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 156, n. 5, 157. — Ses femmes Mathilde, Agnès. — Sa fille : Érembourg. — Ses frères : Joubert, Geoffroi, Enoch.

HÉLOÏSE, femme d'Hamelin de Langeais. — Donation, 147.

HÉMON. — Cité dans des actes faux, 166.

HÉMON. — Son fils : Hugue.

HÉMON, seigneur de Château-du-Loir, 62, n. 14.

HÉMON, seigneur de Laval. — Fils de Gui I^{er}, 63, n. 4, 123. — Cité dans un acte faux, 169, 171. — Son fils : Gui II.

HÉMON, seigneur de Mayenne. — Foulque Nerrai lui inféode Mayenne, 63, n. 1. — Son fils : Geoffroi.

HENRI IV, empereur d'Allemagne. — Acte, 115, n. 8.

HENRI I^{er}, roi de France. — Cède à Geoffroi Martel, comte d'Anjou, le patronage de l'évêché du Mans, 27, 79.

HENRI I^{er} BEAUCLERC, roi d'Angleterre. — Fait le siège de Bayeux (1105), 52. — Livre la bataille de Tinchebrai à Robert Courteuse (1106), 52. — Son éloge, 87, n. 4.

HÉRAUD (Rue), au Mans, 92.

HERBERT. — Témoin, 162.

HERBERT, abbé de Saint-Calais. — Cité dans des actes faux, 170, 172.

HERBERT, chevalier. — Donation, 145.

HERBERT II, comte du Maine. — Fils d'Hugue IV et de Berthe, 29, 114. — Mis sous la tutelle de Geoffroi Martel, comte d'Anjou, 55. — Traite avec Guillaume le Bâtard (1058), 32. — Revient au Mans avant de mourir, 29, n. 3. — Sa mort (1062), 33. — Donation, 146. — Témoin, 119, 146. — Cité dans un acte faux, 169, 172.

HERBERT, *dapifer* d'Herbert II, 72, n. 6.

HERBERT, seigneur de la Milesse, 64,

- II. 4. — Donation, 146. — Son frère : Aubri.
- HERBERT BACON. — Fils d'Hugue II, 18, n. 3. — Exerce le bail d'Hugue IV, 17, n. 3, 26. — Ses rivalités avec Gervais, évêque du Mans, 27. — Fait prisonnier par Geoffroi Martel, 27, n. 5. — Relégué dans un monastère, 27. — Vend une maison, 146, n. 7. — Témoin, 139, 143, 162.
- HERBERT D'ASSÉ. — Cité dans des actes faux, 170, 172.
- HERBERT I^{er} ÉVEILLE-CHIEN, comte du Maine. — Fils d'Hugue III, 22, 113. — Donné à tort comme fils d'Hugue David, 158. — Assiste à la bataille de Pontlevoy, 25, 54. — Lutte avec Avejot, évêque du Mans, 22, 84. — Détruit le château de Duneau, 23, 59, n. 5. — Guerre avec Guillaume I^{er}, seigneur de Bellême, 23. — Emprisonné à Saintes par Foulque Nerra (1025), 25-26, 54. — Donne des otages à Foulque Nerra (1027), 26. — Nouvelle lutte avec Avejot (1027), 23. — Troisième conflit avec Avejot, 24. — Mis en fuite par les barons de Robert de Bellême, 25. — Autorise la construction du château de Saint-Calais, 59, n. 4. — Ses monnaies, 21. — Sa mort (1032-1033), 26, n. 4. — Donation, 143. Témoin, 141, 142. — Acte faux, 25, n. 7, 105, 159. — Ses filles : Biote, Gersent, Paule. — Son petit-fils : Hélie.
- HERBRAND. — Cité dans un acte faux, 170.
- HERBRAND, chevalier. — Avejot, évêque du Mans, achète son appui (1027), 23, 66, n. 3.
- HERBRAND DE PIRMIL, 28, II. 8.
- HERLEMOND, évêque du Mans. — Construit l'église de Saint-Ouen, 92.
- HERMENT, abbé de Tuffé, 142.
- HERVÉ D'ASSÉ. — Donation, 152, n. 3.
- HERVÉ DE MONTFORT, porte-étendard d'Hélie. — Fait prisonnier avec lui (1098), 47, 73, n. 2.
- HILDEBERT, abbé du Mont-Saint-Michel, 142, n. 1.
- HILDEBERT DE LAVARDIN, évêque du Mans, puis archevêque de Tours. — Écolâtre et archidiacre de l'église du Mans, 84. — Son élection à l'évêché du Mans (1096), 80, 176. — Sa consécration, 80, n. 3, 151, n. 1. — Ses domaines ravagés par l'armée de Guillaume le Roux (1098), 47. — Fait délivrer Hélie (1098), 48. — Favorise l'entrée d'Hélie au Mans (1099), 49. — Accusé de trahison par Guillaume le Roux (1100), 49, n. 9, 87. — Compose l'építaphe d'Hélie, 87, n. 4. — Construit un nouvel évêché, 91. — Sa chasteté, 87, n. 7. — Donation, 151. — Témoin, 157.
- HILDEBRAND = Grégoire VII.
- HILGOT, chanoine de l'église du Mans. — Dirige une cabale contre Hoël, évêque du Mans (1091), 43.
- Historia ecclesiastica*, ouvrage historique d'Orderic Vital, 3.
- Historia Normannorum*, chronique de Guillaume de Jumièges, 2.
- HOËL, évêque du Mans. — Doyen de l'église du Mans, 83. — Élu évêque grâce à Guillaume le Bâtard (1081), 79. — Consacré par Guillaume archevêque de Rouen (1085), 86. — Enfermé à la Flèche par Hélie, puis relâché (1091), 42, 86. — Demande du secours à Robert Courteuse (1091), 43, 79, n. 6. — Voyage en Angleterre auprès de Guillaume le Roux, 43. — Rentre au Mans (1092), 44, 95. — Caractère de ses relations avec Robert Courteuse et Hélie, 86. — Sa mort (1096), 80, n. 3. — Donation, 150.
- Hommage, 68.
- Hommes libres, 57, 65, 68.
- HUBERT. — Témoin, 161.

- HUBERT, évêque d'Angers, 82, n. 9.
— Élu en 1006, 141, n. 3. — Oncle d'Emme, vicomtesse du Maine, 129. — Sa mort (1047), 130, n. 2.
- HUBERT, fils de Raoul II, vicomte du Maine, 128.
- HUBERT, fils d'Érembourg, 161.
- HUBERT, fils d'Hubert Riboule, 63, n. 2.
- HUBERT, vicomte du Maine. — Fils de Raoul IV, 130. — Se révolte contre Geoffroi Martel (1062), 33. — Épouse Ermenjarde (1067), 130. — Livre Fresnay et Beaumont à Guillaume le Bâtard (1073), 38. — Soutient le siège de Sainte-Suzanne contre Guillaume le Bâtard, puis traite avec lui (1084-1086), 39. — Donne la chapelle de Saint-Flaceau, au Mans, à Saint-Vincent, 91, n. 10. — Son fils : Raoul V.
- HUBERT DE LA GUIERCHE. — Enseveli à Saint-Vincent, 147.
- HUBERT RIBOULE. — Son incarcération, 63, n. 2. — Donation, 150. — Sa femme : Gersent. — Ses fils : Hubert, Foulque, Hugue, Geoffroi. — Ses neveux : Normand, Guillaume.
- HUGUE — A un procès avec la Couture, 133. — Son oncle : Garnier.
- HUGUE. — Donation, 142. — Sa femme : Reine.
- HUGUE. — Témoin, 162.
- HUGUE, archevêque de Rouen, 81.
- HUGUE I^{er}, archevêque de Tours. — Frère du vicomte de Châteaudun, 81.
- HUGUE II, archevêque de Tours. — Actes, 109.
- HUGUE I^{er}, comte du Maine. — Fils de Roger et de Rohaut (?), 15, 16, n. 1, 173. — Assiste à la bataille de Trans (939), 16. — Fidèle d'Hugue le Grand, 21. — Témoin, 15, 137. — Son fils : Hugue II.
- HUGUE II, comte du Maine. — Fils d'Hugue I^{er}; comte dès 955, 16. — Lutte contre Sifroi, évêque du Mans, 18, 81, 84. — Fidèle d'Hugue Capet, 21. — Donations, 138, 139, 162, 163. — Témoin, 137, 138, 162. — Ses fils : Hugue III, Herbert Bacon.
- HUGUE III, comte du Maine. — Fils d'Hugue II; comte dès 992, 17. — Assiste à la bataille de Tillières (1013), 18-19. — Fait transférer à Maillezais les reliques de Saint-Rigomer, 19. — Sa mort 18, 22, n. 1, 176. — Donations, 139, 140, 141. — Vente, 140. — Témoin, 17, n. 4, 138, 139, 140, 141, 142, 162. — Son fils : Herbert Éveille-Chien.
- HUGUE IV, comte du Maine. — Fils d'Herbert Éveille-Chien, 26, 113. — Filleul de Gervais, évêque du Mans, 28. — Épouse Berthe, (1043-1047) 28, 53, 114. — Se révolte contre Geoffroi Martel 28. — Sa mort (1051), 29. — Donations, 144, 145. — Témoin, 143. — Actes faux, 119, 159, 169, 171. Ses enfants : Herbert II, Marguerite.
- HUGUE V, comte du Maine, 115, n. 8. — Fils d'Azzon II et de Gersent, 36. — Vient avec son père dans le Maine (1069), 36. — Y reste après le départ d'Azzon II, 36. — Renvoyé en Italie, 37. — Son mariage (1078), 115, n. 8. — Rappelé dans le Maine (1091), 41. — S'installe à l'évêché du Mans, 42. — Vend le comté du Maine à Hélie (1092), 44. — Transige avec Foulque, son frère (1095), 115, n. 8. — Cité dans une notice de Saint-Pierre-de-la-Cour, 106. — Donation, 44, 148. — Son frère : Foulque.
- HUGUE, fils de David, comte du Maine imaginaire. — Cité dans quatre actes faux, 106-112, 158, 164, 166, 167.

HUGUE, *dapifer* d'Hélie, 72, n. 6.
 HUGUE, fils de Rotrou, seigneur de Montfort, 64, n. 5.
 HUGUE, fils d'Ilémon, 139, 162. — Son fils : Hugue.
 HUGUE, fils d'Hubert Riboule, 65, n. 2.
 HUGUE, fils d'Hugue, 139, 162.
 HUGUE, fils d'Hugue, comte du Maine imaginaire, 166, 167.
 HUGUE, prévôt d'Herbert II, 75, n. 40.
 HUGUE, seigneur de la Ferté. — Fils de Josselin Normand, 63, n. 5. — Donation, 66, n. 1. — Son frère : Bernard.
 HUGUE, seigneur de Sillé, 64, n. 1. — Les Manceaux attaquent son château (1070), 37. — Son fils : Guillaume.
 HUGUE, seigneur de Sourches, 65, n. 1. — Fils de Bouchard, 103, n. 4. — Donation, 149.

HUGUE CAPET, roi de France. — Ses rapports avec Hugue II, 21.
 HUGUE DE CLERS, auteur du *De majoratu et de Senescalcia Franciæ*, 56, n. 6. — Témoin, 110.
 HUGUE DE LAVARDIN, personnage imaginaire. — Aurait épousé une fille de Raoul II, vicomte du Maine, nommée *Odelina*, 128, n. 6.
 HUGUE de *Parriniaco*. — Témoin, 164.
 HUGUE DOUBLEAU, fidèle d'Hugue III, 142.
 HUGUE L'ABBÉ. — Est aidé par Geoffroi, comte du Maine, dans sa lutte contre les Normands, 12.
 HUGUE LE GRAND, duc des Francs. — Le Maine lui est cédé (924), 20. — Donations, 15, n. 4, 137.
 HUGUE MANCEAU, personnage inconnu, 115, n. 8.

I-J

ISAAC, archidiacre du Mans. — Témoin, 164. — Cité dans des actes faux, 112, 166, 167, 168.
 JAVRON, cant. de Couptrain (Mayenne), 144.
 JEAN, moine, fils de Gui 1^{er}, seigneur de Laval, 63, n. 4, 123, 169, 171.
 JEAN, seigneur de la Flèche. — Fils de Lancelin de Beaugency, 114. — Enseveli à Saint-Aubin d'Angers, 150, n. 3. — Donation, 150. — Sa femme : Paule. — Ses fils : Joubert, Hélie, Énoch. Geoffroi.
 JEAN DE BLAISON. — Compagnon de Foulque le Réchin, fait prisonnier (1098), 48.
 JEAN DE LA GUIERCHIE. — Son fils : Hubert.
 JEAN TORT. — Sa fille : Ameline.
 JOËL, abbé de la Couture. — Son élection (1074), 85. — Excommu-

nié, 85. — Sa mort, 155, n. 6. — Cité dans un acte faux, 120, 171.
 JOSSELIN, abbé de Glanfeuil. — Frère de Geoffroi, comte du Maine, 11, n. 5.
 JOSSELIN, comte du Maine, 12, n. 6. — Reçoit de Robert, fils de Robert le Fort, la ville du Mans, 15. — Ses fidèles, 57, n. 2.
 JOSSELIN D'ANTHENAISE. — Cité dans un acte faux, 170.
 JOSSELIN LE MAIRE. — Donation, 106.
 JOSSELIN NORMAND, seigneur de la Ferté, 63, n. 5. — Ses fils : Hugue, Bernard.
 JOUBERT, comte du Maine. — Tue Lambert II, comte de Nantes (852), 11. — Est exécuté (853), 11.
 JOUBERT, frère d'Hélie, 114. — Attaque une donation, 150, n. 3.
 JOUÉ-L'ABBÉ, cant. de Ballon (Sarthe), 141.

JUBLAINS, cant. de Bais (Mayenne).
— Chef-lieu de la *Civitas Diablintum*, 8.

JUCHEL-BÉRENGER, comte de Rennes.
— Assiste à la bataille de Trans (939), 175.

JULIEN (Saint), premier évêque du Mans. — Sa translation à la cathédrale du Mans (1093), 149, n. 4.

— Châsse, donnée par Hélie, 157.

Julius Florus, nom donné à Fréculfe dans un manuscrit de la Chronique de Saint-Maixent, 3.

JUPEAUX, ^{cne} de Nuillé-le-Jalais (Sarthe), 105, 159.

JUVIGNY, arrond. de Montmédy (Meuse). — Abbaye, 12.

L

LACMAN, roi de Suède. — Richard II, duc de Normandie, le fait venir, 18, n. 8.

LAMBERT 1^{er}, comte de Nantes, 175.
— Gui 1^{er}, comte du Maine, et Eude, comte d'Orléans, le combattent (834), 11.

LAMBERT II, comte de Nantes, 175. — Tué par Joubert, comte du Maine (852), 11.

LAMBERT, fils d'Ansbert. — Fait une vente, 137.

LANCELIN, seigneur de Beaugency. — Père de Jean, seigneur de la Flèche, 114.

Langobardus, surnom d'Hugue V, 115, n. 8.

LAVAL, chef-lieu de la Mayenne, 63, 139, 162. — Construction du château, 60. — Origine des seigneurs, 116-126. — Seigneurs : Gui 1^{er}, Hémon, Gui II, Gui III, Gui VI.

LÉON. — Roi : Alphonse.

LÉON IX, pape. — Geoffroi Martel lui écrit, 55. — Envoie Hildebrand comme légat en France (1054), 82, n. 40.

LIMOGES, chef-lieu de la Haute-Vien-

ne. — Élection épiscopale (1052), 83.

LISIARD, fils de Geoffroi de Sablé, 62, n. 13.

LISIARD D'AUVERG. — Cité dans des actes faux, 170, 172.

LIVRE BLANC, cartulaire de l'évêché du Mans, 5.

LON. — Son fils : Gui.

LON, vassal d'Hugue IV. — Donation, 144.

LOUIS IV D'OUTREMER, roi de France. — Exerce le patronage de l'évêché du Mans, 20, 79.

LOUIS LE BÈGRE, empereur. — Reçoit le duché du Maine (856), 9. — Entraîné par Geoffroi, comte du Maine, dans le parti de Salomon, duc de Bretagne (862), 11.

LOUIS LE PIEUX, empereur. — Fait élire Aldric évêque du Mans (832), 78, n. 3. — Donne le duché du Maine à Charles le Chauve (838), 9.

LUCE, femme de Rotrou, seigneur de Montfort, 64, n. 5.

LUCÉ,auj. le Grand-Lucé, arrond. de Saint-Calais (Sarthe). — Château, 49, 61.

LUMINIER, ^{cne} de Domfront (Sarthe), 177.

M

MAFROI. — A un procès avec Saint-Pierre-de-la-Cour, 156.

MAILLEZAIS, arrond. de Fontenay-le-Comte (Vendée). — Abbaye, re-

çoit les reliques de saint Rigomer, 19. — Abbé : Thiaume.

MAINARD, évêque du Mans, 80. — Son élection, 78. — Sa mort, 134.

- Maire**, 74, 75.
- MALICORNE**, arrond. de la Flèche (Sarthe). — Château, 62. — Seigneurs : Gaudin I^{er}, Gaudin II, Gaudin III.
- MAMERS**, chef-lieu d'arrond. (Sarthe). — Château, 62.
- MARCOARD**. — Témoin, 162.
- MARÇON**, cant. de la Chartre (Sarthe). — Pris par Geoffroi Martel le Jeune (1103), 52, n. 3.
- Maréchal**, 72, 73.
- MARGUERITE**, fille d'Hugue IV, 29. — Sœur d'Herbert II, 114. — Fiancée à Robert Courteuse, 32, 114. — Prête hommage à Geoffroi le Barbu (1063), 35. — Confiée à Éligand de Mézidon, 32, n. 6. — Sa mort, 32, n. 6.
- MARIGNÉ**, cant. d'Écommoy (Sarthe), 107, 156, 158, 166.
- MARMOUTIER**, abbaye, c^{ne} de Sainte-Radegonde (Indre-et-Loire). — Les prieurés de ce monastère situés dans le Maine : leurs chartes, 6. — Procès avec la Couture, 124, n. 1. — Actes, 146, 153, 154, 164.
- MATHILDE**, première femme d'Eude II, comte de Blois, 18, n. 8.
- MATHILDE**, fille de Gervais II, seigneur de Château-du-Loir, femme d'Ilélie, 62, n. 14, 115, 152. — Sa mort (1099), 49, 115, n. 4.
- MAUGER**, archevêque de Rouen, 82, n. 9. — Sa déposition, 83, n. 6.
- MAULE**, c^{ne} de Saint-Saturnin (Sarthe), 44, 144, 148. — Guillaume le Bâtard y campe (1073), 38.
- MAUILLÉ DE FÉCAMP**, archevêque de Rouen. — Son élection (1055), 83.
- MAYENNE**, chef-lieu d'arrond. (Mayenne). — Château, 60, 63, n. 1. — Guillaume le Bâtard s'en empare (1063), 35. — Seigneurs : Hémon, Geoffroi, Gautier.
- MAYET**, arrond. de la Flèche (Sarthe). — Château, 49, 61. — Guillaume le Roux en fait le siège (1099), 51.
- MEULAN**, arrond. de Versailles (Seine-et-Oise). — Comte : Galeran I^{er}.
- MILESSÉ** (La), 2^e cant. du Mans (Sarthe). — Château, 61. — Seigneurs : Herbert, Aubri.
- MILON**. — Cité dans un acte faux, 166.
- MONNAIS**, cant. de Lougué (Maine-et-Loire), 153.
- Monnayage (Droit de)**, 20, 21.
- MONT-BARBET** et **PETIT MONT-BARBET**, mottes, c^{ne} du Mans (Sarthe), 34, 90. — Ilélie en fait le siège (1099), 152, n. 7.
- MONTBIZOT**, cant. de Ballon (Sarthe). — Guillaume le Roux y passe (1098), 47.
- MONTCU**, lieu inconnu, 141.
- MONT-DE-LA-NUE** (Le), c^{ne} de Contilly (Sarthe). — Château, 62.
- MONTFORT**, arrond. du Mans (Sarthe), 64. — Seigneur : Rotrou.
- MONTFORT**, c^{ne} du Mans (Sarthe), 141.
- MONT-GREFFIER**, fief, c^{ne} du Mans (Sarthe), 106.
- MONTPOULE**, c^{ne} de Nuillé-le-Jalais (Sarthe), 105, 159.
- MONTREVAULT**, arrond. de Cholet (Maine-et-Loire). — Seigneur : Étienne.
- MONT-SAINT-JEAN**, cant. de Sillé (Sarthe), 152.
- MONT-SAINT-MICHEL**, cant. de Pontorson (Manche). — Les prieurés de ce monastère situés dans le Maine : leurs chartes, 6. — Actes, 140, 141, 142. — Abbé : Hildebert.
- MOSNES**, cant. d'Amboise (Indre-et-Loire), 137, 177.
- MOTTE-ACHARD** (La), c^{ne} de Saint-Jean-de-la-Motte (Sarthe), 154. — Château, 60. — Seigneurs : Achard, Suavis.

MOTTE-GAUTIER-DE-CLINCHAMP (La),
c^{ne} de Chemilli (Orne). — Châ-
teau, 62.

MUE (La), c^{ne} de Saint-Pavace,
(Sarthe), 23, 66, n. 3.

N

NANTES, chef-lieu de la Loire-Infé-
rieure. — Berthe, comtesse du
Maine, y réside (1075), 29, n. 3.

— Comtes : Lambert I^{er}, Lambert
II. — Evêques : Pudicus, Airard.

NEW-FOREST (Angleterre). — Rési-
dence de Guillaume le Roux (1099),
49.

NIHARD BEVIN. — Donation, 153.

NOMINOÉ, duc de Bretagne, 175.

NORMANDIE. — Ducs : Richard II,
Guillaume le Bâtard, Robert Cour-
teuse.

NORMAND RIBOULE. — Neveu d'Hu-

bert Riboule, 65, n. 2. — Dona-
tion, 106, 156, n. 5.

NORMANDS. — Brûlent le monastère
de Sainte-Scholastique, au Mans,
89. — Luites de Geoffroi, comte
du Maine, contre eux, 11, 12. — Le
Maine leur est cédé (924), 20.

NORVÈGE. — Roi : Olaf.

Notices. — Dans le cartulaire de
Saint-Vincent, 101-104.

NOTRE-DAME-DE-LA-CHARITÉ, abbaye,
à Angers. — Acte, 157.

NOYEN, cant. de Malicorne. — Châ-
teau, 62.

O

Odelina, prétendue fille de Raoul
II, 128, n. 6.

OIZÉ, cant. de Pontvallain (Sarthe). —

Fondation d'un prieuré (1109), 154.

OLAF, roi de Norvège. — Appelé par
Richard II, duc de Normandie
(1013), 48, n. 8.

OMOND DE GAPIRÉE. — Normand tué
au siège de Ballon (1088), 40, n. 2.

ONFROI, sénéchal de Guillaume le
Bâtard au Mans. — Tué par les
Manceaux révoltés (1069), 36, n. 3.

ORBRINDELLE (Tour), nom donné au
donjon du Mans, 90, n. 5.

ORDERIC VITAL. — Auteur de l'*Histo-
ria ecclesiastica*, 3. — Interpole
l'*Historia Normannorum*, de Guil-
laume de Jumièges, 24, n. 7.

ORLÉANS, chef-lieu du Loiret. — Com-
te : Eude.

OURI, abbé de Vendôme, 120.

ORTHON = Riolt.

ORTIEUSE (L'), c^{ne} du Val (Sarthe).
— Château, 62.

OUTILLÉ, c^{ne} de Saint-Mars-d'Ou-
tillé (Sarthe). — Château, 49, 61.
— Incendié par Hélie (1099), 50.

P

PAIEN, seigneur de Mondoubleau. —
Résiste à Robert Courteuse au
château de Ballon (1088), 40. —
Abandonne Ballon à Guillaume le
Roux (1098), 47. — Fait partie de
la cour d'Hélie, 70, n. 2.

PAPOT DE MONNAIS. — Donation, 153.

PARNÉ, cant. d'Argentré (Mayenne),
151.

PASSAIS, forêt (Orne), 154.

PATRI, vassal de Béranger, comte du
Maine (895), 57, n. 2.

- PATRICE, seigneur de Sourches. — Son fils : Hugue.
- Patronage (Droit de)**, 20, 78-80. — Le patronage de l'évêché du Mans passe du roi de France au comte d'Anjou, 27. — Robert Courteheuse le conserve, 43.
- PAULE, fille d'Herbert Éveille-Chien, 26, n. 5, 114. — Femme de Jean, seigneur de la Flèche, 114. — Mère d'Hélie, 44.
- PERAY, cant. de Marolles (Sarthe). — Château, 62.
- PERSEIGNE, forêt dans la Sarthe, 163.
- PHILIPPE I^{er}, roi de France. — Confirme un don de Geoffroi Martel (1106), 143, n. 9.
- PIERRE I^{er}, roi d'Aragon. — Sa femme : Agnès.
- PIERRE DE MAILLEZAIS, chroniqueur, 19, n. 4.
- PIRMIL, cant. de Brûlon (Sarthe). — Château, 61. — Seigneur : Herbrand.
- PLANCHES-GEOFFROI (Les), c^{ne} du Mans (Sarthe). — Hélie y traverse l'Huisne (1099), 49.
- PONTLEVY, arrond. de Blois (Loir-et-Cher). — Foulque Nerra, comte d'Anjou, y bat Eude II, comte de Blois (1016), 23, 54, 159.
- PONTLIEUE, c^{ne} du Mans (Sarthe), 92, n. 42. — Hélie y passe (1099), 49.
- PONT PERRIN, pont au Mans, 92.
- PONT YSSOIR, pont au Mans, 93.
- Porte étendard**, 47, 73.
- Portier**, 72.
- PRÉ-FERRÉ, c^{ne} du Mans (Sarthe), 165.
- Prévôt**, 74, 75.
- PUDICUS, évêque de Nantes. — Sa déposition (1049), 83, n. 8.
- PUY (Le), chef-lieu de la Haute-Loire. — Élection épiscopale, 83.

Q-R

- QUIMPER, chef-lieu du Finistère. — Évêques, 81.
- Radulfus de Vegia*. — Cité dans un acte faux, 170.
- RAOUL. — Cité dans un acte faux, 166.
- RAOUL, *dapifer* de Saint-Vincent, 72, n. 3.
- RAOUL, père d'Eude, diacre, 43.
- RAOUL, roi de France. — Cède le Maine aux Normands, puis à Hugue le Grand (924), 20.
- RAOUL I^{er}, vicomte du Maine, 127. — Partisan du comte Roger, 15, n. 3.
- RAOUL II, vicomte du Maine, 128. — Donation, 142. — Témoin, 139. — Ses femmes : Guinnor, Godeheut. — Ses fils : Yves, Raoul III, Geoffroi, Hubert, Eude.
- RAOUL III, vicomte du Maine. — Fils de Raoul II, 129. — Frère de Geoffroi, seigneur de Sablé, 62, n. 13. — Donation, 142. — Témoin, 139. — Ses enfants : Raoul IV, Geoffroi.
- RAOUL IV, vicomte du Maine. — Fils de Raoul III, 129. — Sa mort, 130. — Ses femmes : Emme, Cana. — Ses enfants : Hubert, Raoul, Païen, Haberge, Godeheut, Savari.
- RAOUL V, vicomte du Maine. — Fils d'Hubert, 47, n. 5. — Se rend à Guillaume le Roux (1098), 47. — S'allie à lui, 48, n. 5.
- RAOUL DE CONCHES. — Fait partie d'une expédition dans le Maine (1088), 40.
- RAOUL DE LA BARRE, diacre, 43.
- RAOUL PAÏEN, fils de Raoul IV, vicomte du Maine, 130.
- REIMS, chef-lieu d'arrond. (Marne). — Un concile s'y tient (1049), 83, n. 7. — Archevêque : Éble.

- REINE, femme d'Ilugé. — Donation, 142.
- RENARD. — Témoin, 162.
- RENAUD. — Témoin, 162.
- RENAUD, abbé de la Couture, 120. — Sa destitution (1074), 85.
- RENAUD, abbé de Saint-Vincent. — Exilé du Mans, y rentre (1092), 44.
- RENAUD, abbé de Vendôme, 120.
- RENAUD, doyen de Saint-Pierre-de-la-Cour. — Cité dans un acte faux, 172.
- RENAUD, duc du Maine, 9.
- RENAUD, évêque d'Angers, 81. — Témoin, 153.
- RENAUD, seigneur de la Suze, 61, 64, n. 2.
- RENNES, chef-lieu de l'Ille-et-Vilaine. — Évêques, 81.
- RIBOULE, famille seigneuriale du Maine, 65.
- RICHARD. — Témoin, 162.
- RICHARD, comte d'Évreux. — Son fils : Guillaume.
- RICHARD II, duc de Normandie. — Bat Eude II, comte de Blois, à Tillières (1013), 19.
- RICHARD PANETIER. — Donation, 106.
- RICHEUT, femme de Charles le Chauve. — Demande à Geoffroi, comte du Maine, et à Josselin, son frère, des reliques de sainte Scholastique, 12.
- RIGOMER (Saint). — Reliques transférées du Mans à Maillezais, 19.
- RIOLT, autrement Orthon, ruiss. affl. de la Sarthe (Sarthe), 46.
- RIVARENNES, cant. d'Aazay-le-Rideau (Indre-et-Loire), 138, 162.
- ROBERT, archevêque de Rouen, 82, n. 9.
- ROBERT I, fils de Géré, 176. — Fait fortifier les châteaux de Sillé et de la Roche-Mabille (1054), 61, n. 6. — Son fils : Robert II.
- ROBERT II, fils de Robert I^{er}, seigneur de Saint-Céneri, 176. — Prête son château aux seigneurs révoltés contre Robert Courteuse (1088), 40. — Sa femme : Félicie.
- ROBERT, fils de Witermus de Juillé. — Donation, 100.
- ROBERT, frère d'Eude, roi de France. — Installe le comte Josselin au Mans, 13, n. 1. — Assiège le Mans, 15.
- ROBERT, père de Gervais II, seigneur de Château-du-Loir, 62, n. 4. — Sa femme : Élisabeth.
- ROBERT, préchantre de Saint-Pierre-de-la-Cour. — Cité dans un acte faux, 172.
- ROBERT, roi de France. — Légende de la révolte de David, comte du Maine, contre lui, 56, 110.
- ROBERT I^{er}, seigneur de Bellême, fils de Guillaume I^{er}. — Fait une expédition dans le Maine et, emprisonné à Ballon, y est décapité, 25.
- ROBERT II, seigneur de Bellême. — Fils de Roger de Montgomeri, 40, n. 7. — Son parti résiste à Robert Courteuse (1088), 40. — Construit les châteaux de Saosnes et de Saint-Rémy-du-Plain, 46. — Est battu par Hélié, 46. — Fait Hélié prisonnier (1098), 46. — Placé en garnison à Ballon, 47. — Fait fortifier Ballon (1099), 49. — Réconcilié par Hélié avec Henri I^{er} Beauclerc, 52. — Possède neuf châteaux dans le Maine, 62.
- ROBERT, seigneur de Rochecorbon. — Donation, 153.
- ROBERT BOTIN, 121.
- ROBERT COURTEUSE, duc de Normandie. — Fiancé à Marguerite, sœur d'Herbert II, 32, 114. — Prête hommage à Geoffroi le Barbu (1063), 35, 55. — Prête hommage à Foulque le Réchin (1081), 39, n. 1, 55. — Fait campagne dans le Maine (1088), 40. — Cherche l'appui de Foulque le Réchin contre les Manceaux (1089), 41. —

- Hoël, évêque du Mans, lui demande du secours (4091), 43, 79, n. 6. — Engage la Normandie à Guillaume son frère (1096), 43, n. 3. — Ses rapports avec Hoël, 86. — Battu à Tinchebrai (1106), 52. — Donation, 147.
- ROBERT *de Espino*. — Témoin, 132, n. 2.
- ROBERT DE MONTFORT. — Fait fortifier le château de Vaux (1099), 50.
- ROBERT D'ENTBAMMES. — Cité dans un acte faux, 170.
- ROBERT DE SABLÉ. — S'allie à Guillaume le Roux (1098), 48, n. 3.
- ROBERT GUISCARD. — Une de ses filles épouse Hugue V, 113, n. 8.
- ROBERT LE BOURGUIGNON, seigneur de Sablé, 62, n. 13. — Prête hommage à Robert Courteuse (1088), 40. — Sa femme : Avoie.
- ROBERT LE FORT. — Tué à Brissarthe (866), 11.
- ROBERT QUARREL. — Défend le château de Saint-Céneri contre Robert Courteuse (1088), 40.
- ROCHECORBON, cant. de Vouvray (Indre-et-Loire), 153.
- ROCHE-MABILLE (La), cant. d'Alençon-Ouest (Orne). — Château, 61.
- ROËZÉ, cant. de la Suze (Sarthe). — Prieuré de la Couture : sa fondation, 144.
- ROGER, comte du Maine, 16. — Ses déprédations, 14-15. — Ses fidèles, 57, n. 2, 127. — Son fils : Hugue 1^{er}.
- ROGER, *dapifer* de Saint-Vincent, 72, n. 3.
- ROGER DE MONTGOMERI. — Père de Robert II, seigneur de Bellême, 40, n. 7.
- ROHAUT, mère d'Hugue 1^{er} (?), 16, n. 1, 175.
- RONCERAY (Le) = Notre-Dame-de-la-Charité d'Angers.
- RORGON, comte du Maine, 10. — Amant de Rotrude, fille de Charlemagne, 10, n. 2. — Donation, 10, n. 2. — Sa femme : Blicheut. — Ses fils : Josselin, Geoffroi, comte du Maine.
- RORGON, frère de Geoffroi, comte du Maine, 11, n. 3. — Tué (866), 11.
- ROSCELIN, forme hypocoristique du nom Raoul, 129, n. 6.
- ROTRON, fils de Rotrou, seigneur de Montfort, 64, n. 5.
- ROTRON, seigneur de Montfort, 64, n. 5. — Se rend à Guillaume le Roux (1098), 47. — Sa femme : Luce. — Ses fils : Hugue, Rotrou, Foucois, Geudoin.
- ROTRUDE, fille de Charlemagne. — Maîtresse de Rorgon, 10, n. 2.
- ROUEN, chef-lieu de la Seine-Inférieure. — Hélié y est enfermé (1098), 48, n. 4. — Archevêques : Hugue, Robert, Mauger, Maurille, Guillaume.
- ROUSSÉ-FONTAINE, cant. de Saint-Paterne (Sarthe). — Guillaume le Roux y passe (1098), 47.
- SABLÉ, arrond. de la Flèche (Sarthe). — Construction et inféodation du château, 18, 59. — Hoël fait transporter à Sablé le trésor de la cathédrale (1091). — Seigneurs : Geoffroi, Robert le Bourguignon.
- SAINT-AUBIN, abbaye à Angers. — Cartulaire, 6. — On lui donne les églises de Saint-Pierre-entre-les-Murs et de Saint-Ouen, au Mans, 91, 92. — Jean, seigneur de la Flèche, est enseveli dans l'abbaye, 150, n. 3. — Actes, 138, 143, 145, 149, 150, 156. — Abbé : Thierry.
- SAINT-AUBIN, chapelle au Mans, 91.

- SAINT-CALAIS, chef-lieu d'arrond. (Sarthe). — Construction du château, 59, n. 3. n. 4, 60. — La route du Mans à Saint-Calais, 92, n. 12. — Seigneur : 63. — Abbaye. Abbé : Herbert.
- SAINT-CÉNERI, cant. d'Alençon (Orne). — Château, 61. — Défendu contre Robert Courteheuse (1088), 40. — Seigneurs : Géré, Robert I^{er}. Robert II.
- SAINT-CONSTANCIEN, église à Javron, 144.
- SAINT-CORNEILLE, église à Tennie, 150.
- SAINT-DENIS, c^{ne} du Mans (Sarthe), 163.
- SAINTE-CROIX, c^{ne} du Mans (Sarthe), 163.
- SAINTES, chef-lieu d'arrond. (Charente-Inférieure). — Foulque Nerra y fait arrêter Herbert Éveille-Chien (1025), 25.
- SAINTESABINE, cant. de Conlie (Sarthe), 106, n. 10, 158.
- SAINTESCOLASTIQUE, monastère au Mans. — Brûlé par les Normands, 89.
- SAINT-SUZANNE, arrond. de Laval (Mayenne). — Château, 62. — Guillaume le Bâtard en fait le siège (1084), 39.
- SAINT-ÉVROULT, collégiale (Orne). — Acte, 16, n. 1.
- SAINT-FLACEAU, chapelle au Mans, 91.
- SAINT-FLORENT, abbaye à Saumur. — Actes, 138, 143, 161.
- SAINT-GINGALOIS, prieuré de Marmoutier, à Château-du-Loir. — Actes, 152.
- SAINT-JEAN-DE-LA-MOTTE, cant. de Pontvallain (Sarthe). — Prieuré : son acte de fondation, 60, n. 3.
- SAINT-JULIEN, abbaye à Tours. — Actes, 138, 144, 150.
- SAINT-JULIEN, anc. église au Mans, 89. — L'abbaye de Saint-Julien-du-Pré est fondée sur son emplacement, 93.
- SAINT-JULIEN-DU-PRÉ, abbaye de femmes au Mans, 93. — Acte, 143.
- SAINT-MAIXENT (Chronique de), 3.
- SAINT-MARS-DE-BALLON, cant. de Ballon (Sarthe), 149.
- SAINT-MARS-LA-BRIÈRE, cant. de Montfort (Sarthe), 153.
- SAINT-MARTIN, chapelle au Mans, 91, 92, n. 4.
- SAINT-MARTIN, collégiale à Tours. — Actes, 15, n. 4, 137, 153, 177.
- SAINT-MARTIN, église à Javron, 144.
- SAINT-MAUR-DE-GLANFEUIL, abbaye, c^{ne} du Toureil (Maine-et-Loire). — Acte, 10, n. 2. — Abbé : Josselin.
- SAINT-MAURILLE, église à Neufchâtel (Sarthe), 163.
- SAINT-MICHEL, chapelle au Mans, 91, n. 7.
- SAINT-NICOLAS, abbaye à Angers. — Les prieurés dans le Maine : les actes, 7. — Actes, 143, 149, 151, 152.
- SAINT-OUEN, église à la Flèche, 150, n. 3.
- SAINT-OUEN, église au Mans, 92.
- SAINT-OUEN (Rue de), au Mans. — Geoffroi de Mayenne y met le feu (1072), 38.
- SAINT-OUEN-DE-VILLIERS, c^{ne} de Roullée (Sarthe), 143.
- SAINT-PAUL, abbaye à Rome. — Abbé : Airard.
- SAINT-PIERRE-DE-LA-COUR, collégiale au Mans, 91. — Son cartulaire, 5. — Actes, 89, 105-112, 146, 148, 156, 158, 159, 164, 166, 167, 171. — Doyen : Foulque.
- SAINT-PIERRE-DE-LA-COUTURE, abbaye au Mans, 88. — Son cartulaire, 5. — Hubert, fils de Jean de la Guierche, enseveli dans l'église, 147. — Robert II, seigneur de Bellême, construit un château sur les possessions de l'abbaye, 46. — Hélie enterré dans l'église (1110), 53, n. 4. — Actes, 38, n. 7, 109,

- n. 4, 116-126, 141, 144, 147, 149, 150, 154, 155, 158, 159, 163, 164, 168. — Abbés : Ascelin, Renaud, Joël, Eude.
- SAINT-PIERRE-DE-PREUILLY, abbaye à Preuilly, arrond. de Loches (Indre-et-Loire). — Acte, 151.
- SAINT-PIERRE-DES-ORMES, cant. de Mamers (Sarthe), 145.
- SAINT-PIERRE-ENTRE-LES-MURS, chapelle au Mans, 91.
- SAINT-RÉMY-DE-VILLAINES, église à Villaines-la-Carelle, cant. de Mamers (Sarthe), 163.
- SAINT-RÉMY-DU-PLAIN, cant. de Mamers (Sarthe). — Château, 46, 52. — Eglise, 163.
- SAINT-RIGOMER, église au Mans, 20, 93.
- SAINT-RIGOMER-DES-BOIS, cant. de la Fresnaye (Sarthe), 163.
- SAINT-SAUVEUR, chapelle au Mans, 91.
- SAINT-SAUVEUR, église à Javron, 144.
- SAINT-SERGE, abbaye à Angers. — Acte, 153. — Abbés : Vougrin, Gautier.
- SAINT-THOMAS, église à la Flèche, 156, n. 3.
- SAINT-VICTEUR, prieuré du Mont-Saint-Michel, au Mans, 93. — Les actes, 6. — Fondation, 133. — Bourg, 89.
- SAINT-VINCENT, abbaye au Mans, 88, 92. — Cartulaire, 4, 97-104. — Bourg, 89, 92, 141. — Hubert de la Guierche est enterré dans l'église, 147. — Robert de Bellême construit un château sur les possessions de l'abbaye, 46. — Actes, 66, n. 1, 91, n. 10, 146, 147, 152, 155. — Abbé : Renaud.
- SAINT-VINCENT (Rue de), au Mans. — Geoffroi, seigneur de Mayenne, y met le feu (1072), 38.
- SAINT-VINCENT-DU-LOROIER, cant. du Grand-Lucé (Sarthe), 147.
- SALOMON, duc de Bretagne. — Entraîne Geoffroi, comte du Maine, dans son parti (861), 11.
- SAOSNES, cant. de Mamers (Sarthe). — Château, 46, 62.
- SARCÉ, cant. de Mayet (Sarthe), 146.
- SAVARE (Guillaume), chanoine de Saint-Pierre-de-la-Cour. — En copie le cartulaire au ^{xviii} siècle, 105.
- SAVARI, fils de Raoul IV, vicomte du Maine, 130, n. 7.
- Sceau. — Les sceaux des comtes du Maine, 120, n. 7, 155, n. 4.
- SCHOLASTIQUE (Sainte). — Reliques demandées par Richeut, impératrice (874), 12.
- SÉES, arrond. d'Alençon (Orne). — Evêque : Yves de Bellême.
- Semonce, 108, 168.
- Sénéchal, 71, 73, 108, 158, 168.
- Sergent, 73, n. 1.
- SIFROI, évêque du Mans, 81. — Son élection, 79. — Lutte contre Hugue II, 18, 84 : — Sollicite d'Hugue III une donation pour Évron (994), 139. — Oncle de Guillaume I^{er}, seigneur de Bellême, 23, n. 3. — Dates de son épiscopat, 134. — Sa mort, 81, n. 7. — Donation, 138. — Témoin, 139, 164. — Cité dans des actes faux, 111, 119, 166, 167, 168, 172. — Sa femme : Audeberge.
- Sigefridus* = Sifroi.
- SILLÉ-LE-GUILLAUME, arrond. du Mans (Sarthe). — Château, 61. — Attaqué par les conjurés manceaux (1070), 37. — Se rend à Guillaume le Bâtard (1073), 38. — Seigneurs : Hugue, Guillaume.
- SIMON DE MONTFORT. — Père de Bertrade, 41.
- SOLESMES, cant. de Sablé (Sarthe). — Prieuré de la Couture : sa fondation, 38, n. 7, 141, 147. — Hoël y célèbre la fête de Pâques (1092), 43.
- SOURCHES, châteaux à Tennie et Saint-Symphorien, cant. de Con-

- lie (Sarthe), 62, 63. — Seigneurs : Bouchard, Hugue.
Sous-voyer, 74, n. 10.
Suaris, seigneur de la Motte-Achard, 60, n. 5.
 SUÈDE. — Roi : Lacman.

T

- TAIS, c^{ne} de Chemillé (Indre-et-Loire), 138.
 TALVAS, surnom de Robert II, seigneur de Bellême, 40, n. 7.
 TENNIE, cant. de Conlie (Sarthe), 124, 150.
 THIAUME, abbé de Maillezais, 19.
 THIBAUD III, comte de Blois. — Sa femme : Gersent.
 THIBAUD, vicomte de Blois. — Témoin, 15, n. 4, 162.
 THIERRY, abbé de Saint-Aubin, 145, n. 1.
 TIÉBERT, abbé d'Évron, 139, n. 6.
 TILLIÈRES, cant. de Verneuil (Eure). — Richard II, duc de Normandie, y bat Eude II, comte de Blois (1013), 19.
 TINCHEBRAI, arrond. de Domfront (Orne). — Bataille entre Henri I^{er} Beauclerc et Robert Courteheuse (1106), 52.
Tonlieux (Percepteurs de), 74, 75.
- Touques, cant. de Pont-l'Évêque (Calvados). — Guillaume le Roux y débarque (1099), 50.
 TOURS, chef-lieu d'Indre-et-Loire. — Synode (1054), 82, n. 10. — Archevêques : Hugue I, Arnoul, Hugue II.
Tradition symbolique dans les contrats, 98.
 TRANS, cant. de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine). — Bataille livrée aux Normands (939), 16.
 TRINITÉ (LA), abbaye à Vendôme. — Abbés : Renaud, Orri. — Abbé imaginaire : Avejot.
 TRIFFÉ, arrond. de Mamers (Sarthe). — Monastère : sa fondation, 142. — Il est donné à Saint-Vincent, 66, n. 1, 99, n. 7, 101, n. 6, 147. — Abbé : Herment.
 TURGIS DE TRACI. — Fait partie de la garnison normande du Mans, 34. — Expulsé du Mans (1069), 36, n. 3. — Sénéchal, 36, n. 3.

U

- Ulmosa*, lieu inconnu, 144.
 URBAIN II, pape. — Passe au Mans (1096), 45. — Témoin, 156, n. 5.
- Cité dans une notice de Saint-Pierre-de-la-Cour, 106.

V

- VAA8, cant. de Mayet (Sarthe), 138.
 VANNES, chef-lieu du Morbihan. — Comte : Gui, 11, n. 1.
 VARENNES, lieu inconnu, 138, 161.
 VAUBOAN, c^{ne} de Beaumont-la-Chartre (Sarthe), 138, 150.
- VAUTIER, comte d'Amiens. — Acte, 111, n. 4.
 VAUX, c^{ne} de Moncé-en-Belin (Sarthe). — Château incendié par Hélie (1099), 50.
Vavasseur, 107, n. 5.

VENDÔME, chef-lieu d'arrond. (Loir-et-Cher). — Comtes : Bouchard, Geoffroi, Geoffroi Grisegonelle. — Abbaye : Trinité (La).
VENELAY, c^{me} de Noillé-le-Jalais (Sarthe), 105, 159.
Veneur, 74.
VEXIN. — Comtes : Galeran, Dreux, Gautier III.
Vicomte, 73, 127-131.
VEUX-PONT, lieu dit au Mans, 142.

Voirie, 74, 76-77.
VOIVRES, cant. de la Suze (Sarthe), 140.
VOUGRIN, évêque du Mans. — Abbé de Saint-Serge, 82. — Son élection (1055), 32, 79. — Son rôle politique, 85. — Sa mort (1065), 35. — Témoin, 146, n. 1.
Voyer, 74-75.
Vulgrinus = Vougrin.

W-Y

WILERNUS DE JULLE. — Son fils : Robert.
Ypocomes palatii. — Titre donné à Josselin, comte du Maine, 12, n. 6.
YVES. — Donation, 140.

YVES, archidiacre du Mans. — Fils de Raoul II, 128.
YVES DE BELLÈME, évêque de Sées. — Donation, 143.
YVES DE CREIL, seigneur de Bellême. — Frère de Sifroi, évêque du Mans, 81. — Son fils : Guillaume I^{er}.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER. — Les documents narratifs et diplomatiques.....	1
CHAPITRE II. — Le duché du Maine. — Le Maine au ix ^e siècle.....	8
CHAPITRE III. — Les comtes du Maine du x ^e siècle. — L'usurpation des droits régaliens.....	14
CHAPITRE IV. — Herbert Éveille-Chien et Hugue IV (1015 (?)—1051).....	22
CHAPITRE V. — Le conflit de l'influence normande et de l'influence angevine (1051-1092).....	31
CHAPITRE VI. — Hélie de la Flèche, comte du Maine (1092-1110).....	45
CHAPITRE VII. — La suzeraineté angevine.....	54
CHAPITRE VIII. — Développement de la féodalité. — Les châteaux.....	57
CHAPITRE IX. — L'organisation administrative du comté et des sei- gneuries.....	70
CHAPITRE X. — Les évêques du Mans au x ^e et au xi ^e siècle.....	78
CHAPITRE XI. — La ville du Mans et la population urbaine.....	88
APPENDICE I. — Les actes du cartulaire de Saint-Vincent.....	97
APPENDICE II. — Les actes les plus anciens du cartulaire de la collé- giale de Saint-Pierre-de-la-Cour au Mans.....	105
APPENDICE III. — Les comtes du Maine du xi ^e siècle.....	113
APPENDICE IV. — L'origine des seigneurs de Laval. La fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon.....	116
APPENDICE V. — Les premiers vicomtes du Maine.....	127
APPENDICE VI. — La chronologie des évêques du Mans de la seconde moitié du x ^e siècle et de la première moitié du xi ^e	132
CATALOGUE D'ACTES : n ^{os} 1-80.....	137
PIÈCES JUSTIFICATIVES : n ^{os} 1-9.....	161
ADDITIONS ET CORRECTIONS.....	175
TABLE ALPHABÉTIQUE.....	179

LE
BUDGET COMMUNAL DE BESANÇON

AU DÉBUT DU XVIII^e SIÈCLE

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES HAUTES ÉTUDES

PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

SCIENCES HISTORIQUES ET PHILOLOGIQUES

CENT QUATRE-VINGT-QUATRIÈME FASCICULE

LE BUDGET COMMUNAL DE BESANÇON
AU DÉBUT DU XVIII^e SIÈCLE

PAR

MARIUS POUCHENOT

Avec un Plan, une Vue et une Carte



PARIS
LIBRAIRIE HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR
3, QUAI MALAQUAIS

1910

Tous droits réservés

Sur l'avis de M. LONGNON, directeur de la Conférence de Géographie historique, et de MM. REUSS et ROY, commissaires responsables, le présent mémoire a valu à M. POUCHENOT (Achille-Marius-Olivier) le titre d'Élève diplômé de la section d'histoire et de philologie de l'École pratique des Hautes Études.

Paris, le 27 juin 1909.

Le Directeur de la Conférence,
Signé : A. LONGNON.

Les Commissaires responsables,
Signé : R. REUSS,
J. ROY.

Le Président de la Section,
Signé : G. MONOD.

AVANT - PROPOS

L'étude qui va suivre n'est qu'un simple chapitre de monographie communale. Mais c'est un fragment détaché d'un travail plus important qui s'intitulera, — si l'auteur parvient à le mener à bonne fin, — « Histoire économique de la Franche-Comté de Bourgogne, de la conquête française à la Révolution de 1789. »

Le pays traité est Besançon, pour ces raisons toutes intimes que les lieux où nous avons vécu présentent pour nous un intérêt particulier, et que les choses qui nous ont entourés longtemps ont une physionomie déjà familière. La vieille cité comtoise, d'ailleurs, a des archives municipales fort riches et encore peu connues, et son histoire est originale par son particularisme séculaire.

L'époque choisie est le commencement du xvii^e siècle, car, s'il est vrai qu'il existe dans toute histoire des périodes plus attachantes que d'autres, des transitions ou des tournants, celle-là en est bien une, et la plus marquée même, pour l'histoire qui nous occupe. Officiellement Besançon est alors cité royale; en fait, c'est encore par beaucoup d'endroits une cité impériale, ou plutôt une ville libre, une république indépendante, et ce n'est que par degrés successifs que nous assistons à la mainmise sur elle du pouvoir royal voulant se substituer à son localisme traditionnel. Il y a lutte, parlant curiosité. Cette lutte, commencée dès la conquête française, quoique fort proche

de sa fin, atteint alors son maximum d'intensité. D'une part, l'autorité centrale se fait de jour en jour plus pesante par les besoins croissants que crée l'état de guerre continu, de l'autre, la revendication apparente des intérêts publics donne à la résistance locale un air de légitimité ; l'absence d'institutions, vice fondamental de l'ancien régime, lui fournit la raison ou le prétexte, la défense des intérêts privés lui inspire l'ardeur et l'audace, et la protestation contre les impôts nouveaux y joint la popularité et la force.

Deux mots du titre donné à ce mémoire nécessitent en outre une explication : l'un, début, qui peut sembler trop vague ; l'autre, communal, paraissant au contraire d'un sens trop restreint. Le premier, il est vrai, ne délimite pas nettement le sujet quant au temps, mais cette imprécision est volontaire. L'histoire d'un pays, si spéciale soit-elle, ne se divise pas en tranches isolées ; lorsqu'il s'agit des institutions en particulier, la date initiale est souvent lointaine, quand elle est connue, et les modifications incessantes qu'elles subissent exigent un aperçu de leurs répercussions dans un avenir plus ou moins défini. Aussi, par début du XVIII^e siècle, entendons-nous la période sensiblement déterminée par les deux dates de 1690 et de 1710.

L'emploi du mot communal, lui, se justifie par l'obligation de différencier, vu les divergences de répartition, de perception et d'utilisation, les finances municipales des finances seigneuriales et des finances royales. La séparation n'est pas toujours aisée à marquer, tant les juridictions de l'ancienne monarchie française s'enchevêtrent les unes dans les autres, et tant les budgets se pénètrent alors, mais elle s'impose.

Le mot budget lui-même, tant par son expression que par la chose qu'il désigne, a l'air d'un anachronisme pour l'époque dont il s'agit. L'on sait en effet, que d'une part

ce vocable, dû aux économistes de la seconde moitié du xviii^e siècle, employé d'abord (1764) en parlant des finances anglaises, puis adopté officiellement en 1806, ne fut admis par l'Académie française qu'en 1835, et que, d'autre part, le roi excepté, tout le régime monarchique de l'ancienne France fut, du haut en bas de l'échelle sociale, et dans tous les domaines, même dans l'ordre financier, l'adversaire acharné de l'idée de contrôle, ce qui est la négation absolue de la notion de budget. Un tel mot ne peut donc avoir, et n'a ici que la signification devenue usuelle de nos jours, à savoir d'état comparatif des dépenses et des recettes publiques pour chaque année.

BIBLIOGRAPHIE

a) MANUSCRITS.

BELAMY, *Ordonnances de police de la municipalité de Besançon de 1684 à 1766*. Registre ms. ; Arch. mun.

CHIFFLET (Jules), *Description de la comté de Bourgogne par bailliages et par leurs ressorts, avec expression de tous leurs villages*. Registre ms. ; Arch. mun.

Comptes de la Cité de Besançon (Registres annuels des) tenus par les trésoriers généraux. Consulté les n^{os} des années 1690-1710. Mss. reliés et foliotés, non inventoriés ; Arch. mun.

GRIMONT, *Annales de Besançon écrites le 1^{er} juillet de l'an 1767*. 3 vol. mss. ; Arch. mun.

Histoire de la Franche-Comté de Bourgogne, et en particulier de la cité royale de Besançon, capitale des Séquanais, composée par le R. P. Léopold Prost, de la Cie de Jésus, et continuée par le Sr Pierre-François Barberot, avocat en Parlement, citoyen de Besançon. Ms. de 849 p. ; Arch. mun.

Impositions de Franche-Comté. Liasse : Bibliothèque nationale, collection Bernard Prost (CXVIII ; collection de Bourgogne).

Intendants de Franche-Comté (Correspondance des) de 1679 à 1770. Arch. nat., Contrôle général des Finances, mention G^r 276-285. Consulté les cartons G^r 278-281.

Livres de M.M. du Magistrat de la Cité royale de Besançon, ou Collection des registres annuels des délibérations municipales. Consulté les n^{os} 110-125. Mss. reliés et foliotés ; Arch. mun.

Population des villes de la province (État de la). Petit ms. anon. sans date (écrit pendant l'intendance de M. le Guerchoys, 1708-1717) ; Arch. mun.

Ressort et nouveau territoire de la Cité royale de Besançon, dont la possession fut prise l'an 1668, ensuite du traité de l'an 1664. Liste ms. Plan tiré de la gravure au burin faite sous les auspices de la municipalité de Besançon, par Pierre de Loisy, 1665. Collection Chifflet ; Arch. mun.

Revenus et dépenses de la cité de Besançon pour l'an 1657 (État des).
Petit ms. anon. ; Arch. mun.

b) IMPRIMÉS.

Administration municipale (Edits, lettres patentes et arrêts concernant l'). Besançon, 1771, in-8.

Articles sous lesquels S. A. S^{me} Mgr le P. de Condé prendra possession de la cité de Besançon au nom de S. M. T. C. (1^{er} février 1668). Impr. de 7 p., Arch. mun. ; enregistré dans les actes importants du Parlement. Vol. 12, fol. 73, suivi des *Articles et conditions que le Roy a bien voulu accorder aux quatorze gouverneurs, magistrat, et peuple de la Cité de Besançon, le 15 mai 1674.*

ASSOCIATION FR^{se} POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES, *Besançon et la Franche-Comté.* Besançon, Dodivers, 1893.

AUXIRON (J.-B. d'), *Observations sur les juridictions anciennes et modernes de la ville de Besançon.* Besançon, Charmet, 1778, in-8.

Besançon (Vue de), 1774. Anon. ; Arch. mun.

BOURGON, *État des esprits et des idées en Franche-Comté au XVIII^e s.* Besançon, 1853, in-8. Cf. *Comptes rendus et Mémoires Acad. de Besançon*, 1853.

BOUSSEY (A.), *La Franche-Comté sous Louis XIV. Essai d'histoire politique et administrative.* Besançon, P. Jacquin, 1891.

Chamars (*Plan de*), 1670. Anon. ; Biblioth. Arsenal.

COINDRE (Gaston), *Mon vieux Besançon, histoire pittoresque et intime d'une ville.* Besançon, P. Jacquin, 3 fascicules, 1900, 1902, 1906.

DUNOD DE CHARNAGE (avocat au Parlement et professeur à l'Université de Besançon), *Histoire de l'Église, de la Ville et diocèse de Besançon.* Besançon, 1750, 2 vol. in-4.

FEBVRE (Lucien), *La Franche-Comté.* 4^e fascicule des Publications de la Revue de Synthèse historique sur les Régions de la France. Paris, Léopold Cerf, 1905.

Franche-Comté (Mémoire sur la) envoyé au Régent, par M. le Guerchoys, intendant de la province (1708-1717). Copie impr. du ms. ; Arch. mun.

Franche-Comté (Mémoire de la) dressé par M. d'Haroüys en l'année 1698. Copie impr. du ms. (Attribué indifféremment aux intendants de la Fonds, de Vaubourg ou d'Haroüys. Compris dans la collection des Mémoires demandés aux intendants par le duc de Beauvilliers pour l'instruction du duc de Bourgogne) ; Arch. mun. Cf. Analyse, par Suchet, dans les *Annales franc-comtoises*, 1866, t. V, p. 26-36, et 107-116.

GUÉNARD, *Discours sur l'histoire de Besançon.* Besançon, 1850, in-8.

- LEFEBURE, *Résumé de l'histoire de la Franche-Comté*. Paris, 1825, in-18.
- PELLISSON, *Histoire de Louis XIV, depuis la mort du cardinal Mazarin en 1661, jusqu'à la paix de Nimègue en 1678*. Paris, 1749, 3 volumes.
- PINGAUD, *L'industrie et le commerce en Franche-Comté au XVIII^e s.* Annales franc-comtoises, mai 1892.
- ROUGEBIEF (Eug.), *Histoire de la Franche-Comté ancienne et moderne, précédée d'une description de cette province*. Paris, 1851, 2 vol. in-4. Cf. Pialat (Paul) : *Compte rendu Dôle*, 1851, in-8.
- Traité fait entre S. E. Mgr le marquis de Castel-Rodrigo, comme plénipotentiaire de S. M. d'une part, et la Cité de Besançon d'autre, avec la ratification royale ensuivie le 11 mars 1665*, en espagnol, dont suit la traduction française. Impr. in-4 de 46 p., par Jean Couché, impr. de la Cité, 1666 ; Arch. mun., enregistré dans les actes importants du Parlement, vol. 12, fol. 73.
- Villes, bourgs, villages, hameaux et granges de la province de Franche-Comté (Etat général des)*. A Besançon, chez Claude-Joseph Daclin et sa mère, impr. du roi, 1774 ; Arch. mun.
-



Insert

oldout

Here

LE BUDGET COMMUNAL DE BESANÇON

AU DÉBUT DU XVIII^e SIÈCLE

I. DE LA VILLE.

VUE A VOL D'OISEAU¹.

Besançon a une histoire originale due en partie à sa position géographique. Située à proximité de ces deux seuils naturels qui rompent l'unité montagneuse des Vosges, du Jura et du Morvan, gardienne imposante de la vallée du Doubs, — voie directe de ce carrefour de l'Europe que constitue la grande artère du Rhône et de la Saône, — elle a dû jouer un rôle militaire important. *Abondamment pourvue de provisions de toute espèce, cette place, écrit déjà Jules César dans ses Commentaires, offre par sa position naturelle de grands avantages pour soutenir une guerre. Le Doubs, formant autour de son enceinte comme un cercle parfait, l'environne presque entièrement ; l'espace que la rivière ne baigne point n'a pas plus de seize cents pieds, et cet espace est fermé par une haute montagne dont les racines plongent des deux côtés dans l'eau. Un même mur fait de la montagne une citadelle et la joint à la ville.* Et, de l'époque où le dictateur romain écrivait ces lignes jusqu'à nos jours, Besançon n'a cessé d'être considérée comme un point de surveillance et de ralliement extrêmement précieux.

Bâtie au pied de talus raides et boisés, enlacée étroitement par une forte boucle fluviale, Besançon a tiré de cette situation excep-

1. Association française pour l'avancement des sciences. Besançon et la Franche-Comté, 1893, p. 283 et ss.

tionnelle d'autres caractères que son aspect militaire. Une longue vie, encore facile à évoquer à présent, et toute faite de localisme traditionnel, en est résultée pour elle. Et, autre conséquence inéluctable, à l'isolement politique de la ville a correspondu jusqu'à nos jours, en dépit des progrès de l'industrie contemporaine, un isolement commercial des plus néfastes pour la prospérité de la vieille cité comtoise ¹.

Plus encore qu'aujourd'hui, où les habitations s'étagent sur les flancs des rocs calcaires environnants, Besançon, au début du XVIII^e siècle, se tassait au fond d'un cirque. La ville proprement dite était alors en presque totalité resserrée entre le fer-à-cheval dessiné par le Doubs et la masse abrupte de la citadelle se dressant à son étranglement. De vastes marécages du côté de Chamars, et des vignes closes de murs vers Saint-Paul, occupaient même une partie de cet espace étroit ². Un quartier ³, entouré de fortifications récentes, débordait seul de l'autre côté de l'eau et communiquait avec le centre de la ville par l'unique pont de Battant, couvert alors de maisons. Le pont de bois de Bregille venait d'être commencé, et, trouvons-nous dans le Journal de Grimont ⁴ : *en l'an seize cent nonante trois, les tours bas-*

1. M. de Harouÿs, alors intendant de la Franche-Comté, écrivait déjà le 20 novembre 1701 au contrôleur général : « Besançon est située dans un pays de rochers et de montagnes ; tous les chemins qui y conduisent sont fort difficiles. » *Correspondance des Intendants de Franche-Comté*.

2. « Les rues en tous les quartiers sont grandes et belles, les maisons bien bâties, accompagnées pour la plupart de parterres, de jardins et de petits bois, ce qui augmente beaucoup son enceinte... Elle (Besançon) a son Champ de Mars, place renfermée dans son enceinte sur le bord du Doux, partie plantée d'arbres, partie laissée en prairie et destinée aux promenades et aux exercices des citoyens. » Pellisson, *Histoire de Louis XIV*, t. II, p. 323.

3. *Annales de Besançon écrites le 1^{er} juillet de l'an 1767 par Grimont*, 1^{er} volume, non paginé.

4. « On trouve dans les Mémoires de Jules Chifflet le projet de détruire tout le quartier nord de la ville, afin de la circonscrire par le cours même de la rivière. Du moins, le plan de l'ingénieur était de l'isoler du quartier sud par l'enceinte des fortifications : le tracé de 1688 profile les remparts sur l'emplacement actuel des quais. Vauban, surmené par le service de tant de places fortes, quitta Besançon, et de 1692 à 1695, de connivence entre la municipalité et l'entrepreneur, les maisons étaient élevées. A son retour, il fit exécuter militairement l'entrepreneur, accusé de trahison envers le service du roi, mais les bâtiments demeurèrent. » Coindre, *Mon vieux Besançon*, 2^e fasc., p. 388.

tionnées de Chamard ont été faites, savoir la tour des Cordeliers, celle de l'Attaque et celle du Marais, ainsi que les tours bastionnées, savoir la tour de Rivotte, celle de Bregille, celle du Saint-Esprit et celle de Saint-Pierre... En l'an seize cent nonante cinq l'on a fait les murailles qui sont dans la rivière du côté de la rue basse et de la rue Poitune.

ÉTAT DE LA POPULATION.

Besançon avait encore conservé au début du XVIII^e siècle sa vieille organisation en bannières. Elles étaient au nombre de sept, savoir : Saint-Quentin, Saint-Pierre, Chamars, Le Bourg, Battant, Charmont et Aresnes, ayant chacune son emblème et ses armes spéciales, ainsi qu'on pouvait les voir peintes dans la deuxième salle de l'Hôtel de ville, contre le mur qui fait face à la Cour du Palais. Outre ces sept paroisses, est-il dit dans un Mémoire¹ rédigé par M. Le Guerchois, intendant de la province de 1708 à 1717, *il y a à Besançon deux chapitres, deux abbayes d'hommes, deux abbayes de femmes, sept monastères d'hommes, cinq de filles, un Hôtel-Dieu où on élève des pauvres enfants, garçons et filles, un hôpital général gouverné par des Régisseurs, — il est destiné pour des pauvres habitants de la ville ; et depuis quatre ans on y a mis les soldats, — un hôpital du Saint-Esprit pour les enfans trouvés, un refuge où l'on enferme les filles débauchées, un séminaire ; il y a aussi un collège de Jésuites complet, et l'on vient d'y établir quatre professeurs de théologie. Suivant le calcul qu'on a fait des habitants, il y en a dans la ville... 11.520.* On voit dans le même état de la population que Dôle comptait 4.115 habitants, Salins 5.663, Gray 3.982, Vesoul 2.225, Montbéliard 2.540, Baume 990, Pontarlier 2.664, Ornans 1.632, Quingey 470, Arbois 3.340, Poligny 3.320, Lons-le-Saulnier 1.922, Orgelet 532 et Saint-Claude 1.745. Besançon composait donc le groupement le plus important de la Franche-Comté, dont la population totale se montait à 340.720 habitants, les prêtres et religieuses compris pour 4.000.

1. *Mémoire sur la Franche-Comté envoyé au Régent par M. le Guerchois, intendant de la province.*

Un chiffre aussi modique, comparativement à celui de 57.000 auquel se monte la population actuelle de Besançon, n'est pas toutefois sans surprendre quelque peu. La différence des temps et les causes générales de mortalité dues à l'époque l'expliquent sans doute en grande partie ; diverses mesures tracassières ou raisons locales le justifient également.

Tout d'abord, ainsi qu'il est reconnu dans l'article premier de la Capitulation de 1668¹, la religion catholique seule est admise « en sa pureté et sans aucune liberté de conscience » dans le territoire de la cité². Quiconque est accusé de professer la « religion prétendue réformée » en est immédiatement expulsé, et le Registre 167 des délibérations municipales relate encore pour l'année 1754 le bannissement de trois particuliers du canton de Glaris qui s'étaient permis de faire ouvertement profession de calvinisme. Une seule exception se présente à cette règle : c'est en faveur des troupes suisses protestantes de la garnison, lesquelles ont le droit de tenir un prêche, à condition que ce soit dans les greniers des casernes. Non seulement la foi était ardente et tyrannique, mais la ville se glorifiant de conserver³ « *outré les os du bras saint Etienne... le précieux Saint suaire de Jésus-Christ, avec le peigne et la robe de la Sainte Vierge, le corps de saint Ephiphane et Isidore, le chef de saint Jean-Baptiste, martyr* », était gênée dans son développement par le joug ecclésiastique qu'elle subissait⁴. Les magistrats eux-mêmes le comprirent, car, en 1701, à la suite d'une requête de l'archevêque tendant à l'union de la cure de l'église paroissiale Saint-Pierre aux sieurs missionnaires de Beauprelz, ils dirent au roi dans le mémoire qu'ils lui adressaient : *il y a déjà dans la ville de Besançon tant de monastères et d'églises, que les maisons des gens d'église,*

1. Voir Pièces justificatives.

2. Les habitants de Besançon « se glorifient d'avoir été les premiers à recevoir la foi chrétienne dans les Gaules par saint Lin, que quelques-uns veulent avoir été l'un des soixante et dix disciples de Notre-Seigneur. Ils paroissent encore aujourd'hui fort zélés pour la Religion. » Pellisson, *Histoire de Louis XIV*, t. II, p. 325.

3. *Annales de Besançon écrites par Grimont* (t. I, non paginé).

4. D'après Prost, l'état ecclésiastique de la ville est alors constitué par l'archevêque métropolitain,

— Saint-Paul,
— Sainte-Marie-Magdeleine.

*séculiers et réguliers, occupent plus du tiers du territoire, ce qui empesche la ville de se peupler*¹.

La défiance de l'étranger dans ces temps de particularisme à outrance diminuait aussi la vitalité de la ville. On craignait l'espion, le parasite, le sorcier, l'hérétique et le contrebandier. Le 6 mars 1700, le conseil municipal prend la *résolution de ne recevoir aucuns comédiens* ; le 20 mai 1684, dans un édit² renouvelé en 1686, 1688, 1690, 1692, 1699, 1706, 1707 et 1708, il ordonne à *tous mendiants qui ne sont pas citoyens de, dans trois jours après la publication du présent édit, vider et sortir de la cité et de son ancien territoire avec défense d'y rentrer pour y mendier, à peine d'être réduit en prison et à tous citoyens, manants et résidents, tant en icelle qu'en son dit territoire, de retirer et loger à l'avenir les gueux, vagabonds et mendiants étrangers*³. Enfin, trouvons-nous dans une plainte adressée au roi

les prêtres des paroisses Saint-Jean-Baptiste et Saint-Pierre,
l'abbaye de Saint-Vincent,

les trois commanderies de { Saint-Jean de Jérusalem ou de Malte,
Saint-Antoine de Vienne
et du Saint-Esprit,

les Prêtres de l'Oratoire de France,
les Pères de la Compagnie de Jésus,

les Confréries des Dominicains, des Cordeliers conventuels, des Carmes
chaussés, des Minimes, des Capucins, des Carmes deschaux,

les Communauté de femmes { dames de Saint-Bernard, dites de Battant,
— Saint-Benoist et de S^{te}-Claire,
Carmélites,
Religieuses de la Visitation,
— de l'Annonciade céleste,
— du Bon Pasteur ou du Refuge,
— des Ursulines congrégées,
— des hospitalières,

le Séminaire.

Prost, *Histoire de la Franche-Comté de Bourgogne* . . . , pp. 700-701.

1. *Registres des délibérations municipales* (année 1701).

2. Belamy, *Ordonnances de police de la municipalité de Besançon de 1684 à 1766*.

3. « La nouvelle que la peste était en Provence, à Marseille, Aix, Toulon et autres endroits, ayant été répandue, le Parlement ordonna que l'on ferait la garde dans toutes les villes, bourgs et villages de la province, interdit tout commerce avec les pays affligés de la contagion, ordonna à tous les mendiants et gens sans aveu de sortir de la province, à peine de punition corporelle ; cet arrest fut publié à Besançon par ordre de M^{rs} du Magistrat, et pour commencer par montrer l'exemple lui-même, ils furent de garde à tour aux six portes de Besançon, la noblesse alla ensuite, puis les avocats, procureurs, marchands, orfèvres et enfin tous les bourgeois y

par le Parlement de Franche-Comté contre la réception qui lui est imposée en l'année 1705, de deux conseillers dont la condition est médiocre : *Il est vray que la Ville de Besançon, ni les autres de la province, ny mesme la plupart des villages ne veulent point recevoir de mainmortables au nombre de leurs habitants, tant cette condition est vile et odieuse, comme étant un reste honteux de l'ancienne servitude qui donnoit droit de vie et de mort aux maistres sur leurs esclaves, ce qui est incompatible avec l'ingénuité et la franchise naturelle de la nation*¹.

JURIDICTIONS².

Le début du XVIII^e siècle marque pour Besançon une nouvelle ère apparente de triomphe politique. De simple ville impériale et libre elle est redevenue capitale imposante, celle de toute une province française. En 1676 le Parlement de Dôle y est transféré, et même augmenté, au cours de l'année 1704, d'une Chambre des Eaux et Forêts et des Requêtes du Palais. Au mois de mai 1691, c'est l'Université qui à son tour y est transportée ; puis la Monnaie en 1694. Dôle ne conserve que la Chambre des Comptes, Aides, Domaines et Finances, laquelle même, après avoir sauvé une première fois son existence en se faisant réunir, en septembre 1696, le bureau des Finances créé pour la ville de Besançon en février 1696, sombre définitivement par la fondation au mois d'octobre 1771 d'un Bureau des Finances installé au sein de sa rivale.

Besançon, fortifiée d'après les plans de Vauban, devient le siège d'un bailliage royal, d'un présidial (réuni au bailliage en

furent tour à tour, et cela dura jusqu'à ce que le mal contagieux eût entièrement cessé, personne ne pouvait voyager sans avoir une bullette, ou certificat de santé que l'on prenait dans la ville où l'on était, et que l'on faisait viser par toutes les villes par lesquelles on passait, et à ce défaut on aurait été obligé de faire la quarantaine avant que de pouvoir entrer dans la ville ; outre les précautions ordinaires, le clergé et le magistrat de Besançon crurent qu'il falloit fléchir le Ciel par les prières publiques, et par les processions générales, ce qui fut exécuté ; enfin le Ciel, touché de nos pleurs, nous délivra de la crainte de ce fléau en le faisant cesser dans les lieux où il avoit fait le plus de dégâts. » Prost, *Histoire de la Franche-Comté de Bourgogne*, pp. 798-799.

1. *Correspondance des Intendants de Franche-Comté* (année 1705).

2. J.-B. d'Auxiron, *Observations sur les juridictions anciennes et modernes de la ville de Besançon*.

1696), d'une justice prévôtale, d'une justice consulaire, d'une justice des Monnaies et d'une maîtrise des eaux et forêts. Et à côté de toutes ces juridictions nouvelles, sauf la régalie supprimée définitivement en 1678, malgré les réclamations de l'archevêque, la ville conserve tous ses pouvoirs locaux, même la vicomté et l'ancienne mairie, rendues après un long procès terminé en 1702, aux créanciers des maisons de Chalon et d'Orange, le prince d'Isenghien, à qui succède la duchesse de la Rochefoucauld puis la comtesse de Lauragais devenue vicomtesse et dame en haute, moyenne et basse justice de la Ville de Besançon ¹.

Mais la nouvelle capitale paya fort cher chacune de ces faveurs royales. Les translations qui l'honorèrent furent toutes achetées par de grosses sommes d'argent applicables à ses fortifications : 300.000 livres pour le Parlement et 150.000 pour l'Université. La taille personnelle exceptée, elle fut comprise pour une part importante dans les nouvelles charges que, d'année en année, la Franche-Comté se vit infliger ² : l'imposition ordinaire ou taille mixte ³ se montant à 800.000 livres en 1674, puis à 830.000 livres à partir de 1683 ⁴ ; la capitation, établie en 1695, et d'un rendement variant entre 600.000 et 700.000 livres ⁵ ; la ferme des salines

1. Pour fortifier davantage la citadelle bâtie par les Espagnols, « l'on eut besoin pour cela du terrain où était l'Eglise cathédrale dédiée à saint Etienne, du cloître et des maisons des Chanoines qui desserraient cette Eglise, de l'Eglise paroissiale de Saint-André, de la Chapelle de Saint-Michel, de la chapelle et de la maison des Reclus ». Une indemnité fut accordée au Chapitre, et les édifices furent rasés pour raison de sécurité publique. Dunod de Charnage, *Histoire de Besançon*, t. I, p. 334.

2. *Mémoire sur la Franche-Comté dressé par M. d'Haroüys en l'année 1698*.

3. « On ne changea rien aux contributions ; il se levait en tout 3.000 fr. par jour, suivant les ordonnances du prince d'Aremberg ; le gouverneur et l'intendant établis à Besançon n'en demandèrent pas davantage, et cet impôt de 3.000 fr. par jour, établi pour la défense de la province, de 1666 à 1674, a formé la base du don gratuit ou imposition ordinaire continuée jusqu'à présent » (Droz, *Mémoires*, § 32).

4. Elle fut ramenée à 800.000 livres en 1685 et resta à ce chiffre jusqu'en 1692 ; à cette date, l'imposition revint à 830.000 livres (réunion à la Franche-Comté du comté de Montbéliard et des quatre terres de Blamont, Clermont, Chastelot et Héricourt) ; en 1698, elle descendit à 820.000 livres et y resta jusqu'en 1703, où elle fut diminuée à 814.000 livres, mais à cette date se fit la levée du dixième de la taille. » Boussey, *La Franche-Comté sous Louis XIV* (chapitre des Finances).

5. 18 janvier 1695 : 615.000 livres jusqu'en 1697 ; supprimée à cette date, rétablie le 12 mars 1701 (le clergé offrit 450.000 livres pour sa part,

pouvant aller à 600.000 livres; l'augmentation du dixième ¹ créée en 1705 sur la capitation et sur l'imposition ordinaire; « l'ustensile » ou fournitures dues par les bourgeois aux gens de guerre, s'évaluant annuellement à environ 180.000 livres depuis la guerre commencée en 1688; les douanes, posées à la fois malgré les plaintes incessantes des magistrats municipaux du côté du royaume (Alsace et pays des Cinq grosses fermes) et du côté de l'étranger; la vénalité de toutes les fonctions publiques établie en 1692; l'abonnement général de la province ² à dater du 3 juin 1704 et s'élevant à 250.000 livres pour l'année 1704, et à 350.000 livres pour les années suivantes jusque six mois après la conclusion de la paix (la part annuelle de Besançon était de 150.000 livres), pour la décharge de diverses affaires extraordinaires (créations d'offices avec réunions forcées aux municipalités ou corps déjà existants); l'imposition de 100.000 livres faite en 1701 et payable par tous les contribuables pour la confirmation

la noblesse et le tiers furent taxés à 700.000 livres), en 1702, s'éleva à 749.000 l., à partir de 1705 fut fixée à 730.000 l. (Boussey, *La Franche-Comté sous Louis XIV* (chapitre des Finances).

1. Levée en 1705. Le roi déchargea la Franche-Comté de la levée du 1/10 des biens en fonds, à condition qu'il serait levé annuellement une somme de 370.000 livres pendant tout le temps que le 1/10 serait levé dans les autres provinces. Cette somme devait être imposée au marc la livre de la capitation (Boussey, *Id.*).

2. La province s'était abonnée à la capitation et au 1/10; dès 1693, une foule d'édits bursaux, auxquels le Parlement s'était vainement opposé, sont rachetés. Nous empruntons au mémoire de Droz l'énumération de tous ces rachats (§ 52): « On abonna l'édit de franc alleu pour 200.000 livres, et celui des francs-fiefs fut modifié par déclaration du 18 mars 1693, en faveur des roturiers. La déclaration du 16 février 1694, concernant les amortissements et nouveaux acquêts, fut abonnée à 110.000 l., et l'on maintint l'ancien droit coutumier de la province.

« Ces abonnements conduisirent à plusieurs autres; les villes rachetèrent les offices municipaux; le clergé fut exempté de l'exécution des édits qui tendaient à l'assujettir à des formalités inconnues dans le diocèse, moyennant une somme de 330.000 l. La province en racheta d'autres, notamment en 1696, les experts-priseurs, arpenteurs jurés et priseurs de meubles, etc., les greffiers de l'écritoire; en 1697, les contrôleurs des bans de mariage, les gardes-seel; en 1700, les amortissements; en 1702, le droit de banvin, les lieutenants des maires, l'affranchissement des tailles et privilèges; en 1703, les essayeurs d'eau-de-vie; en 1704, la suppression des syndics des tailles. » — D'après Droz, tous ces rachats ou abonnements montaient à la somme d'environ 800.000 l. « Enfin, ajoute-t-il, les créations se multiplièrent tellement en 1703 et 1704, que tout ce que l'on put obtenir de plus favorable fut d'abandonner les édits de création d'of-

de leurs titres usurpés ou non, la dispense du 18 novembre 1693 accordée par le roi du paiement des droits de francs-fiefs et

fices donnés et à donner, pendant la guerre, moyennant l'impôt annuel de 230.000 l. et une augmentation du prix du sel jusqu'à la paix ^a. »

a Mémoire sur la proposition de décharger le comté de Bourgogne des affaires extraordinaires moyennant une augmentation sur le prix du sel et un subside annuel dont le produit au total montera à 350.000 livres.

« L'augmentation sur le prix du sel de cette province n'est pas un moyen nouveau. Il a été pratiqué autrefois en plusieurs occasions avant qu'elle fût sous la domination du roi, comme on peut voir par les copies et extraits ci-joints de lettres patentes et baux des salines.

C'est aussi un moyen fort usité par les villes et communautés pour l'acquittement de leurs dettes ou charges extraordinaires qui leur surviennent. et MM. les Intendants connaissant combien il est facile et insensible l'ont presque toujours approuvé sans qu'il s'en soit ensuivi aucun inconvénient. Le roi vient même d'agréer qu'on augmentât le prix du sel des villes d'un sol par pain pour les aider à payer la finance des offices d'inspecteurs des boucheries, le produit du droit sur les viandes ne pouvant suffire. Enfin on pourra connaître par l'explication suivante qu'on ne peut guère trouver de moyen moins à charge et dont la levée soit plus aisée et le produit plus certain.

Il y a deux sortes de sel qui se forment aux salines de Salins pour la fourniture du comté de Bourgogne. Le premier, appelé d'ordinaire, qui est distribué à toutes les villes et communautés par forme de gratification, à un prix plus modique que l'autre. Le second appelé extraordinaire ou rosière, qui se vend dans la province à ceux qui n'ont pas assez de sel ordinaire pour leur consommation.

Le sel ordinaire est de 31.355 charges, chaque charge contenant 48 pains de sel.

Il y en a de deux sortes. L'un appelé gros sel, qui se distribue au baillage d'A-mont et de Dôle. L'autre, appelé petit sel, qui se distribue au baillage d'Aval.

On fournit 18.995 charges du gros sel, dont le pain pèse trois livres et demie. La charge se paye aux salines par les villes et communautés 10 l. 17 s. 8 d., revenant par pain à 4 s. 6 d.

On fournit 12.360 charges de petit sel dont le pain pèse 2 livres 10 onces. La charge se paye aux salines pareillement par les villes et communautés 9 l. 4 s. 8 d., revenant par pain à 3 s. 10 d. et demi.

On propose d'augmenter le gros sel de 3 l. 12 s. par charge, ce qui fera par pain 18 d. Et le petit sel, par même proportion, de 2 l. 14 s. la charge, ce qui fera par pain 13 d. et demi.

La consommation monte au plus à trois pains de gros sel par personne dans une année pour les gros ménages, et à beaucoup moins pour les petits. Ainsi cette augmentation ne coûtera au plus que 4 s. et demi par tête pour les familles aisées, et bien moins pour les familles de paysans. On voit par là combien elle sera insensible, et d'autant plus que sur ce pied le sel ne vaudra encore qu'environ le sixième du prix qu'il se paye dans les pays de gabelle.

Le produit de cette augmentation montera par an pour les 18.995 charges de gros sel à raison de 3 l. 12 s., à 68.382 l.

Celui du petit sel pour les 12.360 charges à raison de 2 l. 14 s., à 33.372 l.

Total de l'augmentation pour le sel ordinaire 101.754 l.

La levée est très facile à faire, parce que cette augmentation sera payée avec le prix ordinaire par ceux qui sont préposés par les villes et communautés pour venir prendre leur sel aux salines, et reçue par ceux qui seront préposés dans lesdites salines par Sa Majesté.

A l'égard du sel extraordinaire ou rosière, il est sous-affermé par des particuliers qui en font le débit dans la province. La condition de leur bail est qu'ils en

franc-alleu, moyennant la somme de 200.000 livres (30.000 pour Besançon) ; les corvées spéciales pour les travaux de la frontière

doivent lever aux salines 15.600 charges sans pouvoir en lever moins. Chaque charge est de 48 pains comme l'ordinaire. Le pain pèse trois livres, et la charge se paye par eux aux salines à raison de 15 l., ce qui revient à 6 s. 3 d. le pain. Il le vendent dans les lieux de la province suivant qu'ils sont plus ou moins éloignés de Salins sur le pied d'un tarif qui a été arrêté par M. de La Fond.

Le prix aux lieux où il est à meilleur marché est de 6 s. 6 d. le pain, et celui où il est le plus cher est de 8 s. Pour ne pas nuire à la ferme, on propose de ne l'augmenter que d'une livre seize sols la charge, ce qui fait 9 d. par pain.

Le produit doit être sur ce pied pour les 15.600 charges, de 28.080 l. La recette en sera faite aussi facilement que celle du sel ordinaire parce que les sous-fermiers payeront l'augmentation aux salines, qui sera reçue par les mêmes préposés, et il sera accordé aux sous-fermiers une augmentation sur leur tarif à proportion de celle du prix, et même un peu au-delà pour les dédommager de ce que cette augmentation pourrait causer moins de débit.

Cette proposition a été communiquée aux principaux sous-fermiers qui y consentent. A l'égard des fermiers-généraux des gabelles, ils n'ont garde de s'y opposer, car plus ce sel serait cher et moins on se porterait au versement qui s'en fait dans le duché de Bourgogne. Cette somme de 28.080 l. pour le sel extraordinaire étant jointe à celle ci-dessus de 101.754 l. pour le sel ordinaire, le total du produit de l'augmentation doit être de 129.834 l. Et en cas que les sous-fermiers du sel rosière prennent plus de 15.600 charges dans une année, le produit augmentera à proportion. Mais cela arrive rarement et il n'y faut pas compter.

Le sieur de Sergy, directeur des salines, les sieurs Pourey et autres ont offert par une soumission dont copie est ci-jointe, de traiter du recouvrement de l'augmentation proposée sur le sel pendant le temps de la guerre, ou tel qu'il plaira au roi de fixer et d'en payer les six premiers mois de chaque année d'avance et les six derniers par quartiers aussi d'avance, sur le pied de 120.000 l., demandant les 9.834 l. restant du produit qui en doit revenir, leur demeurent par intérêts d'avance, frais de recouvrement et tenir lieu des indemnités qu'ils peuvent espérer.

...Supposé que leurs offres soient agréées, ce produit demeurera fixé à 120.000 l. En sorte que pour parfourrir la somme de 350.000 l. qu'on propose de faire donner au profit du roi par la province, il faudra régler le supplément par forme de subside extraordinaire à 230.000 l.

De cette somme, on compte d'en faire supporter par les villes au moins celle de 30.000 l. et plus s'il se peut, qu'elles paieront, soit par le produit du droit sur les viandes qui a été établi par les inspecteurs des boucheries et qu'on laisserait subsister à leur profit en supprimant les offices comme il est porté par le projet d'arrêt ci-joint, soit par imposition ou autres moyens. Le surplus sera imposé sur tous les bourgs et les communautés au marc la livre de l'imposition ordinaire. Et suivant ce plan, la levée de toute la somme qui doit provenir tant de l'augmentation du sel que du subside, sera facile à recouvrer et certaine pour le produit.

A l'égard de l'année présente, comme on ne peut avoir pris les résolutions et fait l'établissement avant le commencement de juillet prochain, il serait impossible de lever la somme de 350.000 l., et il conviendrait même naturellement de n'en faire payer que la moitié. M. de Bernage avait néanmoins proposé par sa lettre du 7 mars dernier de faire donner jusques à 300.000 l. Mais, comme d'un côté la résolution a été différée, et que d'un autre, outre l'imposition faite pour la suppression des syndics des communautés, on a encore imposé les trois deniers des grelliers des rôles qu'il faudra que la province paye, qu'on fournit 300 pionniers pour les travaux de Belfort pendant tout l'été, auxquels les communautés sont obligées de donner de quoi subsister, le paiement de leur travail n'y suffisant pas, ce qui fait une charge imprévue très considérable et qu'enfin il serait

et la subsistance des armées¹ ; l'établissement de droits communaux, ou la confiscation de ceux déjà existants, au profit du

1. Dépenses très difficiles à évaluer. Voici seulement quelques détails (tirés du livre déjà cité de M. Boussey).

Excédent des fourrages : la province paya à ce sujet	40.000 l. en 1698.
Quartier d'hiver ou ustensile :	340.862 l. en 1677,
	362.000 l. en 1678,
	162.600 l. en 1688,
	180.000 l. en 1696.

Milices franc-comtoises (coûtèrent pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg : 223.773 l. + 300.000 l. pour les communautés).

Dans la lettre du 22 mars 1703 de l'intendant de Bernage au ministre,

impossible de lever 240.000 l. qu'il faudrait imposer pendant cette demi-année, parce que l'augmentation sur le sel ne produirait pour les six mois que 60.000 l., il n'y a pas moyen de donner plus de 250.000 l. en tout, savoir ladite somme de 60.000 l. sur le sel, qui sera payée comptant et d'avance au 1^{er} juillet, et le surplus montant à 190.000 l. par imposition sur les villes et communautés, ainsi qu'il est porté par le projet d'arrêt. Au surplus, en entrant dans le détail des recouvrements qui se poursuivent actuellement pour les affaires dont on propose de décharger, il est certain qu'on n'en tirerait pas la moitié de cette somme dans le courant de cette année, comme on pourra voir par un bordereau ci-joint. Ainsi, c'est toujours un avantage considérable pour le présent, et on croit qu'il sera trouvé encore plus grand pour l'avenir, puisque les 350.000 l. revenant de net tous les ans dans les coffres du roi, à la déduction seulement de la remise modique des receveurs généraux et particuliers sur les 230.000 l. imposées, doivent produire un aussi grand secours qu'une somme de près de 450.000 l. qui serait recouvrée par les traitants, à cause des 2 s. pour livre en dehors et les remises en dedans, qui leur sont accordées, sans compter les grands frais que supportent les redevables.

Bordereau des affaires extraordinaires dont les recouvrements ne sont pas encore commencés et comprises dans le projet d'arrêt que M. de Bernage propose de rendre pour en décharger le comté de Bourgogne, et de ce qu'on pourrait espérer d'en tirer dans le courant du reste de cette année si les édits étaient exécutés.

Greffiers des insinuations, créés par édit du mois de décembre dernier, dont es établissements sont à peine faits, par estimation au plus,..... 20.000 l.

Echevins des hôtels de ville, concierges et garde-meubles, par édit du mois de janvier dernier, dont la réunion a été proposée à la somme de 74.000 livres, dont il ne doit être payé que moitié cette année, qui ne pourra être recouvrée en entier, par estimation,..... 30.000 l.

Contrôleur des greffes des hôtels de ville, greffes d'écritoire et commissaires aux revues, par édit du mois de janvier dernier, ne pourront être vendus ou réunis qu'on n'ait créé des greffiers des hôtels de ville dans ladite province, n'y en ayant jamais été établi, et je ne vois pas d'espérance d'en rien recouvrer cette année.

Contrôleur visiteur des poids et mesures, par édit du mois de janvier : cette affaire commence : elle est difficile à établir parce qu'on n'a jamais rien levé sur les marchands et artisans du comté de Bourgogne : elle pourra se tourner en réunion, mais on ne voit pas qu'il puisse y avoir encore que très peu de chose de recouvré dans le courant de l'année. Cependant on met par estimation, 15.000 l.

Greffier des rôles des impositions, par édit du mois de janvier : on compte de n'en faire la réunion que l'année qui vient : cependant on a imposé les trois derniers mois : comme on ne propose pas de décharger la province de cette imposi-

Trésor royal : enfin quantité de sommes payées à un gouvernement dont la détresse financière était telle que l'intendant de

nous trouvons l'état suivant des « impositions faites au comté de Bourgogne pendant l'année 1703 :

Imposition ordinaire.....	820,000 l.
Capitation.....	751,206
Subside extraordinaire pour imposition et augmentation sur le sel.....	330,000
Excédent des fourrages et frais des quartiers d'hiver.	371,636 l. 10 s.
Ustensile des troupes.....	180,000
Pour le dernier paiement de la suppression des offices des syndicts.....	55,000
Ponts et chaussés..... 15,000	35,000
Pont de Port-sur-Saône..... 20,000	
Pour les fourrages du commissaire provincial.....	1,140 l.
Chauflage du château de Joux..... 549	3,049
Bois mis en provision dans ledit château.. 4,000	
Pour la moitié de M... et pour l'audit du bailliage de Pontarlier..... 4,500	
Total :	2,585,373 l. 3 s. 4 d

Il faudrait ajouter pour les 4,000 pionniers à envoyer à Haguenau (demande faite par le ministre).	750,000
	3,335,373 l. 3 s. 4 d

A toutes ces sommes payées par la province s'ajoutaient encore celles occasionnées par les petits billets. Voici quelques chiffres tirés des mandements annuels de l'intendant :

En 1680, la Franche-Comté paya	30,000 l. (réparation des chemins),
1695, —	15,700 l. (réparation au pont de Gray),
1698, —	30,450 l. (rétabl ^t des ponts de Secy-s.-Saône et de Pesmes).
1688, —	240,000 l. (hôpital de Besançon) + 25,000 pour le même objet, réparties sur les 4 années 1698, 1699, 1700, 1701.
1684, —	29,984 l. 18 s. 10 d.
1685, } indemn. aux propriét. expropriés pour les fortificat. des villes.	2,954 l. 18 s. 10 d. + 53,678 l. pour le même objet en 1694, 1695, 1696.
1686, —	38,616 l. 3 s.

tion déjà faite, et qu'elle sera payée au traitant, elle ne doit pas être mise ici en ligne de compte.

Les inspecteurs des boucheries, par édit du mois de février, fixée à 120,000 l., et les deux sols pour livre, pour les villes de cette province : on devrait en recevoir la moitié cette année, mais les adjudications n'ayant pu encore être faites, et l'argent étant rare, ce sera beaucoup si on en tire..... 50,000 l.

Commissaires aux saisies mobilières, par édit du mois de mars ; ces offices seront d'un très difficile débit, et d'autant plus dans cette province qu'on ne peut

Haroüys, reconnaissant que *l'argent n'a jamais été si rare*, lui écrivait le 27 octobre 1702 : *Je frapperay à toutes les portes des pères qui ont des enfants à placer et des avocats, et autres personnes dont la fortune peut soutenir l'acquisition d'une charge.*

Non seulement la royauté française n'offrit pas le bien-être à sa nouvelle conquête, mais encore elle essaya de lui ravir sa liberté. Le magistrat qui jusqu'alors y avait été le véritable souverain en était l'expression même : chaque bannière, en effet, nommait six procureurs spéciaux choisis parmi ses membres huit jours avant la saint Jean-Baptiste, pour procéder à l'élection de quatre notables de la même bannière. Les vingt-huit notables désignés par ces quarante-deux procureurs spéciaux entraient en fonctions chaque année le jour de saint Jean-Baptiste. Ils s'assemblaient en l'hôtel consistorial, éalisaient un d'entre eux pour présider leur compagnie, et nommaient, en les prenant soit parmi eux-mêmes, soit dans la masse des citoyens, et à raison de deux par bannière, les quatorze gouverneurs qui dirigeaient la cité chacun à son tour par semaine.

Le Conseil d'État était composé en somme des quatorze gouverneurs en exercice, des anciens co-gouverneurs et des vingt-huit notables. Dans les affaires extraordinaires, on appelait aussi les quarante-deux procureurs spéciaux qui avaient été choisis pour procéder à la dernière élection de notables, et parfois même on faisait convoquer par les sergents et les commandeurs de bannières tous les chefs d'hôtel nobles ou bourgeois indistinctement.

Un pouvoir de forme aussi républicaine ne pouvait subsister sous un roi tel que Louis XIV. Aussi fut-il supprimé par lettres patentes du 26 août 1676. A sa place fut érigé un magistrat composé, à l'instar de la ville de Dôle, d'un maire ayant qualité de vicomte et pouvoir de choisir un lieutenant pendant l'année

les réunir aux commissaires aux saisies réelles, qui ne sont que des gens de facultés modiques, parce que leurs offices sont presque sans fonctions, à cause de l'usage qui s'y observe de ne pas dépouiller la partie saisie par des baux judiciaires : on met cependant par estimation pour cette affaire..... 5.000 l.

Total, qu'on ne croit pas même qui soit recouvré en entier..... 120.000 l. »

4 mai 1704, ...

DE BERNAGE

(Correspondance des Intendants de Franche-Comté.)

de sa magistrature, de trois échevins, de seize conseillers, de vingt notables, d'un syndic et d'un sous-syndic. Suivant l'édit de création, ce nouveau magistrat devait être élu d'année à autre, mais ces élections cessèrent d'avoir lieu vu que les charges furent créées vénales et héréditaires par édit donné en août 1692. Les offices, déclarés vénaux, ne furent réunis aux hôtels de ville que moyennant 36.000 livres de finances, et comme cette finance, au lieu d'être prise dans les caisses de la ville, fut fournie par les officiers municipaux en exercice, ceux-ci en conséquence traitèrent leurs offices, sinon comme propriétaires, du moins comme ayant générale et spéciale hypothèque sur ces mêmes offices. L'élection du maire et des échevins se fit bien chaque année et avec le concours des notables, mais les titulaires furent toujours choisis parmi les conseillers en fonctions ¹.

1. ÉLECTIONS DE LA MUNICIPALITÉ (Registre des délibérations municipales).

« Ce jour étant celui auquel se doit faire l'élection de M. le maire et des échevins qui doivent être à la tête de Messieurs du Magistrat pendant la prochaine année mille sept cent deux, et qu'à cet effet il convient faire choix des sieurs notables qui procéderont à ladite élection conjointement avec Messieurs du Magistrat, l'on a observé l'ordre établi dès le changement de la forme du Magistrat. Et pour ce, chacun de ceux qui la compose à présent a nommé au secrétaire deux sieurs notables, savoir..... etc... »

(samedi 31 décembre 1701)

« Pendant que le secrétaire a couché tous les noms des susdits sieurs notables dans les billets séparés, l'on a tiré dans le nombre de messieurs du Parlement dont les noms étaient dans des billets roulés deux qui se sont trouvés être MM. Franchet de Coudrey et Chifflet, auxquels ont été députés MM. les conseillers de ville Paris et Renard, qui les sont allés inviter à se trouver à l'élection de MM. le maire et échevins.

« Pour MM. les notables, Messieurs les ont envoyés inviter de se trouver instantment en la chambre du Conseil au sujet de la susdite élection, et ce, par des billets signés du secrétaire, qui leur ont été portés par les gardes de police et sergents de ville, et qui avaient été tirés au sort du nombre ci-devant spécifié, jusqu'au nombre de dix-huit, lesquels, avec MM. les deux conseillers du Parlement composent les vingt notables, et sont : ...

« Pendant que l'assemblée se formait, MM. du magistrat sont passés en l'église paroissiale Saint-Pierre où ils ont ouï la messe solennelle que leurs prédécesseurs dans le Magistrat ont fondée pour attirer sur eux et sur toute la cité les grâces si nécessaires à cette action.

« A leur retour, ayant trouvé MM. les notables qui les attendaient dans la chambre du conseil, M. le maire a invité la compagnie à prendre place, ce qui s'est fait en la manière ordinaire, savoir M. le mayor et MM. les trois échevins dans leurs fauteuils ordinaires sur la première ligne.

« A la droite de M. le mayor, MM. les deux conseillers du Parlement dans des fauteuils à la tête de MM. les conseillers de ville par une petite sépa-

Ces magistrats d'ailleurs perdirent la plupart des attributions de leurs prédécesseurs. Le maire et son lieutenant seuls conser-

ration, le Magistrat suivant, sur la seconde et troisième ligne, selon le rang de leur séance ordinaire. Et la quatrième ligne formant le carré occupé par MM. les notables sans distinction de séance, mais comme ils se sont trouvés.

« Ensuite M. Biétrix, vicomte mayor, après avoir remercié par un compliment MM. du magistrat de l'honneur qu'ils lui avaient fait de le mettre pendant l'année à la tête d'une sage, prudente et montante compagnie, et des bons avis qu'ils lui avaient donnés, par lesquels il avait eu le moyen de soutenir le faix d'une charge aussi considérable que celle de maire de Besançon, ce qu'il n'aurait pas pu espérer de remplir assez dignement sans ce recours, puis il a dit que le sujet principal de l'assemblée était pour choisir un mayor pour l'an prochain, que la forme était de le prendre dans la compagnie de Messieurs les conseillers de ville, où l'on ne pourrait pas pécher, tous étant d'un maître distingué et d'une prudence nécessaire à cette fonction : ce qui s'est exécuté en cette manière :

« Deux religieux de Saint-François ayant été appelés pour recevoir les suffrages, et à cet effet placés dans la chapelle du Magistrat, dont l'un marquait les voix et l'autre contrôlait, MM. les deux conseillers du Parlement les tous premiers sont allés élire, ensuite MM. les conseillers de ville, qui ont été suivis de MM. les notables, selon qu'ils se sont trouvés assis, puis M. le troisième échevin est allé porter son suffrage, qui a été suivi du second et ensuite du premier, cette élection ayant été fermée par le suffrage de M. Biétrix.

« Le religieux qui recevait les voix ayant apporté la carte en la chambre du conseil, toute la compagnie a reconnu que M. Charles Gillebert, avocat au Parlement et conseiller de ville était choisi pour vicomte mayor, ayant eu toutes les voix à réserve d'une seule.

« M. Biétrix, auquel en qualité d'ancien maire touchait de prendre la charge de premier échevin quittant celle de maire à M. Gillebert s'est placé dans celle de premier échevin.

« M. Gillebert prenant la place de maire a éloquentement complimenté la compagnie, ensuite duquel il l'a priée de procéder à l'élection du second échevin, à quoi elle y a procédé en la même manière que pour la charge de maire, et s'est trouvé être M. de Boulot.

« Puis on a choisi de la même façon le troisième échevin, qui a été M. Paris ; cela fait, M. Gillebert, vicomte mayor, a remercié MM. les notables, qui se sont retirés.

« Et comme c'est l'ordinaire d'aller rendre compte aux supérieurs de l'élection qui se vient de faire, Messieurs en corps sont passés à l'hôtel de M. l'Intendant, où, ayant eu le bonheur de le rencontrer, M. Charles-François Gillebert, nouveau maire, lui a rendu un fidèle compte de l'élection qui se vient de faire, loué MM. du Magistrat de la prudence de leur choix, en a témoigné une satisfaction toute particulière, et assuré qu'elle ne sera pas désagréable à Sa Majesté, puis Messieurs, M. le maire en son hôtel, chacun s'est retiré chez soi, ainsi a fini l'année. » (samedi 31 décembre 1701).

Luc Marquis, secrétaire.

« Toute la compagnie s'étant rendue en la chambre du conseil, et aver-

vèrent l'exercice de la justice haute, moyenne et basse et de police sur les citoyens de Besançon et habitants des cent villages du ressort. Les appellations de leurs jugements ressortirent au Bailliage royal et par appel au Parlement, et il en fut de même pour les appellations des jugements de la vicomté et ancienne mairie. Le conseil en corps cessa de juger les affaires civiles, les notables ne furent plus appelés au jugement des causes fiscales qui excédaient soixante sols d'amende ; les magistrats et notables cessèrent de connaître conjointement des matières criminelles, et le privilège de non-distraction de ressort des habitants de Besançon, de territorial qu'il était, devint provincial.

Quant aux puissances judiciaires et politiques que la royauté installa dans la capitale franc-comtoise, et à qui elle délégua toute sa force et conféra beaucoup d'honneurs, elles furent toutes incomparables pour donner des ordres, mais ignorèrent souvent l'art d'administrer ¹. Toutes, parlant également au nom du souverain, et n'ayant pas de champ d'action nettement limité, firent naître entre elles de formidables querelles que ne parvenait pas toujours à apaiser l'intendant, parfois moins bien en cour que quelques-uns de leurs représentants, ainsi qu'on le voit par le conflit survenu ² en novembre 1701 entre M. d'Haroüys et le sieur Perrault, *grand maître des eaux et forêts de France au département du Doubs, comté de Bourgogne, haute et basse Alsace et autres provinces.*

tie que MM. du Parlement étaient entrés en leurs Chambres, M. le maire et MM. les trois échevins ayant pris leurs robes de cérémonie, sont passés en la grande chambre du Parlement, accompagnés de tous MM. du Magistrat, et suivis du secrétaire, où M. le maire s'est avancé à M. le président, qui lui a donné le serment à lire, ce qu'il a fait un genou à terre, et la main sur le livre, puis M. M. sieurs du Magistrat sont retournés en la chambre du conseil où ils ont été remerciés par M. le maire de la peine qu'ils se sont donnée de l'accompagner au serment. » (lundi, 3 janvier 1702).

1. « Les débuts de l'annexion furent difficiles : conflits fréquents, privilèges et questions de préséance sans cesse mis en cause. Les intendants, tout en abusant des finances de la ville, malmenaient le Conseil ; un d'eux le traita un jour d'inepte ! Le Parlement, à son tour, en supprimant la plupart des attributions de la juridiction municipale, froissa ses susceptibilités. Les fonctionnaires royaux étaient plus intractables que la féodalité archiepiscopale, avec laquelle, après tant de démêlés, la Ville avait fini par conclure un *modus vivendi* très conciliable avec sa dignité, et, à la fois sa piété. » Coindre, *Mon vieux Besançon*, 1^{er} fascicule, p. 88.

2. *Correspondance des Intendants de Franche-Comté* (année 1701).

Aussi la Franche-Comté tout entière ne fut-elle d'abord rattachée à la France que par crainte. L'union morale avec le pays n'exista pas. La province, qui avait été pour l'Espagne comme une pépinière d'hommes d'État et d'administrateurs habiles, sembla épuisée sous ce rapport ¹. Longtemps aucun franc-comtois ne sera admis dans les Conseils de la couronne ni chargé de représenter la France à l'étranger. A Versailles, le roi n'en verra que rarement, et comme Louis XV en témoignera sa surprise en disant un jour : *Mais où sont-ils donc ? — Sire, lui répondra-t-on, dans vos armées* ² ! La vieille cité comtoise en particulier, qui avait derrière elle des siècles de franchises communales, tenait à sa liberté et se souvenait d'avoir été une république. Persuadée qu'elle

1. Bourgoin, *État des esprits et des idées en Franche-Comté au XVIII^e siècle*.

2. « Je crois que la perte de la nationalité franc-comtoise était dans la logique des faits, et que longuement préparée et comme ébauchée déjà plusieurs fois, elle n'a apporté dans les institutions du pays et dans l'esprit des Francs-comtois aucun de ces bouleversements profonds qui brisent les traditions et déconcertent à tout jamais les esprits et les caractères. Les événements de 1668 et de 1678 n'en avaient pas moins entraîné toutes les brutalités et toutes les hontes de la conquête. La nation en fut profondément humiliée. Ce sentiment ne se traduisit que très rarement par des accès de colère ou tentatives de revanche ; c'est au contraire par une sorte d'affaissement moral et d'impuissances intellectuelles qu'il semble s'être manifesté. » Boussey, *La Franche-Comté sous Louis XIV*, p. 15.

« Cependant le peuple franc-comtois devait longtemps conserver ses vieilles mœurs, ses vieilles idées, son vieil esprit national ; placé entre son avenir et son passé, il devait longtemps garder ses sympathies pour l'Espagne, ses antipathies pour la France. Un siècle s'écoulera sans qu'il puisse s'habituer à se croire Français, sans qu'il puisse rien oublier, rien apprendre. Il restera grave, austère, triste ; il protestera par ses mœurs, par son isolement, par ses actes, contre sa nouvelle existence ; il gardera la dague et la barbe espagnoles ; il continuera de se faire enterrer la face contre terre et le dos tourné aux vivants, les pieds contre la France ; il dira, lorsqu'il ira seulement outre-Saône : Je vas en France ! » Rougebief, *Histoire de la Franche-Comté*, p. 556.

« Louis XIV avait trop humilié le pays nouvellement conquis, il s'était, par exemple, fait offrir par divers fonctionnaires un canon enrichi d'ornements, où l'on voyait un vainqueur ayant à ses pieds deux esclaves enchaînés. Il avait aussi voulu consacrer par l'arc de triomphe de la porte Saint-Martin à Paris, le souvenir de sa conquête et sur l'attique de ce monument il avait fait écrire cette imprudente dédicace : Ludovico Magno, Sequanis bis fractis et victis ; dans les bas-reliefs, le monarque s'était fait représenter sous les traits d'Hercule couronné par la Victoire, avec une nation suppliante à ses pieds, et, près de lui, la Renommée qui se dispose à emboucher la trompette, pour annoncer au monde la clémence du vainqueur. » Rougebief, *ouvrage cité*, p. 557.

devait être regardée d'un œil différent des autres de cette Province, elle défendit contre la France son nom, ses titres et sa puissance seigneuriale. La citadelle agrandie et réparée, avec la menace incessante des canons du roi, apparaissait au-dessus d'elle. Mais le magistrat et souvent le Parlement lui-même firent une opposition si obstinée aux actes du bon plaisir royal que l'énumération serait longue à faire de leurs plaintes, de leurs procès et de leurs résistances. Il en résulta qu'au début du xviii^e siècle, grâce à l'entêtement de ses habitants et de ses pouvoirs locaux, Besançon conservait, ou plutôt regagna petit à petit, une partie de sa traditionnelle indépendance. Ainsi, à la demande des magistrats, suivant une requête présentée par l'archevêque en 1701, la justice de Régalie, confisquée autrefois par les gouverneurs de la Cité, ne fut pas rétablie¹ ; les offices de lieutenants généraux de police créés dans toutes les villes du royaume, par édits des mois d'octobre et de novembre 1699, furent, en novembre 1700, moyennant la finance de 40.000 livres, réunis à leur corps, et ils restèrent maintenus dans la possession de la police sur la ville et sur les cent villages en dépendant ; l'arrêt du 7 octobre 1702 leur conserva les attributions de voirie, revendiquées par la Chambre des Comptes de Dôle² ; plusieurs arrêts maintinrent la compétence de la nouvelle mairie, que les officiers royaux voulaient confisquer à leur profit ; le 17 octobre 1735, le magistrat obtint même une juridiction qu'il n'avait encore jamais eue sur les forêts situées dans le voisinage de la ville ; par les déclarations des 28 décembre 1700 et 6 avril 1701 les appels de ses jugements en fait de police ressortirent désormais nuement au Parlement et non plus au Bailliage ; les habitants et citoyens de Besançon conservèrent, par la déclaration du roi du 15 mars 1731, le privilège de solliciter en tout état de cause, les cas royaux ou prévôtaux exceptés, l'instruction de leurs affaires soit criminelles soit civiles, par la justice locale de vicomté, avec appel en la grande Chambre du Palais, etc., etc...

1. Voir Pièces justificatives, p. 113.

2. Id., p. 119.

RICHESSES ¹.

Aujourd'hui, Besançon peut revendiquer une part sensible dans la richesse nationale du pays. Elle était loin de mériter un tel éloge au début du XVIII^e siècle. Les mêmes difficultés géographiques, qui expliquaient sa fortune militaire et son isolement politique, constituaient pour son développement commercial des obstacles puissants à une époque où l'art de l'homme n'était pas encore parvenu à suppléer aux dons naturels. Ainsi le 3 novembre 1702, M. de Harouys déclare au Contrôleur général qu'il y *fait fort cher vivre, parce que le Doux ne porte point bateaux et que tout vient par charrois dans cette ville dont les abords sont très difficiles* ; le 20 novembre 1701 il lui avait déjà écrit : *si on manquait la crue d'eau, et que le froid, qui est violent icy, et qui commence de bonne heure, fit prendre la rivière, on se trouverait absolument sans bois.* » En 1756 encore, le président de Courbouzon écrira : *Qui eût dit à nos pères que l'on irait un jour en berline à Saint-Claude, que l'on descendrait ensuite les Faucilles pour arriver à Genève, que nous communiquerions avec la Suisse par des routes aussi belles que l'on peut les voir dans l'intérieur du royaume, que les vins du bailliage de Lons-le-Saulnier se rendraient un jour sur les places publiques de Besançon ? On eût regardé ces discours comme une extravagance.*

A ces mauvaises conditions physiques s'ajoutaient les déplorables effets d'une fiscalité locale ² très oppressive, et du système de douanes tracassier et tyrannique, qu'avait introduit la conquête en Franche-Comté. *Un Franc-Comtois, dit un document du temps, ne porte pas un habit de drap qui ne soit imposé au moins à cent sols. Sur les 17.800.000 milliers de fer produits, les droits de toutes sortes, marques, octrois et péages,*

1. Pingaud, *L'industrie et le commerce en Franche-Comté au XVIII^e siècle.* — Suchet, *De l'industrie en Franche-Comté avant et après la conquête de Louis XIV.* — Correspondance des Intendants de Franche-Comté. Grimont, *Annales de Besançon.*

2. « Tout négociant étranger était soumis à de rigoureuses formalités. Les Juifs, principalement, n'étaient tolérés que pendant huit jours et à la condition expresse de se renfermer dans leur profession déclarée, sans autre spéculation ». Coindre, *Mon vieux Besançon*, 1^{er} fascicule, p. 55.

emportaient près d'un million. D'autre part, la Franche-Comté, devenue française, était, ne l'oublions pas, au point de vue du commerce, réputée étrangère. Toutes les routes qui conduisaient chez elle, qu'elles vissent de l'intérieur du royaume, de l'Alsace et de la Lorraine, pays traités à l'instar de l'étranger effectif, ou de la Suisse et de l'Allemagne, étaient gardées par une ligne de bureaux de douane et une armée de commis. Il fallait payer ici aux gens du roi, là aux États de Bourgogne, payer pour l'entrée et la sortie des marchandises, pour l'introduction des draps de Normandie, ou pour l'expédition des fers comtois à Lyon. Aussi les commerçants de Besançon, appelés à rédiger leur cahier pour les États Généraux de 1789, considéreront le reculement des barrières comme une réforme aussi nécessaire que l'abolition des privilèges et l'égalité devant l'impôt. De toutes les provinces conquises, diront-ils, la Franche-Comté est celle qui a le plus à se plaindre du régime financier : depuis un siècle, chacune des branches de son commerce n'a cessé d'éprouver des entraves, et ils ne reconnaîtront avoir été Français jusqu'alors que pour en acquitter les charges ¹.

1. Dans les registres des délibérations municipales, à la date du 14 novembre 1701, nous trouvons déjà, à ce sujet, les doléances suivantes :

« M. d'Orival, qui a dressé le mémoire des raisons que les négociants de cette province ont de demander au roi le transport des bureaux des traites foraines sur les frontières d'icelle, il est fait lecture et est tel

Mémoire des magistrats de Besançon et des autres villes du comté de Bourgogne pour servir de réponse à celui du fermier général.

Outre les raisons que le fermier général rapporte au commencement de son mémoire, par lesquelles les magistrats des villes du comté de Bourgogne établissent leur prétention sur le fait des bureaux, ils en ont encore une très considérable laquelle consiste en ce que depuis plus de vingt-trois ans que cette province a été cédée et réunie sous l'heureuse domination de Sa Majesté, les habitants payent toutes les mêmes charges que les anciens sujets du royaume, et cependant ils n'ont pas les mêmes droits et privilèges, puisqu'ils sont obligés de payer l'entrée et la sortie de toutes sortes de marchandises dans les bureaux des cinq grosses fermes établies entre les provinces du royaume et celle-ci, comme des étrangers, et qu'on leur fait encore payer dès la dernière guerre l'entrée de toutes les marchandises étrangères dans les bureaux qui sont sur leurs frontières du côté des étrangers comme aux anciens sujets de Sa Majesté.

Ce qui paraît très dur, fait une distinction très désavantageuse et ruine absolument le peu de commerce qui restait dans ladite province.

C'est ce qui les a obligés de se pourvoir à Sa Majesté pour lui demander le transport sur les frontières de Suisse, Allemagne et Lorraine, des bureaux qui sont entre les provinces du royaume et la Comté, ou du moins

L'isolement naturel de Besançon dans la province et l'isolement financier de la Franche-Comté dans toute la région expli-

de lever les bureaux établis dès la dernière guerre sur les frontières du côté des étrangers pour pouvoir négocier comme ils faisaient avant l'établissement desdits bureaux.

Le fermier général ne peut s'empêcher d'avouer par son mémoire que les négociants de Franche-Comté sont dans un état violent et que l'alternative qu'ils demandent paraît très juste dans le fond, et il ne s'oppose à cette prétention que sous deux prétextes sans fondement.

Le premier, que si l'on transportait sur les frontières de la province les anciens bureaux qui sont entre le duché et la Comté, le fermier général perdrait le produit de la rente desdits bureaux, et qu'il serait obligé de faire de nouveaux établissements du côté des étrangers pour empêcher l'entrée des marchandises défendues, et cependant entretenir des brigades entre la duché et la Comté et de faire des dépenses considérables pour s'opposer au faux saunage.

Et le second, que si on levait les bureaux établis pendant la dernière guerre et depuis la paix de Ryswick sur les frontières d'Allemagne, Suisse et Lorraine, il perdrait de même les droits établis sur les marchandises étrangères pour toutes sortes de marchandises étrangères entrant sans rien payer dans la Comté, qui servirait d'entrepôt pour de là faire passer lesdites marchandises défendues dans l'étendue des cinq grosses fermes.

C'est à quoi tout le contenu du mémoire du fermier général se réduit.

Mais quant au premier chef, il est constant que le produit de la recette desdits bureaux n'est pas considérable, puisque le plus grand négoce de la Franche-Comté se fait à Lyon et dans le temps des quatre foires franches, auquel les marchandises qui entrent dans la province ne payent point de droits pour la sortie de l'étendue des cinq grosses fermes.

Que d'ailleurs la diminution de ce produit serait suffisamment récompensée, et peut-être avec profit, par la diminution des frais de ces bureaux et la suppression des gardes qui y sont établies, par les droits qu'on lèverait sur les chevaux et sur le bétail et autres marchandises qui viennent d'Allemagne, Suisse et Lorraine, dans la province pour y rester, sur les blés qui viennent d'Alsace et de Lorraine et sur les vins et autres marchandises qui sortent de Franche-Comté pour aller en Lorraine, ce qui produirait sans doute un nouveau revenu considérable.

Et enfin que le fermier général n'aurait point de nouvel établissement de gardes à faire du côté des étrangers, puisqu'il en entretient actuellement un nombre très grand et plus que suffisant, et qu'au contraire il profiterait, comme il est dit ci-dessus, du retranchement de ceux qui sont dans les bureaux entre les provinces du royaume et la Comté, dans lesquels un très petit nombre et seulement quelques gardes ambulants seraient évidemment suffisants pour s'opposer au faux-saunage, suivant qu'il se pratique entre les provinces du royaume pour éviter les fraudes de l'une à l'autre.

Quant au second chef, qui concerne les bureaux établis dès la dernière guerre, sur les frontières d'Allemagne, Suisse et Lorraine, il paraît par l'exposé même du fermier général que le produit en est très léger et ne doit pas faire obstacle à une prétention aussi juste que celle des habitants de la Franche-Comté.

Si le fermier général avait rapporté l'état de ce produit pendant toutes

quaient donc la faible vitalité du commerce bisontin. A part le léger commerce de transit entre l'Alsace, la Suisse et Lyon, et l'importation sensible de draps, d'étoffes et de toiles, on ne peut signaler d'intéressant alors que les quelques foires¹ qui se tenaient dans la ville et où les Suisses venaient acheter, pour les y revendre à l'âge adulte, des petits poulains qu'ils élevaient chez eux. Toutes les autres denrées et marchandises, vins, blés, viandes, pierres, bois, fers, verreries, etc. amenées avec lenteur, en petite quantité, et des régions avoisinantes, étaient totalement utilisées sur place par la population et par sa garnison.

les années de sa ferme jusqu'à présent, on reconnaîtrait peut-être que la dépense en a excédé la recette.

Mais quoi qu'il en soit, la demande des habitants de la Franche-Comté est très juste et très légitime : ils se trouvent dans un état violent de payer doublement l'entrée et la sortie de toutes sortes de marchandises, comme s'ils étaient en même temps étrangers et anciens sujets du roi ; le commerce de la province en est entièrement détruit, sans que le fermier général en profite, ou du moins son profit est très léger. Et l'inconvénient qu'il trouve dans la facilité qu'il y aurait de faire entrer les marchandises étrangères dans l'étendue des cinq grosses fermes si l'entrée en était libre dans la Franche-Comté, qui servirait d'entrepôt des marchandises est défondé par l'expérience journalière, et serait toujours évité par le moyen de tous les bureaux qui resteraient entre les provinces du royaume et la Franche-Comté, et qui empêcheraient bien l'entrée des marchandises comme ils l'ont empêché jusqu'à présent, même avant la conquête de la province.

Dont les habitants espèrent que par toutes ces considérations Sa Majesté aura la bonté de les traiter comme les anciens sujets, et de la même manière qu'on a usé en l'an 1601 avec les habitants de la Bresse et autres pays cédés, et que s'ils payent comme eux les droits d'entrée des marchandises étrangères, ils seront déchargés des droits que les étrangers payent pour la sortie des marchandises du royaume, puisque tous ces différents bureaux détruisent entièrement leur commerce et les ruinent absolument.

Et ce sans payer aucune somme annuelle au fermier général pour son prétendu désintéressement, dont ils ne lui ont jamais aucune offre ni soumission, leur demande étant trop raisonnable pour qu'il leur en coûtât quelque chose.

Et en tout cas, Sa Majesté est très humblement suppliée de faire mettre en considération dans le nouveau bail à faire des fermes générales le transport de ces bureaux pour éviter tout désintéressement et toute contestation avec le nouveau fermier. »

1. « Il y a encore quatre foires qui durent chacune huit jours et qui jouissaient des franchises qu'on accorde aux Foires privilégiées. Elles ont été très fréquentées dans les onzième et douzième siècles, et ce fut sur leur décadence que s'établirent les fameuses foires de Plaisance en Italie. » Dunod de Charnay, *Histoire de l'Eglise de Besançon*, pp. 157-158.

Il en résultait que si, la saison ayant été favorable, les halles de la ville regorgeaient de marchandises s'y donnant pour des sommes raisonnables, par contre si, malgré les processions solennelles où l'on avait porté le précieux saint Suaire par toutes les rues de la cité, malgré les messes carillonnées en l'honneur de la sainte Providence, malgré les monitoires féroces contre les insectes, la région n'avait fourni que peu de produits, tout se vendait hors de prix. Le journal de Grimont en donne les preuves suivantes : *L'an mille sept cent sept a été fort abondante, de sorte qu'on ne savoit où prendre des tonneaux pour mettre la vendange, si bien que cette année la pinte de vin ne valoit que trois liards, et quatorze ou quinze sols le setier de nostre monnoye, et quinze sols la mesure de blé.....*

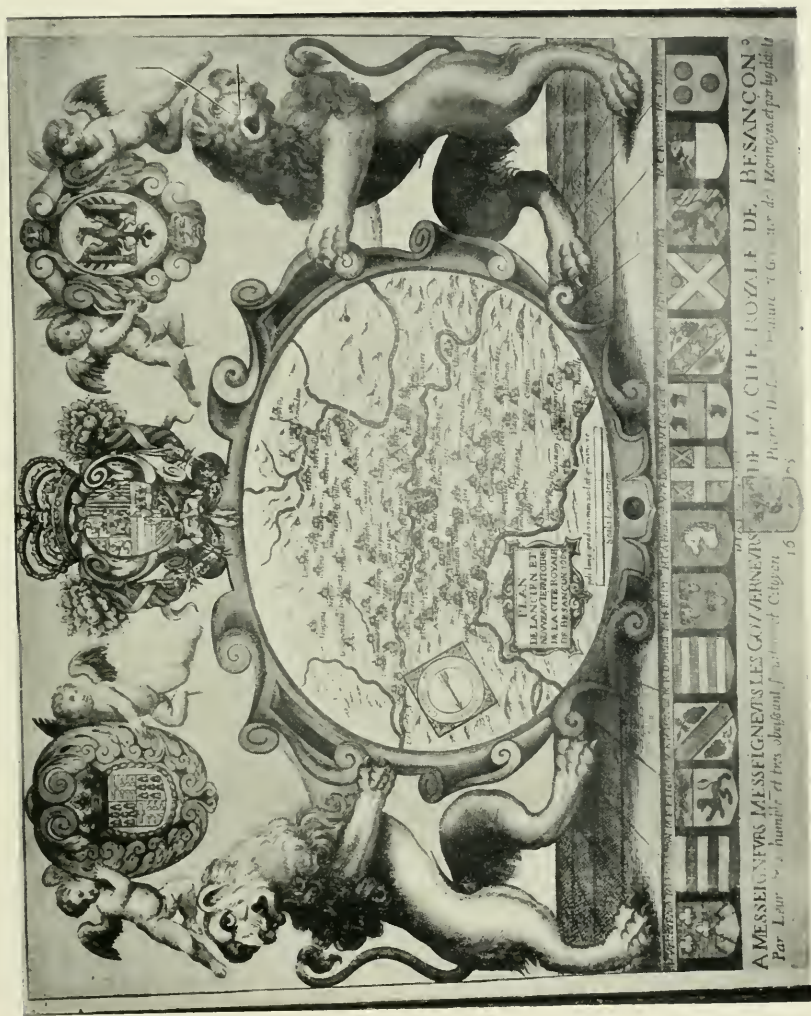
Il n'y eut cette année (1709) aucun froment, comme aussy toutes les vignes furent gelées... il n'y entra pas un chariot de vendange à Besançon... si bien que le vin se vendait sept à huit sols la pinte... le pain de froment se vendait trois sols, celui d'orge sept liards, la mesure de froment sept livres dix sols, encore fallait-il se battre comme au pillage pour en avoir; en la maison de Grandvelle où on le distribuait, il y avoit une grosse garde pour empêcher le désordre, car il a été plus de trois mois qu'on ne laissoit point entrer de blé dans les halles, l'avoine se vendoit trois livres et l'orge cinq livres : tous les noyers furent entièrement gelés.....

L'industrie n'était guère plus prospère que le commerce. La grande n'existait pas, cela va de soi. Mais si c'est une constatation banale que de le vérifier quelque part avant le xix^e siècle, là plus qu'ailleurs le fait était manifeste. Il n'y avait alors que des entreprises éparses, presque toujours menées sans énergie, et d'ailleurs découragées, elles aussi, par la législation tatillonne et tyrannique de l'époque. Les armuriers, jadis célèbres, avaient disparu, et l'horlogerie, qui constitue à présent la richesse principale de Besançon, ne date que de 1793, lors de l'arrivée de Mégevand et du flot d'émigrants qu'il dirigeait depuis Neuchâtel. Les salines, les hauts-fourneaux, les forges et les verreries, prospères alors en Franche-Comté, étaient trop éloignées de la nouvelle capitale pour en accroître les ressources. Les tisserands n'y travaillaient que pour les particuliers qui leur donnaient du fil, ainsi que le constate l'intendant de Bernage, dans une lettre

écrite au Contrôleur général, le 11 novembre 1704. Une seule « façonnerie » de drap de laine existait dans la ville, et de là ne sortaient que des produits assez grossiers connus sous le nom de droguets, solide et modeste étoffe dont l'usage s'est conservé parmi les habitants du Jura. Une façonnerie de soie avait été encouragée en 1611 par les pouvoirs locaux et on avait même, à cet effet, acheté d'un marchand de Lyon dix mille mûriers blancs, mais l'entreprise avait échoué. Quelques scieries, plusieurs ateliers de menuiserie décorative, et diverses fabriques de boisselleries, dont l'importance était suffisamment expliquée par l'étendue des forêts du pays ; des moulins à blé utilisant la force motrice du Doubs depuis un temps immémorial ; des imprimeries, dont les produits étaient assez appréciés, plusieurs moulins à papier vers Rivotte ; quelques huileries où l'on extrayait, des noix ou des navettes, une huile alors fort en usage dans le pays ; enfin la fabrication des vins tirés des coteaux voisins par l'ancienne corporation des vigneronns de Battant, et celle de poteries et de céramiques quelque peu connues, constituaient seulement les industries de l'agglomération urbaine la plus forte de la Franche-Comté. Un artiste toutefois, l'habile serrurier Chapuis, exécuta en 1703 la belle grille en fer forgé de l'hôpital Saint-Jacques d'une façon si merveilleuse que la légende populaire veut absolument qu'on lui ait crevé les yeux afin qu'il ne pût en faire ailleurs une aussi admirable.

Au début du xviii^e siècle donc, Besançon n'avait qu'un commerce purement local et une industrie peu active. C'était avant tout une ville parlementaire et militaire, et ses habitants, plus que les Comtois dans leur ensemble, semblaient mériter la remarque de Pellisson : ils n'avaient *nul soin du commerce ni des manufactures*.

Il convient néanmoins de rappeler à leur décharge que la cité avait derrière elle une ère assez longue de prospérité matérielle, que les invasions suédoise, allemande et française du xvii^e siècle, l'avaient profondément ravagée, et que, malgré les guerres futures, malgré les rigueurs fiscales de ses nouveaux maîtres, une renaissance assez lente, mais sensible, allait apparaître et devait durer jusqu'en 1789.



PLAN TIRÉ DE LA GRAVURE AU BURIN FAITE SOUS LES AUSPICES DE LA MUNICIPALITÉ DE BESANCON
 PAR PIERRE DE LOISY, 1665.

Les St
ationale de St

RJEUX

Mont

Fort

Cen

II. DU BUDGET PROPREMENT DIT ¹.

1. — RECETTES.

RECETTES ORDINAIRES : LES FERMES.

EXAMEN DE LEUR ORIGINE ET DE LEUR NATURE PARTICULIÈRES.

Le produit de l'amodiation des fermes établies pour le recouvrement de certains droits, dits droits anciens de la cité, avait été pendant de longs siècles la source principale des revenus communaux de Besançon. La conquête française n'apporta aucune altération à la base de cet état de choses. Diverses fermes dénommées fermes du roi, et créées pour percevoir de nouveaux droits

1. Plusieurs articles du budget communal de Besançon s'appliquaient à la fois à la ville et aux villages ou hameaux suivants qui en dépendaient :

Bregille.	Le Relançon.
Canoz.	Les Crais.
Champemelin.	Les Espoisses.
Chaprais.	Les Founottes.
Chateau-farine.	La Foret.
Cornandouille (Saint-Laurent).	Maillot.
Fontaine à cut.	Les Montarmot.
Fontaine-argent.	Les Quatre Vents.
Grande-Combe.	Les Vareilles.
Palante.	Montboucon.
Chapelle des Buits.	Planoise.
Gouille.	Port Douvot.
La Bouloye.	Prabey.
La Jaurande.	Saint-Claude.
La Grande Vèze.	Saint-Ferjeux.
La Petite Vèze.	Tilleroyes.
Le bief de Gland.	Torcot.
Le Gravier Blanc.	Troischastels.
Le Poligone.	Velotte.

*(État général des Villes, Bourgs, Villages, Hameaux
et Granges de la province de Franche-Comté.)*

Pour l'emplacement de tous ces lieux, voir les deux cartes ci-contre.

octroyés conditionnellement par Louis XIV, furent simplement ajoutées à celles déjà existantes. Les voici toutes, tant anciennes que nouvelles, et telles que le registre des délibérations municipales de l'année 1703 nous les signale :

Fermes du roi.

L'entrée des portes, autrement dit le rouage, y compris le cinquième qui en appartient à la cité comme ancien droit d'icelle.

Le droit d'entrée sur les marchandises.

Le droit d'un sol par pinte qui se débite dans la cité chez les hôtes, traiteurs, cabaretiers et gens tenant auberge.

Le droit qui se lève sur les bêtes que l'on tue dans les boucheries de la cité, y compris l'ancien droit appartenant à la cité sur lesdites bêtes.

Droits anciens de la cité.

Le droit ancien sur les marchands étrangers vendans la cité, appelé le deux pour cent.

Le droit sur les marées.

Le droit sur le poisson, dit l'halette du poisson.

Le droit du poids des hales et chambrettes en dépendantes pour ce qui en appartient à la cité.

La marque des cuirs.

Le droit sur les marchands étrangers vendans cuirs dans la cité.

Les signets des moulins.

Le droit des langues.

Le droit du port de Rivotte.

La rivière sous le pont.

La rivière de Chamars.

La rivière de Velotte.

La rivière de Rivotte.

La fontaine de Saint-Léonard.

Chambrettes près l'église de Sainte-Madeleine (la cinquième, la sixième et la septième).

Places au bout du banc des tripes (la douzième, la treizième, la quatorzième, la vingt-et-unième, la vingt-deuxième).

A cette liste déjà longue, doit s'ajouter cependant le droit ancien d'entrée du vin, qui ne s'y trouve pas mentionné, mais que signale le registre des édits de police municipale.

Passons successivement en revue ces différents droits, avec

leurs origines diverses et les conditions particulières de leurs « laissées » :

*Le Rouage*¹.

Les Magistrats de cette ville, avant la conquête qui en fut faite en 1674, avaient plusieurs droits anciens et patrimoniaux, du nombre desquels était celui... de rouage, c'est-à-dire de faire payer par chaque chariot et charrette chargés qui entrent dans la ville, huit deniers.

En 1676, le Parlement de Dôle ayant été transféré à Besançon moyennant trois cens mille livres, il fallut, pour faciliter le payement de cette somme, établir plusieurs gabelles, ce qui fut permis aux magistrats par une lettre de S. M. sans autre patente ou arrêt ;

et augmenter certains droits, dont celui de rouage, à raison de deux sols huit deniers² par chaque chariot et charrette entrant dans la ville.

Après le payement de ladite somme, en 1679, il fut jugé nécessaire de bâtir des casernes, les charges de la ville augmentèrent tant par les logements des officiers généraux que par diverses gratifications aux officiers de l'état major et autres charges, les magistrats se voyant hors d'état de soutenir toutes ces dépenses avec les anciennes charges de la ville, furent obligés de demander à S. M. la continuation des gabelles établies précédemment, ce qui leur fut accordé pour trois ans par S. M., qui se réserva en même temps, après l'expiration desdits trois ans les trois gabelles suivantes dont le prix ou produit devoit être employé aux entretiens et augmentations des fortifications :

l'augmentation du droit de rouage, et les droits sur les marchandises et sur les cabarets.

Toutes les autres gabelles furent déclarées supprimées après l'expiration desdits trois ans et dès lors S. M. a toujours joui desdites trois gabelles dont les magistrats ont été les fermiers suivant les baux qu'ils en ont fait avec Messieurs les Intendants et à différents prix, à proportion des laissées qu'ils en faisaient à leurs sous-fermiers³.

Cependant comme après lesdits trois ans expirés les magistrats se trouvèrent encore surchargés, ils recoururent au Roy pour avoir per-

1. *Registres des délibérations municipales* (année 1703).

2. La livre valait 20 sols, ou 1 franc et demi (en monnaie de Comté).

Le franc 12 gros.

Le sol 12 deniers ou 8 engrognes.

Le blanc 5 deniers.

3. D'abord 36.000 livres, puis réduites à 24.000, en 1698 ramenées à 24.500 livres, enfin 27.000 en 1701.

mission de continuer la levée de l'augmentation de ce droit, ce qui leur fut accordé pour trois ans, qui ont été renouvelés dès lors jusqu'à présent, par divers arrêts de prorogation.

Conditions de la laissée : Le fermier recevra trois sols quatre deniers monnoye de France par chaque chariot et charrette chargés entrant dans la ville de Besançon, tant pour ancien que nouveau droit, dont le fermier en payera le cinquième au trésorier de la ville à cause de l'ancien droit qui lui appartient.

Duquel droit d'entrée ou de rouage sera exempt tout ce qui entrera pour les fortifications de ladite ville ; savoir tous les chariots, charrettes, tombereaux chargés de pierre, de chaux, sable, bois, briques, fascines, gazons, et généralement tout ce qui servira aux fortifications.

Sera pareillement exempt ce qui entrera pour la munition, pour l'étape, pour le magasin des fourrages, pour les affineurs des poudres et salpêtres.

De même ce qui entrera pour les Pères Capucins et Mères Cordelières.

Seront obligés lesdits fermiers du Rouage de laisser entrer gratis deux cents chariots pour l'hôpital de Saint-Jacques¹, tout ce qui entrera pour l'hôpital du Roy, et cent chariots pour l'hôpital du Saint-Esprit.

Comme aussy ce qui entrera pour le service de l'Etat major de cette ville, Citadelle, et fort Griffon, quand les chariots seront conduits par les chevaux appartenant à Messieurs dudit Etat major et non autrement, conformément aux ordres du Roy en date à Versailles le 12 mars 1690.

Seront aussy exempts tous les chariots qui seront chargés entre la citadelle et la ville.

De même que les chariots chargés du bagage des troupes.

Bien entendu que tout ce que les susdits exempts achèteront en ladite ville sera sujet à payer ledit droit.

Le premier président du Parlement de Besançon et les officiers de l'état-major prétendirent l'exemption du rouage, mais ils furent déboutés de leur demande après les réclamations suivantes des magistrats :

... Il est vray que M. Jobelot, son devancier², a quelquefois joui de l'exemption du droit de Rouage et d'autrefois, il l'a payé, mais quand on a bien voulu l'en exempter ce n'a été que par rapport à la

1. Alors en construction.

2. Le nouveau président s'appelait Boisot.

modicité des chariots qu'il faisait entrer dans la ville et seulement lorsqu'il se servait de ses chariots et chevaux conformément à l'ordonnance de S. M. du 12 mars 1690 qui n'en exemptoit l'Etat major qu'au dernier cas : sans que néanmoins M. le premier président ait été compris dans les exempts, et ce n'a été que par honnêteté que la ville s'est chargée et a tenu compte quelquefois aux fermiers de ce qui entroit pour M. le premier président par ses chariots et chevaux... toutes les honnêtetés tirent à conséquence et deviennent des obligations à la suite, en sorte que malgré les considérations que les magistrats ont pour M. le premier président et leur inclination à luy faire plaisir, ils se voyent dans la dure nécessité de ne pouvoir luy accorder ce qu'il demande, surtout dans une conjoncture où l'Etat major prétend les mêmes exemptions et où la Ville se trouve obérée.

Passant à l'exemption nouvellement prétendue par l'Etat major, il faut observer que dans les baux faits jusqu'à présent en présence de Messieurs les Intendants, on n'a réservé que Messieurs de Duras¹ et de Renty², M. l'Intendant et M. de Rostaing³, et les hôpitaux et les fortifications ; tous les autres officiers n'ont point joui de ladite exemption, en laquelle ils sont d'autant moins fondés, qu'à l'égard du Rouage l'augmentation de l'ancien droit se trouve céder au profit du du Roy qui en tire 27.000 livres par an y compris les autres gabelles que le Roy s'est réservé ; et même, suivant la déclaration du 12 mars 1690, ces Messieurs ne sont exempts dudit droit en ce qui concerne l'augmentation de l'ancien que pour ce qui entre dans la Ville par leurs chariots et chevaux comme il a été dit cy dessus... D'ailleurs ces Messieurs devraient se contenter des gratifications qu'on leur fait sans prétendre de nouveaux droits dans un temps où les peuples sont fatigués par plusieurs charges plus pressantes pour le service du Roy.

Entrée des marchandises.

La perception de ce droit établi en 1676 se louait comme suit :

Le fermier recevra vingt sols monnoye du Royaume de chaque cent pesant des marchandises fines, brutes, et embalées qui entreront en ladite ville, comme drapperies, toiles, soyes, merceries, épiceries, drogueries et sucreries, et six sols huit deniers par chaque cent pesant de toutes autres marchandises brutes et emballées cy dessus non spécifiées.

Desquels droits concernans lesdites marchandises fines ou gros-

1. Maréchal.

2. Lieutenant général.

3. Lieutenant du roy.

sières, seront exempts les planches, bois à bâtir et à brûler, charbon, tonneaux, seaux, cuveaux, cerces, tranchoirs, écuelles, toute sorte de menuiserie, fruits de la province, sur les potagers de toutes sortes et racines de quelques lieux qu'elles viennent, foin, paille, beurre, ouvrages d'abeilles, verres figurés ou non, livres, peintures encadrées ou non, vaisselle de verre de toute sorte, chanvre tillé ou non, de même que l'œuvre, chanvre, lin, filet, étoupes, miel, cire, et laines provenant du cru des citoyens ou résidens en ladite Ville de Besançon.

Comme aussi l'œuvre, lin, filet, étoupes, miel, cire et laines qui seront apportées à la main ou sur la tête par les habitants et résidens au comté de Bourgogne pourvu qu'il n'excède pas le poids de quinze livres.

Seront aussi exempts toutes sortes de filets et toiles, droguets ou draperies qui seront apportés ou amenés en ladite ville pour y être fabriqués, teints ou foulés, en prenant un billet du fermier à l'entrée desdites denrées, qui sera représenté à la sortie et ne pourra excéder le terme de trois mois, ce qui sera pareillement observé pour les filets et toiles que les habitans en sortiront pour les faire fabriquer ou blanchir auxquels le fermier sera tenu de donner ledit billet gratis.

Les marchandises qui entreront pour transit en ladite ville ne seront sujettes audit droit, mais seulement les marchands tenus de prendre billet du fermier à l'entrée et à la sortie, lesquelles marchandises devront être enlevées dans deux mois au plus tard, autrement ledit temps passé, seront sujettes audit droit d'entrée.

Duquel droit sera exempt tout ce qui entrera pour le service de S. M. et pour les maisons de Messieurs les Gouverneurs, Lieutenant général et Intendant de la province, les hopitaux du Roy, de Saint-Jacques et de la Charité.

Le fermier fera recevoir aux portes de la ville ledit droit d'entrée des marchandises qui n'excéderont le poids de cinquante livres.

Par exécution de ce que dessus, le marchand ou voiturier sera obligé avant que de faire entrer les marchandises, d'aller déclarer au bureau dudit fermier la pesanteur et qualité des marchandises qu'il voudra faire entrer, luy en payer les droits, et en cas de fausse déclaration desdites marchandises, en qualité ou pesanteur, celui qui l'aura faite sera condamné à cinquante livres d'amende applicables au profit dudit fermier : bien entendu que l'amende n'aura lieu en cas de fausse déclaration de la pesanteur si ce n'est que le poids excède le cinq pour cent de ladite déclaration.

Le marchand ou le voiturier ignorant le poids des marchandises qu'il voudra faire entrer il luy sera permis de les faire conduire aux halles de la ville, pour les y faire peser et après en payer le droit suivant ledit poids.

Des contestations fréquentes survenaient au sujet de ce droit d'entrée des marchandises. En voici un exemple typique, fourni par la délibération municipale du 27 février 1700 :

Messieurs, sur la réquisition d'un citoyen, ont mis en délibération si un citoyen qui achète pour son viage soit dans la province ou chez les estrangers une vieille tapisserie et qui la fait venir dans la Cité, est tenu de payer le droit d'entrée d'icelle, et sur ce, après avoir fait toutes les réflexions que l'on peut faire sur ce fait, l'unanimité a porté que cela ne doit point le droit de l'entrée des marchandises.

Gabelle du vin sur les hôtes et cabaretiers.

Établie en 1676, son règlement portait :

Sera payé au fermier par tous les hôtes, traitteurs, cabaretiers, gens tenans auberge, sans aucune exception, et par ceux qui donnent a boire et a manger pour argent en ladite ville, portes, porteries avancés et fossés d'icelle, meme par les entrepreneurs des fortifications, douze deniers tournois (au lieu de huit avant 1676), par pinte de vin qui se débitera et consommera en leurs maisons.

Ceux qui tiennent des pensionnaires seront exceptés dudit droit, lesquels pensionnaires ne seront réputés tels s'ils ne demeurent un mois consécutif et sans interruption, de même que ceux qui vendent ou revendent du vin au bouchon, soit de leur cru ou non, puvu qu'ils ne donnent a manger.

Tous citoyens manans ou résidens en ladite ville peuvent loger et donner a boire et a manger les veille jour et lendemain de Pasques et les samedy dimanche et lundy après l'Ascencion de N.-S. de chaque année sans pour ce être tenus audit droit de douze deniers par pinte.

Les hôtes, traitteurs, cabaretiers et gens tenans auberge ou qui auront fait tel commerce les premiers mois de l'année ne jouïront de la susdite exemption pour les susdits jours.

Sera ajoutée foy au Verbaux des commis du fermier qui auront été approuvés du Magistrat pourvu que lesdits verbaux soient attestés de deux témoins.

Les amendes qui proviendront de ladite ferme se doivent au profit de l'adjudicataire et seront de cinquante livres contre les contrevenants.

Est réservé le droit de faire vendre du vin aux cazernes, aux soldats tant seulement.

Gabelle de la boucherie.

Il est certain que la ville de Besançon a, de temps immémorial, un droit sur la boucherie, et que cet ancien droit est pour elle un bien patrimonial.

Ce droit consistait

à prendre sur chaque bœuf et vache qui se tuent en ladite ville cinq livres quatorze sols, sur chaque mouton, veau, chèvre et bouc, treize sols quatre deniers, et sur chaque cochon un droit à proportion.

A partir de 1676 le roi accorda de trois ans en trois ans une augmentation de

deux livres six sols par chaque bœuf et vache, de trois sols quatre deniers par veau, mouton, bouc et chèvre, et de six sols huit deniers par porc,

si bien qu'au début du ^{xviii}^e siècle les conditions de cette gabelle étaient devenues les suivantes :

Il sera payé au fermier par chaque bœuf ou vache qui seront tués dans les boucheries de la Cité ou maisons particulières, pour ledit droit ancien et nouveau douze frans monnoye ancienne, de mesme par chaque mouton, bouc ou chèvre, quinze gros, par chaque agneau sept gros et demy, ceux qui excéderont le poids de seize livres seront réputés moutons, par chaque cochon deux frans même monnoye, à réserve de deux que chaque citoyen ou ceux qui le seront recüs cy après pourront faire tuer annuellement pour leur usage et celui de leur famille en payant seulement six gros pour chacun desdits deux cochons.

Les Bouchers et autres vendans chairs et cochons frais, les hoteliers traitteurs et cabaretiers, quoyque citoyens ne jouiront pas de cette exemption.

Ne pourront les bouchers tuer aucuns bestiaux à l'exception des cochons hors des boucheries publiques, et seront obligés avant que de les y conduire, de prendre billet du fermier, et ne pourront tenir chairs dans leurs maisons, le tout à peine de cent livres d'amende.

Seront aussi obligés les autres particuliers qui voudront faire tuer pour leur usage et en leur maison quelques unes des betes sujettes au susdit droit, de prendre auparavant billet dudit fermier et luy payer ledit droit conformément au réglemant cy dessus à peine de dix livres d'amende, et les citoyens ayans droit de tuer deux cochons pour leur

usage en payant seulement six gros pour chacun, ne pourront prêter leurs billets à d'autres à la même peine.

Les bêtes cy dessus spécifiées tuées hors la cité et apportées en icelle, en tout ou en partie, payeront audit fermier à proportion de ce qu'on en fera entrer à l'exception des jambons, langues de bœuf et de la venaison, qui ne payeront rien, et pour chaque bande de lard sera payé un franc à l'effet de tout quoy ceux qui voudront faire entrer des denrées sujettes auxdits droits seront tenus de prendre billet dudit fermier et luy en payer le droit à proportion a peine de dix livres d'amende et confiscation d'icelles.

De ce droit seront exempts les bêtes tuées pour le service des maisons de Messieurs les Gouverneurs, Lieutenant général et Intendant de la province, lieutenant du Roy de cette ville, pour les hopitaux du Roy, de Saint-Jacques et de la Charité et celles qui se tuent pour les Etapes et Cazernes.

Gabelle ancienne des marchandises.

Tous marchands étrangers, à l'exception de ceux du comté de Bourgogne, des terres réunies et de la ville de Berne payeront deux pour cent des marchandises qu'ils vendront ou troqueront en cette cité.

Les marchands qui passeront debout dans la cité ou ancien territoire d'icelle payeront deux frans par chaque chariot ou charrette et celles qui s'y déchargeront pour être transportées ailleurs sans toutefois y être débalées payeront par chaque cent pesant trois sols de quelque qualité qu'elles soient et devront être enlevées dans trois mois.

Les charretiers passant sur l'ancien territoire de la cité seront tenus

1. De nombreux traités, et en particulier celui de novembre 1663, avaient accordé aux Suisses l'entrée et la sortie libres de leurs marchandises par les bureaux de Champagne, de Bourgogne et de Bresse. Dans un rapport adressé en septembre 1706 au contrôleur général des finances, il était agité seulement le fait de savoir si la franchise d'entrée dans le royaume était attribuée indistinctement à tous les objets en provenance de la Suisse, ou si elle ne concernait que les marchandises de nature et de fabrication helvétiques. Quant aux rapports commerciaux entre la Suisse et la Franche-Comté, la liberté la plus grande les avait régis jusqu'à la conquête. A partir de ce moment, la province annexée fut, malgré les réclamations de ses pouvoirs locaux, encerclée par une ligne de douanes. Néanmoins les marchands suisses eurent toujours de fait une situation privilégiée dans le pays comtois, et dans une lettre du 8 février 1707, l'Intendant de Bernage demande encore au contrôleur général l'autorisation de fermer les yeux sur leurs prétendues immunités afin d'éviter les plaintes de la diète générale des cantons.

dans le cas où ils doivent prendre billet de transmarchement de le présenter au portier de la porte près de laquelle ils passeront et d'y faire arreter leurs chariots pour en pouvoir reconnaître la charge a peine contre lesdits charretiers de l'amende de dix livres en cas de contravention.

Le fermier de cette gabelle pourra faire conduire dans son bureau les marchandises qui sont de transit pour y être gardées gratis jusqu'à leur enlèvement desquelles il demeurera responsable.

Pour l'exécution de cette gabelle tous marchands sujet au droit de deux pour cent seront obligés de prendre billet du fermier avant leur sortie ou de leurs marchandises portant acquis de celles qu'ils auront vendues ou troquées ; scavoir ceux qui viendront aux foires dans le dimanche suivant inclusivement et hors dudit temps de payer et prendre billet de huit jours et en cas de contravention la marchandise sera confisquée et le contrevenant amendé arbitrairement.

A l'égard des étrangers qui viennent vendre dans la cité le fermier ne pourra les obliger a aucune consignation, mais il se contentera de percevoir ledit droit de deux pour cent comm' il est dit cy dessus.

Outre le prix qui sera payé pour cette ferme, l'adjudicataire sera tenu au payement de l'ancien droit dit le pisces ¹, qui est pour ladite ferme dix huit francs.

La gabelle des marées.

Le fermier de cette gabelle percevait :

Deux gros par cent pesant de toutes marées ; comme morüe, saumont, stoc fiche ², merluches sèches et autres salées ou no salées, et six gros par chaque tonne de harangs.

Le droit sur le poisson, dit la lettre du poisson.

Dans le bail fait avec l'adjudicataire de ce droit, était dit :

Il sera payé au fermier de cette gabelle deux doubles anciens par chaque livre de poisson qui sera vendu dans la cité sans que les citoyens soient exempts de ladite gabelle pour les poissons peschés dans

1. Le droit des pisces fut, avec le consentement de l'intendant, rétabli le 20 février 1697. Il était un tribut annuel d'une somme de 72 fr. que payaient les adjudicataires des fermes de la ville, et que les membres de la municipalité, le secrétaire compris, se partageaient le mercredi des Cendres.

2. Stoc fiche ou stock fisch, stocvisch, stocqvis, stocqwis, stoquefices, stocheffisse, stoecvis, stoclix : morue salée et séchée à l'air.

les étangs et rivières qui leur appartiennent ; à l'effet de quoy tous ceux qui amèneront ou apporteront du poisson pour être vendu en ladite cité seront tenus de le faire conduire ou porter en la poissonnerie du bourg et l'y faire peser avant que d'en pouvoir distribuer aucune pièce a peine de confiscation dudit poisson et de l'amende de dix livres ; duquel droit seront exempts les écrevisses, grenouilles, montelles¹, govions², bièvres, loutres et le petit poisson appelé menuse ; le fermier ne pourra percevoir ce droit qu'en ladite poissonnerie du Bourg.

Le poids des hales et chambrette en dépendante.

Pour ce droit

se payera audit fermier un blan par chaque cent pesé audit poids par les citoyens, et deux blans par les étrangers pour l'exécution de quoy toutes choses au dessus de vingt neuf livres seront pesées auxdites hales, et les particuliers ne pourront avoir en leurs maisons des balances ou romaines propres a peser au dessus de vingt neuf livres sans la permission du fermier ; comme encore se payeront six gros pour chaque chariot de beurre ou de fromage entrant dans les hales, cinq sols pour charrette, deux gros pour chaque cheval, mulet ou ane chargé de beurre ou de fromage ; et pour les charges ordinaires entrans effectivement dans lesdites hales, six blans sans pouvoir ledit droit être perçû que dans les hales : ce droit appartient à la cité pour un tiers.

La marque des cuirs.

Ce droit était en 1703 « laissé » aux stipulations suivantes :

Le fermier se fera payer un blan par douzaine de peaux de mouton et de bazanes et par chaque peaux de bœufs ou de vaches cinq doubles anciens ; a l'effet de quoy il fera marquer lesdits cuirs effectivement a peine d'en répondre de la marque des tanneries, et aura soin que lesdits cuirs soient bons et bien conditionnés ; outre le prix qui sera payé pour cette ferme, l'adjudicataire sera tenu au paiement de l'ancien droit dit le pisces, qui est pour ladite ferme dix huit francs.

Dans le rapport du secrétaire sur la délibération du 31 mai 1700, il était dit au sujet de cette ferme :

Sur remontrances faites a Messieurs par le fermier de la marque des

1. S. f. : sorte de poisson, la loche.

2. Gobio, gujon, gojoun, gobius, cobio, gougon, gobion, gourvion ; goujon.

cuir et ouy le rapport de M^{rs} Philippe et de Boulot, ils ont ordonnés que tous Tanneurs, Chamoisseurs, Corroyeurs et tous autres qui apprettent des peaux dans la Cité ont dûs et doivent faire marquer toutes les peaux qu'ils ont apprestés et travaillés, appretteront et travailleront à l'avenir, et payer pour la marque d'icelle au fermier dudit droit conformément aux anciens et nouveaux réglemens : scavoir pour chaque cuir de boeuf, vaches, cerfs, biches et semblables, deux blancs ancienne monnoye, pour chaque douzaine de peaux de bouchs, chèvres, moutons, cochons, chevraux et maroquins deux blancs, et pour chaque douzaine de petites peaux comme chevrils et agneaux un petit blanc.

Le droit sur les marchands étrangers vendans cuirs en la cité.

Il consistait simplement en douze gros payés au fermier par chaque marchand de cuir, étranger à la Cité, pour avoir permission d'y débiter sa marchandise.

Les signets des moulins.

Le fermier de ce droit très ancien, était-il dit dans le bail qu'il signait,

aura un double ancien par chaque mesure de bled qui se moudra en la cité, a la réserve de ce qui se moudra pour les couvens de religieux et religieuses, les ecclésiastiques, les présidens et conseillers du Parlement, le magistrat avec les quatre officiers du Bureau, le sous syndic et les quatre officiers des greniers a bled de la cité ; outre le prix qui sera payé pour cette ferme le fermier sera tenu au payement de l'ancien droit dit le pisces qui est pour ladite ferme dix huit frans, cette gabelle se percevra comme d'ancienneté dans les moulins.

Le droit des langues.

Il était uniquement stipulé pour ce droit que

les langues de boeufs et vaches qui seront tuées pendant toute l'année en la Boucherie du Bourg a la réserve de celles desdites betes tuées la veille, le jour et le lendemain de la fête de tous les Saints, appartiendront au fermier de cette gabelle.

Le droit du port de Rivotte ¹.

Ce droit consistait à percevoir

un blon par fran de la valeur de tout le bois de chauffage qui arrive sur le port de Rivotte suivant les taxes faites et à faire par Messieurs du Magistrat. »

Entrée du vin.

L'entrée du vin était un droit si ancien pour la ville de Besançon que dans tous les plus anciens comptes il en est fait mention sans qu'on en trouve l'origine.

L'édit municipal du 15 septembre 1685, renouvelé d'année en année jusqu'en 1708, porte que pour les vendanges provenant hors l'ancien territoire de la cité, et amenées après l'ouverture légale (fixées uniformément pour tous les propriétaires, l'archevêque excepté), le fermier percevait neuf livres tournois par chaque chariot. Les exceptions étaient nombreuses à ce tarif, si nombreuses même que le 3 juin 1702, les magistrats furent requis par le fermier de lui donner un état de ceux qui en étaient exempts : ainsi les citoyens, et même les résidents portant les charges de la ville ne versaient aucun droit pour l'entrée de leur vendange, si elle était de leur cru et réputée de bon plan. Pour le gamey, ils donnaient au receveur quatre livres tournois par chariot, mais pour tout ce qui était pressé, passé, c'est-à-dire réputé vin, neuf livres tournois. M. le premier président fut, lui aussi, après délibération municipale du 20 juin 1703, autorisé à entrer gratis le vin qu'il faisait venir pour sa consommation.

Le registre municipal de 1701 donne au sujet de cette gabelle d'autres indications. Il y est dit que le fermier touche un droit de treize francs six gros par chaque chariot de vendange provenant hors de l'ancien territoire et entré en ville, pour tous les citoyens, manants et habitants ; que la vendange provenant du

1. « Les droits de l'archevêque, perpétuel sujet de contestations, avaient été reconnus en 1696 par le Parlement de Grenoble, qui lui attribuait « une fascine sur chaque radeau de bois à brûler ayant flotté sur le Doubs ; ils furent définitivement réglés en 1745 par le privilège d'une bûche sur cent soixante débardées au Port. » Coindre, *Mon vieux Besançon*, 3^e fascicule, p. 518.

cru du citoyen ou résident en la cité, et qui est de bon plan, entre sans rien payer sous serment et déclaration qu'elle est de son cru, et que pour la vendange où il y a du gamey ¹ provenant du cru du citoyen, le droit perçu est de six francs, monnaie ancienne, par chaque chariot, à condition que celle qui est pressée, cuvée et réputée vin, paye comme tel les quinze francs, même monnaie, pour chaque queue de vingt-quatre setiers, mesure de Besançon.

LES MONTES ².

De ce qui précède il résulte que pour Besançon, comme pour toutes autres villes du royaume, et comme pour le royaume lui-même, la plupart des différents droits étaient perçus par des fermiers ou par des sous-fermiers. Le recouvrement des revenus communaux faisait matière à offices, et par suite se vendait à l'encan. Voici les formes ordinaires des adjudications ³.

Au jour fixé par l'Intendant sur la demande des magistrats de la ville, les postulants à l'acquisition des charges fiscales se rendaient à la maison de ville « ensuite des affiches mises au carefours portans que l'on audiancerait le présent jour. » Là, en présence de l'Intendant de la province, que Messieurs du Magistrat étaient allés prendre en son hôtel et avaient placé à leur tête, au-dessus de Monsieur le Maire, lecture leur était faite par un sergent, de la feuille de fermes à laisser. Les montes se faisaient en la manière habituelle de toute vente publique, et chaque ferme était accordée au plus offrant. Toutefois, le jour même, la liste des acquéreurs n'était pas définitive. Si les magistrats jugeaient les offres inférieures à ce qu'ils se croyaient en droit d'espérer, les montes étaient reportées à une date ultérieure, et

1. *Gamey ou gamay* : « Les plants de vignes dits gamays comprennent quatre variétés : le gamay noir, le gamay teinturier, le gamay gris et le gamay blanc. Le gamay noir seul a une très grande importance ; les autres gamays sont peu cultivés. Le gamay noir a comme synonymes : petit gamay, plant de Malain, plant picard, gros bourguignon. C'est le cépage par excellence du Beaujolais, du Mâconnais et du Lyonnais, où il forme presque à lui seul la totalité des vignobles de cette région. Il est aussi très cultivé dans la Bourgogne où il représente l'élément de quantité. » (*Grande Encyclopédie*.)

2. Euchères.

3. Registres des délibérations municipales (année 1703).

souvent l'opération était renouvelée plusieurs fois de suite. Dans les intervalles des dates fixées : ils posaient de nouvelles affiches à la connaissance du public, et les derniers surenchérisseurs étaient investis de leurs offices.

Le registre des délibérations municipales pour l'année 1703 fournit, avec chiffres à l'appui, un exemple de ces sortes de ventes. Le 26 décembre 1703, y est-il consigné, les différentes fermes furent attribuées pour trois ans, à des particuliers, à raison de, par chaque année :

Le Rouage, 18.600 fr. ;

Le droit sur les bêtes, 35.000 fr. ;

Le droit sur les poissons, 2.100 fr. ;

Le droit du poids des halles, pour ce qui en appartient à la cité, 720 fr. ;

La marque des cuirs, et les droits sur les marchands étrangers, 600 fr. ;

Les signets des moulins, 1.200 fr. ;

Le droit des langues, 500 fr. ;

Le droit du port de Rivotte, 280 fr. ;

La rivière de Velotte, 110 fr. ;

Les 5^e, 6^e et 7^e chambrettes près de Sainte-Madeleine, 130 fr.

Les magistrats jugèrent que ces montes n'étaient pas allées à un prix raisonnable, et les reportèrent au jeudi 27 du même mois. Un citoyen, nommé Jean Bouteiller, fit une surenchère de 400 fr. pour le bloc des fermes : rouage, entrée des marchandises, droit sur les marées, droit de boucheries, et signets des moulins. Les magistrats décrétèrent encore ces montes insuffisantes, et les reportèrent au samedi 29. Ce jour-là seulement les fermes furent attribuées définitivement :

Le Rouage, pour 19.050 fr. par an ;

Le droit d'entrée des marchandises et la gabelle des marées, pour 19.200 fr. ;

Le droit du sol par pinte, 6.200 fr. ;

Le droit sur les bêtes qui se tuent dans les boucheries, 35.350 fr. ;

Les signets des moulins, 1.300 fr. ;

La rivière sous le pont, 60 fr. ;

La rivière de Chamars, 50 fr. ;

La rivière de Rivotte, 40 fr. ;

Les 12, 13, 14, 21 et 22^e places au bout du banc des tripes, 45 fr.

RECETTES DIVERSES ¹.

A côté et renforçant les recettes provenant des différentes fermes que nous venons d'examiner, les magistrats de Besançon disposaient d'autres revenus, dont quelques-uns eux aussi étaient affermés, mais dont le rendement était en général moins élevé et plus aléatoire. En voici, avec les exemptions ou les atténuations qu'ils comportaient, quelques-uns cités au hasard des documents :

Droits de citoyens.

Délibération municipale du 8 juillet 1702 :

Le trésorier recevra les cent ou cinquante frans qui se payent à la ville pour être reçus au nombre des citoyens, et le Contrôleur recevra les autres droits, scavoir le seau et le verbal et on n'admettra personne au serment qui n'apporte quittance des droits.

Délibération municipale du 7 juin 1702 :

André Audifred, reçu au nombre de citoyens moyennant cinquante frans, attendu qu'il a épousé une citoyenne après les avoir payé, neuf francs pour un seau de cuir pour le secours du feu et pareille somme pour le verbal de ses bonne vie et mœurs et religion, a presté le serment en tel cas accoutumé.

Délibération municipale du 22 may 1700 :

Messieurs en considération de ce que les Perruquiers établis dans la Cité s'estans procurés la Confirmation du Roy pour les status de leur profession, dressés à la participation de ce Magistrat, ont esté admis au nombre des Citoyens gratis, en payant seulement six livres pour le verbal dressé de leur franchise religion et bonnes mœurs sur les mémoires et certificats de leurs lieux d'origine...

Délibération municipale du 8 juillet 1702 :

Monsieur Jean Pierre Camuz, conseiller au Parlement ayant témoigné qu'il désirerait d'être reçu citoyen, a esté admis gratuitement au

1. Registres des délibérations municipales (années 1702 et 1703).

nombre d'iceux en considération de son mérite et du rang que luy donne sa charge, il sera aussy couché sur l'État pour avoir l'entrée franche de quatre queües de vin par an attendu qu'il n'a point de vignes dans le territoire, ainsy qu'il se pratique a l'égard des autres Conseillers qui sont dans le même cas.

Délibération municipale du 27 août 1702 :

François Ceur, reçu citoyen gratis à la considération de Monsieur le Président Philippe...

Patoz ¹.

Délibération municipale du 8 may 1700 :

Pierre Gauthier Citoyen aspirant à la maîtrise de la profession de Charpentier, présenté par les jurés d'icelle a esté admis au nombre des Maîtres Charpentiers de la Cité, a payé trois livres tournois pour patoz et a presté serment à ce requis.

L'aspirant à la maîtrise de potier d'étain ne payait que la demi-patoz ; le maître tailleur d'habits versait trois livres ; le maître chirurgien, six livres, et le maître perruquier, trois livres à Monsieur le maire, et deux livres au secrétaire.

Cabaret, Enseigne.

Délibération municipale du 31 mars 1703 :

Il a été permis à Loüis Tilly de tenir cabaret, loger, donner à boire et manger, pour argent, en la rue de Charmont et de mettre pour enseigne a l'aigle noir en payant au trésorier quinze sols par mois pour la serviette.

Monte droit volaille.

Délibération municipale du 24 février 1700 :

Le droit de vendre seul le gibier et la volaille pendant le prochain Careme dans la Cité après diverses montes a esté adjugé a Jean Fronsot dit Caput et a Simon Estienne Duplessis pour quatre vingt frans.

1. Localisme comtois signifiant : licence d'exercice de la plupart des anciens métiers.

Monopoles divers.

Un seul commerçant avait le droit de vendre de la viande pendant le Carême, ainsi qu'il ressort de la délibération municipale suivante du 17 janvier 1700 :

Comme c'est une dépendance spécifique du lieutenant général de police, dont la charge est réunie au Corps du Magistrat, Messieurs ont résolu que l'on fera un Édit portant qu'ils font défense au Boucher qui sera Estably pour la santé pendant le Caresme prochain de donner de la viande que sur les dispenses qui seront visées du secrétaire de la cité.

Un seul citoyen pouvait livrer de la glace, et la délibération municipale du 26 juin 1702 en fait foi, car il y est dit :

Comme le partisan qui a seul droit de vendre la glace n'en est pas fourni, Monsieur l'Intendant a permis à tout le monde d'en vendre pendant le reste de l'année et a fait dire au magistrat que pour éviter les abus qui se pourraient commettre dans l'exces du prix il était à propos d'en faire une taxe ; Messieurs Pétremand et L. Maréchal s'informeront de ce que peut conter la livre et y mettront un prix.

Les droits de vendre du sel, de la bière¹, ou du muscat dans la cité, de tenir et louer une chaise pour le service de ceux qui voulaient se faire porter en ville n'étaient également exploités chacun que par un seul amodiataire. Et, sauf pour le droit de banvin, dont fait mention la délibération municipale du 23 juin 1702, et qui permettait à celui qui l'exerçait au nom et au profit du roi de vendre seul le vin pendant quarante jours de l'année à son choix, à chacun de ces privilèges était attachée une finance proportionnée à ses avantages et versée au receveur municipal.

1. Pour la première fois en 1609 il est mention d'une licence accordée à trois marchands de fabriquer et vendre bière ou cervoise ; taxe de 18 gros par muid. En 1691, Anne et Nicole Hermand sont reques citoyennes « en raison de leur expérience à faire la bière ». En 1742, la Ferme de la bière est adjugée à Hugues Montrille... En 1767, un arrêt du Conseil conteste à la ville le droit d'affermir le débit exclusif de la bière : l'exercice de la brasserie est déclaré libre ; mais en compensation de son monopole aboli, la Ville est autorisée par lettres patentes à percevoir six deniers sur chaque pinte fabriquée à Besançon et un sou sur celle importée du dehors. En 1770 un abonnement de dix ans est consenti aux deux brasseurs Montrille et Silvant, à la redevance annuelle de 200 livres. » Coindre, *Mon vieux Besançon*, 3^e fascicule, p. 604.

Amendes.

Enfin un assez gros bénéfice de la cité en cette sorte de revenus aurait été fourni par les amendes innombrables qui menaçaient impitoyablement le moindre contrevenant aux lois rigoureuses de la municipalité si l'application, au lieu de rare qu'elle était, en avait été fréquente. En voici quelques exemples tirés du registre des Édits de police municipale ¹ :

Quiconque n'enlève pas les boues devant chez soi tous les mardis et tous les samedis, ainsi que tous les jours de fête, ou quiconque jette des immondices dans les rues ou dans la rivière (ailleurs que du milieu du pont) ; quiconque entre de la viande sans la couvrir, pendant le carême, 60 sols d'amende ;

Défense d'acheter du bois dans l'eau au dehors de la porte Taillée, mais seulement sur le port de Rivotte ; de donner à boire et à manger à aucun soldat après 10 heures du soir ; de laisser ouvertes les caves qui s'avancent dans les rues ; de tenir boutique ouverte, de faire circuler des chariots, de donner à manger et à boire, de faire moudre du blé pendant la célébration des divins offices, ou pendant les dimanches et jours de fête, à peine de dix livres ;

Défense d'aller en masque chez des particuliers le premier dimanche de carême à peine de vingt livres ;

Défense de faire du charivari sous quelque prétexte que ce soit à peine de cent livres ;

Défense de tenir académie de jeux publics, à peine de mille livres la première fois, et de deux mille la seconde ;

Défense de jouer au billard après la retraite battue, et à tous jeunes gens de porter l'épée, à peine de cinq cents livres ;

Défense d'imprimer sans autorisation, ou d'acheter quoi que ce soit aux soldats, à peine de cinquante livres ;

Défense de faire du pain autre que de pur froment, à peine de deux cents livres ;

Défense de faire fondre des graisses, à proximité des maisons, à peine de cent livres, etc., etc.

1. Belamy, *Ordonnances de police de la municipalité de Besançon.*

2. — DÉPENSES.

DÉPENSES ORDINAIRES.

Les dépenses communales de Besançon, au début du XVIII^e siècle, comprenaient : les dépenses ordinaires, c'est-à-dire celles qui se répétaient sensiblement d'année en année, et les dépenses imprévues ou accidentelles, et dénommées extraordinaires. Séparer année par année ces deux ordres de choses serait un travail très utile pour l'étude qui nous occupe. Malheureusement, qu'il s'agisse de recettes ou de dépenses, les comptes municipaux sont trop peu explicites pour qu'une telle différenciation soit possible. Un seul état, rédigé à la suite de la délibération municipale du 24 janvier 1701, donne un aperçu complet et presque normal du premier groupe des dépenses de la ville. Le voici en entier :

ÉTAT DE LA DÉPENSE ORDINAIRE DE L'HÔTEL DE LA VILLE DE BESANÇON.

Lundy 24^e janvier 1701.

<i>Impôt royal</i> : Pour payement au Roy des gabelles que les Magistrats de ladite ville tiennent a ferme de sa majesté.....	24.000 livres
<i>Culte</i> : Pour rétribution au chapelain de la Vèze ¹	37 l. 13 s. 4 d.
Pour rétribution des messes qui se célèbrent annuellement en l'Hôtel de ville.....	78 l.
Pour rétribution de celles qui se célèbrent aux PP. Cordeliers.....	16 l.
Pour celles qui se célèbrent tant en l'église Saint-Pierre que dans les prisons de l'Hôtel de ville.....	13 l. 6 s. 8 d.
Pour fondations aux PP. Bénédictins.....	40 l.
Pour l'huile de la lampe qui brûle devant les reliques des saints Ferréol et Ferjeux aux-dits Bénédictins.....	16 l.

1. La Vèze était une dépendance directe de Besançon. Une léproserie et une tuilerie y avaient été créées par les soins de la municipalité bisontine, laquelle donnait également une indemnité annuelle au desservant de sa chapelle

Pour le vœu au Saint-Suaire ¹	12 l.
Pour le blanchissage des linges de la chapelle de l'Hôtel de ville	8 l.
Pour aides dehuës à Mgr l'Archevêque	20 l. 48 s. 10 d.
Pour les pieuses fondations	158 l. 7 s. 8 d.
<i>Finances</i> : Pour audition des comptes	200
Id. montes	212 l.
Pour amodiation de la rivière et barque de Rivotte	43 l. 6 s. 8 d.
Pour taxation au receveur des octrois et frais de son compte	320 l. 13 s. 4 d.
<i>Justice</i> : Pour frais de procédures et exécutions criminelles	300 l.
Pour pain et paille qui se fournit aux pri- sonniers	86 l. 13 s. 4 d.
<i>Instruction publique</i> : Pour la pension du col- lège des PP. Jésuites	2 000 l.
Pour le logement de l'Académie	466 l. 13 s. 4 d.
Pour celui de l'Université	400 l.
<i>Guerre</i> : Pour le logement de M. le maréchal de Duras	2 000 l.
Pour le logement de M. le Major	500 l.
Id. de M. le Commissaire	693 l. 6 s. 8 d.
Id. des deux aides-majors	264 l.
Id. des capitaines des portes	220 l.
Id. du Commissaire provincial de l'artillerie	88 l.
Pour le logement du garde magasin	81 l. 6 s. 8 d.
Id. de l'Etapier	132 l.
Id. de l'Inspecteur	600 l.
Id. des aides-majors	396 l.
Pour la consigne aux portes de la ville	1 095 l.
Pour les magasins du roi	564 l.
Pour le corps de garde de la place	100 l.
Pour l'escurie du sieur Beauquier	100 l.
Pour l'entretien des casernes de l'escurie des Halles	2 369 l. 8 s. 6 d.

1. En juin 1544, la peste ayant fait une nouvelle apparition à Besançon, le corps de la cité se voue au Saint-Suaire et institue une confrérie sous ce vocable en l'église Saint-Etienne. On offrit une cité en cire « la plus triomphante que possible » comme symbole de ce vœu.

Pour le bois, chandelles et tourbes et la distribution aux corps de gardes.....	1 800 l.
Pour le nettoisement des cheminées des corps de garde.....	7 l.
<i>Dette</i> : Pour rentes annuelles dehuës aux sieurs du magistrat.....	4.450 l.
Pour les anciennes annuelles dehuës à divers particuliers.....	2.950 l.
<i>Administration provinciale</i> : Pour le logement de M. le marquis de Renty, lieutenant général, néant, attendu qu'il occupe une maison qui appartient à la ville.	
Pour celui de M. le Lieutenant du roi.....	550 l.
— du secrétaire de M. l'Intendant..	178 l. 6 s. 8 d.
— de l'ingénieur provincial.....	300 l.
— des deux autres ingénieurs.....	198 l. 6 s. 8 d.
— de l'hocqueton de M. l'Intendant.	55 l.
— du Provost provincial.....	200 l.
<i>Administration communale et services locaux</i> :	
Pour les étrennes de Messieurs du Magistrat au premier jour de l'an.....	129 l. 12 s.
Pour les pièces d'honneur de Messieurs dits sieurs du magistrat.....	564 l.
Pour assistances au conseil desdits sieurs du magistrat pour toute l'année.....	915 l. 6 s. 8 d.
Pour le pisco qui se donne le jour des Cendres.....	48 l.
Pour la beuvette du dernier jour de l'an à l'élection des maires ou adjoints.....	50 l. 13 s. 4 d.
Pour le repas accoutumé de faire en l'hôtel de ville le jour de fête Saint-Louis.....	313 l.
Pour gages du secrétaire.....	100 l.
Pour ceux du trésorier.....	333 l. 6 s. 8 d.
Id. du contrôleur.....	133 l. 6 s. 8 d.
Id. du secrétaire des logements.....	300 l.
Id. des sept commandeurs.....	18 l. 13 s. 4 d.
Id. des deux syndics.....	200 l.
Id. du petit commissaire.....	266 l. 13 s. 4 d.
Id. de l'Archer de l'Escuelle ¹	160 l.

1. Écuëlle : « Dans les anciens titres, en latin scutella, se prend pour le droit des pauvres dans les biens du roi, en forme de denier à Dieu et d'au-

Id.	du commis du trésorier.....	10 l. 13 s. 4 d.
Id.	des visiteurs des chairs et poissons.....	50 l.
Id.	des deux sergents d'honneur....	200 l.
Id.	des quatre autres sergents.....	88 l.
Id.	des trompettes de la ville.....	6 l. 13 s. 4 d.
Id.	des six portiers de la ville.....	369 l. 16 s. 8 d.
Id.	du concierge de l'Hôtel de ville..	40 l.
Id.	de la garde du feu.....	66 l. 13 s. 4 d.
Id.	de la garde des fruits de vignes..	86 l. 13 s. 4 d.

<i>Frais administratifs :</i>	Pour les commis à la reconnaissance de la maturité des fruits de vignes et pour le porteur des billets pour avertir du jour des vendanges.....	14 l. 10 s.
	Pour la taxe des vins à la Saint-Martin.....	21 l.
	Pour le crieur aux montes publiques.....	7 l. 3 s. 4 d.
	Pour la visite des bois de la cité.....	20 l.
	Pour le feu de la chambre du conseil.....	149 l. 13 s. 4 d.
	Pour encre, plumes et papiers des bureaux de l'hôtel de ville.....	100 l.
	Pour les impressions.....	200 l.
	Pour la publication des édits et autres ordonnances.....	33 l. 13 s. 4 d.
	Pour l'expédition des billets du sel.....	18 l.

<i>Propriétés communales :</i>	Pour les gages des clercs de Sainte-Magdeleine, Saint-Pierre, et Saint-Jean-Baptiste qui ont soin de monter les horloges.....	68 l.
	Pour l'entretien des horloges.....	80 l.
	Id. fontaines.....	500 l.
	Id. puits.....	162 l. 13 s. 4 d.

<i>Voirie :</i>	Pour la vidange des puits.....	37 l.
	Pour l'enlèvement des boues.....	215 l. 13 s. 4 d.
	Pour l'entretien du pavé, des ponts, des portes de la ville.....	60 l.
	Pour le luminaire ordinaire.....	200 l.

Fêtes publiques : Pour les frais à tirer l'oi-

mône... c'est peut-être de là que les archers des pauvres sont encore aujourd'hui appelés archers de l'Écuelle. Ce sont ceux qui sont chargés de prendre les mendiants et de les mener à l'hôpital. »

(*Dictionnaire universel français et latin*, vulgairement appelé *Dictionnaire de Trévoux*, Paris, 1771.)

seau.....	49 l. 6 s. 8 d.
Pour l'entretien des robes de cérémonie....	6 l.

Total de la dépense ordinaire de l'année seize cent nonante huit est de la somme de cinquante huit mille trois cent trente sept livres dix sept sols.

FRAIS EXCEPTIONNELS.

Parmi les nombreuses dépenses occasionnelles de la ville de Besançon au début du xviii^e siècle, nous avons déjà signalé la plupart de celles que les besoins pressants du régime monarchique avaient imposées. Nous n'y reviendrons pas; nous en signalerons seulement une nouvelle parce que les discussions auxquelles a donné lieu son établissement, montrent en pleine lumière combien les pouvoirs publics usaient de diplomatie pour remplir leurs coffres, et combien les pouvoirs locaux étaient habiles pour se débarrasser de leurs charges personnelles avec l'argent de leurs administrés :

On a vu un édit du Roy, porte la délibération municipale du 23 avril 1703, qui déclare que les mayres, assesseurs et commissaires aux revues payeront les sommes auxquelles ils seront imposées par les Rolles du conseil pour être confirmés dans l'hérédité de leurs charges et un Extrait du Rolle du conseil par lequel la ville de Besançon est taxée pour cette confirmation à dix mille livres; avant que d'y délibérer on examinera cet arret et on tachera de trouver des raisons pour s'exempter de cette imposition.

Le lundi, 14 mai de la même année, les magistrats consignent à nouveau dans leur registre de délibérations :

Monsieur l'Intendant a trouvé très fortes les raisons que le magistrat propose pour s'exempter d'être compris dans l'Édit qui taxe les officiers des magistrats pour confirmation d'hérédité de leurs charges; mais les besoins de l'Etat sont pressans, il faut de l'argent et cela ne souffre ny réponses ny remontrances, il a dit aux commis du magistrat que l'on devait offrir une somme tant pour la confirmation d'hérédité des offices de mayre et autres que pour réunion au corps ou suppression des charges de lieutenant de mayre et assesseurs créés par l'Édit cy devant publié, qu'il aiderait la ville autant qu'il pourrait à finir cette affaire au meilleur prix qu'il serait possible, que les Rolles du conseil pour tous ces chefs pourraient bien être de la somme de trente quatre mille livres pour Besançon et qu'il croirait faire beau-

coup s'il pouvait obtenir que l'on en fut quitte pour quatorze mille livres. C'est encore une grosse somme, l'argent est rare, ny la ville ny les supputs du magistrat n'en ont pas en bourse.

Le Conseil décide d'offrir dix mille livres et les deux sols pour livre, payables des deniers de la ville. L'intendant averti demande au dernier mot onze mille livres avec les deux sols par livre ; le Conseil envoie encore deux commis offrir les dix mille livres déjà proposées ; enfin on peut lire dans le rapport sur la délibération du 7 juin 1703 :

Les magistrats de Besançon offrent à Sa Majesté la somme d'onze mille livres avec les deux sols pour livre pour la réunion qui sera faite à leur corps des offices de lieutenans du mayre et assesseurs créés par Edit du mois de may 1702 et pour être déchargés des sommes auxquelles ils ont été taxés par le Rolle arrêté au Conseil le 27^e février 1703 en exécution de l'arrêt du conseil du mois d'aoust 1701 pour la confirmation de l'hérédité des offices de mayre et assesseurs de commissaire aux Reveues de logemens des gens de guerre et autres offices cy devant réunis à leur corps. Ladite somme d'onze mille livres payables des deniers publics...

Le récit de toutes les autres dépenses municipales non prévues dans le budget ordinaire serait disproportionné au cadre de ce mémoire ; nous n'en citerons que les plus originales.

Travaux communaux.

M. de Bernage, intendant de Franche-Comté, soutenant devant le contrôleur général ¹, en 1704, la requête présentée au roi par les Magistrats de Besançon pour être mis en possession de l'hôtel de la Monnaie situé dans la ville, à la charge de l'« entretenir de réparations et de représenter les machines et outils », donne comme argument favorable que cet hôtel fut, au cours des années 1697, 1698 et 1699, réparé aux frais de la ville et que le total de ces frais se montait à 12.132 livres 9 sols 6 deniers.

De 1691 à 1694 ², on construisit un quai sur la rive gauche du Doubs, un arc triomphal sur le pont de pierre de la ville, et on créa la rue Notre-Dame, de la nouvelle porte de Notre-Dame

1. Correspondance des Intendants de Franche-Comté.

2. Registres des délibérations municipales.

jusqu'à la rue Rouchaux ; en 1695, on vota mille francs pour réparer le Jacquemard de l'horloge de Sainte-Madeleine considéré comme ornement public ; en 1697, sur l'ordre du roi, on posa dans les rues deux cent cinquante lanternes pour l'éclairage public, etc.

Réceptions et fêtes solennelles.

Le compte rendu de la délibération municipale du 17 septembre 1703 porte que :

Sur l'avis qui a été donné à Messieurs que Mgr le Duc de Bourgogne, fils aîné de Mgr le Dauphin, retournant de la conquête de Brissack passerait icy vendredy prochain il a été résolu que le magistrat en corps, le mayre, échevins et officiers en robes de cérémonie iroient à la porte de la ville ou le day luy serait présenté ¹ par le mayre et les trois eschevins, qu'on luy enverra six paniers de six livres de confitures chacun dans des rouleaux de papiers garnis de taffettas, deux paniers de bouteilles de vin et que l'on fera un Edit portant ordonnance aux bourgeois de mettre dez l'entrée de la nuit des chandelles sur les fenestres hautes et basses de leurs maisons.

Le 23 septembre 1691, une cavalcade municipale fut ordonnée pour la publication de la paix conclue entre le roi de France et le duc de Savoie.

Le 2 février 1698, six douzaines de bouteilles de vin furent envoyées au nouvel intendant Desmarets de Vaubourg, ainsi que cent livres de confitures à l'intendante.

Du 18 au 21 août 1698, la ville fut illuminée pour célébrer l'avènement de François-Joseph de Grammont, neveu du prélat défunt, à la dignité d'archevêque de Besançon.

Le 23 janvier 1699, le prince de Conti (François-Louis de Bourbon) reçut trois douzaines de bouteilles de vin d'honneur lors de son passage à Besançon.

Le 7 décembre de la même année, un feu d'artifice de quatre cents livres fut tiré sur la place Neuve (ou Labourey) à l'occasion de la prise de possession de l'archevêché par François-Joseph de Grammont.

En mai 1701, un « vin d'honneur en six douzaines de bouteilles » fut envoyé, lors de son entrée dans la ville, au Révérendissime

1. Il ne le fut pas, le roi n'en ayant pas voulu lors de sa visite.

général des Minimes, ainsi qu'il l'avait déjà été fait au Révérendissime Père général des Capucins. Le 8 août 1703, deux corbeilles remplies de bouteilles furent données à M. le marquis du Refuge, lieutenant général des armées du roi, qui devait venir commander dans la province. Le 11 décembre 1702

Messieurs, persuadés que M. d'Haroüys ¹, auquel la ville a de grandes obligations ne désagrèerait pas la qualité de citoyen, ont résolu de luy en faire expédier des lettres au grand seau, renfermé dans une boîte d'argent doré dont le couvert sera gravé aux armes de la cité.

Et M. de Bernage, nouvel intendant, reçut à son arrivée six douzaines de bouteilles de vin dans deux paniers. Chaque victoire des armées du roi, chaque fête religieuse importante et chaque événement signalé dans la famille royale étaient de même célébrés en partie avec les deniers de la Cité.

Assistance publique.

Les largesses du pouvoir municipal étaient très grandes encore lorsqu'il s'agissait de récompenser les services locaux rendus par certains parlementaires souvent complaisants, ou pour fournir des indemnités à certains conseillers pour des voyages fréquents nécessités à Paris par les procès de la ville. Ainsi le 19 août 1705, à la suite d'un arrêt de la chambre souveraine des eaux et forêts du Parlement, confirmant la ville dans la propriété de la forêt de Chailluz, il fut envoyé vingt-quatre pains de sucre à chacun des présidents et au conseiller rapporteur, douze pains à chaque conseiller de la Chambre, une pièce de vaisselle de deux cents francs à Claude-François d'Orival, conseiller de la ville en cette affaire, et douze pains de sucre à sa femme. Le 1^{er} mars 1710, après avis d'un jugement rendu au Parlement dans le sens des prétentions de la municipalité au sujet des limites de son territoire, que contestait la commune de Serre-les-Sapins, chacun des juges reçut huit livres de sucre ; le président en eut seize livres, et l'avocat Claude-François d'Orival, conseiller de la ville en ce procès, fut dédommagé de ses peines par un don de trois cents livres.

Par contre, les gratifications de l'Hôtel de ville étaient moins

1. Nommé intendant de la Champagne.

sensibles pour les pauvres qu'on ne pouvait expulser parce qu'ils étaient citoyens. Si le roi accorda, en 1699, six mille livres pour les malheureux de la Franche-Comté¹, M. de Haroüys reconnaît, dans une lettre du 5 novembre 1700 au Contrôleur général, que les sommes fournies à cet effet par les municipalités de la province « étaient si légères qu'elles ne méritaient aucune attention ». Le 11 septembre 1702 seulement, il est fait mention dans les registres de délibérations municipales de l'abandon à l'hospice de la Charité², des trois cents livres de dépense occa-

1. Lors de sa visite à Besançon, en juin 1683, « le roi fit distribuer à l'Hôpital des malades 3.000 livres, 900 livres à la Charité, et donner à l'Archevêque 3.000 livres pour acheter des ciboires d'argent, à distribuer aux Pauvres Paroisses du Diocèse. » Dunod de Charnage, *Histoire de l'Eglise*, p. 359.

2. « Dans les titres du moyen âge, il est fait mention de six hôpitaux : Saint-Jacques, dans les Arènes, institué par le chapitre de Sainte-Madeleine en 1182 pour recevoir les voyageurs et les pèlerins de Rome ou de Jérusalem ; Saint-Antoine, créé plus anciennement encore par l'ordre hospitalier de ce nom ; le Saint-Esprit, fondé par Jean de Montferrand, en 1203, pour secourir les malades et recueillir les enfants trouvés ; Saint-Antide, affecté aux habitants du territoire de l'abbaye Saint-Paul ; Sainte-Brigitte, spécialement à l'usage des clercs et serviteurs des deux églises cathédrales ; la Vèze, léproserie rurale qu'entretenait la commune de Besançon » (Castan, *Besançon et ses environs*, 1880). « Par suppression ou désuétude, ces asiles furent réduits à deux : Saint-Jacques et le Saint-Esprit, d'importance réelle et de survie durable.

En 1426, l'ordre très puissant du Saint-Esprit s'était annexé l'hôpital Saint-Jacques, puis, ne voulant conserver dans ses propres attributions que le service des femmes en couche et des enfants trouvés, il conclut en 1571 un arrangement avec la ville, qui obtint la cession de Saint-Jacques.

Dès lors, la municipalité gère son hospice communal jusqu'en 1666, où elle créa un bureau d'administration composé de notables citoyens. Ce conseil créa une communauté religieuse pour desservir l'hospice ». En 1683, eut lieu la construction de la Charité due à la générosité du maître des requêtes, Froissard de Broissia, en faveur des enfants pauvres. Les lettres patentes du titre de l'Hôpital Général datent de 1685, et en 1688 seulement l'œuvre sortit de terre. « Les ressources, malgré la contribution imposée à la province, étaient insuffisantes ; une quête fut organisée dans la ville, fructueuse à ne pas en douter, puisque avec grande diligence, en 1702, 1707 au plus tard, tout était terminé. La consécration avait eu lieu en 1691, dès que les locaux présentèrent une surface habitable. » Son budget était composé :

d'une subvention communale ;

des dons dus à la bienfaisance privée ;

de privilèges divers : attributions à moitié des amendes de police ; droits sur la viande débitée en carême ; taxes, que racheta la ville en 1727 au prix de mille livres d'abonnement ; quêtes, entre autres celle des Ermites, qui dimait la vendange interdite en 1766).

sionnée par le dîner officiel de la Saint-Louis ¹. Il est juste de dire que le 16 janvier 1699, M. de Vaubourg, alors intendant, affirmait que le mal n'était guère grand dans le pays, et qu'il n'était pas d'avis de rendre aucun arrêt pour obliger les paroisses à nourrir leurs pauvres ².

Instruction publique.

Enfin les magistrats de Besançon n'étaient guère plus généreux en matière d'instruction publique. Ils avaient bien versé une grosse somme pour posséder l'Université dans leurs murs, mais ce qu'ils avaient vu avant tout dans cette affaire, c'était un accroissement de gloire municipale et une occasion, par le prêt

Le prix des journées de séjour pour les militaires malades était débattu avec le roi.

Plus tard, l'institution recueillit, à la suppression du Saint-Esprit, les revenus de cet hospice séculaire. Enfin l'abandon des maladreries de la Vèze et de Quingey (1696), l'annexion partielle des revenus du prieuré de Mouthier-Hautepierre (1708), et du prieuré de Rosey (1721) accrurent sa dotation.

L'établissement pénitentiaire du Refuge remonte à 1690. Froissard de Broissia, maître des requêtes, songea, devant les progrès de l'immoralité, à créer cette maison de retraite pour les pécheresses. Deux religieuses y furent préposées. Les bâtiments furent commencés en 1709, grâce à la générosité testamentaire de Mgr Antoine-François de Montcley. Ils reçurent quatre catégories de pénitentes :

les volontaires ;

les filles enfermées à la demande des parents ou par mesure de police ;
les personnes détenues sur lettre de cachet ;

Les filles publiques, de scandale notoire, n'y pouvaient être admises.

L'institution fut supprimée en 1793.

Coindre, Extraits et résumés tirés de *Mon vieux Besançon*, 2^e fasc., p. 315 et ss.

1. V. plus loin,

2. « Le premier may mil sept cent huit, l'on mit la dernière main à l'établissement de l'aumône générale par les soins du père Dunod, jésuite, la Direction fut établie, l'on fit des gardes qui allant et venant tout le jour par les rues arrestent tous les mandians de la ville qu'ils mettent en prison parce que... on leur donne du pain tous les dimanches matin tout ce qu'ils en ont besoin pour toute la semaine quand ils ne sont plus en estat de gagner leur vie, et pour ceux qui peuvent encore un peu travailler on leur en donne a proportion, ainsi cela empesche la fénéantise, et la mandicité, on distribue tous les dimanche matin des luivres de pain à la maison de ville, mais auparavant cette distribution, tous les pauvres sont obligés d'aller entendre une messe à Saint-Pierre qui se dit pour les bienfaiteurs de cette aumone, et on leur fait ensuite un quart d'heure d'exortation (Prost, *Histoire de la Franche-Comté*, p. 780.

qu'ils firent à la ville à cet égard, de se créer des rentes perpétuelles pour eux et leur héritiers ; ils avaient bien servi des pensions à plusieurs professeurs dépourvus de chaires par cette translation, mais ils y avaient été contraints par le roi. Le 11 septembre 1699, ils accordent deux cents livres au sieur André de Saint-Nicolas, religieux carme, pour un livre qu'il a composé sur les antiquités de la province de Franche-Comté ¹. Dans la délibération du 13 juillet 1702, il est porté que

François Verny a présenté à Messieurs un ancien manuscrit dont il était saisi, contenant plusieurs choses curieuses touchant cette ville et demande quelque reconnaissance. On lui a donné dix livres, et le manuscrit a été mis au secrétariat.

Mais le 2 octobre 1700, ils refusent d'accorder une petite avance de fonds à un auteur, nommé Prost, pour son histoire de la cité, alléguant que plusieurs endroits de son livre ne se trouvaient pas prouvés et que d'autres étaient sans doute fabuleux (le 31 janvier 1701 seulement ils reviennent de leur sentiment, et ils se montrent disposés à accorder à l'auteur deux cents écus en deux annuités pour aider à l'impression de l'ouvrage). Et le 31 juillet 1700,

M. d'Orival, premier échevin, ayant averti la compagnie que M. le premier Président lui avait dit que le Roy estant résolu de relever l'esclat de l'Université de cette ville, et pour ce d'y faire tout ce qui est porté dans les réglemens et ordonnances faites à ce sujet, particulièrement d'y faire les leçons d'Anatomie et de Botanique pour la connaissance des simples et qu'il fallait dire à Messieurs du Magistrat de fournir une maison et un jardin ; sur quoy Messieurs ne croyant pas que la Cité deusse faire cette fourniture à ses frais, ont chargé MM. d'Orival et Maillot de représenter que cette dépense ne doit pas - - - tomber sur la Cité, mais que pour chercher et indiquer quelque maison propre à cela, ils pourront le faire et rien plus.

1. Le livre fut imprimé. Il est aux Archives municipales de Besançon.

3. — TABLEAU COMPARATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES TOTALES DE TROIS ANNÉES ¹.

La différenciation des dépenses et des recettes d'après leur qualificatif d'ordinaires ou d'accidentelles n'ayant ni une précision absolue ni un caractère assez général, il nous paraît utile de donner le tableau détaillé et presque complet de plusieurs comptes annuels des finances municipales de Besançon durant la période qui nous occupe. Les registres des trésoriers généraux de la cité sont fort explicites à cet égard, et nous en extrairons les états des années 1690, 1705 et 1710, c'est-à-dire de trois dates jusqu'ici peu étudiées, et nous paraissant marquer les étapes principales de notre travail.

ANNÉE 1690.

RECETTE.

Compte quinzisième que rend Jaques-Antoine Vavin, trésorier général de la cité royale de Besançon a Messieurs les vicomte mayeur, eschevins et conseillers de lad. cité, des deniers et revenus d'icelle par luy receus pendant une année entière ayant commencé le premier jour du mois de janvier de l'an présent 1690 et fini au dernier décembre de la même année, inclusivement compris les revenus de la Vèze sis rièrre le territoire, banlieu et district de lad. cité appartenant à icelle.

Affinement du compte de l'an 1689 en thuilles.	2.747 thuilles.
60 mesures d'avoines de la Vèze, à 12 gros....	60 fr.
Amodiation des vignes de Douxpoix.	153 fr.
Censes de voyageurs.....	4 fr. 4 gr.
14 may. Héritiers Bussy.....	13 fr. 13 s.
Saint-Martin. Ascencement du petit bois de la Vèze.....	88 fr. 3 g. 3 bl.

Recepte des Gabelles et fermes cy après.

Premièrement rapporte le rendant la somme de quinze mille quatre francs, un gros, deux blancs pour le dernier quartier de l'an passé mil

1. Registres annuels des Comptes de la cité de Besançon tenus par les trésoriers généraux (années 1690, 1705 et 1710).

six cent quatre vingt neuf des fermes adjudgées a deffunt Abraham Bouillard, scavoir :

La gabelle de l'entrée des marchandises.	}	15.004 fr. 1 gr. 2 bl.
Celle ancienne des marchandises.		
La Gabelle de la Boucherie.		
Le poids des halles.		
Le port de Rivotte.		
La marque des cuirs.		
Les signets des moulins.		
La lette du poisson.		
Le droit de vendre seul la biere.	}	.
Entrée des portes Taillée et Nostre-Dame amodiés à J. Barberot (dernier quartier de l'an passé).....		1.650 fr.
Entrée des portes Bapland, Charmont et Arcine (dernier quartier 1689. L. Martin, amodiateur).....		2.981 fr. 3 gr.
Entrée de toutes les portes de la cité, pour les trois premiers quartiers de l'an présent 1690 adjudgées à Henri Pargney marchant moyennant la somme de 24.375 fr.....		18.281 fr. 3 gr.
Nicolas Jonnet	}	12.375 fr.
Gabelle de l'entrée des marchandises (3 prem. quarts + 2 %).....		
16.500 pour l'année		
Gabelle de la Boucherie (33.500 fr. pour l'année).....	}	25.125 fr.
Richard Bullet.		
Gabelle des marées laissées à Nic. Marullier pour l'an présent.....		150 fr.
Ferme du droit du poids des halles et chambrettes en dépendantes adjudgée à Cl.-Ant. Faivre pour 2 ans ; 1 ^{re} année de 2.....		700 fr.
Droit du port de Rivotte (Claude et Jean-Xavier Laude).....		160 fr.
Marque des cuirs, pour l'an pnt à Henry Thiebaud et consorts.....		375 fr.
Ferme des signets des moulins de l'an pnt Didier Dupasquier remis en place par L. Tonnet).....		1.025 fr.
Lette du poisson adjudgée pour l'an pnt à Fr. Rouhier.....		1.900 fr.

Droit de vendre seul la bière adjudgé à A. et Nic. Hermand ; pour la 1 ^{re} année de 3.....	500 fr.
Droit del'Eminage, ne rapporte rien, ce droit ayant esté laissé en grainnes à Fr. Rouhier.	
Droit des langues. Estienne Devoillar.....	410 fr.
Droit sur les marchants étrangers vendans cuirs dans la cité adjudgé à Claude de la Hasle.....	165 fr.
Recepte du sel pour le finito du compte rendu par Pierre, fau commis à lad. recepte le 14 janvier 1690.....	1592 fr. 10 gr. 2 bl.
Recepte de sel dud. fau par mandement du 8 avril 1690.....	3.000 fr.
Recepte du sel dud. fau par mandement du 12 juillet 1690.....	3.000 fr.
Recepte du sel dud. fau par mandement du 25 octobre 1690.....	3.000 fr.
Recepte du sel dud. fau par mandement du 25 décembre 1690.....	3.000 fr.
Gabelle du vin qui se débite chez les hostes, traitteurs, cabartiers et gens tenans auberges. Ne fait estat de la somme de 2.062 fr. 6 gr. pour le dernier quartier de l'an passé 1689 de la susd. gabelle tenu par J.-Cl. Laude, attendu qu'il y a procès pendant au bailliage, entre la cité et le sieur Luc Marin, lequel prétend avoir le droit de préférence sur le prix de la vente des biens dud. Laude avant tout créancier, a quoy iceluy a esté déclaré non recevable, condamné aux intérêts des deniers arrestez et aux dépens, dont il a appelé au Parlement.....	Néant
Recepte du premier quart. 1690 de lad. gabelle : 1.263 l. 3 sous tournois.....	1.888 fr. 8 gr. 2 bl.
Recepte du denxième quart. 1.219 l. 12 sous tournois en monnoye Conté.	1.829 fr. 5 gr.
Recepte du troisième quart. 1.186 l. 8 s....	1.779 fr. 7 gr.
Rivières : Amod. de riv. de Chamars 33 fr....	—
(pesche) — riv. sous le pont 100 fr.	254 fr.
— riv. de Velotte 70 fr.	
— escluse de Rivotte 51 fr. (jusqu'à la Malatte).	
Verger de Chaudanne (J. Pillot, 5 ^e année de 9).....	6 fr. 6 gr.

Bois de Chaudanne (L. Gaillon, 1 ^{re} année de 3).	18 fr.
Fontaine de Saint-Léonard, Combe au Lout, non amodiés l'an pnt.	
Place au bout du banc des tripes (Jacques Genou).	52 fr.
Chambrettes devant l'église de la Magdeleine.	
53 fr.	237 fr.
53 fr.	
49 fr.	
42 fr.	
3 petites hallettes : 40 fr.	
Première grosse somme de la recette du pnt compte.	102.828 fr. 6 g. 3 bl.
	2.746 thuilles

Nouhiers ¹ de communaux. Ne raporte rien des nouhiers, ayants estez coupez à raison des fortifications.

Cressonnière proche le bief des Dames de Battant y compris le cours d'eau et les bastiments, donnés à perpétuité à Pierre Prost et à ses enfans masles la somme de 80 fr., le surplus remis pour toujours (26 décembre 1678) 80 fr.

Verger de la Gratte et Champs des Maublans. N'on esté amodiés dès longtemps.

Greffe de l'hostel de ville. Non amodié.

Champs Graslet de la Gratt. et autres héritages rièr le finage de Saint-Vincent. Non amodiés.

Tour de Montmartin. Ne raporte rien de la maison ditte attendu qu'elle sert de logement à M. le marquis de Renty. *Id.* le parterre et les jardins en dépendant.

Recepte des boutiques de l'hostel de ville : pour la foire de la Chandeleure.	144 fr. 1 gr. 2 bl.
— d'Ascencion.	156 fr. 10 gr. 2 bl.
— de Saint-Barthélemy.	149 fr. 4 gr. 2 bl.
— de Saint-Martin.	141 fr. 10 gr. 2 bl.

Recepte de ceux qui se sont fait inscrire au nombre des citoyens : 12 à 50 fr.	1.114 fr. 6 g.
3 à 100 fr.	
2 à 66 fr.	
1 à 5 pistoles (16 fr. et demi la pistole).	

1. Noyers.

Droit de la Monnoye. Non amodié.....

Thuillerie de Saint-Feyeux. Ne rapporte la quantité de six milliers de thuilles et cinquante francs d'argent, pour la ferme de l'an présent de l'ascensement de lad. thuillerie faite à François Doret, attendu qu'ayant fait plusieurs diligences il n'auroit rien treuvé dans la maison ny dans la thuillerie qui mérite la distraction selon qu'en fait foy les exploits des huissiers, pour ce qui est décharge.....

De même de 6.600 thuilles deües par ledit Doret de reste des années précédentes et la somme de 50 fr. en argent, pour les années 1683, 1684 et 1685 pour mesmes raisons.....

Thuyllerie de la Vèze, pour le terme de l'an pñt..... 12.000 thuilles.

Jardin faiet en une petite place proche le cimetière de l'église Saint-Pierre, loué..... 2 fr. 3 gr.

Gabelle des vendanges..... 625 fr. 8 gr. 13 bl.

Gabelle de l'entrée du vin..... 6,122 fr. 10 gr. 2 bl.

Bancs des bouchers : 190 fr. 4 gr. au lieu de 200 fr. (remise de 10 fr.)..... 190 fr. 4 gr.

Bancs des bouchers : boucherie du bœuf... 4 fr. 6 gr.

Bancs des tripes, 24 vendeurs, donnant chacun 10 gr. à la Chaudeteur. Rien reçu..... Néant

Bancs de pierres entre les deux boucheries. 6 vendeurs..... 24 fr. 2 gr.

11^e, 12^e places au banc des tripes..... 9 fr.

1 place au banc où on vend la chair de bouc . 4 fr. 6 gr.

Banc de boucherie, terme échu au 20 janvier de l'an pñt (J.-B. Bullet) 9 fr.

Banc de boucherie, terme échu au 20 janvier de l'an pñt (Cl. Ballyet)..... 9 fr.

Banc de boucherie, terme échu au carnaval + 1 banc de tripes..... 13 fr. 6 gr.

1 banc dans la boucherie du bourg et dans celle du mouton + une place tripes..... 50 fr.

Les trois places sur le pont, 3^e et dernière de 3 amodiées..... 55 fr. 8 gr.

Banc des tripes de la boucherie de Ronchaux, 6 places à 10 gros..... 5 fr.

Clousés à mettre poissons, pour un chacun

desquels sont deheüs 3 fr. 4 gr. le Jeudi saint (4 places, la 5 ^e pour les estrangers).....	13 fr. 4 gr.
6 gros deüs le jour de la Magdeleine par cha- cun pescheur des rivières pour Charmars et le pont de Velotte.....	1 fr. 6 gr.
20 sols deüs par M. le conseiller Chifflet pour le champois du bestiaux de la Grange de Pa- lente dans le bois de Chailluz	1 fr.
Paißon du bois de Chailluz.....	Néant
Vive paißon des biens de la Vèze.....	
Espaves, ...	
Aubenage ¹	
Succession de bastard.....	
Poudrerie de Chamars (n'est pas en état)...	103 fr. 6 gr.
Nouvelle Isle (ruinée par les fortifications).	
Patoz : d'un maistre tailleur 4 fr. 6 g.....	
maistre patissier 4 fr. 6 g.....	
de 2 fils de maistres 15 fr. chacun...	
maistre cordonnier 30 fr.....	9.049 fr. 6 gr. 2 bl. et 12.000 thuilles.
2 maistres masson 4 fr. 1/2	
maistre tissier 4 fr. 1/2	
Seconde grosse somme de la recepte du pñt compte	
Recepte des hostes, traitteurs, cabaretiers, revendeurs et revenderesses, cottisez comme ci après, lesquels payent par mois.	
De Ch. Hocques, 9 fr. (9 gros par mois)....	94 fr. 6 gr.
Denis Cuson 18 fr.....	
un autre 9 fr.....	
— 13 fr. 1/2.....	
5 autres 9 fr. chacun.....	
18 fr., 9 fr., 18 fr., 13 fr. 6 gr., 8 fr. 3 gr., 9 fr., 9 fr.....	84 fr. 9 gr.
9 à 9 fr. et 13 fr. 1/2.....	130 fr. 6 gr.
7 à 9 fr. et 24 fr.....	91 fr. 6 gr.
9 à 9 fr. 12 fr., 13 fr. 1/2, 18 fr.....	105 fr.
11 à 9 fr. et 13 fr. 1/2.....	108 fr.
10 à 9 fr., et 1 à 7 fr. 6 gr.....	97 fr. 6 gr.
2 à 9 fr., 1 à 13 fr. 1/2.....	31 fr. 6 gr.

1. Aubenage: « droit d'aubaine, succession du seigneur aux aubains, ou étrangers qui mouraient sur sa terre ».

Pour le Champois des bestiaux de Chalezeuilles, dans les planches de Chailluz à la Celle, jusqu'à la Grange de Palente.....	20 fr.
Revendeurs de chairs à cochon (39 à 9 fr) ..	351 fr.
Vendeur de limonade, néant, non amodié.	
De mesme du Lods y ayant un receveur particulier.....	
Marchandises de contrebande, rien, d'autant qu'à présent le Magistrat n'en a la connaissance.	
Amendes : 100 livres estev ¹ , auxquelles Sauvagoz a esté condamné, mais il en appelle.	
Item, de Tissot, insolvable.....	
Maison près Rivotte.....}	Néant
Barque de Rivotte.....}	
Rente, 28 mars 1690.....	7 fr. 9 gr.
Cense sur les moulins de la villes.	3 gr. 1 b.
Chambre du greffe du bailliage. Location...	24 fr. 9 gr.
Corps de garde de la place Saint-Quentin (location échue le 5 septembre).....	33 fr.
Ne fait état de 377 fr. 8 gr. 3 bl. d'un charpentier insolvable.....	
Caves de l'hôtel de ville, non amodiées....	

1. « Le type de la monnaie archiépiscopale est la pièce estevenante (Stephaniensis), ainsi nommée de la figuration à son revers de la fameuse relique diocésaine, le bras de saint Etienne ; tandis qu'à l'avvers étaient grossièrement estampées les colonnes, armes de la ville. Elle eut cours jusqu'en 1537 (des variantes de cette très mince monnaie d'argent portent une croix cantonnée de quatre lettres H.V.G.O. ou une représentation grossière de l'arc de triomphe romain, Porta Nigra). Le nouvel hôtel des monnaies, à cette époque même, s'installait à l'Hôtel de ville, Charles-Quint ayant concédé à la cité franche son privilège monétaire. Les pièces de cette fabrication portaient, à leur face, la tête de Carolus Imperator ; au revers, les armes de la ville, Bisuntina civitas, avec le milliaire ou millésime. En 1693, les demi-ducats en or étaient frappés à l'effigie traditionnelle Ducatus. Civit. Bisunt. ad. leg. imp., et la date. En 1637, les patagons, d'un nouveau coin, représentaient Charles-Quint en pied ; au revers, le blason impérial était surchargé en cœur des armes de la ville. En 1664, frappe spéciale de pièces d'honneur à l'effigie de Philippe IV. En 1668, s'impose le profil du roi de France : l'écu aux trois fleurs de lis comporte, au centre, les armes de la ville... Nos espèces n'avaient pas cours forcé dans les autres régions ; soumises, en Bourgogne même, à l'essayage. La garantie en était pourtant rigoureuse ; les faux monnayeurs mis à la torture, bannis... A partir de la conquête, notre fabrication monétaire cessa ses émissions régulières ; confisqué par l'Etat, le matériel de la ville, curieux outillage remontant en majeure partie à la période de souveraineté municipale, transporté à Lyon, s'anéantit. » Coindre, *Mon vieux Besançon*, 2^e fasc., p. 347.

Deux boutiques dans l'Hôtel de ville.....	36 fr.
Droit de parcours du bétail rouge de Thyse dans la forêt de Chailluz.....	20 fr.
Pisces du jour des cendres dues par les fer- miers des gabelles, des marchandises, du mou- lin, de la boucherie et de la marque des cuirs.....	72 fr.

Troisième grosse somme de la recette du présent compte 1.308 fr.
1 blanc.

Somme totale et générale de la recette du présent est de 113.186 fr.
1 gr. 2 bl. en argent.

Et la quantité de 14.746 tuiles:

DÉPENSE.

Missions, frais et dépens supportés par le rendant pendant l'année
1690, selon qu'il sera rapporté cy-après :

Le rendant requière pour le finito de son
compte dernier..... 13,089 fr. 3 bl.

Déchet de 1.200 tuiles sur les 12.000 portées
en recette de la Vèze.....

Thuiles employées au service de la Cité :
5.000 tuiles.....

Culte : Messes de l'hôtel de ville..... 117 fr.

Messes célébrées aux R.R. P. Cordeliers... 24 fr.

Messes du vœu Saint-Suaire..... 18 fr.

— à l'église Saint-Pierre..... 24 fr. 2 bl.

Fondations faites aux R.R. P. Bénédictins... 60 fr.

Aux PP. Bénédictins, pour l'huile de la lampe
allumée continuellement devant les corps des
deux saints..... 24 fr.

Confrérie de la Croix (2 rentes dues par la
Cité)..... 34 fr. 1 gr.

Rentes aux P.P. de l'Oratoire..... 375 fr.

— Bénédictins..... 225 fr.

Gages de distributeur de croix à M. M. du
Magistrat le jour de Sainte-Croix..... 3 fr.

50 fr. réclamés par le trésorier pour 18 setiers
de vin dus au chapelain de la Vèze..... 50 fr.

Payé pour fournitures de flambeaux et cierges
(service de la Cité)..... 93 fr. 11 gr. 2 bl.

Payé pour fournitures de flambeaux et cierges
(chapelle de l'hôtel de ville). 222 fr. 8 gr. 3 bl.

Blanchissage du linge de la chapelle de l'hôtel de ville.....	13 fr. 6 gr.
Terme des rentes dues par la cité aux R.R. P.P. Jésuites.....	906 fr.
Aux Pères de Saint-Antoine pour service fait dans leur église.....	64 fr.
Arrérages de deux rentes dues aux P.P. de l'Oratoire.....	500 fr.
Pieuses fondations.....	237 fr. 6 gr.
<i>Finances</i> : Pour l'entrée de 14,297 chariots remis aux fermiers de la gabelle de l'entrée des portes.....	3,574 fr. 3 gr.
Id. pour 8,423 chariots.....	2,155 fr. 9 gr.
Gages des commis de la régie du vin sur traites.....	417 fr. 11 g.
Payé aux fermiers de l'entrée des portes (pour les marchandises des mères Cordelières et de l'Académie.....	72 fr. 6 gr.
Pour diminution aux fermiers des marchandises (baisse des espèces).....	47 fr. 6 gr. 2 bl.
Criée pour les montes des fermes de la cité..	13 fr. 6 gr.
Affichage pour les fermes.....	6 gr.
Au fermier de l'entrée des portes de Notre-Dame, de Taillée, pendant 3 années, pour les charois entrés pour le service de MM. de Duras et de Renty, et pour les PP. Capucins et mères Cordelières.....	181 fr. 9 gr.
Pour le fermier des rouages des portes de Battant, Charmont et Arènes, pour même désintéressement.....	281 fr. 3 gr.
<i>Justice</i> : Fournitures aux prisonniers.....	7 fr. 8 gr.
Id.	14 fr.
Id.	23 fr. 6 gr.
Id.	31 fr. 8 gr.
Id.	23 fr. 10 g.
Id.	23 fr. 4 gr.
Pain et paille à une détenue prisonnière....	6 fr.
Exécution de Georgine Broty.....	8 fr. 2 gr.
Payé au procureur pour louer au greffe de la Cour les arrêts rendus au procès concernant le port de Rivotte.....	13 fr. 6 gr.
Payé au syndic Buson pour remboursement des sommes avancées.....	32 fr. 9 gr.

Payé au syndic pour causes criminelles.....	145 fr. 4 gr.
Pour avoir déterré et remis en terre un cadavre que l'on avait nuitamment porté dans le Chamars et pour reconnaître qui il était et comme il était décédé.....	9 fr.
<i>Instruction publique</i> : Collège : aux R. R. P. P. Jésuites pour la pension des classes dues audit Collège, comprise en ladite somme 500 fr. qui se payait par la Confrérie de Saint-Antoine...	3.000 fr.
Régent de la sixième.....	140 fr.
Classe de la 6 ^e pour la location de la classe pendant un an.....	60 fr.
Rentes dues au collège des Jésuites.....	800 fr.
<i>Guerre</i> : Aux sieurs trésoriers de l'extraordinaire des guerres : dernier quart de 1689.....	13.500 fr.
3/4 1690.....	40.500 fr.
Payé au contrôleur des logements (gages)...	500 fr.
Au secrétaire de la cité pour l'enregistrement de quantité de routes des troupes qui ont passé en cette ville par estapes, dès le 1 ^{er} janvier au 16 mars de l'an présent.....	186 fr. 9 gr.
Au maire du régiment de dragons, 108 fr., valeur de septante deux livres, pour être distribuées aux dragons dudit régiment campés dans le Chamars.....	108 fr.
Pour l'achat de bois, pailles, perches, piquets et frais de voitures fournis au régiment de dragons campés dans le Chamars.....	124 fr. 2 gr.
Dégâts commis par les dragons campés dans le Chamars.....	14 fr.
..... Id.....	127 fr.
Payement des logements des troupes qui ont passé en cette ville.....	400 fr.
Enregistrement de routes de gens de guerre par étapes.....	135 fr. 5 gr.
Port d'ordres pour la levée de la milice.....	21 fr.
Enregistrement des routes de gens de guerre.	284 fr. 9 gr. 3 bl.
Casernes Saint-Paul.....	9 fr.
Id.....	3 fr. 9 gr.
Id.....	4 fr. 6 gr.
Id.....	13 fr. 9 gr.
Id.....	8 fr. 6 gr.

Casernes Saint-Paul.....	42 fr.
Id.....	36 fr.
Id.....	50 fr. 3 gr.
Id.....	18 fr.
Entretien des lits des casernes Saint-Paul....	1,678 fr.
Lits des casernes (84 aunes de toile pour les paillasses).....	45 fr. 11 g.
Acompte des fournitures de draps de lit (ca- sernes).....	600 fr.
Matelas.....	9 fr.
Bois de lits des casernes.....	22 fr. 6 gr.
Lits des casernes.....	749 fr. 4 gr.
Entretien du couvert des casernes Saint-Paul.	150 fr.
Entretien des ustensiles et linge des officiers logés aux casernes.....	493 fr.
Toiles aux fenêtres des écuries Saint-Paul..	27 fr.
Fourniture broquette, pelle, clef, pour service de Saint-Paul).....	4 fr.
Vitres aux casernes.....	76 fr. 6 gr.
Logement des chevaux des officiers logés dans les casernes.....	29 fr. 3 gr.
Écuries des casernes.....	33 fr. 2 gr.
Brouettes pour les écuries des casernes.....	15 fr. 9 gr.
Logements de chevaux d'officiers.....	6 fr. 9 gr.
Id.....	3 fr. 4 gr. 2 bl.
Id.....	7 fr. 6 gr.
Id.....	7 fr. 10 gr.
Id.....	3 fr.
Id.....	4 fr. 10 gr.
Id.....	13 fr. 2 gr.
Id.....	3 fr. 6 gr.
Id.....	4 fr. 11 gr.
Id.....	1 fr. 9 gr. 2 bl.
Id.....	4 fr. 3 gr.
Id.....	1 fr. 1 gr. 2 bl.
Id.....	1 fr. 5 gr. 2 bl.
Id.....	2 fr. 3 gr.
Id.....	9 fr. 4 gr. 2 bl.
Id.....	11 fr.
Id.....	3 fr. 9 gr.
Id.....	5 fr. 5 gr.
Id.....	31 fr. 6 gr.

Écuries de Saint-Quentin.....	15 fr.
Id.....	11 fr. 6 gr.
Id.....	26 fr. 6 gr.
Id.....	14 fr. 3 gr.
Logement pour les avoines du roi.....	81 fr.
— farines du roi.....	66 fr.
— blés et avoines du roi....	285 fr.
Id.....	300 fr.
Id.....	30 fr. 9 gr.
Location du magasin à fourrage de l'abbaye Saint-Paul.....	224 fr.
Payé au commis à l'étape (location des maga- sins à fourrage).....	198 fr.
Magasins d'avoine de Saint-Paul.....	150 fr.
Id.....	33 fr.
Pour deux magasins faits dans l'abbaye de Saint-Paul par ordre du commissaire ordonna- teur.....	564 fr.
Location d'un magasin.....	60 fr.
Id.....	90 fr.
Location d'une maison dépendant de l'abbaye de Bellevaux.....	343 fr. 3 gr.
Grenier à foin pour l'Inspecteur général des troupes.....	6 fr. 9 gr.
Transport d'avoines (des magasins des pères Carmes dans celui de Bellevaux).....	13 fr. 6 gr.
Id.....	20 fr.
Transport d'avoines (de la maison de M ^{me} de Recologne en celle du Saint-Esprit).....	9 fr.
Transport d'avoines (des Cordeliers à Saint- Paul).....	67 fr. 6 gr.
Payé pour avoir fait relever les avoines qui étaient chez les pères de Saint-Antoine pour y mettre les farines du roi.....	3 fr.
Planchers faits dans les magasins de Belle- vaux.....	133 fr. 3 gr.
Couverts faits dans les magasins de Belle- vaux.....	82 fr. 6 gr.
Réparations faites dans les magasins de Belle- vaux.....	105 fr. 3 gr.
Fournitures, bois, tourbes et chandelles pour les treize corps de garde.....	2,574 fr. 9 gr.

Logement pour l'officier de garde de Rivotte.	33 fr.
— le corps de garde (un an)....	150 fr.
Cheminée du corps de garde.....	11 fr. 3 gr.
Fourniture d'une barque pour retirer des soldats enrhumés dans les eaux.....	4 fr. 6 gr.
<i>Assistance publique</i> : Terme de rente due aux Directeurs de l'hôpital.....	750 fr.
Rentes dues par la cité aux pauvres des bannières de Battant, Arènes et Charmont.....	25 fr.
<i>Dette</i> : Payé au directeur général des créanciers du sieur de Bourgey, pour un terme échu au 28 avril 1688 de la rente au capital de 9.228 fr. 6 gr.....	461 fr. 5 gr.
Rente du capital de 3.000 fr. (réduit à 2.500 fr.), terme de juillet 1689.....	150 fr.
Terme de rente de 1.400 fr. due par la cité..	70 fr.
Terme dû par la cité.....	255 fr. 11 g.
Terme de rente due par la Cité au S ^t -Denis de Basle.....	200 fr.
Au procureur au parlement en qualité de directeur des créanciers du S ^r Mareschal pour le terme de 1689 de la rente à eux due par la cité.....	461 fr. 5 gr.
Terme de la rente de 1.000 fr. due par la cité à un pharmacien.....	50 fr.
Terme de rente de 10.000 fr.....	500 fr.
Rente due aux sieurs Billerey.....	70 fr.
Id.....	150 fr.
Id.....	255 fr. 11 gr.
<i>Administration provinciale et militaire</i> : Payé au comte de Saint-Amour pour la location du demi-palais de Granvelle (logement de M. le maréchal de Duras).....	1.500 fr.
Payé au même comte pour l'autre demi-palais.	1.500 fr.
Payé pour location d'une maison (logement Intendant, pour 4 mois).....	500 fr.
Payé 500 fr. pour un autre quart échu le 10 juillet.....	1.000 fr.
Payé 500 fr. pour un autre quart échu le 10 novembre.....	
Payé pour 1/2 an, pour location d'une maison (logement Intendant).....	350 fr.

Id.	350 fr.
Pour location du demy verger occupé par M. l'Intendant.	112 fr. 6 gr.
Pour location du demy verger occupé par M. l'Intendant de la Fond.	112 fr. 6 gr.
Pour location pour 1 2 an d'une partie de son jardin pour M. l'Intendant.	45 fr.
Id.	45 fr.
Id.	45 fr.
Id.	45 fr.
Pour location de 5 mois de logement le dernier avril à raison de 208 fr. 4 gr. en mise du 1 ^{er} mai 1690.	208 fr. 4 gr.
Pour 6 mois de son logement à M. le Commissaire ordonnateur.	522 fr.
Logement du lieutenant du roy (1 an).	400 fr.
Location pour 1/2 an de 1689 de partie de sa maison servant de logement à M. le major de Bostaing.	320 fr. 10 g.
Logement de M. le major (6 mois).	320 fr. 7 gr.
Remboursement du logement de l'Inspecteur de cavalerie.	506 fr. 3 gr.
Logement du secrétaire de l'Intendant (1 an). — de M. de Vilpion (1/2 an).	257 fr. 6 gr. 330 fr.
Id.	330 fr.
— du sieur Baylin, aide-major (1 an). — du sieur Charlet, aide-major (1/2 an).	198 fr. 100 fr.
Gages aux sieurs Baylin et Charlet, aides-majors de la garnison, pour leurs charges et pour empêcher que leurs soldats n'aient aucun débat avec les citoyens.	594 fr.
Pour logement du capitaine des portes (1/2 an). Sieur Paidailhau.	82 fr. 6 gr.
Id.	82 fr. 6 gr.
Pour logement du capitaine des portes (1/2 an). Sieur Plantier.	82 fr. 6 gr.
Id.	82 fr. 6 gr.
Pour logement du sieur Legoutvil, ingénieur (1/2 an).	104 fr. 5 gr.
Id.	104 fr. 5 gr.

Pour logement du sieur Fasltière, ingénieur (1/2 an).....	123 fr. 9 gr.
Id.....	
4 mois.....	82 fr. 9 gr.
Pour logement du sieur Robert, ingénieur (4 mois).....	66 fr.
Id.....	66 fr.
Pour logement du commissaire d'artillerie (4 mois).....	99 fr.
	99 fr.
Id.....	77 fr.
Pour logem. de Movinville, ingén. (4 mois)...	66 fr.
	66 fr.
— du commissaire d'artillerie...	69 fr.
— du sieur Fleury, garde maga- sin d'artillerie.....	61 fr. 6 gr.
	61 fr. 6 gr.
Pour logement du Grand Prévost de la Maré- chaussée.....	150 fr.
	150 fr.
Pour logem. du lieuten ^t de la Maréchaussée.	82 fr. 6 gr.
	82 fr. 6 gr.
Pour logem. du s ^r Robelin, ingén. (6 mois)..	187 fr. 9 gr.
— d'un employé aux fortif. (3 mois).	33 fr.
— du garde du maréchal de Duras (2 mois).....	7 fr.
Pour logem. de la veuve du brigadier des gardes du Maréchal (3 mois).....	27 fr.
Pour logem. d'un garde du Maréchal (5 mois).	16 fr. 10 g.
— de 2 gardes du Maréchal (5 mois).	33 fr. 8 gr.
— du conseiller Belin.....	700 fr.
— du commis à la poste.....	198 fr.
Logement de la veuve du sieur Banquier...	560 fr.
— de M. de Saint-Marceau, lieuten- nant de la compagnie de dragons (lin 1689)....	40 fr. 6 gr.
Gages du portier de M. de Clairon.....	6 fr. 3 gr.
Logement du lieutenant du roi (une année)..	1.350 fr.
Gratifications au major de Rostaing.....	900 fr.
Logement du lieutenant de la compagnie de dragons de M. de Rostaing.....	54 fr.
Logement de l'aide-major de la garnison (1/2 an).....	99 fr.

Réparations (maisons de M. l'Intendant, et de M. de Renty).....	29 fr.
Id.	37 fr. 6 gr.
Réparations (maison de M. l'Intendant)....	75 fr.
Id.....	48 fr.
Id.....	16 fr. 6 gr.
Id.....	18 fr.
Id.....	9 fr.
Id.....	27 fr. 6 gr.
Id.....	15 fr. 3 gr.
Id.....	9 fr.
Id.....	18 fr. 3 gr.
Id.....	8 fr.
Id.....	18 fr.
Id.....	50 fr.
Id.....	8 fr.
Id.....	29 fr. 6 gr.
Id.....	30 fr. 3 gr.
Réparations maison de M. de Renty)....	125 fr. 6 gr.
Id.....	50 fr. 7 gr.
Id.....	150 fr.
Id.....	20 fr.
Id.....	7 fr.
Id.....	37 fr.
Réparations (maison de M. de Rostaing)....	9 fr.
— (logement de l'ingénieur).....	11 fr. 3 gr.
Id.....	51 fr.
— (logement de l'Inspecteur des travaux).....	30 fr.

Administration communale et service locaux :

Assistances de M.M. du Magistrat (2 semestres à 686 fr. 6 gr.).....	1,373 fr.
Honoraires des Magistrats pour l'audition des comptes.....	309 fr.
Pour leurs pièces d'honneur.....	846 fr.
Frais de bouche. — Donné à un traiteur pour frais du repas fait en l'hôtel de ville le jour de fête Saint-Louis.....	249 fr. 2 gr.
Pour vin muscat fourni le jour de l'élection du Magistrat.....	21 fr.
A un traiteur 296 fr. 3 gr. 2 bl. valeur de 1791. 10 s. 6 d. pour le repas qu'il a donné en	

l'hôtel de ville le 6 août en réjouissance de la victoire remportée à Fleurus.....	296 fr. 3 gr. 2 bl.
Gages du secrétaire de la cité.....	150 fr.
— trésorier.....	500 fr.
— contrôleur.....	200 fr.
— procureur syndic.....	200 fr.
— sous-syndic.....	100 fr.
Inspecteurs des portes chacun 273 fr. 9 gr., plus porte du pont de Bregille 33 fr. 9 gr. pour fin du compte 1689.....	1,676 fr. 3 gr.
Portier : de la porte Taillée, le jour de son institution.....	5 fr. 6 gr. 3 bl.
Portiers : de la porte Taillée, ses gages.....	100 fr.
— de Notre-Dame, pour son institution	5 fr. 6 gr. 3 bl.
— — ses gages.....	100 fr.
— de Battant, pour son institution...	5 fr. 6 gr. 3 bl.
— — ses gages.....	40 fr.
— de Charmont, pour son institution..	5 fr. 6 gr. 3 bl.
— — ses gages.....	46 fr.
— d'Areine, pour son institution	5 fr. 6 gr. 3 bl.
— — ses gages.....	40 fr.
— de Malpas.....	50 fr.
— de Rivotte.....	40 fr.
— du pont devant Bregille.....	50 fr. 6 gr.
Concierge à l'hôtel de ville.....	60 fr.
Garde du feu.....	100 fr.
Commandeurs des sept bannières	28 fr.
Visiteur de chair et de poisson	45 fr.
Au visiteur de la boucherie de Ronchaux...	30 fr.
Ne rapporte rien pour les gages du Réveillé...	
Gages des sergents : 150 fr.	
150 fr.	
33 fr.	
33 fr.	
33 fr.	
33 fr.	
	432 fr.
Gages du sergent chargé de recouvrir chez les habitants les sommes dues.....	16 fr.
Gages du trompette.....	10 fr.
Gardes des fruits de vignes 30 jours à 6 fr. l.	180 fr.
Des gens, envoyés pour reconnaître la maturité du raisin.....	45 fr. 9 gr.

Chasse-coquins. Pour les deux bedeaux chargés de chasser de la cité les vagabonds étrangers, à 10 fr. par mois chacun.....	240 fr.
<i>Frais administratifs</i> : Frais pour publications d'édits.....	63 fr. 6 gr.
Publication des édits du roi.....	20 fr.
Placards et édits.....	17 fr.
Port de lettres touchant l'édit du roi sur les sucres.....	10 fr. 4 gr.
Payé la somme de six francs pour port des circulaires aux villages de la montagne pour envoyer leurs chariots le jour des vendanges.....	6 fr.
Frais pour la visite du bois de la Vèze.....	15 fr.
— de Chailluz.....	15 fr.
Frais pour le feu de la Chambre du Conseil...	200 fr.
Frais d'encre, de papier et de plumes pour le secrétariat de l'hôtel-de-ville.....	50 fr.
Fournitures au secrétaire de la cité.....	10 fr. 10 gr.
Braise pour la Chambre du Conseil.....	5 fr.
Fournitures pour le service de la cité.....	35 fr. 11
Vins offerts aux notables pour l'élection du Magistrat.....	75 fr.
Coupe de bois pour l'hôtel-de-ville.....	6 fr.
Expédition des lettres de citoyen et de la boîte d'argent de M. le conseiller Roquet.....	27 fr. 6 gr.
Boîte d'argent pour la lettre de citoyen de M. de Chastelet.....	19 fr. 6 gr.
A un porteur d'ordres à plusieurs communautés.....	9 fr.
Port d'ordres aux villages de l'ancien territoire.....	2 fr. 4 gr.
Porteur d'ordres.....	3 fr.
Pour voyages dans villages pour défendre d'amener le bétail aux foires, tandis que la mortalité règnait.....	7 fr. 6 gr.
Pour plomb fourni pour faire les marques aux armes de la cité, pour donner aux charretiers entrant chargés en icelle pour le service du roi.	46 fr. 11 gr.
A un inspecteur pour rassembler les outils de la monnaie et reconnu le poids des halles.....	16 fr. 6 gr.
Marque pour les plombs, et plaque pour un bedeau.....	9 fr.

A un peintre, pour un écriteau portant défense de déposer des immondices.....	3 fr.
Pour trois aunes de satin blanc, pour deux thèses présentées à M.M.....	18 fr.
Impression de 630 thèses aux MM. du Magistrat.....	291 fr.
Papier de thèses dédiées à MM. du Magistrat.....	192 fr. 9 gr.
<i>Propriétés communales</i> : Censes dues par la cité à l'archevêque (loyer de locaux lui appartenant).....	31 fr. 5 gr. 4 en- greignes
Clerc de Saint-Pierre (service des cloches et de l'horloge).....	60 fr.
Clerc de Sainte-Marie-Madeleine (service des cloches et de l'horloge).....	30 fr.
Clerc de Saint-Jean la paroisse (service des cloches et de l'horloge).....	12 fr.
Gages de l'horloger, pour l'entretien des horloges.....	30 fr.
Horloge de la Madeleine.....	4 fr. 6 gr.
Droit de la barque de Rivotte.....	50 fr.
Amodiation du bois de Chaudanne, pour désintéressement.....	45 fr.
Frais pour l'entretien des fontaines de la cité.....	450 fr.
Réparations aux fontaines de Bregille.....	20 fr.
Fontaines.....	9 fr.
Id.....	6 fr.
Puits des P.P. Bénédictins (pavage).....	16 fr.
— (barres de fer pour empêcher les chevaux d'y boire).....	38 fr.
Puits (de M. l'Intendant).....	6 fr. 9 gr.
Puits (de Saint-Paul).....	4 fr.
— (réparations).....	6 fr. 9 gr.
Id.....	5 fr. 9 gr.
Id.....	145 fr.
Id.....	23 fr. 3 gr.
Id.....	4 fr. 6 gr.
Id.....	46 fr. 3 gr.
Id.....	12 fr.
Id.....	55 fr. 10 gr.
Id.....	15 fr. 4 gr.
Id.....	16 fr.
Id.....	34 fr. 6 gr.

Puits réparations	112 fr. 6 gr.
Id	13 fr. 2 gr.
Id	16 fr.
Id	4 fr.
Id	17 fr. 6 gr.
Id	4 fr. 6 gr.
Id	4 fr. 3 gr.
Id	24 fr.
Id	3 fr. 3 gr.
Id	17 fr. 4 gr.
Id	16 fr.
Payé aux soldats qui ont fait le creusage de la glacière auprès de la tour de la Pelotte.....	45 fr.
Glacière au bas du petit Battant.....	295 fr. 9 gr. 2 bl.
Glacière du petit Battant.....	129 fr.
Porte Notre-Dame.....	4 fr. 6 gr.
Porte de Battant.....	4 fr. 6 gr.
Porte Taillée.....	172 fr. 6 gr.
Bâtiment du portier de Notre-Dame.....	16 fr. 6 gr.
Ponts et portes.....	80 fr.
Pont de la porte de Battant.....	9 fr.
Pont de la cité.....	3 fr.
Pont.....	50 fr.
Pont d'Arènes.....	16 fr.
Pont-levis d'Arènes.....	81 fr.
Pour construction d'une pile qui sépare les courants.....	300 fr.
Réparations à l'hôtel-de-ville.....	31 fr. 6 gr.
Id.....	69 fr. 9 gr.
Couvert de l'hôtel-de-ville.....	20 fr.
Toits de l'hôtel-de-ville, de la Monnaie et du corps de garde.....	153 fr. 6 gr.
Caves de l'hôtel-de-ville.....	3 fr. 7 gr.
Id.....	4 fr. 6 gr.
Tour de la Pelotte.....	18 fr.
Tour de Montmartrin.....	17 fr. 7 gr.
Boucherie du Bourg.....	15 fr.
Id.....	10 fr.
Id.....	33 fr. 9 gr.
Id.....	79 fr. 3 gr.
Réparations dans le quartier du Bourg.....	18 fr.
— à Saint-Quentin.....	6 fr.
— des fenêtres d'une maison louée par la ville.....	4 fr. 6 gr.

Ouvrages dans la maison du marquis de Renty.	47 fr. 9 gr.
Boutiques près de Sainte-Madeleine.....	14 fr. 6 gr.
Id.....	6 gr.3bl.
Id.....	5 fr. 3 gr.
Moulin de la ville.....	835 fr. 6 gr.
Déchargeoir du moulin de la ville.....	16 fr. 3 gr.
Greniers à blé de la cité.....	15 fr.
Balances des halles.....	6 fr. 8 gr.
Halles.....	8 fr. 2 gr.
Serrures dans la Monnaie.....	111 fr. 6 gr.
Reconnaissance des bois du pont de Bregille et des écuries Saint-Paul.....	24 fr. 10 gr.
Payé à l'architecte (pour Saint-Paul, Bregille, Pré-de-Vaux).....	120 fr.
Plans d'architecte municipal.....	75 fr.
Tapiserie pour le service de la cité.....	99 fr. 9 gr.
Pour louage d'une tapisserie.....	45 fr.

Voirie : Vuidange des puits :

bannière de Saint-Quentin..	52 fr. 9 gr.	}	113 fr. 9 gr.
— Saint-Pierre	12 fr.		
— Chamars	16 fr.		
— du Bourg	10 fr.		
— de Battant	6 fr.		
— de Charmont ...	7 fr.		
— d'Arènes	10 fr.		

Payé pour nettoyage de puits (du marché et
des dames de Battant)..... 6 fr.

Entretien des puits (par quart d'an et par quartiers).....	25 fr.	}	241 fr. 10 gr.
	25 fr.		
	25 fr.		
	25 fr.		
	13 fr. 6 gr.		
	15 fr.		
	11 fr. 10 gr.		
	12 fr. 6 gr.		
	12 fr. 6 gr.		
	12 fr. 6 gr.		
	23 fr.		
	23 fr.		
	9 fr.		
	9 fr.		

Pavage.....	240 fr.
Id.....	122 fr. 9 gr.
Id.....	120 fr.
Id.....	140 fr. 3 gr.
Id.....	254 fr.
Id.....	40 fr.
Id.....	85 fr. 9 gr.
Id.....	192 fr.
Id.....	8 fr.
Id.....	18 fr. 7 gr.
Id.....	208 fr. 9 gr.
Id.....	32 fr.
Id.....	101 fr. 9 gr.
Id.....	321 fr. 3 gr.
Id.....	73 fr. 7 gr.
Id.....	78 fr.
Id.....	69 fr.
Id.....	54 fr.
Id.....	124 fr. 5 gr.
Id.....	211 fr.
Chemin des prés de Vaux.....	600 fr.
— de Bregille.....	264 fr.
Réparation du chemin de la Combe aux chiens tirant à Valentin.....	135 fr.
Chemin de Morre.....	480 fr.
— de Bregille.....	180 fr.
— de Taragnoz.....	406 fr. 3 gr.
— de la Creuse.....	293 fr. 9 gr.
— de Taragnoz.....	27 fr.
— devant le corps de garde.....	15 fr.
— de Billon.....	10 fr.
— de la Creuse.....	9 fr.
Élargissement d'une rue (expropriation).....	150 fr.
Id.....	100 fr.
Id.....	50 fr.
Enlèvement de rochers.....	102 fr. 3 gr.
Id.....	184 fr. 6 gr.
Grillage et pilotage de la culée du pont devant Bregille.....	900 fr.
Fossé devant le couvent des P.P. Capucins...	30 fr.
Fossé.....	60 fr.

Frais pour l'enlèvement des boues :

4 tonnerreliens : 24 fr. 9 gr. chaque	}	294 fr. 9 gr.
3 — 17 fr. 6 gr. —		
4 — 20 fr. 6 gr. —		
4 — 16 fr. 6 gr. —		
Boues		9 fr.
Déblai		43 fr.
Id.		15 fr.
Id.		13 fr. 6 gr.
Id.		4 fr. 6 gr.
Id.		15 fr. 9 gr.
Id.		9 fr.
Id.		6 fr.
Id.		2 fr.
Id.		12 fr.
Id.		15 fr.
Id.		15 fr.
Id.		18 fr.
Id.		15 fr.
Id.		3 fr.
Id.		20 fr.
Id.		30 fr.
Id.		6 fr.
Id.		6 fr.
Id.		11 fr. 3 gr.
Nettoyage de ruelles		18 fr.
Immondices		10 fr.
Pour avoir enlevé du Chapeau Rouge un mulet mort dans les écuries, appartenant à un officier qui conduisait une revue		4 fr. 6 gr.
Outils pour le service de la ville		21 fr.
Brouettes		15 fr.
Chandelles —		19 fr. 7 gr.
<i>Fêtes publiques : Goûter le jour que l'on tire l'oiseau dans le Chamars</i>		
		24 fr.
Prix du roi de l'oiseau du jeu de l'arquebuse		33 fr.
Louage de tapisserie pour orner l'église des RR. Pères Cordeliers le jour de la fête de saint Louis		
		16 fr. 6 gr.
Organiste —		3 fr.
Musique —		20 fr. 11 g.

Terme de rente due aux commis de la ban- nière de Saint-Pierre pour les parades.....	20 fr.
Chamars Id.....	30 fr.
Payé à un sergent de ville pour soins d'en- tretien les robes de cérémonie de M.M. les maire et échevins.....	9 fr.
Robes de cérémonie.....	4 fr. 6 gr.
Feux de joie pour les victoires du roi en Flandre et Piémont.....	218 fr. 11 g.
Payé à M.M. les commis du magistrat pour accompagner M. l'Intendant de Lafond le jour de son départ pour l'armée et ce pour les frais de leurs chevaux de louage, de leurs valets et sergents de ville qui les ont suivis.....	19 fr. 6 gr.
Pour chevaux de louage aux commis étant allés à la rencontre de M. l'Intendant, au retour de son voyage.....	57 fr.

Somme totale et générale de la dépense du présent compte est de celle de cent vingt neuf mille, neuf cent onze francs, deux gros, deux blancs, et de la quantité de six mille deux cents tuiles.

Et celle de la recette est de cent treize mille, cent quatre-vingt-six francs, un gros, deux blancs, et en tuiles quatorze mille sept cent quarante-six.

Ainsi, conférant lesdites recettes et dépenses, la cité est demeurée redevable audit rendant pour avoir plus déboursé que reçu, de la somme de seize mille sept cent vingt-cinq francs, un gros.

Et au contraire ledit rendant est redevable à ladite cité de huit mille cinq cent quarante-six tuiles. Fait, ouï, clos et arrêté en la Chambre de l'Hôtel du conseil de ville, en présence et du consentement du rendant, le trente et un de décembre seize cent quatre-vingt-dix, erreur de calcul sauf.

Suivent les signatures.

ANNÉE 1705.

RECETTE.

Fermes et gabelles.

Marchandises.....	12.800 l.
Entrée des portes tant pour l'ancien que nouveau droit.....	12.700 l.
Gabelle du vin qui se débite chez les traiteurs.....	4.133 l. 6 s. 8 d.
Boucherie (ancien et nouveau droit).....	23.566 l. 13 s. 4 d.
Gabelle du poisson.....	1.400 l.
Droit sur les vendanges.....	1.481 l. 3 s. 5 d.
Droit sur l'entrée du vin.....	5.540 l.
Pour fin de compte qu'il a rendu dudit droit.	4.492 l. 10 s.
Gages de plusieurs gardes.....	120 l.
Rivière sous le pont.....	40 l.
— de Champmars.....	33 l. 6 s. 5 d.
— de Velotte.....	73 l. 6 s. 8 d.
— de Rivotte....	26 l. 13 s. 4 d.
Vergers de Chaudanne.....	6 l. 13 s. 4 d.
Bois —.....	35 l. 6 s. 8 d.
Vignes de Doupois.....	70 l.
Chambrettes derrière la Madeleine.....	48 l.
Id.....	42 l.
Id.....	36 l.
Id.....	36 l.
Id.....	20 l.
Id.....	42 l.
Id.....	2 l. 10 s.
Boutiques dans l'allée de l'hôtel de ville....	12 l.
Id.....	10 l.
Id.....	20 l.
Id.....	20 l.
Id.....	30 l.
Id.....	50 l.
Id.....	50 l.
Id.....	14 l.
Id.....	10 l.
Id.....	20 l.
Id.....	18 l.
Id.....	12 l.

Places dans la ruelle de l'hôtel de ville.....	12 l.
Places au bout du banc des trippes.....	15 l.
Banc des bouchers.....	90 l. 7 s. 9 d.
Bancs des trippes.....	12 l. 13 s. 6 d.
Boucherie de Saint-Quentin.....	3 l. 6 s. 8 d.
Bancs des trippes laissés séparément.....	30 l.
Id.....	12 l.
Id.....	4 l.
Id.....	6 l.
Pour la première place....	93 l.
Id.....	60 l.
Id.....	36 l.
Id.....	12 l.
Places sur le pont de la cité.....	46 l. 13 s. 4 d.
Id.....	40 l.
Réception des citoyens.....	393 l. 6 s. 8 d.
Id.....	100 l.
Patoz.....	65 l.
—	48 l.
—	10 l. 10 s.
Recette des hostes, traitteurs, cabaretiers et gens tenant auberge dans la cité pendant l'an- née 1705.....	87 l.
Id.....	132 l. 4 s.
Id.....	122 l. 9 s. 6 g.
Id.....	8 l. 15 s. 12 g.
Droit de vendre seul le gibier et la volaille pendant Caresme.....	100 l.
Revendeurs de pores frais....	246 l.
Places derier Saint-Pierre.....	1 l. 10 s.
Censes du moulin de la ville.....	3 s. 6 d.
Thuillerie de Saint-Ferjeux.....	68 l. 13 s. 4 d.
Grange de Palente.....	13 s. 4 d.
Cressonnière.....	53 l. 6 s. 8 d.
Rentes.....	5 l. 13 s. 4 d.
Censes et lods.....	268 l. 12 s. 11 d.
Recette extraordinaire.....	9,000 l.
Id.....	448 l. 19 s. 1 d.
Recette de la Vèze.....	54 l.
Censes viagères.....	2 l. 17 s. 9 d.
Id.....	9 l. 14 s. 9 d.

Censes deües le jour de Saint-Martin d'hiver	
1705.....	58 l. 17 s.
Id.....	37 l. 10 s.
Id.....	31 l. 10 s.
Id.....	129 l.
Id.....	9 l. 8 s. 10 d.
Lods de la Vèze.....	102 l.
Tuilerie de la Vèze : 8.500 tuiles.....	
Suite de la recette de la Vèze.....	207 l. 2 s.
Places sur le port de Rivotte.....	24 l.
Amodiation du parcours dans la forêt de Chailluz.....	30 l.
Somme totale et générale de la recette du présent compte est de celle de 91.770 l. 6 s. 4 d. en argent, et en tuiles 8.500 tuiles.	

DÉPENSE.

<i>Impôts royaux</i> : Payements faits au trésorier des fortifications pour les fermes du roi.....		25,500 l.
Abonnement province.....		9,481 l. 10 s. 9 d.
Réunion offices lieutenant des maires et assesseurs au corps municipal.....		1,500 l.
<i>Culte</i> : Fondation aux PP. Bénédictins.....		56 l.
Messes de vœux au Saint-Suaire.....		12 l.
Messes célébrées dans l'église des PP. Corde- liers.....		16 l.
Id.....		88 l. 11 s.
Pieuses fondations.....		191 l. 13 s. 4 d.
Chapelle de la Vèze.....		36 l. 17 s. 8 d.
Gages des clercs des églises.....		73 l. 6 s. 8 d.
Blanchissage linge chapelle.....		8 l.
<i>Finances</i> : Audition des comptes.....		200 l.
Assistance aux montes.....		210 l.
Taxe des vins.....		20 l. 13 s. 4 d.
Gages du rendant.....		333 l. 6 s. 8 d.
Criées aux montes.....		9 l.
Frais de comptes d'octrois.....		584 l. 17 s. 8 d.
Diminutions faites aux fermiers : Rouage 1704.		113 l. 16 s. 8 d.
Id. 1705.		255 l. 6 s. 8 d.
Id. Boucherie (1704) (viande de M. le premier Président)...		47 l. 18 s. 4 d.
Diminutions faites aux fermiers : Boucherie de l'hôpital.....		300 l. 16 s. 4 d.

Diminutions sur espèces retrouvées dans caisse du rendant.....	6 l. 12 s. 6 d.
Id.....	18 s. 3 s. 3 d.
<i>Justice</i> : Frais du procès de la Ville contre officiers des eaux et forêts.....	1.748 l. 7 s.
Pain et paille aux prisonniers.....	59 l. 11 s. 10 d.
<i>Instruction publique</i> : Honoraires du Collège.....	2.000 l.
<i>Guerre</i> : Frais pour l'entretien des casernes..	1.692 l. 3 s.
Bois, chandelles, tourbes, pour les corps de garde.....	3.200 l.
<i>Dette</i> : Pour finitio du compte précédent....	3.027 l. 11 s. 1 d.
Rentes dues à MM.....	2.200 l.
Id.....	2.500 l.
Id.....	1.950 l.
Autres rentes dues par la Cité.....	662 l. 1 s. 9 d.
Id.....	1.491 l. 6 s. 8 d.
Id.....	653 l. 6 s. 8 d.
Id.....	13 l. 6 s. 8 d.
<i>Administration provinciale et militaire</i> : Lo- gements et gratifications.....	6.490 l.
Id.....	3.085 l.
Id.....	1.079 l.
Id.....	1.324 l. 6 s. 4 d.
Id.....	1.820 l.
Id.....	841 l. 6 s. 8 d.
Id.....	528 l. 1 s. 3 d.
Réparations à l'hôtel de l'Intendant.....	323 l. 5 s.
Id.....	156 l. 10 s.
<i>Administration communale et services lo- caux</i> : Assistances de MM. du Magistrat.....	916 l. 10 s.
Etreuves.....	126 l.
Pièces d'honneur.....	564 l.
Pisces.....	48 l.
Commissaire aux revues.....	226 l. 13 s. 4 d.
Gages des officiers.....	100 l.
— du contrôleur de la cité.....	133 l. 6 l. 8 d.
— du syndic.....	133 l. 6 s. 8 d.
— d'un autre syndic.....	66 l. 13 s. 4 d.
— du secrétaire des logements de guerre.....	300 l.
— des commandeurs des sept bannières.....	18 l. 13 s. 4 d.
— de deux sergents d'honneur.....	200 l.

Gages d'un autre sergent de l'hôtel de ville..	66 l. 13 s. 4 d.
— de 3 sergents.....	66 l.
— des visiteurs de chair et poisson.....	50 l.
— du concierge de l'hôtel de ville..	40 l.
— du trompette.....	6 l. 13 s. 4 d.
— des portiers de la cité.....	369 l. 15 s. 10 d.
— des gardes du feu.....	66 l. 13 s. 4 d.
— des gardes de police.....	576 l.
— des gardes du bois de la Vèze.....	66 l. 13 s. 4 d.
— des inspecteurs aux portes.....	664 l.
<i>Frais administratifs : Feu à la chambre du</i>	
Conseil.....	133 l. 6 s. 8 d.
Encre, plumes et papier.....	100 l.
Publications et affiches d'édits.....	15 l. 6 s. 8 d.
Id. de Sa Majesté.	20 l.
Frais d'impression.....	212 l.
Nouvelles et gazettes (facteurs des postes)...	60 l.
<i>Propriétés communales : Gages des horlo-</i>	
geurs.....	80 l.
Réparations à la tour de Montmartrin.....	231 l. 12 s.
Id.	459 l. 1 s.
Id.	65 l. 2 s.
Censes dues par la cité à l'archevêque.....	20 l. 19 s. 2 d.
— la barque de Ri-	
votte.....	33 l. 6 s. 8 d.
Entretien des poids.....	176 l.
Réparation des fontaines.....	668 l. 16 s.
Voirie : Enlèvement des boues.....	227 l. 19 s. 4 d.
Id.	6 l. 13 s. 4 d.
Id.	8 l.
<i>Fêtes publiques : Repas de la fête St-Louis.</i>	
Frais pour présents (vins, confitures).....	825 l. 11 s. 6 d.
Id.	317 l. 18 s.
Cierges et flambeaux.....	350 l.
<i>Menues dépenses ordinaires : Totaux partiels :</i>	
—	123 l. 13 s. 4 d.
—	138 l. 4 s.
—	24 l. 10 s.
—	58 l. 16 s.
—	315 l.
—	107 l. 10 s.
—	107 l. 11 s.

Dépense générale : 95.222 l. 17 s. 4 d.

Tuiles : 5.423.

Recettes : 91.770 l. 6 s. 4 d.

Tuiles : 8.500.

Redu au rendant par la Cité : 3.452 l. 11 s., et rendant est redevable à la cité de 3.077 tuiles.

Fait ouï, clos et arrêté en la Chambre du Conseil de l'Hôtel de Ville, en présence et du consentement dudit rendant le 28^e avril 1706, erreur de calcul sauf.

Suivent les signatures (conseillers et Intendant).

ANNÉE 1710.

Compte rendu par Denis Euvrard, trésorier de la Cité royale de Besançon à M.M. les Vicomte Mayeur, lieutenant général de police, et Echevins et Conseillers de la ville de tous les revenus lui appartenant pour 1710.

Mis au bureau de la Chambre du conseil de l'Hôtel de Ville par devant le Maire et le Conseil, par le Rendant, qui a presté le serment en tel cas requis.

Prend bien le tems vû le compte précédent.

RECETTE.

Gabelle de l'entrée des marchandises (2 % sur marchands étrangers). 1 ^{re} année de 6.	12.000 l.
Entrée des portes = rouage (1/5 à la ville). 1 ^{re} année de 3.	12.400 l.
Gabelle des marées (laissée avec celle des marchandises).	
Boucherie (bêtes qui se tuent en ville) tant que guerre durera.	36.700 l.
Vin qui se débite dans les auberges.	2.962 l. 6 s. 8 d.
Poids des Halles.	316 l.
Langues.	310 l.
Marques des cuirs, et sur marchands de cuirs, étrangers.	260 l.
Signets des moulins.	925 l.
Poisson.	1.550 l.
Droit de vendre seul la biere.	350 l.

Pisces.....	48 l.
Port de Rivotte.....	230 l.
Gage de conseiller garde sel (dû par le Sr Monnier).....	120 l.
Entrée des vendanges achetées hors de l'ancien territoire.....	1.878 l. 19 s.
Entrée du vin.....	4.368 l. 5 s. 2 d.
Rivières : sous le pont.....	63 l.
Id. de Chamars.....	50 l.
Id. de Rivotte.....	20 l.
Id. de Velotte.....	47 l.
Fontaine de Saint-Léonard (0, car pas laissée).	
Chambrettes derrière la Magdeleine (dernière année de 3).....	43 l.
2 ^e	40 l.
3 ^e	25 l.
4 ^e	25 l.
5 ^e	20 l.
6 ^e	15 l.
7 ^e	14 l.
Vergers et bois de Chaudanne (dernière année de 9).....	6 l. 13 s. 4 d.
Id.....	35 l. 6 s. 8 d.
Vignes de Doupoid.....	10 l.
Tour de Montmartin (0, car occupée par lieutenant général de province).....	
Droit de l'Eminage (Rien — laissé en graine).	
Boutiques dans l'allée de l'Hôtel de Ville...	6 l.
Id.....	20 l.
Id.....	25 l.
Id.....	40 l.
Id.....	9 l.
Id.....	15 l.
Id.....	14 l.
Id.....	3 l. 6 s. 8 d.
Id.....	6 l.
Id.....	12 l.
Boutiques sous les arcades.....	20 l.
Id.....	12 l.
Id.....	9 l.
Id.....	1 l.

Place au bout du banc des trippes.....	18 l.
Banc des bouchers.....	90 l. 1 s. 9 d.
Banc des trippes.....	12 l. 15 s. 6 d.
Id.....	3 l. 6 s. 8 d.
Id.....	100 l.
Id.....	8 l.
Id.....	4 l.
Id.....	63 l.
Id.....	60 l.
Id.....	36 l.
Id.....	12 l.
Id.....	40 l.
Id.....	26 l.
Id.....	20 l.
Id.....	12 l.
Id.....	2 l.
Id.....	16 l.
Id.....	10 l.
Place sur le pont de la cité.....	40 l.
Citoyens reçus en 1710.....	392 l.
Patoz.....	120 l.
Permission de vendre chair cuite et d'exposer la serviette (loger et donner à boire), pendant 1710.....	134 l. 16 s.
Id.....	145 l. 16 s.
Id.....	93 l. 16 s.
Id.....	40 l. 16 s. 8 d.
Droit de vendre gibier et volaille, seul, pendant Caresme.....	61 l.
Place de jardin derrière le Cimetière Saint-Pierre.....	1 l. 10 s.
Cense du moulin de la ville.....	3 s. 6 d.
Thuillerie de Saint-Ferjeux.....	68 l. 13 s. 4 d.
Grange de Palente (parcourt bestiaux dans forêt Chailluz.....	13 s. 4 d.
Cressonnière.....	53 l. 6 s. 8 d.
Parcourt dans la forêt de Chailluz (habitants de Thise).....	30 l.

Droit de glandie dans forêt de Chailluz.....		
Id. — bois de Vèze.....		
Id. de la Monoye.....		
Id. d'Aubaines.....		
Id. d'Epaves.....		
Id. de succession des bastards.....		
Id. des nouvelles isles.....		
Id. de la limonade.....		
Id. de la marchandise de contrebande....		
Id. de la barque de Rivote.....		
Id. de la Chambre du greffe du bailliage..		
Id. du corps de garde de Saint-Quentin..		
Recepte de la Vèze (avoine dûe par les gran- giers).....	36 l.	
Thuilerie de la Vèze.....	66 l. 13 s. 4 d.	
Tuiles prises dans le grenier de la cité.....	5 l.	
Censes viagères (pour vente).....	2 l. 17 s. 9 d.	
Id. (pour héritage.....	9 l. 14 s. 9 d.	
Censes dues le jour de Saint-Martin et Saint- Joseph : Ascensement du petit bois de la Vèze.	58 l. 17 s.	
Id. de 50 journaux de terre (Aglans).....	37 l. 10 s.	
Censes dues le jour de Saint-Martin et Saint- Joseph : Ascencement de 42 journaux de terre (Aglans).....	31 l. 10 s.	
	120 l.	
	16 l. 10 s.	
Censes dues le jour de Saint-Martin et Saint- Joseph : Ascensement de 160 journaux de terre (Grand-Combe).....	1 l. 4 s.	
	15 l.	
	9 l. 8 s.	
	18 l.	

Néant, pour
n'avoir été
laissé.

Diminutions aux fermiers : rivière de Chamaras.....	16 l. 13 s. 4 d.
Id. signets des moulins.....	135 l. 15 s.
Ascensement du bois de la Vèze (sommes données en trop pendant 28 ans).....	58 l. 14 s.
Frais du compte des octrois.....	474 l. 18 s. 6 d.
Collecteur du droit d'exposer la serviette...	16 l.
<i>Justice</i> : Frais de procédures.....	830 l. 18 s. 5 d.
Droit de quittance des gages de l'office de conseiller garde scel.....	2 l.
<i>Instruction publique</i> : Logement du maître de l'Académie.....	466 l. 6 s. 8 d.
Id. de l'Université.....	440 l.
Professeur en théologie (pension de Sa Majesté).....	333 l. 6 s. 8 d.
Id.....	500 l.
Professeur en médecine.....	150 l.
Honoraire du collège des Jésuites.....	2,000 l.
Rentes aux PP. Jésuites.....	604 l.
<i>Guerre</i> : Magasin pour étapes.....	66 l. 13 s. 4 d.
Écuries.....	100 l.
Magasins de Saint-Paul.....	133 l. 6 s. 8 d.
— pour le roi.....	80 l.
Corps de garde.....	100 l.
Bois et chandelles au corps de garde.....	1,960 l. 9 s.
Cheminées des corps de garde.....	5 l.
Id.....	8 l.
Entretien des casernes.....	2,100 l.
Id.....	100 l.
Id.....	44 l.
Id.....	31 l. 18 s.
Id.....	36 l.
Id.....	12 l.
Id.....	8 l.
<i>Assistance publique</i> : Chirurgien de l'hôpital.....	100 l.
Nourriture de trois enfants trouvés.....	90 l.
Rentes pour œuvres charitables.....	13 l. 6 s. 8 d.
Id.....	10 l.
Id.....	20 l.

Rentes pour l'hôpital.....	366 l. 13 s. 4 d.
<i>Dette</i> : Rente due par la cité à M. Tinleau...	83 l. 6 s. 8 d.
Rentes dues par la cité à divers particuliers et à des œuvres pieuses.....	720 l. 13 s. 4 d.
Id.....	589 l. 9 s. 4 d.
Id.....	879 l. 9 s. 4 d.
Rentes dues à MM. (capital 44.000 l.).....	2.200 l.
Id. 50.000.....	2.500 l.
Id. 39.000.....	1.950 l.
<i>Administration provinciale et militaire :</i>	
Logements et gratifications : Gouverneur de la province.....	2.000 l.
Intendant.....	2.300 l.
Lieutenant du roi.....	550 l.
Secrétaire de l'Intendant.....	230 l.
Lieutenant du roi (gratification).....	900 l.
Major de la garnison (logement).....	500 l.
Id. (gratification).....	600 l.
Aide-major.....	96 l. 16 s.
Id.....	132 l.
Id. (gratification à eux deux).....	396 l.
Commissaire provincial.....	400 l.
Id.....	600 l.
Capitaine des portes.....	110 l.
Id.....	110 l.
Id.....	48 l.
Sieur de Verpel.....	300 l.
Lieutenant provincial d'artillerie.....	300 l.
Commissaire d'artillerie.....	51 l.
Sieur de Chammartin.....	81 l. 6 s. 8 d.
Ingénieur.....	90 l.
Grand Prévôt.....	200 l.
Archers de la maréchaussée.....	264 l.
Commissaire d'artillerie.....	88 l.
Lieutenant général.....	200 l.
Contrôleur.....	100 l.
Intendant (logement).....	250 l.
Ingénieurs (logements).....	1 l. 6 s. 4 d.
Id.....	89 l.
Secrétaire de l'Intendant.....	60 l.
Capitaine d'une compagnie franche.....	12 l.
Id.....	36 l.

Capitaine au régiment dauphin.....	15 l.
Commissaire ordinaire de l'artillerie.....	108 l. 13 s. 4 d.
Aide-major (3 mois).....	35 l. 4 s.
Commissaire de la marine.....	50 l.
M. Cany (4 mois de logement).....	40 l.
Hôtel de l'Intendant.....	60 l.
Id.....	64 l.
Étrennes aux secrétaires de l'Intendant....	305 l.
— officiers du lieutenant général.	37 l. 10 s.
<i>Administration communale et services lo-</i>	
<i>caux</i> : Étrennes de M. M.....	126 l.
Assistances.....	922 l. 1 s. 6 d.
Pièces d'honneur.....	564 l.
Pisces.....	48 l.
Commissaires aux revues (Magistrat).....	266 l. 13 s. 4 d.
Gages des officiers : Secrétaire.....	100 l.
— Contrôleur de la cité....	133 l. 6 s. 8 d.
— Syndic.....	133 l. 6 s. 8 d.
— Autre syndic.....	66 l. 13 s. 4 d.
— Secrétaire des logements	
de guerre.....	300 l.
Gages des officiers : Comptable.....	333 l. 6 s. 8 d.
— Trompette.....	6 l. 13 s. 4 d.
Sergents d'honneur.....	100 l.
Id.....	100 l.
— de l'hôtel de ville.....	66 l. 13 s. 4 d.
Id.....	22 l.
Id.....	22 l.
Id.....	22 l.
Portiers de la cité.....	10 l. 6 s. 8 d.
Id.....	26 l. 13 s. 4 d.
Id.....	10 l. 6 s. 8 d.
Id.....	33 l. 6 s. 8 d.
Id.....	30 l. 1 s. 6 d.
Id.....	34 l. 1 s. 6 d.
Id.....	34 l. 1 s. 6 d.
Id.....	10 l.
Commandeurs.....	18 l. 13 s. 4 d.
Concierger de l'hôtel de ville.....	40 l.
Gardes du feu.....	66 l. 13 s. 4 d.
Gardes de police.....	132 l.
Visiteurs de chair et poissons.....	50 l.

Gardes des forêts.....	117 l.
Id.....	66 l. 13 s. 4 d.
Inspecteurs aux portes de la cité.....	120 l.
Id.....	120 l.
Id.....	120 l.
Id.....	90 l.
Id.....	124 l.
Id.....	90 l.
Secrétaire des logements (pour officiers)....	480 l. 8 s. 8 d.
Gardes des vignes.....	93 l. 6 s. 8 d.
Id.....	10 l. 4 s. 8 d.
Id.....	30 l. 10 s.
Étrennes au trompette de la cité.....	3 l.
<i>Frais administratifs : Feu de la chambre</i>	
du Conseil.....	133 l. 6 s. 8 d.
Encre, plumes et papier.....	100 l.
Pour publication d'édits.....	20 l. 6 s. 8 d.
Frais d'impression.....	190 l.
<i>Propriétés communales : Horlogeurs.....</i>	
80 l.	
Réparations au pont de Charmont.....	1,198 l. 15 s. 4 d.
Id.....	674 l.
Id.....	116 l. 8 s.
Réparations (ponts, portes).....	10 l. 10 s.
Id.....	5 l. 15 s.
Id.....	91 l. 10 s.
Réparations (tour de Montmartrin).....	132 l.
Id.....	17 l. 4 s.
Id.....	16 l. 3 s. 4 d.
Id.....	109 l.
Censes dues par la cité à l'archevêque....	20 l. 19 s.
<i>Voirie : Enlèvement des boues.....</i>	
65 l.	
<i>Fêtes publiques : (repas à la St-Louis ; pré-</i>	
sents à divers citoyens ; frais de cérémonies).	5 l. 15 s.
Id.....	14 l.
Id.....	8 l.
Id.....	150 l.
Id.....	353 l. 16 s.
Cierges et flambeaux.....	254 l. 6 s. 1 d.

<i>Menues dépenses diverses : (enlèvement d'ordure ; déblais ; petites réparations ; entretien des fontaines ; pavage ; louage de chevaux ; plantation d'arbres ; jeux, etc.)</i>	58 l. 19 s.
Id.....	94 l. 5 s.
Id.....	67 l.
Id.....	54 l. 10 s.
Id.....	98 l. 6 s.
Id.....	126 l. 16 s.
Id.....	57 l. 6 s.
Id.....	242 l. 5 s.
Id.....	106 l.
Id.....	252 l. 10 s.
Id.....	56 l. 15 s.
Id.....	31 l. 14 s.
Id.....	512 l. 5 s.
Id.....	65 l.
Id.....	59 l. 6 s.
Id.....	115 l. 13 s.
Id.....	428 l. 15 s.
Id.....	126 l.
Id.....	72 l. 13 s. 4 d.
Id.....	56 l. 4 s.
Id.....	2 l. 2 s.
Id.....	3 l.
Id.....	3 l.
Id.....	92 l. 1 s. 8 d.
Id.....	81 l. 10 s.
Id.....	286 l. 5 s.

Dépense générale : 86.444 l. 10 s. 8 d.

Recette — : 87.921 l. 18 s. 9 d.

Le rendant est redevable à la cité de la somme de 1.477 l. 8 s. 1 d. qu'il rapportera en recette dans les prochains comptes.

Suivent les signatures.

Vu et approuvé : Le Guerchoys.

4. — RÉPARTITION. — PERCEPTION. —
 CONTROLE. — BILAN.

Les registres anciens des délibérations municipales de Besançon, quoique peu explicites sur les questions budgétaires, présentent l'état financier de la ville sous un aspect assez favorable. En voici un exemple concernant l'année 1657¹.

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DE LA CITÉ DE BESANÇON
 POUR L'ANNÉE 1657.

Premièrement les signets des moulins sont amodiés.....	705 f.
La gabelle du sel et de la marée.....	80 f.
— de la boucherie.....	120 f.
La marque des cuirs.....	81 f.
La gabelle du poisson.....	360 f.
Le droit du port de Rivotte.....	100 f.
Id. des Halles.....	300 f.
Le droit de vente des cuirs en la maison de ville.....	20 f.
Les Niquets des 5 portes.....	763 f.
La gabelle des Marchandises.....	9,050 f.
Le droit de vendre seul le sel.....	2,870 f.
Le droit des langues.....	121 f.
Les noyers des Communaux.....	8 f.
La rivière de Chammar.....	46 f.
Le quartier de la tour de Montmartrin.....	42 f.
Le verger ou parterre de la tour de Montmartrin.....	41 f.
Les sept boutiques devant les Halles.....	971 f.
Les six Hallettes devant S ^{te} Magdeleine.....	389 f.
L'impôt sur les Hôteliers et Cabaretiers.....	1,507 f.
Les boutiques de la maison de ville pour les foires.....	800 f.
Le revenu de la Vèze.....	75 f.
Les arrérages de la vente de Gonsans.....	117 f.
Les nouveaux citoyens et les amendes.....	800 f.

Les arrérages de la vente de Bonétage.....	80 f.
Id. de Claude Carran-	
det.....	24 f.
L'amodiation du greffe de l'Hôtel consistorial.	400 f.
Les arrérages de la vente sur la Saunerie....	514 f.
Id. de Marnix.....	140 f.
Le droit de Minage en argent ...	360 f.
La rivière sous le pont.....	48 f.
Id. de Velotte.....	90 f.
Les fausses Braies de Charmont.....	23 f.
Le verger et bois de Chaudanne.....	18 f.
Le verger proche le grand portrait de Cham-	
mars.....	20 f.
Le verger du Pater, le champ Gralot, celui de	
la Tuilerie et la fontaine de St-Léonard	25 f.
Total des revenus	21.108 f.

Charges ordinaires de la cité.

Premièrement, la desserte de la Chapelle de	
la Vèze.....	45 f.
La desserte de la chapelle de la maison de	
Ville.....	78 f.
Messe de vœux.....	18 f.
Messe des jours de fête.....	15 f.
Messe des PP. Bénédictins	60 f.
Id. Cordeliers.....	18 f.
Pour les jettons qui se donnent aux Comptes.	66 f.
Pour les écus d'or qui se donnent à l'entrée	
de Messieurs.....	128 f.
Taxe des vins à la Saint-Martin.....	38 f.
Pour les montes qui se font à Noël des reve-	
nus de la cité.....	80 f.
Pour la taxe des vins de Mgr l'archevêque..	37 f.
Pour les pisces le jour des Cendres.....	82 f.
Pour les vins des Pisces.....	80 f.
Pour les sept rames de papier dues aux offi-	
ciers.....	35 f.
Pour l'entretien des puits à Noël.....	58 f.
Pour les puits à la Saint-Jean.....	115 f.
Pour les cens dus à M. l'Archevêque.....	31 f.
Pour les assistances de MM. les Gouverneurs.	350 f.

Pour la publication des édits.....	10 f.
Pour les gages des officiers du bureau.....	390 f.
Id. clercs des Clochers.....	80 f.
Id. canoniers jurés.....	40 f.
Id. portiers des cinq portes.....	353 f.
Id. du portier de Malpas.....	15 f.
Id. de ceux qui ferment les Posteaux.....	16 f.
Pour les gages du concierge de la maison de ville.....	30 f.
Pour les gages de la garde du feu.....	9 f.
Id. des commandeurs des Bannières.....	28 f.
Pour les gages du visiteur de la chair.....	10 f.
Id. du Réveillé.....	5 f.
Pour l'encre et la poussière qui se paient au concierge.....	9 f.
Pour les assistances des Sieurs Secrétaires, Controleur et Trésorier.....	18 f.
Pour les gages des sergens.....	13 f.
Pour l'entretien des manteaux des sergens..	50 f.
Pour les gages du trompette.....	10 f.
Id. des clochetiers des portes.....	180 f.
Id. des sergents de la garde.....	288 f.
Pour les frais du roi de Papegay.....	50 f.
Pour les présens aux jeux d'arquebuse, d'arbalète et de l'arc.....	92 f.
Pour l'entretien des fontaines.....	360 f.
Pour la pension de Colberg.....	200 f.
Pour les gages des sergens suivant les Présidens.....	120 f.
Pour les frais des montes qui se font à ravale-ment.....	150 f.
Pour les crieurs de bon jour.....	10 f.
Pour se faire payer des Hoteliers et Cabare- tiers.....	16 f.
Pour l'entretien des horloges.....	30 f.
Pour la rente due à la confrérie de la Croix.	34 f.
Pour la rente due au sieur Brocquard.....	18 f.
Pour la pension des PP. Jésuites.....	2.000 f.
Pour les gages du maître de la sixième.....	140 f.

Pour le concierge des places qu'on lui a louées aux foires.....	16 f.
Pour les pièces d'honneur de MM. les Gouverneurs et Vingt-huit.....	1.062 f.
Pour les écus d'or et pâtés de MM. les Vingt-huit à la Saint-Jean.....	1.610 f.
Pour les gages des quarante-cinq soldats entretenus par la cité.....	3.816 f.
Pour l'ordinaire qui se paie au Receveur des pieuses fondations.....	164 f.
Pour les frais des comptes de la cité.....	950 f.
Pour le bois de chauffage de Messieurs.....	250 f.
Pour les gardes des vignes.....	168 f.
Total des charges et dépenses.....	14.144 f.

Partant la recette étant de 21.108 francs ; et la dépense de 14.144 francs, la recette ou les revenus de la cité montent plus que la dépense ordinaire, à 6.964 francs.

Plus, il faut encore ajouter aux revenus de la cité :

1° L'amodiation du prêt des Dames de Bapant.....	100 f.
2° L'amodiation de la vigne de Douxpois....	50 f.
3° Le droit dû à la cité par les Bouchers....	200 f.
4° L'amodiation du banc des Tripes.....	23 f. 6 gr.
5° Le droit sur la grange de MM. Chifflet à Palante.....	1 f.
6° Le droit dû par les fourniers à la Saint-Martin.....	17 f. 6 gr.
7° Le droit des Clousel de la boucherie....	13 f. 6 gr.
Total desdits sept articles.....	405 f. 6 gr.

Il faut encore ajouter aux revenus de la cité le droit de Minage qui lui appartient et qui s'amodie en l'an présent 1.657 à 606 émines de froment, qui valent à raison de 28 gros l'émine, cours actuel, la somme de..... 1.414 f.

A partir de la conquête française, on ne trouve plus trace de constatations aussi optimistes. C'est que, alors que le commerce et l'industrie restaient stagnants, les charges communales ne cessèrent de croître avec une progression effrayante. Les financiers d'un gouvernement que les dépenses occasionnées par des

guerres incessantes et un luxe écrasant mettaient aux abois, se servirent de toute leur ingéniosité pour se créer des revenus nécessaires. Le budget de Besançon, comme celui de toutes les autres municipalités du royaume, en sentit vivement le contre-coup. Le choc fut si rude que le 9 septembre 1702, l'intendant de Franche-Comté lui-même, M. de Haroüys, eut peur, et écrivit au contrôleur général¹ :

Les octroys mis par dessus ceux qui sont déjà établis icy feroient fort crier le peuple qui sent déjà vivement le poids de sa capitation, du quartier d'hiver, et des autres charges.

C'est aussi parce que, chose curieuse, au fur et à mesure que, pour se procurer un peu d'argent comptant, la royauté, détraquant les administrations, inquiétant les industries, compromettant les ressources militaires, rendait la lourdeur des impôts communaux plus sensible dans Besançon, le nombre des contribuables y diminuait dans la même proportion. La multitude des privilégiés, dont l'importance ressort des chapitres précédents, et qui jouissaient de l'exemption totale ou partielle des charges municipales, croissait avec les offices nouveaux. Ici, comme partout, on pouvait dire avec l'économiste Dupont de Nemours :

On a peine à croire qu'il ait suffi d'être riche pour devenir noble, et de devenir noble pour ne point payer.

A la lourdeur des impôts et à l'étroitesse de leur répartition, s'ajoutait la rigueur de la perception. On devine, en effet, la faible mentalité que devaient avoir des fonctionnaires qui, comme les magistrats de Besançon et leurs agents, n'obtenaient des fermes ou des sous-fermes qu'à la suite d'un long marchandage. Tous avaient tellement à cœur de recouvrer avec force intérêts les sommes avancées pour le prix du marché, que rarement ainsi qu'il le fût le 31 mai 1702 pour les fermiers des droits sur les moutures, on pouvait dire d'eux : « ils se sont abîmés dans cette ferme ». Une réglementation, « comme pour deniers royaux », c'est-à-dire féroce, venait d'ailleurs à leur aide. En voici quelques extraits² :

1. Correspondance des Intendants de Franche-Comté.

2. Registre des délibérations municipales.

Du 2 octobre 1700 :

Comme il y a du bled dans les greniers publics et que les vendeurs de pain ny les Boulanger a qui en assortissent le public n'en louent point, Messieurs on résolu que l'on leur fera déffense d'acheter aucun grain dans la Cité ny en campagne, mais de prendre celui dont ils auront besoin dans les greniers publics de la Cité et ce a peine de dix livres d'amende.

Du 12 janvier 1684, dans un édit renouvelé d'année en année , les fermiers des greniers à blé de la cité sont autorisés à visiter, en compagnie du procureur syndic ou du sous-syndic, les maisons de tous les boulangers et de tous les pâtissiers.

Du 23 octobre 1702 :

Messieurs les commis aux greniers publics ont fait assembler les boulangers pour scavoir d'eux combien de mesures de froment ils voulaient prendre dans lesdits greniers ; ils se sont trouvés sept, à la tête desquels Prevost a dit qu'ils prendroient chacun deux cens mesures par mois ; on connaît bien leurs monopoles, on les fera rassembler sans y appeller Prevost et on leur dira que l'on veut qu'ils prennent trente mille mesures de froment par an dans lesdits greniers qu'au reste ils se partageront entre eux.

Du 29 may 1700 :

Sur la requeste des perruquiers qui demandent d'estre assistés des Syndics de la Cité en la perquisition et visite des maisons et résidences des personnes qui sont suspectes de fraude contre les droits de la maîtrise de leur profession et de pouvoir mener avec eux un serrurier pour ouvrir les coffres et armoires de ceux qui refuseront, Messieurs ont ordonnés auxdits syndics et au premier qui sera requis d'assister lesdits Perruquiers dans les perquisitions qu'ils voudront faire chez les particuliers suspects et soupçonnés de fraude.

Les impôts communaux, si péniblement arrachés au peuple, n'étaient pas tous, malgré le double contrôle municipal et royal qui s'exerçait sur leur gestion, affectés à des services utiles. Les fermiers, sans doute, étaient surveillés par les pouvoirs publics dans leurs recouvrements. Des baux très précis détaillaient leurs droits et pouvoirs ; dans les cas où il était impossible de suivre la règle ordinaire, de nouvelles taxes leur étaient imposées ; ils étaient astreints à ne se servir que des mesures fixes (chaines, vans, bascules, etc...) déposées à l'hôtel de ville, aux halles ou

chez les commandeurs des bannières ; tout essai d'accaparement de leur part était passible de peines très sévères, et, lorsqu'ils commettaient quelque exaction, les magistrats municipaux, à la connaissance de qui elle était arrivée, prenaient immédiatement une mesure dans le genre de la suivante, en date du 29 août 1703¹ :

On a été averti que les fermiers du droit d'entrée des marchandises exigent de l'argent des paysans qui veulent faire sortir du bétail auxquels ils doivent donner une boulette gratis pour sortir mais comm' ils les renvoient a l'extrémité de la ville ils aiment mieux leur donner quelque chose moyennant quoy ils les laissent sortir ; il leur sera fait deffense de rien exiger ny recevoir a l'avenir a ce sujet et dans la première publication des fermes on les chargera par les conditions de la laissée d'avoir pendant les foins un bureau sur la place ou se tient la foire du bétail pour y donner des boulettes.

Les magistrats municipaux, eux aussi, étaient bien astreints à compter de leurs deniers devant les agents royaux. Ce contrôle central qu'ils subissaient malgré de fortes réclamations, était même très pointilleux. Ainsi la levée de tout impôt nouveau ne leur était accordée que pour un temps et à la suite d'un rapport favorable de l'Intendant. Et, à dater de l'arrêt donné au Conseil le 6 juin 1702, à la suite d'une longue contestation survenue entre eux, la Chambre des comptes de Dôle et le sieur Durey, receveur général de la province, en qualité seulement de receveur particulier du bailliage de Besançon, ils furent soumis à un règlement sévère, quoique accordé à titre de faveur spéciale. Dorénavant, ils durent, chaque année, rendre les comptes concernant la recette et la dépense de tous leurs anciens droits devant l'Intendant de la province, et consigner entre les mains du receveur des impositions du bailliage de Besançon, pour être employées suivant leurs mandements et après l'approbation de la Chambre des comptes de Dôle, les sommes provenant des octrois qui leur étaient favorables, c'est-à-dire alors de la seule augmentation de l'ancien droit sur la boucherie. Enfin, toutes les contestations au sujet de la levée et de la perception des octrois, ressortirent, à la suite de la déclaration royale du 18 mai

1. Registre des délibérations municipales.

1706, au Présidial de la ville, et par appel à la Cour des Aides de Dôle.

Cependant, malgré toute cette surveillance, le produit des impositions communales, si lourdes pour le peuple bisontin au début du XVIII^e siècle, était sujet à bien des malversations. A la mauvaise foi des fermiers et des autres percepteurs municipaux, s'ajoutait la cupidité des contrôleurs royaux. La multiplicité et l'enchevêtrement des juridictions provinciales, dont se plaint le président Boisot dans sa lettre du 27 janvier 1701 au contrôleur général, avaient pour seul effet de causer des redoublements d'amendes. Et au-dessus de toutes ces raisons, le jugement porté en décembre 1698 par M. de Vaubourg sur la ville de Pontarlier¹ :

Elle ne devrait pas devoir tant qu'elle doit... elle ne s'est endettée que par la mauvaise administration qui a été faite des deniers communs... les magistrats ou plustot l'assemblée des notables est une vraye cohüe...,

applicable à la fois à la municipalité de Besançon et aux autres assemblées de la province, expliquait cet état de choses.

A la détresse financière profonde dans laquelle, pour les causes multiples que nous venons d'exposer, était plongée la population de Besançon depuis la conquête française, il convient toutefois d'opposer une amélioration matérielle sensible, brusque même à partir de 1703, — date à laquelle la ville est à peu près organisée en capitale de grande province, — pour les dernières années de la période qui nous occupe. Ainsi que nous l'avons déjà souligné dans un chapitre précédent, malgré les guerres incessantes du règne de Louis XIV, malgré les impôts très lourds établis sur eux par leurs vainqueurs, les Comtois respirèrent désormais à l'abri des invasions, et des temps plus prospères commencèrent. Le pays se repeupla, la richesse agricole reparut la première, puis la richesse industrielle, plus lentement, en dépit d'obstacles permanents. Les chiffres donnés par le tableau suivant² sont une preuve incontestable de cette prospérité renaissante :

1. Correspondance des Intendants de Franche-Comté.

2. Extrait des Registres annuels des comptes de la cité de Besançon tenus par les trésoriers généraux.

BALANCES ANNUELLES DES COMPTES MUNICIPAUX
DE BESANÇON DE 1690 A 1710.

Années	Dépenses	Recettes	Excédents des recettes	Excédents des dépenses
1690	129,911 f. 2 gr. 2 bl.	113,186 f. 1 gr. 2 bl.		16,725 f. 1 gr.
1691	144,615 f. 5 gr. 1 bl.	132,011 f. 11 gr. 1 bl.	»	12,603 f. 6 gr.
1692	194,767 f. 11 gr. 3 bl.	180,623 f. 8 gr.	»	14,144 f. 3 gr. 3 bl.
1693	259,524 f. 8 gr. 2 bl.	244,689 f. 9 gr. 2 bl.	»	14,835 f. 11 gr.
1694	114,012 f. 7 gr.	109,878 f. 4 gr.	»	4,134 f. 3 gr.
1695	126,939 f. 5 gr. 1 bl.	106,839 f. 11 gr. 3 bl.	»	20,099 f. 5 gr. 2 bl.
1696	131,181 f. 7 gr. 2 bl.	112,244 f. 1 gr.	»	18,937 f. 6 gr. 2 bl.
1697	126,872 f. 4 gr. 2 bl.	110,449 f. 5 gr. 2 bl.	»	16,423 f. 11 gr.
1698	129,980 f. 5 gr. 1 bl.	108,266 f. 4 gr. 2 bl.	»	21,714 f. 3 gr.
1699	160,572 f. 1 gr. 3 bl.	129,149 f. 8 gr.	»	31,423 f. 5 gr. 3 bl.
1700	147,354 f. 7 gr. 2 bl.	119,852 f. 8 gr. 1 bl.	»	27,502 f. 11 gr. 1 bl.
1701	97,968 l. 4 s. 11 d.	82,023 l. 8 s. 11 d.	»	15,945 l. 16 s.
1702	100,663 l. 16 s. 5 d.	81,821 l. 9 s. 7 d.	»	18,842 l. 6 s. 10 d.
1703	107,171 l. 14 s. 9 d.	80,713 l. 13 s. 6 d.	»	26,458 l. 1 s. 3 d.
1704	125,609 l. 11 s. 10 d.	122,582 l. « 9 d.	»	3,027 l. 11 s. 1 d.
1705	95,222 l. 17 s. 4 d.	91,770 l. 6 s. 4 d.	»	3,452 l. 11 s.
1706	91,973 l. 11 s. 7 d.	89,506 l. 14 s. 1 d.	»	2,467 l. 17 s. 6 d.
1707	94,221 l. 11 s. 11 d.	87,417 l. 12 s. 7 d.	»	6,804 l. 19 s. 5 d.
1708	98,693 l. 3 s. 5 d.	98,419 l. 8 s. 5 d.	»	274 l. 14 s.
1709	105,353 l. 13 s. 5 d.	104,890 l. 16 s. 5 d.	»	463 l. 17 s.
1710	86,444 l. 10 s. 8 d.	87,921 l. 18 s. 9 d.	1477 l. 8 s. 1 d.	»

CONCLUSION

En somme, Besançon est, à la fin du xvii^e siècle et durant les toutes premières années du xviii^e siècle, dans une profonde détresse financière. Jusqu'alors, la ville, traitée en pays conquis, et réorganisée par à-coups successifs épuisant chaque fois le montant de ses ressources, ne paraît pas avoir tiré quelque profit de la domination française. A la plupart des vices inhérents à ses vieilles institutions communales s'en sont ajoutés d'autres aussi graves et dus à la tutelle royale qui lui est imposée. Son Magistrat, son Parlement, et toutes ses autres administrations, où tout s'achète et se vend, semblent être la consécration du népotisme et de l'esprit routinier. L'inégalité devant l'impôt, l'arbitraire dans la dépense, la confusion dans la gestion et l'insuffisance dans le contrôle, voilà ce qui la caractérise. Pendant de longues années encore, elle sera victime du manque d'institutions dont a souffert l'ancien régime tout entier, et le triple joug qui a noms : monopole, intolérance et privilège, l'enserrera étroitement. Toutefois, dès 1703, une ère nouvelle de réparation matérielle s'annonce pour elle. Pourvue à grands frais de tous les rouages qui ont fait d'elle la capitale d'une vaste région, bientôt débarrassée, par sa contribution à l'abonnement général de la province, de toutes ces charges si pesantes appelées affaires extraordinaires, à l'abri désormais des invasions qui, à diverses reprises, l'avaient ruinée de fond en comble, elle va revivre de meilleurs jours. Là, comme dans tout le royaume, les esprits vont se tourner de plus en plus vers les questions économiques et les résoudre successivement pour le plus grand bonheur de tous, et, lorsque les dernières barrières tomberont entre la Comté et le reste du pays, lorsque la bastille commerciale où ses vainqueurs de 1674 l'avaient enfermée croulera à jamais, un âge de prospérité s'ouvrira pour la vieille cité comtoise, âge trop court peut-être, mais qui dure encore.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

CAPITULATIONS DES ANNÉES 1668 ET 1674 POUR LA VILLE DE BESANÇON

Imprimés de 46 p. et de 7 p. par Jean Couché, impr^r de la Cité. — Archives municipales. Registrées dans les actes importants du Parlement. Vol. 12, fol. 73 et ss. Rapportées par Grimont dans ses « *Annales de Besançon* », 1767, p. 261 et ss.

I

*Articles sous lesquels Son Altesse Serenissime Mgr le P. de Condé
prendra possession de la Cité de Besançon au nom de S. M. T. C.*

Du 1^{er} février 1668

Premièrement que la religion catholique, apostolique et romaine y sera conservée en sa pureté et sans aucune liberté de conscience ; et la seigneurie illustrissime, Chapitre métropolitain, et Ecclésiastiques conservés dans leurs Immunités et privilèges.

Que les sanctuaires qui y sont, et particulièrement le Très Saint Suaire de Notre Seigneur, y seront perpétuellement conservés, sans en pouvoir être distraits à quel prétexte ny sujet que ce soit, et que pour plus grande assurance, l'une des clefs du lieu où il repose demeurera ès mains et au pouvoir du Magistrat.

Ladite Cité et les Citoyens demeureront aussi dans leurs drois, Immunités, Libertés, Franchises et Privilèges, sans que lesdits citoyens puissent être tirés ni éloignés de ladite Cité sous prétexte d'otage ou autrement ; et le public et les particuliers jouyront à l'avenir librement de leurs biens et revenus, comme ils en ont joüï ci-devant.

Que sa majesté executera en tous points et sans retardement le traité fait en septembre 1664 entre ladite Cité et le Marquis de Castel Rodrigo au nom de Sa Majesté Catholique¹.

Les biens des citoyens, soit dans la Cité, soit dans la Comté de Bourgogne, seront conservés avec sauve-garde ou besoin sera.

Que les citoyens par tout le royaume de France joüyront des mêmes

1. Voir page 108.

droits que les Français originels : et que leurs offices et bénéfices leur seront conservés, même dans ladite Cité et Comté de Bourgogne.

Que les personnes des réfugiés à Present en ladite cité, de quelle qualité qu'ils soient, même le sieur Colonel Maître, et leurs biens seront conservés avec liberté de résider en ladite Cité, ou s'en retirer avec leurs biens dans six mois, ou plus tost, s'ils le veulent avec sauf-conduit pour aller en toute seureté, où ils désireront, sans qu'aucun empêchement leur puisse être apporté à quel prétexte que ce soit.

Et en cas il plaise à sa Majesté Très Chrétienne de mettre garnison en ladite Cité, elle ne pourra estre plus forte que celle de Sa Majesté Catholique qui'estait de trois cens hommes, et y sera aux mêmes conditions sous lesquelles celle de Sa Majesté Catholique y'estait cy-devant.

Apostille mise en marge de l'article précédent.

Quant au nombre des troupes que Sa Majesté voudra mettre en garnison dans ladite Cité, son Altesse Sérénissime l'a remis à la volonté de Sd^{te} M. du consentement de ceux de lad. Cité. S. A. ayant toutefois gardé que ladite garnison ne sera à la charge de la Cité, que de la même manière qu'estoit cy-devant celle de Sa Majesté Catholique.

Que l'on supplie très humblement Son Altesse Sérénissime de faire ratifier par Sa Majesté Très Chrétienne deans dix jours, prochains les presens articles, qui seront signés de la main de S. A. Sérénissime et scelés de son Scel.

Comme aussi de faire retirer incessamment ses troupes, et celles de S. M. Très Chrétienne des Territoire et environs de cette Cité.

Les art. cy-dessus ont esté ainsi traités, convenus et accordés entre S. A. S. Monseigneur le Prince, et les Sieurs Comte de Rossillon, et Jean François d'Orival à ce spécialement commis, et deputez de ladite Cité en foy de quoy Sad. A. S. les a soubsignés, et fait contresigner par son secrétaire, et réciproquement lesdits Commis et Députés avec Jean Antoine Tinseau secrétaire d'Estat de ladite cité le 7 février environ les huit heures du soir de l'an 1668 au Camp devant ladite Cité.

Moyennant quoy deans demain huitième du present mois sera remise à Sad. Altesse Sérénissime, huit heures du matin une des portes de ladite cité nommée la porte d'Arenne, et la garnison de Sa Majesté Catholique en sortira à dix heures du même matin, pour être conduite en toute assurance au Château de Joux, par le plus court chemin, et immédiatement après, celle de Sa Majesté entrera dans lad^{te} cité, et aussitost après la Ratification des articles ci-dessus par sa majesté, ceux de ladite Cité luy presteront serment de fidélité. Signé sur l'original. Louis de Bourbon, M^s de Lauray, comte de Rossillon, l. Franç.

d'Orival. Scelé du Scel de S. M., par Monseigneur et les sieurs de ladite Cité. Coquart et I. A. Tinseau.

Ratification de la présente.

Le Roy ayant veu et leu les art. et conditions cy dessus accordés en son nom par Monsieur le Prince de Condé aux Deputez de la ville et Cité de Besançon le 7 du présent mois de février, Sa Majesté a agréé, approuvé et ratifié, agréé, approuve et ratifie tous et chacun lesdits art. et conditions, promettant en foy et parole de Roy d'entretenir et faire entretenir, et garder tout ce qui est contenu, sans y contrevenir, n'y permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière : à la charge que ceux du magistrat de ladite ville et Cité (lesquels, suivant le deuxième desdits articles doivent tenir une clef du lieu où repose le Saint Suaire de Notre Seigneur) seront tenus donner ladite clef par une personne qui sera par eux préposée à cet effet à ceux du Chapitre de l'Eglise Métropolitaine dudit Besançon, toutes et quantesfois que lesd. du Magistrat en seront requis par ceux dudit Chapitre, sans que ceux cy soient obligés de leur rendre compte pour quel sujet, et à quelle personne ils voudront faire voir ledit S^t Suaire, en témoin de quoy Sa Majesté a signé la présente de sa main et à icelle fait apposer le scel de son secret. Au camp devant Dole le 14 février, 1668. Signé, sur l'original, Lovis, et plus bas, Le Tellier, et Scelé dudit Scel de Sa Majesté.

II

Capitulation accordée par Louis quatorze sur les articles présentés par le Parlement seant à Dole le quatorze fevrier mille six cent soixante huit et le serment presté en conséquence par S. M.

1 Toutes les choses demeureront en Franche-Comté au mesme état qu'elles sont présentement quant aux privilèges, franchises et immunités. accordé.

2 La religion catholique, apostolique et romaine sera conservée et maintenue dans la franche comté, sans qu'aucune hérésie, secte ou liberté de conscience y puissent estre exercée, permise ou tolérée, etc. accordé.

3 Qu'il n'y aura aucune liberté de conscience permise et que les gouverneurs et autres commandants et capitaines ne peuvent estre d'autre religion que catholique, apost. et rom. accordé.

4 Tous les officiers de justice et autres seront confirmés en la jouissance de leurs charges, gages, profits, honneurs et emolumens. . . avec pouvoir pour une fois tant seulement de se defaire de leurs offices

et les remettre a tel autre qu'ils desirerons..... comme aussi seront ceux du dit parlement exempts de logement d'officiers et de soldats tant de garnison que d'autres gens de guerre, de mesme que de toutes impositions, subsides ordinaires et extraordinaires..... accordé.

10 Les députés des états généraux de la franche comté peuvent présenter cy après à S. M. leurs actes pour y estre favorablement ainsi qu'il en est très humblement suplié en consideration que le temps n'at pas permis de les assembler pour le present..... accordé.

..... Moyennant lesquelles conditions la place de Dole sera remise au roi aujourd'hui avant 3 heures. — Fait au camp devant Dole.

Serment de Louis XIV.

Le roy ayant veu aujourd'huy quatorzieme du mois de feuvrier seize cent soixante huit le serment de fidelité que ces officiers du parlement de Dole luy ont prettés serment, Sa Majesté promet et jure sur les saints evengiles qu'elle sera bon et juste prince a ceux de son dit parlement, de Dole, qu'elle et ses augustes successeurs les tiendront et metiendront bien et loyalement en tous et quelconques leurs privileges, franchises et libertés, anciennes possessions, usages, coutumes, et les ordonnances de la franche comté, et qu'elle fera tout ce qu'un prince palatin de bourgogne est tenu de faire, et de plus qu'elle meintiendra et fera exercer la capitulation accordée par sa ditte majesté, cejourd'huy et elle a présenté de la part dudit parlement, fait a Dole le dit jour 14^e du mois de fevrier 1668.

Signé : Louis
Le Tellier.

III

Articles et conditions que le Roy a bien voulu accorder aux quatorze gouverneurs, Magistrat, et peuple de la Cité de Besançon, le 15 may 1674.

Que la Foy et Religion Catholique y sera conservée en son entier, sans qu'il puisse y être introduit aucun exercice de Religion que celuy de la Catholique romaine.

Que l'Archevêque, Chapitre et le reste du Clergé jouïront de leurs privilèges et Immunitéz en toute liberté, sans pouvoir y être troublés sous quelque prétexte que ce puisse estre.

Que les Magistrat et peuple seront conservés dans les mêmes privilèges et franchises dont ils ont jouï jusqu'à présent, et qui leur ont

été accordés par la Capitulation que Sa Majesté leur a donnée en l'année 1668.

Que le Baron de St Mauris Commandant des armes de la Cité, et les autres gentilshommes étant dans la ville seront conservés dans leurs Biens, Drois et Privilèges en prestant serment de fidélité.

Que les Citoyens ne seront employés à aucun travail ni attaque contre la Citadelle.

Que les troupes qui seront mises dans la ville vivront en payant, sans être à charge aux habitans que pour le simple logement, en attendant qu'il esté construit des cazernes, auxquelles on travaillera au plus tôt.

Que les citoyens ne seront point désarmés, mais que leurs armes, pendant l'attaque de la Citadelle, seront portées à l'Hôtel de Ville; à la garde du Magistrat qui en répondra, et les leur restituera après la prise de la Citadelle.

Qu'ils jouïront du Sel ordinaire, qui leur a esté délivré jusques à present, sans pouvoir estre rehaussé.

Que les Miliciens et Volontaires seront enfermés dans quelque grange, ou grande maison de la ville jusques à la reduction de la Citadelle, après laquelle ils seront renvoyez chacun chez eux et pendant led. temps ils auront le pain aux dépens de Sa Majesté.

Que la garnison sortira aujourd'huy à deux heures après midy par la porte de Charmont : que tout sera prisonnier de guerre jusqu'à l'entière réduction de la Comté, Sâ Majesté voulant seulement bien accorder aux Officiers de Cavalerie et Dragons, que le Colonel pourra emmener quatre chevaux, le Lieutenant Colonel, et le Major chacun trois ; le Capitaine deux, et les Officiers subalternes chacun un cheval et leurs équipages.

Et que l'Académie sera conservée dans Besançon aux mêmes conditions et en la même manière qu'elle est jusques à présent. Fait au Quartier du Roy du Camp devant Besançon, le 15 may 1674. Signé sur l'Original, Lovis.

IV

Traitté fait entre son Excellence Monseigneur le Marquis de Castel-Rodrigo comme plénipotentiaire de S. M. d'une part et la Cité de Besançon d'autre, avec la ratification royale ensuivie le 11 mars 1665.

En espagnol dont suit traduction,

Philippe par la grace de Dieu, Roy de Castille, de Léon, d'Aragon, des Deux-Sicilès, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade,

de Tolède, de Valence, de Galice, de Mallorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsique, de Murcie, de Jain, des Algarbes, d'Algezire, de Gibraltar, des Iles de Canarie, des Indes Orientales et Occidentales, Isles et Terre ferme de la Mer Océane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, et Milan, Comte d'Abspurg, Flandres, Tirol et Barcelone, Seigneur de Biscaye et de Molina, etc.

Savoir faisons que comme ainsi soit : Que pour contribuer de Nostre Part au repos du S. E. R. moyennant le rétablissement de la Paix générale d'Allem. nous nous serions volontairement demis et relachés de la ville de Frankendal au Palatinat acquise cy devant par nos glorieuses armées en troc de la Ville de Besançon cité Impériale Libre située en nostre comté de Bourgogne, pour accomplissement de quoy, le Sérénissime Empereur Ferdinande troisième du commun consentement des Electeurs, Princes et Etats dudit Empire a cédé et transféré à nostre Royale Personne et Couronne et à celle de nos successeurs en icelle ladite Cité de Besançon. Comme il en conste par la transaction impériale faite à Ratisbonne le 17^e de may 1654. Et comm'il convient a nostre service et au bien commun des habitants de ladite cité de Besançon passer à l'acte de prendre la possession d'icelle.....

pleine puissance est donnée au Marquis de Castel Rodrigo

.....En conformité de quoi ledit Marquis.....

s'étant transporté à Besançon et ayant conféré

.....avec les Gouverneurs, anciens gouverneurs, vingt-huit, quarante-deux Notables, et citoyens tant pour eux, comme pour leurs succ^{rs} pour parvenir à l'exécution de la prise de possession de ladite Cité, le Traitté suivant sera inseré de parole à autre traduit de la Langue Françoisse en Espagnole. Comm'il soit que dès plusieurs siecles la Cité de Besançon auroit despendu immediatement du S.E.R. comme Cité Impériale libre, jusques à ce que l'Invincible Empereur Ferdinande 3^{me} de glorieuse memoire pour concourir au bien général de la Paix de l'Empire, auroit du consentement de tous les Estats, convoqués à la Diette de Ratisbonne, transféré et cédé ladite cité à S. M. C. Philippe 4^e Roy des Espagnes, à present regnant, que Dieu garde, en eschange de la Forteresse de Frankendal occupée par les armes dans le Palatinat, comme par le Diplome du 17^e may 1654, sous la réserve toutesfois de tous droits et privilèges compétans à ladite Cité de Besançon expressement portée par ledit Diplome et confirmée par lettre de l'Invincible Empereur Léopold a present regnant, en datte a Vienne du 4^e de novembre 1660.

Et que depuis, S. M. C. ayant fait savoir son désir de faire ce transport, celle-ci fut heureuse de passer sous la domination du puissant Monarque, — qu'elle auroit même choisie ci devant pour son Protecteur, — surtout lorsqu'elle sut que le plénipotentiaire était Mgr de Rodrigo et qu'il était chargé de conserver tous ses privilèges. Lequel Mgr de Rodrigo est venu et a convenu avec les gouverneurs et notables,

Scavoir que tous les Droits, Libertés, Privilèges, Prérogatives, Immunités, Franchises, Coustumes, et Usances de ladite Cité luy seront conservés sans aucune altération, comm'elle en a jouy du passé et jouy encore presentement, ainsi qu'ils sont contenus et déclarés es Diplomes des Empereurs Charles le Quart, Venceslas, Sigismond, Frederic, Maximilien 1^{er}, Charles 5^e, Ferdinando 1^{er}, Maximilien 2^e Rodolphe 2^e, Mathias, Ferdinando 2^e, et Ferdinando 3^e...., ledit Seigneur declare que ladite cité de Besançon, dependra desormais immédiatement de la Royale Personne de S. M. et de celle de ses successeurs sans qu'elle soit obligée de s'adresser aux Gouverneurs, Ministres, et Conseil des Pays-Bas, ou comté de Bourgogne ny autre part pour recours en ses pretentions sinon directement et immédiatement à la Royale Personne de S. M., comme elle faisoit cy devant à celle des Sacrés Empereurs, lors qu'elle estoit sous leur domination. Que la forme du Gouvernement et juridiction quelle a possédé et possède a present sera continuée cy-après (a reserve toutesfois de ce qui suit au regard de ladite juridiction). Que ladite cité ne pourra estre alienée, ny transferée par S. M., ses successeurs ou ayans droits pour quelle cause que ce soit hors de sa domination, sans l'expres consentement des Citoyens dudit Besançon, selon que du passé elle ne le pouvoit estre hors du Domaine de l'Empire. Et comme parmy lesdits droits et privilèges competants a ladite Cité, elle avoit cy devant ceux de choisir un Protecteur, et faire telle alliance quelle jugeoit convenir pour sa seureté, dont elle avoit jouy jusques a present sans contredit lesdits Citoyens pour montrer leur prompte soumission et obeissance à S. M..... se sont volontairement despoillez et despartis desdits droits de choisir un Protecteur et faire telle alliance que bon leur sembleroit, avec promesse de n'en faire aucune, ny choisir aucun Protecteur dorenavant sans l'ordre expres et commandement de S. M. ou ses successeurs, moyennant toutesfois les choses et conditions cy après déclarées et promises à ladite Cité..... Scavoir que pour le plus grand lustre et splendeur de ladite Cité il extendroit comme il extend par cette son ancien Territoire en y adjoignant les Villages cy après denommez avec leurs Territoires et dependances pour estre

incorporés à l'ancien de ladite Cité et dépendre de la totale Juridiction du Magistrat d'icelle, sous reserve toutesfois des Justices appartenant aux Vassaux et sujets féodaux de S. M. lesquelles leur sont conservées pour en user comme du passé. Bien entendu neantmoins que les appellations qui en seront émises ressortiront audit Magistrat ainsi qu'elles faisoient précédemment aux Lieutenants des Baillifs. Scavoir Beure, Larnodz, Aveney, Busi, Pugey, Arguel, Fontaine, Vorges, Boussière sur le Doubs, Rancenay, Osselle, Morre, les deux Sones, Genne, Montfaulcon, le grand Verre, Nancray, Mamirole, Tarcenay, Montron, Villers, Merrey, Epengney, Courcelote, Arcier, Chaleze, Treport, Fertan, Clairon, Maizière sur la Loue, Scey sur la Loue, Amondan, Cademenne, Malbran, Rurey, Foucheran, Nazey, l'Hospital du Gros Bois, Dammartin, Bouclan, Glamondan, Ambre, Osse, Vauchan, les trois Oigney, Vaite et Champline, Gonsans et la Grange de Vieney, Deluz, Amagney et la Malemaison, Le Petit Verre Novillars, Chalezeule, Roche, Marchaut, Talenay, Braillan, Champoux, Vielley, Merrey, Bonnay, Devecey, Chevroz, Eschole, Thise, Pirey, Miserey, Pouillez les Vignes, Serre, Frasnoy, Chemaudin, Avanne, Champagney, Vaulx, Champvan, Mazirole, Audeux, Pelouzey, Chauçenne, Geneuille, Noironte, Placey, Franey, Cordiron, Reco-longne, Moncley, Esmagny, Chevigney, Ruffey, Pouillez françois, les deux Amons, Cussey, Villers-Buson, Corcondray, Vregille, Danne-marie, Thurey, Moncey et Lavernay avec les Granges de Liège, du Croe, et Valentin, sur lesquels Villages sera exercée justice et autorité du Magistrat selon Edits et Ordonnances du Comté de Bourgogne faits jusques a present mais non pas selon ceux qui se feront cy après, auxquels ledit Magistrat ne sera tenu de se conformer, si ce n'est que ledit Magistrat trouve à propos d'en faire de pareils, ou qu'il luy vienne Ordre expres et immédiat de S. M. de les faire au regard desdits nouveaux sujets, lesquels pourront appeller de toutes sentences qui sont appellables de droit... pourveu toutesfois que la somme dont il s'agira en matières civiles et fiscales excède celle de cinquante livres (les despens non compris).....

S. M. ne pourra abaisser à 20 livres dans l'avenir cette somme minimum d'appel si la somme procede

.....de causes concernant la Police ou les Edits politiques... ledit Magistrat jugera sans appel... lesdits citoyens ont consenti et consentent que Sadite Majesté établisse en ladite Cité cinq juges qui en connoistront en dernier ressort, lesquels devront estre Originels Citoyens ou Citoyens des trente ans de résidence, personnes laïcs et grâdués, qui pendant leurs fonctions de Juges seront obligez de resider

en la cité... et ne seront continuez en cest employ que pendant le temps de deux ans, au bout desquels ils devront demeurer au moins un an, après avoir esté changez, sans ledit employ...

S. M. leur assignera des gages et des honoraires convenables. Le greffier sera citoyen ainsi que les juges. Les amendes seront établies au profit de S. M. Les citoyens et les anciens sujets de la cité, banlieue et territoire d'icelle pourront se pourvoir en 2^e instance par devant lesdits 5 juges en *matière civile seulement* pour les affaires qui excéderont 200 fr. Pour les causes criminelles, fiscales et de police, la totale administration et justice demeurera en dernier ressort comme du passé au Magistrat.

En mesme consideration de relasche desdits droits de Protection et d'Alliance, sadite Majesté par Sadite Excellence son Plenipotentiaire accorde aux Citoyens de Besançon residens actuellement en ladite cité le droit d'Evocation par devant lesdits Gouverneurs en première instance, en toutes actions purement personnelles, soit resultantes de contrats, instrumens, titres ou autrement qu'ils auront, et pourront avoir contre ceux du Comté de Bourgogne, sous la même faculté d'appeller comme il est premis par devant lesdits cinq Juges, qui en connoistront en dernier ressort, et de plus en toutes causes, et actions personnelles, réelles, mixtes, et hypothéquaires, que lesdits citoyens auront contre les sujets de S. M., du comté de Bourgogne, lesdits citoyens auront le droit d'Evocation a son Parlement dudit comté, pour en user en la meme sorte que toutes autres personnes privilégiées, qui ont le meme droit.

Pour mesmes considerations, et afin de pourvoir au bien de ladite Cité, sadite Majesté a promis et promet par Sadite Excellence d'y ériger, et establir une Université à l'esgal, et de mesme façon que celle de Dole, dont les Professenrs en toutes facultez, Distributeurs, et autres supposts seront pourvez et gagez perpetuellement par sadite Majesté, et ses successeurs, et ce dans un an prochain au plus tard, peu esgard mesme que ladite cité avoit ja le droit d'en establir une, par les Bulles des souverains Pontifes et Diplomes des sacrez Empereurs, nommemant de l'Invincible Empereur Ferdinande 1^{er} en datte a Vienne du 15^e janvier 1564. Et comme il ne seroit raisonnable que l'extension du territoire accordé à ladite cité fut de prejudice au surplus de la Province au regard des impositions qui se feront pour dous gratuits, et utilité communed'icelle; il a esté convenu que les sujets transferez à ladite cité en payeront leurs affierts, et contingents a proportion du nombre desdits villages, et pour la part qu'ils composent de ladite Province, selon que telle part, et quotité pourra estre reconnüe et

arrestée pour une fois par sadite Excellence et les Commis de la Cité, bien entendu que l'imposition et repartement sur lesdits Villages nouvellement transferez a ladite Cité, sera fait par le Magistrat ordinaire d'icelle, sur Lettres de S. M. audit Magistrat, ou Lettres d'Advis des Estats, sans toute fois que ladite cité ny les anciens Sujets, et territoire d'icelle, puissent jamais estre compris dans lesdites impositions, et repartements. Et finalement sadite Excellence au Nom preddit a promis, et promet de au plutost que faire se pourra traiter avec ceux qu'il convient pour acquerir les droits des Justices de Regalie, Viscomté et Mayrie, et autres subalternes qui sont riére ladite Cité pour les supprimer, à ce que la seule de Sa Majesté reste en ladite Cité et soit exercée par le Magistrat, dez aussitôt qu'elles, ou aucunes d'icelles seront acquises. Comm'aussi par tout le contenu au present Traitté celuy de Gardienneté qui estoit entre S. M. et ladite Cité demeure entierement resolu... dechargée pour l'advenir de tout ce qu'elle estoit obligée de payer à S. M. à ce regard... mesme... elle remet par celles tout ce que la cité doit, ou peut devoir du passé à sadite Majesté au sujet dudit Traitté de Gardienneté.

Fait le 29 septembre 1664.

Comme Monsieur l'Intendant avait demandé des memoires pour rendre son advis sur une requeste présentée au Roy par le seigneur Archevesque, par laquelle il demandait de se restablir en la Justice de Régalie, Mons^r le Maire qui a pris la peine de dresser ledit memoire après la lecture de lad^e Requeste qui est conceue en ces termes a fait lecture dud^e mémoire.

Au Roy.

Sire,

Joseph-François de Grammont, Archevesque de Besançon, remontre très humblement a Votre Majesté que les Archevesques ses prédécesseurs avaient et jouissaient de grands droits en la ville de Besançon, comme d'y faire battre monnoye, imposer la Taille, percevoir des droits d'Eminage sur le bléd, ceux d'entrée de ponts et de Rivière et de la Justice.

Mais une grande partie de ses droits se sont perdus par la négligence ou l'impuissancedes Archevesques, par les désordres des guerres, par des usurpations ou par des traittés faits avec les souverains.

Il en est resté quelques-uns exercés dans un traitté du dix^e juin 1435 ; Entre autres le droit de Justice haulte, moyenne et basse dans

la Ville et Baulieu de Besançon que les archevesques ont fait exercer par trois différens juges ou trois différentes Juridictions. L'une appelée la Mairie, l'autre la Vicomté et la troisieme la Régalie.

Les appellations de la Mairie se portaient à la juridiction de la Vicomté et les appellations de la Vicomté à la Régalie et les appellations interjettées des jugemens rendus à la Régalie se portaient à la Chambre impériale de Spire.

Cependant les trois Juridictions connaissaient en première instance de toute matière par prévention.

Les prédécesseurs Archevesques aliénèrent sous réserve de fief la Mairie et la Vicomté à la Maison de Chalons dont la maison de Nassau est héritière.

Ces trois Juridictions ont toujours esté exercées de la manière que l'on vient d'expliquer jusqu'en 1668 que les Magistrats et Officiers de la maison de ville de Besançon, sans caractère abusans de leurpouvoir par un mandement qu'ils rendirent de leur autorité privée, supprimèrent les trois différentes Juridictions et ordonnèrent que les causes qui y estoient pendantes se porteroient en leur hostel consistorial.

Feu Mgr Antoinè de Grammont, predecesseur du suppliant, se contenta de faire faire quelques remontrances, mais le changement de domination, les guerres continuelles et son grand âge l'empeschèrent de se pourvoir contre cette injuste usurpation.

Après la paix le Roy de la Grande-Bretagne auquel la Mairie et la Vicomté appartiennent comme représentant la Maison de Chalons, a, le huit février 1700, en consequence des ordres de Votre Maté obtenu un arrest du Parlement de Besançon portant que les Juridictions de la Mayrie et de la Vicomté seront exercées par ses officiers comme avant la prétendüe suppression de 1668.

Cet arrest fait connoître que l'entreprise des Magistrats de la Maison de Ville de Besançon estait injuste, et il établist que la Regalie doit estre retablie comme la Mayrie et la Vicomté, ainsy le suppliant ne doit pas douter que l'on ordonnera que la Régalie sera exercée par ses officiers comme avant 1668.

Mais l'on trouve dans l'arrest du Parlement du 8^e février 1700 des dispositions très préjudiciables à la Jurisdiction de la Régalie. En ce que l'on ordonne 1^o que les appellations des sentences rendües en la Vicomté et la Mairie seront portées au Bailliage de Besançon ; 2^o qu'en tout estat de cause, lorsque les deux parties ou une seule demanderont d'estre jugees en dernier ressort, tant les premières instances que les appellations seront portées au Parlement.

La première disposition renverse entièrement ce qui avait esté establi et observé d'un temps immémorial jusqu'en 1668, que les appel-

lations de la Mayrie et de la Vicomté ont esté portées à la Jurisdiction de la Régalie ; Car si on portait au Bailliage ces mesmes appellations, toute la jurisdiction de la Régalie se trouverait presque aneantie et elle perdrait ce qu'elle a de plus eminent, qui est de conuaistre des appellations des sentences de la Mayrie et de la Vicomté.

La seconde disposition de l'arrest du huit février 1700 fait aussy un préjudice considérable à la jurisdiction de la Regalie, puisque le Parlement pourrait par ce moyen dépouiller par la volonté des parties la jurisdiction de la Regalie des premières instances et de toutes les appellations des sentences de la Mayrie et de la Vicomté ;

Le suppliant espère de la bonté et de la justice de Votre Majesté qu'elle ne souffrira pas que l'Archevesché de Besançon souffre un préjudice si considérable et qu'elle l'honorera de sa puissante protection en cette occasion comme en toutes autres.

Mais comme Votre Majesté examine tout avec soin avant de se décider, et qu'elle ne voudra point prononcer sur la demande du suppliant sans avoir demandé et examiné led. memoire du Parlement et peut estre du Bailliage, le suppliant demande seulement à vostre Maté de nommer tels Messieurs les Conseillers d'Estat qu'il luy plairait pour examiner les pièces et mémoires de ceux qui peuvent estre fournis par le Parlement et autres pour ensuite a leur rapport à Votre Majesté estre par elle ordonné ce qu'elle jugera a propos, Et le suppliant continuera ses prières pour la santé et prosperité de Vostre Majesté.

REGALIE

La teneur du memoire dressé en conséquence de ladite requeste est telle : La Cité de Besançon estait cy devant un membre assez considerable de l'Empire aux diettes duquel elle avait la seconde seance parmy les quatre Cités libres dud^t Empire.

Son Magistrat estait Eleu par le peuple et y exerçait et administrait la Justice souveraine.

C'estait une Chambre Impériale qui dépendait immédiatement de la seule personne des Sacrés Empereurs et de leur suprême Conseil Aulique, sans reconnaistre aucun autre Supérieur.

Il y avait toutefois en ladite Cité trois autres Tribunaux, communément appellés les Justices de la Regalie, de la Vicomté et de la Mayrie, où les Citoyens pouvaient se pourvoir en toutes causes personnelles et réelles.

Ces Justices estaient subalternes l'une a l'autre, de la Mayrie on

appelait a la Vicomté de celle cy a la Regalie et de ceste derniere a la Chambre Impériale de Spire.

Mais elles estoient toutes en quelque façon subordonnées audit Magistrat, particulièrement en ce qu'en tout estat des causes qui se poursuivaient en l'un ou en l'autre desdits trois Tribunaux les parties ou l'une d'elles pouvaient demander d'estre renvoyées au souverain jugement du Magistrat,

Ce que le juge ne pouvait leur refuser, et la sentence du Magistrat sur la difficulté de laquelle il estait question estait prononcée en la mesme Justice ou la cause avoit esté jnstruite et de laquelle on avoit demandé le Renvoy et le Juge d'icelle estait obligé d'exccuter ladite sentence du Magistrat.

La Vicomté et la Mayrie appartiennent hereditairement et sans contestation au Prince d'Orange qui y estably ses Juges et ses officiers.

Mais la Regalie composait à Sa Majesté Impériale comme une marque de sa Souveraineté sur la Cité, ainsy qu'il en compte par le Diplôme de l'Empereur Charles le quart qui contient les droits et autorités de Sa Ma^{te} Impériale sur lad^{le} Cité, aussy bien que les anciens droits et privilèges de lad^e Cité et des citoyens qui y sont exprimés après due connaissance de cause.

Cependant comme les personnes des Sacrés Empereurs estoient ordinairement trop esloignées pour administrer Eux-mesmes cette Justice et user des droits et Jurisdictions en dépendants,

Et qu'il leurs aurait esté trop dispendieux dy envoyer et désigner a cet effet quelques personnes expresses, les profits et emoluments en estant trop peu considerables,

Ils avoient coustume d'en donner l'administration aux Seigneurs Archevesques, comm' aux personages les plus considérables de la Cité a charge toutefois de prêter le Serment en tel cas requis, entre les mains du Magistrat de Besançon avant que de pouvoir sy entre-mestre.

Mais cette concession n'estait que pour la vie et pour la personne de chaque Archevesque, après la mort duquel lad^e Regalie et droits en dependans retournaient de plain droit et sans aucune autre formalité a Sa Majesté Imperiale, selon qu'il en constera par les actes de leurs investitures, ainsy que l'on s'assure,

Aussy chacun desd^{ts} Archevesques estait obligé d'en prendre l'investiture et d'en recevoir des patentes de Sa Ma^{te} Impériale sans pouvoir sy jngérer avant que de les avoir obtenües.

A deffault de quoy et du serment promis l'administration en demeurait au Magistrat de la Cité, qui y commettait un Juge et autres Officiers pour l'exercer,

Et ce qui justifie encore de plus en plus que cette Regalie et droits en dependans composaient en toute propriété a Sa Ma^{te} Imperiale et non point aux Seigneurs Archevesques est que d'autres personnes en ont eu l'Investiture, comme les Seigneurs de la Maison de Chalon et de Celle de Vienne.

Cependant il est arrivé qu'en l'an 1654, pour le bien de la paix generale de l'Empire et quasi de toute l'Europe, l'Empereur Ferdinand 3^e, du consentement des Estats de l'Empire, ceda a sa Ma^{te} Catholique la Cité de Besançon et tous les droits generalmente qui luy appartenaient en et sur Icelle en eschange de la forteresse de Frankentall.

Il en appert par le diplome dud^t Eschange dans lequel les clauses sont non seulement si generales, mais encore si expresses et si spéciales a l'egard de tous droits Royaux et de Regalie que l'on ne peut pas dire avec fondement que cette Justice de Regalie ny soit pas comprise.

Aussi qu'elle apparence y aurait il que Sa Ma^{te} Catholique qui faisait un si grand avantage a l'Empire en restituant Frankentall, ait voulu accepter cette Cité et y souffrir une Jurisdiction estrangere comme serait celle cy si les Seig^{rs} Archevesques la tenaient encore en investiture des Empereurs et qui plus est avec dependance de la Chambre Imperiale de Spire,

N'importe la reserve des droits de l'Archevesque et de l'Archevesché portée au mesme Diplome de l'Eschange, puisque les Seigneurs Archevesques n'en ayant aucuns en lad^e Regalie (ainsy qu'il est promis) que ceux que Sa Ma^{te} Impériale voulait bien leur conférer pendant la vie de chacun d'iceux, tant seulement,

Les Empereurs ne peuvent plus les leur accorder ny les en investir s'en estant Eux mesmes depouillés par la cession que les Estats de l'Empire en ont faite au Roy d'Espagne,

Lequel seul en a pû disposer dès led^t Eschange aussy tost que l'investiture qui en avait esté accordée précédemment au Seigneur Archevesque Claude d'Achey qui s'en trouvait pour lors pourvû par Sa Ma^{te} Impériale, viendrait à cesser,

Or, il ne se trouvera pas que Sa Ma^{te} Catholique a laquelle cette Regalie appartenait, l'ayt conféré a aucun des Seigneurs Archevesques, successeurs dud^t Seigneur Claude d'Achey.

L'Empereur mesme ne l'a pas fait dez lors et ne l'aurait pû faire vallablement, ne pouvant plus légitimement disposer d'un droit qu'il avait cédé par led^t Eschange et qui ne luy appartenait plus,

Il est donc hors de doute que led^t Seigneur Archevesque moderne ny les Seigneurs ses predecesseurs a compter de led^t Seig^r d'Achey

n'ayant point eû d'investiture soit de Sa Mat^é Impériale, soit de Sa Mat^é Catholique, n'ont eu dez lors et n'ont encore a présent aucun droit en la Regalie,

Et par une ulterieure conséquence que le Magistrat de Besançon n'a fait aucune entreprise sur les droits de l'Archevesché,

Si d'ailleurs on fait reflexion que par le traité fait entre Sa Maj^{te} Catholique et la Cité de Besançon le 29 septembre 1664, elle declare expressément et veut que la Justice souveraine soit exercée seule dans la Cité par le Magistrat d'Icelle.

Ce traité suffit pour prouver que Sa Majesté Catholique n'a jamais eu intention de se depouiller de ce droit de Regalie a elle cédé si solennellement et que bien loin d'en vouloir donner l'investiture aux Seigneurs Archevesques, elle a voulu au contraire se la reserver pour la faire exercer par le Magistrat sous son autorité Royale et souveraine comm' elle l'avait promis par led^t traité,

Mais l'estat des affaires est tout à fait changé et les Justices de Besançon ont pris une autre face par les nouveaux établissements que Sa Majesté a faits il y a vingt cinq ans dans la Cité,

Premierement par l'establissement d'une Justice de Mayrie en place de celle qu'avoit l'ancien Magistrat a laquelle Justice le Roy a attribué la connaissance de toutes causes personnelles réelles et mixtes par prévention avec le Bailliage dans la Cité et les cent villages du Comté de Bourgogne annexés au Territoire d'Icelle.

Secondement d'un Balliage royal et d'un Présidial pour administrer la Justice tant dans la Cité et Banlieue d'Icelle que dans lesd^{ts} Cent villages,

Troisiemement par l'Etablissement ou transport du Parlement pour y exercer en son nom et sous son autorité la justice en dernier ressort, non seulement sur les Citoyens de Besançon, mais encore sur tous les sujets de la Province du Comté de Bourgogne et auquel toutes les appellations des Bailliages sont portées,

Après la lecture des susdits Requete et memoire, Mons^r le Maire a esté prié de les mettre en mains de Monseigneur l'Intendant.

Du lundy, 23^e may 1701.

Registre 117 des délibérations municipales.

MÉMOIRE DES MAGISTRATS DE BESANÇON POUR SE
POURVOIR AU CONSEIL CONTRE L'ARREST DONNÉ EN
LA CHAMBRE DES COMPTES A DOLE LE 29 JUIL-
LET 1700 SUR LE FAIT DES VOYRIES

Les Magistrats de la Ville de Besançon remontrent très humblement à V. M. que ceste ville est la plus ancienne des Gaules qui dépendait autrefois immédiatement de l'Empire romain, comme les autres Cités libres de l'Empire. Elle estait sous la seule conduite de quatorze gouverneurs, vingt huit notables, un avocat fiscal, deux procureurs syndics, un secrétaire d'Estat, un Tresorier et un controleur ; lesquels administraient dans la Cité et son territoire et Banlieue, toute sorte de Justice, haulte, moyenne et basse, civile et criminelle, avec toute Police souverainement, comme les autres villes de l'Empire, particulièrement comme celle de Strasbourg : les appellations de leurs jugements ne pouvaient se porter qu'immédiatement au Conseil Aulique de l'Empereur pour les causes civiles seulement.

Cette Manière de Gouvernement a tousjours duré jusques en 1664 que le marquis de Castelrodrigo Gouverneur des Pays-Bas pour le Roy Catholique et munis de son pouvoir spécial, vint à Besançon prendre possession de cette ville au nom du Roy son maître en exécution des traités de paix de Munster et d'Osnabruck, sur lesquels étans restés quelques difficultés entre l'Empereur Ferdinand III et Philippe IV Roy d'Espagne qui avaient convenus de l'eschange de lad^e ville contre celle de Frankentall, sous réserve neantmoins de tous les droits et Privilèges accordés à ceste Ville par les Empereurs suivant la transaction faite à Ratisbonne le 17 may 1654, confirmée par l'Empereur Léopold le 4^e novembre 1660. Il fut fait un autre traité entre le marquis de Castel Rodrigo au nom du Roy catholique et les Gouverneurs, Notables et Citoyens de Besançon le 29 septembre 1664 par lequel il fut convenus que tous les droits, libertés, privileges, prérogatives, immunités, franchises, coutumes et usages de lad^e cité luy seraient conservés sans aucune altération comm'elle en avait jôuis du passé et jouissait encore alors.

Il fut encore convenu que la forme du Gouvernement et Juridiction que cette Cité avait gardée et gardait alors serait continuée de la manière réglée par led^t traité de 1664 et qu'à cet effet son territoire serait étendu et augmenté de Cent villages cy dénommés pour estre incorporé à l'ancien territoire ou banlieue de la Cité et dépendre de

la totale justice, direction et autorité de ses Magistrats, qui Jugeraient sans appel des faits de Police et Edits politiques ainsi que le tout est porté plus au long dans le traité cy dessus du 29 septembre 1664 ratifié par Philippe IV Roy d'Espagne le 11 mars 1665.

Sa Majesté a eu la bonté de confirmer le mesme traité et d'en promettre audit Magistrat l'exécution en tous les points par la Capitulation accordée en ladite Cité en l'année 1668 reclarée et confirmée par la dernière capitulation de l'an 1674.

Le Roy ayant trouvé bon de changer la forme ancienne du Magistrat de Besançon et d'y transférerle Parlement de Dole par Lettres patentes du 26 aoust 1676 il y crea un Mayre avec la qualité de Vicomte avec pouvoir d'establir un Lieutenant, trois Eschevins, seize conseillers, un secrétaire, deux syndics et autres Officiers nécessaires; Mais ce nouveau Magistrat fut confirmé par les mesmes lettres dans l'exercice de la justice haulte, moyenne et basse et de la Police tant sur les Citoyens de lad^e Ville que sur les Cent villages de son territoire et banlieue.

Par autres lettres patentes, données à Versailles au mois de septembre 1677, Sa Majesté voulant donner des marques de distinction aux Officiers dudⁱ Magistrat leur accorda et permis de porter des robes de ceremonie dans les Actions publiques, et par autres Lettres Patentes du 20^e octobre 1678 la préséance aux officiers du Baillage leur fut aussy accordée.

Par Edit du mois d'aoust 1692 Sa Majesté ayant trouvé bon de creer dans toutes les villes du Royaume des Maires et des Assesleurs au titre d'office et hereditaire avec les mesmes droits, privilèges et prérogatives dont les d^s Maires avaient jouis auparavant, lesdits offices furent réunis au Magistrat de lad^e ville moyennant la finance de trente six mille livres avec les deux solz pour livres, par lettres patentes données à Versailles au mois d'avril 1693.

Par autres Edits des mois d'octobre et novembre 1699 Sa Majesté ayant créé dans toutes les villes un lieutenant général de Police et autres officiers avec plusieurs attributions; les officiers dudⁱ Magistrat, ayans fait représenter à Sa Majesté leurs anciens droits et privileges obtinrent la réunion desd^{ts} Officiers a leur Corps et furent maintenus en la possession de la Police comme du passé tant dans lad^e Ville que dans les territoires Banlieües et Cent villages en dependans, moyennant la finance de quarante mille livres et les deux solz pour livres par lettres patentes du mois de novembre 1700.

Les Magistrats de Besançon ont jouits et jouissent de temps immémorial non seulement des droits de justice et juridiction sur ladite ville territoire et banlieue, mais encore des droits de police grande et petite voyries a l'exclusion de tous autres.

Cependant la Chambre et Cour des Aydes a Dole, a donné un arrêt le 29 juillet 1700 qu'elle a fait publier dans les Baillages du Comté de Bourgogne par lequel elle s'attribue en première instance et en dernier ressort tous les droits des grandes et petites voyries.

Si cet Arrest était exécuté dans la Ville de Besançon il detruirait entierement toutes les anciennes ordonnances et Edits de cette Ville contenûes dans les recueüils des années 1583 et 1688 très sagement establies, très exactement observées jusqu'à present et enregistrées au Parlement de lad^e Ville.

Il aneantirait un droit acquis aux Magistrats et controlleur de lad^e Ville de connoistre et avoir toute inspection sur tous les faits contenus aud^t Arrest ; ce droit est fondé sur une possession aussy ancienne que la Ville, mesme sans aucun trouble ny empeschement.

Car la Ville de Besançon doit estre regardée d'un œuil different des autres de cette Province ; dans Celles cy il n'y a jamais eu de Police réglée pour les bastiments, point d'Ordonnance qui en contienne la manière, point d'officiers qui ayent l'inspection sur bastiments publics et particuliers, chacun y a suivy son caprice sans faire attention a l'ornement ny a la beauté et regularité des villes.

C'est pour cela qu'il a été nécessaire de commettre des personnes dans lesd^{es} villes qui prissent le soin de leur regularité, comm'il a été ordonné par les Edits du mois de febvrier et septembre 1696 portant création d'un bureau de finances avec attribution de la grande et petite voyrie et reunion dud^t bureau a la Chambre des Comptes a Dole.

Mais ces Edits ne peuvent pas regarder la Ville de Besançon qui faisait avant la conquête un estat separé du Comté de Bourgogne, qui a esté de tous tems tres bien Policée, soit en fait de bastiments rües ou autrement, qui a tousjours fait et eu des ordonnances tres judicieuses et exactes pour en faire observer la regularité qui a toujours eu des commis du Magistrat preposés à cet effet, sans lesquels il n'a jamais été permis de faire aucun bastiment au dehors, Et un Controlleur estably principalement pour faire executer leurs reglemens et ordonnances et ou consequemment il serait très inutile d'establir de nouveaux Officiers qui seraient à charge au peuple et qui rendraient fort difficiles les bastimens, allignemens et autres ouvrages de voyrie, soit par les frais et honoraires des nouveaux Officiers, soit par l'éloignement de lad^e Cour a Besançon, soit par les procez que l'on ferait à tous momens aux peuples hors de leur ancien ressort,

Led^t Arrest serait contraire aux deux Capitulations des années 1668 et 1674 par lesquelles Sa Majesté a eu la bonté de promettre et de s'obliger à maintenir tous les droits, usages et privileges de lad^e ville.

Il renverserait la declaration faite par Sa Majesté en transferant le

Parlement a Besançon, laquelle a ordonné qu'on suivrait a l'avenir comme du passé dans cette ville les anciens uzages et coutumes et non les ordonnances du Comté de Bourgogne.

Cet arrest attente à ceux du Conseil d'Etat des mois d'avril 1693 et 22 juin et 5 octobre 1700 portant réunion au Corps desdits Magistrats des offices de Maire, assesseurs, lieutenant general des Officiers de Police.

Si lesd^{ts} Magistrats ont pris un soin particulier de l'embellissement de leur ville en y faisant observer exactement les anciennes et nouvelles ordonnances de Police et voyrie comme la seule veüe le demontre, ce nouvel établissement serait un moyen tres seur pour en detruire a la suite toute la regularité et pour rendre jnutilles en peu de tems tous les soins que lesd^s Magistrats y ont apporté dez plusieurs siècles.

Car un Commis de la Chambre des Comptes serait peut estre un estranger qui n'aurait en veüe que les emolumens, la beauté de la ville luy serait indifferente, il ne se donnerait pas la peine de marquer les allignemens des bastimens et Rües, de regler la haulteur et la maniere des edifices et de faire observer les ordonnances, a quoy neantmoins lesd^{ts} Magistrats ont travaillés jusqu'a présent avec autant d'exactitude que de désinterressement.

Ils ne peuvent donc se persuader que l'intention du Roy en créant un bureau de finances pour la Grande et petite voyrie ayt esté d'en dépouiller les officiers de lad^e Ville ausquels lesd^{ts} droits sont si legitimement acquis par tant de tiltres et par une possession si ancienne non seulement a l'égard du droit d'ordonner, mais encore de celui de decider les faits de contravention dont cependant lad^e Cour veut s'aroger la connaissance en première jstance et en dernier ressort.

Si l'on doutait de leur possession ils joindraient plusieurs actes tirés de leurs archives et journaux qui en sont une preuve indubitable ; la Chambre des Comptes ne produira aucune pièce contraire ; une seule réflexion sur l'ancien estat d'une ville capitale libre et Impériale pourrait suffir a la preuve des droits cy dessus.

Ce sont les raisons qui font esperer aux supplians que Sa Majesté jnterpretant les Edits des mois de febvrier et septembre 1696, contenant création du bureau des finances et evocquant a sa personne l'opposition qu'ils forment ou besoin serait a l'exécution dud^t arrest du 29 juillet 1700 les maintiendra, et leur ville en la possession de tous les droits tant de la grande que de la petite voyrie, ainsy qu'ils ont droit d'en jouir et en ont joiÿs du passé dans l'étendue de lad^e Ville, territoire, banlieue et ressort d'Icelle, faisant deffense à lad^e Chambre, nonobstant son arrest de reunion dud^t bureau de finances et a tous

autres de les troubler en la jouissance de tous les droits cy dessus a telle peine qu'il plaira a Sa Majesté statuer; si toutefois Sa Majesté ne trouvait plus a propos en maintenant les suppliants en la possession des d^{ts} droits, en laisser l'appel a ladite Chambre dans les cas de contravention seulement.

LUC MARQUIS.

Du meredy, 9^e novembre 1701.

Registre 117 des délibérations municipales.

Monsieur,

Je crois estre obligé de vous informer d'une contestation qui se renouvelle entre la Chambre des Comptes de Dôle, les Magistrats de Besançon, et le S^r Durey, Receveur général de la Province, en qualité seulement de Receveur particulier du Bailliage de Besançon.

Quand en 1692, le Roy establit en cette Province la venalité des charges, sa majesté, par le même édit, crea des Receveurs particuliers en tiltre pour chaque Bailliage, avec le droit de recevoir les deniers provenants des octroys des villes, dont ils compteraient a la Chambre des Comptes comme des deniers Royaux. Pour regler quels estoient les deniers d'octroys de la ville de Besançon dont le receveur particulier du Baillage feroit la, Recepte et compteroit a la Chambre des Comptes, les Magistrats de Besançon et le S^r Durey se pourvurent pardevant M. de la Fond qui. après avoir entendu toutes les parties, sur la declaration des Magistrats, que les octroys de la ville de Besançon concistoient uniquement dans le droit de percevoir par chaque bœuf et vache qu'on y tue deux livres six sols, par chaque veau et mouton trois sols quatre deniers, et par chaque porc six sols, revenant a la somme de cinq mille livres, ordonna le 31 mars 1694 que cette somme, reconnue estre des deniers d'octroys, seroit remise entre les mains du Receveur des Impositions du Baillage de Besançon pour estre employée suivant les mandemens des Magistrats de Besançon.

Cette ordonnance a esté exécutée sans reclamation d'aucune part jusques au neuf aoust 1698, que le Procureur General de la Chambre des Comptes, y fit assigner les Magistrats de Besançon pour faire declarer tous leurs revenus, octroys.

Cette assignation demeura sans poursuite jusques au onze janvier 1699, que le Procureur General (de Chambre des Comptes), écrivit a ces Magistrats, qu'il avait ordre de pousser cette affaire. Les Magistrats presenterent une Requête a M. de Vaubourg pour lors Intendant de cette province sur laquelle, après avoir veu le Reglement fait

par M. de La Fond le 31 mars 1694, qui reduit les octroys de Besançon a ces simples droits sur la Boucherie, il ordonna le dix fevrier 1669 que ce Reglement seroit executé suivant sa forme et teneur.

Quand le Receveur du Bailliage de Besançon rendit son compte de l'année 1699, par une ordonnance mise en appostille, la Chambre des Comptes le chargea de faire à l'avenir recepte de l'ancien droit de la Boucherie, de toute la ferme du Rouage, et de l'entrée du Vin, à peine cinq cents livres d'amande.

En exécution de cette ordonnance le S^r Durey donna le 20 may 1701 une nouvelle assignation aux Magistrats de Besançon par devant la Chambre des comptes.

Ces Magistrats se pourveurent par devant moy, et y firent appeler le S^r Maisières commis du S^r Durey, après avoir entendu les parties, j'ordonné le 8 juin 1701, que, conformément aux Reglements de M^{rs} de la Fond et de Vaubourg, des 31 mars 1694 et 10 fevrier 1699, les Magistrats rendroient compte par devant moy, ainsi qu'il s'estoit pratiqué du passé, de tous leurs anciens droits et revenus, et que le S^r Maisières recevroit seulement les deniers provenant de l'octroy de l'augmentation des anciens droits de Boucherie de laditte ville, pour en compter à la Chambre des Comptes, Je fis deffenses aud S^r de Maisieres de faire aucunes poursuittes contre les Magistrats pour la reddition des comptes desdits anciens droits et revenus a peine de nullité des procedures, cinq cents livres d'amende et de tous dépens, dommages et interests.

Quand le S^r de Maisieres a rendu le compte de 1700 la Chambre des Comptes luy a de nouveau ordonné de poursuivre dans six semaines l'assignation donnée aux Magistrats de Besançon le 20 may 1701 a peine de mille livres d'amende. Cette nouvelle ordonnance fait revenir à moy les Magistrats de Besançon et le S^r de Maisieres, les Magistrats demandent que je soustienne ce qui a esté réglé par MM. de la Fond et de Vaubourg mes predécesseurs et la possession dans laquelle ils sont de ne remettre au Receveur du Baillage de Besançon, que les deniers qui proviennent de l'augmentation qui leur a esté accordée par forme doctroy, des droits qu'ils ont levés de tout temps sur la Boucherie,

Le S^r de Maisieres demande de son costé une decision sur cette affaire, afin qu'il ne se trouve point exposé à des amendes du costé de la Chambre des Comptes ou du mien.

J'ay cru que pour faire cesser ce conflit embarrassant pour ces Magistrats, et pour ce Receveur, il estoit nécessaire de recourir à vostre autorité.

Les Magistrats de Besançon ont plusieurs sortes de revenus, ceux

qui donnent lieu à la contestation et dont la Chambre des Comptes prétend qu'on doit compter pardevant elle comme deniers d'octroys, sont, l'ancien droit sur la Boucherie, l'entrée du vin, et le droit de Rouage. Il est certain que la ville de Besançon a, de temps immemorial, un droit sur la Boucherie, et que cet ancien droit est pour elle un bien patrimonial. Ce droit a esté augmenté en 1677 pour faciliter le payement de cent mille escus qu'elle donna pour avoir le parlement qui estoit originairement à Dole. Ces cent mille Escus destinés pour les fortifications, cette augmentation de droits sur la Boucherie, qui n'avoit esté accordée que pour un temps a depuis esté renouvelée par plusieurs arrests, qui tous portent que cet octroy est par augmentation de l'ancien droit.

Les Magistrats depuis le 31 mars 1694 ont remis le produit de ce nouveau droit sur la Boucherie entre les mains du Receveur du bailliage, qui en a compté à la Chambre des comptes, à cet egard il n'y a pas de difficulté. Mais pour ce qui vient de l'ancien droit sur la Boucherie, que la ville soustient estre pour elle, par son ancienneté, un bien patrimonial, jamais le Receveur du bailliage n'en a fait la recepte, et tous les comptes en ont esté jusques a present rendus devant les Intendants. L'entrée du vin est un droit si ancien pour la ville de Besançon que dans tous les plus anciens comptes il en est fait mention sans qu'on en trouve l'origine, ce qui fait par conséquent un bien patrimonial, qui ne tombe point dans le cas des octroys, dont le Receveur du bailliage doit faire recepte.

Le droit de Rouage qui se lève sur tous les chariots et charettes chargés qui entrent dans la ville, n'estoit anciennement que de huit deniers sur chaque chariot ou Charette, et la ville en jouit aussi de temps immemorial; en 1667 Il a esté augmenté de trente deux deniers de manière que pour l'ancien et le nouveau droit de Rouage, on leve presentement quarante deniers, qui font trois sols quatre deniers. La Chambre des Comptes pretend, qu'on doit compter pardevant elle de cet ancien et de ce nouveau droit, les Magistrats y resistent, et representent à l'esgard de l'ancien droit que c'est un bien patrimonial possédé de tout temps par la ville, et qui n'est point dans le cas des octroys, pour ce qui est de l'augmentation de trente deux deniers, accordée en 1677, Ils conviennent que c'est effectivement un octroy, mais Ils disent en même temps qu'il ne tourne point à leur profit, qu'ils en sont seulement les fermiers, puisque tout ce qu'ils retirent de ce nouveau droit entre dans les vingt sept mille livres qu'ils sont obligés de fournir tous les ans au Roy pour les fortifications des places de cette Province.

L'interest que les Magistrats ont, d'empescher que le Receveur du

Bailliage fasse la recepte de leur ancien droit sur la Boucherie, de celui qu'ils ont sur l'entrée du vin, et de l'ancien et nouveau droit de Roïage, est bien sensible, puisque si les sommes qui en reviennent passoient par les mains du Receveur du Bailliage, elles seraient sujettes aux Taxations deües a ce Receveur, et aux droits et espices de la Chambre des Comptes, ce qui causeroit de la diminution dans leurs revenus, dont ils ont grand besoin pour soustenir toutes leurs charges, qui viennent même d'estre considérablement augmentées par vingt sept mille livres qu'on les a obligés de donner pour les fortifications des places de cette Province au lieu de vingt quatre qu'ils donnaient seulement quand je suis venu icy, et par une pension de mille livres, dont on les a chargés, pour dédommager les deux professeurs de Theologie de deux Canonicats de Dole que la translation de l'Université de Dole a Besançon leur a fait perdre.

Si après que vous aurés connu, par toutes les pieces que j'ay l'honneur de vous envoyer, ce qui s'est toujours pratiqué à cet egard, si vous vouléz bien laisser les choses dans le même Estat qu'elles ont estés jusques a present et faire subsister les ordonnances de M^{rs} de la Fond, de Vaubourg, et la mienne. Je crois qu'il est a propos de les confirmer par un arrest du Conseil qui finira ce conflit et qui tirera le Receveur du Bailliage de l'embarras des différentes amendes ausquelles il est condamné.

DE HAROÛYS,

14 février 1702.

Correspondance des Intendants de Franche-Comté.

A Besançon ce 27^e janvier 1701.

Monseigneur,

Le Parlement et la Cour des Aydes de cette province ont souvent des contentions au sujet de leurs juridictions. D'où il arrive que l'on condamne a une amande pour transport de juridiction la partie qui agit ailleurs qu'en la juridiction où chaque compagnie estime qu'elle doit agir. Et que cet amende est souvent redoublée, lorsque la partie n'obeit pas au premier commandement, de sorte que le Parlement ordonnant que les parties plaideront par luy, Et la Chambre des Comptes Cour des aydes, domaines et finances de Dole, ordonnant au contraire que les parties plaideront par devant elle il y naist un conflit de juridictions que le cons^{el} seul peut regler. Pour eviter que pendant ce reglement de Juges, les sujets du Roy ne soient inquiétés par les Receveurs des amendes, Je vous supplie M^{gr} d'envoyer au parle-

ment et à la Chambre des Comptes, la declaration de Sa Mat^e du 28^e janvier 1682 faite pour abroger la condamnation demande par transport de iuridiction. Elle contiendra les deux compagnies, ainsy que les Presidiaux de ce pays, Elle evittera des frais aux parties et servira au soulagement des sujets de Sa Mat^e.

Boisot.

(frère du président Boisot).

INDEX DES PRINCIPAUX NOMS PROPRES

PAGES	PAGES
Achey (d'), 117.	Ceur, 41.
Aglans, 87.	Chalezeuilles, 61.
Alsace, 8, 20.	Chamars, vi, 2, 3, 26, 39, 57, 60, 63, 75, 77, 78, 79, 85, 89, 94, 95.
Arbois, 3.	Chammartin (de), 90.
Aremberg (d'), 7.	Chapuis, 24.
Audifred, 40.	Charlet, 68.
Auxiron (d'), vi, 6.	Chastelet (de), 72.
Ballyet, 59.	Chifflet, v, 2, 14, 60.
Barberot, v, 56.	Clairon (de), 69.
Basle (Denis de), 67.	Coindre (G.), vi, 2, 16, 19, 37, 42, 53, 61.
Baylin, 68.	Colberg, 96.
Beaume-les-Dames, 3.	Combe-aux-Chiens, 73.
Beauquier, 45, 69.	Condé (de), vi, 104, 106.
Beauvilliers (de), vi.	Conti (de), 50.
Belamy, v, 4, 43.	Coquart, 106.
Belfort, 10.	Couché, 104.
Belin, 69.	Courbouzon (de), 19.
Bernage (de), 10, 11, 13, 23, 33, 49, 51.	Cuson, 60.
Biéatrix, 15.	Daclin, vii.
Billerey, 67.	Devoillar, 57.
Boisot, 28, 101, 127.	Dôle, 3, 6, 9, 13, 27, 100, 106, 119, 123, 126.
Bouillard, 56.	Doret, 59.
Boulot (de), 15, 36.	Droz, 7, 8.
Bourgey (de), 67.	Dunod de Charnage, vi, 7, 22, 52.
Bourgon, vi, 17.	Dupasquier, 56.
Boussey, vi, 7, 8, 11, 17.	Duplessis, 41.
Bouteiller, 39.	Dupont de Nemours, 98.
Bregille, 2, 3, 71, 73, 75, 76.	Duras (de), 29, 45, 63, 67, 69.
Brocard, 96.	Durey, 100, 123.
Broty, 63.	Euvrard, 84.
Bullet, 56, 59.	Faivre, 56.
Buson, 63.	Falstière, 69.
Bussy, 55.	Febvre (L.), vi.
Camuz, 40.	Fleurus, 71.
Cany, 91.	Fleury, 69.
Card, 40.	Franchet de Coudrey, 14.
Carrendet, 95.	Froissard de Broissia, 52.
Castan, 52.	Fronsot, 41.
Castel-Rodrigo (de), vii, 104, 108, 110, 119.	Gaillon, 58.
César (J.), 1.	

PAGES

Gauthier, 41.
 Genou, 58.
 Gillebert, 15.
 Glaris, 4.
 Gonsans, 94.
 Grammont (de), 50, 113.
 Grand-Combe, 87.
 Gray, 3, 12.
 Grimont, v, 2, 4, 19, 23, 104.
 Guénard, vi.
 Haguenau, 12.
 Harouys (de), vi, 2, 7, 13, 16, 19, 31, 32, 98, 126.
 Hasle (Claude de), 57.
 Hermand, 42, 57.
 Hocques, 60.
 Isenghien (d'), 7.
 Jobelot, 28.
 Jonnet, 56.
 Joux, 12, 105.
 La Fonds (de), vi, 10, 68, 123.
 La Rochefoucauld (de), 7.
 Laude, 56.
 Lauragais (de), 7.
 Lefebure, vii.
 Legoutvil, 68.
 Le Guerechoys, v, vi, 3, 93.
 Le Tellier, 106, 107.
 Loisy (de), v.
 Lons-le-Saulnier, 3, 19.
 Lyon, 20, 22, 24, 61.
 Maillot, 54.
 Mareschal, 42, 67.
 Marin, 57.
 Marquis (Luc), 15, 123.
 Martin, 56.
 Marullier, 56.
 Mégevand, 23.
 Mounier, 85.
 Montbéliard, 3.
 Montcley (de), 53.
 Montrille, 42.
 Morre, 76.
 Mouthier-Hautepierre, 53.
 Movinville (de), 69.
 Orgelet, 3.
 Orival (d'), 20, 51, 54, 105.
 Ornans, 3.
 Paidailhau, 68.
 Palente, 60, 61, 80, 86, 97.

PAGES

Pargney, 56.
 Paris, 14.
 Pellisson, vii, 2, 4, 24.
 Perrault, 16.
 Pesmes, 12.
 Pétremand, 42.
 Philippe, 36.
 Pierre, 57.
 Pillot, 57.
 Pingaud, vii, 19.
 Plantier, 68.
 Poligny, 3.
 Pontarlier, 3, 12, 101.
 Port-sur-Saône, 12.
 Pourcy, 10.
 Prévost, 99.
 Prost (L.), v, 4, 53, 54.
 Prost (P.), 58.
 Provence, 5.
 Quingey, 3, 53.
 Renard, 14.
 Renty (de), 29, 47, 58, 63, 70, 75.
 Rivotte, 3, 24, 26, 39, 40, 56, 57, 61, 63, 67, 71, 73, 79, 81, 83, 85, 87, 88.
 Robelin, 69.
 Robert, 69.
 Roquet, 72.
 Rossillon (de), 105.
 Rostaing (de), 29, 68, 69, 70.
 Rougebief, vii, 17.
 Rouhier, 56.
 Saint-Amour (de), 67.
 Saint-Claude, 3, 19.
 Saint-Ferjeux, 59, 80, 86.
 Saint-Marceau (de), 69.
 Saint-Mauris (de), 108.
 Saint-Nicolas (de), 54.
 Saint-Paul, 2.
 Salins, 3, 9, 10.
 Sauvagoz, 61.
 Scey-sur-Saône, 12.
 Sergy (de), 10.
 Serre-les-Sapins, 51.
 Silvant, 42.
 Solliot, 88.
 Suchet, vi, 19.
 Taragnoz, 76.
 Thiebaud, 56.
 Thyse, 62.
 Tilly, 41.

PAGES	PAGES
Tinleau, 90.	Vazin, 88.
Tinseau, 106.	Velotte, 26, 39, 57, 60, 79, 85, 95.
Tissot, 61.	Verny, 54.
Valentin, 76.	Verpel (de), 90.
Vauban, 2.	Vesoul, 3.
Vaubourg (de), vi, 50, 101, 123.	Vèze (La), 44, 52, 53, 55, 59, 60, 61.
Vaux (Prés de), 76.	72, 80, 81, 83, 87, 88, 89, 94, 95.
Vavin, 55.	Vilpion (de), 68.

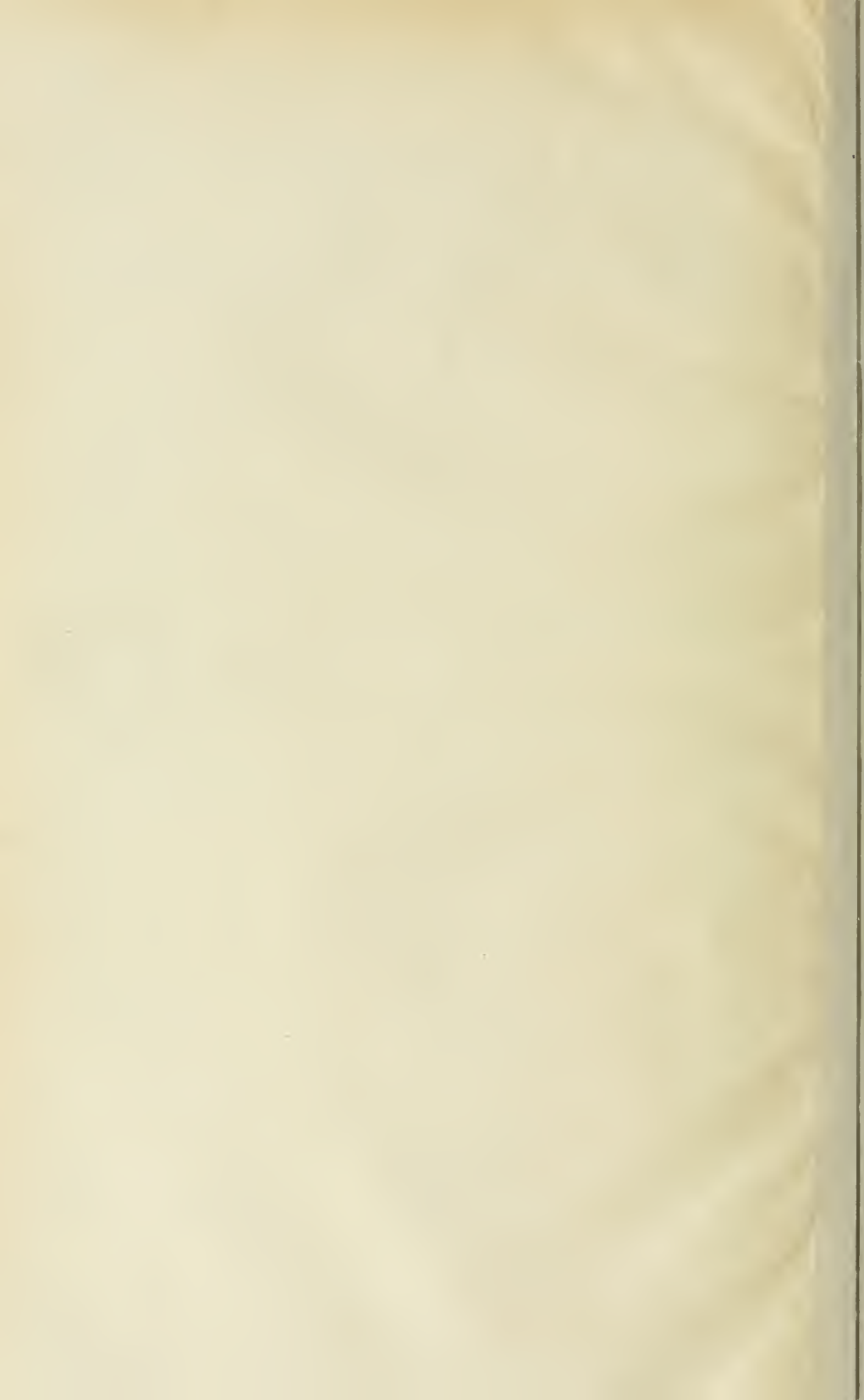


TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS.....	I-IV

BIBLIOGRAPHIE

Manuscrits.....	v
Imprimés.....	VI-VII

I. DE LA VILLE

a) Vue à vol d'oiseau.

Croquis de Besançon. Aspect général. Rues, champ de Mars, quais, fortifications.....	1
--	---

b) Etat de la population.

Division en bannières. Population comparée des villes de la province. Intolérance religieuse. Défiance de l'étranger. Exclusion des indigents et des mainmortables. Crainte de la peste.....	6
--	---

c) Juridictions.

Organisation de Besançon comme capitale d'une province française. Nouvelles impositions: taille, capitation, fermes des salines, dixième, douanes, abonnement général, etc. Transformation des pouvoirs locaux. Installation de nouveaux corps administratifs. Etat moral au lendemain de la conquête. Résistances locales.....	19
---	----

d) Richesses.

Isolement naturel de Besançon. Isolement financier de Besançon. Les foires. Faiblesse de l'activité commerciale et industrielle.....	25
--	----

II. DU BUDGET PROPREMENT DIT

1. — RECETTES.

Recettes ordinaires : Les fermes.

a) Examen de leur origine et de leur nature particulières.

Plan du territoire de la cité royale de Besançon. Croquis des environs de Besançon.	
Le rouage	27
Entrée des marchandises.....	29
Gabelle du vin sur les hôtes et cabaretiers.....	31
— de la boucherie.....	32
— ancienne des marchandises.....	33
— des marées.....	34
Le droit sur le poisson.	
Le poids des halles et chambrettes en dépendant.....	35
La marque des cuirs.	
Droit sur les marchands étrangers vendant cuirs en la cité.....	36

Les signets des moulins.	
Le droit des langues.	
Le droit du port de Rivotte.....	37
Entrée du vin.	

b) Les « montes » ou enchères.

Recettes diverses.

Droit de citoyens.....	40
« Patoz ».....	41
« Cabaret enseigne ».	
« Monte droit volailles ».	
Monopoles divers.....	42
Amendes.....	43

2. — DÉPENSES.

Dépenses ordinaires.

Impôt royal.....	44
Culte.	
Finances.....	45
Justice.	
Instruction publique.	
Guerre..	
Dettes.....	46
Administration provinciale.	
Administration communale et services locaux.	
Frais administratifs.....	47
Propriétés communales.	
Voirie.	
Fêtes publiques.	

Frais exceptionnels.

Dépenses imposées par le nouveau gouvernement.....	48
Travaux communaux.....	49
Réceptions et fêtes solennelles.....	50
Assistance publique.....	51
Instruction publique.....	53

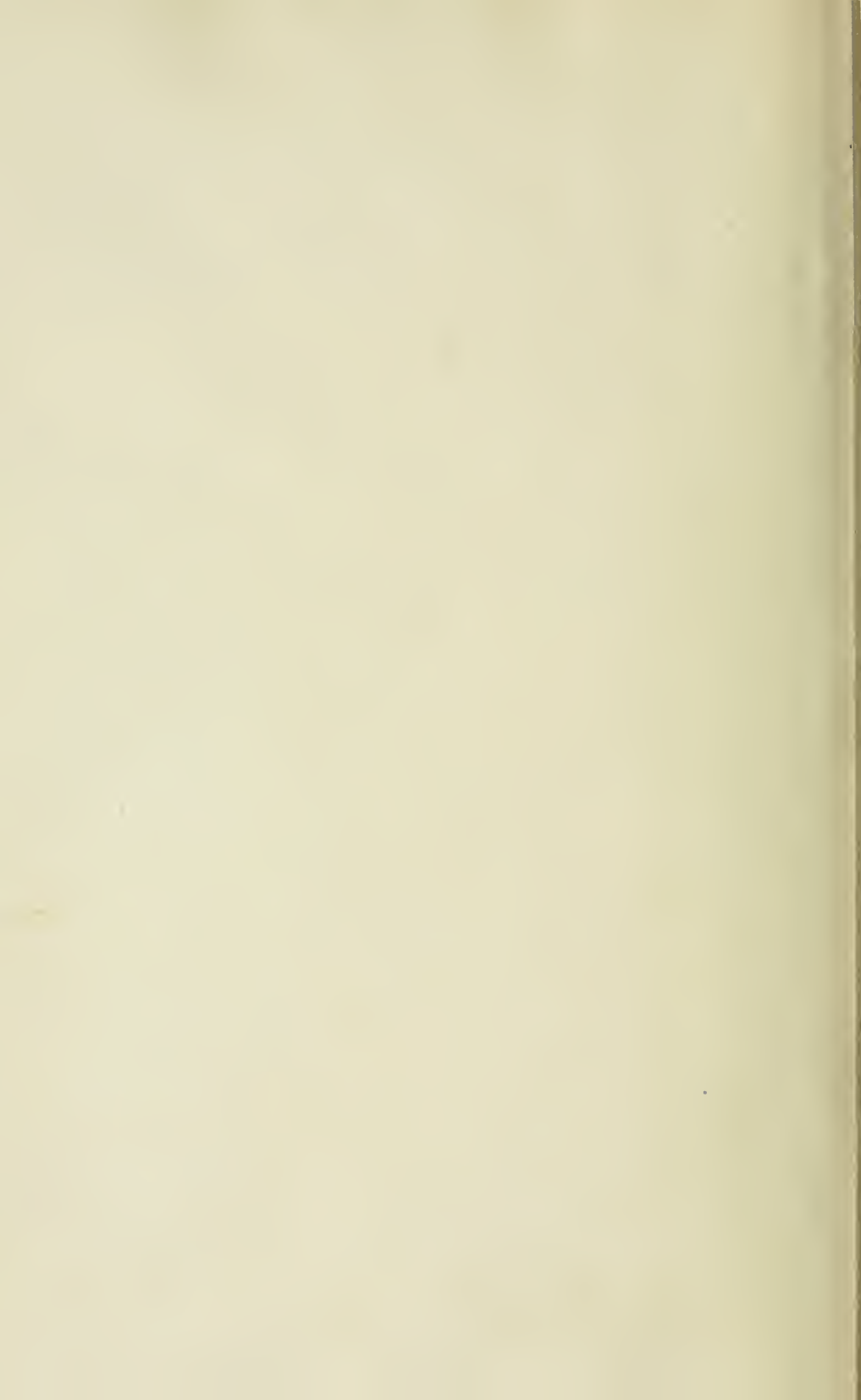
3. — TABLEAU COMPARATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES TOTALES
DE TROIS ANNÉES.

Année 1690 : recettes.....	55
— dépenses.....	62
Année 1705 : recettes.....	79
— dépenses.....	81
Année 1710 : recettes.....	84
— dépenses.....	88

4. — RÉPARTITION. PERCEPTION. CONTRÔLE. BILAN.

État des revenus et des dépenses de Besançon en 1657.....	94
Lourdeur des charges.....	97
Multitude des privilégiés.....	98
Rigueur de la perception.	

	PAGES
Insuffisance du double contrôle municipal et royal.....	99
Amélioration matérielle à partir de 1703.....	101
Balances annuelles des comptes municipaux de Besançon de 1690 à 1710.....	102
Conclusion.....	103
Pièces justificatives.....	104
Index des principaux noms propres..	129
Table des matières.....	133



AS	Bibliothèque de l'École
162	pratique des hautes
B6	études. Section des
fasc.	sciences historiques
183-184	et philologiques

CIRCULATE AS MONOGRAPH

**PLEASE DO NOT REMOVE
SLIPS FROM THIS POCKET**

**UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY**

